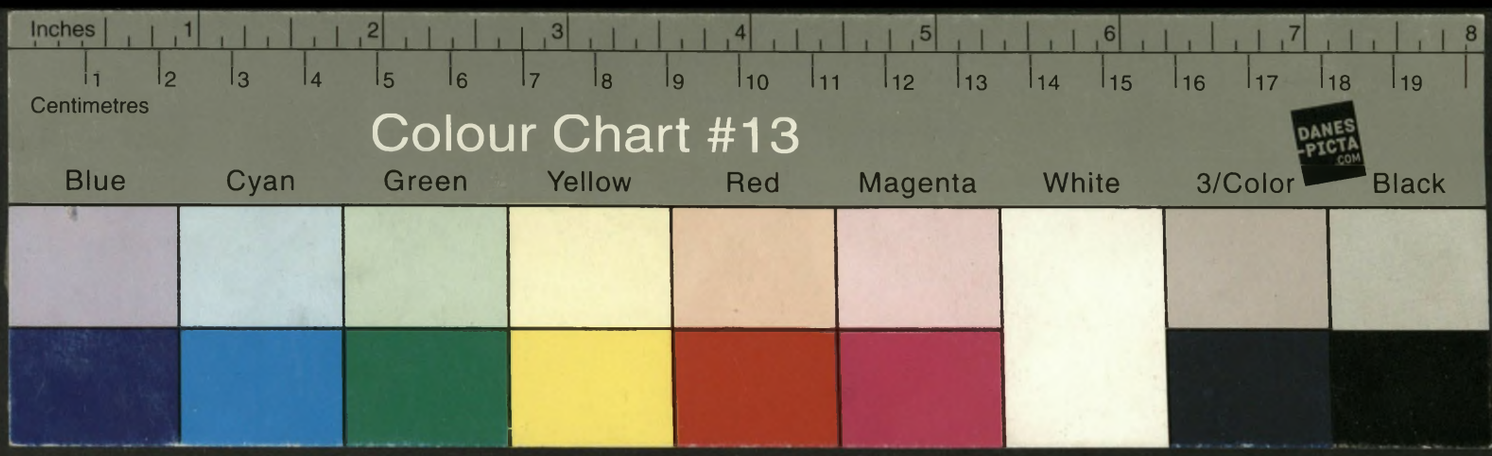


MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

DE

CAULAINCOURT

DUC DE VICENCE

GRAND ÉCUYER DE L'EMPEREUR

Introduction et notes de
JEAN HANOTEAU

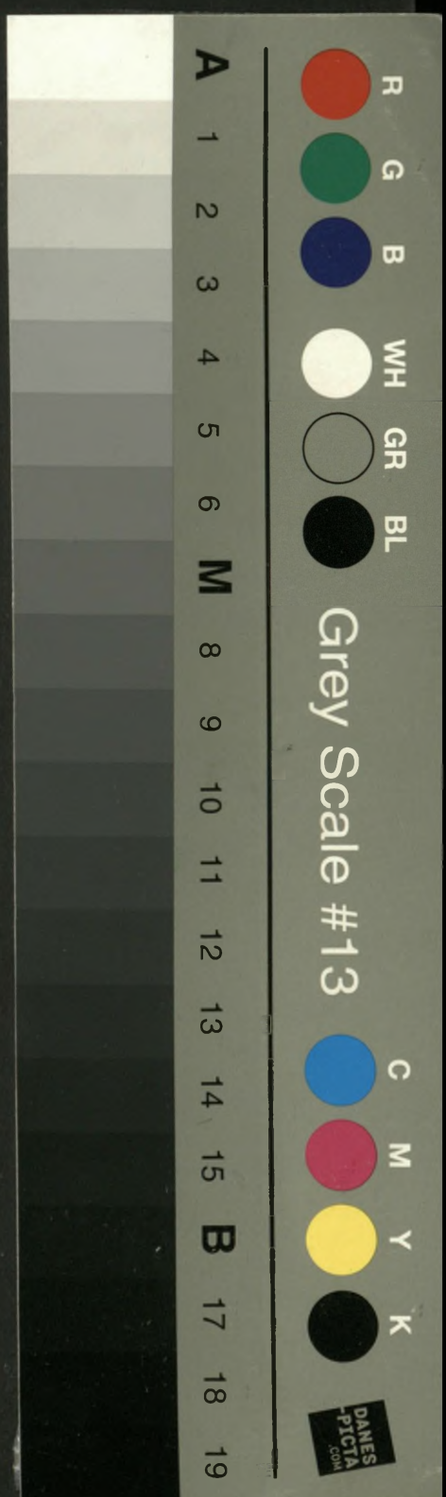
TOME PREMIER

L'AMBASSADE DE SAINT-PÉTERSBOURG
ET LA CAMPAGNE DE RUSSIE

PARIS

LIBRAIRIE PLON

6e mille



MÉMOIRES
DU GÉNÉRAL
DE
CAULAINCOURT
DUC DE VICENCE
GRAND ÉCUYER DE L'EMPEREUR

Introduction et notes de
JEAN HANOTEAU

TOME PREMIER

L'AMBASSADE DE SAINT-PÉTERSBOURG
ET LA CAMPAGNE DE RUSSIE

PARIS

LIBRAIRIE PLON

6e mille

Il a été tiré de cet ouvrage

75 exemplaires sur papier pur fil des papeteries Lafuma, à Voiron, dont 58 numérotés de 18 à 75, et 17 hors commerce.

MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

DE CAULAINCOURT

DUC DE VICENCE

GRAND ÉCUYER DE L'EMPEREUR

Mémoires du général de Caulaincourt, duc de Vicence, Grand écuyer de l'Empereur :

Tome I. *L'Ambassade de Saint-Pétersbourg et la Campagne de Russie.* ★

Tome II. *L'Ambassade de Saint-Pétersbourg et la Campagne de Russie.* ★★

Tome III et dernier. *L'Agonie de Fontainebleau.*



LE DUC DE VICENCE

Tableau de GÉRARD.

Appartient à Madame la Comtesse GÉRARD DE MOUSTIER.

MÉMOIRES

DU GÉNÉRAL

DE CAULAINCOURT

DUC DE VICENCE

GRAND ÉCUYER DE L'EMPEREUR

INTRODUCTION ET NOTES DE

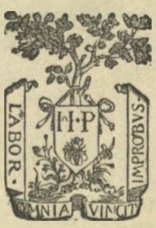
JEAN HANOTEAU

TOME PREMIER

L'AMBASSADE DE SAINT-PÉTERSBOURG
ET LA CAMPAGNE DE RUSSIE

★

Avec une gravure en frontispice



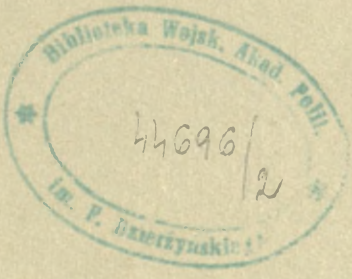
PARIS

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6e

92



Copyright 1933 by Librairie Plon.
Droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

PRÉFACE

I

LA FAMILLE

Le château de Caulaincourt (1), que les Allemands ont fait sauter à la dynamite en 1917, s'élevait sur les bords de l'Omignon, à 14 kilomètres à l'ouest de Saint-Quentin.

Sur son emplacement se dressait jadis une forteresse, dont les fossés étaient formés par deux bras de ce petit affluent de la Somme. Datant sans doute du onzième siècle, elle était ornée, dit un acte du 15 décembre 1551, de plusieurs tours, murs, terrasses et ponts-levis, et le seigneur du lieu y faisait « guet et garde » (2). Pris, ravagé et réduit en cendres par les Espagnols en 1557, ce château fut reconstruit quelques années plus tard puis remplacé, en 1765, par la belle de-

(1) Le nom de Caulaincourt est d'origine franque. Le second terme, *court*, a le sens de domaine ou exploitation rurale, synonyme du mot villa, usité à l'époque gallo-romaine. Quant à la première partie du nom, elle représente vraisemblablement un nom personnel féminin en *ain*, *ane*. Les formes anciennes du nom sont Caulencurt en 1137, Canlencurt, Chanlencurt en 1147, Canllaincourt en 1187, Calencort en 1224, etc. Nous devons tous nos remerciements à M. Léon Mirot, conservateur des Archives nationales, à l'obligeance duquel on ne s'adresse jamais en vain, et qui a bien voulu nous guider pour la rédaction de cette note.

(2) Cf. Charles Gomart, *Une visite au château de Caulaincourt*, dans *Études Saint-Quentinoises*, *Saint-Quentin*, Doloy, 1862-1878, in-8°, V, 372.

meure dont la Grande guerre vit l'inutile anéantissement (1).

Dès les temps féodaux, la terre avoisinante appartenait à une famille de Caulaincourt, *e præcipua militis nobilitate*, dit de Thou, mais les archives de celle qui a porté ce nom jusqu'à nos jours ayant été brûlées, lors du siège de Saint-Quentin, une filiation rigoureusement exacte ne peut être établie qu'à partir de 1370 (2).

Il n'est donc pas possible d'affirmer, malgré tout ce que cette hypothèse contiendrait de vraisemblance, que, parmi les ancêtres en ligne directe du duc de Vicence, on puisse ranger Raoul de Caulaincourt, écuyer, qui vivait en 1080, ni Baudoin de Caulaincourt, bouteiller de Vermandois en 1150. On ne peut non plus compter à coup sûr, parmi ses collatéraux, Philippe de Caulaincourt, mort sans postérité, qui accompagna Baudoin de Flandre à la quatrième croisade. Cependant, le sceau de ce dernier, conservé sur un acte qu'il passa à Constantinople en 1205, porte les armoiries qui, jusqu'au dix-neuvième siècle, seront celles des Caulaincourt modernes : de sable au chef d'or.

De même, il est seulement permis de supposer que le Grand écuyer de Napoléon avait quelque parenté avec ce Raoul qui, vers 1355, fut arrêté par le sire de Coucy comme soupçonné d'avoir enlevé la femme de Piétin le Fourbisseur (3).

Mais, à partir de Jean, dit Gauvain, né aux alentours de 1362, on n'éprouve plus de difficultés à suivre sa descendance. Ce chevalier, seigneur de Caulaincourt et de Warsies, servait comme écuyer en 1380 dans la compagnie de Guérart Tertery et, en 1386, dans celle de Philippe d'Artois. En 1381, à la suite d'une discussion avec un sien cousin, le bailli de Vermandois saisit la terre de Caulaincourt avec son « ostel ou maison-fort » et il fallut une lettre de rémission signée par Charles VI le 14 juin 1381 pour lui faire lâcher prise (4). Ce Gauvain, que l'on dénommait aussi Gaucher, épousa en premières noces Marie d'Estourmel et, en deuxièmes noces, avant 1400, Jeanne

(1) Abbé Paul DE CAGNY, *Notice historique sur la commune et la seigneurie de Caulaincourt en Vermandois*, Amiens, Lenoel-Herouart, 1872, in-8°, 1 (*Bibliothèque nationale*, LK[7] 16556.)

(2) VILLIERS DE ROUSSEVILLE, *Nobiliaire de Picardie, Généralité d'Amiens*, s. l. n. d., in-f°.

(3) *Archives nationales, Trésor des Chartes*, J. J. 84, 223.

(4) *Ibid.*, J. J. 119, 390.

de Burelle (1). Il mourut avant le mois d'août 1427 (2).

Un ancien historien le mêle à une anecdote singulière (3). D'après la tradition, les clous ayant servi au martyre de saint Quentin avaient été forgés à Martevillle, dont notre Caulaincourt était seigneur. Depuis cette époque, par crainte de la justice divine, aucun maréchal ferrant n'avait osé s'établir dans cette localité. Gauvain ayant amené de Normandie un domestique, forgeron de profession, celui-ci entreprit la culture de quelques fermes et, se « fâchant d'acheter des autres les ouvrages qu'il pouvait faire lui-même », installa une forge. On l'avertit qu'il s'en trouverait mal et « qu'il se sentirait des clous de saint Quentin ». L'homme ne tint aucun compte de cette prophétie mais, bientôt, il devint « merveilleusement enflé, dont il mourut avec beaucoup de douleur et de misère ». De ce jour nul maréchal n'osa s'établir à Marteville et la crainte d'une semblable punition produisait encore son effet à la fin du dix-septième siècle.

De son second lit, Gauvain avait eu un fils, Gilles, qui bailla dénombrement de la terre de Caulaincourt à Jean de Sainte-Maure, seigneur de Nesle, le 18 décembre 1447, et épousa en 1445 Isabelle Le Cat. Il en eut plusieurs enfants. L'un d'eux, Mahieu, alors âgé de vingt-deux ans, un soir de janvier 1474, « tenté de l'ennemi, prix et requist à un nommé Jacotin Pennier, demeurant audit lieu de Colaincourt et à autres, qu'ils lui aidassent à battre ou esgarreter un nommé Tassart du Puis, demeurant à Vendaille qui lui avait fait desplaisir ». La petite

(1) Jeanne de Burelle, après la mort de Gauvain, se remaria à Jean d'Esternay, puis à Hervé de Sailly. Elle écrivit son testament le 16 mai 1443 et mourut avant le 7 octobre de la même année. — Cf. *Inventaire des titres de la maison de Caulaincourt*, présenté à M. de Beaujon, généalogiste de la Cour, en 1767, en conséquence des lettres du Roi qui ordonnent un nouvel examen de la noblesse de nom et armes pour jouir des honneurs à la Cour. (*Archives du comte Gérard de Moustie* et B. N. *Collection Chérin*, vol. 47, dossier 991).

(2) A la même époque vivait un Philippe de Caulaincourt, chevalier, qui, assisté des seigneurs de son lignage, déclara la guerre à la famille noble de Keny. Dans cette lutte, Jacques d'Incy, dit le Borgne, son oncle, fut tué. Pour ces faits, Charles V accorda des lettres de rémission à Philippe, datées de Senlis, août 1365. (*Archives nationales, Trésor des Chartes*, J. J. 96, 90.)

(3) Claude DE LA FONS, *Histoire de saint Quentin, apostre, martyr et patron du Vermandois*, Saint-Quentin, Charles Le Queux, 1627, in-8°, 392.

troupe se rendit effectivement à ce village (Vendelles), d'où Tassart était absent. Elle força, par menaces, sa femme à lui ouvrir sa maison et se fit livrer une « queue de vin » que les agresseurs défoncèrent à coups de « vougue ou espieu ». Mal leur en prit. Tassart fit appel à la justice du Roi et il fallut encore une lettre de rémission, signée par Louis XI en mars 1474, pour garantir Mahieu de ses foudres (1).

La descendance des Caulaincourt fut assurée par le fils aîné de Gilles, Jean II, époux de Jeanne Le Vasseur, lequel acheta l'importante seigneurie de Bihécourt le 15 novembre 1480 et mourut avant 1501, puis par Jean III, qui rendit hommage des « chastel, forteresse, terre et seigneurie de Caulaincourt » au comte de Nesle le 8 novembre 1502.

Jean III épousa, par contrat passé à Wargnies le 8 janvier 1504, Louise d'Azincourt, puis, en secondes noces, à Saint-Quentin, Jeanne de Moy, fille du sénéchal de Vermandois. Il servit, en 1515, dans la compagnie du duc de Vendôme et, peu après son second mariage, fut assassiné, pour une cause restée obscure, par Jean Quivru, archer des ordonnances du Roi, dans l'église Saint-André à Saint-Quentin; son corps fut inhumé dans le cimetière des Cordeliers de cette ville (2).

(1) *Archives nationales, Trésor des Chartes*, J. J. 195, 1396.

(2) *Extraits originaux d'un manuscrit de Quentin de la Fons intitulé Histoire particulière de la ville de Saint-Quentin*, publié par Ch. Gomart, Saint-Quentin, Doloy, 1856, in-8°, II, 1re partie, 155, et Louis-Paul Colliette, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique, civile et militaire de la province de Vermandois*, Cambrai, Berthoud, 1772, III, 299. — Jeanne Le Vasseur, mère de la victime, son frère Gilles, seigneur de Marteville, et son fils réclamèrent le châtiment du coupable mais ce dernier obtint sa grâce de François 1er. Les lettres de rémission qui lui furent accordées, entérinées le dernier jour de mai 1518, le condamnèrent à comparaître à l'audience du lieutenant-général au bailliage de Noyon, tête nue et tenant une torche de cire ardente et, là, à demander pardon à Dieu et aux hommes. Il devait effectuer la même démarche à l'église Saint-Martin, élever une croix de pierre au couvent des Cordeliers, envoyer un homme d'église en pèlerinage à Saint-Jacques de Compostelle, faire de sa personne d'autres pèlerinages à Saint-Claude, à Saint-Nicolas de Warengeville et à Notre-Dame-de-Haults, payer 6 livres de redevance pour la fondation d'une messe hebdomadaire, enfin verser 200 livres tournois de dommages-intérêts. Il lui était enfin interdit de porter bâton devant un membre de la famille de Caulaincourt. — Colliette publie des fragments de la sentence.

Ces fils de féodaux n'étaient pas seulement des bretteurs et leur forte race était capable de fournir aussi des hommes d'étude et de science, tel ce frère cadet de Jean III, Antoine de Caulaincourt, moine de Corbie, à qui l'on doit un manuscrit précieux de la Bibliothèque Nationale : *Chronicon Corbiense ab anno* 662 *ad annum* 1529 (1) et dont le même dépôt conserve le livre d'heures, illustré de sa main de naïves et délicates enluminures (2).

Jean III n'avait laissé, de sa femme Louise d'Azincourt, qu'un fils, Jean IV. Ayant rendu hommage pour ses terres le 28 août 1522, capitaine de 500 hommes d'armes, puis lieutenant pour le Roi en la ville de Saint-Quentin, ce dernier embrassa la religion réformée et épousa, par contrat du 4 août 1531, Françoise du Biez, nièce d'Oudart du Biez, sénéchal et gouverneur du Boulonnais, qui devait être promu, le 15 juillet 1542, à la dignité de maréchal de France.

Jean IV était un rude batailleur. En 1544, il fut le héros de rixes pour lesquelles il dut, comme ses aïeux, faire appel à la clémence royale. Un soir de février, à Montreuil, comme il se rendait chez son oncle, le maréchal, pour lors lieutenant-général en Picardie, il voulut défendre un soldat gascon, menacé par sept ou huit militaires qui s'enivraient dans une cave. Quatre de ces derniers se jetèrent sur lui, le blessant à la tête, à l'épaule et au-dessus de l'œil. Jean tua deux agresseurs et mit les autres en fuite.

Au mois de mars suivant, à une heure après-midi, dînant avec des amis à la taverne du Petit Saint-Jacques, il voulut imposer silence à des compagnons qui s'obstinaient à « jurer et blasphémer le nom de Dieu ». D'un coup de son épée, il atteignit l'un d'eux qui mourut six semaines plus tard. Quelque temps

(1) Antoine, né en 1482, entra comme novice à l'abbaye de Corbie en juin 1489. Voir J. Garnier, *Notice sur Antoine de Caulaincourt, official* (1521-1540), Amiens Duval, 1856, in-8° (B. N. Ln^{27} 3689). — Le manuscrit de la main d'Antoine de Caulaincourt, provenant de l'abbaye de Corbie, est conservé à la *Bibliothèque nationale, Manuscrits, Fonds latin*, 17757. Il comprend 168 feuillets et est décoré de lettres ornées. La même Bibliothèque possède aussi une copie de ce manuscrit, exécutée au dix-septième siècle (*Fonds latin*, 10111). Une autre copie en est conservée à la Bibliothèque d'Amiens, Mss, n° 524.

(2) *Bibliothèque nationale, Manuscrits, Fonds latin*, 18034, parchemin (provient de l'abbaye de Corbie).

après, Jean eut encore un démêlé avec le lieutenant du prévôt de Montreuil au sujet de paysans qu'il avait fait libérer. Rencontrant ce lieutenant à la taverne des Coquilles, il lui tira la barbe, lui donna un soufflet et lui mit finalement son poignard sur la gorge. Henri II, sollicité par le neveu du maréchal de Biez, pardonna toutes ces peccadilles et nous avons les lettres de rémission, données à Fontainebleau en janvier 1549 (1).

Jean de Caulaincourt allait bientôt rencontrer de plus nobles occasions d'employer son humeur combative (2). Durant les longues guerres qui se déroulèrent contre les Espagnols en Flandre et en Picardie, il joua, suivi de ses fils, de ses vassaux et de ses parents, un rôle important. En 1557, lors du siège de Saint-Quentin par Philibert-Emmanuel de Savoie, il faisait partie de la garnison commandée par l'amiral de Coligny, ayant sous ses ordres une compagnie de 200 hommes levée par lui. De Thou raconte que l'amiral, pour raffermir le courage des assiégés, ordonna à Caulaincourt de faire armer les paysans des bourgades voisines, réfugiés dans la place, et de les faire défiler à travers la ville (3). Catherine de Médicis lui fut reconnaissante de son attitude (4) et Henri II lui écrivit, à son tour, de Saint-Germain-en-Laye, le 2 octobre 1557, pour le remercier de ses services au cours de la défense du Vermandois (5).

Comme les Espagnols avaient saccagé et brûlé le château de Caulaincourt, qu'ils avaient pareillement incendié l'hôtel que Jean possédait à Saint-Quentin, le roi, en dédommagement, accorda à celui-ci, par lettres patentes du 19 novembre 1557, la permission de « faire tirer et lever de quelque endroit qu'il

(1) *Archives nationales, Trésor des Chartes*, J. J. 260, 24.

(2) Il comparut par procureur à Reims pour la rédaction de la Coutume du Vermandois en qualité de seigneur de Caulaincourt, Tombes, Verchy, Viencourt, etc. Cf. DE THOU, *Histoire des choses arrivées de son temps, mise en français par François du Ryer*, Paris, 1659, Augustin Courbé, in-4°, I, 965.

(3) Cf. DE THOU, *loc. cit.*, I, 1029. — Voir également François DE RABUTIN, *Commentaires des dernières guerres en la Gaule Belgique*, dans le *Panthéon littéraire*, Paris, Desrez, 1836, in-8°, XVI^e siècle, 690, et Louis HORDRET, *Histoire des droits anciens... de la ville de Saint-Quentin*, Paris, Dessain junior, 1781, in-8°, 254.

(4) En septembre 1557, elle lui écrivit une lettre que l'on trouvera dans *Lettres de Catherine de Médicis* (Collection des documents inédits), Paris, Imprimerie nationale, 1880, in-4°, I, 108.

(5) Abbé Paul DE CAGNY, *Notice historique*, 22.

lui plairait du royaume, par tels marchands, leurs facteurs et entremetteurs... la quantité de mille tonneaux de vin et autres sortes de marchandises non prohibées et de les faire mener et conduire aux Pays-Bas du roi d'Espagne (1). » Ce curieux privilège resta dans la maison de Caulaincourt jusqu'en 1725, époque à laquelle il fut racheté (2).

Le fils de Jean IV, Robert Ier, lui aussi protestant, fut éloigné, par ce fait, des charges et emplois auxquels le prestige acquis par son père semblait lui donner droit. Il rendit hommage au marquis de Nesle le 17 juin 1567 et épousa, le 5 octobre 1571, à Boulogne, Renée d'Ailly. Robert Ier mourut en 1612, laissant pour héritier Robert II, capitaine de cent hommes d'armes le 19 août 1615, époux de Marie d'Estourmel, avec laquelle il convola, au château du Frétoy, le 21 septembre 1621 ; il décéda le 9 juin 1632.

Son fils mineur, Louis, né le 25 mai 1625, fut élevé par son oncle Claude de Caulaincourt qui le rendit à la religion catholique. Il n'était pas encore sorti de tutelle quand il acheta, le 16 novembre 1643, une charge de conseiller au Grand Conseil. Cet emploi de robe, le seul que l'on rencontre dans la famille, servit à faire appeler devant cette haute juridiction le procès considérable que Louis eut à soutenir, à propos de la succession de ses parents, contre son beau-frère Louis de Lameth (3), mais ce résultat acquis, dès 1645 il revendit sa charge. Il fut ensuite appelé, le 18 février 1648, à la tête d'une compagnie de chevau-légers du duc d'Orléans. Marié le 17 mars 1655 à Élisabeth-Charlotte de Miée, fille d'un capitaine des gendarmes de Marie de Médicis, il mourut à l'âge de quarante-quatre ans et fut inhumé, le 28 septembre 1669, dans l'église de Caulaincourt (4).

Son fils aîné ayant été tué au siège de Maestricht en 1673, alors qu'il remplissait auprès de la personne de Louis XIV ses fonctions de page, son fils cadet étant mort sans enfants le

(1) *Inventaire* de Beaujon, *loc. cit.*

(2) La ville de Saint-Quentin a donné à l'une de ses rues le nom de Jean de Caulaincourt.

(3) *Bibliothèque nationale. Collection des Factums*, fo Fm 17659. Factum pour Messire Louis de Lamets, chevalier, seigneur de Henancourt, en son nom et de tuteur de ses enfants et de défunte dame Marie de Caulaincourt... contre messire Louis de Caulaincourt.

(4) Sa femme mourut le 31 décembre 1675.

9 juin 1675, la seigneurie de Caulaincourt passa à son troisième enfant, François-Armand, né le 22 mars 1666, qui fut également page de la Grande écurie (1), et épousa à Paris, le 10 juin 1689, Françoise de Béthune, fille du comte d'Orval, petite-fille de Sully (2).

François-Armand rendit encore hommage pour ses biens, le 27 mai 1686, au château de Nesle, mais il obtint, au mois de décembre 1714, des lettres patentes portant union des terres de Verchy, Beauvois, Bihécourt, Trescon, Tertry et Tombes à celle de Caulaincourt et érigeant le tout en marquisat. Ces lettres furent enregistrées au Parlement et à la Chambre des Comptes les 29 juillet et 21 août 1715 (3).

François-Armand mourut le 7 août 1731, laissant un fils Louis-Armand, page du Roi, cornette au régiment de Bretagne, qui, ayant épousé, le 1er juillet 1716, Pélagie de Bovelle, fille de la marquise de Genlis, mourut à son tour le 27 février 1734, ayant Marc-Louis pour héritier.

Avec Marc-Louis commence la série des quatre officiers généraux qui, à travers trois générations successives, portèrent le nom de Caulaincourt et dont les derniers furent le duc de Vicence et son frère. Son éducation fut particulièrement soignée. Il eut pour précepteur Martin Camus, de Beauvois, qui devint, plus tard, à Halle-en-Santerre, le plus célèbre des maîtres d'école du dix-huitième siècle (4). Grand bouteiller héréditaire de

(1) *Bibliothèque nationale*, *Cabinet d'Hozier*, vol. LXXX, dossier 2097. Preuves de la noblesse de François-Armand de Caulaincourt présenté pour être page de la Grande écurie.

(2) Un frère puîné de François-Armand, Louis, né en 1667, capitaine d'une compagnie de dragons au régiment de Sailly, possédant par sa tante maternelle, Geneviève de Miée, vicomtesse de Meaux, des terres près de Lisieux, vint vers 1708 s'établir en Normandie et fut la souche d'une branche qui ne s'éteignit qu'au début du vingtième siècle. M. le vicomte Guy Dauger, son descendant, a été autorisé à en relever le nom par décret du président de la République en date du 31 mai 1930.

(3) *Armorial* d'Hozier, I, 118. — Le 30 juin 1750, la Cour de Parlement rendit un « arrêt portant règlement de police dans l'étendue du marquisat de Caulaincourt » qui ne faisait qu'homologuer l'ordonnance de police rendue par le bailli du marquisat le 13 juin précédent. Voir cette ordonnance, très curieuse par les renseignements qu'elle donne sur les usages et coutumes agricoles du Vermandois à cette époque, à la *Bibliothèque nationale*, *Collection des Factums*, Fm. 2928.

(4) *La Picardie*, Amiens, Lenoel-Herouart, janvier 1868.

l'abbaye de Saint-Denis, par héritage de sa famille maternelle, Marc-Louis entra dans l'armée comme cornette dans Royal-cavalerie le 5 novembre 1733 et fut promu au grade de maréchal de camp le 20 février 1761. Pendant trente ans, on le retrouve sur tous les champs de bataille, de Prague à Fontenoy, de Rosbach à Crefeld. En 1757 (1), il est maréchal général des logis de la cavalerie avec le corps qui devait passer en Bohême sous les ordres du prince de Soubise. Louis XV l'envoie ensuite à l'armée suédoise qui assiège Colberg, afin d'aider de son expérience les généraux et de maintenir leur union avec leurs alliés russes, tâche difficile au cours de laquelle il fut fait prisonnier par les Prussiens (2).

Sa femme, Catherine-Henriette d'Hervilly, dame de Dury, qu'il avait épousée le 7 octobre 1739 au château de l'Eschelle, près de Guise, le laissa veuf, un an plus tard, le 22 novembre 1740, sept jours après avoir mis au monde (3), dans le même château, un fils, Gabriel-Louis, qui allait être le père du duc de Vicence.

Il nous faut nous arrêter un peu plus longuement sur ce Gabriel-Louis car sa vie publique comme ses relations privées eurent une grande influence sur la carrière de son fils. A seize ans, il est chevau-léger de la Garde ; deux ans plus tard, nous le retrouvons aide de camp du maréchal de Broglie et, le 9 mars 1788, il est nommé maréchal de camp. La Révolution, dont il embrasse les idées, le fait lieutenant-général le 1er février 1792. Depuis mai 1791, il commandait à Arras et, le 24 juillet de la même année, il y prêta serment à la Constitution. Mais, devant la marche précipitée des événements,

(1) Il avait obtenu du Roi, le 26 juillet 1751, l'autorisation d'établir des officiers de justice dans son château et marquisat de Caulaincourt. Des lettres patentes du 21 juin 1755 confirmèrent Caulaincourt comme ancienne châtellenie.

(2) État des services de Marc-Louis de Caulaincourt : Cornette dans Royal-Cavalerie le 5 novembre 1733, capitaine le 24 avril 1738, exempt des gardes du corps dans la Compagnie de Charost en 1774, à la suite du régiment de cavalerie du Berry, le 10 avril 1748, brigadier le 22 décembre 1757, maréchal de camp le 20 février 1761. Cf. Pinard, *Chronologie historique militaire*, Paris, Hérissant, 1760, VII, 456.

(3) 15 novembre 1740. Cet enfant fut baptisé le même jour dans l'église de l'Eschelles.

effrayé de l'esprit d'insubordination qui se manifestait dans les corps de troupes, il demanda, le 20 avril 1792, une permission de quinze jours pour se rendre à Caulaincourt, puis, le 22 mai, se décida à donner sa démission, en invoquant uniquement des raisons de santé. Le 13 mai, en effet, il s'était fait donner par Krak, médecin de la Faculté de Strasbourg, attaché à l'hôpital, un certificat qui le montrait « attaqué d'un rhumatisme vague qui a son siège le plus ordinaire dans les extrémités supérieures et inférieures droites, qui se porte souvent sur le cerveau, les poumons et la région de l'estomac, lui occasionnant les douleurs les plus vives et des suffocations très dangereuses (1) ».

En quittant Arras, Gabriel-Louis n'y laissa que de bons souvenirs. Le maire et les officiers municipaux tinrent à le lui dire. « Nos regrets, lui écrivirent-ils le 27 mai 1792, égalent la perte réelle que nous essuyons quand le mauvais état de votre santé vous condamne à donner votre démission et à nous quitter. »

Le général de Caulaincourt n'émigra pas. Ses forces étaient d'ailleurs toujours chancelantes. En 1793, il habitait à Paris,

(1) État des services de Gabriel-Louis de Caulaincourt : Chevau-léger de la Garde le 4 mars 1757, capitaine au régiment de Lameth le 4 août 1759 (le colonel de Lameth était son cousin), incorporé en 1761 dans les cuirassiers, réformé en 1763 en conformité de l'ordonnace du 21 décembre 1762, capitaine le 26 mars 1765, colonel aux grenadiers de France le 3 janvier 1770, colonel au régiment provincial de Péronne le 4 août 1771 (nouvelle formation), colonel en second au régiment de Médoc le 18 août 1776 (actuellement 70e d'infanterie, alors en garnison à Calais) ; colonel du régiment provincial d'artillerie de Besançon le 1er mars 1778 ; colonel du régiment de Rohan-Soubise-infanterie le 13 avril 1780 (aujourd'hui 84e), alors en garnison à Lille, brigadier d'infanterie le 5 décembre 1781 ; maréchal de camp le 9 mars 1788 ; lieutenant-général le 1er février 1792 ; démissionnaire le 22 mai 1792. Il avait obtenu, le 13 avril 1783, une pension de 3 000 livres sur le Trésor royal, pension qui lui fut confirmée par décret de la Convention nationale du 20 pluviôse an III (8 février 1795) avec rappel du payement qui avait cessé le 1er juin 1792. Cette pension fut portée à 5 788 l. 10, puis réduite provisoirement à 3 000 livres le 21 prairial an III (9 juin 1795). *Campagnes :* campagne de 1759 comme aide de camp du maréchal de Broglie, campagnes de 1760-61-62 en Allemagne. (*Archives administratives de la Guerre.*) — Toutes les pièces que nous citons ci-dessus sans préciser leur provenance sont extraites de ce dossier.

237, rue des Vieilles-Tuileries (1) et le 18 avril de cette année Evrat, membre de l'Académie, le visitait et lui trouvait « les extrémités inférieures fort amaigries avec des douleurs violentes » qui pouvaient « être regardées comme rhumatismales » et, en plus, une certaine difficulté dans la prononciation, qui laissait « entrevoir une disposition à la paralysie ».

Du 20 germinal au 16 frimaire an II (9 avril 1794-6 décembre 1794), il se réfugia à Arcueil, district de Bourg-Égalité, dans la maison de la citoyenne La Prairie et revint, de là, habiter Paris, rue Neuve-des-Mathurins (2).

La duchesse d'Abrantès, qui l'a beaucoup connu, a fait, à plusieurs reprises, son éloge. Il « avait, dit-elle, une bonté de caractère qui le faisait aimer de tous ses amis, mais cette bonhomie apparente cachait une force qui n'était connue que de ceux qui vivaient habituellement avec lui (3). » Ailleurs, elle ajoute : « Pour ceux qui ont connu cet excellent homme, dire son nom, c'est rappeler tout ce qui est bon, honorable et honoré (4). »

Nous connaissons sa taille : 1 m. 72 ; il avait les cheveux châtains, le front court, un nez bien fait, le teint basané (5), et Mme d'Abrantès dit que ses traits avaient été fort délicats dans sa jeunesse et qu'il était parfaitement proportionné. « Il avait des yeux noirs fort expressifs mais auxquels il donnait rarement une expression sévère (6). » Sa bonté s'alliait à quelque originalité. M. de Caulaincourt faisait ses visites sur un petit poney, comme un médecin de campagne. De son jeune âge, il avait conservé les grandes bottes à l'écuyère et à manchettes, le toupet en vergette, la queue bien serrée, les culottes courtes, l'habit à gros boutons de métal et le gilet à effilé. Sa petite main maigre, fluette comme celle d'une femme, tracassait sans cesse deux immenses chaînes de montre, munies d'une telle

(1) On appelait ainsi, au dix-huitième siècle, la partie de la rue du Cherche-Midi située entre la rue de Bagneux et la rue du Regard.

(2) La rue Neuve-des-Mathurins était, depuis 1792, le prolongement de la rue des Mathurins compris entre la rue de l'Arcade et la rue de la Madeleine (aujourd'hui rue Pasquier).

(3) *Mémoires de Madame la duchesse d'Abrantès*, édition Garnier, Paris, s. d., in-16, II, 392.

(4) *Ibid.*, I, 427.

(5) Léonce DE BROTONNE, *les Sénateurs du Consulat et de l'Empire*, Paris, Charavay, 1895, in-8°, 35.

(6) *Mémoires de Mme d'Abrantès*, I, 429.

collection de breloques que leur bruit avertissait de loin la rusée Laure de l'arrivée de celui qu'elle appelait « petit papa ».

M. de Caulaincourt, qui avait été le compagnon d'armes d'Alexandre de Beauharnais, ami intime de son beau-frère, le général d'Harville, était resté très fidèle à sa veuve (1). Si l'on en croit la même Mme d'Abrantès, il y avait dans cette amitié, « un souvenir de protection de la part de M. de Caulaincourt et de reconnaissance du côté de Mme Bonaparte (2). » Quelle était la nature des services rendus? En ces temps troublés, les occasions ne manquaient pas aux véritables dévouements de se prodiguer et l'existence de Joséphine avait été assez aventureuse pour fournir à ses amis de multiples prétextes d'intervention.

Entre la triomphante Mme Bonaparte et le vieux soldat, les relations, facilitées par le voisinage de la rue Chantereine et de la rue Neuve-des-Mathurins, furent toujours cordiales, bien que M. de Caulaincourt se permît souvent de donner des conseils que l'on écoutait sans les suivre mais qui, parfois, irritaient un peu la belle créole, à l'insu d'ailleurs de son partenaire. Devenue impératrice, Joséphine n'oublia pas son vieil ami. Dès le 12 pluviôse an XIII (1er février 1805) elle lui fit donner un fauteuil de sénateur, ce dont il ne se montra pas ingrat car il resta toujours dévoué à l'Empereur. Le 24 avril 1808, Gabriel-Louis fut encore fait comte de l'Empire, mais il devait bientôt mourir à Paris le 27 octobre 1808. Son corps fut inhumé au Panthéon et son cœur transporté à Caulaincourt.

Le général Gabriel-Louis de Caulaincourt avait épousé, le 29 mars 1770, Anne-Joséphine de Barandier de la Chaussée d'Eu, fille de « haut et puissant seigneur Bruno de Barandier, comte de la Chaussée d'Eu, et de haute et puissante dame Marie-Anne-Augustine de la Vieuville ». Le contrat avait été signé en présence du roi, du dauphin, du comte de Provence, du comte d'Artois, de Madame, de Mesdames de France et des princes et princesses du sang (3).

(1) La reine Hortense (*Mémoires*, publiés par le prince Napoléon, Paris, Plon, 1927, in-8°, II, 106) dit de sa femme : « Mme la comtesse de Caulaincourt, mère du duc de Vicence, était ma dame d'honneur : elle m'avait vue naître et m'était sincèrement attachée. »

(2) *Mémoires de Mme d'Abrantès*, I, 421.

(3) *Bibl. nationale, Manuscrits, Collection Chérin*, vol. XLVII.

Ces Barandier — ou Barandieri — qui portaient d'argent à un aigle de gueules ayant le vol étendu, becqué et membré d'azur, étaient d'origine savoyarde. Ils descendaient d'un Claude Barandier, bourgeois de Chambéry au début du dix-septième siècle, capitaine enseigne d'une compagnie de cent hommes d'armes pour le service de Son Altesse au régiment du colonel comte du Zet (1). Un Barandier, Dom Jean-François, était devenu, dans les dernières années du règne de Louis XIV, directeur des dames abbesse et religieuses de Willancourt, à Abbeville. Ce fut peut-être lui qui attira en Picardie et maria, le 30 juillet 1715, son frère cadet, Antoine-Louis de Barandier de Chavannes, vicomte de la Gorge, « fils de défunt Jean-Baptiste Barandier de Chavannnes, lieutenant-général d'artillerie du roi de Sicile, et de Thérèse-Constance d'Alvaradoz, faisant sa résidence ordinaire à Saint-Jean de la Porte, proche Montmélian en Savoie (2) », à Anne-Joséphine de la Chaussée d'Eu, d'une vieille famille des confins de la Normandie et de la Picardie, qui possédait héréditairement le titre du gouverneur de la ville et du château d'Eu.

De ce mariage étaient nés à Saint-Jean de la Porte trois enfants, deux fils, Bruno et François, et une fille, Jeanne-Antoinette, qui, après la mort de leur père, survenue en 1722, et le remariage de leur mère avec le comte de Rhune, s'étaient installés en France, au château de Rogy, près d'Amiens, et avaient obtenu en novembre 1742 des lettres de naturalité (3). L'aîné de ces enfants, Bruno, fut le père de Mme de Caulaincourt. Il avait épousé en 1751 Marie-Anne-Augustine de la Vieuville, qui, à ce moment, était veuve de Ferdinand Dal Pozzo, marquis de la Trousse, second fils de la princesse della Cisterna, avec lequel elle avait convolé le 20 mai 1746 et qui était mort le 9 mars 1750 laissant une fille, âgée à peine d'un an, Marie-Henriette-Augustine-Renée Dal Pozzo, laquelle devint Mme d'Harville (4).

(1) *Journal de Paris*, 19 mars 1788.

(2) Thérèse-Constance d'Alvaradoz était fille de don Georges d'Alvaradoz de Bracamont, seigneur de Melis, gouverneur du fort de l'Escarpe de la ville de Douai. Elle fit son testament le 21 décembre 1679 (*Bibliothèque nationale, Nouveau d'Hozier*, vol. XXIII, dossier 476).

(3) *Bibl. nationale, Nouveau d'Hozier*, vol XXIII, dossier 476.

(4) Son mari était Louis-Auguste Juvénal des Ursins d'Harville,

Mme de Barandier (1) mourut le 17 mars 1788, n'ayant eu de son second mariage avec Bruno de Barandier que la future Mme de Caulaincourt qui, née à Paris, en décembre 1751, mourut dans la même ville le 17 janvier 1830, après avoir été, sous Louis XVI, dame pour accompagner la comtesse d'Artois, et, sous l'Empire, dame d'honneur de la reine Hortense (2).

Gabriel-Louis de Caulaincourt et Mlle de Barandier eurent cinq enfants. L'aîné fut le duc de Vicence. Le second, Auguste-Jean-Gabriel, né le 16 septembre 1777, reçu en minorité de l'ordre de Malte le 24 mars 1779, entra fort jeune au service et

qui fut étroitement mêlé aux débuts de la carrière militaire de son neveu, le futur duc de Vicence. Né à Paris, sur la paroisse Saint-Sulpice, le 23 avril 1749, fils de Claude-Constant-Esprit Juvénal d'Harville des Ursins, marquis de Trainel, brigadier des armées du Roi, et de Marie-Antoinette de Goyon de Matignon, il entra au service comme sous-lieutenant surnuméraire au régiment de carabiniers le 25 novembre 1766. Après avoir servi dans Royal-Champagne, dans les gendarmes d'Orléans, dans les gendarmes écossais, dans les gendarmes anglais et dans les gendarmes de la Reine, il fut nommé maréchal de camp le 1er avril 1788 et lieutenant-général le 6 février 1792. Il commanda l'aile gauche à Jemmapes mais, lors de la retraite sur Maubeuge, ayant perdu quelques bateaux chargés de vieille artillerie autrichienne, les représentants du peuple Hentz et Laporte le firent arrêter (avril 1793) et conduire à Paris (10 mai 1793). Fouquier-Tinville, lui-même, ne trouva contre lui aucune preuve de trahison et il fut remis en liberté après seize mois de détention (20 août 1794). Relevé de sa suspension le 18 mars 1795, il fut successivement employé à l'armée du Nord (13 juin 1795), commandant de la cavalerie de l'armée de Sambre-et-Meuse (18 août 1795), inspecteur général des troupes à cheval des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse (29 janvier 1796), de Sambre-et-Meuse et Rhin-et-Moselle (25 mars 1796). Le 24 juin 1800, il fut désigné comme commandant la cavalerie de l'armée de réserve. Il fut nommé sénateur le 21 mars 1801, admis à la retraite le 18 novembre 1801 et mourut à Lizy-sur-Ourcq le 18 mai 1815. Sa femme, Marie-Henriette-Augustine-Renée Dal Pozzo de la Trousse, née à Paris le 14 février 1749, qu'il avait épousée au château de la Trousse, commune d'Ocquerre (Seine-et-Marne), le 15 avril 1766, mourut à Lizy-sur-Ourcq le 19 janvier 1836.

(1) L. Benoist, *Notice historique et statistique sur le marquisat de la Trousse*, Meaux, Destouches, 1888, in-8°, p. 29, et L. Benoist' *Notice historique et statistique sur Lizy-sur-Ourcq*, Meaux, Destouches 1890, in-8°, chap. xiv, La comtesse d'Harville.

(2) « Mme Campan qui m'avait élevée, Mme de Caulaincourt qui fut ma dame d'honneur, toutes deux m'aimaient aussi tendrement que si j'eusse été leur fille... » (*Mémoires de la reine Hortense*, II, 170.)

était général de division quand il fut tué, le 7 septembre 1812, après être entré le premier dans la redoute de Borodino. On connaît la triste histoire de son mariage avec Henriette-Blanche d'Aubusson de La Feuillade. Celle-ci, sortie du couvent pour la cérémonie nuptiale, le réintégra dès que la dernière oraison eut été prononcée, tandis que son mari partait le soir même rejoindre la Grande Armée d'où il ne devait plus revenir. Vierge et veuve, la malheureuse enfant ne voulut pas entrer dans le monde et sa longue vie s'écoula dans la prière et le renoncement (1).

Les autres enfants du général de Caulaincourt furent trois filles dont la dernière, Almerine-Charlotte-Gabrielle, née à Paris, sur la paroisse Saint-Sulpice, le 27 juillet 1786, mourut jeune. L'aînée, Augustine-Louise de Caulaincourt, née à Caulaincourt le 29 septembre 1774, épousa en premières noces le comte Christophe de Mornay-Montchevreuil, en secondes noces, Ange-Philippo-Honoré, comte d'Esterno. Enfin la dernière sœur du duc de Vicence, Augustine-Amicie, née également à Caulaincourt, le 8 juin 1776, fut d'abord la femme de Paul-Louis de Théluzson, baron de Copet, puis celle de Nicolas-Auguste-Marie Rousseau, comte de Saint-Aignan, qui fut diplomate et pair de France.

De cette longue énumération, il résulte que le duc de Vicence appartenait à une très vieille famille féodale, dont l'ancienneté de noblesse ne fut jamais contestée et au sein de laquelle se rencontrent de nombreux chevaliers de Malte. Race purement militaire et, si l'on en excepte quelques alliances normandes et la goutte de sang savoyard apportée par les Barandier, race purement picarde. De ces deux origines, nous retrouvons les traces tout au long de l'histoire du Grand écuyer.

Race purement militaire qui a suivi l'évolution de la noblesse d'épée : à la rudesse des temps héroïques où le combat individuel, surexcitant le courage personnel, entretenait l'ardeur belliqueuse

(1) Cf. *Amélie de Vitrolles. Sa vie, sa correspondance*, Paris, Perrin, in-8°, 1890, I, 135. — Mme de Caulaincourt voulut se faire religieuse, mais dut y renoncer devant l'opposition de sa famille. Elle ne put prononcer ses vœux que sur son lit de mort et décéda à Paris, au couvent des Oiseaux, le 5 décembre 1835. « Étrange destinée, disait d'elle Mgr de Quélen : mariée sans l'être et religieuse sans l'être. »

que ces soldats ne savaient pas toujours refréner, même dans le courant de leur vie privée, a succédé, étape par étape, l'élégance chevaleresque du militaire de plus en plus affiné qui, sans rien perdre de son allant, ne dédaigne plus les cultures de l'esprit, sait embellir sa vie des charmes de l'art et n'est insensible ni aux splendeurs du décor, ni à la grâce de l'étiquette de cour. Mais il reste à ce militaire, de ses ancêtres lointains, une volonté de fer, une certaine dureté pour lui-même et pour les autres, une bravoure qui n'a pas besoin d'être exaltée. C'est entre deux actions d'éclat qu'il sait être un homme de bonne société.

Race purement picarde, sans mélange jusqu'au milieu du dix-septième siècle, depuis aussi loin que l'histoire puisse remonter. Finesse mâtinée d'un soupçon d'ironie, souplesse de l'esprit qui n'exclut pas la fermeté du caractère, manque de dédain pour les biens de la terre n'empêchant pas de les employer à de nobles et utiles travaux, amour de la vie sans exubérance, fierté froide et distante, profond amour-propre, peut-être même orgueil s'extériorisant par l'impassibilité et l'entêtement : M. de Caulaincourt, Grand écuyer de Napoléon, n'est pas tout entier dans ces lignes car, en courant à travers le monde et en se frottant à tant de milieux différents, il a perdu quelques-uns des défauts de ses compatriotes et acquis d'autres qualités, mais, en le suivant à travers sa vie, on s'apercevra bien vite qu'il n'a jamais pu renier son terroir natal (1).

II

LES DÉBUTS DE LA CARRIÈRE MILITAIRE

Armand-Augustin-Louis, qui devait être le premier duc de Vicence, naquit à Caulaincourt le 9 décembre 1773. Baptisé le lendemain dans l'église du village, il eut pour parrain son

(1) Les armes de Caulaincourt étaient de sable au chef d'or, avec deux sauvages comme support. La devise : Désir n'a repos. — Quand le Grand écuyer reçut le titre de duc de Vicence, il prit pour armoiries : de sable coupé d'or, le coupé d'or chargé d'un sauvage de gueules appuyé sur une massue de sable, tenant sur le poing dextre un coq de même ; au chef des ducs de l'Empire, qui est de gueules semé d'étoiles d'argent. Les couleurs de sa livrée, d'après ses lettres patentes, étaient : bleu, noir, jaune et rouge.

grand-père, « Marc-Louis de Caulaincourt, marquis seigneur châtelain de Caulaincourt, Verchy, Beauvois, Tombes, Tertry, le Mesnil, Ribécourt, Trescon en partie, du fief du bois des parties d'Eppeville, du fief de Faucompré sis à Roupy et autres lieux, grand-bouteiller héréditaire de l'abbaye royale de Saint-Denis en France, commandeur de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, maréchal des camps et armées du Roi, son aïeul paternel, représenté par René Schlossmacher, son maître d'hôtel », et pour marraine « Marie-Augustine de la Vieuville, épouse de François-Bruno de Barandier, comte de la Chaussée d'Eu, chevalier de Saint-Louis, demeurant ordinairement à son château d'Aizillier, près Vitry-le-François, ayeule maternelle, représentée par Marie-Madeleine-Élisabeth Richard, femme de chambre de la comtesse de Caulaincourt ».

Le premières années d'Armand de Caulaincourt se passèrent partie à Caulaincourt, partie à Versailles, dans l'hôtel de la rue de la Chancellerie où habitait sa mère, retenue périodiquement à la Cour par sa charge de dame pour accompagner la comtesse d'Artois, tandis que son père courait de garnison en garnison (1). Son éducation dut être très soignée (2), mais elle fut écourtée car, dès le 13 janvier 1788, à peine âgé de quatorze ans et un mois, le jeune homme s'engageait au régiment Royal-étranger, commandé par Théodore de Lameth, qui descendait d'une fille de Robert II de Caulaincourt. Ce corps était alors en garnison à Arras, ville qu'il quitta, à la fin de 1790, pour se rendre à Dôle (3).

(1) La Reine Hortense (*Mémoires*, I, 158) fait dire à M. de Caulaincourt qu'il avait été menin du duc d'Enghien. — Dans une lettre de Bethmann à Czartoryski, Francfort, 5 juin 1804, publiée par le comte Boulay de la Meurthe (*Correspondance du duc d'Enghien*, Paris, Picard, 1904-1913, in-8°, II, 395), il est dit aussi que Caulaincourt fut page du comte d'Artois. — Nous penchons à croire que la reine Hortense et Bethmann se sont trompés car on ne trouve aucune trace de ces affectations dans les *Almanachs de Versailles*. La confusion provient peut-être de ce que la comtesse de Caulaincourt, le comte et la comtesse d'Harville avaient été attachés aux Maisons du comte et de la comtesse d'Artois.

(2) Son frère, le futur héros de Borodino, fut élevé à la pension de MM. Lemoine et Loiseau, rue de Berry, à Paris (Hippolyte d'Espinchal, *Souvenirs militaires*, Paris, Ollendorf, 1901, in-8°, I, 391), mais rien ne permet d'affirmer qu'Armand de Caulaincourt ait suivi les mêmes cours.

(3) G. de Juzancourt, *Histoire du 7e régiment de cuirassiers* (1659-1886), Paris, Berger-Levrault, 1887, in-8°, 15.

Biblioteka Wojsk. Akad. Polit. im. F. Dzierżyńskiego

Armand y était entré en qualité de simple cavalier, aucun emploi d'officier n'étant vacant, et ce fut seulement dix-huit mois plus tard, que, sur les instances de sa mère, il fut pourvu d'une place de sous-lieutenant de remplacement surnuméraire (1). Le 4 novembre 1789, il était promu sous-lieutenant titulaire au même régiment devenu, sur ces entrefaites, le 7e régiment de cavalerie.

Deux ans plus tard, le maréchal de camp de Caulaincourt commandait à Arras. Son aide de camp, M. de Mesgrigny, venait de donner sa démission. Il réclama son fils pour le remplacer : « Il a été employé avec succès depuis dix-huit mois, écrivit-il au ministre le 6 octobre 1791, à l'instruction de son régiment tant à pied qu'à cheval, ce qui lui a déjà mérité, quoique âgé de dix-neuf ans, la confiance de ses chefs (2). » Quelques semaines plus tard, comme le ministre n'avait pas encore répondu à cette demande, le général revint à la charge : « M. Théodore de Lameth, dit-il, pourra vous dire, si vous le consultez, qu'il est un des plus instruits de son corps (3). » Cette fois, le ministre Duportail donna satisfaction au père ; le 25 novembre 1791, il signait la nomination du jeune lieutenant comme aide de camp (4). M. de Caulaincourt resta, en cette qualité, à Arras, jusqu'au moment où son père prit sa retraite, le 22 mai 1792.

Que fit-il à ce moment? Hoche, dans une lettre du 23 frimaire an III, dit que, ayant été remplacé à son régiment, il ne put y reprendre sa place et sollicita alors un emploi (5) sans

(1) *Bibliothèque Thiers*, *Fonds Masson*, carton 202. La marquise de Caulaincourt, née de la Chaussée d'Eu, au ministre de la Guerre, Versailles, rue de la Chancellerie, 6 juillet 1789. — Réponse du ministre, 7 juillet, promettant la quatrième place de sous-lieutenant de remplaçant surnuméraire. — Dans sa lettre, Mme de Caulaincourt dit que le jeune homme a été demandé comme aide de camp par son oncle, le général d'Harville, qui commandait alors une brigade de troupes à cheval en Champagne, « l'enfant sachant bien l'allemand. »

(2) *Bibliothèque Thiers*, *Fonds Masson*, carton 202, Caulaincourt père au ministre, Arras, 6 octobre 1791.

(3) *Ibid.*, Caulaincourt père au ministre, Arras, 10 novembre 1791

(4) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence.

(5) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, Hoche au Comité de Salut public, Q. G. de Locminé, 23 frimaire an III (13 décembre 1794), original.

pouvoir l'obtenir. Par une pièce de son dossier, conservé aux Archives administratives de la Guerre, on voit aussi que, le 1er mars 1793, n'ayant pas donné de ses nouvelles depuis la cessation des fonctions du général auprès duquel il était employé, il avait été rayé du contrôle des aides de camp (1).

La question se complique cependant si l'on examine l'état des services établi pour la liquidation de la retraite du lieutenant général duc de Vicence (2). Ce document prétend que ce dernier fut employé à l'armée du Nord, comme aide de camp du général d'Harville, son oncle, du 20 mai 1792 à juin 1793. Mais, outre que d'Harville fut suspendu de ses fonctions et arrêté en avril 1793, on ne saisit pas pourquoi Caulaincourt n'aurait pas fait état de cette situation lorsque, le 29 ventôse an III, il se fit délivrer par le capitaine Ducros, commandant la 14e compagnie, ci-devant 3e section armée du Bonnet de la Liberté, un certificat attestant qu'il avait fait un service de garde national dans la susdite compagnie depuis le 1er juin 1792 jusqu'à l'époque de la première réquisition (3). On peut donc se demander si l'allégation de son dossier de retraite, qu'aucune autre pièce ne corrobore, ne fut pas une simple affirmation de complaisance pour dissimuler toute trace d'interruption de services actifs et il est logique d'admettre que, pendant l'année qui suivit la démission de son père, il ne servit que dans la garde nationale.

Quoi qu'il en soit, le 24 août 1793, le citoyen Armand Caulaincourt est immatriculé au 17e bataillon de réquisition de Paris, 6e compagnie, alors cantonné à Cambrai, en qualité de sergent-major (4). Il y resta trois mois, passa en novembre 1793

(1) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence. — Proposition d'emploi comme aide de camp du général Aubert-Dubayet, floréal an III.

(2) *Ibid.*, État des services.

(3) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence. Certificat daté de Paris, 29 ventôse an II. — Le décret du 19 août 1792 avait substitué aux légions et bataillons de la Garde nationale de Paris quarante-huit sections armées. Caulaincourt, dont les parents habitaient alors rue des Vieilles-Thuileries, faisait, de ce fait, partie de la section de la Croix-Rouge, successivement dénommée du Bonnet-rouge, du Bonnet de la Liberté et de l'Ouest.

(4) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence. Certificat de civisme délivré par les membres du Conseil d'adminis-

au 1er bataillon républicain de Paris qui tenait ses quartiers d'hiver dans la même ville (1) puis, le 28 pluviôse an II (16 février 1794) au 16e régiment de chasseurs, formé quelques mois plus tôt à Hesdin (2). Deux des escadrons de ce corps étaient, depuis juillet 1793, à l'armée de l'Ouest, avec laquelle Kléber opérait en Vendée. Caulaincourt rejoignit l'un d'eux. Il avait dû rendre ses galons, une fois de plus, pour entrer dans la cavalerie et dans l'armée active, mais il reçut les insignes de brigadier le 11 avril 1794, ceux de maréchal des logis le 20 avril, puis, presque aussitôt après, le 20 mai, ceux de maréchal des logis chef.

En se rendant à son nouveau poste, il fut le héros d'un incident qu'il se plaisait, plus tard, à raconter. Traversant une grande ville de l'Ouest que nous ne connaissons que sous son initiale A... (Angers?), il fut reconnu par un révolutionnaire influent, dénoncé comme suspect, aristocrate et ci-devant. Emprisonné, il dut son salut à son geôlier, dont la femme avait jadis été tirée de la misère par la comtesse de Caulaincourt. Cet homme lui prêta ses propres vêtements et Armand put s'échapper à la faveur de ce déguisement. Plus tard, au cours du voyage de Napoléon en Hollande, le Grand écuyer, au comble des honneurs et de la puissance, rencontra son dénonciateur et se contenta, pour toute vengeance, de lui dire à mi-voix : « Il me semble, Monsieur, que nous nous sommes vus à A... en l'an II (3). »

Ayant rejoint sa troupe, Caulaincourt suivit toutes les opérations de son escadron. Il prit part, notamment, dit un document, « à tous les détachements qui ont eu lieu soit à Fontenay-le-Peuple, soit à Vire, soit à Rennes (4) ». Il se battit dans le

tration du 17e bataillon de Paris, première réquisition, Cambrai, 17 nivôse an II (6 janvier 1794).

(1) Le 1er bataillon républicain avait été formé à Épernay le 21 septembre 1792, jour de la proclamation de la République, d'où son nom. Il tint garnison à Cambrai de novembre 1793 au début de 1794. Il comprenait une section de la Croix-Rouge.

(2) *Historique succinct du 16e régiment de chasseurs*, Paris, Lavauzelle, 1889, in-32, 13.

(3) *Notice biographique sur M. le duc de Vicence*, Paris, le Normant, s. d., in-8°, 2.

(4) *Archives administratives de la guerre*, dossier du duc de Vicence. Certificat des membres du Conseil d'administration du 16e régiment de chasseurs à Caulaincourt, Rennes, 26 frimaire an III (16 décembre 1794).

Morbihan sous Hoche, qui avait remplacé Kléber, et le général en chef le loua publiquement d'avoir préféré l'honneur « de combattre à la facilité qu'il eût trouvée de se mettre à l'abri des dangers de la guerre dans quelque service administratif (1) ».

Le 26 frimaire an III (16 décembre 1794), cependant, le jeune homme est renvoyé à Soissons, au dépôt du corps, « par ordre des représentants du peuple pour instruire les recrues faites par le régiment (2) ». Hoche le charge à ce moment de remettre au Comité de Salut public, lors de son passage à Paris, une lettre où il demandait pour lui un grade plus en rapport avec ses aptitudes, ajoutant : « Sa tenue, sa conduite et ses talents militaires l'ont fait chérir et respecter de tout le régiment. J'ai cru, en vous l'indiquant, citoyens, comme pouvant être placé plus convenablement, faire un acte de justice et, pour les services que peut rendre à la République le citoyen Collencourt *(sic)*, lui en rendre un moi-même (3). » Le Comité de Salut public, toutefois, ne donna pas suite immédiatement à cette proposition et, pour tirer Caulaincourt des rangs subalternes, il allait falloir l'intervention d'un ami de sa famille.

Cet ami était le général Aubert-Dubayet, qui venait d'être nommé commandant en chef d'une expédition projetée dans les Indes orientales. Le 24 ventôse an III (14 mars 1795), cet officier général réclama pour aides de camp le maréchal des logis du 16e chasseurs et son frère cadet, celui-là même qui devait trouver une mort glorieuse à la Moskowa. Pour le premier, une difficulté se présentait : le décret du 21 février 1793 avait prescrit que les aides de camp seraient pris parmi les officiers attachés à un corps en activité (4). Or Armand de Caulaincourt n'était que sous-officier. « Mais, dit le mémoire de proposition établi par les bureaux de la guerre, comme il a été sous-lieutenant au

(1) *Notice biographique*, *loc. cit.*, 3. — L'intérêt que Hoche portait au jeune homme peut s'expliquer, avec beaucoup de vraisemblance, par une recommandation de Joséphine, dont nous avons dit les amicales relations avec le général de Caulaincourt.

(2) Certificat des membres du Conseil d'administration du 16e chasseurs, 26 frimaire an III.

(3) A. A. G. dossier du duc de Vicence, Hoche au Comité de Salut public, Locminé, 23 frimaire an III (13 décembre 1794).

(4) *Notice historique sur l'organisation de l'armée depuis la Révolution jusqu'à nos jours*, Paris, Imprimerie nationale, 1902, in-4°, 21.

7e régiment de cavalerie (1), duquel il n'est sorti que par un arrêté des représentants du peuple qui a renvoyé de tous les corps les ci-devant nobles » (2), le ministre de la Guerre pouvait passer outre à ses scrupules. Il le nomma, en effet, le 8 germinal an III (28 mars 1795), « capitaine dans les troupes à cheval et aide de camp du général Aubert-Dubayet » (3).

Cet Aubert-Dubayet, que nous allons trouver pendant quelque temps associé à la carrière de Caulaincourt, appartenait à la petite noblesse du Dauphiné, bien qu'il fût né à la Nouvelle-Orléans (4). Député à l'Assemblée législative où il joua un rôle important au sein du Comité militaire, il avait repris sa place dans l'armée après la réunion de la Convention et s'était distingué au siège de Mayence. Arrêté au lendemain de la reddition de cette place, il avait été libéré et même félicité par l'Assemblée révolutionnaire, grâce à l'affectueuse intervention de Merlin de Thionville. Aubert fut ensuite dirigé, avec ses Mayençais, sur la Vendée. Accusé de modérantisme, destitué, ramené à Paris, incarcéré à l'Abbaye, il ne dut son salut qu'au 9 Thermidor. Le 4 février 1795 on le nomma, comme nous l'avons vu, commandant d'une expédition aux Indes orientales. Il commença à la préparer mais bientôt ce projet fut abandonné et Aubert-Dubayet fut envoyé dans l'Ouest où il prit le commandement en chef de l'armée des côtes de Cherbourg avec quartier général à Alençon. C'était un personnage d'une bravoure incontestée, gai, volontiers hilare, « méridional de gestes et d'accents » (5), un tantinet ridicule sous ses formes emphatiques et dont les opinions, d'abord modérées, s'étaient fortement accentuées avec la marche des événements. A l'époque de Vendémiaire, il était tout prêt à se porter

(1) Ancien Royal-étranger.

(2) A. A. G., dossier du duc de Vicence. Proposition d'emploi d'aide de camp auprès du général Aubert-Dubayet, germinal an III. — Si l'on se rappelle ce qui a été dit plus haut, on voit que les bureaux de la guerre étaient inexactement renseignés sur la cause du départ de Caulaincourt du 7e de cavalerie.

(3) Son frère Auguste fut, le même jour, nommé sous-lieutenant et aide de camp du même général.

(4) Comte DE FAZY DU BAYET, *les Généraux Aubert du Bayet, Carra-Saint-Cyr et Charpentier*, Paris, Champion in-8°, 1902, 3.

(5) A. DRY (colonel vicomte FLEURY), *Soldats ambassadeurs sous le Directoire*, Paris, Plon, 1906, in-8°, I, 364.

avec ses troupes sur Paris, pour sauver la Convention : on sait comment Bonaparte lui enleva tout souci de ce genre.

Caulaincourt, qui l'avait rejoint à Paris, le suivit à Alençon, où le brave général se targuait de retremper les âmes et « de porter d'une main la branche d'olivier pour les gens de la campagne égarés par la terreur que leur inspirent les Chouans et de l'autre la terrible baïonnette contre les scélérats qui les trompent (1) ». Aubert-Dubayet, camarade de vieille date de son père, intimement lié avec son oncle d'Harville, prit le jeune capitaine en grande affection. Dans ses lettres il l'appelle « son ami Caulaincourt », son bon enfant, le bon Armand. Par deux fois il l'envoya à Paris : d'abord, en juin 1795, pour demander des troupes d'infanterie de renfort, puis en octobre de la même année pour obtenir des chevaux. Caulaincourt s'acquitta parfaitement de ces deux rôles : « Je te rends un million de grâces, mon cher Armand, de l'intelligence et du caractère que tu déploies dans ta mission, » lui écrivit un jour son général (2). Peu après, le même personnage lui adressa ces lignes qu'il est amusant de rapprocher de la carrière ultérieure du duc de Vicence : « Si jamais je gouverne une grande République, je n'aurai jamais d'autre ambassadeur que toi, mon cher Armand. Il est difficile de se tirer d'une manière plus distinguée que tu l'as fait de l'importante mission que je t'avais confiée (3). » Aussi, lorsque, le 3 novembre 1795, Aubert-Dubayet fut nommé ministre de la Guerre, il emmena avec lui son jeune aide de camp.

Le passage au pouvoir de l'ancien député à la Législative fut de courte durée. Carnot ne tarda pas à le combattre et l'amena, le 5 février 1796, à offrir une démission qui fut acceptée sans difficultés. Entre temps, Aubert n'avait pas oublié son collaborateur : le 4 nivôse an IV (25 décembre 1795), ce dernier avait été promu au grade de chef d'escadrons à la suite du 8e régiment de cavalerie, tout en étant maintenu dans ses fonctions auprès du ministre.

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse A, Aubert-Dubayet à son ami Caulaincourt, Alençon, 10 messidor an III (28 juin 1795).

(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse A, Aubert-Dubayet à Caulaincourt, 24 prairial an III (12 juin 1795).

(3) *Archives de Caulaincourt*, liasse A, le même au même, Alençon, 28 prairial an III (16 juin 1795).

Le Directoire voulut donner un dédommagement à Aubert-Dubayet, tombé du pouvoir. Par un arrêté du 19 pluviôse an IV (8 février 1796), celui-ci fut nommé à l'ambassade de France à Constantinople, poste vacant en fait depuis le départ de Choiseul-Gouffier et récemment refusé par Pichegru.

Caulaincourt fut autorisé à suivre le nouvel ambassadeur, toujours en qualité d'aide de camp, par arrêté du 25 ventôse an IV (15 mars 1796).

III

L'AMBASSADE D'AUBERT-DUBAYET

Aubert-Dubayet aimait le faste. Il se fit suivre par un brillant état-major. Celui-ci comprenait deux officiers généraux : Carra-Saint-Cyr, compagnon de jeunesse de l'ancien ministre avec lequel il avait guerroyé en Amérique, et Menant, également son protégé ; un officier supérieur : Caulaincourt, et le capitaine Castera.

Après avoir fait ses adieux au Directoire dans une audience publique solennelle (1), l'ambassadeur quitta Paris le 16 germinal an IV (5 avril 1796). Caulaincourt le précéda d'un jour pour régler la bonne marche du petit convoi (2). Après être resté onze jours à Grenoble, où le général réglait ses affaires de famille, il le devança de nouveau sur la route de Toulon.

Deux frégates, la *Diane* et l'*Alceste*, y étaient à la disposition de la mission mais le départ de celle-ci fut retardé par la nécessité d'attendre une compagnie d'artillerie légère que le Directoire mettait à la disposition du Grand Seigneur et un matériel d'artillerie qu'il lui offrait. Lorsque tout fut enfin prêt, les Anglais croisaient devant la rade et les capitaines des deux frégates refusèrent d'assumer la responsabilité de franchir ce barrage. Au grand déplaisir d'Aubert, on fut donc obligé de se mettre en route par terre. Le 22 messidor (10 juillet 1796) arrivait à Toulon un ordre du Directoire prescrivant à l'ambas-

(1) Cette audience eut lieu au Luxembourg le 10 germinal an IV (30 mars 1796). — Cf. A. Dry (colonel vicomte Fleury), *Soldats ambassadeurs sous le Directoire*, I, 381.

(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse A. — Cette liasse contient de nombreuses notes prises au cours de son voyage par Caulaincourt.

sadeur de s'acheminer vers la Turquie par Venise et l'Albanie. Dès le surlendemain, Aubert et ses compagnons se rendirent à Antibes. Ils s'y embarquèrent sur la felouque la *Surveillante* qui, longeant les côtes, les conduisit à Gênes le 15 juillet.

Par Vérone et Castiglione (1), les voyageurs se dirigèrent ensuite sur Venise où ils furent l'objet d'une réception dont l'amour-propre de l'ancien ministre fut vivement flatté. Un navire vénitien, escorté par une frégate du Doge, transporta la mission à Sebenico d'où la caravane gagna Trawnich, capitale de la Bosnie. Reçu par le pacha avec une pompe tout orientale, la colonne, après quelques jours de repos, reprit sa route à travers la Roumélie. A Philippopoli, elle trouva un mihmandar ou maréchal des logis que le Reïs-effendi avait eu l'attention de dépêcher à sa rencontre pour aplanir toutes les difficultés. Enfin, le 10 vendémiaire an V (1er octobre 1796), elle arrivait en face de Constantinople. La Sublime-Porte, à ce même moment, ergotait sur le point de savoir si Aubert-Dubayet était ambassadeur extraordinaire ou ordinaire afin de doser, selon le vocable choisi, les honneurs à lui rendre. Pour couper court à ces arguties, le général se résigna à pénétrer de nuit dans la ville et, sans plus de cérémonie, il entra à Péra à 8 heures du soir.

Depuis longtemps la mésintelligence s'était glissée dans l'entourage d'Aubert-Dubayet. Celui-ci s'était brouillé avec Carra-Saint-Cyr qui, disait-il, avait « pris des travers » qui lui déplaisaient fort. Quant à son aide de camp, il avait écrit, à son sujet, à la citoyenne Dubayet, le 27 thermidor an IV (15 août 1796) : « J'ai de puissants motifs de mécontentement contre le citoyen Caulaincourt. Ses principes politiques ne sont pas en harmonie avec les miens et si, enfin, l'exagération est un défaut, du moins faut-il aimer la liberté avec vérité et chaleur (2). » Un peu plus tard, il confiait encore à sa femme qu'il le trouvait « jeune, fat et présomptueux » et qu'il se séparerait

(1) C'est à ce voyage que fait allusion M. de Caulaincourt quand il dit, aux dernières pages des présents Mémoires : « Je n'ai fait que passer à l'armée d'Italie, à l'époque de la bataille de..., ayant été envoyé immédiatement après à Venise et de là à Constantinople. » D'après ce passage on pourrait croire que le futur duc de Vicence a été attaché quelque temps à l'armée dont Bonaparte était le général en chef. On voit qu'il n'en est rien.

(2) A. Dry (colonel vicomte Fleury), *Soldats ambassadeurs sous le Directoire*, I, 419.

bientôt de lui comme de Carra-Saint-Cyr (1). En effet, par décret du 26 vendémiaire an V (16 octobre), ce dernier fut envoyé à Bucarest, comme consul général auprès des hospadors de Valachie et de Moldavie (2).

Caulaincourt, de son côté, huit jours après son arrivée à Constantinople, mandait à sa tante, Mme d'Harville, en lui traçant un tableau peu enchanteur de la civilisation ottomane et en constatant qu'il n'y avait rien à faire dans ce pays au point de vue militaire : « Quelques différends survenus aussi entre Annibal (3) et moi pendant la route me décident également à ne point rester. Depuis qu'il n'est plus militaire, je ne pourrais que lui être inutile ou à charge. En outre, brouillé également avec Saint-Cyr, son ami de vingt-cinq ans, son compagnon de tout temps, j'ai prévu, je crois, sagement, ce qui m'arriverait aussi, tôt ou tard, et, profitant d'un différend survenu à ..., mon retour est résolu et je n'attends qu'une occasion maritime, car la peste, la mauvaise saison et, encore plus, la cherté du déplacement m'empêchent de me servir de la voie de terre et, quoiqu'un homme d'État n'ait point d'amis, je veux opposer de bons procédés à de mauvais. Je suis convenu avec lui, ce matin, qu'il écrirait à mon oncle (4) et à mon père et, sous peu de jours, je me mettrai en route (5). »

Une détente cependant se produisit. « Quelques différends, écrivait vingt jours plus tard Caulaincourt au général d'Harville, survenus entre Annibal et moi, me décidaient à m'en séparer et à retourner sous peu en France. Mais, depuis ce moment, d'autres événements nous ont rapprochés et quelques nuages, élevés dans une route aussi longue que pénible, se sont dissipés. L'amitié d'un côté, la reconnaissance de l'autre sont des sentiments si doux qu'il est difficile de ne pas leur céder et,

(1) A. Dry (colonel vicomte Fleury), I, 420, Aubert-Dubay et à la citoyenne Dubayet, 18 vendémiaire an V (9 octobre 1796).

(2) *Archives des Affaires étrangères, Correspondance politique.* Turquie, 194, 87.

(3) Prénom d'Aubert-Dubayet.

(4) Le général d'Harville.

(5) *Archives de la famille de Mornay* au château de Montchevreuil. — Nous nous sommes servis d'une copie de cinquante-quatre lettres de Caulaincourt à la comtesse d'Harville, conservées dans ces archives. Cette copie a été exécutée en mai 1900 et est classée dans les *Archives du comte Gérard de Moustier.* — Caulaincourt à la comtesse d'Harville, Constantinople, 18 vendémiaire an V (9 octobre 1796).

s'il a fallu beaucoup de temps pour nous brouiller, un instant a suffi pour nous raccommoder bien sincèrement. Ainsi je reste (1). » En dépit de cette réconciliation, plus sincère de sa part que de celle de l'ambassadeur, Caulaincourt regrettait d'être éloigné du métier militaire : « Malgré tout ce que ce voyage m'a fait connaître d'intéressant, je suis presque au regret de l'avoir entrepris car, après tout, il faudra revenir. Je ne puis pas perdre mon temps ici à ne rien faire, sans emploi ni occupation (2). » Aussi saisit-il avec empressement la première occasion de quitter Constantinople.

Depuis longtemps le Directoire insistait pour que la Sublime-Porte envoyât un ambassadeur permanent en France. En fructidor an IV, le sultan Selim avait désigné, pour remplir ce poste, le garde-portefeuille du ministère des Finances, Esseid-Ali-Effendi. A son arrivée sur le territoire turc, Aubert-Dubayet avait été reçu, ainsi que nous l'avons vu, par un mihmandar. A titre de réciprocité, il offrit à la Porte, comme marque de considération et d'estime, d'adjoindre à Esseid, en la même qualité de mihmandar ou de maréchal des logis, le chef d'escadron de Caulaincourt, ce qui fut accepté (3). Ce dernier envisagea cette solution avec joie. Quant à l'ambassadeur, qui n'avait pas oublié aussi complètement que son aide de camp le croyait les démêlés récents, il vit dans cette désignation le moyen de dissimuler élégamment une disgrâce dont il n'avait jamais abandonné l'idée. Il sut, d'ailleurs, y mettre toutes les formes. En adressant à Caulaincourt le décret du 28 ventôse an V (16 mars 1797) qui lui conférait son nouveau titre, il ajoutait : « Si j'ai eu lieu d'apprécier vos qualités militaires, lorsque vous avez été mon aide de camp, je n'ai pas moins eu occasion de distinguer en vous cette urbanité de mœurs et d'esprit que donne l'éducation et que l'usage de la société perfectionne (4). » Ces louanges n'empêchaient d'ailleurs pas le général d'écrire à la

(1) *Archives de Mornay*, Caulaincourt au général d'Harville, Constantinople, 30 vendémiaire an V (21 octobre 1796).

(2) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la citoyenne Harville à Doue (près la Ferté-sous-Jouarre), 17 brumaire an V (7 novembre 1796).

(3) *Archives des Affaires étrangères. Corr. pol.*, Turquie, 174, 413, Aubert-Dubayet au ministre, 14 pluviôse an V (2 février 1797).

(4) *Archives de Caulaincourt*, liasse A, Aubert-Dubayet à Caulaincourt, 1er germinal an V (21 mars 1797).

même époque à sa femme : « Je n'ai eu que du chagrin de tous ces militaires dont je m'étais entouré (1). » Et bien plus tard sa rancune s'exhalait encore quand il mandait à la citoyenne Dubayet : « J'ai été, tu le sais, très mécontent de Caulaincourt. Je m'en suis vengé en lui donnant une commission brillante mais notre divorce n'en est pas moins fait pour la vie (2). »

Durant les six mois qu'il passa à Constantinople, Caulaincourt disposant de larges loisirs, put jouir de la vie de Stamboul, se liant avec Ruffin, orientaliste distingué remplissant les fonctions de secrétaire d'ambassade, et avec son gendre, M. de Lesseps, qu'il devait retrouver plus tard à Saint-Pétersbourg (3). Une seule fois, au cours de ce semestre, il eut à jouer un rôle officiel. Ce fut lors de l'audience solennelle accordée par le sultan à l'ambassadeur de France le 28 nivôse (17 janvier 1797). Aubert-Dubayet, « montant un coursier magnifiquement harnaché, ayant à ses côtés une section de la compagnie d'artillerie légère et ses deux aides de camp, Caulaincourt et Castera » (4), se rendit tout d'abord au Divan tenu par le Reïs-effendi, prit part à un repas monstre, puis, toujours accompagné de ses officiers, fut enfin admis devant Sélim III. Cette cérémonie fastueuse laissa à tous ses acteurs un souvenir durable.

Deux mois plus tard, le 4 germinal an V (24 mars 1797), Esseïd se décida à partir. En dehors de Caulaincourt, Aubert-Dubayet lui avait adjoint son propre interprète, le Marseillais Venture, que Bonaparte devait plus tard nommer membre de l'Institut d'Égypte et qui décédera au cours de la retraite de Saint-Jean-d'Acre (5). Quant à sa suite musulmane, elle se

(1) De Fazy du Bayet, *loc, cit.*, 168, Aubert-Dubayet à sa femme, Péra, 10 germinal an V (30 mars 1797).

(2) De Fazy du Bayet, *loc. cit.*, 173, Aubert-Dubayet à sa femme, 8 fructidor an V (25 août 1797).

(3) Henri Dehérain, *la Vie de Pierre Ruffin, orientaliste et diplomate* (1742-1824), Paris, Geuthner, 1929-1930, in-4°, I, 77.

(4) *Archives des Affaires étrangères, Corr. pol.* Turquie, 194, 336. Rapport de l'audience donnée par le grand seigneur sultan Sélim III au général Aubert-Dubayet.

(5) Caulaincourt était accompagné de son domestique Pierre-Éloi Corion, né en 1777 à Caulaincourt. — Le passeport du chef d'escadrons de Caulaincourt nous donne quelques renseignements sur le physique du futur duc de Vicence à cette époque : « Taille de 5 pieds 6 pouces, cheveux et sourcils châtains foncés, yeux gris,

composait de dix-sept personnes dont quelques-unes portaient des titres pittoresques. Il y avait un secrétaire de légation, un intendant, un porte-sceau, un armurier, un cuisinier, un pale-frenier, un donne-le-pipe, un barbier, un donne-le-café, quatre valets de pied, auxquels s'étaient joints quatre Grecs, dont deux domestiques et deux interprètes. L'un de ces derniers, Paniotaki Codrika, n'allait pas tarder à prendre une très grande influence sur son maître. Tout ce personnel s'embarqua sur le petit navire vénitien *la Fiore del Levante* qui, le 5 germinal, mit à la voile. Bien qu'il eût appelé cet instant de tous ses vœux, Caulaincourt ne s'éloigna pas sans regrets de cette terre d'abord maudite et, dans ses notes, il en expose clairement le motif : « Ma séparation d'avec mes compagnons d'armes fut pénible. Un être bien sensible augmenta encore mes regrets. Je sentais douloureusement le poids d'un cœur trop aimant et, en vérité, s'il est doux d'avoir des affections dans ce monde, j'éprouvais dans ce moment qu'il est bien pénible de rompre une chaîne que le sentiment et l'estime ont formée. Quelqus larmes coulèrent de mes yeux. Ma bien-aimée en versa d'aussi douces pour mon cœur et le devoir rigoureux obtint encore une fois le sacrifice de ma félicité. Enfin je laissais mon cœur sensible pour prendre celui d'un soldat (1). »

En l'absence de vents favorables, la *Fiore* mit neuf jours à traverser la mer de Marmara. Après une relâche à Modon, patrie de l'ambassadeur, le petit navire pénétra le 9 floréal, à 10 heures du matin, dans le port de Messine. Là, les premières difficultés commencèrent. Esseïd en effet se montrait insupportable. Il soulevait des incidents au sujet du nombre de coups de canon dont il entendait être salué, décidait de faire sa quarantaine en Sicile, faisait débarquer ses gens et ses bagages, puis, ne voulant pas se soumettre aux exigences des règlements, ordonnait de tout rembarquer et de quitter Messine, ce qui eut lieu le 18 floréal (7 mai 1797).

De cette dernière ville à Marseille, la traversée dura neuf jours. Ils furent marqués par la rencontre, le 23 floréal, à la hauteur du cap Corse, d'un gros corsaire algérien qui ordonna

front haut, nez et bouche moyens, menton petit, visage ovale marqué de petite vérole. » (*Archives de Caulaincourt*, liasse A.)

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse A, notes de M. de Caulaincourt, « Voyage de Constantinople à Paris avec Ali-Effendi ».

au capitaine de la *Fiore* de venir à son bord, afin, dit Caulaincourt, d'obtenir « le tribut honteux que toutes les puissances maritimes ont la bassesse de laisser arracher à leur navigation (1) ». Ce capitaine, ayant répondu qu'il conduisait en France l'ambassadeur de la Porte, le chef corsaire mit un canot à la mer et se fit conduire à bord du navire vénitien. Il fut parfaitement reçu par Esseïd. Quand ils se furent offert réciproquement « tous les souhaits de bon voyage et recommandés à Dieu et à ses saints (2) », le barbaresque retourna à son bord, ne se doutant pas des embarras que cette rencontre allait sous peu occasionner à son coreligionnaire. Enfin, le 24 floréal (13 mai 1977) la *Fiore del Levante* arrivait devant Toulon et, le 26 floréal, à 10 heures du matin, à Marseille.

Dès l'entrée au port, Caulaincourt descendit à terre pour prier le directeur de la consigne de prévenir les autorités de la présence du noble Turc. Cette démarche déplut à Esseïd. Il aurait désiré qu'aucune allusion ne fût faite à la visite du corsaire algérien. Or, la peste sévissait alors dans les États barbaresques ; d'autre part, bien que prévenu qu'il ne serait salué par les forts qu'après notification de sa présence, le pacha trouvait très mauvais de n'avoir encore entendu aucune salve d'artillerie tirée en son honneur. Enfin l'annonce d'une obligatoire quarantaine de trente-six jours mit le comble à sa fureur.

Dans l'après-midi cependant, Esseïd se rendit au lazaret de Pomègue. La direction avait fait son possible. Une belle pièce avait été meublée à la turque et tout avait été prévu pour lui adoucir la pénible formalité. Le général Willot vint lui rendre visite le 29, mais l'ambassadeur s'emporta devant lui, traitant ses auditeurs de chiens. Il ne fut guère plus poli le surlendemain avec le Président du département et les interventions de Caulaincourt, très ennuyé de son rôle, ne purent le ramener à des procédés plus décents. A la fin de la quarantaine, Esseïd-Effendi s'amadoua un peu et consentit à laisser désinfecter ses effets et même ses lettres de créance.

Pendant ce temps, le mihmandar qui, comme Venture, avait déployé une patience digne d'éloges, organisait le trajet de Marseille à Paris. Les bagages furent expédiés directement et

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse A, notes.
(2) *Ibid.*

enfin, le 1er messidor (19 juin 1797), l'ambassadeur put quitter le lazaret et se rendre librement dans la ville voisine. L'accueil qu'il y reçut, l'empressement amusé de la population, les honneurs qui lui furent prodigués, cinq jours de bals, de festins, de représentations théâtrales, de promenades, déridèrent le peu commode personnage et rendirent plus facile la tâche de son entourage (1).

Le 24 juin, toute l'ambassade quitta Marseille. Elle s'arrêta quatre jours à Toulon, puis se mit en route par Aix, Valence, Lyon, Chalon, Saulieu, Auxerre et Fontainebleau. Le voyage ne se passa pas sans quelques accrocs. Le Directoire n'était pas riche et il avait tenté d'économiser sur les frais. Par analogie avec ce qui avait eu lieu lors de l'arrivée d'Aubert-Dubayet en Turquie, il avait laissé les dépenses de bouche et de logement à la charge de l'ambassadeur, mais celui-ci, dans la plupart des gîtes, oublia de régler sa note. Il fallut à Venture et à Caulaincourt, contraints de se substituer à lui, des prodiges d'adresse pour ne pas dépasser les modestes crédits alloués. A Paris, où le cortège arriva le 25 messidor (13 juillet), Esseïd alla s'installer dans le bel hôtel de la princesse de Monaco, rue Saint-Dominique, construit par Brongniart treize ans auparavant et que les Parisiens connaissent ajourd'hui sous le nom d'hôtel de Sagan (2). La badauderie adopta immédiatement le Turc. Une extraordinaire curiosité s'attacha à ses pas et il fut même, quelque temps, le roi de la mode qui copia ses turbans et ses caftans.

Son entrée solennelle eut lieu le 10 thermidor (28 juillet 1797). Comme on pouvait s'y attendre avec un tel personnage, elle avait été précédée de longues discussions sur chaque détail du cérémonial. Toutes les difficultés étant enfin aplanies, l'ambassadeur quitta l'hôtel de Monaco, à 4 heures, à cheval, accompagné de son mihmandar et de sa suite. Longeant les quais, il fut rejoint par Talleyrand, ministre des Relations extérieures, devant le Pont National et, par les rues Dauphine (rue de Thionville) et de Tournon parvint au Luxembourg. Descendu de cheval sous la voûte du pavillon d'entrée, le cortège rejoignit le Petit-Luxembourg. Le Directoire avait fait adresser dans la

(1) Maurice Herbette, *Une ambassade turque sous le Directoire*. Paris, Perrin, 1902, in-8°, 27.

(2) Rue Saint-Dominique, 57, actuellement propriété de M. Jacques Seligmann.

cour de ce palais un amphithéâtre devant lequel se déroula la cérémonie. Toujours escorté de Caulaincourt, l'ambassadeur remit ses lettres de créance, échangea avec Carnot des discours protocolaires et prit enfin sa place au milieu du corps diplomatique. Le soir il y eut dîner d'apparat rue du Bac, au palais des Relations extérieures, et bal paré à l'Odéon.

Avec cette cérémonie se terminait le rôle du mihmandar. Talleyrand écrivit à ce dernier, le 16 thermidor : « Cette commission que vous teniez de mon département étant actuellement terminée, je me fais un plaisir de vous témoigner ma satisfaction du zèle avec laquelle vous l'avez remplie (1). »

IV

DU RETOUR EN FRANCE A LA PREMIÈRE MISSION A SAINT-PÉTERSBOURG

Armand de Caulaincourt se trouvait sans emploi. Il ne pouvait être question pour lui de retourner à Constantinople. Non seulement il ne tenait personnellement pas à cette solution mais Aubert-Dubayet, tout en semblant le couvrir de fleurs, l'avait perfidement desservi. « En confiant au citoyen Caulaincourt, mon cher Petiet, avait-il écrit le 1er germinal an V (21 mars 1797) au ministre de la Guerre, la mission qu'il va remplir auprès de l'ambassadeur ottoman et dont il vous rendra compte de vive voix, j'ai trouvé la double occasion de m'ac-

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse A, Talleyrand à Caulaincourt, 16 thermidor an V (3 août 1797). — Sur le voyage de l'ambassadeur, de Marseille à Paris, et son séjour à Paris, voir, outre le livre de M. Maurice Herbette, les *Archives des Affaires étrangères*, *Corr. pol.* Turquie, vol. 194, 195 et 196. — Talleyrand accorda à Caulaincourt le traitement de secrétaire de légation pour les quatre mois et dix jours pendant lesquels il avait rempli les fonctions de mihmandar, soit 1 444 fr. 8 s. 2 d., plus le remboursement de ses frais de Constantinople à Marseille. Mais la plus grande partie de ces frais ayant été réglés par Venture, Caulaincourt n'avait à toucher que son traitement et quelques indemnités accessoires. Or, il avait reçu d'Aubert-Dubayet à son départ une avance de 2 625 fr. 15, somme supérieure à ce qui lui était dû (*Archives de Caulaincourt*, liasse A, Talleyrand à Caulaincourt, 25 vendémiaire an VI).

quitter envers un peuple ami des procédés hospitaliers que j'ai reçus pendant mon voyage et de rendre à la patrie un jeune militaire dont les facultés donnent trop d'espérances pour n'être pas utilement employées (1). » C'était un congé en règle.

L'ambassadeur ottoman exprima le désir de voir récompenser par le grade de chef de brigade les services de son mihmandar. Il y mit beaucoup d'insistance, faisant ressortir que Yahia-Bey, chargé des mêmes fonctions auprès d'Aubert-Dubayet, avait reçu, comme prix de son zèle, la charge de Capidji-Bachi de Sa Hautesse. Il présentait même l'acte de réciprocité sollicité comme une marque, qui serait appréciée, de haute courtoisie internationale. A son tour, le général d'Harville appuya la proposition faite en faveur de son neveu (2). Le Directoire voulut avoir l'avis du département des Relations étrangères (3) et Talleyrand opina qu'il n'y avait pas d'usage établi, que l'avancement donné à Yahia-Bey n'avait été, de la part de la Porte, qu'un acte de politesse et d'obligeance. Sans émettre d'avis positif, il terminait, cependant, en disant : « Je dois observer au surplus que le citoyen Caulaincourt a rempli cette mission d'une manière assez satisfaisante pour qu'elle lui devienne un titre à quelque témoignage de bienveillance de la part du Directoire exécutif (4). »

Le gouvernement ne prit pas cet argument en considération : « Outre que le Directoire est maintenant dans la résolution de ne point accorder d'avancement pour ne pas augmenter le nombre déjà trop grand des officiers sans fonctions, fut-il écrit par le ministre de la Guerre à l'intéressé, il a observé que, parvenu assez rapidement au grade de chef d'escadrons, vous n'avez encore pas néanmoins servi activement en cette qualité et il a estimé juste de se borner à me prescrire de vous proposer, dès qu'il y aurait lieu, à un emploi de chef d'escadrons

(1) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, Aubert-Dubayet à Petiet, Péra, 1er germinal an V (21 mars 1797).

(2) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence Harville à Petiet, 14 floréal an V (3 mai 1797).

(3) Extraits des procès-verbaux du Directoire, 16 thermidor an V (3 août 1797).

(4) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, Talleyrand à Schérer, 19 thermidor an V (6 août 1797).

titulaire (1). » Ces raisons, surtout la seconde, avaient leur valeur. En les portant à la connaissance de l'ambassadeur ottoman, Schérer, qui avait remplacé Petiet, se flatta que ce dernier « voudrait bien prendre confiance au désir sincère » qui l'animait « de faire une chose qui lui sera agréable en accélérant de tous ses moyens le succès de cette disposition (2) ».

Cependant, avant même d'avoir reçu la lettre ministérielle qui lui enlevait tout espoir d'une prompte promotion, Caulaincourt s'était fait attacher, le 19 thermidor an V (16 août 1797), à l'inspection de la cavalerie de l'armée de Sambre-et-Meuse sous les ordres de son oncle, le général d'Harville. Ce dernier étant passé en la même qualité d'inspecteur à l'armée d'Allemagne le 8 vendémiaire an VI (29 septembre 1797), puis à celle de Mayence le 26 frimaire an VI (16 décembre 1797), son aide de camp le suivit dans ces postes successifs.

La vie agitée qu'il mena pendant de longs mois à la suite de son chef plaisait au jeune chef d'escadrons : « Pour moi, écrivait-il à sa tante, les désagréments du voyage, la malencontreuse pluie, la froide gelée ne font rien à mon amour de la vie errante et la vue d'un site nouveau, d'un pays que je ne connais pas, tout cela me dédommage des inconvénients de la route et me fait même sourire à la vue d'un grand chemin. C'est un heureux naturel qui me sauve beaucoup des contrariétés qu'y trouvent les autres (3). » L'œuvre de réorganisation à laquelle

(1) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, le ministre à Caulaincourt, 8 fructidor an V (25 août 1797). — Voir dans le même dossier une lettre du ministre de la Guerre à Caulaincourt, du 10 messidor an V (28 juin 1797), lui annonçant déjà l'impossibilité de lui donner un avancement « que les circonstances d'une prochaine réforme dans l'armée » rendaient difficile.

(2) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, Schérer à Esseïd-Ali-Effendi, Paris, 8 fructidor an V (25 août 1797).

(3) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la citoyenne Harville, à Doue, Dillenbourg, 14 pluviôse an VI (2 février 1798). — Dans cette même lettre, Caulaincourt parle de la mort d'Aubert-Dubayet, survenue à Constantinople le 27 frimaire an VI (17 décembre 1797), qu'il venait d'apprendre : « Cet événement m'a vivement affecté et, quoiqu'il soit du nombre de ceux auxquels on doit s'attendre journellement, je n'en ai pas moins déploré une perte qui m'ôte un ami et qui accable sans doute sa malheureuse petite femme qui venait d'arriver à Constantinople. En réfléchissant à son caractère, au changement qui s'était fait en lui depuis que les honneurs, les

se consacrait d'Harville (1) ne laissait d'ailleurs guère de loisirs aux deux voyageurs : « Les troupes sont superbes, » mandait Caulaincourt, mais il ne pouvait accorder la même admiration aux services administratifs : « Partout des fripons, ajoutait-il, mais qu'y faire? Vouloir les ôter, ce serait tout renverser et il faut faire le clairvoyant aveugle. L'activité du bon général suppléera au peu de moyens que nous avons d'établir notre besogne, mais il est cependant fâcheux d'en faire une inutile : voilà où nous en sommes (2). »

Caulaincourt comptait toujours pour ordre au 8e régiment de cavalerie. Ce régiment, devant faire partie de l'armée d'Angleterre, quitta Dusseldorf au début de 1798 pour se rendre à Clermont (Oise). Le 21 janvier, Armand annonçait à sa tante son intention de le suivre : « Puisque mon régiment est de cette expédition ou paraît destiné à en faire partie, je n'ai pas hésité à prendre mon parti et demander au ministre l'ordre de le rejoindre. Si réellement il avait cette destination, je quitterais avec infiniment de regrets le bon général, mais cette expédition est trop marquante. L'honneur me dit que je dois partager les dangers et les chances du corps auquel j'appartiens et ce sentiment ne parle pas en vain dans l'âme d'un Français. J'envisage cela comme un devoir et l'exactitude scrupuleuse que j'ai toujours mise à remplir les miens me dit que je dois ce dernier sacrifice à mon pays. Sans ambition, sans désir de faire fortune, je n'ai pas les motifs de quelques autres, mais j'aime mon pays et ce sentiment est celui qu'il faut avoir (3). » En même temps,

places l'avaient [mis] au delà de la sphère peut-être de ses moyens, je trouve qu'il est peut-être plus heureux pour sa famille, pour lui, que cet événement l'ait enlevé à elle, à ce que son destin avait pu lui préparer. Mais c'est une réflexion politique que mon attachement pour lui, pour sa famille a amenée ; mais comme je suis, avant tout, homme et que la sensibilité est le premier mouvement de l'âme, je donne de bien vifs regrets à la perte de celui qui m'a servi presque de père. »

(1) Sur le rôle et les attributions des inspecteurs généraux des troupes à cheval, voir lieutenant-colonel Édouard Desbrière et capitaine Maurice Santal, *la Cavalerie sous le Directoire*, Paris, Berger-Levrault, 1910, in-8°, 128.

(2) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la citoyenne Harville à Doue, Cologne, 17 vendémiaire an VI (8 octobre 1797).

(3) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la citoyenne Harville à Doue, Neuwied, 2 pluviôse an VI (21 janvier 1798).

d'Harville intercédait auprès du ministre en faveur de son aide de camp : « Cet officier, instruit que le régiment, auquel il est attaché en qualité de chef d'escadrons à la suite, part et préjugeant qu'il peut être destiné à l'armée d'Angleterre, manifeste le désir le plus impatient de joindre son corps (1). » On sait comment ces projets de descente en Grande-Bretagne, si chers à Hoche et à Carnot, n'eurent aucune suite. Avant même qu'ils eussent été abandonnés, il avait été décidé que le 8e de cavalerie en serait distrait.

Caulaincourt désirait néanmoins reprendre un service plus actif : « Le général vous aura sûrement mandé, écrivait-il, qu'un des chefs d'escadrons du régiment où je suis, venait de mourir. Cet événement doit me mettre en pied si, une fois, je puis obtenir justice (2). » Ce ne fut cependant que le 19 brumaire an VII (9 novembre 1798) qu'il reçut enfin satisfaction et fut pourvu d'un emploi de chef d'escadrons en pied au 8e de cavalerie.

Ce corps, envoyé à Rennes en avril 1798, y était resté peu de temps et, dès le 1er septembre 1798, était arrivé à Strasbourg prendre sa place dans l'armée de Mayence, division Sainte-Suzanne. Caulaincourt le rejoignit à Schelestat. Il le suivit à Huningue où il était en février 1799 quand Jourdan vint prendre le commandement de l'armée qui devait s'appeler bientôt l'armée du Danube. Le 1er mars 1799, la réserve de cavalerie, dont le 8e faisait partie, se dirigea sur Fribourg d'où elle rejoignit les autres corps de Jourdan et s'établit avec eux, le 14 mars, entre le lac de Constance et le Danube, face à l'archiduc Charles (3).

Le début de la campagne contre la deuxième coalition n'est pas heureux. Jourdan est vainqueur à Pfullendorf, mais il est battu à Stockach et se retire. La réserve de cavalerie couvre la retraite et, en avril, le 8e de cavalerie occupe Bâle avec la division Xaintrailles et garde le Rhin jusqu'à Constance. En mai, il passe à la division Klein. La lutte traîne en longueur.

Pendant ce temps, le général d'Harville n'oubliait pas son

(1) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, Harville au ministre, 1er ventôse an VI (19 février 1798).

(2) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la citoyenne Harville, à Doue, Villers-au-Tertre, 10 messidor an VI (28 juin 1798).

(3) R. Doncieux, *Le 8e cuirassiers. Journal historique du régiment* (1638-1892), Paris, Lahure, 1892, in-8°.

neveu. Déjà le 3 nivôse an VII (22 décembre 1798), il l'avait proposé pour l'emploi de chef de brigade vacant au 14e chasseurs et Jourdan avait ainsi apostillé son mémoire : « Cet officier réunit toutes les connaissances nécessaires pour occuper ce poste avec distinction (1). » D'Harville revint à la charge en ventôse an VII (mars 1799) lorsque Gérard, chef de brigade au 1er de carabiniers demanda sa retraite (2). Par deux fois le ministre exprima ses regrets de ne pouvoir accéder à ces désirs, mais enfin, le 12 thermidor an VII (30 juillet 1799), il se décida à nommer Armand de Caulaincourt chef de brigade au 2e de carabiniers (3).

Cette nomination arrivait à son heure car celui qui en était l'objet se trouvait en pleine crise de découragement. « Il paraît, avait-il écrit le 16 juillet, que d'autres obtiendront ce que j'ai, j'ose le dire, gagné et ce que l'on m'avait promis. Je ne m'en afflige point. Chacun me rend justice et l'estime de tous dédommage de l'injustice et de l'oubli de quelques-uns. » Plus loin, dans la même lettre, il laisse échapper des mots qui soulignent bien l'état des esprits d'alors et qui font présager Brumaire. En juin, le Directoire avait décrété un impôt forcé de cent millions sur les citoyens aisés et cette menace avait amené ses parents à envisager la nécessité de se défaire de la terre de Caulaincourt, depuis des siècles dans leur famille : « Quant à la fortune, disait Armand à sa tante, il vaut mieux vendre, même pour rien, le peu qui reste que de payer en impositions plus que cela ne vaut, quand les sangsues politiques sont gorgées d'or et de rapines, qu'ils ne sont sujets à aucune charge et qu'ils promenèrent leur luxe insolent à côté de la ruine totale de

(1) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, Harville au ministre, 3 nivôse an VII (23 décembre 1798).

(2) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, Harville au ministre, 18 ventôse an VII (8 mars 1799) : « Ce régiment a infiniment besoin d'un chef actif, intelligent, qui joigne à l'instruction militaire les connaissances administratives, la volonté et la force au zèle, à la probité et aux bonnes mœurs. C'est sous ce rapport que le général Harville présente le citoyen Caulaincourt... Il saura rompre les vieilles habitudes et y établir avec fermeté et justice l'ordre et la discipline. »

(3) A cette époque, Kellermann le recommanda également pour l'emploi de chef de brigade du 8e de cavalerie (*Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, Kellermann au ministre, 7 thermidor an VII (25 juillet 1799).

l'habitant paisible qui vivait de sa médiocrité... Pour moi, toujours je renonce à cette terre natale, patrimoine de famille, qui serait peut-être aussi une pomme de discorde si la faulx de Mars ne se chargeait de faire bonne part à nos sœurs. Je plains bien ma pauvre mère, dont l'excessive sensibilité est un malheur réel dans les circonstances présentes (1). »

Caulaincourt, d'ailleurs, comme la majorité des Français, n'était pas en principe un ennemi du gouvernement établi. « Le temps de cet amour ridicule pour la royauté est passé, disait-il. L'expérience fait que chacun pense que le gouvernement qui protège est celui que l'on préfère. Chacun est attaché à sa terre natale quand elle lui présente sécurité et protection. Malheureusement, les passions particulières prennent toujours la place du véritable amour de la patrie, l'intrigant celle de l'homme de bien. De là découlent ces commotions fâcheuses qui perdent le crédit public et détruisent la confiance... Quant à nos armées, leur courage est le même, mais un homme n'est qu'un homme lorsque son adversaire est aussi brave que lui. Des forces supérieures nous ont attaqués partout. La valeur a souvent suppléé au nombre, mais, à la longue, elle a été obligée de céder... En un mot, ma mère, que nos législateurs donnent sécurité et protection à nos familles, que nos parents trouvent en eux d'autres parents et nous vaincrons encore, mais que la paix soit le prix de nos succès ; qu'au lieu de ces généraux, nuls par leurs moyens, on nous rende ceux qui ont organisé la victoire et elle sera encore pour nous. L'officier et le soldat sont au moins ce qu'ils étaient précédemment ; il ne faut que des chefs dignes d'eux (2). »

Ces violences de langage, sous la plume d'un homme aussi pondéré, rendant un son qui prélude aux roulements de tambour de Saint-Cloud. Bonaparte pouvait s'apprêter à quitter l'Égypte. Le sauveur était attendu.

Comme tant d'autres, le 2e de carabiniers avait besoin d'être réorganisé. « Y rétablir l'ordre, dit un biographe de Caulaincourt,

(1) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la citoyenne Harville, maison du citoyen Caulaincourt, rue Neuve-des-Capucins, 531, Chaussée-d'Antin à Paris, Strasbourg, 28 messidor an VII (16 juillet 1799).

(2) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la citoyenne d'Harville, Près Colmar, 2 thermidor an VII (20 juillet 1799).

n'était pas chose facile. Cependant une pareille tâche n'effraya point un colonel de vingt-cinq ans. Un esprit sévère de méthode et de justice et quelques exemples d'une rigueur nécessaire eurent le succès le plus complet (1). »

Le régiment prit part à toute la campagne de l'armée du Rhin commandée par Lecourbe. Le 29 octobre 1799, alors qu'il avait passé quelques jours plus tôt le Neckar à Heidelberg, il se trouva dans une position critique. Envoyé en reconnaissance, il fut attaqué dans une position désavantageuse par un ennemi supérieur en nombre. Sous la conduite de son chef, il résista pendant sept heures à l'assaut des Autrichiens et put se dégager de leur étreinte après leur avoir fait soixante prisonniers.

Le 2e de carabiniers se distingua encore le 2 novembre. Ce jour-là, la gauche de l'armée dont il faisait partie fut attaquée vers Heilbronn par le prince de Hohenlohe. Le 2e escadron, ayant le colonel à sa tête, sauva d'un désastre une colonne d'infanterie qui tentait de déloger l'ennemi d'un moulin situé dans une vallée encaissée. Caulaincourt reçut à cette affaire sa première blessure.

Un mois plus tard, le 3 décembre, à Weinheim, il courut de nouveaux dangers. Étant sorti avec son ordonnance, un nommé Père, originaire de Caulaincourt, il tomba sous le feu d'une patrouille ennemie. Quelques instants plus tard, l'escadron avec lequel il marchait se trouva aux prises avec des hussards qui venaient d'enlever Weinheim. Le colonel est blessé de deux coups de feu. Il tombe de cheval et le dévouement de ses hommes, seul, l'empêche d'être fait prisonnier. Caulaincourt et son ordonnance également blessé furent soignés au château de Weinheim jusqu'à ce que le régiment eût pris ses quartiers d'hiver à Fenestrange (2).

Le 2e de carabiniers fit ensuite la campagne de 1800 dans la même armée du Rhin opérant alors sous les ordres de Moreau (3). Jusqu'au 24 avril il était resté à Rambervillers et, le 19 juin, il passa le Danube à Blintheim. Placé à l'avant-garde, il rencontra l'ennemi près de Lawingen, le bouscula, enleva de nombreux

(1) *Notice biographique*, *loc. cit.*, 4.

(2) Capitaine Bué, *Livre d'or des carabiniers*, Paris, Lahure s. d. [1898] in-4° 121.

(3) Cf. *Mémoires et journaux du général Decaen*, publiés par Ernest Picard et Victor Paulier, Paris, Plon, 1910-1911, II, 44, 53 et 60.

prisonniers et, dans l'après-midi du même jour, le repoussa de nouveau. Lecourbe, satisfait de sa belle conduite, adressa à son chef une lettre de félicitations : « Les carabiniers que vous commandez ont encore justifié dans la journée du 30 prairial, au passage du Danube, la haute réputation de bravoure dont ce corps jouit depuis si longtemps. Ils ont enfoncé, culbuté l'ennemi, animés par votre exemple (1). »

Le 2e de carabiniers est à Omenheim le 22 juin (3 messidor an VIII), où il vient au secours du 1er de carabiniers, mal en point. Au moment où l'adversaire se retire, comme il s'était porté en avant pour observer la retraite, le colonel « est démonté par un coup de mitraille et il fût tombé infailliblement entre les mains » de l'ennemi, « sans le dévouement du cavalier Père, son ordonnance, qui lui donne son propre cheval » et parvient à s'échapper lui-même en saisissant la queue du cheval et s'y cramponnant (2).

Caulaincourt a narré à sa tante la suite de ces opérations : Depuis le 30 prairial, « nous n'avons cessé de marcher, dit-il. Le 4, nous nous sommes vivement battus. Le canon a emporté beaucoup de braves ; mon régiment a chargé trois fois des forces triplées. Depuis cette affaire, j'ai été chargé par le général Moreau du commandement de la cavalerie détachée du corps d'armée du général Decaen. Nous sommes partis de Nordlingen le 6 à 3 heures du matin. Le 9, à 2 heures de l'après-midi, nous avions fait plus de 40 lieues, livré trois combats et nous étions dans Munich. Nous y avons été reçus en vainqueurs. Maintenant je suis en avant de cette ville avec le même corps de troupe. On parle chaque jour d'armistice. Cependant personne n'y croit (3). »

Cet armistice fut signé à Parsdorff le jour où cette lettre était écrite et Caulaincourt prit ses cantonnements de repos à Dürekelspiel. Une fâcheuse nouvelle l'irrita durant son séjour. Son oncle, le général d'Harville, qui, depuis le 24 juin 1800, comman-

(1) Lecourbe à Caulaincourt, Hochstædt, 2 messidor an VIII (21 juin 1800). Cette lettre est reproduite en fac-similé par J. Chavane, *Histoire du 11e cuirassiers*, Paris, Charavay, 1889, in-8°, 217. — L'original est conservé dans les *Archives du comte Gérard de Moustier.*

(2) Bué, *Livre d'or des carabiniers*, 125.

(3) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la citoyenne Harville, En avant de Munich, 26 messidor an VIII (15 juillet 1800).

dait la cavalerie de l'armée de réserve, avait été relevé de ce commandement et s'était retiré dans son château de Doue : « Après six années de révolutions, de tourmentes en tous genres, écrivait-il, on ne donne pas un désagrément à un militaire respectable qui a l'estime générale. En pareil cas, on peut dire, fût-ce à Dieu le Père : j'attends chez moi le règne de la justice. Car il est d'une injustice notoire de déplacer le plus ancien des généraux qui n'a jamais quitté un instant son poste, quand l'on emploie chaque jour les hommes qui se sont cachés pendant l'orage, ceux mêmes qui ont été en opposition avec ce gouvernement de raison mais qui se rangent maintenant sous ses étendards parce qu'il a gagné la partie. Quelle sera donc la récompense de ceux qui ont cimenté tant de succès et de gloire de leur sang? Je vous avoue, ma bonne tante, que l'injustice qu'éprouve mon oncle m'afflige cruellement et me dégoûterait si la patrie ne passait pas avant les hommes et l'honneur avant le ressentiment (1). »

Cette page est caractéristique de la mentalité de son auteur à ce moment précis. Elle nous montre Caulaincourt qui, il ne faut pas l'oublier, faisait partie de l'armée de Moreau et subissait l'influence des idées qui y dominaient, irrité contre le nouveau régime. Il est à remarquer d'ailleurs que, jusqu'à cette époque, pas une fois il n'a mentionné dans ses lettres le nom de Bonaparte dont la jeune gloire illuminait déjà le ciel de France. Il est vrai qu'il n'avait pas encore eu l'occasion de servir sous ses ordres.

Mais Moreau est de nouveau rentré en campagne et, le 12 frimaire an IX (3 décembre 1800), c'est Hohenlinden. Le 2e de carabiniers, à la tête duquel Caulaincort se trouve de nouveau, est attaqué par sept cents cavaliers et deux bataillons à Erding. Il inflige des pertes considérables à ses agresseurs et se maintient sur ses positions. On dit que, sur le champ de bataille même, Moreau offrit à son colonel le grade de général de brigade et que ce dernier le refusa pour ne pas quitter, en pleine campagne, ses chers carabiniers (2).

Le 25 décembre un armistice est conclu à Steyer : « Je ne puis vous dire tout ce que nous avons souffert des mauvais

(1) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la citoyenne Harville, Dürekespiel, 7 fructidor an VIII (25 août 1800).

(2) *Notice biographique*, *loc. cit.*, 4.

heureusement rétablis entre les deux États ». Il devait en même temps annoncer la désignation prochaine d'un ministre plénipotentiaire et il lui était prescrit de ne pas quitter Saint-Pétersbourg avant l'arrivée de ce dernier (1).

Comment et pourquoi Armand de Caulaincourt fut-il choisi, parmi tant d'autres, pour cette mission? Comme on l'a vu plus haut, il n'avait encore jamais été sous les ordres directs de Bonaparte, n'ayant jamais servi aux armées qu'en Vendée et en Allemagne. Lui-même dit qu'à ce moment il connaissait à peine le général Bonaparte « pour l'avoir rencontré chez Mme de Beauharnais » pendant ses courts séjours à Paris. Ses lettres à Mme d'Harville, les seuls documents où l'on puisse retrouver sa pensée intime à cette époque, semblent indiquer que, dans le duel à mort qui se dessinait entre le Premier Consul et Moreau, ses vœux allaient au vainqueur de Hohenlinden.

Le Grand écuyer, aux dernières pages de ses Mémoires, donne une réponse, en partie satisfaisante, à la question posée ci-dessus : « J'ai su depuis, dit-il, que j'avais dû la mission de Russie au bien qu'avait dit de moi le général Moreau, en parlant des officiers de son armée, et à M. de Talleyrand, que j'avais eu occasion de voir quelquefois à mon retour de Constantinople. » Dès lors, Moreau n'était guère en faveur. En dehors de l'intervention de ministre des Relations extérieures, en dehors même du désir constant de Bonaparte d'attirer dans son sillage les fils de l'ancienne noblesse, on peut très légitimement supposer que des relations de famille influèrent sur la désignation du colonel du 2e de carabiniers.

Nous savons, par la duchesse d'Abrantès et par Mlle Avrillon, que son père, le marquis de Caulaincourt, était lié d'une ancienne amitié avec Joséphine. Celle-ci, quand elle n'était encore que Mme de Beauharnais, avait beaucoup fréquenté Mme de Caulaincourt, née de Barandier de la Chaussée d'Eu, et elle en parlait toujours comme d'une femme excellente (2). D'autre part,

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse B. original, et *Archives des Affaires étrangères, Corr. pol., Russie*, CXLI, 26, minute, Talleyrand à Caulaincourt, 22 vendémiaire an X (14 octobre 1801). — Pour sa mission il fut ouvert à Caulaincourt, un crédit de 52 000 francs *(Archives de Caulaincourt)* liasse B, Perregaux à Caulaincourt, 14 thermidor an X (2 août 1802).

(2) *Mémoires de Mlle Avrillon sur la vie privée de Joséphine*, Paris, Garnier, s. d., in-12, II, 37. — Mme de Caulaincourt fut nommée

l'oncle d'Armand, le général d'Harville, sénateur depuis le 12 mars 1801, avait été, comme nous l'avons vu, un intime d'Alexandre de Beauharnais et sa femme, dont nous avons pu mesurer la maternelle tendresse à l'égard de son neveu, ne cachait pas ses sentiments d'idolâtre admiration pour le héros qu'elle devait, quelques mois plus tard, recevoir avec pompe dans son château de Lizy-sur-Ourq (1). Il ne faut sans doute pas chercher plus loin l'origine d'un choix qui fut décisif pour la prestigieuse carrière du duc de Vicence.

Celui-ci, dès qu'il eut en mains ses passeports, se mit en route sans retard, accompagné d'un officier de son régiment, le capitaine de Berckheim (2). Son voyage fut rendu pénible par le mauvais temps et les chemins défoncés et, bien qu'il eût cheminé jour et nuit sans arrêt, il arriva seulement le 8 brumaire an X (30 octobre 1801) à Berlin (3). Au delà de cette ville il fut encore retardé par un terrible ouragan qui, peu avant son passage, avait sévi sur les côtes, rompant les ponts et les chaussées. Sans être sorti de sa voiture depuis son départ de la capitale de la Prusse, M. de Caulaincourt atteignit seulement Saint-Pétersbourg le 26 brumaire an X (17 novembre 1801) (4).

Le nouveau chancelier, prince Kotchoubey, qu'il avait connu naguère à Constantinople où il avait été ambassadeur de Russie, le reçut le même jour « avec empressement et avec distinction » et Alexandre lui accorda sa première audience le 28 brumaire (19 novembre 1801), à 7 heures, dans son cabinet. L'Empereur l'assura qu'il ne dépendrait jamais de lui « que les rapports d'amitié qui venaient d'être rétablis entre les deux pays

dame d'honneur de la reine Hortense le 6 novembre 1811. — Voir plus haut pp. 12 et 14.

(1) L. Benoist, *Notice historique et statistique sur Lizy-sur-Ourcq*, *loc. cit.*, 220. — Cf. Frédéric Masson, *Joséphine impératrice et reine*, Paris, Ollendorf, 1899, in-8°, 202. Le général d'Harville fut nommé premier écuyer de l'impératrice le 21 messidor an XII (10 juillet 1804) et chevalier d'honneur le 12 juin 1806.

(2) Son passeport est daté du 26 vendémiaire an X (18 octobre 1801) (*Archives de Caulaincourt*, liasse B, original).

(3) *Archives des Affaires étrangères*, *Corr. pol.* Russie, CXLI, 35, Caulaincourt à Talleyrand, Berlin, 8 brumaire an X (30 octobre 1801).

(4) *Ibid.*, CXLI, 43. Le même au même, Saint-Pétersbourg, 29 brumaire an X (20 novembre 1801).

ne fussent éternels » et il voulut le présenter de suite aux Impératrices qui l'accueillirent avec la même bienveillance (1).

Caulaincourt devait rester six mois à Saint-Pétersbourg, naviguant avec adresse à travers les écueils dont était parsemée la politique vacillante d'Alexandre (2). Sans caractère diplomatique bien défini, simple officier français, dont la présence avait été réclamée par courtoisie par les Russes qui avaient insisté pour la prolongation de son séjour, maintenu volontiers sur place par Talleyrand qui comprenait l'intérêt de ne pas laisser oublier la France sur les bords de la Néva, son rôle officiel fut assez terne. Aucune instruction générale ne lui fut envoyée et, en dehors de quelques radiations d'émigrés, de quelques grâces à obtenir ou de quelques injustices à réparer, il eut de larges loisirs. Les affaires sérieuses, d'ailleurs peu nombreuses, se traitaient à Paris. Tout au plus eut-il à porter au Tsar une lettre du Premier Consul relative à diverses questions en suspens que Talleyrand lui envoya le 1er ventôse an X (20 février 1802) (3) et qu'il remit dans une audience à laquelle il fut admis le 22 ventôse (4), mais il n'eut qu'à transmettre la réponse d'Alexandre sans avoir eu à discuter les points qu'elle soulevait (5). Le Premier Consul se maintenait dans son système de correspondance directe avec l'Empereur.

Le colonel eut cependant à déployer tout le doigté dont il était capable dans l'affaire Fouilhoux. Cet obscur folliculaire, arrêté à Paris, avait déclaré que ses pamphlets contre le Premier Consul lui étaient commandés et payés par le ministre de Russie,

(1) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à Mme d'Harville, rue Caumartin près celle des Mathurins, Paris, Saint-Pétersbourg, 2 frimaire an X (23 novembre 1801) : « Je suis arrivé ici le 26. Le 28, j'ai eu mon audience particulière de Sa Majesté et des Impératrices... On m'a accueilli avec une bienveillance toute particulière. L'Empereur m'a reçu et traité avec beaucoup de distinction. »

(2) Cf. K. Waliszewski, *le Règne d'Alexandre Ier*, Paris, Plon, 1923, in-8°, I, 116.

(3) *Archives des Affaires étrangères*, *Corr. pol.* Russie, CXLI, 111, Talleyrand à Caulaincourt, 1er ventôse an X (20 février 1802).

(4) *Ibid.*, CXLI, 123, Caulaincourt à Talleyrand, 24 ventôse an X (15 mars 1802).

(5) *Ibid.*, CXLI, 131, Caulaincourt à Talleyrand, 6 germinal an X (27 mars 1802).

Markov. Le Tsar, dans des écrits imprudents, dont la police avait eu connaissance, avait approuvé la conduite de son envoyé au moment même où il affirmait à Caulaincourt que la France devait son bonheur à Bonaparte. Talleyrand prescrivit à son représentant de traiter l'affaire « légèrement, avec mesure et finesse » (1).

Au vice-chancelier l'interrogeant avec une pointe d'inquiétude, Caulaincourt se contenta donc de répondre « qu'une inconséquence ne pouvait se traiter comme une affaire d'État, que c'était de ces choses qui sont du ressort de l'opinion publique et non de celui du gouvernement, que le sien n'y ajoutait aucune importance parce qu'il connaissait les intentions réelles et franches de Sa Majesté, que, d'ailleurs, c'était de ces gentillesses qui font plus de tort à ceux qui les inventent qu'à ceux contre lesquels ils les dirigent (2) ». A l'Empereur lui-même, il osa affirmer sans rire : « Le carctère royal et franc de Votre Majesté est trop connu pour que le gouvernement français ne démêle pas toujours dans la conduite de son ministre ce qui appartient aux intentions et aux instructions de Votre Majesté Impériale d'avec ce qui peut tenir à de petites vues particulières ou à un caractère d'intrigue. » Et l'affaire Fouilhoux tomba dans l'oubli (3).

A Saint-Pétersbourg, Caulaincourt avait retrouvé des amis de sa famille : le comte Stogonoff, grand chambellan, très anciennement lié avec les d'Harville lesquels avaient donné le futur conventionnel Romme comme précepteur à son fils Paul; le baron de Stedingk, d'autres encore. Aussi l'accueil de la société fut-il particulièrement cordial : « On s'occupe plus de plaisirs que de dévotion ici, écrivait-il à sa tante peu avant le carême, et, comme de coutume, nous passons jours et nuits en fêtes (4). »

(1) *Archives des Affaires étrangères, Corr. pol.* Russie, CXLI, 111. Talleyrand à Caulaincourt, 1er ventôse an X (20 février 1802).

(2) *Archives des Affaires étrangères, Corr. pol.* Russie, CXLI, Caulaincourt à Talleyrand, 6 germinal an X (27 mars 1892).

(3) Alexandre, malgré ses protestations d'indignation, ne rappela pas Markov, et il n'eut pas un mot d'improbation pour sa conduite. A l'arrivée d'Hédouville, il tenta encore d'innocenter son envoyé et l'ambassadeur ne put mettre fin à l'affaire qu'en rejetant toute la faute sur le zèle policier de Fouché (Cf. F. DE MARTENS, *Recueil*, XIII, 274).

(4) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à Mme d'Harville, Saint-Pétersbourg, 1er ventôse an X (20 février 1802).

La ville, d'ailleurs, lui avait plu : elle « est superbe. Tout inspire l'admiration, respire la grandeur, la magnificence de la grande Catherine... On croit être dans le temple des fées quand on compare cette superbe cité aux autres villes de l'Europe et, surtout, quand on pense au sol sur lequel elle est bâtie, aux marais qui l'entourent (1). »

Là, malgré le peu de fréquence de leurs contacts, naquit l'admiration de M. de Caulaincourt pour Alexandre, admiration qui devait le suivre jusqu'à sa mort et avoir une influence considérable sur sa destinée. Après sa première audience, il le dépeignait ainsi : « L'Empereur est un des plus beaux hommes de l'Europe. Sa figure douce porte l'empreinte de la bonté de son cœur », et il disait de l'Impératrice : « Elle est charmante, jolie, blonde ; personne n'a plus de grâce qu'elle ni une plus jolie taille (2). »

Sur ces entrefaites, le 19 décembre 1801, le général Hédouville avait été désigné pour l'ambassade de Saint-Pétersbourg (3). Parti de Paris le 26 février 1802, il arriva à Saint-Pétersbourg le 8 avril (4).

Caulaincourt, libéré de toute attache officielle, dut attendre que la Pâque russe ait été célébrée pour obtenir son audience de congé. Celle-ci eut lieu le 23 mai 1802 (3 prairial an X). L'Empereur et l'Impératrice furent parfaitement aimables. Le premier offrit au colonel une fort belle boîte avec son portrait enrichi de diamants. A Berckheim, il donna une bague ornée de semblables pierres (5). La mission de Caulaincourt était terminée. Le nouvel ambassadeur lui rendit justice en écrivant au ministre : « Je ne peux vous dire trop de bien du chef de bataillon *(sic)* Caulaincourt qui a parfaitement réussi et s'est conduit en toutes occasions avec

(1) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à Mme d'Harville, Saint-Pétersbourg, 2 frimaire an X (23 novembre 1801).

(2) *Ibid.*

(3) *Archives des Affaires étrangères. Corr. pol.*, Russie, CXLI, 71 et 72, Talleyrand à Markov et Talleyrand à Hédouville, 28 frimaire an X (19 décembre 1801).

(4) *Ibid*, 112, Hédouville à Talleyrand, Paris, 7 ventôse an X (26 février 1802) ; 141, Caulaincourt à Talleyrand, 20 germinal an X (10 avril 1802).

(5) *Ibid.*, 174, Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 9 prairial an X (20 mai 1802) et 173, Hédouville à Talleyrand, 8 prairial an X (19 mai 1802).

autant de mesure que de discernement et de franchise (1). »

Talleyrand avait laissé le colonel libre de prendre à son retour l'itinéraire le plus agréable. Celui-ci hésita entre la voie de Stockholm et celle de Vienne : « D'un côté la curiosité, de l'autre de jolies dames, » disait-il à sa tante (2). Les jolies dames l'emportèrent. Se mettant en route le 27 juin 1802 (8 messidor an X) (3), il passa par Moscou et par Vienne où il fut cordialement reçu par l'ambassadeur de France, Champagny, vieille connaissance de sa famille. Le 26 juillet, il quittait la capitale de l'Autriche, toujours accompagné du fidèle Berckheim, et, le 18 août (30 thermidor) nous le retrouvons à Paris (4).

Il y resta peu de jours, huit jours, dit-il, au cours desquels Bonaparte s'enquit avec bienveillance de ses désirs. Sa blessure de Weinheim le faisait souffrir. Il se rendit aux eaux de Wiesbaden. Là lui parvint (5) la nouvelle de sa nomination comme aide de camp du Premier Consul signée par Bonaparte le 12 fructidor an X (30 août 1802). Il conservait, malgré sa nouvelle affectation, le commandement du 2e de carabiniers (6).

M. de Caulaincourt ne put néanmoins prendre immédiatement son service. Sa jambe et sa cuisse nécessitaient, après les eaux de Wiesbaden, celles d'Aix-la-Chapelle. Il fut encore immobilisé quelque temps à Mayence, où il était en vendémiaire an XI (octobre 1802), par une violente crise de rhumatismes. Dans le courant de l'automne, il vint enfin prendre le poste de confiance que la sympathie du Premier Consul lui avait réservé.

« Son choix, écrira plus tard le duc de Vicence, me flatta

(1) *Archives des Affaires étrangères. Corr. pol.* Russie, CXLI, 143, Hédouville à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 29 germinal an X (19 avril 1802).

(2) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à Mme d'Harville, Saint-Pétersbourg, 11 germinal an X (1er avril 1802).

(3) *Archives des Affaires étrangères, Corr. pol.* Russie, CXLI, 231. Hédouville à Talleyrand, 8 messidor an X (27 juin 1802).

(4) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à Mme d'Harville, à Lizy-sur-Ourcq, Paris, 30 thermidor an X (18 août 1802).

(5) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à Mme d'Harville, Wiesbaden, 30 fructidor an X (17 septembre 1802).

(6) Lettre de Bonaparte à Duroc, 12 fructidor an X, publiée par J. MARGERAND, *les Aides de camp de Bonaparte*, Paris, Bossuet, 1931, in-12, 152. — Cf. *Archives du comte Gérard de Moustier*, Duroc à Caulaincourt, Paris, 12 fructidor an X (30 août 1802) et le même au même, Paris, 21 fructidor an X (8 septembre 1802), originaux.

d'autant plus que, n'ayant pas sollicité cet honneur, j'étais loin de l'espérer. »

VI

AIDE DE CAMP DU PREMIER CONSUL
LA FORMATION DE LA 112e DEMI-BRIGADE

C'était bien un poste de choix. Sans doute, les aides de camp du Premier Consul ne vivaient plus avec lui dans l'affectueuse camaraderie qui avait signalé les rapports du général Bonaparte et de son état-major au cours des campagnes d'Italie et d'Égypte, mais ils restaient près de lui (1). Choisis avec le plus grand soin, astreints à la demi-étiquette du palais consulaire, ils devaient escorter le Consul lors de ses sorties et l'un d'eux était en permanence de service auprès de sa personne. En dehors de ce service intérieur, ils étaient fréquemment chargés des missions les plus diverses, parfois au loin.

Par un arrêté du 28 ventôse an X (19 mars 1802), leur nombre avait été fixé à sept et, cinq mois plus tard, leur cadre était encore au complet (2) quand, le 12 fructidor an X (30 août 1802), Caulaincourt leur avait été adjoint. Cette création d'une place de huitième aide de camp en sa faveur était donc une marque d'exceptionnelle bienveillance.

Il est difficile de suivre la vie des aides de camp car, comme le fait remarquer M. Margerand, la plupart du temps, les ordres étaient donnés verbalement et les comptes rendus se faisaient de même. Nous retrouvons cependant Caulaincourt à la suite du Premier Consul lors du voyage triomphal de 1803 dans le Nord et en Belgique (3). D'Anvers, le 2 thermidor an XI (21 juillet 1803), il écrivait à Mme d'Harville : « Nous ne voyageons pas, ma bonne mère, nous courons et ce n'est pas seulement d'un endroit à l'autre, c'est aussi d'une bonne action à une autre (4) » et il énumère les actes de clémence obtenus par

(1) J. MARGERAND, *les Aides de camp de Bonaparte*, 158.

(2) Ce cadre comprenait, en août 1802 : Lemarois, Lauriston, Gérard Lacuée, Rapp, Savary, Lebrun et Caffarelli.

(3) Départ de Saint-Cloud : 24 juin 1803 ; retour à ce même château : 11 août 1803.

(4) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à Mme d'Harville, à Lizy-sur-Ourcq, Anvers, 2 thermidor an XI (21 juillet 1803).

son entreprise : restitution de leurs biens à Mlles de Villequier, admission d'un protégé de sa tante dans un lycée, et d'autres. Caulaincourt est encore à Bruxelles, organisant le cortège et veillant à la formation de la garde d'honneur, lors de l'entrée solennelle du Premier Consul, le 2 thermidor an XI (21 juillet 1803) (1).

Peu après, le 11 fructidor (29 août 1803), il était promu général de brigade (2) et remplacé par le colonel Morin à la tête de ce 2e de carabiniers dont, par deux fois (3), il avait refusé de s'éloigner. Ses officiers ne le laissèrent pas partir sans une émouvante manifestation. Le 20 fructidor, ils lui adressèrent une lettre collective où il était dit : « Ce serait ici l'occasion de relever en vous tant d'éminentes qualités qui commandent l'admiration, cet esprit pénétrant qui sait embrasser tous les détails, cette application, cette activité qui ne connaissent point de repos, ce caractère de bienveillance, ce besoin d'obliger qui enchaînent les cœurs, en un mot cet assemblage de talents dont le concours heureux a su, dans des temps difficiles, donner une nouvelle existence au corps des carabiniers. Mais, nous le savons, il suffit à votre modestie de pouvoir vous dire à vous-même : j'ai fait le bien (4). » Le nouveau général répondit, le 23 vendémiaire an XII (16 octobre 1803), à ses anciens subordonnés : « Je me rappellerai toujours avec plaisir et gloire le temps où, comme votre chef, j'ai été à même d'apprécier le zèle, le dévouement et le courage de chacun de vous et je m'estimerai heureux de pouvoir préconiser les qualités de tous les braves du corps des carabiniers (5). »

Immédiatement après sa nomination au grade de général de brigade, Caulaincourt fut chargé de l'organisation de la 112e

(1) Cruyplants, *Histoire illustrée d'un corps belge. La* 112e *demi-brigade*, Bruxelles, Spineux, 1902, in-4°, xxiii.

(2) Le brevet original, signé sur parchemin par Bonaparte, en date du 30 fructidor an XI, est conservé dans les *Archives du comte Gérard de Moustier.*

(3) Une première fois, Moreau lui avait offert le grade de général de brigade après Hohenlinden. A son retour de Russie, en 1802, Bonaparte lui avait encore proposé de l'avancement.

(4) J. Chavanne, *Histoire du* 11e *cuirassiers*, 303. L'original de cette lettre est conservé dans les *Archives du comte Gérard de Moustier.*

(5) *Archives de Caulaincourt*, liasse B, Caulaincourt aux officiers du 2e de carabiniers, 23 vendémiaire an XII (16 octobre 1803).

demi-brigade. La création de ce corps avait été prescrite par un décret du 16 germinal an XI (6 avril 1803). Composé de trois bataillons, il devait être recruté parmi les habitants des neuf départements de la ci-devant Belgique ayant servi, soit dans les armées françaises, soit dans celles de l'Empereur, chacun y étant admis avec son ancien grade. On devait d'abord le constituer à Lille (1), mais sa formation se heurta, dès l'abord, à de nombreuses difficultés. Pour les résoudre, Bonaparte délégua son aide de camp qui devait remplir les fonctions de colonel et en exercer les attributions jusqu'à la désignation d'un titulaire. Il était recommandé à Caulaincourt d'apporter tous ses soins à « choisir des officiers de mérite, ayant dans le pays assez d'influence pour pouvoir faciliter le recrutement » (2). Quelques jours plus tard, Berthier précisait que l'intention du Conseil était de composer ce corps « avec des hommes de bonne volonté et sans engagements (3) ». Entre temps, le point de rassemblement avait été transféré de Lille à Bruxelles et c'est dans cette dernière ville que se rendit le général.

Dès son arrivée, un obstacle surgit. Les officiers belges, ayant combattu dans les rangs autrichiens, avaient été contraints, avant de regagner leurs foyers, de prêter le serment de ne jamais servir une autre puissance que l'Autriche et de ne jamais porter les armes contre l'Empereur, sous peine d'être pendus en cas de capture. C'était ce que l'on appelait un revers (4). Cet engagement suscitait chez ces militaires des scrupules de conscience les éloignant du nouveau régiment. Bonaparte, mis au courant de la difficulté, prescrivit à Berthier (5) d'écrire au général : « Quant au serment exigé des officiers par le gouvernement autrichien, vous devez déclarer à ces officiers qu'ils n'ont rien à craindre, qu'étant Français, ils doivent servir contre toute nation avec laquelle la France serait en guerre

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse B. Le chef de la 5e division de la Guerre à Tabarié, chef de la 3e division, 27 floréal an XI (17 mai 1803).

(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse B, le Premier Consul au ministre de la Guerre, 13 fructidor an XI (31 août 1803) et le même à Caulaincourt, même date.

(3) *Archives de Caulaincourt*, liasse B, Berthier à Caulaincourt, 15 fructidor an XI (2 septembre 1803).

(4) *Archives de Caulaincourt*, liasse B, Caulaincourt au ministre, Bruxelles, 18 fructidor an XI (5 septembre 1803).

(5) Cruyplants, *La 112e demi-brigade*, 13, Bonaparte à Berthier, Malmaison, 29 fructidor an XI (16 septembre 1803).

et que l'Autriche ne peut se porter à cet égard à aucune violence parce que, en France, on userait de représailles. Au surplus, on fait écrire par le ministre des Relations extérieures, et il n'y a nul doute que l'Autriche ne se désiste d'une mesure contraire aux lois de la justice et à tous les usages (1). »

Le premier vendémiaire an XI (24 septembre 1803), avant peut-être d'avoir reçu ce message, Caulaincourt avait remis le commandement de l'embryon d'organisation auquel il se consacrait depuis trois semaines, au capitaine Albert de Wauthier (2). Il partit ensuite pour Paris mais, jusqu'à l'avènement de l'Empire, il ne cessa de s'occuper, de loin comme de près, de cette 112e demi-brigade devenue, le 24 septembre 1803, le 112e régiment de ligne. Ce retour précipité était la conséquence de sa nomination, le 18 fructidor an XII (5 septembre 1803), au poste d'inspecteur général des Écuries. A ce moment, en effet, la cour consulaire s'organisait et prenait peu à peu l'aspect d'une cour de souverain. Sans qu'il fût encore question de leur donner les titres sonores dont l'Empire allait les gratifier, les fonctions du service d'honneur apparaissaient et se partageaient les besognes auprès de la personne du Premier Consul.

En attendant, le poste d'aide de camp dévolu à M. de Caulaincourt allait le mêler aux tragiques péripéties de mars 1804.

VII

L'AFFAIRE DU DUC D'ENGHIEN

Les bruits qui coururent sur la part prise par M. de Caulaincourt à l'enlèvement et à l'exécution du duc d'Enghien, part réelle, imaginaire ou simplement déformée par la passion politique, poursuivirent le due de Vicence, comme un incessant cauchemar, jusqu'à ses dernières heures.

« Le reproche d'avoir été mêlé à cette catastrophe, dit l'un de ses amis, avait jeté une grande amertume dans sa vie...

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse B, Berthier à Caulaincourt, Paris, troisième jour complémentaire an XI (20 septembre 1803).

(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse B, Ordre pour la 112e demi-brigade, Bruxelles, premier jour complémentaire an XI (18 septembre 1803).

Combien de fois ne m'a-t-il pas entretenu des désagréments qu'il avait à souffrir, à cette occasion, de la part des alliés de sa famille (1) ! » De ces attaques, le Grand écuyer pâtit durement, douloureusement et son ultime pensée fut pour repousser encore des reproches d'où la bonne foi avait souvent été exclue. Il importe donc de préciser avec tout le soin possible, en s'appuyant sur tous les documents authentiques aujourd'hui versés aux débats, son rôle au cours des terribles événements que, comme l'a dit le prince Napoléon, la raison d'État peut seule expliquer (2).

Toutefois, avant d'examiner les faits en eux-mêmes, disons un mot des tourments qu'ils causèrent à M. de Caulaincourt. Il sera plus facile ensuite de trouver une commune mesure entre les vexations que le duc de Vicence eut à subir et ses responsabilités effectives.

On doit tout d'abord remarquer que les rumeurs hostiles s'attaquèrent à l'aide de camp du Premier Consul dès la première heure, lorsque rien de précis n'avait transpiré, quand tout Paris ignorait encore que le coup de main d'Ettenheim avait été accompli matériellement par le général Ordener. « Hier au soir, écrivait, dès le 20 mars, M. de Cobenzl, ambassadeur d'Autriche, à son ministre Collodero, s'est répandue ici la nouvelle de l'enlèvement du duc d'Enghien, exécutée par 500 dragons de la garnison de Strasbourg, sous le commandement de l'aide de camp Caulaincourt (3). » Oubril, chargé d'affaires de Russie, dans une dépêche à Czartoriski se rendit coupable de la même inexactitude : « Arrivé à Strasbourg, il [Caulaincourt] rassemble deux détachements de troupes, leur fait passer le Rhin et se dirige sur Ettenheim et Offenburg et enlève, dans la nuit du 13 au 14 mars *(sic)*, Mgr le duc d'Enghien (4). »

L'erreur commise par le corps diplomatique s'explique par ce fait que, au premier moment, les ambassadeurs avaient été frappés par le départ d'un officier de l'entourage de Bonaparte

(1) Méneval, *Mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon Ier*. Paris, Dentu, 1894, in-8°, I, 307.

(2) Prince Napoléon, *Napoléon et ses détracteurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1887, in-12, 279.

(3) Boulay de la Meurthe, *Correspondance du duc d'Enghien et documents sur son enlèvement et sa mort*, Paris, Picard, 1904-1913, in-8°, II, 381, Ph. de Cobenzl à Colloredo, Paris, 20 mars 1804.

(4) Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 391, Oubril Czartoriski, Paris, 12/24 mars 1804.

bien plus répandu et connu dans la société que ne l'était Ordener (1). De là à attribuer au collègue de ce dernier le rôle principal dans l'affaire, il n'y avait qu'un pas.

Les royalistes, aiguillés sur cette piste, se déchaînèrent immédiatement avec une extraordinaire violence contre le gentilhomme désigné à leurs coups par ces faux bruits. Émigrés et anciens nobles n'étaient sans doute pas fâchés d'atteindre, en cette occurrence, l'homme de leur sang, de leur rang, qui, l'un des premiers, avait accepté une fonction personnelle auprès du héros dont l'étoile éclipsait celle des Bourbons. Alors qu'ils oubliaient l'exécuteur direct des ordres du gouvernement, ils reportèrent toute leur haine sur Caulaincourt : « Étranger à l'arrestation, au jugement, à l'exécution, absent même de Paris alors, dit Ségur, ils l'en accusaient, ils l'en rendaient responsable (2). » Mme de Rémusat donne de cette levée de boucliers une raison, dans une large mesure certainement exacte : « L'opinion publique, écrit-elle, se dressa contre M. de Caulaincourt ; chez certaines gens, elle ménageait le maître pour écraser l'aide de camp (3). »

(1) Cf. *Correspondance de Monsieur le duc Dalberg*, publiée dans *Mémoires historiques sur la catastrophe du duc d'Enghien*, Paris, Baudoin, 1824, in-8°, 243, note 1. — Mme de Chastenay parle aussi d'un « bruit sourd qui s'était répandu d'un voyage mystérieux de M. de Caulaincourt », lequel voyage avait fait supposer « que le prince imprudent, circonvenu et surpris, était ramené à la frontière pour ne plus jamais la franchir. » (*Mémoires de Madame de Chastenay*, publiés par Alphonse Roserot, Paris, Plon, 1896, in-8°, I, 471). — Mme de Chastenay raconte encore, à la page suivante, que Gérard Lacuée, autre aide de camp du Consul, avait refusé la même mission et que, sur son refus, Caulaincourt en avait été chargé. Il suffira, pour couper court à cette légende, de faire remarquer que Lacuée fut relevé de ses fonctions d'aide de camp le 6 mars 1804, c'est-à-dire avant les événements (Cf. MARGERAND, *Les aides de camp de Bonaparte*, 163).

(2) Général comte DE SÉGUR, *Histoire et Mémoires*, Firmin-Didot, 1873-1877, in-8°, II, 271.

(3) *Mémoires de Madame de Rémusat*, Paris, Calmann-Lévy, 1893, in-8°, I, 327. — Cf. à la *Bibliothèque Thiers*, *Fonds Masson*, carton 227, une curieuse lettre d'une amie de Caulaincourt, communiquée par M. Pingaud au grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch et datée du 2 juin 1804 : « J'ai cédé à votre conseil et aux instances de Mme Bonaparte qui ne m'inspire aucune colère mais de la pitié. J'ai donc revu ce coquin-là [Caulaincourt]. Il était, le gueux, plus tremblant que quand il a emmené le duc d'Enghien. Il a essayé de se défendre et il s'est justifié en une partie que voici : Bonaparte lui promit sa

Encore en 1805, au cours d'un bal chez Mme Récamier, comme M. de Caulaincourt dansait avec Mlle Charlot, la beauté du jour, le vide se fit autour du couple et la danseuse se trouva mal ou en fit semblant. « M. de Caulaincourt, ajoute Mme de Boigne en narrant cet incident, était pâle comme la mort. On peut juger par là à quel point le meurtre de M. le duc d'Enghien était encore vif dans les esprits et combien les calomnies (et c'en était, je crois) étaient généralement accueillies contre M. de Caulaincourt (1). »

Cependant, la première émotion passée et tant que dura l'Empire, le duc de Vicence ne se vit plus jeter sa conduite à la face, en France tout au moins. Seuls, « des bruits sourds, des imputations vagues (2) » continuaient à courir. Le Maître avait imposé le silence sur la tragédie de Vincennes et il savait se faire obéir.

parole d'honneur que si d'Enghien était arrêté, il serait enfermé jusqu'à la paix au château de Pierre-Cize à Lyon sans qu'il y fût connu. Caulaincourt ne se fiant pas à cette promesse, Bonaparte la lui fit écrire par le Grand Juge. Il me l'a fait lire. Je lui ai dit : il faut la publier. Il pâlit. Il me dit ne l'avoir conservée que pour moi, avoir consenti à la détruire et avoir dit qu'elle n'existait plus. Ainsi il est clair que c'est un misérable trompé par un monstre mais tenant plus à la vie qu'à l'honneur, comme disait notre ami Rousseau ». — Il est inutile d'insister sur ce que ce récit a d'invraisemblable. On ne voit pas le Premier Consul s'humilier ainsi devant un subordonné, traiter avec lui d'égal à égal, en complice, et s'incliner devant ses exigences. D'autre part, si Caulaincourt avait conservé la lettre du Grand Juge, rien ne l'aurait empêché de publier, après la restauration des Bourbons, un document aussi capital. Tout au moins le retrouverait-on dans ses Archives et il n'y en existe pas trace.

(1) *Mémoires de la comtesse de Boigne*, publiés par M. Charles Nicoullaud. Paris, Plon, 1907, in-8°, I, 228.

(2) *Examen impartial des calomnies répandues sur M. de Caulaincourt, duc de Vicence, à l'occasion de la catastrophe de Monseigneur le duc d'Enghien*, publié dans les *Mémoires historiques* (recueil de Baudoin), *loc. cit.*, 127. — Parmi les anecdotes perfides qui coururent alors, citons celle rapportée par les *Indiscrétions* 1798-1830, *Souvenirs anecdotiques et politiques tirés du portefeuille d'un fonctionnaire de l'Empire*, Paris, Dufey, 1834, in-8°, I, 125. Le fonctionnaire en question était le comte Réal. Ses notes avaient été mises en ordre par Musnier-Desclozeau. L'auteur raconte que, lorsque M. de Caulaincourt fut créé duc de Vicence, le compositeur d'imprimerie de la *Gazette de France*, ignorant la géographie de l'Italie, avait écrit *duc de Vincennes*. Le censeur du journal faillit se trouver mal devant cette coquille.

Ce silence ne put même être sérieusement troublé par les libelles des émigrés et des Anglais, lus par peu de Français et qui sombraient dans un rapide oubli. Si, en effet, le sort du descendant des Condé provoqua une intense douleur, mêlée ici de stupeur et là de colère, dans les hautes sphères de la société et jusque dans l'entourage et la famille du Premier Consul, il laissa la masse à peu près indifférente. Le peuple et la petite bourgeoisie n'avaient gardé « ni souvenir ni affection pour les Bourbons »; ils les avaient complètement perdus de vue et avaient été « trop longtemps accoutumés à des scènes sanglantes » pour que l'exécution de Vincennes leur « parût plus extraordinaire et plus affligeante que tant d'autres (1) ». Ils ne jugèrent, en réalité, le drame que sur ses conséquences politiques immédiates : la disparition des incessants complots menaçant chaque jour de troubler la vie normale du pays et l'affermissement du régime d'ordre récemment établi.

Il n'en était pas de même à l'étranger et M. de Caulaincourt retrouva toutes les préventions soulevées contre sa personne quand, en 1807, il vint prendre possession, à Saint-Pétersbourg, de son poste d'ambassadeur. Son prédécesseur était Savary, mêlé de bien plus près que lui à la tragédie. Ce rapprochement put faire croire à quelques personnes que Napoléon, par ces désignations successives, avait voulu se venger de l'intérêt pris ostensiblement par la Russie à la disparition du petit-fils du vainqueur de Rocroi, intention qu'aucun témoignage ne corrobore et qui eût été paradoxale au lendemain de Tilsit. Quoi qu'il en soit, si M. de Caulaincourt fut gracieusement accueilli par Alexandre Ier, encore plein du souvenir des bons rapports entretenus avec le jeune diplomate lors de sa première mission, il fut tout d'abord tenu à l'écart par le monde de la Cour. « Fort bien traité par l'Empereur mais très mal vu dans les salons de Saint-Pétersbourg, dont plusieurs lui restèrent fermés, dit la comtesse Edling, il supporta ces dégoûts de bonne grâce (2). »

Pour briser ces résistances désobligeantes, le ministre de Napoléon en appela à la bonne foi du Tsar. Il communiqua à ce dernier les papiers officiels en sa possession, ajoutant : « Les

(1) *Mémoires du comte Miot de Melito*, Paris, Michel-Lévy, 1858, in-8°, II, 159.

(2) Comtesse Edling, *Mémoires*, Moscou, s. n., 1888, in-16, 27.

renseignements que Votre Majesté a reçus des bords du Rhin m'ont justifié de l'odieuse calomnie qui pèse sur moi depuis trois ans. Il est des détails que Votre Majesté peut ne pas connaître. Je dois à la confiance dont Elle daigne m'honorer de les mettre sous ses yeux (1). » Alexandre répondit, le 4 avril 1808 : « Je savais, général, par mes ministres en Allemagne, combien vous étiez étranger à l'horrible affaire dont vous me parlez. Les pièces que vous me communiquez ne peuvent qu'ajouter à cette conviction. J'aime à vous le dire (2). »

Survint la chûte de l'Empire. Il est assez curieux de constater que, après le premier retour des Bourbons, nul empressement ne fut apporté à réveiller et à éclaircir l'affaire du duc d'Enghien. Alors que l'on procédait en hâte à la réhabilitation de Moreau et que l'on anoblissait le père de Cadoudal, on attendit 1816 pour exhumer les restes du malheureux prince et leur donner une sépulture décente. Louis XVIII se refusait encore, en 1823, à l'ouverture d'une enquête qui lui paraissait « contraire au principe d'oubli dont Sa Majesté a voulu, ainsi qu'elle l'a exprimé dans la Charte, que fussent couverts tous les faits antérieurs à la Restauration (3) ». Ni le puissant Talleyrand, dont la responsabilité était écrasante, malgré tous les efforts tentés pour la dissimuler, ni le comte d'Artois, dont la conduite n'avait guère été brillante lorsque Georges Cadoudal l'avait appelé au danger, ne tenaient à voir les discussions se rouvrir. Elles le furent, non sans crânerie, par les accusés eux-mêmes.

M. de Caulaincourt, reçu par Louis XVIII après le départ de Napoléon, mais auquel le futur Charles X avait fermé sa porte (4), en prit l'initiative, « cédant au vœu de sa famille

(1) Caulaincourt à l'Empereur de toutes les Russies, Saint-Pétersbourg, 14/2 avril 1808, publiée pour la première fois dans le *Journal des Débats* du mardi 26 avril 1814. — Alexandre 1er était le gendre du grand-duc de Bade.

(2) Alexandre à Caulaincourt, Pétersbourg, 4 avril 1808, dans le même numéro du *Journal des Débats*.

(3) *Journal des Débats*, numéro du 18 novembre 1823.

(4) *Paris en 1814. Journal inédit de Madame de Marigny, augmenté du Journal de T. R. Underwood*, publié par J. Ladreit de la Charrière, Paris, Émile-Paul, 1907, in-8°. — Journal d'Underwood, 281 : « Dès que le prince l'aperçut, il lui dit : « M. de Caulaincourt, vous êtes accusé d'avoir participé à un crime affreux ; j'espère que vous pourrez vous justifier ; jusque-là il m'est impossible de vous recevoir. »

et de quelques amis (1). » Le *Journal des Débats* du mardi 26 avril 1814 inséra, comme article communiqué, une note sur son rôle, en même temps que sa lettre de 1808 à Alexandre Ier, la réponse de ce dernier, et les instructions données par Berthier, ministre de la Guerre, le 21 ventôse an XII, dans lesquelles il n'était question que d'accélérer la construction d'une flottille sur le Rhin et de prendre quelques mesures contre les agents anglais qui intriguaient au delà des frontières (2). Cette publication, maladroite d'ailleurs parce qu'incomplète, mit le feu aux poudres.

En même temps que le duc de Vicence était omis sur la liste des nouveaux pairs, un ancien agent à la solde de l'Angleterre, le baron de Marguerit, publiait à la hâte une brochure (3), d'une extraordinaire brutalité, dans laquelle il insérait notamment une lettre de Talleyrand au baron d'Edelsheim que l'ancien évêque d'Autun avait chargé Caulaincourt de remettre à ce ministre du grand-duché de Bade pour justifier la violation du territoire neutre. Peu après, un espion français, Méhée de la Touche, taré, besogneux at qui aurait eu avantage à se laisser oublier, car ses déductions erronées avaient été à l'origine des malheurs du duc d'Enghien, publia une nouvelle brochure dont la virulence rageuse ne le cédait en rien à celle de Marguerit (4). Cette brochure, où les assertions mensongères s'étalaient avec une rare impudence, fut suivie de plusieurs autres dont le succès fut médiocre (5).

(1) *Examen impartial* (recueil Baudoin), 129.

(2) Avant de transmettre ce dossier au *Journal des Débats*, M. de Caulaincourt l'avait communiqué au comte d'Artois. Voir à la *Bibliothèque Thiers*, *Fonds Masson*, carton 227, une lettre de Caulaincourt, Paris, 23 avril 1814, qui ne peut être adressée qu'à ce prince.

(3) *De l'assassinat de Mgr le duc d'Enghien et de la justification de M. de Caulaincourt*, Orléans, chez les marchands de nouveauté, 1814, in-8°.

(4) *Mémoire à consulter et consultations pour J.-C.-H. Méhée, ancien chef de division au ministère des Relations extérieures et de la Guerre contre les auteurs de libelles anonymes et de l'article communiqué aux journaux qui le mêlent à l'affaire de M. de Caulaincourt, duc de Vicence, relative à l'arrestation de Mgr le duc d'Enghien*, Paris, Lhuillier, 1814, in-8°. — M. de Caulaincourt avait en effet prononcé le nom de Méhée dans son article, en énonçant un fait rigoureusement exact.

(5) Il faut faire exception pour la brochure de Chateaubriand *De*

Les Cent-Jours suspendirent cette polémique mais elle reprit, plus ardente que jamais, avec la seconde Restauration, attisée bientôt par les confidences échappées de Sainte-Hélène, avant et après la mort de l'Empereur. Le duc de Vicence, à nouveau, ne fut pas épargné (1). Pour sa justification, il chargea Dupin aîné, qui s'était déjà occupé du procès de Vincennes, de rédiger un *Examen impartial des calomnies répandues sur M. de Caulaincourt, duc de Vicence, à l'occasion de la catastrophe de Mgr le duc d'Enghien*. La brochure parut en 1824 (2).

On trouvait dans ce travail un certain nombre de documents que le duc de Vicence avait pris la précaution de déposer et de faire enregistrer chez son notaire, Me Boileau, en donnant à cet officier ministériel l'autorisation de les communiquer librement à « tous les hommes impartiaux (3) ».

Ceci fait, l'ancien Grand écuyer se renferma dans un silence très digne, malgré les attaques dont, à diverses reprises, il fut l'objet de la part de divers journaux royalistes (4).

Se taire n'est pas oublier. Le souvenir des accusations anciennes poursuivit M. de Caulaincourt jusque sur son lit de mort. Déjà, dans son testament daté du 15 février 1821 (5), il avait dit : « La haine d'un parti qu'il a été de mon devoir de combattre m'a fait calomnier. On ne ment pas à Dieu en présence de la mort. Je jure donc que je n'ai été pour rien dans

Buonaparte et des Bourbons, où le nom de Caulaincourt n'est d'ailleurs pas prononcé.

(1) Ces attaques ne furent pas étrangères à l'étrange procès fait à Caulaincourt en 1820 pour avoir osé appeler « l'Empereur » celui qui ne devrait être que Buonaparte.

(2) Insérée dans les *Mémoires historiques* (recueil Baudoin) dont il a été parlé plus haut.

(3) L'étude Boileau, alors rue de Richelieu, est aujourd'hui celle de Me Tollu, 70, rue Saint-Lazare. Nous avons en vain cherché trace de ce dépôt dans les archives de ce dernier. Ces documents ont disparu, soit qu'ils aient été repris ultérieurement par la famille de Caulaincourt, soit qu'ils aient été égarés. Le plus vraisemblable cependant est que la duchesse de Vicence les réclama lorsqu'elle présenta au prince de Polignac en 1830 « une masse énorme de papiers » sur l'affaire du duc d'Enghien.

(4) Depuis 1814, ces attaques n'avaient jamais cessé. Cf. notamment le journal l'*Oriflamme*, numéros des 16, 18 et 23 novembre 1823.

(5) Déposé pour minute, le 20 février 1827, chez Me Poignant, notaire à Paris, successeur de Me Boileau.

l'arrestation du duc d'Enghien. Je dois cette déclaration à mes enfants. Je la fais parce que je leur dois la vérité. J'ai aimé ma patrie avec idolâtrie ; je l'ai servie, comme l'Empereur, avec dévouement et surtout avec ce courage moral qui fait qu'on préfère la vérité, l'intérêt du pays à la faveur. Amèrement calomnié, la postérité me rendra justice. »

Deux jours avant sa mort, il criait encore sa conviction : « Vous n'avez certainement pas oublié, écrivait le 13 mai 1847 le notaire Poignant à la duchesse de Vicence, dont le fils venait de se battre en duel avec M. de Pomereu pour défendre la mémoire de son père, que je fus appelé auprès de M. le duc de Vicence, dont j'étais le notaire, pour recevoir son testament, deux jours avant sa mort. J'étais assisté de Me Batardy, mon collègue, et de deux anciens compagnons d'armes de M. de Vicence. Nous trouvâmes le duc couché sur un petit lit de camp en fer qui lui venait, je crois, de l'Empereur. Avant de me dicter son testament (1), il nous dit : « J'ai une déclaration préalable à « faire. Je meurs victime de la calomnie. Mes ennemis ont « voulu me tuer à coups d'épingle ; ils ont réussi. Ils m'ont « reproché la mort du duc d'Enghien. Écoutez bien ma « parole, Messieurs. Ce sont les paroles d'un mourant et on « ne ment pas en présence de la mort. Je jure sur l'hon- « neur que j'ai été complètement étranger à l'arrestation « et à la mort du duc d'Enghien. » Voilà, madame, ce que j'ai vu et entendu. Je suis certain de citer textuellement, car cette déclaration fut faite d'un ton si grave et si solennel que jamais elle n'est sortie de ma mémoire (2). »

Comme nous n'aurons plus l'occasion de revenir sur ce point, nous tenons à reproduire ici un fragment de lettre dont l'importance n'échappera à personne.

Le 26 février 1827, sept jours après la mort de M. de Caulaincourt, le prince de Talleyrand écrivit au comte Beugnot, pair de France, beau-père de Mlle de Saint-Aignan, nièce du duc de Vicence : « J'ai vu ce matin Mme de Vicence et il a été

(1) M. Poignant doit employer ici une expression impropre. Il a sans doute voulu dire « me remettre », car comme on l'a vu plus haut, le testament avait été rédigé en 1821. L'original, conservé aux archives de Me Tollu, est de la main du duc de Vicence et il ne comporte pas de codicille.

(2) *Archives de M. le comte Gérard de Moustier*, M. Poignant à la duchesse de Vicence, Rouen, ce 13 mai 1847 (original).

convenu qu'on n'écrirait rien de relatif à son mari ; l'opinion est bien disposée, il faut la laisser faire. Les prêtres, de leur côté, disent bien. En écrivant, il s'établirait une controverse qu'il faut par-dessus tout éviter. Je trouve même qu'il ne faut plus lire le testament. Que l'on en parle, c'est bien, mais rien de textuel. Il faut là, et presque toujours, un peu d'idéal autour des grands personnages (1). »

Il est impossible de ne pas saisir dans ces lignes la trace de la peur qui étreignait l'ancien évêque d'Autun, alors en pleine disgrâce mais ne désespérant pas de redevenir ministre de Sa Majesté Très Chrétienne, de voir se réveiller les polémiques autour d'une affaire où son rôle, de tout premier plan, était encore inexpliqué. Il avait certainement plus à y perdre que le défunt.

***

Après avoir retracé les tortures morales subies par M. de Caulaincourt au cours de ses dernières années, il nous reste maintenant à le suivre pas à pas durant les quelques jours qui décidèrent du sort du duc d'Enghien.

Il fut longtemps impossible de démêler la vérité sur le coup de main d'Ettenheim et ce qui s'ensuivit. Napoléon avait conservé par devers lui, dans son cabinet des Tuileries, le dossier du procès de Vincennes, comprenant les pièces originales ayant servi de base à l'accusation. En mars 1814, quand l'invasion menaça Paris, l'un des attachés du cabinet, Bary, reçut l'ordre de brûler tout ce qui ne devait pas tomber aux mains de l'ennemi et, ce jour-là, le feu consuma les papiers relatifs à Condé. Pendant la première Restauration, de larges éliminations eurent aussi lieu dans les archives publiques. Talleyrand, qui n'oubliait jamais ses intérêts, fit

(1) D'après une copie communiquée par M. le comte Arthur Beugnot à M. le comte Albéric d'Espeuilles-Vicence le 24 mars 1895 (*Archives de M. le comte Gérard de Moustier*). — Le testament, en effet, avait été communiqué. On lit dans l'*Ami du Roi* : « Il est fort remarquable que dans son testament, fait peu de jours avant sa mort, le malade s'exprime en ces termes : « On ne ment pas en pré- « sence de la mort ; je déclare que je suis entièrement étranger à « l'arrestation de M. le duc d'Enghien. » Il est impossible de ne pas être frappé d'une déclaration si précise faite aux portes du tombeau. M. de Caulaincourt l'a répétée dans un entretien qu'il eut, en présence de témoins, avec M. l'archevêque de Paris. »

détruire par un nommé de Villers le contenu de deux cents cartons de la Secrétairerie d'État, où devaient se trouver maintes choses intéressantes. Ministre des Affaires étrangères, il tria soigneusement les papiers de ce département. A la même époque, on épura le dépôt de la Guerre où il ne reste plus trace d'aucun des rapports adressés au ministre par les généraux mêlés à l'expédition (1).

Talleyrand et les véritables coupables pouvaient se croire désormais à l'abri de toute révélation inopportune. Cependant, le texte des pièces officielles se perd rarement. Il en est fait trop de minutes, de copies, elles passent par trop de mains pour que l'on puisse jamais espérer en détruire toute trace. En fait, au cours du dernier siècle, ici et là, dans de multiples publications dont certaines n'avaient qu'un rapport lointain avec l'objet du débat, les documents sortirent abondamment et, finalement, M. le comte Boulay de la Meurthe a pu faire paraître son précieux et imposant recueil.

Cependant, pour les journées du 14 au 18 mars 1804, plusieurs pièces capitales manquent à l'appel et, parmi elles, les lettres et les rapports de M. de Caulaincourt. Écrits à la hâte, sans que l'aide de camp de Bonaparte ait eu le temps d'en tracer des minutes, transmis directement au Premier Consul qui ne s'en dessaisit jamais et les conserva dans le secret de ses appartements privés, ces documents furent sans doute la proie de l'autodafé de 1814.

Malgré cette lacune regrettable, la documentation qui nous reste est assez riche, les témoignages recueillis de tous côtés assez nombreux pour qu'il nous soit possible de reconstituer, presque heure par heure, l'action des principaux acteurs du drame et, en particulier, de celui qui, seul, nous intéresse ici.

***

Les premiers affidés de la conspiration de Georges sur lesquels la police avait pu mettre la main, avaient déclaré que Cadoudal, installé à Paris, n'attendait pour agir que l'arrivée d'un prince de la Maison royale. Ces révélations causèrent un profond émoi dans les sphères officielles. Il ne pouvait être question de Louis XVIII, que l'on savait très hostile à toutes

(1) Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, III, xi.

ces manifestations terroristes et qui, d'ailleurs, les ignorait. Les soupçons se portèrent un instant sur le comte d'Artois et le duc de Berry, mais ceux-ci semblaient peu désireux de se mêler, autrement que de loin, aux entreprises de leurs partisans. A ce moment, l'attention du Premier Consul fut appelée sur le duc d'Enghien par un rapport de l'espion Méhée, qui revenait de Munich et d'Offenburg où il avait joué M. de Mussey. Jeune, brave, entreprenant, le prince s'était installé à Ettenheim, à deux pas de la frontière, plus préoccupé — ce que l'on ne savait pas alors — d'y vivre un roman d'amour et d'obtenir un poste dans une armée étrangère que de prendre part à des complots qui répugnaient à sa loyauté.

Le 1er mars 1804, le préfet du Bas-Rhin, Shée, reçut l'ordre de s'assurer de la présence du prince sur le territoire de Bade. Il chargea de ce soin le maréchal de logis de gendarmerie Lamothe qui, en confirmant l'installation de Henri de Bourbon à Ettenheim, signala qu'il y avait pour hôte le général Dumouriez. Il y eut là une méprise qui fut fatale. Lamothe, trompé par l'accent alsacien, avait pris pour le vainqueur de Valmy un vieil émigré inoffensif, le marquis de Thumery. Dans l'ignorance où l'on était de cette confusion, la réunion sous le même toit du prince et du traître pouvait, à juste titre, éveiller de légitimes inquiétudes (1).

En même temps, le substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du Bas-Rhin, Popp, et le général commandant la 5e division militaire à Strasbourg, Leval, confirmaient les renseignements de Méhée sur la réunion à Offenbourg, à 8 lieues de Strasbourg et de l'autre côté du Rhin, de nombreux émigrés parmi lesquels il devait y avoir « des personnages marquants (2) ».

Le rapport de Lamothe arriva à Paris le 9 mars 1804. Le même jour, Georges était enfin arrêté et reconnaissait qu'il ne devait jouer son rôle que lorsqu'un prince français l'aurait rejoint. Le lendemain, dans l'après-midi, le Premier Consul réunit un conseil de guerre pour examiner la situation. L'arres-

(1) Cf. Comte Boulay de la Meurthe, *les Dernières années du duc d'Enghien*, 1801-1804, Paris, Hachette, 1886, in-12, et Henri Welschinger, *le Duc d'Enghien*, Paris, Plon, 1888, in-8°.

(2) Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 182 et s., Popp au Grand Juge, 29 février 1804 ; Leval au Grand Juge, 29 février 1804 ; Rapport au Grand Juge, 7 mars 1804.

tation du duc d'Enghien fut décidée. Le soir même, vers 10 heures, dans la pièce des Tuileries qui avait servi de chambre à coucher à Louis XVI et qui devait être plus tard celle de l'Empereur, Bonaparte dictait ses ordres à son secrétaire Méneval (1).

Il était enjoint au général Ordener, commandant les grenadiers à cheval de la garde consulaire, de faire partir de Schelestadt 300 hommes du 22e dragons, qu'il devait rejoindre à Rheinau, où l'attendraient également 15 pontonniers et quelques gendarmes. Ce détachement, muni de quatre jours de vivres, devait franchir le Rhin, marcher sur Ettenheim, se saisir du duc d'Enghien, de Dumouriez et des individus de leurs suites.

Parallèlement, le même jour et à la même heure, le général de Caulaincourt devait, avec 200 hommes du 26e dragons et une trentaine de gendarmes, partir de Strasbourg, se diriger sur Offenburg, cerner cette ville, arrêter une intrigante, la baronne de Reich, et quelques autres agents des Anglais.

Trois cents hommes de cavalerie avec 4 pièces d'artillerie légère devaient simultanément s'installer à Kehl avec avant-postes à Willstadt, point intermédiaire situé à peu près à mi-distance de Kehl et d'Offenburg. Il était prescrit enfin aux deux généraux de se concerter avec Leval et ils étaient autorisés à apporter à ce plan très précis les modifications nécessitées par les circonstances. Pour ces missions, au cours desquelles toute réquisition sur les habitants était interdite, Ordener disposait de 12 000 francs. Enfin, Caulaincourt devait, d'Offenburg, diriger des patrouilles sur Ettenheim et les deux chefs étaient invités à se prêter un mutuel secours.

Méneval raconte dans ses *Mémoires* que, tandis qu'il écrivait sous la dictée du Consul, à la lueur d'un flambeau, Berthier fut introduit dans le salon et, peu après lui, Caulaincourt (2). La présence de ce dernier à cette séance est d'autant plus probable qu'un paragraphe spécial de l'ordre adressé à Berthier prescrivait à Ordener, en passant à Lunéville, de faire partir pour Strasbourg « l'officier de carabiniers qui a commandé le dépôt à Ettenheim ».

(1) *Correspondance de Napoléon Ier*, 7608, Ordre à Berthier, 19 ventôse an XII (10 mars 1804). — L'original est conservé au British Museum. Son texte est reproduit par Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 206.

(2) Méneval, *Mémoires*, I, 288.

Il s'agissait du capitaine de Berckheim, du 2e de carabiniers, précédemment commandé par le colonel de Caulaincourt. Le dépôt de ce régiment avait, en effet stationné quelque temps à Ettenheim, où il était en février 1801 (1). Seul, dans l'entourage consulaire, l'ancien chef de corps pouvait se rappeler ce détail. Il est d'autant plus permis de supposer que la désignation de Berckheim fut faite sur ses indications, qu'il portait à cet officier un intérêt particulier. Il l'avait fait venir jadis au 2e de carabiniers, l'avait emmené à Saint-Pétersbourg et, à l'avènement de l'Empire, il le fit désigner comme écuyer. Dans la conjoncture, il devait tenir à l'avoir avec lui car Berckheim, comme on le verra tout à l'heure, le suivit à Offenburg bien que sa connaissance du pays eût peut-être été plus utile à l'autre colonne.

Ordener partit le matin du 11 mars et arriva à Strasbourg dans la nuit du 12 au 13. Quant à son collègue, qui allait être chargé d'une mission diplomatique, il dut attendre que Talleyrand eût rédigé les documents qu'il devait emporter avec lui et il se mit en route seulement le 12 de grand matin.

Caulaincourt reçut un ordre de Berthier, lui enjoignant d'accélérer la construction et la mise à l'eau des bâtiments légers que l'on construisait sur le Rhin en vue de l'expédition d'Angleterre, de prendre des renseignements près de Shée et de Méhée pour faire arrêter les agents anglais à Wissembourg et à Offenburg et de faire connaître aux baillis de la rive droite, comme cela avait déjà été recommandé dans l'ordre du 19 ventôse, qu'ils s'exposaient à de graves ennuis en donnant asile aux perturbateurs. Le capitaine Rosey, très au courant des conspirations ourdies, devait le documenter (2). Aucun autre ordre

(1) *Archives historiques de la Guerre*, États de situation de l'armée du Rhin.

(2) Cet ordre, daté du 21 ventôse an XII (12 mars 1804) a été publié pour la première fois par M. de Caulaincourt lui-même dans le *Journal des Débats* du 26 avril 1814. Il est reproduit notamment dans l'*Examen impartial*, 157, dans la *Correspondance de Napoléon*, 7613, et dans NOUGARÈDE DE FAYET, *Recherches historiques sur le procès et la condamnation du duc d'Enghien*, Paris, Comptoir des imprimeurs unis, 1844, in-8°, I, 262. — L'original en avait été déposé par le duc de Vicence chez M. Boileau notaire. — Les ennemis de M. de Caulaincourt (Voir *Mémoires* de la duchesse d'Abrantès, VIII, 457) arguèrent cette pièce de faux sous prétexte que Rosey y est qualifié de commandant. Mme d'Abrantès dit qu'il n'était que

militaire, direct et écrit, ne semble avoir été remis à M. de Caulaincourt (1).

Par contre, à ce dernier fut confiée une lettre de Talleyrand au baron d'Edelsheim, ministre d'État à Carlsruhe, qu'il eut l'ordre de faire parvenir au destinataire à l'issue de l'expédition d'Offenburg (2). Dans cette lettre, le ministre des Relations extérieures exposait à son correspondant les raisons qui avaient poussé le gouvernement français à poursuivre jusqu'en territoire neutre « les instigateurs d'un crime qui, par sa nature, met hors du droit des gens tous ceux qui sont convaincus d'y avoir pris part (3) ».

Caulaincourt débarqua à Strasbourg le 13 mars au soir. Il y retrouva Ordener, arrivé au cours de la nuit précédente et qui avait déjà envoyé aux renseignements, à Ettenheim, l'agent

sous-officier et elle-même se trompe car Rosey était adjudant-major avec rang de capitaine depuis le 5 décembre 1799. Elle se trompe également en faisant de Rosey un officier de gendarmerie alors qu'il comptait au 9e de ligne, tout en étant employé au contre-espionnage.

(1) Nougarède de Fayet prétend qu'un extrait des ordres du Consul, rédigé par Berthier et dont il publie une analyse, I, 258, aurait été remis à Caulaincourt, mais il ajoute lui-même que cet extrait « n'a pas été retrouvé ». Le texte qu'il en produit, d'après son propre aveu, n'est pas l'ordre tel qu'il fut donné mais tel qu'il a dû être donné. Ce document est donc sans valeur. Fleury de Chaboulon, bien placé pour connaître les secrets du cabinet, dit n'avoir vu que l'ordre où il était question de la flottille (*Mémoires de Fleury de Chaboulon*, avec annotations manuscrites de Napoléon, publiés par Lucien Cornet, Paris, Rouveyre, 1901, in-8°, I, 314). — Par contre Berthier prévint, par une lettre du 20 ventôse an XII, le général Leval de l'arrivée d'Ordener et de Caulaincourt à Strasbourg « pour des missions très importantes » et lui prescrivit d'adhérer à toutes leurs demandes (Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 210).

(2) Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 21 ventôse an XII (12 mars 1804), publiée pour la première fois dans l'*Examen impartial*, 168. — Cf. Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 212.

(3) Talleyrand à Edelsheim, Paris 20 ventôse an XII (11 mars 1804). Publiée pour la première fois, sur une communication du destinataire, dans divers journaux allemands, la *Gazette de Leyde et la Gazette de Francfort*, elle fut reproduite inexactement par Marguerit dans sa brochure. On en trouve le premier texte exact dans les *Mémoires du prince de Talleyrand*, publiés par le duc de Broglie, Paris, Calmann-Lévy, 1891, in-8°, III, 308.

Pfersdorf. Les deux généraux se réunirent-ils en conseil avec Leval, comme les ordres du Premier Consul leur en laissait la latitude? M. de Caulaincourt l'a nié et, bien que M. Boulay de la Meurthe pense le contraire, bien que l'existence de cette conférence soit vraisemblable, aucun document ne permet d'affirmer qu'elle ait été réellement tenue (1).

Quoi qu'il en soit, Caulaincourt, qui avait certainement vu le préfet, fit partir pour Paris, le 14, à une heure et demie du matin, le courrier Thibaud, portant vraisemblablement, avec des comptes rendus d'agents, une lettre de lui dont il n'a jamais été retrouvé trace (2).

Il ne rentre pas dans notre cadre de raconter les opérations d'Ordener, comment il se saisit du duc d'Enghien dans la nuit du 14 au 15 mars, un peu après 5 heures du matin, comment il repassa le Rhin le 15 à 9 heures, expédiant son prisonnier à Strasbourg où ce dernier arriva le même jour entre 4 et 5 heures du soir et où il fut écroué à la citadelle.

Quant à Caulaincourt, il franchit le pont de Kehl le 14 à 10 heures et demie du soir. A Kehl même, il mit la main sur le maître de poste Trident, sur un émigré, M. Le Doux Melleville, et sur un juif de Strasbourg, Oppenheim. De là, il se rendit à Willstadt.

D'après Dupin, parlant au nom du duc de Vicence (3), ce dernier ne serait pas allé plus loin, se contentant d'envoyer des patrouilles sur Offenburg sans s'avancer jusqu'à cette ville. D'après Boulay de la Meurthe, se basant sur deux relations badoises, il serait au contraire arrivé à Offenburg à 3 heures du matin (4). Le général Leval l'accompagnait. Après avoir fait

(1) Nougarède de Fayet, I, 270, se contente de dire : « Des renseignements directs et positifs ne nous permettent pas de douter de l'existence de ce conseil. »

(2) Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 224, note 2. — La lettre de Caulaincourt a dû être brûlée aux Tuileries en 1814. Son existence est prouvée par une lettre du Premier Consul à Réal-Malmaison, 15 mars 1804 (*Correspondance*, 7620) : « Écrivez au général Caulaincourt que j'ai reçu sa lettre. » Le courrier Thibaud, parti de Strasbourg le 14 à une heure et demie du matin, arriva à Malmai, son le 15 mars à 8 heures du soir.

(3) *Examen impartial*, 145.

(4) Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 228. — La présence de Caulaincourt à Willstadt et sur la route d'Offenburg est certifiée par le général Leval et l'émigré de Roussel (*Exposé impartial*, 208 et 210).

occuper les portes, les deux généraux se seraient fait désigner par un échevin les maisons habitées par les émigrés, auraient saisi les papiers de la baronne de Reich, arrêtée quelques jours plus tôt par ordre du grand-duc.

Que Caulaincourt soit resté de sa personne à Willstadt ou qu'il se soit rendu à Offenburg, il mit la main sur de nombreux émigrés. Il libéra immédiatement deux vieillards et dirigea les autres prisonniers sur Strasbourg. Pasquier témoigne de l'humanité dont il fit preuve alors : « Sa conduite personnelle, dans l'opération qu'il fut chargé de diriger, dit-il, fut d'une grande générosité envers les émigrés qui se trouvèrent enveloppés par les troupes qu'il commandait et qui, presque tous, lui durent leur liberté (1). »

Entre temps, prévenu vers 8 heures du matin de la réussite du coup de main d'Ordener et de l'arrestation du prince, il envoya à Carlsruhe le capitaine de Berckheim pour remettre à M. d'Edelsheim la lettre de Talleyrand. Cet officier arriva à destination le 16 de bonne heure, vit d'abord M. Massias, notre ministre, et, grâce à son intervention, put remplir sa mission avant 2 heures du matin (2).

Sans attendre la réponse que de Berckeim devait lui rapporter, Caulaincourt reprit la route de Strasbourg et toute sa troupe avait réintégré cette garnison le 15 mars avant midi.

Le soir même, à 9 heures et demie, l'aide de camp du Premier Consul faisait partir le courrier Amadour-Clermont, porteur de rapports sur l'expédition, lesquels ont également disparu. Ne devant rejoindre Paris qu'avec la dépêche de la cour de Bade, il profita de ce répit pour s'occuper activement de l'affaire de la flottille et de l'arestation d'émigrés et de jacobins, contre lesquels il avait reçu de nouvelles instructions au cours de son séjour en Alsace.

Mais, le 15 mars, Bonaparte avait fait écrire par Réal à Caulaincourt que si l'on capturait, soit le duc d'Enghien, soit Dumouriez, il devait les faire transférer de suite à Paris dans

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, publiés par le duc d'Audiffret-Pasquier, Paris, Plon, 1894-1914, in-8°, I, 177.

(2) Massias à Talleyrand, Karlsruhe, 24 ventôse an XII (15 mars 1804), post-scriptum du 25 ventôse (16 mars) à 2 heures du matin, et Lucchesini au roi de Prusse, Paris, 24 mars 1804 (Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 263 et 383).

deux voitures différentes (1). Cet ordre, transmis par Réal, expédié de Paris le 16 à une heure du matin, arriva à Strasbourg le 17 vers 7 heures du soir (2). Immédiatement, le général prescrivit au commandant Charlot, commandant le 38e escadron de gendarmerie en Alsace, de mettre Henri de Bourbon en route sous la garde d'un officier et l'escorte de deux gendarmes, auxquels il était recommandé d'avoir pour le prisonnier « tous les égards dus au malheur et les attentions compatibles avec sa sûreté (3) ». Ainsi fut fait et, voyageant sous le nom de Plessis, le duc d'Enghien partit vers son destin le 18 mars à une heure et demie du matin (4).

M. de Caulaincourt n'avait eu aucun contact avec lui pendant leur séjour commun à Strasbourg mais, le 19 mars, il reçut des mains de Charlot un portefeuille en maroquin rouge et un autre plus petit en cuir rouge, appartenant au prince, et dont il donna reçu (5).

La réponse du baron d'Edelsheim lui étant enfin parvenue le 19 mars (6), il se mit lui-même en route le lendemain, 20 mars,

(1) *Correspondance de Napoléon*, 7620, le Premier Consul à Réal, Malmaison, 24 ventôse an XII (15 mars 1804).

(2) Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, III, 543, note 2.

(3) Ordre de Caulaincourt pour Charlot, Strasbourg, 26 ventôse an XII (17 mars 1804), publié pour la première fois par M. Henri Welschinger dans un article du *Journal des Débats* du 2 novembre 1909 : *l'Enlèvement et l'exécution du duc d'Enghien.*

(4) *Journal du duc d'Enghien*, publié par Dupin aîné dans *Pièces judiciaires et historiques relatives au procès du duc d'Enghien*, Paris, Baudoin, 1823, in-8°, VIII.

(5) Reçu de Caulaincourt, Strasbourg, 28 ventôse an XII (19 mars 1804), et Charlot à Moncey, Strasbourg, 29 ventôse (20 mars). Ces deux pièces ont été publiées par le duc de Conegliano, le *Maréchal Moncey*, Paris, Calmann-Lévy, 1902, in-8°, 315 et 316. Ces portefeuilles furent remis à Napoléon le 22 mars. Cf. *Correspondance*, 7631, Bonaparte à Réal, 28 ventôse an XII, et Lecestre, *Lettres inédites de Napoléon Ier*, Paris, Plon, 1897, I, 44, Bonaparte à Réal, 1er germinal an XII (22 mars 1804). — Les papiers saisis à Ettenheim avaient été envoyés à Paris le 17 par Ordener (Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 230, corrigé par III, 545).

(6) Massias à Talleyrand, 27 nivôse an XII (18 mars 1804), (Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, II, 356). — Pendant qu'il était à Strasbourg, Caulaincourt écrivit au moins cinq lettres au Premier Consul et nous savons, par la *Correspondance de Napoléon*, que certaines contenaient des détails circonstanciés. Aucune de ces lettres ne nous est parvenue. Elles ont sans doute été la proie de l'autodafé de 1814.

dans la journée. Il s'arrêta à Lunéville, son ancienne garnison, pour y dîner avec des officiers du 2e de carabiniers, y passa les premières heures de la nuit et arriva à Malmaison le 21 mars « avant le dîner » (1).

Le duc d'Enghien était tombé sous les balles, dans le fossé de Vincennes, le matin même, à 3 heures.

***

M. de Caulaincourt n'apprit la nouvelle qu'en débarquant à Malmaison. De multiples témoignages attestent les sentiments douloureux qui l'agitèrent à cet instant.

D'après la reine Hortense, ce fut Joséphine elle-même qui l'éclaira : « Des larmes lui tombèrent des yeux (2), » dit-elle, et elle peint l'extrême agitation qui s'empara de lui.

Même note chez un autre témoin oculaire, le prince Eugène : « Le Premier Consul, raconte ce dernier, se retira dans son cabinet et, peu d'instants après, arriva Caulaincourt qui revenait de Strasbourg. Il fut étonné de la douleur de ma mère qui se hâta de lui en apprendre le sujet. A cette fatale nouvelle, Caulaincourt se frappa le front et s'arracha les cheveux en s'écriant : « Ah ! pourquoi faut-il que j'aie été mêlé dans cette funeste expédition (3) ! »

Mme de Rémusat est aussi formelle : « Il avait surveillé l'arrestation du prince mais ne l'accompagna point. Je reculai dès que je l'aperçus : « Et vous aussi, me dit-il tout haut, vous « allez me détester, et pourtant je ne suis que malheureux, « mais je le suis beaucoup... » Il pleurait en parlant et me fit pitié » (4).

Pasquier ajoute : « Lorsque, arrivant de Strasbourg, il apprit, en descendant à Malmaison, ce qui venait de se passer à Vincennes, son désespoir fut extrême ; je l'ai su à cette époque de témoins oculaires (5). » Ségur, à son tour, parle de son désespoir (6) et M. de Caulaincourt, lui-même, quelques mois plus

(1) *Mémoires de Mme de Rémusat*, I, 327.
(2) *Mémoires de la reine Hortense*, I, 158.
(3) *Mémoires et Correspondance du prince Eugène*, Paris, Michel Lévy, 1858, in-8°, I, 91.
(4) *Mémoires de Mme de Rémusat*, I, 327.
(5) *Mémoires du chancelier Pasquier*, I, 176.
(6) Ségur, *Histoire et Mémoires*, II, 271.

aujourd'hui où l'on sait à peu près tout sur les événements, ne se pose plus.

Il en est de même de l'accusation d'avoir assisté en personne à la fusillade de Vincennes, précisée dans un article du *Journal des Débats* du 23 mars 1816. Le 28 mars 1816, répondant à des questions posées par Caulaincourt, le comte de La Vieuville, préfet de l'Allier, attesta qu'il avait vu ce dernier à Lunéville, le 20 mars 1804 vers les 9 heures du soir (1). Le baron de Berckheim, interpellé de même, certifia avoir passé quelques moments avec lui, le même jour et dans la même ville, entre 11 heures et minuit. Enfin, un autre officier du 2e de carabiniers, Guérin, se souvint que le général y avait soupé et n'en était reparti que « fort avant dans la nuit (2) ».

Charles Nodier fut mêlé à cette affaire. Après la publication de l'article des *Débats* d'avril 1814, le charmant conteur avait reçu une lettre d'un ancien gendarme, nommé Grison, qui lui annonçait des « preuves claires » de la part que le duc de Vicence avait prise au jugement. Il s'était rendu chez cet individu, à Vaugirard, mais les déclarations recueillies avaient été si vagues, le signalement donné de M. de Caulaincourt si fantaisiste que l'homme de lettres avait découvert facilement la supercherie, ce dont il témoignait encore en 1816 (3).

Au cours de l'enquête ouverte à propos de l'exhumation du cadavre, le gendarme Blancpain, naguère chargé de la surveillance du prisonnier, soutint encore avoir vu le général, avec Savary, sur le rebord extérieur du fossé du château de Vincennes. Il croyait même l'avoir aperçu descendant de voiture dans la cour. L'erreur était si évidente que, dès qu'elle s'ébruita, les protestations surgirent. Loyalement, Louis XVIII fit retrancher ces hallucinations du procès-verbal officiel (4).

(1) *Examen impartial*, 213. Le comte de la Vieuville à M. le duc de Vicence, Paris, 28 mars 1816.

(2) *Examen impartial*, 214, le baron de Berckheim au duc de Richelieu, Paris, 29 mars 1816 ; 215, Guérin, ancien capitaine de carabiniers, au duc de Vicence, Angers, 29 mars 1816.

(3) *Examen impartial*, 216, Déposition de Charles Nodier devant Me Boulard et son collègue, notaires à Paris, 9 avril 1816.

(4) Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, III, xx, et *Mémoires historiques* (recueil Baudoin), 305.

***

Ayant éliminé ces bruits mensongers, nous pouvons reprendre l'examen des faits.

On ne peut nier que M. de Caulaincourt ait connu, dès la première heure, les ordres du Premier Consul contre la liberté du duc d'Enghien, s'il ne soupçonna à aucun instant la conclusion qu'ils pouvaient avoir. Sa présence aux Tuileries, alors que Méneval écrivait l'ordre destiné à Berthier, peut être considérée comme certaine, non seulement parce que Méneval le dit mais parce que, seul, il était assez au courant des déplacements du 2e de carabiniers pour se rappeler que, trois ans auparavant, son dépôt avait stationné à Ettenheim. D'ailleurs, devant assumer son rôle dans les mesures envisagées, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il ait été convoqué à la conférence au cours de laquelle les détails d'exécution furent étudiés.

On s'est demandé pourquoi Bonaparte l'avait désigné de préférence à tout autre. Le royalistes ont voulu voir dans ce choix un soupçon de sadisme, le Consul ayant été heureux de mêler à ce drame un gentilhomme de vieille souche, dont la famille avait servi, disaient-ils, la maison de Condé. D'après Mme de Rémusat, Joséphine signala à son mari « qu'il allait aggraver » l'odieux de son acte » par la désignation intempestive d'un obligé des Bourbons. Napoléon répondit sans détours : « Je ne le savais point » et ce n'est qu'après cette dénégation qu'il ajouta, comme pour chasser de sa pensée l'ombre que cette révélation y avait jetée : « Et puis qu'importe? Si Caulaincourt est compromis, il n'y a pas grand mal, il ne m'en servira que mieux (1). » D'ailleurs, si le Consul avait eu réellement de si noires intentions, qui n'auraient pu être que blessantes sans utilité, il aurait envoyé son aide de camp à Ettenheim de préférence à Offenburg.

Chateaubriand (2) a donné de la désignation de M. de Caulaincourt une raison déjà plus plausible en en faisant remonter la première idée à M. de Talleyrand. Celui-ci connaissait le général depuis son retour de Constantinople. Il avait pu l'apprécier. Il savait que, par deux fois, il avait réussi dans des missions déli-

(1) *Mémoires de Madame de Rémusat*, I, 316.
(2) *Mémoires d'outre-tombe*, édition Biré. II, 447 et s.

cates, quand il avait accompagné Esseïd-pacha et quand il était allé en Russie. Dès lors qu'une démarche diplomatique, pouvant exiger du tact et du doigté (car la cour de Bade pouvait regimber), se juxtaposait à l'opération de police projetée, il n'y a rien d'étonnant à ce que le ministre des Relations extérieures ait pensé à lui (1).

Cela est possible, vraisemblable même, mais il ne faut quelquefois pas chercher trop loin les raisons profondes d'une détermination humaine et il est non moins possible que M. de Caulaincourt ait été tout simplement la victime de ce fait qu'il était, le 10 mars, l'aide de camp de jour, sous la main du Maître. Tous ceux qui ont servi dans un état-major savent combien le hasard fait tomber parfois sur cette entité vague qu'on appelle l'officier de service les corvées les plus malencontreuses aux instants les plus inopportuns.

Désigné, Caulaincourt pouvait-il refuser? A cette question, Napoléon lui-même fournit la réponse. A Sainte-Hélène, annotant les Mémoires de Fleury de Chaboulon, il a écrit : « Caulaincourt, aide de camp de Napoléon, a obéi et il devait obéir à l'ordre de Talleyrand de se rendre à Bâle et de faire, au même moment qu'Ordener arrêtait le prince, la demande de l'extradition et, depuis, des excuses pour la violation du territoire... Ainsi, innocent ou coupable, Caulaincourt et Ordener ont dû obéir. » Et il ajoute cette phrase, capitale sous sa plume : « Il n'y a pas de doute que si Caulaincourt eût été nommé juge du duc d'Enghien, il se fût récusé ; mais, chargé d'une mission diplomatique, il a dû obéir ; tout cela est si simple que c'est une folie d'y rechercher rien à dire. » Enfin, en face d'une phrase de Fleury disant : « Un militaire n'est point le juge des ordres qu'il exécute, » l'Empereur a inscrit : « Cela seul est bon et justifie Caulaincourt (2). »

(1) Chateaubriand cite une lettre de Talleyrand du 8 mars 1804 où il dit : « J'indiquerais au Premier Consul M. de Caulaincourt auquel il pourrait donner des ordres et qui les exécuterait avec autant de discrétion que de fidélité. » — L'existence de cette lettre, qui n'a pas été retrouvée, est confirmée par Méneval, *Mémoires*, I, 305.

(2) *Mémoires de Fleury de Chaboulon*, I et III, 313 et 314. — Sur la discipline que Bonaparte exigeait de ses aides de camp, voir *Mémoires du comte Dufort de Cheverny*, Paris, Plon, 1909, in-8°, II, 360 : « Tous ses aides de camp sont des jeunes gens. Il les emploie dans ses négociations. Il tient moins à l'esprit qu'à une obéissance passive. »

Ce dernier, qui n'avait que trente ans, il ne faut pas l'oublier, était d'une race de soldats, fils et petit-fils d'officiers généraux, d'une maison dont la noblesse était uniquement d'épée. « Imbu, dit Méneval, des principes d'une éducation toute militaire, il était strict observateur de la discipline (1). » Cette discipline ne lui permit sans doute aucune hésitation quand il reçut la consigne de partir pour l'Alsace, étant donné surtout que cette consigne, à ses yeux, ne devait aboutir qu'à un emprisonnement plus ou moins prolongé (2).

Enfin et surtout, on ne doit pas perdre de vue l'atmosphère dans laquelle vivaient les aides de camp du Premier Consul.

On connaît le mot tragique de Fouché : « L'air était plein de poignards » et on pourrait appliquer à ce mois de ventôse la phrase de Michelet, prononcée à une autre occasion : « Un muet tocsin sonnait dans tous les cœurs. » Ces métaphores audacieuses cachaient une réalité.

L'entourage de Bonaparte savait qu'à chaque coin de rue une bombe l'attendait. La machine infernale de la rue Saint-Nicaise, avec ses scènes d'horreur et de sang, n'était pas oubliée. Cinq complots avaient été successivement découverts contre la vie du Maître. La Vendée regorgeait encore de fanatiques prêts à se sacrifier pour faire disparaître ce qu'ils croyaient être le principal obstacle à la réalisation de leur idéal. Hyde de Neuville avait écrit au comte d'Artois : « Je mettrai ma gloire à poignarder Bonaparte. Le sentiment qui m'anime est général parmi les hommes du parti (3). » Les émigrés s'agitaient. Les Anglais payaient. Leurs agents encourageaient ouvertement les intrigues. Drake à Munich, Spencer Smith à Stuttgart, Brook Taylor à Cassel, se cachaient à peine pour conspirer. On avait signalé des rassemblements d'émigrés en armes à Offenburg. Le nom abhorré et méprisé de Dumouriez avait été prononcé — à tort, il est vrai, mais on ne le savait pas — et, là où il se trouvait, on

(1) Méneval, *Mémoires*, III, 545.

(2) Parmi les circonstances aggravantes que l'on crut trouver, sous la Restauration, à l'attitude de Caulaincourt figure le fait qu'il aurait été élevé avec le duc d'Enghien et que sa famille était attachée aux Condé. Or, comme nous l'avons déjà dit, rien de cela n'est exact. On ne retrouve son nom sur aucune liste des pages et sa mère était dame de la comtesse d'Artois, ce qui exclut la possibilité qu'elle l'ait été en même temps de la duchesse de Bourbon.

(3) Henri Welschinger, *le Duc d'Enghien*, 242.

pouvait tout craindre. Georges, enfin, venait d'être arrêté et ne niait pas ses projets sanguinaires. Entre Biville et Paris, les forêts étaient infestées de conjurés. On avait dû arrêter Pichegru, Moreau, les Polignac, Rivière. L'avenir de la France était à la merci d'une balle bien dirigée et on ne sortait d'un danger que pour tomber dans un autre.

De là une tension des esprits et des nerfs, une exaspération sourde et continue qui emplissaient tous ceux qui servaient de près le héros de l'Italie et d'Égypte. Aucun de ces hommes ne craignait la mort. Tous étaient courageux au feu — et Caulaincourt le premier. Tous savaient risquer leur vie quand il le fallait. Mais on peut être très brave au grand jour du champ de bataille et se laisser impressionner par les mille menaces sournoises tramées dans l'ombre par des mains que l'on ne voit pas. Tous pouvaient s'approprier l'exclamation de Bonaparte rapportée par Desmarest. « Suis-je donc un chien qu'on peut assommer dans la rue (1)? » et tous s'indignaient, comme lui, d'être mis « hors de la loi des nations, hors de la civilistion européenne (2) ».

Cette atmosphère enfiévrée explique comment un aide de camp, commandé de service, n'a eu aucun scrupule à participer à une opération qui, pour lui, était de simple police et dont les irrégularités, les atteintes qu'elle portait au droit des gens n'étaient pas de sa compétence et ne mettaient pas en jeu sa responsabilité. Les royalistes auraient voulu tout au moins que, l'attentat commis, M. de Caulaincourt se déchargeât de ses fonctions. « Ils exigeaient sa démission, ils la lui imposaient comme un désaveu de sa participation à cet acte sanguinaire (3). » L'excès même de leur injustice l'en empêcha. Mme de Rémusat a dû voir très juste dans son âme lorsqu'elle écrit : « Quand il vit qu'on était déterminé à épuiser les affronts sur lui... il conçut un souverain mépris des hommes et consentit à les obliger au silence en se plaçant aussi à un degré de puissance qui pouvait leur imposer (4). »

Lavallette disait un jour à Pasquier : « Après un si grand

(1) Desmarest, *Témoignages historiques ou quinze ans de haute police sous Napoléon*, Paris, Levavasseur, 1833, in-8°, 128.
(2) Ségur, *Histoire et Mémoires*, II, 252.
(3) Id., *ibid.*, II, 271.
(4) *Mémoires de Madame de Rémusat*, I, 328.

malheur, il [Caulaincourt] n'avait qu'un parti à prendre : il devait partir à l'instant, il devait se rejeter dans les rangs de l'armée et n'en plus sortir (1). » D'autres que lui furent agités des mêmes troubles de conscience et Ségur nous a dit pourquoi ils restèrent à leur poste. Les Jacobins triomphaient ; les royalistes étaient déchaînés. « Placés entre ces deux partis extrêmes, qu'allions-nous faire? Fallait-il, pour satisfaire l'un, abandonner à l'autre le terrain si heureusement reconquis jusque-là sur les terroristes ! C'était en Bonaparte seul que nous avions espéré pour arracher la France et nous du gouffre révolutionnaire... Devions-nous donc, dès ce premier pas en sens contraire, quelque déplorable qu'il fût, tout abandonner? Devions-nous, en donnant le signal de se retirer de lui, le livrer, le pousser même dans les mains du plus dangereux de ces partis, dont notre concours contribuait à combattre l'influence (2)? » Après de mûres et douloureuses réflexions, Ségur se décida à ne pas déserter l'état-major particulier du Premier Consul. Caulaincourt avait les mêmes raisons pour agir de même.

***

Comme l'a dit M. Henri Welschinger, le rôle du futur Grand écuyer dans la tourmente de ventôse est « circonscrit par les pièces mêmes de l'affaire (3) ».

Il n'a pas ignoré, dès le premier instant, que l'intention du Premier Consul était de faire arrêter le duc d'Enghien et il a eu connaissance des ordres donnés à Ordener. Il a vraisemblablement vu ce dernier à Strasbourg sans toutefois, peut-être, tenir le conseil que ses instructions envisageaient avec le préfet et Leval. Il a fait partir, quand il en a reçu l'ordre, le prince pour Paris en recommandant lui-même à la gendarmerie de le traiter convenablement. Il a reçu des mains de Charlot les portefeuilles saisis à Ettenheim. Il a fait parvenir au gouvernement de Bade la communication de Talleyrand. Il a transmis, par courriers, les lettres et rapports que le pouvoir central attendait. Son rôle actif n'est pas allé plus loin.

Il est bien vrai que l'expédition d'Ettenheim et celle d'Offen-

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, I, 177.
(2) Ségur, *Histoire et Mémoires*, II, 272.
(3) Article du *Journal des Débats* du 2 novembre 1909.

burg avaient des buts différents, sans autre lien que l'obligation de se prêter main-forte en cas de besoin — ce cas ne se présenta pas — et qu'une mission de justification purement diplomatique. La première était née des révélations, trop légèrement échafaudées, du sous-officier Lamothe. La seconde avait pour point de départ les rapports de Méhée de la Touche sur l'activité suspecte des émigrés dans ce coin du duché de Bade. Leur simultanéité découlait d'une nécessité militaire : celle de ne pas donner l'éveil prématurément à l'un ou à l'autre groupe des personnages visés.

Si ces deux opérations avaient eu un seul et même but, Napoléon, avec sa clarté habituelle, n'aurait pas manqué de leur donner un chef commun, ce qu'il ne fit pas, et, s'il l'avait fait, ce chef aurait été Ordener, promu général de brigade le même jour que Caulaincourt — 29 août 1803 — mais plus ancien comme colonel (16 septembre 1796 et 30 juillet 1799), plus ancien aussi dans l'entourage consulaire puisqu'il était entré dans la garde des Consuls le 18 juillet 1800 tandis que Caulaincourt n'avait obtenu son poste d'aide de camp qu'en août 1802.

M. de Caulaincourt a donc pu, en toute bonne foi, soutenir jusqu'à son dernier souffle, qu'Ettenheim et Offenburg, expéditions connexes mais indépendantes, ne sauraient être confondues.

Sur son rôle, nous avons un témoignage que, en raison de la personnalité de l'auteur, on ne saurait suspecter de partialité.

Le prince de Polignac raconte dans ses *Mémoires* (1) que lorsqu'il était président du Conseil, par conséquent entre le 8 août 1829 et le 29 juillet 1830, il reçut la visite de la duchesse de Vicence qui, depuis la mort de son mari, luttait avec une vaillante et belle énergie contre la légende dont ce dernier avait souffert. Elle lui remit « une masse considérable de papiers » qu'elle l'invita à parcourir à loisir et le pria de désigner une commission, entièrement composée de royalistes avérés, pour trancher définitivement la question. « Cette proposition était trop loyale pour ne pas être accueillie, » dit Polignac. Il se mit au travail, en appela au témoignage de Mgr de Quélen, qui avait

(1) *Mémoires du prince de Polignac. Études historiques, politiques et morales sur l'état de la société européenne au milieu du dix-neuvième siècle*, Paris, Dentu, 1845, in-8°, 410.

assisté le duc de Vicence à son lit de mort, et fut convaincu de l'innocence de M. de Caulaincourt. De cette conviction il rendit compte au Roi. Selon le désir de la duchesse de Vicence, il fut décidé qu'une commission serait nommée immédiatement après la crise électorale dans laquelle on entrait. Les journées de Juillet ne permirent pas de réaliser ce projet, mais M. de Polignac termine le récit de cet incident par ces mots qui sont à méditer : « Je n'ai jamais connu M. de Caulaincourt et j'ai toujours combattu sous un drapeau qui n'était pas le sien, mais la vérité doit imposer silence à l'esprit de parti (1). »

VIII

LE GRAND ÉCUYER

Le Premier Consul devenu Napoléon Ier, empereur des Français, s'occupe d'organiser sa Cour. Il la veut nombreuse et brillante, digne de la France et de sa propre gloire. Il crée les grands officiers de la Couronne. Fesch sera Grand aumônier, Talleyrand Grand chambellan, Duroc Grand maréchal du Palais, Berthier Grand veneur, Ségur Grand maître des cérémonies. Le 10 juillet 1804, M. de Caulaincourt est nommé Grand écuyer de l'Empereur. Il recevait en même temps la présidence du collège électoral du Calvados (2).

(1) M. de Polignac, dans ces souvenirs rédigés longtemps après les événements, commet d'ailleurs des erreurs de détail. C'est ainsi que sa mémoire le trompe quand elle lui fait dire qu'en mars 1804, Caulaincourt était occupé à inspecter les places fortes le long de la ligne du Rhin et qu'à cette époque « il n'était même pas dans la capitale de l'Alsace ». Il est intéressant toutefois de remarquer que, d'après lui, la « masse considérable de papiers » communiquée comprenait des pièces « qu'un amour-propre mal entendu » avait fait tenir cachées. Caulaincourt ayant fait paraître de 1814 à 1824 les documents que nous avons utilisés, on peut se demander quels étaient ceux dont Polignac veut parler et dont il dit : « Les papiers du duc de Vicence tombèrent entre les mains des hommes de Juillet. J'ignore ce qu'ils sont devenus. »

(2) Le brevet original, sur parchemin, daté du 21 messidor an XII est conservé dans les *Archives du comte Gérard de Moustier*. D'après une phrase de Caulaincourt, dans ses Mémoires, il aurait été question de lui, au moment de la création de l'Empire, pour un ministère.

Depuis dix mois, comme inspecteur général des écuries du Consul, il remplissait en fait une partie des attributions de son nouveau titre et sa promotion pouvait sembler naturelle. Elle suscita cependant un violent incident. Lauriston, aide de camp comme Caulaincourt, depuis plus longtemps attaché à la personne du général Bonaparte, avait eu, lui aussi, à s'occuper des équipages. Il se considérait comme ayant des droits à la charge créée et il ne craignit pas, dans une audience orageuse, à Aix-la-Chapelle, en septembre 1804, de manifester son dépit à Napoléon. Celui-ci se fâcha et éloigna l'irascible personnage en l'embarquant sur l'escadre de l'amiral Villeneuve. Puis l'Empereur oublia tout. Il n'en fut pas de même de Lauriston qui fit toujours grise mine à son heureux rival (1).

Les fonctions de Grand écuyer, dans la Cour impériale, n'étaient pas une sinécure. Ce haut fonctionnaire avait sous ses ordres directs les écuries et tous les services qui en relevaient, les pages dont il devait surveiller particulièrement l'éducation et l'instruction, les courriers, les estafettes (2). Il s'occupait des armes de l'Empereur et avait la direction des haras de Saint-Cloud. Plus tard, on ajouta à ces occupations la haute main sur l'ensemble des officiers d'ordonnance. Tout ce qui était relatif aux voyages rentrait dans ses attributions. Il accompagnait le souverain à l'armée et, en l'absence du connétable, portait son épée.

Ses droits et ses devoirs étaient nettement délimités par le règlement de la Maison . Si le cheval de Sa Majesté était tué au combat, il appartenait au Grand écuyer de lui offrir le sien. En campagne, son logement devait être aussi voisin que possible de celui du souverain pour qu'il pût prendre ses ordres à son lever et à son coucher. Quand l'Empereur était à cheval, il se tenait à la croupe de sa monture, à gauche, afin de se trouver toujours au montoir, tandis que le colonel-général de service était à droite. En route, sa voiture précédait immédiatement la berline impériale.

En France et en temps de paix, le Grand écuyer jouissait

(1) Méneval, *Mémoires*, I, 361. — Mme de Boigne raconte, mais sans se porter garante de l'authencité de l'anecdote, une altercation qui aurait eu lieu à la même époque entre Lauriston et Caulaincourt (*Mémoires de la comtesse de Boigne*, I, 228).

(2) *Étiquette du palais impérial*, Paris, Imprimerie impériale, 1806, in-8°, 30 et s.

des grandes entrées. Logé par la Couronne, le soin lui revenait de donner le fauteuil à Sa Majesté pour se mettre à table et de le retirer quand Elle se levait. Il soutenait l'Empereur du côté droit pour monter à cheval ou en voiture, lui tendait la cravache, lui présentait le bout des rênes et l'étrier gauche (1).

Quand il fut investi de ces prérogatives, M. de Caulaincourt n'était encore que général de brigade, mais, le 1er février 1805, il fut promu général de division. On a dit que cet avancement était le prix de son attitude dans l'affaire du duc d'Enghien. Et cependant, le jour où il passa divisionnaire, il comptait à son actif dix-sept ans de services, treize campagnes et deux blessures, bien qu'il n'eût que trente et un ans. La promotion où il figurait comprenait vingt-deux noms et il était, il est vrai, le moins ancien brigadier parmi les élus, mais les fonctions qu'il remplissait depuis deux ans et demi auprès du chef de gouvernement ont toujours été de celles qui expliquent les carrières rapides. Enfin, il était l'un des grands dignitaires de la nouvelle Cour et il convenait que son grade fût mis en rapport avec ses fonctions.

Cette dernière raison explique également son accession aux divers échelons de la Légion d'honneur. Membre de l'ordre le 19 frimaire an XII (11 décembre 1803), il avait été nommé commandant le 25 prairial an XII (14 juin 1804) et s'était vu élever à la dignité de grand officier le 12 pluviôse an XIII (1er février 1805). Le même jour, un autre décret, qui englobait dans la même distinction tous les grands officiers de la Couronne, lui décernait le grand-cordon, créé deux jours auparavant (2).

(1) Au début de l'organisation, M. de Caulaincourt eut, pour le seconder, quatre écuyers cavalcadours (Durosnel, Defrance, Lefebvre, Vatier), un gouverneur des Pages (Gardanne), un sous-gouverneur (d'Assigny) et un aumônier (l'abbé Gandon). Le nombre et la qualification des écuyers furent ensuite modifiés et leur cadre fixé définitivement, par le décret du 4 janvier 1810, à un premier écuyer (Nansouty), trois écuyers à 12 000 francs de traitement, trois écuyers à 6 000 et douze écuyers à 2 000.

(2) *Fastes de la Légion d'honneur*, Paris, 1844, in-8°, III, 122. — Le grand-cordon avait été créé par décret du 10 pluviôse an XIII (30 janvier 1805).

***

En confiant à M. de Caulaincourt la place de Grand écuyer, Napoléon eut la main heureuse.

Tout prédisposait à cet emploi le futur duc de Vicence. Il réunissait les qualités physiques nécessaires pour ce rôle dans lequel l'apparat et le protocole tenaient une large place. D'une taille élevée, mince, avec « une physionomie habituellement calme et sérieuse (1) », il avait, dit Mme d'Abrantès, « une belle figure, une noble tournure » et était « homme de bonne compagnie autant qu'homme de France (2) ». Il tenait de ses ancêtres, qui avaient fréquenté Versailles, cette aisance de démarche et d'attitude qui est à la base de la distinction. Un de ses biographes le montre, aux Tuileries, à Fontainebleau et à Compiègne, conservant « constamment un maintien plein de dignité et de réserve ». « On retrouvait en lui, dit encore ce témoin, cette habitude de respect sans servilité, de zèle sans flatterie, d'obéissance éclairée, de fermeté sincère dans le langage qui rappelait la tradition d'une monarchie où le pouvoir absolu était tempéré par de nobles mœurs » (3). De son côté, Mlle Avrillon nous le dépeint « galant, aimable de sa personne, joignant les formes de l'ancienne Cour à la valeur plus réelle des hommes de la Cour militaire de l'Empereur (4) » et Castellane fut frappé de son « air sévère et noble, franc et loyal (5) ».

Sous ces manières d'une raffinée politesse, sous cette élégance de formes et de gestes, nuancée d'une réserve fière, se cachait une volonté droite et sûre d'elle-même. Napoléon a comparé le duc de Vicence à une barre de fer qu'il faut mettre au feu pour faire ployer. Le duc de Broglie est, il est vrai, plus nuancé dans sa sympathie puisqu'il a vu en lui « un homme d'honneur, d'un esprit sain et droit, mais un peu court; d'un caractère sincère et ferme, dans une certaine mesure,

(1) Méneval, *Mémoires*, III, 546.
(2) *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, VIII, 455.
(3) *Notice biographique*, 11.
(4) *Mémoires de Mlle Avrillon*, II, 38.
(5) *Journal du maréchal de Castellane*, Paris, Plon, 1895, In-8°, I, 93.

mais qui n'allait pas jusqu'aux derniers sacrifices (1) ».

Peut-être même y avait-il parfois dans son énergie un peu plus d'entêtement qu'il n'aurait convenu et peut-être cet entêtement dissimulait-il, comme le pense Mme d'Abrantès, un fond de caractère craintif (2) qui, malgré la bravoure du champ de bataille et des grandes occasions, poursuivait M. de Caulaincourt dans sa vie privée. Cela expliquerait la sensibilité extrême qui lui faisait ressentir, plus douloureusement que les échecs graves et les chutes profondes, les coups d'épingle dont les piqûres irritantes ne lui furent jamais ménagées.

A la Cour, malgré l'urbanité de ses paroles et de son accueil, il semble avoir été peu aimé. « Il était peut-être un peu trop convaincu de sa supériorité, note Laure d'Abrantès..., et cette conviction lui donnait un air réservé que les sots prenaient pour de la morgue (3). » D'ailleurs, pour être aimé, il faut savoir aimer soi-même et ce grand seigneur courtois ne dissimulait pas assez un amer mépris des hommes. Ce sentiment me semble pas avoir été dans sa nature même, qui était à fond de bonté, mais, là encore, le malheureux drame de Vincennes eut une influence profonde sur son esprit. Les violences et les insinuations calomnieuses dont il fut l'objet, les avatars dont il souffrit cruellement, le blessèrent à un tel point que son caractère en fut à jamais faussé. « Le public peut me faire parler, répondait-il à sa tante d'Harville qui lui signalait des bruits malveillants courant les salons sur son compte ; je me tais parce que son injustice m'a brouillé avec lui (4). » Enfin, on le savait spirituel et on redoutait parfois sa verve agressive.

Pourtant, il était très bon. « Il était, dit un de ses contemporains, l'organe des malheureux qui s'adressaient à lui, à moins que l'objet de leurs pétitions ne fût tout à fait étranger à ses attributions (5) » et Mme de Chastenay insiste sur la bonne grâce qu'il mettait à gagner le cœur des humbles : « Essentiellement aimable, il avait ce genre de bonhomie, de naturel, de

(1) *Souvenirs* (1785-1870) *du feu duc de Broglie*, Paris, Calmann Lévy, 1886, in-8°, I, 240.

(2) *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, VIII, 457.

(3) *Ibid.*, I, 431.

(4) *Archives de Mornay*, Caulaincourt à la comtesse d'Harville, Saint-Pétersbourg, 17 janvier 1809.

(5) Baron D'ODELEBEN, *Relation circonstanciée de la campagne de 1813 en Saxe*, traduit de l'allemand par M. Aubert de Vitry, Paris, Plancher, 1817, in-8°, I, 149.

simplicité qui réussit toujours auprès des Français. » A Châtillon, il s'assura ainsi le dévouement aveugle de quelques hommes du peuple, prêts à soulever par lui la populace en cas de besoin (1).

Quant à Napoléon, qui rendait si pleine justice à M. de Caulaincourt qu'à Sainte-Hélène il s'est porté son garant en le proclamant « homme de cœur et de droiture (2) » — magnifique et éclatant témoignage venant d'une telle bouche — il était fréquemment irrité par ses résistances et il lui préférait Duroc, « d'un caractère plus flexible (3). » Un officier prussien, qui a suivi la campagne de 1813, a écrit : « Tout en rendant justice à ses qualités et à son habileté, je crois que Bonaparte était plus franc et moins réservé avec Duroc qu'avec Caulaincourt. Celui-ci lui était bien dévoué, mais ses manières étaient trop froides et trop attachées à l'étiquette que Duroc n'observait pas aussi exactement : d'un côté Caulaincourt parlait librement avec Napoléon et ne lui cachait rien de ce que les autres n'osaient dire de peur d'une disgrâce (4). »

Ce n'était pas seulement en politique que le Grand écuyer résistait au Maître. Il maintenait ses points de vue dans les moindres détails de sa charge. Ainsi, le 6 juin 1812, Napoléon décide à l'improviste de quitter Thorn pour se rendre à Dantzig. Les ordres de départ avaient été antérieurement donnés pour 4 heures et il n'était que 2 heures. Caulaincourt refuse net de modifier les dispositions prises qui n'auraient pu l'être qu'au détriment du bon ordre. Tout au plus admet-il la possibilité d'être prêt à 3 heures. L'Empereur ne l'attend pas et, faisant avancer ses chevaux de selle, se met en route sans sa berline. Napoléon avait cédé.

Une autre fois, comme l'Empereur se rendait à Compiègne et qu'aimant les grandes allures, il trouvait que sa calèche allait trop lentement, il baissa la glace et intima lui-même au piqueur l'ordre d'accélérer. Le duc de Vicence, qui le précédait dans une autre voiture, entendit cet ordre et, mettant à son tour la tête à la portière, interdit aux postillons de changer de train, leur

(1) *Mémoires de Madame de Chastenay*, II, 280. — Il « gagnait de plus en plus la sympathie de nos compatriotes bourguignons ».

(2) Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, Paris, l'auteur, 1823, in-8°, VII, 279.

(3) Castellane, *Journal*, I, 93.

(4) Odeleben, *Relation*, I, 148.

jurant qu'il les chasserait s'ils obtempéraient au désir impérial (1).

Dans le service, il était dur pour lui-même comme pour les autres, « d'une sévérité extrême (2) », « vif et même un peu brusque (3) », avec des formes « rudes » et « sèches » (4). Resté très militaire, faisant trêve parfois à son habituelle tenue jusqu'à employer des expressions triviales et des jurements — mais, à cette époque, le langage des bivouacs ne choquait personne — il mit un ordre remarquable dans le département confié à ses soins et, sous sa direction, les écuries de l'Empereur purent être proposées pour modèle à celles des autres Cours. « Comme Grand écuyer, dit Méneval, il établit, dans les services qui dépendaient de sa charge, un ordre et une discipline que Napoléon goûtait beaucoup (5). » Très amateur pour lui-même de beaux équipages (6), il sut donner à ceux des Tuileries un lustre extraordinaire, ce qui ne l'empêchait pas de les gérer avec une stricte économie. Un jour, Napoléon lui reprochait encore la lenteur d'une course en voiture : « Sire, répondit-il froidement, donnez-moi plus d'argent pour la dépense de vos écuries et vous pourrez crever autant de chevaux que vous le désirerez (7). » Napoléon, dit-on, changea aussitôt de conversation.

Le baron d'Odeleben fait de son activité en campagne un tableau qu'il convient de citer en entier car, sans doute, toutes les touches ne sont pas justes : « Le Grand écuyer Caulaincourt songeait avec un zèle inexprimable à tous les besoins de Napoléon. Il s'acquittait de cette tâche pénible avec une exactitude et une attention que rien n'égalait. Une activité sans bornes était la principale de ses qualités, mais, ce qu'il y a de plus éton-

(1) Mme veuve du général Durand, *Mémoires sur Napoléon, l'impératrice Marie-Louise et la Cour des Tuileries*, Paris, Ladvocat, 1828, in-8°, 285.

(2) *Mémoires de Constant sur la vie privée de Napoléon*, édit. Garnier, Paris, s. d., in-12, IV, 318.

(3) Méneval, *Mémoires*, III, 546.

(4) *Vie de Planat de la Faye, Souvenirs, lettres et dictées*, Introduction de René Vallery-Radot, Paris, Ollendorf, 1895, in-8°, 129.

(5) Méneval, *Mémoires*, III, 544.

(6) Castellane, *Journal*, I, 88. Description de la file de Longchamp en mars 1812 : « Le duc de Vicence avait un char à bancs, fort bien. »

(7) Mme veuve du général Durand, *Mémoires*, 285.

nant, c'est que, malgré la quantité de commissions politiques et autres affaires dont il était chargé par Bonaparte, il lui restait toujours assez de temps pour entrer dans les détails les plus minutieux de ce qui concernait l'économie de la Maison impériale et pour y donner tous les soins possibles. Napoléon n'aurait pu trouver un serviteur plus actif et plus infatigable. Il possédait aussi le talent de dire tout en peu de mots. Il n'avait qu'un secrétaire et lorsque lui-même avait passé la nuit en travaillant avec Bonaparte, à la pointe du jour, Caulaincourt était le premier qui se rendait à son poste. Aucune difficulté, quelque grande qu'elle fût, n'était capable de le rebuter (1). »

On verra, dans les *Mémoires* qui vont suivre, avec quelle perfection il sut organiser le service des estafettes auquel l'Empereur attachait une si primordiale importance et par quel souci constant de la santé de ses hommes et de ses chevaux il put diminuer pour eux les souffrances de la retraite de Russie.

L'une de ses prérogatives était de ne jamais quitter la personne de Napoléon. Lorsque à son entrée en Silésie, en 1813, celui-ci, éclairé par quelques accidents et notamment par la mort de Duroc sur le danger des suites trop nombreuses, se décida à établir un règlement de marche, Caulaincourt fut, avec Berthier, le maréchal de service, le commandant de l'escorte et quelques subalternes, autorisé à suivre immédiatement l'Empereur, tandis que tout le reste de l'état-major devait se tenir à 300 toises.

Norvins raconte, à propos de la vigilance du Grand écuyer, une plaisante anecdote. En avril 1805, Napoléon, en route pour aller ceindre à Milan la couronne d'Italie, se donna « deux jours de congé entre deux couronnes », pour revivre ses souvenirs de jeunesse au château de Brienne. Un matin qu'il était sorti à cheval, il poussa à toute allure son cheval arabe et échappa à ses compagnons, se lançant à travers les champs et les bois. Caulaincourt et sa suite, dit Norvins, le traquèrent pendant trois heures jusqu'à ce que le Grand écuyer eût l'idée de tirer un coup de pistolet qui rallia Napoléon à ses officiers. « Il les aborda en riant, heureux qu'il avait été, lui, le maître de 40 millions d'hommes, d'avoir été le sien pendant trois

(1) Odeleben, *Relation*, I, 147.

heures. » Pareil incident se reproduisit à Tilsit. L'Empereur parvint encore à distancer son entourage affolé. « Caulaincourt arriva sur un cheval frais qui lui permit de voler à la recherche » du vainqueur de Friedland et de « le rallier avec un autre coup de pistolet, que le lieu pouvait faire suspecter (1). »

M. de Caulaincourt comprenait en effet son rôle, non seulement comme un service d'honneur mais comme impliquant un devoir de protection et de sécurité effectives. Ce rôle n'était pas toujours sans périls ni sans inconvénients. En 1813, le 30 octobre, dans la forêt de Hanau, tandis que l'Empereur se promenait de long en large sur une route avec le Grand écuyer, un obus tomba près d'eux, dans le fossé. « Le duc de Vicence se place aussitôt entre Napoléon et le danger, et leur conversation continue comme si rien ne les menaçait. Autour d'eux on respirait à peine (2). » Heureusement, l'obus, enfoui dans la terre, n'éclata pas. En 1812 encore, durant le trajet de Beredikino à Smolensk, à l'un des moments les plus angoissants de la retraite, le postillon de la voiture de l'Empereur se cassa la jambe. Le Grand écuyer prit sa place pendant le reste de la journée, malgré la température glaciale (3).

***

M. de Caulaincourt fut, comme sa charge lui en faisait un devoir, de tous les déplacements de Napoléon, jusqu'à son propre départ pour Saint-Pétersbourg.

Dès le lendemain de la proclamation de l'Empire, il est à Pont-de-Briques et part avec l'Empereur, le 27 août 1804, pour le splendide voyage de la rive gauche du Rhin. Après avoir assisté au sacre, dans son bel uniforme, de même forme que celui des maréchaux mais de couleur bleu barbeau, comme son manteau brodé d'argent (4), il est du voyage d'Italie. Puis

(1) *Mémorial de J. de Norvins*, publié par L. de Lanzac de Laborie, Paris, 1897, in-8°, III, 121.

(2) Baron Fain, *Manuscrit de* 1813, Paris, Delaunay, 1824, in-8°, II, 475.

(3) Baron Denniée, *Itinéraire de l'Empereur Napoléon pendant la campagne de* 1812, Paris, Paulin, 1842, in-12, 125.

(4) Frédéric Masson, *le Sacre et le couronnement de Napoléon* Paris, Ollendorf, 1908, in-8°, 312.

ce sont les campagnes de gloire : 1805, Ulm et Austerlitz, 1806, Iéna, 1807, Eylau et Frieldland. Après Tilsit, M. de Caulaincourt est envoyé en Russie.

Napoléon se servait des hommes, même en dehors des fonctions qu'il leur avait confiées, quand et comme il en avait besoin. C'est ainsi que son Grand écuyer fut plusieurs fois mis par lui à contribution pour des missions d'ordre diplomatique. En août 1804, il le charge de sonder M. d'Oubril sur les intentions secrètes et réelles de la Russie ; en octobre de la même année, il lui demande encore de découvrir l'entière pensée de ce diplomate (1). A Finkenstein et à Dantzig, en avril et mai 1807, il l'emploie également à une négociation avec l'ambassadeur de Turquie Seïb-Wahib qui n'aboutit à aucun résultat par suite de la pusillanimité du ministre turc (2).

***

La rapide esquisse que nous tentons de tracer de M. de Caulaincourt à cette époque de sa vie ne serait pas complète si nous ne disions un mot de ses succès féminins. Ils furent nombreux et quelques-uns défrayèrent longtemps les causeries des salons.

Parmi les dames de l'Impératrice, il en était une que Mlle Avrillon désigne seulement sous l'initiale V (3) mais que M. Frédéric Masson a cru pouvoir identifier avec Mme de Walsh de Serrant, née de Vaudreuil, mariée avec un ancien colonel d'un régiment, irlandais, laid, avare, mausade et de vingt-six ans plus âgé qu'elle (4). Veuve en premières noces du

(1) Boulay de la Meurthe, *Correspondance*, III, 452 et 479 et Tratchevski, *Documents diplomatiques*, II, 726.

(2) Méneval, *Mémoires*, II, 95. — L'original, sur parchemin, des pleins pouvoirs donnés à Caulaincourt, daté de Finkenstein, 28 mai 1807 est conservé dans les *Archives du comte Gérard de Moustier*. « Désirant consolider les relations d'amitié qui existent entre nous et le sultan Selim, empereur des Musulmans, mettant une entière confiance dans la fidélité à notre personne et le zèle pour notre service de M. le général de division de Caulaincourt... nous lui avons donné et donnons par les présentes plein et absolu pouvoir, pour... convenir, arrêter, conclure et signer tels traités, conventions, déclarations et autres actes qu'il avisera bon être. » Cette pièce est contresignée par Talleyrand et Maret.

(3) *Mémoires de Mlle Avrillon*, II, 39.

(4) Frédéric Masson, *Joséphine impératrice et reine*, 152. — Cf. *Bibl. Thiers, Fonds Masson*, carton 327.

conventionnel girondin Valady, qui avait préféré le peloton d'exécution à la guillotine, elle n'était plus très jeune mais elle avait conservé un reste de beauté. Croyant, un jour, avoir à se plaindre de M. de Caulaincourt, elle se répandit contre lui en paroles désobligeantes qui, naturellemnt, furent rapportées à l'intéressé. Celui-ci jura de se venger et le fit de façon élégante en ébauchant une cour assidue et légèrement ironique auprès de la dame. Mais, pris à son propre piège, il fut captivé par les charmes de celle-ci. De ce jeu naquit, dit Mlle Avrillon, « une liaison qui dura assez longtemps ».

Le futur duc de Vicence avait aussi été aimé de la blonde marquise de Vilalba qui, dans sa jeunesse, avait espéré l'épouser et lui conserva toute sa vie un tendre souvenir (1). D'autre part, il avait sans succès demandé à Joséphine la main de Stéphanie Tascher qui devait, bientôt après, faire le malheur du jeune prince d'Arenberg (2). Napoléon voulut aussi le marier à la fille unique du riche M. d'Aligre, de vingt ans plus jeune que lui, celle-là même qui, plus tard, épousa le marquis de Pomereu (3). Chambellan de Caroline, M. d'Aligre, sondé par l'Empereur lui-même, resta inébranlable dans un refus qui n'était pas sans quelque courage mais, même s'il eût acquiescé au désir du souverain, ce projet serait probablement resté sans suite car le Grand écuyer aurait, selon toute vraisemblance, décliné cette proposition flatteuse.

En effet, depuis 1805, son cœur était pris tout entier par une passion qui ne devait s'éteindre qu'avec la vie.

Adrienne-Hervé-Louise de Carbonnel de Canisy était née le 1er février 1785 — onze ans après M. de Caulaincourt — d'une vieille famille normande, en faveur de laquelle la seigneurie de Canisy avait été érigée en marquisat en décembre 1619. Sa mère, née Anne-Marie-Charlotte de Loménie de Brienne, avait été guillotinée le même jour que Madame Élisabeth. Son enfance

(1) *Balzac mis à nu d'après les Mémoires inédits d'un contemporain*, préface de M. Charles Léger, Paris, Gaillandre, 1928, in-8°, 81.

(2) Frédéric Masson, *Joséphine répudiée*, Paris Ollendorf, 1901, in-8°, 220.

(3) Las Cases, *Mémorial de Sainte-Hélène*, IV, 352 et Barry O'Méara, *Napoléon en exil ou l'Écho de Sainte-Hélène*, Bruxelles, Arnold Lacrosse, 1823, in-8°, II, 240. — Voir également *Mémoires de Mme de Boigne*, I, 289. Celle-ci prétend que M. d'Aligre donna pour raison de son refus une invincible répugnance de sa fille pour M. de Caulaincourt.

avait été malheureuse. Après l'hécatombe des Brienne, elle avait été recueillie par le Père Patrault, le professeur de mathématiques du jeune Bonaparte. On a raconté que ce Minime avait voulu l'élever, ainsi que sa sœur, en simples paysannes pour les marier plus tard à deux de ses neveux. Il semble, au contraire, que, fidèle au souvenir de ses bienfaiteurs, Patrault ait placé les deux demoiselles de Canisy dans un pensionnat décent de Chaillot (1). Le 14 mai 1798, son père, « qui ne reconnaissait pas de famille supérieure aux Canisy (2) » avait exigé qu'Adrienne âgée de treize ans et trois mois, se résignât à épouser l'un de ses oncles, Louis-Emmanuel de Carbonnel de Canisy, beaucoup plus âgé qu'elle. Son mari, successivement écuyer de l'Empereur puis premier écuyer du roi de Rome, « brave mais ennuyeux (3) », la délaissa bientôt, après avoir eu d'elle deux enfants.

Le 23 septembre 1805, elle avait été nommée dame du palais de l'impératrice Joséphine. A la Cour elle fit une sensation profonde et tous ceux qui l'ont connue font, de sa beauté comme de son caractère, l'éloge le plus enthousiaste. « Grande, bien faite, avec des yeux et des cheveux fort noirs, de jolies dents, un nez aquilin et régulier, le teint un peu brun et animé, elle avait dans sa beauté quelque chose d'imposant, même d'un peu altier, » écrit, d'après un contemporain, M. Frédéric Masson, qui ajoute : « C'était une muse, dit une femme qui l'a connue (4). » « Elle fixa les regards de la Cour par son éclatante beauté, » note Mme de Résumat (5), et Castellane surenchérit : « J'allais souvent chez la comtesse de Canisy, femme pleine d'esprit et remarquable, car à la régularité des traits elle joi-

(1) Arthur Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon. Brienne*, Paris, Colin, 1897, in-8°, 154.

(2) Méneval, *Mémoires*, III, 546. — Le 4 fructidor an XI (22 août 1803), à Brienne-le-Château, la sœur cadette d'Adrienne-Hervé-Louise, Mlle Anne-Charlotte-Constance de Carbonnel, née à Bièvre (Seine-et-Oise) le 4 août 1787, épousait également l'un de ses oncles, François-Marie-Éléonore de Carbonnel de Canisy, né à la Luzerne (Manche), le 29 janvier 1770. Les deux époux, comme François-René-Hervé, père des deux fiancées, étaient fils d'Éléonore-Claude de Carbonnel de Canisy et d'Hélène-Henriette de Vassy (*État civil de Brienne-le-Château*).

(3) Castellane, *Journal*, I, 85.

(4) Frédéric Masson, *Joséphine, impératrice et reine*, 166.

(5) *Mémoires de Mme de Rémusat*, II, 267.

gnait toute la grâce d'une jolie figure (1). » Mlle Avrillon dit à son tour : « Elle était d'un caractère charmant et d'une bonté plus séduisante encore que sa beauté et son esprit (2). »

Caulaincourt s'éprit d'un vif amour pour cette jeune femme « toujours spirituelle, toujours gracieuse et bonne (3) » qui brilla d'un vif éclat dans le fameux quadrille des Échecs, pour lequel, au cours du carnaval de 1810, Caroline avait réuni toutes les beautés les plus éclatantes de la Cour (4). A partir du moment où il la connut, le Grand écuyer refusa d'examiner tous les partis qui se présentaient pour lui, nombreux. Malgré les instances de sa famille, il ne voulut jamais prendre aucun projet en considération.

De son côté, Mme de Canisy qui vivait séparée de son mari demanda le divorce, se basant sur son jeune âge au moment où elle avait dû consentir à convoler avec son oncle. Napoléon demeura longtemps inflexible, malgré les prières souvent réitérées de M. de Caulaincourt, les efforts de Duroc et de Talleyrand. Le divorce fut prononcé le 21 juillet 1813 et le mariage religieux fut annulé par sentence de l'officialité de Paris, le 4 août 1813, pour clandestinité et vices de forme. Mais la jeune femme, qui, le 25 février 1810, était devenue dame du palais de Marie-Louise, comme elle l'avait été de Joséphine, dut s'éloigner de la Cour.

Même après ce dénouement, l'Empereur refusa encore à son Grand écuyer la permission d'épouser Mme de Canisy car il ne voulait pas, malgré son propre exemple, de divorcée dans son entourage. Ce ne fut qu'en 1814, au moment de son départ de Fontainebleau, que, touché du dévouement dont Caulaincourt venait de lui donner d'éclatantes preuves et n'ayant plus que cette faveur à lui accorder, il leva son opposition. Le mariage qui mettait un terme à ce roman, mais non à l'amour réciproque des deux époux, fut célébré le 24 mai 1814.

(1) Castellane, *Journal*, I, 85.
(2) *Mémoires de Mlle Avrillon*, II, 38.
(3) Castellane, *Journal*, V, 302.
(4) Frédéric Masson, *les Quadrilles à la cour de Napoléon Ier*, Paris, Daragon, 1904, in-16, 21.

IX

L'AMBASSADE DE SAINT-PÉTERSBOURG. — AVANT ERFURT

Au lendemain de Tilsit, Napoléon avait envoyé Savary, l'un de ses aides de camp, à Saint-Pétersbourg, non comme ministre mais comme officier général attaché à la personne de l'Empereur. Dépourvu de caractère officiel, jouissant ainsi d'une liberté d'allures lui permettant d'approcher plus facilement le Tsar, le futur duc de Rovigo avait étudié, d'un regard exercé, la Cour et la société de Saint-Pétersbourg.

Dans un rapport envoyé à Paris en janvier 1807 (1), après avoir exposé les procédés auxquels les ministres anglais avaient dû leur longue influence, Savary recommandait de choisir pour ambassadeur un personnage de grande naissance, très homme du monde, de haute culture et capable de recevoir fastueusement, en « maître de maison incomparable », une société qui, de tout temps, avait attaché une particulière importance aux plaisirs que l'on pouvait lui offrir.

Napoléon songea d'abord pour ce rôle à un diplomate de carrière, le comte de La Forest, ancien ministre à Berlin et futur ambassadeur à Madrid, auquel il aurait adjoint l'un de ses aides de camp, spécialement chargé de s'insinuer, entre les marges du protocole, dans les bonnes grâces du souverain. Ce projet fut assez rapidement abandonné car les inconvénients de cette dualité de personnes, la gravité de M. de La Forest, trop diplomatique pour le monde complexe et inquiet de Saint-Pétersbourg, ne pouvaient échapper. Napoléon trouva en M. de Caulaincourt l'homme répondant exactement aux desiderata exprimés.

Celui-ci se défendit, aussi longtemps qu'il le put, contre une faveur dont il avait déjà repoussé l'offre à Kœnigsberg, immédiatement après les entretiens de Tilsit. Mme de Canisy occupait alors toute sa pensée et il songeait à quitter le service pour l'épouser sans avoir besoin de l'autorisation impériale. D'un

(1) *Archives nationales*, A. F. IV, 1697, *Notes sur la Cour de Russie et Saint-Pétersbourg*. Ce rapport a été publié par M. Albert Vandal dans la *Revue d'histoire diplomatique*, numéro de juillet 1890.

autre côté, il avait trop souffert à Paris des légendes répandues sur son rôle dans l'affaire du duc d'Enghien, pour ne pas redouter de se heurter à ces mêmes préventions dans une Cour qui avait manifesté, sans retenue, ses sentiments violemment hostiles au moment de la mort du prince (1).

L'entremise amicale de Duroc, l'insistance affectueuse de l'Empereur lui-même ne purent vaincre ses scrupules mais il dut enfin s'incliner devant un ordre formel.

Le 1er novembre 1807, Napoléon écrivait à Savary : « J'envoie décidément Caulaincourt (2), » et, le 3, il désignait officiellement ce dernier comme ambassadeur extraordinaire. Pour lui permettre de tenir son rang, un traitement de 800 000 francs lui était accordé, auquel s'ajoutait une indemnité de 250 000 francs pour frais d'installation. Un personnel choisi, brillant et élégant, était mis à sa disposition (3).

M. de Caulaincourt quitta Paris peu après le départ de Napoléon pour l'Italie (4) et il arriva à Saint-Pétersbourg le 17 décembre 1807. A partir de cet instant et pendant de longues années, sa vie est trop intimement liée à la politique générale pour qu'il soit utile d'entrer dans tous les détails de son activité (5).

(1) Extrait du Bulletin de police du mardi 10 novembre 1807 : « On dit que les Russes trouvent extraordinaire le choix que l'Empereur a fait de M. de Caulaincourt pour ambassadeur en Russie, que cet ambassadeur rappellera à l'empereur Alexandre la perte d'un prince dont la mémoire lui est toujours chère. » (*la Police secrète du Premier Empire*, par Ernest D'HAUTERIVE, Paris, Perrin, 1922, in-8°, III, 424).

(2) *Correspondance*, 13318, l'Empereur à Savary, 1er novembre 1807.

(3) Pendant l'absence de Caulaincourt, les fonctions de Grand écuyer, dont il conservait le titre, furent remplies par le premier écuyer, M. de Nansouty.

(4) 16 novembre 1807.

(5) Les dépêches et rapports de M. de Caulaincourt pendant son ambassade se trouvent aux *Archives des Affaires étrangères*, *Corr. pol.* Russie, vol. 144 et suivants et aux *Archives nationales*, A. F., IV. Les *Archives de Caulaincourt* renferment les minutes de ses rapports à Napoléon et à Champagny, celles des comptes rendus de ses conversations avec Alexandre et aussi les lettres originales de Napoléon. — Les pièces officielles ont été publiées, incomplètement cependant, par S. A. I. le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch dans ses *Relations diplomatiques de la Russie et de la France*, Saint-Pétersbourg, Manufacture des papiers de l'État, 1905, in-4°. — Quant

Le futur duc de Vicence fut reçu dans la capitale russe comme jamais ambassadeur ne fut reçu nulle part. A son arrivée, il apprit que le Tsar mettait à sa disposition l'immense et somptueux palais Wolkonsky, situé sur les bords de la Néva — « une ville », disait-il — dont les splendeurs éclipsaient de loin l'élégant et confortable hôtel Thélusson que Napoléon venait d'acheter à Murat pour en faire la résidence, à Paris, du représentant d'Alexandre. C'était « le plus bel hôtel de Saint-Pétersbourg et, sans contredit, la plus belle maison, après le palais du grand-duc Constantin ». Il était de plus magnifiquement meublé et le ministre des Apanages mettait chaque jour « un nouvel empressement à savoir » ce qui pouvait être agréable à son occupant (1).

Admis, le 20 décembre, à présenter ses lettres de créance, M. de Caulaincourt fut reçu par Alexandre comme « un vieil ami (2) ». « Mandez bien à l'Empereur qu'il ne pouvait faire un choix qui me fût plus agréable, » lui dit le Tsar (3). Le soir même, l'ambassadeur assistait au spectacle de l'Ermitage dans un fauteuil placé à côté de ceux de la famille impériale et sur le

aux lettres de Napoléon non insérées dans la *Correspondance*, elles ont été données par M. Albert Vandal, d'après des copies trouvées dans les papiers de M. de la Ferronays, dans le tome III de *Napoléon et Alexandre Ier*, Paris, Plon, 1908, in-8°, et reproduites par Léon Lecestre, *Lettres inédites de Napoléon Ier*, *loc. cit.* Il y a toutefois lieu de remarquer que les lettres ainsi publiées sont fréquemment tronquées, comme on peut s'en assurer par la comparaison du texte imprimé et des originaux conservés dans les *Archives de Caulaincourt*. M. Vandal n'a pas eu connaissance d'appréciations trop violentes, de reproches trop acerbes adressés par l'Empereur à son ambassadeur. Nous avons, à diverses reprises, dans le récit qui va suivre, utilisé ces passages inédits d'après les originaux.

(1) Caulaincourt à Champagny, 20 décembre 1807. — Quand nous ne précisons pas une autre source, les lettres officielles sont tirées des *Archives des Affaires étrangères*, des *Archives nationales* et des *Archives de Caulaincourt*.

(2) Il y eut cependant un léger incident. La lettre de créance traitait Alexandre d'« allié » et de « confédéré ». Le Tsar tirait trop d'avantages de la situation pour refuser le titre d'allié, mais celui de confédéré lui semblait indiquer des liens trop étroits. Il refusa donc d'abord de recevoir la lettre avant qu'elle fût rectifiée, mais cet incident ne nuisit en rien à la cordialité de l'accueil qu'il fit à Caulaincourt. — Cf. F. de Martens, *Recueil des traités et conventions conclus par la Russie avec les puissances étrangères*, XIV, Traités avec la France (1807-1820), 25.

(3) Rapport de Caulaincourt à Napoléon, 22 décembre 1807.

même rang qu'eux, distinction dont il n'y avait pas encore d'exemple dans les annales diplomatiques.

A partir de ce moment, Caulaincourt est invité fréquemment aux dîners intimes des souverains (1), réunions auxquelles succédaient, dans le cabinet de l'Empereur, les longues conversations politiques dans lesquelles Alexandre aimait à briller. Il n'est de faveurs, d'attentions, de délicatesses dont il ne soit comblé. Il assiste aux parades, aus revues, aux manœuvres, aux côtés de l'autocrate. On le prie, le 6 janvier 1808, fait sans précédent, d'accompagner la Cour à la bénédiction des eaux de la Néva et il suit la procession avec les impératrices et les grands-ducs. L'Empereur veut qu'il s'établisse auprès de lui, à Kamenoï-Ostrof, pendant ses villégiatures. A Péterhof, il l'installe dans l'un des pavillons du parc. Partout, toujours, il lui crée une place à part, fait de lui plus qu'un ambassadeur et s'ingénie, par tous les moyens, à gagner son cœur et son amitié. Il fait même appel au souvenir de Mme de Canisy, dont il souhaite la venue : « Ne viendra-t-elle pas? », demande-t-il (2).

Caulaincourt eut plus de peine à s'imposer dans la haute société pétersbourgeoise. Savary avait, par avance, pris sa défense et démontré combien étaient fragiles les reproches touchant le sort du duc d'Enghien. Le monde officiel néanmoins restait hostile (3). Les insinuations malveillantes étaient tenaces, entretenues qu'elles étaient par tous ceux qui, à la Cour, se rattachaient par des liens de tous genres à l'Angleterre et aussi par le petit groupe d'émigrés français qui avait trouvé un asile sûr en Russie.

Pour faire cesser ces bruits, M. de Caulaincourt dut se résigner, comme nous l'avons dit plus haut (4), à soumettre à l'Empereur lui-même les pièces du procès. Alexandre n'hésita pas à donner à son ami la large absolution contenue dans sa lettre du 4 avril 1808.

(1) De son arrivée au 1er janvier 1809, M. de Caulaincourt dîna ou soupa quarante-huit fois à la table impériale (Extraits du *Journal* du Fourrier de la Cour, publiés par le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Relations*, I, 241).

(2) Caulaincourt à Napoléon, 4 avril 1808.

(3) *Mémoires du duc de Rovigo*, Paris, Garnier, 1900, in-12, II, 293. — Cf. *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, VII, 455, et *Mémoires de Mme de Rémusat*, III, 272.

(4) Voir plus haut, p. 57.

Cette démarche de l'ambassadeur a été critiquée. Lui appartenait-il de faire un étranger juge d'un incident de la politique intérieure de son pays? En agissant de la sorte, ne découvrait-il pas le Premier Consul, seul chargé, devant les puissances, de responsabilités que, d'ailleurs, il a toujours revendiquées hautement? N'aliénait-il pas une part de son indépendance en sollicitant un tel service? Sans doute, il y a, dans cet appel d'un ministre français à Alexandre, quelque chose d'insolite mais la situation, elle-même, était extraordinaire.

Napoléon avait recommandé à son envoyé de contre-balancer, dans le monde de la Cour, des influences contraires qui n'y étaient que trop puissantes. Cet envoyé devait donc briser à tout prix l'obstacle principal mis en travers de sa mission. Quant à croire qu'il donnait ainsi prise sur sa liberté d'allures, il n'en saurait être question, car les avances du souverain, l'affection dont il multiplait les preuves, l'intimité qu'il s'efforçait d'établir autorisaient certes une sollicitation personnelle qui, en toutes autres circonstances, aurait pu paraître osée.

M. de Caulaincourt ne négligeait aucun des moyens dont il pouvait disposer. Comme Savary l'avait suggéré, il fut « un maître de maison incomparable », détail important vis-à-vis de Russes qui, depuis le départ de sir Robert Wilson, s'ennuyaient et dont les ressources étaient devenues insuffisantes pour satisfaire leurs goûts de fêtes depuis qu'Alexandre avait mis un peu d'ordre dans les finances de l'État et supprimé l'usage de ces cadeaux de terres, de serfs et de bijoux dont son père et ses aïeux avaient comblé scandaleusement l'aristocratie fidèle.

Le caractère de l'ambassadeur le portait tout naturellement au faste. Il donna libre cours à ce penchant, dépensa intégralement son traitement et, de plus, s'endetta pour soutenir son rang. Dans ce Saint-Pétersbourg, qui était « un coupe-gorge pour la dépense », il dut, un jour, exposer ses embarras à Napoléon : « Votre Majesté sait, sans que je lui dise, que je me ruine ici pendant que tout ce qui a l'honneur de jouir de ses bienfaits près d'Elle arrange et suit ses affaires. Faut-il vendre ma chemise? (1) »

Il arriva à étonner une société où « le plus malaisé particu-

(1) Caulaincourt à l'Empereur, 20 décembre 1809.

lier allait à quatre chevaux (1) ». Ses équipages étaient admirables. Sa table était largement ouverte et son cuisinier, un maître, Tardif, célébré par les poètes et par Pouchkine, y attirait les convives (2). On y servit une fois, au mois de février, au cours d'un souper magnifique de 400 couverts, des poires à 300 francs pièce qui éblouirent Joseph de Maistre (3).

Partout, M. de Caulaincourt exigeait le premier rang et il obligea son collègue d'Autriche à lui céder le pas, puisque l'envoyé de François II représentait « un titre impérial moins ancien »! Nulle part, il ne laissait oublier qui il était. Chez un vieux seigneur, fier de son antique lignée, il obtenait que le maître de maison vînt l'attendre au bas de l'escalier et il traitait avec désinvolture « les gardes commandées par les fils des meilleures familles de l'Empire (4) ».

Cette hauteur, cette morgue le servirent et, dès la fin de décembre 1807, Alexandre pouvait lui dire : « Vous avez eu de grands succès dans la haute société. Vous avez conquis les plus révoltés (5). » Il y avait dans ces paroles, à l'époque où elles furent prononcées, quelque exagération comme le prouve l'intervention de Caulaincourt auprès du Tsar en avril 1808, mais, après la réunion de la Finlande à l'État moscovite, on vit les chefs de l'opposition, le prince Czartoriski, les Strogonoff, les Novossiltsoff se presser à ses réceptions. Sans doute il restait des intransigeants : si l'impératrice Élisabeth le traitait avec

(1) Caulaincourt à l'Empereur, 4 juin 1808. — Cf. Albert Vandal, *Napoléon et Alexandre I^er^*, I, 328.

(2) Pouchkine, *Œuvres*, I, 284.

(3) « Il y avait, sur la table de la Cour, sept poires magnifiques, venues d'une serre de Moscou, qui avaient coûté 700 roubles. On a beaucoup parlé de ces poires dont l'histoire est plaisante. Il y en avait dix dans une serre de l'Empereur à Moscou. Le grand-maréchal, toujours empressé de faire sa cour, les offrit à l'ambassadeur de France pour sa fête. Pendant qu'il faisait cette offre, un drôle les volait à Moscou ; il a été pris et fait soldat, mais les poires étaient vendues et portées à Saint-Pétersbourg. Trois étaient pourries ; les sept autres ont été achetées à cent roubles la pièce. » (*Œuvres complètes de J. de Maistre*, Paris, Vitte et Perrussel, 1885, in-8°, XI, 211, Maistre au chevalier de Rossi, Saint-Pétersbourg, 3/15 février 1809).

(4) *Bibliothèque Thiers, Fonds Masson*, carton 202, Note sur la légation française en Russie par le comte Armand d'Allonville, 1/13 août 1814.

(5) Rapport de Caulaincourt à l'Empereur, 31 décembre 1807.

faveur, l'impératrice mère conserva toujours vis-à-vis de lui une attitude renfrognée et la tragédie de Vincennes continuait à être discutée dans quelques salons. Cependant l'ambassadeur avait obtenu ce qu'il désirait : être admis partout comme le représentant du plus grand prince du monde.

La mission de M. de Caulaincourt devait se heurter plus gravement au caractère d'Alexandre Ier. De son vivant, ce prince aimable et avide de plaire a fait illusion à nombre de ses contemporains. Il y avait pourtant dans cet « ange », comme on l'appelait volontiers, des côtés troubles pour lesquels la postérité a été plus sévère. Le fond de son âme est resté un mystère et on ne le connaît guère mieux qu'au temps où Napoléon, qui n'était pas dupe de ses cajoleries, posait le problème : « Il serait difficile d'avoir plus d'esprit que l'empereur Alexandre, mais je trouve qu'il y manque une pièce et il m'est impossible de découvrir laquelle (1). » Ce qui est certain c'est que, s'il n'était peut-être pas tout à fait « un Grec du Bas-Empire », expression dont il a été stigmatisé à Sainte-Hélène, il se distinguait par une extraordinaire faculté de dissimulation : « On découvrait souvent en lui, dit le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, une duplicité qui, sans frapper parfois au premier abord, subsista toujours : elle constituait un des traits fondamentaux de son caractère (2). » « Il lui fut habituel, ajoute l'un des plus remarquables de ses biographes, d'avoir, à propos de toutes choses, deux façons de penser (3). »

On se demande, dès lors, quelle fut la part de la sincérité dans l'amitié étonnante qui, sautant par-dessus le cérémonial, unit le Tsar à M. de Caulaincourt. Le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch donne à cette question une réponse très satisfaisante : « Caulaincourt eut assez vite fait de comprendre le caractère d'Alexandre, mais l'Empereur eut encore plus vite fait de styler l'ambassadeur et, en fait, il se trouva que la confiance réciproque ne dépassait pas certaines limites, l'ambassadeur en

(1) *Revue d'histoire diplomatique*, 1911, III, 336.

(2) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *l'Emprereur Alexandre Ier*, Saint-Pétersbourg, Manufacture des papiers de l'État, 1912, in-4°, I, 324.

(3) K. Waliszewski, *le Règne d'Alexandre Ier*, Paris, Plon 1923, in-8°, I, 26. — Cf. Schilder, *Vie d'Alexandre Ier*, Saint-Pétersbourg, 1897, in-8°, I.

ayant, au fond, plus pour le souverain que celui-ci n'en avait pour lui (1). »

L'étude attentive de la correspondance de l'envoyé de France montre cependant que si ce dernier fut incontestablement sous le charme de son impérial ami, s'il lui voua une affection nuancée de respect et de reconnaissance qu'il emporta dans la tombe, il fut maintes fois déconcerté par ce qu'il appelait « un acquis de dissimulation souveraine. » Cela ne l'empêchait pas de se tromper comme quand, à la veille du départ pour Erfurt, il écrivait à Napoléon : « Paroles comme actions, tout me prouve que Votre Majesté peut compter sur cette Cour, quels que soient les événements (2). » Mais, en ces occasions, sa loyauté elle-même le desservait.

Nous aurons plus d'une fois encore à revenir sur ce côté du caractère de M. de Caulaincourt. Malgré le dédain qu'il affectait pour l'humanité, telle qu'il la connaissait, il ne pouvait se résigner à admettre que la fourberie pouvait se cacher sous les formes les plus confiantes. Sa « droiture » — le mot, on le sait, est de Napoléon — se révoltait contre la possibilité même de la trahison. Cette constatation expliquera, plus tard, beaucoup de ses actes.

L'Empereur, cependant, qui, lui, ne croyait guère à la franchise de son allié, ne tarda pas à être agacé par l'état d'esprit de son représentant et, dès avril 1808, il le lui fit durement sentir.

Dans une lettre du 2 février, Napoléon avait poussé Alexandre à s'emparer de la Suède, après avoir conquis la Finlande. Lorsque les armées russes se furent emparées de celle-ci, Caulaincourt, emporté par l'enthousiasme régnant à Saint-Pétersbourg, crut devoir engager le Tsar à ne pas s'arrêter en chemin et il prévint Bernadotte de la situation (3). En même temps, il donnait à Alexandre des conseils militaires dans lesquels on sentait l'influence de la doctrine de guerre napoléonienne. Il fut blâmé : « Je n'approuve pas que vous donniez des ordres, ni vous mettiez en correspondance avec aucun de mes généraux... Il est nécessaire que cela vous serve

(1) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Relations*, I, xi.
(2) Caulaincourt à l'Empereur, 28 août 1808.
(3) *Ibid.*, 5 avril 1808.

de règle pour toujours », lui fut-il écrit le 26 avril. Et Napoléon ajoutait : « Je trouve que vos conférences avec l'Empereur ont l'air de celles d'un maître avec un écolier. Je suppose que vous y mettez réellement plus de tact que vous n'en montrez dans votre correspondance (1). »

Un autre incident avait éclaté peu auparavant. Le 7 mars 1808, un nommé Vandernotte, envoyé en qualité de courrier par Savary mais espion avéré, était arrivé à l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg. L'impression fut déplorable et Caulaincourt se plaignit en termes très vifs à Champagny « d'être obligé de loger et de protéger *coram populo* un homme si publiquement connu pour agent de police » (3). Alexandre lui-même l'en avait plaisanté : « Mon rang, si ce n'était ma réputation, ajoutait l'ambassadeur, me méritait, ce me semble, plus d'égards et je ne devais pas m'attendre à un tel outrage pour un homme que M. le général Savary faisait manger avec ses valets (2). »

Napoléon prit fort mal ces remontrances quand elles furent placées sous ses yeux : « Je n'approuve pas votre style avec M. de Champagny, écrivit-il. *Vous êtes en Russie; restez-y Français.* Vous n'avez pas le droit de tenir ce langage à moi ou à mon ministre. Vous n'y avez pas songé. Vous pouvez renvoyer l'individu qu'on vous a envoyé vingt-quatre heures après. On s'inquiète peu de ce que vous faites à Saint-Pétersbourg. Si vous n'aviez pas ma confiance, qui est-ce qui m'obligerait à vous la conserver? Si cela s'adresse à moi, c'est ingratitude de votre part. Si cela s'adresse à M. de Champagny, vous le connaissez bien peu. Je voudrais qu'il eût cette activité et cette malice que vous lui supposez. Je vous dis tout cela pour me décharger et pour n'avoir plus rien contre vous. Je vous répète mon refrain : ne prenez point les mœurs des seigneurs russes et conservez nos mœurs françaises (3). »

(1) Napoléon à Caulaincourt, Bayonne, 26 avril 1808 (original dans les *Archives de Caulaincourt*, liasse 1), passage inédit). La lettre, sauf ce passage, est publiée par VANDAL, *Napoléon Ier et Alexandre*, III, 558, et par LECESTRE, *Lettres inédites*, I, 182.

(2) Caulaincourt à Champagny, 16 mars 1808. — Cette lettre est publiée par le grand-duc Nicolas MIKHAÏLOVITCH, *Relations*, II, 8.

(3) Cette lettre de Napoléon, datée de Bayonne, 18 avril 1808, a été publiée par VANDAL, *Napoléon Ier et Alexandre*, III, 556, et par LECESTRE, I, 178, mais le passage que nous donnons est tout entier

Piqué au vif, Caulaincourt répondit : « Je préfère être blâmé à cacher quelque chose à Votre Majesté... Quand Votre Majesté me blâme, je cherche à mieux faire et me tais mais, quand Elle me dit de rester Français, je sens, Sire, au sentiment profond de douleur que j'éprouve, que je le suis à Saint-Pétersboug comme quand j'avais l'honneur d'être à ses côtés. J'ose croire que Votre Majesté a de moi l'opinion que j'ai fait mes preuves. Si Elle avait daigné penser que sa plume est le burin de l'histoire, peut-être n'aurait-Elle pas abreuvé d'une telle amertume un serviteur dont Elle a éprouvé la fidélité et le dévouement. Pardonnez-moi, Sire, ce cri du désespoir ! Serais-je digne de vous servir si je ne défendais pas mon honneur plus que je ne défendrais ma vie? D'autres peuvent servir Votre Majesté avec plus de talents mais mon dévouement, mon respectueux attachement, ma fidélité, Sire, le disputent à tous (1). »

Si nous avons insisté sur ces documents et reproduit ces textes, c'est non seulement parce qu'ils sont bien caractéristiques de l'attitude et de la physionomie de Caulaincourt mais encore parce qu'Albert Vandal, ignorant la véritable teneur de la lettre impériale, a cru que l'apostrophe : *Restez Français* avait été provoquée par les conseils militaires donnés par l'ambassadeur au Tsar (2). On voit qu'il n'en est rien et qu'elle répondait simplement à la façon un peu cavalière, un peu moscovite, employée par M. de Caulaincourt pour rabrouer Champagny. L'incident est ainsi ramené à de bien plus modestes proportions.

La même lettre contient un autre passage qu'il nous faut retenir : « Montrer sur certaines choses du zèle pour son service, c'est toucher ce prince au cœur », disait Caulaincourt en parlant du Tsar et, s'excusant de la leçon de stratégie qui avait déplu à l'Empereur, il ajoutait : « Il fallait capter la confiance de ce prince, me rendre même un peu nécessaire, pour ne rien perdre dans un moment où tout le monde s'éloignait plus ou moins de moi. » L'explication de toute la conduite de l'ambassadeur, dans la première partie de sa mission, depuis son arrivée à

inédit. Nous le reproduisons d'après l'original conservé dans les *Archives de Caulaincourt*, liasse 1.

(1) Cette lettre datée du 22 mai 1808 est publiée par le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Relations*, I, 152.

(2) Albert Vandal, *Napoléon Ier et Alexandre*, I, 331.

Saint-Pétersbourg jusqu'à Erfurt, est peut-être dans ces lignes.

Quand il tançait si durement Caulaincourt, l'Empereur venait de lui donner une éclatante marque de faveur. Par décret du 19 mars 1808, confirmé par des lettres patentes du 7 juin, il lui avait octroyé le titre de duc de Vicence.

Le 24 avril, Alexandre abordant Caulaincourt à la parade lui dit : « Je vous fais mon compliment, mon cher général, vous êtes duc de Vicence », ajoutant : « J'en suis doublement satisfait puisque je suis le premier à vous l'annoncer. C'est l'empereur Alexandre qui vous aura appelé le premier : Monsieur le duc de Vicence (1). »

Napoléon eut, un peu plus tard, un autre geste qui vint prouver à l'ambassadeur qu'il n'avait rien perdu de son estime. Le général de Caulaincourt, père du Grand écuyer, était mort à Paris le 27 octobre 1808, à soixante-huit ans. Voici la lettre que son fils reçut à cette occasion :

Benavente, 31 décembre 1808.

Monsieur de Caulaincourt, je partage sincèrement votre douleur de la mort de Monsieur votre père. Vous savez que je lui étais sincèrement attaché. Il me semble qu'il était encore jeune. Ne doutez pas que je ne sois toujours le même pour votre famille. Cette lettre n'étant à autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

NAPOLÉON (2).

***

Au moment même où M. de Caulaincourt avait été désigné pour le poste de Saint-Pétersbourg, la Russie avait déclaré la guerre à l'Angleterre (7 novembre 1807), déclaration platonique, il est vrai, mais qui n'en était pas moins un commen-

(1) Le duché de Vicence avait été créé par le décret du 30 mars 1806 qui avait érigé en grands fiefs de l'Empire douze provinces des États vénitiens, cédées par l'Autriche au traité de Presbourg. — M. de Caulaincourt avait été informé directement de cette nomination par une lettre de Cambacérès, 20 mars 1808 *(Archives du comte Gérard de Moustier.)*

(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse 1 (original).

cement d'exécution des clauses de Tilsit (1). Par contre, cette puissance n'avait pas encore évacué la Moldavie et la Valachie, comme un autre article du même traité lui en faisait une obligation (2), sous le prétexte que la convention d'armistice signée avec la Turquie à Slobodzei, le 24 août 1807, contenait des clauses inusitées qu'elle ne pouvait ratifier.

Les instructions, datées du 12 novembre 1807, qui furent remises à M. de Caulaincourt, insistaient sur cette situation. Napoléon espérait y trouver un prétexte pour garder la Silésie à titre de compensation. L'ambassadeur avait donc ordre, soit de maintenir les choses dans le *statu quo*, soit d'obtenir l'agrément de la Russie à l'incorporation de la province prussienne à la France en échange de l'agrandissement de l'empire moscovite jusqu'au thalweg du Danube.

Il lui était enfin recommandé de ne pas contrarier les visées tendant au partage de la Turquie, mais Napoléon se réservait de traiter personnellement cette question avec Alexandre.

Les efforts de Caulaincourt, déjà contrecarrés à Paris par ceux du très prussophile ambassadeur Tolstoï, se heurtèrent, sur l'échange proposé, à la solidarité liant le Tsar à un monarque malheureux et surtout à la crainte que la Silésie, enlevée à la Prusse, ne renforçât le grand-duché de Varsovie, ce cauchemar du colosse russe.

Notre envoyé eut plus de succès sur la partie de ses instructions qui lui prescrivait de pousser la Russie vers la Finlande, à travers laquelle l'Angleterre devait être atteinte. Il dut surmonter bien des difficultés et ce fut un succès personnel pour lui quand les hostilités commencèrent le 15 février 1808 et quand elles se terminèrent, le 3 mai, par la prise de Sveaborg. Pour aller plus loin, il aurait fallu le concours des armées françaises. Les difficultés d'Espagne pointaient à l'horizon et bientôt la capitulation de Baylen allait porter le premier coup au prestige de nos armes. On a vu comment fut refréné le zèle de M. de Caulaincourt.

Entre temps, la célèbre lettre du 2 février 1808, où le génie de Napoléon, reprenant ses rêves d'Orient, se donnait « libre cours dans le grandiose », était arrivée à Saint-Pétersbourg. Caulaincourt eut l'ordre de proposer le partage de l'empire ottoman en

(1) Articles 4 et 5 du traité d'alliance du 7 juillet 1807.
(2) Article 22 du traité de paix du 7 juillet 1807.

échange d'un contingent de 20 à 25 000 Russes qui, joints à 35 ou 40 000 Français, devaient envahir l'Asie, pousser jusqu'aux Indes et faire ainsi trembler l'Angleterre. Pour discuter de ces formidables projets, et surtout pour contenir l'Autriche pendant l'absence de Napoléon, appelé en Espagne, une entrevue des deux Empereurs était nécessaire. L'ambassadeur devait la proposer.

Malgré la joie éclatante déchaînée à Saint-Pétersbourg par ces propositions, les négociations furent pénibles, entre les hésitations cauteleuses d'Alexandre et la méfiance de Napoléon vis-à-vis de son allié. Il était difficile de tomber d'accord sur les bases du partage de la Turquie. Par deux fois, l'entrevue fut retardée par les événements qui se déroulaient dans la péninsule ibérique. Enfin, dans les derniers jours d'août, Alexandre, poussé par M. de Caulaincourt, manda à l'Empereur qu'il serait le 27 septembre à Erfurt.

X

ERFURT. — LES RELATIONS DE M. DE CAULAINCOURT ET DE TALLEYRAND

Alexandre, se rendant au rendez-vous d'Erfurt, quitta Saint-Pétersbourg le 14 septembre 1808. Le duc de Vicence l'avait précédé. Parti le 11, passant par Marienwerder et Leipzig, ce dernier arriva au terme de son voyage le 24 septembre. Il ne s'était pas mis en route sans hésitations. Si le Tsar l'avait invité à le suivre, Napoléon ne lui avait pas fait connaître ses désirs : « Sans ordre de Votre Majesté ni de son ministre sur ce que je dois faire, écrivait l'ambassadeur, je me suis trouvé fort embarassé sur le parti que je devais prendre. Dans mon incertitude je suis le souverain près duquel Votre Majesté m'a envoyé, puisqu'Elle a marqué ma place auprès de lui (1). »

Il n'entre pas dans nos intentions de retracer l'activité politique de M. de Caulaincourt ni pendant le congrès d'Erfurt, ni durant les deux années qu'il resta encore à Saint-Pétersbourg après sa clôture. Pour le faire, il faudrait écrire à nouveau toute l'histoire de la politique extérieure de l'Empereur, non seule-

(1) Caulaincourt à l'Empereur, Kaménoï-Ostroff, 4 septembre 1808.

ment vis-à-vis de la Russie mais même vis-à-vis de l'Europe. Un tel tableau sortirait évidemment du cadre d'une simple préface. Puis, à quoi bon refaire ce qui a déjà été fait et bien fait?

D'autre part, les pages que les *Mémoires* de M. de Caulaincourt consacrent aux entretiens d'Erfurt, pages déjà utilisées par M. Albert Vandal, constituent l'un des plus précieux témoignages que l'on ait encore recueillis sur certains aspects de ces journées historiques et nous ne pouvons qu'y renvoyer le lecteur.

D'ailleurs, à Erfurt, le duc de Vicence ne prit pas une part directe aux négociations et n'eut à jouer qu'un rôle d'informateur et de conseiller. Cette date est cependant importante dans son histoire car, à ce moment, apparaît nettement une nouvelle orientation de ses idées, orientation qui dominera toute la fin de sa carrière politique.

Metternich a noté, en décembre 1808, l'existence, depuis longtemps déjà, « d'un parti opposé aux vues d'envahissement de Napoléon » (1). Généraux fatigués, nouveaux riches pressés de jouir, ambitieux déçus, intrigants cherchant à pêcher en eau trouble y étaient entrés. Beaucoup d'honnêtes gens, qui redoutaient pour l'Empereur lui-même et surtout pour son œuvre l'envergure surhumaine prise par ses projets et ses plans, et le voyaient, selon l'expression de M. Albert Vandal « s'engager dans la voie de l'impossible et s'acheminer vers de suprêmes périls » (2), s'étaient joints à eux. Sans doute, ces derniers appréciaient « mal les nécessités inéluctables qui gouvernaient la politique » de Napoléon ; ils ne se rendaient pas compte que la paix dépendait moins de lui que de ses ennemis, mais ils étaient de bonne foi. Depuis quelques mois, M. de Caulaincourt avait pris place dans leurs rangs.

Très courageusement et très catégoriquement, dès sa première entrevue avec Napoléon, à Erfurt, il en fit l'aveu : « Quel projet me croit-on donc? me demanda l'Empereur, dit-il dans ses *Mémoires*. — De dominer seul, répondis-je. — Mais la France est assez grande? Que puis-je désirer? N'ai-je pas assez de mes affaires d'Espagne, de la guerre contre l'Angleterre? — Il y en aurait sans doute plus qu'il n'en faut pour occuper tout

(1) *Mémoires du prince de Metternich*, Paris, Plon, 1880, in-8°, II, 243, *Sur les éventualités d'une guerre avec la France*, Vienne, 4 décembre 1808.

(2) A. Vandal, *Napoléon, Ier et Alexandre*, I, 420.

autre que Votre Majesté, mais... tout porte à croire, comme, pour mon compte, je l'avoue à Votre Majesté, j'en suis convaincu, qu'elle a d'autres projets et que son ambition n'est pas satisfaite (1). »

A la tête de ce parti, pour lequel le titre de parti de la paix serait trop étroit, se trouvait M. de Talleyrand, dès lors « en opposition sourde mais formelle contre son maître » (2).

Dans ses *Mémoires*, le prince de Bénévent a cherché, avec insistance, à compromettre M. de Caulaincourt dans ses menées. Alors que, à son dire, sa préoccupation personnelle était « d'empêcher... que l'esprit d'entreprise ne dominât trop », il reçut la visite de ce dernier, immédiatement après son arrivée à Erfurt : « Nous parlâmes, dit-il, de Pétersbourg et de la disposition dans laquelle les deux Empereurs venaient à l'entrevue. Nous mîmes en commun ce que nous savions et bientôt nous fûmes complètement d'accord sur tous les points (3). » L'Empereur avait, d'ailleurs, fait communiquer au prince de Bénévent, avant son départ de Paris, toutes les dépêches de l'ambassadeur et l'ancien évêque d'Autun s'ingénie à faire croire que, s'il fut désigné pour le voyage, sa « liaison personnelle avec M. de Caulaincourt » y était pour quelque chose (4).

Plus tard, lorsque Talleyrand, consommant sa trahison, incite Alexandre à repousser l'idée d'introduire dans le traité une clause menaçante pour l'Autriche, il appelle le duc de Vicence, qu'il voyait tous les matins, à la rescousse : « Ce fut M. de Caulaincourt qui, par son crédit personnel, emporta sa détermination (5). »

On sait le peu de foi que, pour de multiples raisons, on doit accorder aux *Mémoires* du prince de Talleyrand. Cependant, Metternich confirme leurs dires quand il voit dans la réconciliation du Grand chambellan et du comte Tolstoï, ambassadeur de Russie à Paris, négociée par le duc de Vicence, « une preuve de la prétention que M. de Talleyrand m'énonça souvent sur l'influence sans bornes qu'il exerce sur l'esprit de M. de Caulaincourt » (6). Tolstoï lui-même ne doutait pas

(1) Voir plus loin, *Première* partie, chap. I.
(2) A. VANDAL, *Napoléon Ier et Alexandre*, I, 420.
(3) *Mémoires du prince de Talleyrand*, I, 413.
(4) *Ibid.*, I, 401.
(5) *Ibid.*, I, 438.
(6) *Mémoires* de Metternich, II, 248.

« de l'étendue de son dévouement au Vice-grand-électeur ».

Cependant, on ne peut ne pas être frappé par la divergence des voies que suivaient ces deux hommes. Talleyrand, pour l'instant, portait tout son intérêt vers l'Autriche (1). Il intervenait auprès du Tsar, non seulement pour l'amener à refuser de s'engager contre elle, mais encore pour lui faire écrire la fameuse lettre à François II qui rasséréna la Cour de Vienne. Il assurait M. de Vincent qu'il faisait et ferait tout pour « qu'il ne sortît d'Erfurt quelque résolution préjudiciaire » à son gouvernement (2) et, à propos des ouvertures qu'il était chargé de faire à Alexandre pour le mariage d'une de ses sœurs avec Napoléon, il écrit : « J'avoue que j'étais effrayé pour l'Europe d'une alliance de plus entre la France et la Russie » (2). Il agit, en effet, pour faire échouer ce projet.

Au contraire, M. de Caulaincourt, à ce moment comme toujours, reste un partisan résolu de l'alliance russe ; il voit en elle seule le salut, et s'il est hostile à une tension des rapports avec l'Autriche, dont il n'ignore pas les desseins belliqueux, c'est surtout parce qu'il en redoute les répercussions sur la Cour de Saint-Pétersbourg, car une guerre « pouvait refroidir le zèle et nuire à l'alliance ». Chargé, lui aussi, de sonder Alexandre sur la possibilité d'une union matrimoniale entre les deux dynasties, il s'attache à cette mission et on ne peut lui reprocher son échec.

Il y a donc, entre les deux diplomaties, un abîme, et si M. de Caulaincourt a été réellement dans la confidence des vues cachées et lointaines de M. de Talleyrand, s'il a été, comme dira plus tard ce dernier, « entièrement acquis à son système », il faut admettre qu'il a bien mal rempli le rôle qui lui était dévolu.

Il nous semble utile, au point où nous sommes arrivés, de dire un mot des relations des deux ministres de Napoléon, ne fût-ce pour fixer les bornes de l'empire que l'un put avoir sur l'autre.

Caulaincourt semble avoir été, pour la première fois, en rapports avec Talleyrand au moment de son retour de Constantinople en 1797. Le mihmandar d'Esseid-effendi attendait du ministre

(1) G. Lacour-Gayet, *Talleyrand* (1754-1838), Paris, Payot, 1930, in-8°, II, 244.

(2) *Mémoires du prince de Talleyrand*, I, 425.

(3) *Ibid.*, I, 450.

des Relations extérieures quelques recommandations lui permettant d'obtenir l'avancement qu'il ambitionnait. Le ministre, on l'a vu, soutint très mollement les intérêts de son subordonné occasionnel, mais il conserva de ce premier contact une assez bonne opinion du tact et des aptitudes de M. de Caulaincourt pour recommander peut-être celui-ci, si l'on veut croire Chateaubriand, à l'attention du Premier Consul quand il s'agit de désigner un officier pour aider Ordener dans son expédition d'Ettenheim.

Plus tard, entre le Grand chambellan et le Grand écuyer les points de contact furent naturellement fréquents. D'ailleurs, leurs situations sociales équivalentes, les liaisons de certains de leurs proches, la fréquentation des mêmes salons et des mêmes milieux, comme par exemple, celle des soirées de la princesse de Vaudémont, devaient, malgré les dix-huit ans qui séparaient leurs âges, leur fournir, en dehors de leurs fonctions officielles, de multiples occasions de rapprochement. Enfin, entre eux, Mme de Canisy formait un trait d'union. Liée avec Mme de Laval, qu'elle recevait dans son appartement de la rue d'Anjou, elle avait, par celle-ci, tous les droits à la bienveillance du Vice-grand électeur. Cependant, ce fut surtout après la désignation de M. de Caulaincourt pour l'ambassade de Saint-Pétersbourg que Talleyrand déploya toutes ses séductions pour entrer dans les bonnes grâces de son collègue.

Le duc de Vicence a conservé les lettres du prince. Elles forment, avec les quelques réponses que nous possédons, un dossier dont l'intérêt justifie la prochaine publication, éventualité qui nous dispense d'entrer dans trop de détails.

Cette correspondance débute par une lettre du 10 décembre 1807, peu après le départ de l'ambassadeur pour la Russie. Et tout de suite, on saisit le moyen par lequel Talleyrand va s'efforcer de s'attacher son correspondant. Il prend en mains les intérêts de Mme de Canisy qui, à ce moment, s'efforçait d'obtenir son divorce. Couvrant de fleurs cette femme « d'un esprit bien supérieur », « ayant autant d'esprit que d'agréments » (1), qui méritait d'ailleurs toute estime, il s'emploie à la servir, obtient pour elle une première audience de l'Empereur,

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse D, Talleyrand à Caulaincourt, 16 [mars] 1808.

note les attentions que Napoléon a pour elle quand il la rencontre à la Cour, fait lire au Maître les lettres de Caulaincourt où celui-ci insiste pour la réalisation de son vœu, fait intervenir Duroc. Ayant achevé son temps de service de dame du palais, Mme de Canisy se retire chez son grand-père en Normandie. Le duc de Fioul, poussé par Talleyrand, tente alors de persuader le mari de consentir amiablement à la séparation. Si le prince Bénévent n'agit pas lui-même, c'est parce que M. de Canisy suspecte son zèle, car il est trop « dans les intérêts de sa femme et de M. le Grand écuyer » (1) mais il continue ses bons offices auprès de l'Empereur.

Après Erfurt encore, il cherchera à aplanir les difficultés nouvelles qui surgiront sans cesse, comme l'opposition de Mme de Brienne, dont l'animosité contre le projet avait gagné quelques parents de la jeune femme.

Ces lettres de Talleyrand ne sont qu'une longue flatterie. Quand il ne vante pas la « justesse d'esprit » de Mme de Canisy, sa « décision que l'on ne rencontre chez personne » (2), il encense son ami lui-même : « L'Empereur, écrit-il le 21 janvier 1808, a parlé devant moi, avec éloge, de votre correspondance. » Et, le 1er février, il répète : « L'Empereur m'a parlé plusieurs fois de votre correspondance et toujours avec éloges : « C'est un homme de mérite que Caulaincourt. » Je vous dis la phrase littérale dont plusieurs fois il s'est servi. »

Certes, l'ambassadeur était en mesure de rendre des services à M. de Talleyrand. Il le prouva en jouant un rôle actif et décisif dans les négociations en vue du mariage d'Edmond de Périgord avec la princesse Dorothée de Courlande, mariage auquel l'ancien évêque tenait par-dessus tout. Il accueillait avec faveur auprès de lui, non seulement le jeune fiancé mais tous les protégés qu'on lui envoyait. Il prenait la défense de la duchesse de Courlande, qui se débattait dans des affaires d'argent embrouillées et d'interminables procès. Tout cela explique déjà les flagorneries du prince mais le vieux renard devait viser plus loin.

Rares, cependant, sont les passages de sa correspondance où il est question de politique mais ceux qui y ont trait sont caractéristiques.

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse D, Talleyrand à Caulaincourt, 24 août 1808.

(2) *Ibid.*, 5 décembre 1808.

En décembre 1807, déjà, Talleyrand écrivait : « Il paraît que les affaires de la Confédération sont remises à un autre temps. Dans ma particulière et très particulière manière de voir, il n'y a pas grand mal. Mon tout petit esprit a bien de la peine à se persuader que ce que nous ferons au delà du Rhin dure plus que le grand homme qui l'ordonne. Nulle nation, après lui, ne consentira à obéir à une autre nation. La main vigilante et puissante de l'Empereur nous préservera de tout, mais qui est-ce qui lui succédera? La nature ne produit pas deux hommes de sa dimension. » Dans cette inquiétude, ne trouve-t-on pas le germe de tous les trahisons futures?

A la veille d'Erfurt, déjà décidé à jouer entre l'Autriche et la Russie le rôle que l'on sait, le prince écrit encore : « J'espère que, de votre entrevue, il résultera, non plus des plans de guerre, mais des ouvertures de paix ; et il y a bien des raisons à faire valoir pour rendre ces ouvertures-là moins stériles que les autres. On peut penser que c'est l'intérêt de tout le monde ; celui de la Russie qui a conquis la Finlande et les provinces de Valachie et de Moldavie ; celui de la France qui a aujourd'hui dans les mains de quoi traiter... ; celui de l'Angleterre qui, à raison de son commerce du Levant, doit être effrayée d'un partage de l'Empire ottoman qui, sans la paix, arrivera nécessairement et où elle n'aura aucune part ; celui essentiellement de l'Empereur parce que cela établirait notre dynastie et, de plus, il n'aura jamais un bien bon lot dans le partage de l'Empire, et mille autres raisons sur lesquelles il faudrait faire un mémoire (1). »

L'idée était juste. C'était d'ailleurs celle de Napoléon. Mais le moins que l'on puisse dire est que les menées du Grand chambellan n'en facilitèrent guère la réalisation.

On remarque encore, dans les lettres que nous analysons, le très grand souci de leur auteur de ménager et même d'exalter la personne de l'Empereur. S'il fait allusion, avec une tristesse qui n'était peut-être pas feinte, à la scène terrible du 28 janvier 1809, au cours de laquelle il avait été si durement et si justement malmené, c'est pour en rejeter la cause sur des propos qu'on lui aurait attribués, si absurdes, si bêtes et si inconvenants qu'il espérait « ne pouvoir être soupçonné longtemps de

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse D, Talleyrand à Caulaincourt, 24 août 1808.

les avoir tenus » (1). Quelques semaines plus tard, quand il croit la mauvaise humeur de Napoléon tombée, il ajoute : « La rigueur que l'Empereur m'a témoignée ne peut affaiblir ma reconnaissance pour les bontés dont il m'a si longtemps comblé et pour les bienfaits qu'il a répandus sur moi et s'il était possible que, dans la suite, éclairé contre les préventions qu'il paraît avoir adoptées, il me crût encore utile, il me retrouverait entièrement dévoué comme je l'ai toujours été, comme je le serai toujours. Le bien germe et laisse des racines indestructibles dans un cœur élevé. Le mal glisse et s'efface. Il y a des liens qui durent la vie, et ceux que j'ai contractés avec l'Empereur ne finiront qu'avec moi (2) ». Et, le 9 mai 1809, le prince dit encore, quatre jours avant la capitulation de Vienne : « L'Empereur avait besoin de toute son habileté et il s'en est trouvé encore plus qu'il n'en avait besoin. »

On ne saurait avoir aucun doute sur le degré de sincérité qu'il convient d'accorder à ces protestations et à ces dithyrambes. Le jour même où Talleyrand annonçait sa propre disgrâce à Caulaincourt, ce dernier recevait de Napoléon la lettre suivante : « Vous entendrez beaucoup parler de ce que j'ai nommé un nouveau Grand chambellan. Cette place était incompatible avec celle de Vice-grand-électeur. Le prince de Bénévent d'ailleurs continue à s'abandonner à cette insouciance et à cette coterie de mauvaises mœurs qui l'environne, ce qui donne lieu à des commérages qui me sont peu agréables (3). »

Cependant, de l'ensemble de cette correspondance ressort l'impression d'un Talleyrand ne se livrant jamais complètement à son partenaire, malgré tout le soin qu'il apporte à conquérir ses bonnes grâces et à lui prouver son affection. Il insiste à plusieurs reprises sur ce que ses lettres sont acheminées en profitant d'occasions sûres, à l'abri de toute intervention éventuelle du cabinet noir. Pourquoi dès lors se montrer si chaud admirateur de l'homme qu'il trahissait, alors qu'il lui était facile

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse D, Talleyrand à Caulaincourt, Paris, 6 février 1809.

(2) *Ibid.*, 17 mars 1809.

(3) Cette lettre, du 6 février 1809, a été publiée par A. Vandal, III, 576, et par Lecestre, I, 280, mais le passage que nous reproduisons est omis dans ces publications. Nous le donnons d'après l'original conservé aux *Archives de Caulaincourt*, liasse 1.

de ne rien dire, s'il avait su que M. de Caulaincourt partageait toutes ses idées?

Quelle conclusion tirer de cet échange de lettres? Elle nous paraît s'imposer. M. de Caulaincourt, comme on le savait déjà, se rencontrait avec le prince de Bénévent sur la nécessité de la paix, sur l'urgence d'une politique de modération. Cette politique lui paraissait seule capable de consolider — ou même de sauver — l'édifice colossal édifié par le génie de Napoléon. Mais le duc de Vicence n'était pas admis au secret des intrigues et des louches combinaisons de M. de Talleyrand. Il était du même parti que lui, il n'était pas de son clan. Si l'on peut adresser quelque reproche au Grand écuyer, c'est, malgré tout, de ne s'être pas tenu en garde contre des paroles si flatteuses, alors que toute avance de la part d'un tel personnage était compromettante. Son âme a été abusée en raison même de sa loyauté et de ce grain de candeur, qui étaient l'essence même de sa personnalité.

Un dernier point est à souligner. La vénalité du prince de Bénévent n'est plus contestée aujourd'hui. Il se fit payer largement et chèrement ses services (1). Il resta toujours l'homme que Metternich cinglait de cette constatation : « Il n'eût point été, il ne serait point ce qu'il est, s'il était moral (2). » Les plus acharnés ennemis du duc de Vicence n'ont jamais osé lancer contre ce dernier pareille accusation. Sa probité est insoupçonnée.

Quel intérêt aurait-il eu dès lors à détruire le seul bouclier qui pouvait le protéger contre les colères des royalistes, colères qu'il savait bien ne jamais pouvoir désarmer?

***

On sait comment s'évanouirent les grands espoirs un instant fondés sur le congrès d'Erfurt et comment ils aboutirent à un traité que chacun, dit M. de Caulaincourt, se hâta de signer en fermant les yeux « pour ne pas voir dans l'avenir les reproches qu'il pouvait avoir mérités ».

(1) G. Lacour-Gayet, *Talleyrand*, II, 254, et Maurice Paléologue, *Talleyrand, Metternich, Chateaubriand*, Paris, Hachette, 1924, in-8°, 48.

(2) *Mémoires* de Metternich, II, 234, Metternich à Stadion, 24 septembre 1808.

Après cette conclusion, le duc de Vicence dut reprendre le chemin de son ambassade. Il aurait voulu esquiver ce retour. Il supplia l'Empereur de le lui épargner, car il sentait combien sa situation allait être rendue pénible par les divergences de systèmes et de thèses que ses entretiens avec Napoléon avaient mises en lumière. Il dut cependant s'incliner.

Le 14 octobre 1808, M. de Caulaincourt quittait la petite ville allemande dans la voiture d'Alexandre. Ils voyagèrent ensemble jusqu'à Leipzig, s'arrêtant en cours de route à Löbikau le temps de négocier le mariage de la future duchesse de Dino. Poursuivant ensuite son chemin, l'ambassadeur s'arrêta quelques heures à Kœnigsberg, où il dîna avec le roi de Prusse et la reine Louise. Il rejoignit enfin Saint-Pétersbourg, à temps pour assister, le 29 octobre, à la rentrée du Tsar dans sa capitale.

XI

L'AMBASSADE DE SAINT-PÉTERSBOURG D'ERFURT AU RAPPEL DE M. DE CAULAINCOURT

Être convaincu de la nécessité de la paix pour la consolidation de la gloire et des avantages conquis par la France, être dévoué corps et âme, par raisonnement et par sentiment, par le cerveau et par le cœur, à l'alliance conclue à Tilsit et ébranlée mais maintenue à Erfurt ; en même temps assister, navré et impuissant, à l'enchaînement des faits qui menaient inéluctablement à la guerre entre les deux empires, se rendre compte de l'inutilité de ses efforts et être obligé de les poursuivre quand même, tel fut, pendant deux ans et six mois, de novembre 1808 à mai 1811, le lot de M. de Caulaincourt. On comprend qu'il ait crié dans un jour de désespoir : « Il y a des moments où un honnête homme voudrait être mort (1). »

Le projet de mariage, dont l'ambassadeur désirait sincèrement la réalisation, s'enlisait dans les tergiversations calculées de la Cour de Saint-Pétersbourg. Au cours de la guerre d'Autriche, toute la duplicité cauteleuse d'Alexandre se déployait. L'éternelle question de Pologne, sortie du traité de Tilsit et

(1) Joseph de Maistre, *Œuvres*, XII, 45, Maistre au roi Victor-Emmanuel, 22 mai-3 juin 1811.

qui devait décider du sort de l'alliance, les démêlés au sujet d'Oldenbourg, les répercussions du choix de Bernadotte par la Suède jalonnent l'une des époques les plus délicates que Caulaincourt ait eu à passer en Russie, comme il le disait lui-même à Champagny (1). Enfin, les heurts amenés par le blocus continental mettaient aux prises des intérêts divergents entre lesquels il était vain de tenter une conciliation. Telles furent les difficultés dans lesquelles se débattit l'envoyé de Napoléon, trop souvent tiraillé entre ses instructions et ses convictions.

On lui a reproché de ne pas avoir vu clair dans le jeu d'Alexandre, de n'avoir assez cru ni aux armements ni aux préparatifs de guerre qui s'ébauchaient, d'avoir trop fait confiance à son impérial ami. Il avait cependant mis en garde Napoléon contre lui, en traçant du Tsar ce portrait, qui prouve qu'il n'était pas aussi aveugle qu'on l'a prétendu : « On ne le juge pas ce qu'il est. On le croit faible : on se trompe. Sans doute, il peut supporter beaucoup de contrariétés et dissimulera son mécontentement... Mais cette facilité de caractère est circonscrite : il n'ira pas au delà du cercle qu'il s'est tracé ; celui-là est de fer et ne prêtera pas, car il y a, au fond de ce caractère de bienveillance, de franchise et de loyauté naturelle, ainsi que d'élévation de sentiments et de principes, un acquis de *dissimulation souveraine* qui marque une opiniâtreté que rien ne saurait vaincre (2). » Un diplomate de carrière, plus averti des chausse-trapes quotidiennes de la politique, aurait peut-être été plus méfiant mais on ne saurait trop remarquer que, lorsque M. de Lauriston vint remplacer le duc de Vicence à Saint-Pétersbourg, il tomba dans les mêmes erreurs que son prédécesseur (3).

Quant aux motifs de la conduite de M. de Caulaincourt, quant aux raisons sur lesquelles il basait son attitude, il les expose ci-après trop longuement, en relatant les conversations

(1) Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Relations*, V, 194, Caulaincourt à Champagny, 10 novembre 1810.

(2) *Ibid.*, V, 138, 19 septembre 1810 (personnelle).

(3) Le 29 mai, le nouvel ambassadeur écrivait dans son rapport : « D'après ce que j'ai vu jusqu'à présent, je dois émettre franchement mon opinion : l'empereur Alexandre ne veut pas la guerre et tiendra fortement au système continental tant qu'il ne sera pas attaqué. » (Rapport de Lauriston, 29 mai 1811). — Ces illusions persistèrent longtemps.

qu'il eut avec Napoléon après son retour en France, pour que nous ayons à les développer ici.

Dans cette bataille de tous les jours, le Grand écuyer fut longtemps soutenu par l'amitié que le Tsar continuait à lui témoigner avec ostentation. On trouve, dans ses Archives, les originaux de nombreux billets d'Alexandre le convoquant à l'improviste au palais, tantôt pour un dîner en famille, tantôt pour un tête-à-tête. Malade, l'Empereur ne l'en appelle pas moins à son chevet et, entre deux tisanes, l'entretient familièrement. Cette situation sans précédent lui permet de maintenir fermement son rang qu'il estime devoir être, non pas seulement le premier, mais un rang exceptionnel, distinct de tous les autres. Ne représente-t-il pas Napoléon planant au-dessus de toute une poussière de souverains? Lorsque, en janvier 1809, le roi et la reine de Prusse arrivent à Saint-Pétersbourg, il exige de leur être présenté seul, en dehors du corps diplomatique et avant lui. A l'époque des fiançailles de la grande-duchesses Paulovna avec le prince de Holstein, comme on fait mine de discuter sa prétention de danser, en tant que duc français, avant les princes royaux de Prusse, il s'abstient de se mêler aux contredanses (1).

Cependant, insensiblement, la faveur du Tsar change de caractère au fur et à mesure de l'évolution qui, d'ennemi insidieux de Napoléon, le porte à devenir son adversaire déclaré. L'accueil réservé au duc de Vicence est toujours aussi cordial, aussi empressé, mais on ne parle plus d'affaires au cours de ces causeries intimes qui font tant de jaloux. L'ambassadeur n'a plus à en tirer que des propos mondains et un jour vient où il écrit à M. de Champagny : « Ma position personnelle est ici plus embarrassante que jamais. Les circnstances, je n'en doute pas, feront sentir à l'Empereur qu'elle n'est plus tenable pour moi, quoique, je doive le dire, les distinctions qu'on donne à son ambassadeur n'aient point changé ; mais il y a une trop grande différence entre mon existence actuelle et celle que j'avais précédemment. La manière surtout dont l'Empereur est aujourd'hui avec moi dans son intérieur, quoique tous les égards extérieurs soient observés, même avec recherche, contraste trop avec celle qu'il a eue si longtemps pour moi, pour que je ne sente pas que je

(1) J. DE MAISTRE, *Œuvres*, XI, 199, Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 19 janvier 1809.

ne puis plus être utile ici et pour que ce séjour ne me soit pas insupportable... Tout autre ferait maintenant mieux que moi (1). »

Napoléon, de son côté, témoignait quelque froideur à son envoyé. Depuis le 15 août 1809, il avait cessé de lui écrire personnellement. Toutes les dépêches passaient, depuis lors, par le ministre. Bien plus, Champagny et Fouché cherchaient à agir par-dessus la tête de l'ambassadeur et tentaient d'établir une correspondance directe avec le consul de France, M. de Lesseps. La situation n'était vraiment plus tenable. Non moins que le divorce entre la politique et les idées personnelles de M. de Caulaincourt, les incidents de chaque jour l'envenimaient. Au cours de l'été de 1810, le duc de Vicence réclama donc son rappel, et, à partir de ce moment, il ne cessa d'insister pour l'obtenir. Le 17 janvier 1811, il adressait encore à Napoléon un appel pressant et il dit dans ses *Mémoires* : « Je m'expliquai avec l'Empereur, directement et indirectement par mes amis, d'une manière si positive qu'il dut prendre son parti et me remplacer pour éviter un éclat qui aurait fait un mauvais effet, car j'étais décidé à quitter cette ambassade à tout prix. »

Le 17 février 1811, Napoléon donna l'ordre au duc de Cadore d'expédier les lettres de recréance réclamées (2). Il écrivit au Tsar, quelqus jours plus tard, « que le mauvais état de santé du duc de Vicence » l'obligeait à le rappeler et que le général comte de Lauriston le remplacerait (3).

Ces raisons de santé, que M. de Caulaincourt lui-même avait mises en avant, n'étaient d'ailleurs pas, quoi qu'il en dise, une simple excuse diplomatique. Il se ressentait d'un trop long séjour dans un climat trop froid pour son tempérament. Déjà, le 29 octobre 1810, il avait écrit à sa tante, la comtesse d'Harville : « L'automne est plus beau que nous l'espérions. Aussi suis-je, depuis quelques jours, moins souffrant que je ne l'ai été aux premiers froids. Ma poitrine est moins affectée, mais je souffre de ma jambe (4) » et, le 29 janvier 1811, à Kourakin :

(1) Caulaincourt à Champagny, 3 mars 1811.

(2) *Correspondance de Napoléon*, 17366, Napoléon à Champagny, 17 février 1811.

(3) *Correspondance de Napoléon*, 17395, Napoléon à Alexandre, 28 février 1811. — Cf. Méneval, *Mémoires*, II, 500.

(4) *Archives du comte Gérard de Moustier*, Caulaincourt à la comtesse d'Harville, 29 octobre 1810.

« Je suis moi-même malade depuis le commencement de l'hiver. Si je vais mieux un jour, le lendemain je souffre davantage (1). » Le 4 février encore, il est obligé par une indisposition de retarder le départ d'un courrier. Pourtant, Joseph de Maistre restait incrédule : « Il a beaucoup dit, » écrivait-il, qu'il a été rappelé « sur ses longues et pressantes instances : croyez-le, si vous voulez. On a varié sur la cause de ce rappel. Les uns disent qu'il est dû à l'affaire de Hitrof que j'ai suffisamment détaillée (2) ; d'autres disent que son maître lui reproche de n'avoir pas fait connaître ni assez tôt ni suffisamment les immenses préparatifs faits en Pologne (3). »

Lauriston arriva à Saint-Pétersbourg le 9 mai 1811. Le surlendemain, à une heure de l'après-midi, le duc de Vicence présenta ses lettres de recréance au Tsar. Celui-ci fut particulièrement aimable, invitant l'ambassadeur à venir le soir avant son départ et le chargeant de dire à Napoléon que « du côté de la Russie on ne voulait que l'alliance ». Le soir même, M. de Caulaincourt recevait la décoration de Saint-André en diamants. Plusieurs fois encore il dîna à la table des souverains, puis il partit définitivement de Saint-Pétersbourg le 19 mai. A leur dernière rencontre, Alexandre, pour qu'il eût un portrait « ressemblant de lui », lui offrit une superbe boîte, au couvercle orné d'une miniature reproduisant ses traits, dont Joseph de Maistre estime la valeur, conjointement avec celle de la croix de Saint-André, à 50 000 roubles (4).

La séparation fut pénible au duc de Vicence. « Il a pleuré, dit-on, raconte le même de Maistre, chez la princesse Wiazemski et il a pleuré chez la belle Narishkin, du moins celle-ci l'a assuré » et cet ennemi du représentant de la France ajoute : « Charmant pleureur ! Je crois en effet qu'il est parti avec chagrin, la guerre qui était sur le point d'éclater devait lui rendre ce séjour pénible, à moins qu'il ne fût un monstre, ce que je ne

(1) *Bibliothèque Thiers, Fonds Masson*, carton 201, Caulaincourt à Kourakin, 29 janvier 1811 (copie).

(2) Le 1er janvier 1811, le général Hitrof avait été arrêté comme soupçonné d'être un espion de l'ambassadeur de France qu'il aurait tenu « au courant de tout ce qui se faisait chez le ministre de la Guerre » (Caulaincourt à Champagny, janvier 1811).

(3) J. DE MAISTRE, *Œuvres*, XII, 9. Maistre à Rossi, Saint-Pétersbourg, 14 (26) avril 1811.

(4) *Ibid.*, XII, 45, Maistre à Victor-Emmanuel, Saint-Pétersbourg, 22 mai (3 juin) 1811.

crois pas... Il dépensait ici douze cent mille francs. Il était le premier et constamment caressé, à la Cour, etc. Tout cela valait mieux sans doute que d'aller tenir le cheval de Napoléon ou, peut-être, mourir d'une balle catalane. »

La comtesse Edling, de son côté, raconte que, à son audience de congé, l'ambassadeur éprouva une émotion si extraordinaire que tout le monde en fut étonné. « Caulaincourt, poursuit-elle, naturellement bon et reconnaissant, ne put se défendre d'un sentiment douloureux en quittant une Cour dont il savait apprécier les vertus et qui l'avait comblé de bontés (1). »

Un sentiment plus tendre, s'il faut en croire certains correspondants, aurait aggravé ses regrets. Malgré son attachement à Mme de Canisy, il laissait, chuchotait-on, une part de son cœur à une belle Russe. La malveillance de Joseph de Maistre n'a pas manqué de mentionner ce bruit. Il s'était, d'autre part, acquis des amitiés sincères, comme celle de la vieille princesse Wiazemski, née Troubetzkoï, qui, d'après Wregel, était « folle de tous les étrangers et surtout des Français » et dont la maison de la perspective Newski réunissait le corps diplomatique. Lui-même, écrivant au prince Alexandre Kourakin, le 21 mars 1811, définissait ainsi son état d'âme : « Je ne peux vous dire avec quelle peine je quitterai ce pays où j'ai, pendant quatre ans et constamment, été traité avec une bonté, une distinction et, j'ose le dire, une confiance sans exemple. Chacun veut bien me témoigner ses regrets... Il [Alexandre] me comble des marques d'un intérêt qui m'honore trop pour que je n'aime pas à en parler (2). »

« J'ai joué longtemps ici le premier rôle. J'étais véritablement le vice-roi de l'empereur Napoléon à Pétersbourg ; l'expression, toute forte qu'elle est, n'a rien d'exagéré (3). » M. de Caulaincourt pouvait se rendre à lui-même ce témoignage. Mais si, à Paris, on lui reprochait de s'être trop inféodé au Tsar, à Pétersbourg, au contraire, on lui en voulait de l'influence qu'il avait prise sur ce dernier. Nous avons, à ce sujet, le témoignage non

(1) Comtesse Edling, *Mémoires*, 50.

(2) *Bibliothèque Thiers*, *Fonds Masson*, carton 201, Caulaincourt à Kourakin, 21 mars 1811 (copie). — A Saint-Pétersbourg, Caulaincourt s'était fait l'intermédiaire de la correspondance de la princesse Wiazemski avec son vieil adorateur Kourakin.

(3) Caulaincourt à Champagny, 4 février 1811.

suspect de Maistre notant, après l'entrée en fonctions de Lauriston : « L'Empereur est émancipé. Sous ce point de vue, tout le monde convient que Napoléon a fait une faute en se livrant au premier mouvement qui a rappelé Caulaincourt (1). »

Le duc de Vicence était-il allé trop loin? Avait-il dépassé les limites au delà desquelles le souci de la paix se serait accompagné d'une sorte de félonie vis-à-vis de son maître? On a fait beaucoup de bruit, de la correspondance de M. de Nesselrode, et, bien que celle-ci empiète sur les années qui suivront le retour de M. de Caulaincourt à Paris, il nous faut examiner dès maintenant les charges que l'on a cru y trouver contre l'auteur des *Mémoires* publiés ci-après.

Par une tendance cadrant bien avec l'ensemble de sa nature, Alexandre aimait les petits moyens occultes, grâce auxquels il espérait être renseigné plus sûrement que par ses représentants officiels. En septembre 1810, le colonel Tchernychev, décoré après Wagram de la propre main de Napoléon, s'était chargé de donner une vie plus active à une agence de Paris, qui puisait des renseignements jusque dans les cadres inférieurs du ministère de la Guerre. Mais ce n'était là que de l'espionnage vulgaire, facilement dépisté et qui ne dépassait pas le niveau ordinaire de ce genre d'opérations (2).

Alexandre voulait plus et mieux. Les secrets de l'entourage immédiat de Napoléon l'intéressaient davantage. Son représentant à Paris était alors le prince Kourakin, « un vieil imbécile » si l'on en croit son souverain lui-même. Le comte de Nesselrode, alors conseiller de l'ambassade, accepta d'envoyer directement les indiscrétions recueillies par lui dans les hautes sphères de la société parisienne à Spéranski, qui devait mettre ses lettres sous les yeux du Tsar, le tout à l'insu de l'ambassadeur et du ministre russe des Affaires étrangères. Cette correspondance, qui débuta en mars 1810, se continua jusqu'au 22 septembre 1811.

Nesselrode se documentait soit auprès de Talleyrand, soit auprès de « quelques autres personnes, dit-il lui-même, opposées à la croissante ambition de Napoléon. » Le futur chancelier

(1) J. DE MAISTRE, *Œuvres*, XII, 28, Maistre à Victor-Emmanuel, Saint-Pétersbourg, 1811.

(2) Cf. *Feuilles d'histoire*, III, janvier-juin 1910, 446, Frédéric HAUSER, *Tchernychev et l'agence russe d'espionnage* (1810-1812).

ajoute : « A cette opposition s'était rallié M. de Caulaincourt, alors ambassadeur de France en Russie. Dans des conversations secrètes, il avait rendu l'empereur Alexandre attentif aux dangers dont l'ambition de son maître menaçait la Russie (1). »

Les lettres de Nesselrode à Spéranski ont été publiées dans le tome III des *Lettres et papiers du chancelier*, paru en 1904. M. Antoine de Tarlé, dans un article des *Feuilles d'histoire* (2), a très vivement attaqué à ce sujet de duc de Vicence. Rappelant qu'il existait, dans l'entourage immédiat de l'Empereur, « un parti qui, sous couleur de pacifisme, si l'on peut dire, battait sourdement en brèche ses projets », présentant l'excuse, suggérée par Nesselrode lui-même, que « tous ces hommes ne croyaient pas trahir leur maître, mais le préserver de la fougue de ses passions en l'empêchant de poursuivre ces guerres perpétuelles qui dépeuplaient la France, l'appauvrissaient et pouvaient finir par d'épouvantables catastrophes », M. de Tarlé conclut, en parlant du duc de Vicence : « Désormais, sa réputation d'homme de cœur et de droiture paraît gravement compromise (3). » Il n'est donc pas inutile d'examiner de très près les textes.

Nesselrode, pour plus de sûreté, désignait ses informateurs par des pseudonymes dont il nous a donné la clef. Caulaincourt était désigné par les surnoms de Holtschinsky et du Professeur (4).

Deux périodes sont à envisager dans cette correspondance : jusqu'en mai 1811, alors que le duc de Vicence est encore à Saint-Pétersbourg, puis à partir de cette époque, quand il est revenu à Paris. Au cours de la première, Nesselrode fait dix fois allusion à M. de Caulaincourt. Aucune de ces mentions ne

(1) *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode* (1760-1850), publiés par le comte A. de Nesselrode, Paris, Lahure, s. d., in-8°, II, 70, Autobiographie du comte Charles-Robert de Nesselrode.

(2) *Feuilles d'histoire*, IV, juillet-décembre 1910, 339, *la Trahison de Caulaincourt*, par Antoine DE TARLÉ.

(3) De ce jugement si sévère. M. de Tarlé semble être, au moins en partie, revenu car, après la publication de fragments des présents *Mémoires* dans la *Revue des Deux Mondes*, il inséra dans le *Salut public* de Lyon, n^os^ des 19 octobre et 28 novembre 1930, deux très intéressants articles, où il se montre plus bienveillant à l'égard de celui qui, à Fontainebleau, fut l'un des derniers fidèles de l'Empereur.

(4) C'est par suite d'une faute de lecture que l'éditeur des *Lettres et papiers de Nesselrode* a imprimé, (III, 226) : le possesseur.

saurait compromettre ce dernier. Et même, le 24 mars 1810, le futur chancelier, à propos de l'envoi d'une pièce importante, recommande de la lui cacher, car, s'il « pouvait en avoir la moindre connaissance, il y aurait deux personnes de fusillées » (1). Le 14 avril, il mande que le Grand écuyer a été fortement réprimandé à propos du projet de convention relatif à la Pologne et qu'il est question de le rappeler (2). Plus tard, le 20 août, il écrit : « L'Empereur continue à être fort mécontent de M. de Caulaincourt, et prétend (ce sont ses propres paroles) qu'il a été gâté chez nous ; que c'est plutôt un courtisan de l'empereur Alexandre qu'un ambassadeur de France et qu'il allait le rappeler. Cependant, je doute qu'il le fasse ; ce serait trop mal entendre ses intérêts (3). » Six autres passages mentionnent l'envoi d'ordres à l'ambassadeur pour le projet de mariage, la réception de ses comptes rendus et ne concernent que son rôle officiel (4). Seule, une lettre contient une formule de sympathie quand, le 1er mars 1811, Nesselrode opine qu'il n'y a pas lieu d'accorder une trop grande confiance à Lauriston et que celui-ci « ne saurait à cet égard être mis sur la même ligne que M. de Caulaincourt » (5).

Le Grand écuyer, sur ces entrefaites, revient de Saint-Pétersbourg. Alexandre, dit Nesselrode, « l'engagea à se servir, à son retour » de son entremise pour lui faire parvenir des informations (6). De ce moment au départ de Nesselrode, huit lettres de ce dernier mettent en cause le duc de Vicence. Une de celles-ci parle d'une scène faite par l'Empereur à propos de Mme de Canisy (7). Trois dépeignent l'effet produit par les premiers rapports verbaux de l'ancien ambassadeur sur Napoléon, qui « ne se fie pas tout à fait à sa manière de voir, qu'il croit trop favorable à la Russie » (8) et qui regarde comme non avenu « tout ce qui tend à prouver » la loyauté de la cour de Saint-Pétersbourg (9). Dans une autre il est noté que Bassano se

(1) *Lettres et papiers de Nesselrode*, III, 236, 25 mars 1810.
(2) *Ibid.*, III, 249, 14 avril 1810.
(3) *Ibid.*, III, 285, 20 août 1810.
(4) *Ibid.*, III, 240, 258, 272, 273, 315 et 348, 17 mai, 26 juin 1810, 14 janvier, 16 mai 1811.
(5) *Ibid.*, III, 327, 28 février 1811.
(6) *Ibid.*, II, 71.
(7) *Ibid.*, III, 381, 18 août 1811.
(8) *Ibid.*, III, 351, 16 juin, et 356, 17 juin 1811.
(9) *Ibid.*, III, 367, 18 juillet 1811.

plaint que Caulaincourt ne lui apprenne rien de plus que Lauriston (1). Enfin, dans une sixième lettre, Nesselrode remercie l'Empereur des paroles aimables que lui a apportées le duc de Vicence et ajoute : « Holtschinsky se conduit très bien et de manière à justifier l'estime et la confiance que Louise [Alexandre] lui a accordées » (2) mais cela peut signifier simplement qu'il continuait ses efforts pour assurer la paix et nous verrons, dans ses *Mémoires*, que, devant Napoléon lui-même, il se portait garant de la loyauté du Tsar.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu de tirer de ces passages une accusation bien grave. Cependant, dans la dernière lettre que nous venons de citer, se trouve ce paragraphe : Holtschinsky a communiqué aussi « qu'il était sérieusement question de faire revenir mon neveu des pays étrangers. Cette détermination paraît à Holtschinsky plus urgente que jamais, il conseille d'y persévérer et de ne pas tarder à la mettre à exécution ».

On a vu, dans cette phrase, un conseil à la Russie — criminel au premier chef, s'il avait été réellement donné — de rappeler ses troupes des rives du Danube pour les concentrer contre nous.

En ce faisant, on n'a pas remarqué que, d'après la clef de la correspondance (3), « ma tante Aurore » désignait le comte Roumiantsof, alors ministre des Affaires étrangères à Saint-Pétersbourg. L'expression « Mon neveu » peut donc être appliquée avec la plus grande vraisemblance au subordonné de ce dernier, au prince Kourakin, le très insuffisant ambassadeur du Tsar à Paris, et il ne s'agirait dès lors que du rappel en Russie de ce grotesque personnage.

Notre hypothèse se renforce de cette remarque que, au même moment, Nesselrode insistait personnellement pour ce départ. Dans une autre lettre datée du même jour, à Spéranski, il disait : « Il faut envoyer un homme fort et qui ait surtout la confiance entière de l'Empereur et celle du ministre... Ce n'est qu'à Paris qu'on peut juger les embarras que le gouvernement français éprouve, et qu'il est possible d'en tirer parti, car ils peuvent cesser avant que les courriers les plus prompts aient parcouru l'énorme distance qui nous sépare du véritable foyer des affaires. Cette marche, appuyée sur un langage

(1) *Lettres et papiers de Nesselrode*, III, 371, 16 août 1811.
(2) *Ibid.*, III, 361, 17 juin 1811.
(3) *Ibid.*, III, 226.

ferme, peut seule leur donner une meilleure tournure (1). »

Nesselrode parle en Russe mais, si l'on voulait maintenir la paix, le remplacement de Kourakin s'imposait, car il était évident que le nœud des négociations était à Paris et que des pourparlers directs entre Napoléon et un diplomate plus adroit auraient pu faire disparaître bien des nuages. M. de Caulaincourt dut certainement penser ainsi en émettant l'avis qui a été retourné contre lui.

D'ailleurs, si l'on se place exactement dans la situation telle qu'elle était au milieu de juin 1811, on s'explique difficilement l'insinuation de rappeler tout ou partie des troupes opérant sur le Danube et surtout l'urgence qu'on lui attribuait. Une légère détente avait suivi le retour de M. de Caulaincourt à Paris. Les renforts destinés à Davout avaient été contremandés ; des troupes destinées d'abord à marcher vers l'Est avaient été envoyées en Espagne. « On excita les Polonais ; on demanda plus de réserve aux généraux et aux agents en Allemagne (2). » Cette accalmie rejetait à l'année suivante la possibilité d'ouvrir les opérations puisque Alexandre était décidé à attendre son rival au delà du Niémen. La rentrée en Russie des régiments de l'armée de Moldavie n'était donc pas « plus urgente que jamais ».

Sans doute, Alexandre avait abandonné beaucoup de ses rêves balkaniques. Il avait tenté de jeter comme appât à l'Autriche une partie des provinces convoitées, il avait même essayé de terminer à l'amiable ses différends avec la Turquie mais on avait partout fait la sourde oreille à ses propositions. Le Tsar ne pouvait plus compter que sur la force pour amener la paix qui lui était nécessaire. Si, au début de 1811, il avait enlevé cinq divisions à l'armée du Danube sur les neuf dont elle disposait, il venait de lui en rendre une, et on était à la veille de l'attaque déclenchée le 6 juillet par Kutusof en avant de Rouchtchouk. L'instant aurait donc été mal choisi pour un affaiblissement de ces troupes.

Tout porte à croire que la phrase incriminée est beaucoup moins grave que l'on ne l'a dit et qu'elle vise simplement un changement de personnes pouvant être dans l'intérêt des deux adversaires comme dans celui de la paix.

(1) *Lettres et papiers de Nesselrode*, III, 357, 17 juin 1811.
(2) Voir plus loin dans les *Mémoires*, première partie, chap. 1er.

Il nous reste à examiner le dernier grief tiré de la correspondance de Nesselrode à Spéranski contre le duc de Vicence.

La lettre du 4/16 août se termine par ce *post-scriptum* (1) :

« *P.-S. (dicté par Caulaincourt).*

« On se trompe si l'on croit que ce qu'on vient d'écrire fasse plus que ce qu'on a chargé de dire. Pour produire l'effet désiré, il aurait fallu traiter par écrit et donner à la discussion un caractère officiel qui obligeât de répondre par écrit. On croit gagner du temps, et c'est la France qui gagne tout ce qu'elle veut, parce que les circonstances lui deviennent chaque jour plus favorables. On serait bien plus embarrassé à Paris si on avait affaire à un négociateur ferme et prêt à négocier et à conclure sur tout, on ne peut l'être de la situation actuelle, qui traîne tout en longueur et laisse accréditer dans le public l'opinion que la Russie a une arrière-pensée. C'est le gouvernement qui la répand et ne s'en cache même pas dans la discussion. La marche suivie à Saint-Pétersbourg peut le faire croire, et elle a pour la Russie le très grand inconvénient de laisser à son adversaire l'avantage de toutes les circonstances et l'initiative sur tout. La Russie suit malgré elle la marche de la France ; elle la sert dans le but qu'elle a d'entretenir l'inquiétude générale, afin d'empêcher la paix de Turquie et elle a de plus le très grand désavantage de déconsidérer entièrement son cabinet en Europe. Bientôt elle n'y comptera plus d'amis, parce que sa conduite tend à affaiblir chaque jour la confiance des Cours les plus intéressées à son indépendance. On le répète : il faut ici un homme fort, bien au courant des vues sages et modérées de son souverain ; lui seul peut rétablir les affaires et les empêcher de se gâter tout à fait. C'est à Paris qu'il faut faire la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg, parce que ce n'est qu'à Paris qu'on peut profiter du moment et, par conséquent, des circonstances. »

Le texte imprimé des *Lettres et papiers de Nesselrode* porte en tête de ce post-scriptum et en italiques les mots : *Dicté par Caulaincourt.* Ces mots n'existent pas sur l'original, car ils ne figurent ni sur une copie exécutée aux archives de Saint-Pétersbourg pour M. Frédéric Masson (2) ni sur la copie, exécutée pour

(1) *Lettres et papiers de Nesselrode*, III, 374, 16 août 1811.
(2) *Bibliothèque Thiers, Fonds Masson*, carton 327. Sur cette

le chancelier lui-même et versée, il y a quelques années, aux Archives du Quai d'Orsay par son petit-fils. Cependant, sur cette dernière pièce, on trouve en surcharge, de la main du chancelier de Nesselrode, l'attribution de sa dictée au duc de Vicence. La responsabilité du fond de ce post-scriptum remonte donc incontestablement à ce dernier.

Pour en apprécier la portée exacte, replaçons-nous, comme nous l'avons déjà fait, dans les circonstances au milieu desquelles il fut conçu. Ce membre de la première phrase : « Ce qu'on vient d'écrire » s'applique évidemment aux instructions de Roumiantsof du 9 juin que Kourakin avait communiquées au duc de Bassano au début d'août et relatives à un projet d'arrangement relatif à l'Oldenbourg et au sujet duquel Maret avait dit à l'ambassadeur russe : « Nous ne sommes pas plus avancés que nous étions avant l'arrivée de ce courrier... On vous refuse le plein pouvoir nécessaire pour la négociation qui devait détruire les difficultés existantes entre nous (1). »

« Ce qu'on a chargé de dire » se rapporte de même aux paroles que, dans sa dernière entrevue, Alexandre avait prononcées devant M. de Caulaincourt pour qu'il les rapportât à l'Empereur et qui avaient fait impression sur Napoléon.

L'ensemble s'éclaire par cette phrase de Nesselrode : « Henry [Talleyrand] et d'autres amis de la paix croient qu'il sera encore possible d'arranger les affaires si l'on envoie ici un négociateur habile, muni des pleins pouvoirs les plus étendus (2). » Pour arriver à la désignation de ce plénipotentiaire, le post-scriptum fait appel à l'intérêt bien compris de la Russie. Mais pouvait-on décider le Tsar à ce geste sans lui faire sentir les avantages que personnellement il en retirerait? Pouvait-on agir sur d'autre sentiment que son égoïsme? De là ces phrases qui choquent : « On croit gagner du temps et c'est la France qui gagne ce qu'elle veut... On serait bien plus embarrassé..., etc. » Le principal était d'ouvrir la porte aux négociations directes. Ce résultat atteint, c'était affaire aux diplomates de tirer le meilleur parti possible de la situation, chacun pour son pays (3).

copie, M. Frédéric Masson a ajouté au crayon, de sa main : *Dicté par Caulaincourt.*

(1) Martens, *Recueil des traités*, XIV, 147.

(2) *Lettres et papiers de Nesselrode*, III, 380, 18 août 1811.

(3) Dans une lettre postérieure, datée de Vienne, 22 septembre 1811 (*Lettres et papiers de Nesselrode*, III, 385), Nesselrode envoie à Spé-

Nous savons maintenant que ces espoirs étaient vains. Alexandre, vers cette époque, écrivait à Kochéleff : « Tranquillisez-vous sur les inquiétudes que peuvent vous donner les propositions de Napoléon : je suis très fermement décidé à ne pas me prêter à aucune et à rester inébranlable dans ma marche (1). » Mais Caulaincourt ignorait cette lettre et ce fut d'ailleurs toujours sa faiblesse de croire plus que de raison en la bonne foi du Tsar.

Quoi qu'il en soit, ce post-scriptum ne nous semble pas, lui non plus, assez probant pour étayer les inculpations lancées contre le duc de Vicence. Nesselrode montre ce dernier, dans son autobiographie, comme s'étant prêté à un jeu dangereux : ce fait ne ressort pas des lettres qu'il écrivait au jour le jour. Si le Grand écuyer a réellement été parmi les informateurs bénévoles du futur chancelier, les confidences émanées de lui, celles au moins qui nous sont parvenues, ne sortent guère de ce qu'il lui était permis de dire dans son désir d'assurer la paix.

IX

DE JUIN 1811 A JUIN 1813. — L'ARMISTICE DE PLEISWITZ

Le 5 juin 1811, à 9 heures du matin, M. de Caulaincourt débarquait à Paris. Deux heures plus tard, l'Empereur le recevait à Saint-Cloud. Cette première audience se prolongea pendant sept heures. Les *Mémoires* rapportent les détails de ce long entretien.

Avec une respectueuse fermeté, devant Napoléon tour à tour inquiet, irrité, impressionné, songeur, l'ambassadeur expose

ranski la copie d'une de ses dépêches au chancelier de l'Empire, datée du même jour, et dont les notions, dit-il, lui viennent « de l'auteur du *post-scriptum* qui me les a communiquées par son ami Henry (Talleyrand) car, pour lui-même, il m'a été impossible de le voir ». Nesselrode ajoute : « Il m'a fait dire que, malgré la mauvaise humeur de l'Empereur, il est toujours de l'opinion que la guerre n'aura pas lieu cette année-ci et qu'il ne serait pas impossible de l'éviter même l'année prochaine si l'on suivait chez nous la marche qu'il conseille. » La lettre de Nesselrode à Roumiantsof rapporte une longue conversation de son auteur avec le duc de Bassano où celui-ci insistait, à son tour, sur la non-imminence d'une guerre franco-russe.

(1) Grand-duc Nicolas MIKHAÏLOVITCH, *Alexandre Ier*, I, 74.

toutes les causes du déclin de l'alliance, toutes les fautes qui, selon lui, ont été commises et il montre Alexandre prêt à tout oublier, prêt à redevenir un ami fidèle si la France veut tenir compte de ses susceptibilités et de ses besoins. Sur ce point, le duc de Vicence se trompait mais, l'instant d'après, il faisait preuve d'une singulière perspicacité en peignant, sans ménagements, à son impérial contradicteur, les conséquences d'une expédition contre la Russie.

« Jamais, dit M. Albert Vandal, Napoléon n'avait entendu un tel langage ; jamais le danger vers lequel il marchait ne lui avait été si clairement signalé (1). » Ces paroles d'angoisse, ces cris d'alarme sans écho restent à l'honneur de celui qui, avec un tranquille courage, osa les prononcer. « N'est-ce pas que vous êtes devenu Russe? » lui dit l'Empereur un peu plus tard. — « Je suis un très bon Français, Sire, répondit M. de Caulaincourt, et le temps prouvera à Votre Majesté que je lui ai dit la vérité comme un fidèle serviteur ! » Il devait, hélas ! en être ainsi.

Dès le lendemain de cette séance mémorable, M. de Caulaincourt reprenait ses fonctions de grand-officier de la couronne. Il assistait, en cette qualité, au baptême du roi de Rome, mais il ne pouvait se méprendre sur la rancune que Napoléon lui conservait de son opposition. Cependant, durant le voyage en Hollande qui le retint loin de Paris, du 19 septembre au 11 novembre 1811, l'Empereur, tout en le traitant parfois « avec aigreur », rendit justice à la perfection du service et aux tours de force renouvelés chaque jour par son Grand écuyer pour se conformer aux programmes improvisés. Napoléon, par ailleurs, lui sut de gré l'attitude silencieuse et réservée qu'il avait adoptée, vis-à-vis du public, au sujet des affaires politiques auxquelles il s'était trouvé mêlé.

L'hiver de 1811-1812, à la Cour des Tuileries, fut particulièrement brillant mais, dès le 9 mai, l'Empereur partit pour Dresde et M. de Caulaincourt le suivit. Le 23 juin, l'un et l'autre étaient sur les bords du Niémen. La campagne de Russie commençait.

Au cours de celle-ci, qu'il a narrée lui-même, le Grand écuyer fut ce qu'il avait toujours été : parfait administrateur, prévoyant l'avenir et parant d'avance aux difficultés. Il resta aussi un

(1) A. Vandal, *Napoléon Ier et Alexandre*, III, 189.

conseiller courageux, ne cessant de mettre, au détriment de sa faveur, son souverain en garde contre les aléas de la gigantesque entreprise, d'attirer son attention sur la puissance de destruction de ce « général Hiver », dont Napoléon douta jusqu'au dernier moment.

Il refusa de tenter une démarche auprès d'Alexandre parce que, trop tardive, elle n'aurait pu amener aucun résultat puis, pendant la retraite, quand les événements lui eurent donné raison, il fut tout dévouement.

Des témoins oculaires nous le montrent, après la Bérésina, marchant constamment à pied à la portière de la voiture de l'Empereur. Un jour même, comme nous l'avons déjà dit, par le froid le plus rigoureux, comme un postillon de la calèche était tombé de sa selle, le Grand écuyer le remplaça et conduisit en personne le char qui portait tout l'espoir de l'armée.

Quand, à Smorgoni, Napoléon se résolut à regagner Paris, il invita M. de Caulaincourt à prendre place dans la petite suite qui devait l'accompagner (1). Les hasards de la route essaimèrent bientôt celle-ci et le duc de Vicence se trouva seul avec l'Empereur sur les grands chemins de Pologne et d'Allemagne. L'extraordinaire tête-à-tête de quatorze jours qui s'ensuivit est unique dans l'histoire. Jamais homme n'eut la faveur d'un si long contact avec le héros. A Sainte-Hélène, les compagnons de César vaincu avaient, entre deux conversations, des heures, souvent même des journées de détente. Ici, rien de pareil. De jour comme de nuit, du 5 au 18 décembre 1812, il n'est pas une minute où Caulaincourt n'ait été côte à côte avec Napoléon.

Pour tromper l'ennui de ce long voyage, l'Empereur, avec une liberté d'esprit inouïe dans de telles circonstances, se laisse aller, en toute confiance, à des confidences, à des jugements sur les hommes et sur les choses que nul, jusqu'alors, n'avait encore reçus en dépôt.

(1) La duchesse d'Abrantès (*Mémoires*, IX, 115) dit que le duc de Vicence désirait revenir en France pour consoler sa mère de la mort d'Auguste de Caulaincourt, tué à la Moskowa. Ce désir était naturel, mais il ne fut pour rien dans la désignation du Grand écuyer. La charge de ce dernier lui imposait de ne jamais quitter l'Empereur et celui-ci, fidèle observateur de l'étiquette qu'il avait lui-même imposée, ne pouvait faire autrement que de le désigner pour partir avec lui.

Pendant tout le trajet, le Grand écuyer, attentif aux dangers imprévus qui peuvent surgir, pleinement conscient de l'effroyable responsabilité qui pèse sur lui, écoute le grand homme parler. Il oppose toujours ses propres opinions aux siennes, mais il le fait avec un tact accru par la douloureuse émotion qu'il ressent.

Trop souvent, en lisant les Mémoires du temps, on éprouve l'impression que l'interlocuteur, mal préparé à saisir l'ampleur de la pensée impériale, n'a peut-être pas, dans les entretiens qu'il rapporte, toujours bien saisi le sens des paroles de Napoléon. Tel n'est pas le cas pour M. de Caulaincourt et de là découle l'intérêt du récit, rédigé par lui avec tant de soin, de l'étrange et passionnante odyssée.

Après son retour à Paris, le 18 décembre 1812, le duc de Vicence s'absorbe de nouveau dans ses fonctions. Son histoire, durant cette période, serait celle de la Cour. Le 5 avril 1813, il est nommé sénateur. Dix jours plus tard, on le trouve prêt à partir pour Mayence avec l'Empereur et dans la même voiture que lui.

La campagne d'Allemagne vit à plusieurs reprises augmenter ses attributions. Duroc, Grand maréchal du Palais, était blessé le 22 mai 1813 et mourait le lendemain. Pour le remplacer, l'Empereur hésitait à désigner M. de Flahaut (1). En attendant de fixer son choix, il décida, par décret du 24 mai, que M. de Caulaincourt cumulerait ses fonctions de Grand écuyer avec celles de Grand maréchal (2) et il en fut ainsi jusqu'au 18 novembre suivant, date de la nomination du général Bertrand, dont le rôle à Sainte-Hélène devait si magnifiquement justifier la faveur.

Là ne devait pas se borner l'activité supplémentaire imposée à l'ancien ambassadeur. Napoléon avait laissé à Paris son ministre des Relations extérieures, Maret, qui devait rejoindre le grand quartier impérial à la fin de mai. En l'absence du duc de Bassano, le duc de Vicence remplit auprès de l'Empereur, selon l'expression d'Albert Sorel, le rôle d'un véritable ministre à la suite, « entre l'état-major et la chancellerie de campagne »,

(1) *Mémoires de la Reine Hortense*, II, 171.

(2) Ce décret daté de Gœrlitz, 24 mai 1813, disait : « Jusqu'à ce que nous ayons pu pourvoir à la place de Grand maréchal de notre palais, le duc de Vicence, Grand écuyer, en remplira les fonctions, » (*Archives administratives de la guerre*, dossier du duc de Vicence),

chargé de l'expédition de toutes les affaires diplomatiques (1). Les ambassadeurs ont ordre de lui adresser leurs dépêches importantes ; en particulier, toutes les lettres de Narbonne qui, à Vienne, se débat contre les menées de Metternich, passent par son canal.

Malgré tout, le rôle de M. de Caulaincourt sur ce terrain resta modeste. L'Empereur assumait en réalité toute la besogne. « La plupart du temps, » dit le général Tournès, dans son beau livre sur Lützen, « le Grand écuyer est un simple secrétaire qui écrit les dépêches sous la dictée et qui assure leur départ » (2). L'intérimaire verra avec soulagement l'arrivée de Maret le décharger de ce fardeau. Ces fonctions, cependant, l'amenèrent à être mêlé à toutes les négociations du printemps de 1813.

Il était ainsi à Dresde, le 16 mai, à l'arrivée de M. de Bubna, envoyé par Metternich pour proposer à Napoléon les conditions mises à la médiation de l'Autriche, conditions qui, on le sait aujourd'hui, n'étaient qu'une insidieuse édulcoration des exigences convenues entre Stadion et Nesselrode. Le chancelier de François II cherchait à se donner le temps de terminer les accords diplomatiques et les préparatifs militaires, sans lesquels il ne pouvait, sous le couvert de la médiation armée, passer de la neutralité à la guerre. L'Empereur, menacé de se voir dénoncer aux peuples comme seul responsable de la continuation de la lutte, s'il refusait de discuter les clauses offertes, ne tomba pas dans le piège : il fit connaître à Bubna que, si la France repoussait la médiation, elle acceptait la réunion d'un congrès.

Le désir, vint à ce moment, à Napoléon d'utiliser les bonnes relations du duc de Vicence et du Tsar pour tenter une démarche directe auprès de ce dernier. Le 17 mai, il dictait des instructions auxquelles il ajoutait : « L'essentiel est de se parler... En connaissant les vues de l'empereur Alexandre, on finira par s'entendre. Mon intention, au surplus, est de lui faire un pont d'or pour le délivrer de Metternich » (3). En même temps, il lui remet-

(1) Albert Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, Paris, Plon, 1912, in-8°, VIII, 108.

(2) Général René Tournès, *la Campagne de printemps en* 1813, *Lützen*, Paris, Chapelot, 1931, in-8°, 79.

(3) L'instruction a été publiée pour la première fois par de Norvins, *Portefeuille de mil huit cent treize*, Paris, Mongie, 1825, in-8°. I, 404.

tait une lettre close pour lui servir de pleins pouvoirs en vue d'un armistice (1).

Dès le 18, Caulaincourt était aux avant-postes et Macdonald demandait pour lui une audience à Alexandre, par l'entremise du général en chef de l'armée russe.

La réponse arriva le 19. Miloradovitch, qui recopiait simplement, comme on l'a su depuis, une minute écrite de la main même du Tsar, faisait savoir que ce dernier était en tournée : on ne pouvait prévoir le moment où il serait possible de le joindre ! Le jour suivant, la bataille de Bautzen fit réfléchir la Cour russe. Une lettre de Nesselrode apporta à l'envoyé français les regrets d'Alexandre de ne pouvoir lui exprimer les sentiments qu'il lui conservait personnellement, en lui conseillant de s'adresser... à Vienne (2) !

Le 25 mai, Caulaincourt accusait réception de cette missive à Nesserlode et ajoutait, sous l'inspiration de l'Empereur : « Je n'étais, je ne suis chargé d'aucune ouverture diplomatique ; mais je devais, en profitant de l'audience que Sa Majesté aurait daigné m'accorder, et si elle avait été disposée à éviter la bataille, lui proposer un armistice. Je continue à être chargé de la même commission. Aujourd'hui que l'on est d'accord sur l'ouverture d'un congrès et d'après ce que vous voulez bien me dire de personnel, j'ose me flatter qu'il n'y a plus d'objection à ce que l'empereur Alexandre m'accorde l'honneur de lui faire ma cour (3). »

A cette nouvelle demande le Tsar se déroba encore. Nesselrode exprima l'avis que, pour discuter d'un armistice, un simple officier de confiance suffirait (4).

Cependant, Barclay de Tolly choisit Schouvalow pour, conjointement avec le général prussien de Kleist, traiter de cet arrêt des hostilités. M. de Caulaincourt était alors à Liegnitz avec l'Empereur : ce dernier le désigna pour son plénipoten-

(1) *Correspondance de Napoleon*, 20031, Dresde, 18 mai 1813. Original dans les *Archives de Caulaincourt*, liasse 8.

(2) Cette lettre était datée de Würschen, 8/20 mai.

(3) Cette lettre a été publiée par Norvins, *Portefeuille*, I, 447. Sur la minute, conservée dans les *Archives de Caulaincourt*, liasse 8, le Grand écuyer a écrit de sa main : « Lettre copiée d'après la minute remise par l'Empereur. »

(4) Norvins, *Portefeuille*, I, 452, Nesselrode à Caulaincourt, 26 mai 1813.

tiaire et dicta ses instructions, en laissant à M. de Bassano le soin de signer celles-ci (1).

Conformément aux ordres reçus, le duc de Vicence se rendit à Neudorf le 29 mai au matin. Toutefois, Schouvalow et Kleist ayant été arrêtés aux avant-postes, du côté de Jauer, la première réunion ne put avoir lieu que le 30, à l'abbaye de Waldstadt. Elle fut marquée par des difficultés soulevées à propos de la forme des pouvoirs de l'envoyé français.

Le 31 mai, une seconde séance se tint à Gebersdorf. Le 1er juin les entretiens continuèrent au même lieu : les diplomates étrangers repoussaient toutes les propositions françaises, mais on convenait d'une suspension d'armes de 36 heures. Le soir, la conférence fut transportée au village de Pleiswitz, neutralisé pour la circonstance. Elle s'y continua le 2 sans aboutir encore. Le 3 juin, les pourparlers furent sur le point d'être rompus. Les ordres étaient déjà donnés aux maréchaux de reprendre leur marche en avant. Enfin, Caulaincourt reçut satisfaction sur les points qui tenaient le plus à cœur à l'Empereur. On tomba d'accord le 4 juin, à 11 heures du matin. La durée de l'armistice était fixée à deux mois et nous obtenions la neutralisation de Breslau. A 11 heures un quart, M. de Caulaincourt écrivait : « J'ai l'honneur de rendre compte à Votre Majesté que l'armistice est convenu sur les bases qu'Elle a fixées. » Napoléon qui, le même jour, à 10 heures du matin, avait mandé : « Tâchez d'en finir avant midi », ne se pressa pas outre mesure de donner tout son effet à cette convention. La ratification française, signée par le prince de Neuchâtel, apportée à Pleiswitz par M. Clary, ne fut remise à M. de Caulaincourt que le 5 à une heure et demie du matin. Les signatures furent échangées dans la matinée (2).

Le duc de Vicence revint alors au grand quartier impérial tandis que les généraux de Flahaut et Dumoustier se rendaient à Neumarkt en qualité de commissaires.

(1) Ces intructions ont été publiées dans la *Correspondance*, 20052, d'après une copie des Affaires étrangères, sous la date de : Bunzlau, 26 mai 1813. Toutefois, l'original, conservé aux *Archives de Caulaincourt*, liasse 8, porte : Liegnitz, 29 mai 1813. Cette dernière date est écrite de la main du duc de Bassano.

(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse 8, Caulaincourt à Berthier, Pleiswitz, 5 juin, 9 heures et demie du matin (minute).

***

Si nous sommes entrés dans tant de détails sur les faits et gestes personnels de l'envoyé français au cours de quelques journées, c'est que son attitude à Pleiswitz a donné lieu à de très graves accusations.

En 1900, au Congrès international d'histoire de la Haye, M. Paul Bailleu, conseiller aux Archives royales de Prusse, fit une communication sensationnelle qui, en l'absence de l'auteur, fut lue par le docteur Ermannsdorfer. Ce travail, intitulé « *Caulaincourt, négociateur de l'armistice en* 1813, *d'après les documents des Archives de Saint-Pétersbourg* », a été inséré dans les *Annales internationales d'histoire* (1).

M. Bailleu dévoile tout d'abord que la lettre de Miloradovitch, du 19 mai, où ce général s'excusait de ne pouvoir prendre de suite les instructions d'Alexandre, « en tournée pour inspecter ses troupes », avait été en réalité rédigée par le Tsar lui-même, la minute en étant d'un bout à l'autre de sa main. Il rapporte ensuite que Caulaincourt tenta, à plusieurs reprises, d'entamer avec le plénipotentiaire russe des négociations particulières, ayant pour but, non plus un simple armistice, mais une paix séparée. Tel était bien en effet le vœu de Napoléon, mais M. Bailleu ajoute que le duc de Vicence, entraîné par son désir ardent et très connu d'aboutir, se laissa aller à des « insinuations bien secrètes et bien curieuses ». Effectivement, il publie trois lettres de Schouvalow, adressées personnellement à Alexandre, et qui paraissent d'une exceptionnelle gravité. En 1905, M. de Martens, dans le tome XIV du *Recueil des traités et conventions conclues entre la Russie et les puissances étrangères*, donna de longs extraits de cette même correspondance, qui laissent une impression tout aussi fâcheuse (2).

En présence de documents d'une si grave portée pour l'honneur d'un homme que tous ses contemporains ont estimé quand ils n'étaient pas aveuglés par la politique, que Napoléon lui-même déclarait être « l'honneur et la probité en personne »,

(1) *Annales internationales d'histoire*, Fascicule 3, Mâcon, Protat, in-8°, 135 (Bibliothèque nationale, 8° G. 2902).

(2) Pages 178 et suivantes. — Cf. E. Cazalas, *La trahison de Caulaincourt*, dans *Feuilles d'histoire*, X, juillet-décembre 1913, 62.

il importait tout d'abord de s'assurer de l'authenticité des textes. A défaut des archives des Républiques soviétiques, la Bibliothèque Thiers nous a permis de nous convaincre de celle-ci.

En 1905, en effet, M. Frédéric Masson s'était adressé à M. Serge Gorianov, qui occupait, à cette époque, de hautes fonctions aux Archives impériales de Saint-Pétersbourg, pour obtenir communication de pièces relatives à Talleyrand et des lettres de Schouvalow. Le 22 décembre 1905-4 janvier 1906, M. Gorianov adressa à l'éminent historien des copies, très soigneusement établies, des documents désignés. Ces copies sont aujourd'hui conservées à la *Bibliothèque Thiers*, *Fonds Masson*, carton 202.

En les compulsant, on constate que M. Bailleu les a fidèlement reproduites, omettant seulement un post-scriptum. Pour M. de Martens, on remarque qu'il a éliminé, en publiant ses extraits, tout ce qui, dans l'esprit de Schouvalow lui-même, était de nature à expliquer les paroles aventurées de M. de Caulaincourt. Ni l'un ni l'autre ne donnent une lettre de Nesselrode au comte Stadion, également communiquée en copie par M. Gorianov à M. Frédéric Masson et qui est peut-être la pièce capitale du dossier.

Avant d'aller plus loin, mettons sous les yeux du lecteur les documents eux-mêmes, bases du procès. Nous imprimons en italiques les parties omises par M. de Martens (1).

(1) Nous croyons devoir donner ici la lettre de M. Gorianov à M. Frédéric Masson qui accompagnait l'envoi des copies. Les originaux de toutes les pièces publiées ci-après sont en français.

Zaechariewxaia, 9.

Saint-Pétersbourg, le 22 décembre 1905 (4 janvier).

Monsieur,

Le peu de lumière dont nous jouissons à Pétersbourg a fait que ce n'est qu'aujourd'hui que je puis remplir ma promesse en vous offrant le fac-similé de la lettre du prince de Bénévent à Alexandre du 15 septembre 1810. La lettre même et la réponse d'Alexandre, ainsi que la correspondance précédente de Talleyrand, se composant des lettres des 26 décembre 1808 et du 24 mars 1809, sont citées dans Schilder (t. II, p. 396 et 397). Je n'en ai pas trouvé d'autres aux Archives. Il aurait fallu chercher, au dépôt du palais la correspondance d'Alexandre avec la duchesse de Courlande car nous ne possédons qu'une lettre d'elle par laquelle elle intercède

La première lettre fut écrite le 31 mai, à l'issue de la séance qui s'était tenue à Gobersdorf. Schouvalow expose d'abord que Caulaincourt tente de muer la négociation pour l'armistice en négociation pour la paix et il suggère au Tsar de rapprocher

auprès de l'empereur Alexandre en faveur de la femme du général Labédoyère. Si cette lettre vous intéresse, je puis vous en envoyer une copie.

Pour compléter les données que cite Martens dans son t. XIV, p. 178, sur la trahison du duc de Vicence, je puis vous indiquer que la lettre du comte Schouvalow du 19/31 mai s'achève comme suit : « Votre Majesté Impériale, qui connaît mieux que moi le duc, saura « s'il parle de son chef ou si cette franchise simulée cache quelque « finesse infernale qu'il est difficile de s'expliquer.

« *P.-S.* — J'oubliais encore de dire à Votre Majesté Impériale que « le duc de Vicence trouve que nos cosaques pouvaient agir avec « succès sur les derrières de l'armée française ; en un mot, on dirait, « à l'entendre, qu'il désire un grand échec pour l'armée française « afin de conclure la paix au plus vite. »

Je vous envoie des copies de deux rapports du comte Schouvalow à l'Empereur du 20 et 21 mai 1813, d'une lettre de Nesselrode au comte Stadion du 23 mai 1813, d'une correspondance du duc de Vicence avec le comte Tolstoï de 1813 et de deux lettres à Alexandre de 1814 *. Dans ces dernières, Caulaincourt se plaint de sa disgrâce à la cour de Louis XVIII. Il me semble que celui-ci ressentait une aversion pour le duc, pas autant à cause de sa trahison que pour la part qu'il avait prise à l'arrestation du duc d'Enghien. L'année passée, l'ambassade de France s'était adressée au ministère, à la prière du petit-fils par alliance de Caulaincourt, du comte de Kergorlay, pour obtenir la copie de documents diplomatiques relatifs à l'arrestation du duc d'Enghien à Mannheim *(sic)*, ainsi que d'une correspondance entre l'empereur Alexandre et Caulaincourt à ce sujet. On désirait avoir la copie authentique d'une lettre d'Alexandre à Caulaincourt du 4 avril 1808 ainsi conçue : « Je savais, général, par « mes ministres en Allemagne, combien vous étiez étranger à l'hor- « rible affaire dont vous me parlez. Les pièces que vous me com- « muniquez ne peuvent qu'ajouter à cette conviction. J'aime à « vous dire et à vous assurer de l'estime sincère que je vous porte. « Alexandre. » Malheureusement, nous n'avons rien pu trouver de concluant ; probablement que toutes ces pièces, si elles existaient, sont aux Archives privées du palais. D'après d'Antraigues, Caulaincourt a véritablement pris part à l'affaire du duc d'Enghien. Voilà la cause de la haine que les princes français ressentaient pour lui.

Je clos ma lettre en vous souhaitant, Monsieur, la bonne année...

Serge Gorianov.

* Nous utiliserons plus loin ces dernières pièces, qui n'ont aucun rapport avec Pleiswitz.

M. de Nesselrode du siège de la conférence. Il ajoute dans un post-scriptum secret :

19/31 mai 1813.

« Le duc de Vicence a encore saisi le moment où M. de Kleis était sorti de la chambre pour me dire ce qui suit en me disant qu'il ne me faisait ces confidences que parce qu'il était sûr que Votre Majesté Impériale en serait seule instruite.

« Tâchons donc à nous arranger, me dit-il. L'empereur Napoléon a, je crois, consenti à la médiation de l'Autriche. Je ne sais, au reste, s'il y a consenti formellement. Profitons du moment, il est bon, nous sommes dans un moment de faiblesse, nos troupes sont dispersées. Le général Bertrand est du côté de Strigau. Les autres colonnes vous présentent le flanc en marchant. Quand nous avons des succès, on ne peut plus nous faire entendre raison. Vous nous laissez faire ; aussi nos troupes sont fatiguées. C'est notre moment de faiblesse. Mais n'oubliez pas ce que je vous dis, il nous viendra des renforts considérables. Si nous mettons le pied dans le duché de Varsovie, la guerre durera des années.

« Voilà, Sire, toutes les phrases, autant que je m'en rappelle, du duc de Vicence, et, vraiment, il y en a qui lui coûteraient la tête si on le savait.

« *Votre Majesté Impériale* (1), *qui connaît mieux que moi le duc, saura s'il parle de son chef ou si cette franchise simulée cache quelque finesse infernale qu'il est difficile de s'expliquer.*

« P.-S. — *J'oubliais encore de dire à Votre Majesté Impériale que le duc de Vicence trouve que nos cosaques pouvaient agir avec succès sur les derrières de l'armée française; en un mot, on dirait, à l'entendre, qu'il désire un grand échec pour l'armée française afin de conclure la paix au plus vite.* »

Le lendemain, 1er juin 1813, nouveau rapport de Schouvalow que nous donnons intégralement, d'après la copie de M. Gorianov :

(1) Ce passage, publié par Bailleu, a été omis par de Martens qui, cependant, le connaissait puisque, dans son commentaire, il cite l'expression : « finesse infernale. » M. Gorianov n'a pas envoyé de copie de cette dépêche à M. Frédéric Masson, à l'exception des dernières lignes qu'il reproduit dans sa lettre d'envoi. Nous la donnons d'après Bailleu.

CAMPAGNE 1813, III, N° 2. REC. N° 316
RAPPORT DU COMTE SCHOUVALOW A L'EMPEREUR (1)
DE GEBERSDORF, LE 20 MAI/1er JUIN

« *Le duc de Vicence m'a encore tenu, sous la condition que Votre Majesté Impériale seule en serait instruite, les discours dont j'ai fait le rapport hier. Il me parle toujours de l'état de faiblesse dans lequel l'armée française se trouve, il dit que les renforts ne sont pas encore venus, que leurs troupes sont dispersées, que, comme nous n'agissons pas, cela prouve que nous ne pouvons pas agir, que nous devons savoir la peine qu'ils ont à faire venir leurs munitions, que si les cosaques agissaient vigoureusement sur leurs derrières, ils intercepteraient toute communication. Je tâcherai, Sire, d'avoir le nom des endroits où leurs corps se trouvent mais, d'après ce que le duc m'a dit, il paraît effectivement que leurs troupes sont excessivement étendues.*

« P.-S. — *Le duc de Vicence vient de m'informer à l'instant que, d'après ce que j'ai exigé au sujet des troupes ennemies qui s'étaient arrêtées vis-à-vis des nôtres, les premières ont commencé à opérer leur mouvement rétrograde. Si Votre Majesté Impériale me permet de le dire, je crois que le duc de Vicence, dans ses discours, ou bien parle franchement et d'après sa façon de penser, ou bien prouve qu'il serait de l'intérêt de son Empereur que nous agissions avant que les Autrichiens aient commencé leurs opérations. Votre Majesté Impériale saura sûrement lequel de ces deux motifs peut l'animer ou s'il y en a un troisième* (2). »

Enfin, le 2 juin 1813, dernier rapport de Schouvalow :

1813. CAMPAGNES. III, N° 2. R. N° 319
RAPPORT DE L'AIDE DE CAMP COMTE SCHOUVALOW
A L'EMPEREUR, DE PLEISWITZ 21 MAI/2 JUIN 1813

« *Sire, la conduite du duc de Vicence à mon égard ou plutôt ses discours sont tellement singuliers que je me trouve dans le cas d'en faire rapport à Votre Majesté Impériale, d'autant plus qu'il assure ne me parler de la sorte que dans la conviction intime où il est que Votre Majesté Impériale en sera seule instruite. Une*

(1) Cette indication, portée sur sa copie par M. Gorianov, est la cote des Archives impériales russes, sous laquelle ce document est classé. Il en est de même des indications du même genre que l'on trouvera plus loin.

(2) Ce post-scriptum, omis par Martens, n'est pas publié par Bailleu.

fois il me dit que la paix est indispensable à faire pour la Russie, que ce qu'il en dit vient de son profond attachement à Votre Majesté Impériale, que l'armée française sera du double plus forte dans deux mois et d'autres choses semblables (1), *en ajoutant la phrase suivante :* Si vous êtes sûrs que l'Autriche agisse avec vous, vous faites bien ne de pas songer à faire la paix avec nous, mais si vous n'en êtes pas sûrs, vous n'avez pas de temps à perdre.

« *Ensuite il reprend sa gamme accoutumée sur la facilité de conclure la paix, sans influence étrangère, que l'Empereur Napoléon le désire, il me fait entendre clairement qu'il est chargé de me parler de la sorte. Mais les derniers discours qu'il me tint, Sire, il y a un moment, sont dans le genre de ceux dont j'ai déjà eu l'honneur de faire le rapport à Votre Majesté Impériale, c'est-à-dire* son étonnement de ce que nous avons agi aussi faiblement contre l'armée ennemie, que nous lui laissions faire tranquillement des marches extravagantes, telles que celle sur Breslau ; que les corps français étaient faibles et dispersés, que le maréchal Marmont avait craint d'être attaqué dans sa marche, que son corps, qui avait été de 28 000 hommes, était réduit à la moitié ; qu'il n'avait de cartouches que dans les gibernes des soldats ; que tel autre maréchal n'avait que dix charges par canon. Le duc de Reggio, ajoute-t-il, n'a que 12 000 hommes et M. Bülow le laisse faire ce qu'il veut, et il pouvait le détruire ; les cosaques pourraient travailler sur les derrières de l'armée française, prendre les munitions, intercepter les courriers, enfin leur faire un mal épouvantable. Et puis, dit-il, le jour où Breslau est pris, vous convenez d'une suspension d'armes : que n'ai-je pas fait pour vous le faire sentir avant l'échange des pleins pouvoirs ; si, au lieu de cela, vous m'aviez dit, voilà nos dernières conditions et, si vous n'y consentez pas, je romps la suspension d'armes, je vous donne autant d'heures pour vous décider ; de plus, continuait-il, pendant trois ou quatre jours que nous étions en pourparlers avant l'échange des pleins pouvoirs, pourquoi n'avez-vous pas soutenu vos prétentions par de fortes attaques ; savez-vous que l'armistice (2) est tout à notre avantage ; je vous confierai même que l'Empereur Napoléon était si pressé de savoir s'il était conclu que, non seulement il m'envoya trois

(1) M. de Martens résume ainsi ce passage : « Un jour, Caulaincourt dit au comte Schouvalow que, par sentiment de profond dévouement pour l'empereur Alexandre, il conseillait de conclure la paix au plus tôt, car la Russie en avait besoin. Dans deux mois l'armée française aura doublé de force et il sera difficile de lui résister » (*Recueil*, XIV, 179).

(2) Lisez : suspension d'armes.

courriers pour savoir si j'avais fini mais qu'il vint lui-même à la rencontre du mien. *Voilà, Sire, tout ce que le duc de Vicence m'a dit. Votre Majesté devinera sûrement la raison qui l'a fait parler de la sorte. Est-ce conviction et franchise ou désir que nous agissions avant que l'armée autrichienne ne commence ses opérations? Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté Impériale le très humble, très obéissant et très fidèle sujet,* SCHOUVALOW. »

Voici enfin la pièce la plus importante, dont ni M. Bailleu, ni M. de Martens ne semblent avoir eu connaissance et que M. Garianov a dévoilée à M. Frédéric Masson. C'est le compte rendu des avances de M. de Caulaincourt, avances que, malgré les recommandations de secret, l'empereur Alexandre, violant la confiance témoignée, révèle à la Cour de Vienne. Cette pièce fournit des renseignements très précieux et très précis sur l'esprit dans lequel le Tsar, mieux renseigné que personne, accueillit les ouvertures du duc de Vicence.

CAMPAGNES 1813. V. F. N° 651. EXPÉDITION.
LETTRE DU COMTE NESSELRODE AU COMTE STADION
22 MAI/3 JUIN 1813

« *Monsieur le Comte, Votre Excellence verra par la communication des rapports* (1) *rentrés le matin où en sont les affaires. L'Empereur a voulu que je vous confiasse, monsieur le Comte, également la lettre qui renferme un résumé des discours du duc de Vicence. Qu'ils puissent le compromettre ou non, Sa Majesté Impériale ne veut point que l'on s'écarte de la direction dont Elle s'est fait une loi. Elle prend de ces aveux, de ces avis, de ces confidences, de ces conseils la part qu'il convient et ne se laissera pas aller à des insinuations également manquées dans leur objet. Le premier serait probablement de nous porter à attaquer pour nous faire sortir par une manœuvre, calculée pour cela, de notre position de flanc. L'autre est évidemment de détacher la Russie et la Prusse de l'Autriche par une paix séparée. Sur ce point l'Empereur a fait les preuves de sa constance inébranlable, vous en avez assurément la conviction, monsieur le Comte. Cependant Sa Majesté Impériale m'ordonne de vous renouveler l'assurance formelle qu'elle persiste à ce que la négociation de paix ne passe que par l'Autriche. Votre Cour sentira la nécessité par contre que les pro-*

(1) Il est rentré hier au soir des rapports satisfaisants du général Bülow. D'après une lettre particulière nous sommes de nouveau en avant de Leipzig (Note de Nesselrode).

positions soient faites et promptement et péremptoirement. Quant au mouvement exécuté par une partie de l'armée, il s'agirait de ne point se laisser endormir par les pourparlers d'armistice mais d'en profiter pour gagner une position utile, sous les rapports de la main à donner à des renforts considérables qui sont tout près de nous et que Votre Excellence verra dans peu de jours. Ces renforts ralliés, les armées qui ne repasseront pas l'Oder reprendront immédiatement l'offensive. Sa Majesté m'avait déjà donné ses ordres, lorsque j'ai pu lui soumettre la lettre de Votre Excellence. Elle me dit : M. le comte de Stadion se tranquillisera sur ses appréhensions de nous voir nous éloigner des points actuels par les explications que vous êtes chargé de lui donner officiellement à cet égard. »

Enfin, le dossier de la Bibliothèque Thiers renferme en copie une dernière lettre du duc de Vicence, adressée au Grand maréchal comte Tolstoï, lié à lui par une longue amitié. Cette lettre fut écrite de Pleiswitz alors que l'armistice était signé. Elle prouve la constance des efforts tentés par M. de Caulaincourt, en conformité des désirs de Napoléon, pour entrer en relations directes ou indirectes avec le Tsar.

1813. CAMPAGNE III. ARMISTICE. N° 300.

LETTRE ORIGINALE DE CAULAINCOURT

AU GRAND MARÉCHAL COMTE TOLSTOI, 4 JUIN AU SOIR (1)

« Comment être si près de vous, mon cher comte, et ne pas vous parler de ma vieille et sincère amitié, comment ne pas vous parler avant tout de ma reconnaissance profonde pour le souvenir honorable de bienveillance que l'Empereur a daigné me confirmer au milieu de tant d'événements et de malheurs? J'en sens tout le prix. Veuillez le dire dans l'occasion et penser que je m'honore avant tout de l'estime d'un prince que tant de nobles qualités distinguent. J'ai été heureux de pouvoir parler un peu de lui avec tous les sentiments qu'il m'a permis de lui vouer. Je le ferai bien plus un jour si des temps moins malheureux me permettent de mettre à ses pieds l'hommage de tout le respect que je lui dois et tous les sentiments qu'il m'a permis quelquefois de lui exprimer.

« Adieu, mon cher comte. Ne pensez à moi que quand vous chercherez le souvenir d'un ami.

CAULAINCOURT, duc DE VICENCE. »

(1) Ni Bailleu, ni Martens ne parlent de cette lettre.

Des documents dont il disposait, M. Bailleu a tiré cette conclusion : « Le général Schouvalow lui-même, vous le voyez, Messieurs, n'a su que penser des insinuations de Caulaincourt. Était-ce de la ruse ou de la franchise? Pour moi, Messieurs, je suis tout disposé à croire que nous avons là une nouvelle trace, une nouvelle preuve de cette conspiration en faveur de la paix que nous voyons de bonne heure se former autour de l'empereur Napoléon. »

M. de Martens est plus affirmatif. Il croit à une « perfide trahison ». Il montre le duc de Vicence livrant « son souverain et son bienfaiteur ». Il insiste sur ce que ses paroles fournissaient à Alexandre « la preuve très précieuse d'un fait incontestable, savoir qu'il pouvait compter sur la trahison dans le camp de Napoléon ». Là était, pour ce dernier, le danger contre lequel son génie allait échouer. « Les ennemis les plus dangereux se trouvaient dans son propre camp (1). »

Sommes-nous à même de résoudre le problème?

Napoléon, à ce tournant de son histoire, désirait très sincèrement traiter avec la Russie. Dans les instructions dictées le 17 mai pour régler la conduite de M. de Caulaincourt, au cas où le Tsar aurait consenti à recevoir celui-ci, il était dit : « Si j'ai des sacrifices à faire, j'aime mieux que ce soit au profit de l'empereur Alexandre, qui me fait une bonne guerre, et du roi de Prusse, auquel la Russie s'intéresse, qu'au profit de l'Autriche, qui a trahi l'alliance et qui, sous le titre de médiateur, veut s'arroger le droit de disposer de tout (2). » Tout, en effet, poussait Napoléon à dissocier la coalition naissante : la lassitude de son armée, les menées de Vienne, les nouvelles de Paris où la confiance, de l'aveu de Maret lui-même, était ébranlée, la peur enfin de compromettre l'avenir de son fils, pensée qui l'obsédera désormais. La première tentative du duc de Vicence pour approcher Alexandre ayant échoué, il voulut profiter des négociations de l'armistice pour tenter de nouveau la chance.

On ne saurait mettre en doute qu'il donna, dans ce but, des instructions verbales à son plénipotentiaire. Un passage de sa correspondance fait allusion à ces ordres confidentiels. Le 1er juin, à 3 heures après midi, de Neumarkt, l'Empereur écrit

(1) MARTENS, *Recueil*, XIV, 181.
(2) *Correspondance de Napoléon*, 20018.

à Caulaincourt : « Je vous recommande toujours de préparer quelque ouverture directe. Je désire la paix (1). » Le même jour, à peu près à la même heure, le Grand écuyer mandait, de son côté : « Quant à la négociation de paix, je n'ai encore pu causer en particulier avec le comte de Schouvalow. Il m'a dit, devant son collègue, qu'il pouvait affirmer que l'empereur Alexandre était sans passion dans cette affaire, qu'il voulait sincèrement la paix, que tout le prouverait ... (2) »

Il est vrai, que déjà, à ce moment, contrairement à ce qu'il prétend, Caulaincourt avait pu dire quelques mots en particulier à Schouvalow puisque, le 31 mai, ce dernier avait rendu compte de ses paroles. Faut-il voir dans le silence qu'il garde sur cet incident la crainte d'une divulgation prématurée? Le pays, en effet, était infesté de cosaques et les routes peu sûres pour les courriers.

Quoi qu'il en soit, les négociateurs ennemis s'en tenant à leur rôle purement militaire, limité à l'élaboration d'une convention d'armistice, refusaient d'aborder officiellement la question de la paix. Notre plénipotentiaire était en droit, pour répondre aux vues de son souverain, d'engager avec la Russie des négociations occultes. Norvins l'a noté : « Il était donc positif pour le duc de Vicence que Napoléon ne voulait traiter qu'avec la Russie seulement (3) » et encore : « Le duc de Vicence continuait d'être chargé de suivre l'intérêt que Napoléon mettait à traiter particulièrement de la paix avec l'empereur Alexandre. Il était autorisé à entretenir particulièrement le comte de Schouvalow (4). » Nous verrons plus loin la part de M. de Caulaincourt dans la documentation du livre de Norvins. Ces lignes peuvent être considérées comme une déposition faite à une époque où le témoin n'était pressé de s'expliquer par aucune nécessité.

Remarquons, enfin, que Napoléon usait volontiers de ces pourparlers à côté. Nombreux sont, dans son histoire, les cas où il eut recours à ce procédé. Sans sortir de notre sujet, nous le verrons, lors du congrès de Prague, donner l'ordre formel au duc de Vicence de s'aboucher secrètement avec Met-

(1) *Correspondance de Napoléon*, 20067, et *Archives de Caulaincourt*, liasse 8, original.
(2) Caulaincourt à l'Empereur, 1er juin 1813, 5 heures du soir.
(3) Norvins, *Portefeuille de* 1813, II, 23.
(4) *Ibid.*, II, 7.

ternich et il agira encore de même à l'époque de Châtillon.

On ne saurait donc reprocher à M. de Caulaincourt ce qui, dans ses confidences à Schouvalow, tendait à amener une conversation en vue de la paix. Toutefois, il était si convaincu de la nécessité de cette paix, la poursuite de celle-ci entrait si bien dans sa constante ligne de conduite, qu'il alla trop loin, au moins en apparence, dans le choix de ses arguments.

Quand il dit que « la paix est indispensable à faire pour la Russie », quand il conseille de « s'arranger », quand il parle de la facilité de conclure puisque, du côté français, on le désire, même quand il montre l'intérêt que son adversaire trouverait à ce geste, il reste dans l'attitude prescrite.

De même, quand il conseille de profiter des circonstances difficiles où se trouvaient nos armées, ajoutant : « Quand nous avons des succès, on ne saurait nous faire entendre raison, » et plus loin : « Il nous viendra des renforts considérables, » il tient des propos dont certains, dit M. Waliszewski, « se laissent concevoir comme concertés avec Napoléon » (1).

Mais pourquoi ces détails sur les mouvements de l'armée, pourquoi ces conseils sur l'action des cosaques sur nos derrières, pourquoi toutes ces indications qui ne pouvaient que renforcer le moral et la résistance de l'ennemi?

Il ne faut pas juger l'importance du secret militaire au début du dix-neuvième siècle d'après l'idée que la dernière guerre nous en a laissée. Le général Joffre et ses successeurs imposèrent ce secret et le maintinrent avec une rigueur dont il n'était pas encore d'exemple. Les résultats obtenus ne le furent, d'ailleurs, que grâce au front continu de la mer du Nord aux Vosges et à la fermeture des frontières. Tout contact, les espions mis à part, était pratiquement supprimé, à ce point de vue, entre les belligérants. On n'en cherchait pas si long sous l'Empire et il en était encore ainsi bien des années plus tard.

D'autre part, en 1813, nous étions en pays ennemi ou malveillant. Il était facile à l'adversaire de se renseigner à tout instant sur la disposition et l'emplacement de nos troupes, de s'enquérir de leur moral. Une indiscrétion avait donc certainement moins d'importance que celles dont nous avons constaté les effets nocifs entre 1914 et 1918.

Néanmoins, dans la bouche d'un diplomate, les confidences

(1) Waliszewski, *le Règne d'Alexandre Ier*, II, 183.

de M. de Caulaincourt prenaient une singulière importance. Il y a lieu cependant de remarquer que nombre des renseignements fournis étaient au moins sujets à caution. Quand le duc de Vicence disait, le 31 mai, que le général Bertrand était à Strigau, semblant insinuer qu'il était isolé, il se trompait, volontairement ou involontairement. En réalité, le 29, à 2 heures de l'après-midi, Berthier avait reçu l'ordre de porter le 4e corps (Bertrand) et celui du duc de Tarente sur Jauer (1). Macdonald était chargé de pousser une avant-garde sur Strigau. Marmont, renforcé par la cavalerie de Latour-Maubourg, longeait, lui aussi, les montagnes de Bohême ; il était arrivé en avant d'Eisendorf. Le corps Bertrand n'était donc pas isolé.

Dans le même ordre d'idées, il était de bien peu d'intérêt pour l'ennemi d'apprendre que le duc de Raguse « avait craint d'être attaqué dans sa marche ». Les Russes ne pouvaient, en effet, ignorer que, le 29 également, le 6e corps avait rencontré, en avant de Jauer, un détachement de 15 000 hommes et l'avait culbuté (2).

Il était exact que ce même 6e corps, fort de 23 798 hommes à la date du 25 avril (3), avait vu fondre ses effectifs car, le 15 juin, ceux-ci ne s'élevaient plus qu'à 14 668 hommes et 614 officiers (4). Mais, par contre, le 12e corps (duc de Reggio) avait plus d'hommes que les 12 000 qu'on lui attribuait. Il avait perdu beaucoup des 25 342 hommes dont il disposait le 25 avril (3), mais, le 20 juin, il comptait encore 16 896 sous-officiers et soldats présents sous les armes et 599 officiers (5).

(1) *Correspondance de Napoléon*, I, 20053.

(2) *Mémoires du maréchal Marmont, duc de Raguse*, Paris, Perrotin, 1857, in-8°, V, 117.

(3) Général Tournès, *Lützen*, 384, Situation des armées françaises en Allemagne à la date du 25 avril 1813.

(4) *Archives historiques de la Guerre*. Situation des troupes composant le 6e corps de la Grande Armée à l'époque du 15 juin 1813. — Il n'existe pas aux Archives historiques de situation à une date plus rapprochée du 31 mai. — Le 15 juin, le 6e corps avait 8 409 hommes et 105 officiers aux hôpitaux.

(5) *Archives historiques de la Guerre*. Grande Armée, 12e corps. Situation à l'époque du 20 juin 1813, Dame, le 20 juin 1813. Nous n'avons pas trouvé non plus d'état donnant la situation de ce corps à une date plus voisine du 1er juin. — Le 20 juin, le 12e corps avait 9 800 hommes aux hôpitaux et 914 détachés.

Quant à M. de Bülow, c'était bien malgré lui qu'il laissait Oudinot « faire ce qu'il voulait » : le 26 mai, ce général prussien avait été mis en déroute à Hojersverda (1).

Enfin, s'il est vrai que Napoléon, pendant les conférences de Pleiswitz, témoignait de son impatience d'arriver à une solution jusqu'à fixer, dans plusieurs de ses lettres, un délai rapproché pour la fin des pourparlers, l'auteur des propos rapportés par Schouvalow se trompe en disant que le jour de la signature de la suspension d'armes l'Empereur éprouvait une telle hâte d'être renseigné qu'il était allé de sa personne au-devant du courrier apportant la nouvelle. Si M. de Caulaincourt a tenu ce propos, il ne pouvait faire allusion qu'à une lettre où Napoléon lui disait : « Comme je vais monter à cheval pour me porter sur la route d'Eisendorf, j'espère y trouver de vos nouvelles (2). » Cette lettre est du 1er juin 1813, 3 heures après midi. L'Empereur ne se déplaçait pas tout exprès pour courir au-devant de l'estafette.

M. de Schouvalow connaissait la situation réelle des Alliés. Il savait que, à ce moment même, Barclay de Tolly, le nouveau commandant en chef, ne voyait de salut que dans une retraite en Pologne. Il n'ignorait pas que la marche sur Schweidnitz avait eu lieu, contre le gré de ce général, sur l'ordre formel d'Alexandre. On comprend mieux encore, si l'on tient compte de ces faits, l'émoi causé dans son esprit par les insinuations de M. de Caulaincourt. On conçoit que l'idée lui soit venue d'un piège tendu à sa crédulité, d'une manœuvre ayant pour but de provoquer une offensive intempestive et prématurée de l'armée russe avant que l'Autriche ait terminé ses prépa-

(1) On comprend d'autant moins que Caulaincourt ait parlé confidentiellement à Schouvalow de la situation d'Oudinot qu'il avait été question officiellement de celle-ci dans la conférence du 31 mai. Rapportant les arguments de Schouvalow et de Kleist, Caulaincourt écrivait le 1er juin, trois heures et demie du matin, à l'Empereur : « Ils assurent que les détails que Votre Majesté aura pu avoir par d'autres que par le duc de Reggio lui prouveront que M. de Bulow a eu un succès au lieu d'un revers. » Ce à quoi Napoléon répondit, le 1er juin, 10 heures du matin : « Les assertions que vous tiennent les plénipotentiaires sont tout à fait ridicules... J'ai dix rapports sur l'affaire du duc de Reggio et, ce qui répond à tout, c'est qu'on est à trois journées du champ de bataille. »

(2) *Correspondance de Napoléon*, 20067.

ratifs. Les événements ultérieurs auraient pris, vraisemblablement, une tout autre tournure si Napoléon avait pu attaquer l'un après l'autre ses adversaires.

Plus précieux encore que le doute qui envahit Schouvalow quand il entend Caulaincourt parler en faveur de la Russie, est le témoignage d'Alexandre lui-même. Le Tsar connaissait le duc de Vicence. Une longue fréquentation lui avait permis de se rendre un compte exact de son caractère, de ses idées, de sa loyauté. S'il l'avait cru réellement capable de trahir son maître, il se serait emparé avec joie des atouts qu'on lui offrait. Or, on a vu, au contraire, avec quel dédain il les repoussa par la plume de M. de Nesselrode. Lorsque ce dernier, violant délibérément le secret demandé, mit Stadion au courant, il se contenta de dire, à propos du discours du duc de Vicence : « Sa Majesté prend de ces aveux, de ces avis, de ces confidences, de ces conseils, la part qu'il convient et ne se laissera pas aller à des insinuations également manquées dans leur objet. Le premier serait probablement de nous porter à attaquer... L'autre est évidemment de détacher la Russie et la Prusse de l'Autriche... »

Alexandre avait entre les mains, répétons-le, tous les éléments pour bien juger de la situation et deviner le sens profond des paroles échangées. S'il y avait vu une ébauche de trahison, puisque M. de Martens emploie ce mot, aurait-il fait parler de la sorte son chancelier?

Quant à la lettre de Tolstoi, écrite après la signature de l'armistice, si elle n'est pas une simple missive de banale courtoisie, écrite sur le ton de flatterie alors en usage dans toutes les chancelleries, elle ne peut que préparer, pour l'avenir, entre Alexandre et Caulaincourt, une rencontre dont ce dernier n'acceptait l'ajournement qu'à contre-cœur. Quinze jours auparavant, le duc de Vicente avait dit à M. de Narbonne : « Une mission au quartier général russe partagerait le monde en deux (1). »

Albert Sorel n'a pas connu la lettre de Nesselrode. Et pourtant, il n'a pas hésité, après avoir montré le duc de Vicence « croyant à la magnanimité du tsar, aux vertus du roi de Prusse aux principes de l'empereur d'Autriche », à écrire, à propos de ces incidents : « Il s'imaginait travailler au bien de l'Europe,

(1) Caulaincourt à Narbonne, 14 mai 1813.

au bien de la France, au bien de l'Empereur, en facilitant aux Alliés l'exécution de leurs généreuses intentions, en forçant, dans la mesure du possible, la main à Napoléon et en l'amenant, au besoin malgré lui-même, à entrer dans des desseins qu'il s'obstinait à méconnaître, en l'obligeant à signer une paix qui consoliderait sa dynastie (1). »

Ces lignes de l'illustre historien contiennent une grande part de vérité. Elles ne la contiennent pas tout entière. Sans doute, M. de Caulaincourt désirait, voulait la paix et agissait en conséquence. Sans doute, il se faisait des illusions sur la bonne foi des Alliés. Cependant, à Pleiswitz, il a agi, quant au fond de la question, d'accord avec les vues et les instructions de Napoléon pour amener, par les moyens qu'il croyait efficaces, une solution pacifique du conflit.

Seuls, ses arguments de détail et ses expressions ont dépassé la ligne qu'il n'aurait pas dû franchir.

Pour les expliquer, sinon les excuser, il y a lieu de remarquer que les nerfs du duc de Vicence avaient, depuis peu, été mis à une rude épreuve. Nous avons toute sa correspondance avec l'Empereur durant ces journées historiques. Napoléon se montre parfois très dur à son égard. Le premier devoir d'un négociateur, en des circonstances délicates, est évidemment de rester maître de ses nerfs. Mais M. de Caulaincourt était sensible. Il ressentait vivement les blâmes et ne savait pas parfois dissimuler ses colères. On le vit bien lorsqu'il en vint à offrir sa démission, à la veille d'arriver au but officiellement poursuivi.

Pour faciliter les négociations, le 1er juin 1813, à 2 heures de l'après-midi, les plénipotentiaires avaient convenu d'une suspension d'armes de trente-six heures. Le matin même, à 6 heures, Lauriston était entré à Breslau. Or, le 2 juin, un corps de troupes, parti de cette ville, remonta l'Oder vers Ohlau. Berthier prétendit que la lettre prescrivant l'arrêt des opérations n'avait pu parvenir à Lauriston que le 2 au soir. Schouvalow et Kleist prouvèrent que cet ordre, porté par M. de Bongars, aide de camp du major général, avait été remis dans la nuit du 1er au 2 avant minuit. Le malentendu était en réalité la consiquence d'une faute individuelle du commandant du

(1) Albert Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, VIII, 128.

détachement. M. de Caulaincourt, froissé de voir sa loyauté mise en cause, écrivit à Berthier :

« Pleiswitz, le 3 juin 1813, 7 heures et demie du soir.

« Je prie Votre Altesse d'obtenir de l'Empereur mon remplacement dans la négociation de l'armistice. Compromis par la marche d'Ohlau, dont on se plaint avec raison puisqu'elle a été faite au mépris de l'armistice (1) que j'ai signé, je ne puis plus être utile dans la négociation où je ne dois plus inspirer de confiance. Placé dans une position si désagréable pendant que je me dévouais avec tant de zèle et de sacrifice pour servir Sa Majesté, le besoin de l'estime de moi-même me commande de ne plus me mêler d'affaires qui compromettent l'honneur dont j'ai hérité de mes pères et que je veux conserver intact (2). »

Le major général n'eut pas à répondre à cette lettre. Dès le lendemain matin, l'accord était fait et il ne fut plus question de cet incident.

Si M. de Caulaincourt avait su, pendant son séjour à Pleiswitz, ce qui se passait dans le camp adverse, il n'aurait conservé aucune illusion. Le 1er juin, en effet, François II avait quitté Vienne pour se rapprocher du théâtre des opérations. Le 2, il avait trouvé à Czalau Nesselrode, envoyé par le Tsar pour pousser l'Autriche à une prompte décision. Metternich se laissa convaincre sans peine. Alexandre savait désormais que, « dans aucun cas », l'Autriche n'abandonnerait « la cause » (3). Les tentatives de M. de Caulaincourt n'avaient plus aucune chance de succès.

XIII

LE CONGRÈS DE PRAGUE

A la suite de la venue de Metternich à Dresde, l'armistice fut prolongé jusqu'au 10 août, en même temps que Napoléon accep-

(1) La suspension d'armes du 1er juin.

(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse 8, minute de la main de Caulaincourt.

(3) *Mémoires du prince de Metternich*, I, 142.

tait la médiation de l'Autriche et la réunion d'un Congrès à Prague.

M. de Caulaincourt a consigné dans une longue note, dont l'original et une copie existent encore dans les Archives (1), comment il fut amené à accepter de représenter l'Empereur à cette nouvelle conférence.

Un matin, à Dresde, peu avant son départ pour Mayence qui devait avoir lieu le 25 juillet, Napoléon lui annonça qu'il serait son plénipotentiaire, sa « nomination devant être agréable à la Russie et à l'Autriche ». Le duc de Vicence déclina cet honneur, objecta que M. de Narbonne, alors ambassadeur à Vienne, était plus qualifié que lui pour le rôle qu'on lui offrait. Napoléon rejeta cette désignation, M. de Narbonne n'ayant pas réussi à la Cour de François II, où l'on regrettait Otto. M. de Caulaincourt proposa alors le duc de Bassano : « J'observai à Sa Majesté... que les dispositions où elle m'avait paru être, dans la dernière conversation qu'elle m'avait fait l'honneur d'avoir avec moi, m'ayant démontré que la paix était impossible, je la priai de me dispenser de cette mission ; que, restant près d'elle, je lui serais utile tandis qu'il ne lui fallait qu'un homme de paille à Prague, si elle ne se résignait pas à des sacrifices et que, si elle voulait en faire, M. de Bassano, qui avait plus que personne sa confiance, convenait mieux, puisqu'elle lui donnerait sans doute plus de latitude. »

L'Empereur protesta qu'il sentait comme Caulaincourt le besoin de la paix mais qu'il voulait celle-ci honorable : « Si elle pouvait être générale, je serais disposé à de plus grands sacrifices, parce qu'ils seraient compensés par les avantages d'un long repos et d'un grand commerce ; mais, ne pouvant être que continentale, je dois garder les moyens de forcer l'Angleterre à en finir, et pour cela, la prépondérance sur le continent qui peut seule amener à ce but. »

L'Empereur ajouta que le duché de Varsovie ne lui tenait pas à cœur, qu'il serait « coulant » sur toutes les questions intéressant la Russie et la Prusse, tout en ne voulant pas réédifier cette dernière puissance sur une trop grande échelle. « Quant à l'Autriche, elle n'a aucun droit. Ses prétentions ne sont fondées que sur sa trahison. Rien ne doit me porter à la satisfaire. »

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse 3, dossier 9.

M. de Caulaincourt exposa alors qu'il croyait nécessaire désintéresser l'Autriche en lui donnant l'Illyrie. « J'insistai, ajoutait-il, sur ce que Berlin ne pouvait être une capitale pour la Prusse si nous étions maîtres de tout le cours de l'Elbe ; sur ce que la 32e division ne pouvait rester département français à la paix générale, sans paraître un jalon pour une autre guerre ; enfin sur l'avantage de faire d'avance, de son évacuation à venir, une condition éventuelle de paix avec l'Angleterre et de restitution de nos colonies. » Le duc exprima aussi l'avis que l'Empereur devait renoncer au protectorat de l'Allemagne, faisant remarquer que l'influence de la France sur la Bavière, à raison du voisinage de l'Autriche, sur la Saxe et sur la Westphalie, à cause de la proximité de la Prusse, offrait une garantie plus réelle que tous les titres et les traités.

Napoléon s'écria « qu'il ne pouvait consentir à de tels sacrifices... que cela valait bien la peine de lui être demandé, qu'il serait encore temps alors de s'y décider ».

En vain M. de Caulaincourt objecta combien le temps pressait, qu'il ne s'agissait pas d'offrir ces concessions mais de savoir s'il serait autorisé à les accepter, le cas échéant : « Je ne puis aller à Prague, continua-t-il, sans savoir ce que Votre Majesté veut céder, car il est reconnu qu'elle ne peut récupérer ce qu'elle occupait et peut-être même pas conserver tout ce qu'elle a encore. »

Napoléon indiqua qu'il consentirait à céder le duché, peut-être les places de l'Oder et, comme M. de Caulaincourt revenait sur l'Illyrie, sur la Hollande, sur les villes hanséatiques, il s'emporta : « Vous êtes plus dur que Metternich. Vous voulez m'imposer d'avance des conditions qu'on n'osera même pas me demander. Vos prétentions sont ridicules. Vous exigez que je défasse moi-même mes culottes pour recevoir le fouet. C'est par trop fort ! Vous voudriez me mener à la baguette. Où avez-vous rêvé ces beaux arrangements? Je ne me refuse à rien de raisonnable pour arriver à la paix, mais ne me proposez rien de honteux, puisque vous êtes Français. »

M. de Caulaincourt tint bon sous l'orage. Napoléon lui parla encore de Metternich, se vantant de l'avoir à Dresde « battu de l'œil », de l'avoir forcé à se radoucir en lui faisant sentir que « la chose était sérieuse » et qu'il « était en mesure de lui tenir tête ». Il termina en disant : « Je vous répète que

je veux satisfaire la Russie. Voilà donc une porte ouverte et celle qui vous intéresse. »

Piqué au vif par cette allusion, le duc de Vicence riposta : « Je ne m'intéresse qu'à la France. C'est parce que, une fois à Prague, on ne répondra pas à mes demandes, c'est aussi parce que Votre Majesté a l'opinion que je suis trop disposé à céder et que je suis envers Elle plus exigeant que ses ennemis, que je ne puis me charger de cette mission. Il faut avoir toute sa confiance pour obtenir son dernier mot et, pour aller à Prague, la conviction qu'il peut mener au résultat désiré. J'ai la pensée que je n'ai ni l'un ni l'autre. »

La discussion continua sur l'attitude de M. de Metternich. « Dans le cours de la conversation, écrit Caulaincourt, l'Empereur, tantôt fâché, tantôt radouci, m'assura que, quoique taquin et dur envers lui, j'avais sa confiance ; que quant à son ultimatum, il voulait la paix ; que, voulant le but, il en voulait les moyens, mais que cela ne pouvait se développer qu'en négociant... ; que ma prétention d'avoir une si grande latitude en partant n'était ni raisonnée, ni raisonnable puisque, pouvant me retirer, une heure après mon départ, les pouvoirs qu'il m'aurait donnés ou les restreindre, ce que je demandais dans ce moment serait illusoire. »

Sur de nouvelles objections, « l'Empereur, dit Caulaincourt, prit un peu d'humeur et me planta là en rentrant dans son cabinet et tirant fortement la porte ».

Berthier, le soir même et le lendemain de grand matin, insista auprès du Grand écuyer pour le décider à accepter la mission offerte, mais il n'eut aucun succès, non plus que Bassano qui, dans l'après-midi, revint à la charge.

Dans la soirée, l'Empereur fit appeler de nouveau le duc de Vicence : « Vous êtes une mauvaise tête, vous voulez me faire la loi. Croyez-vous donc que je n'aime pas le repos autant que vous? que je sente moins que vous le besoin de la paix? » Il parut plus modéré à son interlocuteur mais sans rien spécifier et, comme M. de Caulaincourt faisait mine de résister encore, il regagna sa chambre sans lui répondre.

Le lendemain 24 juillet, le Grand écuyer, après avoir eu une longue conversation avec le prince de Neuchâtel, revit, plusieurs fois dans la matinée, l'Empereur qui ne lui parla que des détails de ses services mais, à 2 heures, eut lieu une audience plus importante. Napoléon confirma à ce moment ce qu'avait

déjà dit Berthier, assurant qu'il consentait « par affection pour l'Impératrice qui lui avait donné un fils, à payer la trahison de l'Autriche par la cession de l'Illyrie, plutôt que de donner à la France le scandale et à sa femme le chagrin de voir son beau-père les armes à la main contre lui ». Les instructions pour Prague, ajouta-t-il, seront basées sur ces sacrifices : « Consentant à payer la trahison de mon beau-père ou plutôt celle de Metternich, vous sentez bien que je ne me refuserai pas à des choses que je considère comme de moindre importance, quand elles ne tourneront pas à l'honneur de la France. Mais tout cela vaut la peine qu'on me le demande ; je ne veux pas l'offrir. »

Il termina en assurant Caulaincourt qu'il aurait toute latitude pour arriver à la paix et son dernier mot fut pour protester qu'il désirait avant tout celle-ci. Napoléon partit ensuite à 2 heures du matin, dans la nuit du 24 au 25 juillet pour rejoindre l'Impératrice à Mayence.

Cependant, le malentendu n'était pas dissipé entre le souverain et son envoyé. Lorsque ce dernier reçut ses instructions le 26 juillet à 2 heures de l'après-midi, il fut déçu et navré. Au lieu des ordres nets et précis, sur la nécessité desquels il avait tant insisté, il lui était recommandé de « ne pas pousser la marche des négociations » et, pour être sûr que ce but serait atteint, on l'enserrait dans les mailles d'un protocole minutieux. Il prit sans tarder sa plume pour écrire à l'Empereur : « J'ai besoin de soulager mon cœur avant de quitter Dresde, afin de ne porter à Prague que le sentiment des devoirs que Votre Majesté m'a imposés. Il est 2 heures. M. le duc de Bassano me remet seulement les instructions... Elles sont si différentes des arrangements auxquels Elle avait paru consentir en me déterminant à accepter cette mission, que je n'hésiterais pas à refuser encore l'honneur d'être son plénipotentiaire si, après tant de temps de perdu, les heures n'étaient comptées... Quelle que soit donc ma répugnance pour des négociations si illusoires, je me pénètre avant tout de mes devoirs et j'obéis (1). »

« L'Empereur n'étant plus à Dresde, dit encore M. de Caulaincourt dans la note citée plus haut, il n'y avait pas deux partis à prendre. Tout retard ou difficulté de ma part eût donné à notre cabinet l'apparence d'un refus de négocier... Je me dévouai

(1) Caulaincourt à l'Empereur, Dresde, 26 juillet 1803.

donc. J'avoue que la crainte de me faire imputer la rupture de la négociation fut pour beaucoup dans ma détermination. »

Le 27 juillet, M. de Caulaincourt quittait Dresde et le 28, il arrivait à Prague où l'attendait déjà M. de Narbonne, second plénipotentiaire français, et où il fut logé au palais de Malte. Le Congrès s'ouvrit le 29.

Ce fut, on le sait, simple parade diplomatique. Les dés étaient jetés. Metternich, enfin prêt, était décidé à la guerre ; il eut cependant la loyauté de prévenir le duc de Vicence, dès leur première entrevue, que, si les bases de la paix n'étaient pas signées le 10 août, les hostilités commenceraient immédiatement (1).

Or, précisément, M. de Caulaincourt n'était pas à même de préciser ces bases, telles que Napoléon aurait consenti à les accepter, et son souverain était encore sur la route de Mayence ! « Je me suis tenu dans la réserve absolue qui m'est prescrite, » écrivait-il à Maret, après la première réunion.

Il s'était tenu, en effet, dans la réserve, si l'on ne considère que son rôle de plénipotentiaire, mais l'homme privé était si convaincu que l'heure des résolutions suprêmes avait sonné, si ulcéré de ne « pouvoir faire le bien » comme il se l'était promis, si désireux de tout sauver, au prix même d'une incorrection professionnelle, que cet homme privé prit sur lui de se livrer à son dangereux adversaire : « Dépouillant son caractère diplomatique, » il avait fait au chancelier de François II cette grave insinuation : « Demandez tout ce qui est juste et surtout ce qui présente l'idée d'une véritable base de pacification, vous l'obtiendrez plus facilement que peu, parce que Napoléon en dira : l'Autriche est décidée à la guerre plutôt qu'à une trêve (2). » Si l'on en croit le plénipotentiaire russe Anstett, il aurait même ajouté : « Dites-moi seulement si vous avez assez de bonnes troupes pour nous rendre une bonne fois raisonnables », puis, l'instant d'après : « Ramenez-nous en France par la paix ou par la guerre, et vous serez béni par 30 millions de Français et par tous les serviteurs et amis de l'Empereur (3). »

(1) Caulaincourt à l'Empereur, 30 juillet 1813.

(2) Oncken, *Œsterreich und Preussen im Befreingskrieg*, Berlin, S. Grote, 1876-1879, in-8°, rapport de Metternich à François, 28 juillet 1813.

(3) Martens, *Recueil*, III, Traités avec l'Autriche, 114, Rapport d'Anstett, 28 juillet 1813.

M. Lefevre de Béhaine, en relevant cette « faute de tactique », dit que, avant de quitter Dresde, Caulaincourt « avait eu le temps nécessaire pour méditer ses instructions et pour en discuter la teneur et l'esprit » (1). Si, plus haut, nous avons tant insisté sur les préliminaires de l'envoi du duc de Vicence à Prague, c'est précisément pour montrer combien peu il avait été aiguillé sur la voie à suivre. Quand il déclarait que rien ne pouvait être fait avant le 5 août, date du retour de Napoléon à Dresde, il disait vrai, et c'est à tort qu'on lui a reproché d'avoir servi, en affirmant la nécessité de ce délai, la volonté d'atermoiement de Metternich.

Les paroles ci-dessus ne peuvent se justifier que par un état d'exaspération presque maladif, en partie explicable par ce que nous savons des conditions dans lesquelles M. de Caulaincourt était venu. Toutefois, il faut dire, à sa décharge que son langage vis-à-vis de Napoléon resta ce qu'il devait être et qu'il ne lui céla aucun des dangers imminents (2).

Cependant, l'Empereur, de retour de son voyage à Mayence, voulut jouer une dernière carte. Maret transmit ses ordres à l'ambassadeur (3). Celui-ci devait, très secrètement, à l'insu même de Narbonne, se présenter à Metternich comme ayant reçu de Napoléon, par une voie extra-ministérielle, l'ordre de demander à l'Autriche de faire connaître dans les vingt-quatre heures les conditions qu'elle mettait à la paix et à son alliance avec nous. Caulaincourt reçut cette dépêche le 6. Le soir même, il voyait Metternich. Ce dernier perdit vingt-quatre heures sous le prétexte de s'aboucher avec son souverain et de consulter ses conseillers. Le 8, enfin, il répondait en spécifiant les conditions arrêtées à Reichenbach mais en les

(1) Comte Lefebvre de Béhaine, *Napoléon et les Alliés sur le Rhin*, Paris, Perrin, 1913, in-8°, 78.

(2) M. Louis Madelin, dans son beau livre sur le *Consulat et l'Empire* (Paris, Hachette, 1933, in-8°, 214), dit : « Arrivé à Prague le 28 juillet, le duc de Vicence était décidé à y trouver de grands motifs d'inquiétude ; il pensa — naïvement — les conjurer en déployant tout ce qu'il avait de grâce et outra sur ce point son personnage. Des historiens admettent tout simplement qu'il trahissait. J'ai essayé d'élucider ce cas angoissant : *je n'ai pas cru pouvoir conclure que Caulaincourt eût positivement trahi.* Mais il est certain que, si l'on ajoute foi aux témoignages des plénipotentiaires adverses, on est autorisé à tous les soupçons. »

(3) Maret à Caulaincourt, 5 août 1813.

aggravant : dissolution du duché de Varsovie, rétablissement d'Hambourg et de Lubeck comme villes libres, renonciation au protectorat de la Confédération du Rhin, reconstruction de la Prusse, cession de l'Illyrie à l'Autriche, garanties réciproques.

Caulaincourt, malgré la rigueur de ces conditions, insista pour leur acceptation : « De grâce, Sire, écrivit-il, mettez dans la balance de la paix toutes les chances de la guerre ; voyez l'irritation des esprits, l'état de l'Allemagne dès que l'Autriche se déclarera, la lassitude de la France, son noble dévouement, ses sacrifices après les désastres de Russie ; écoutez tous les vœux qu'on fait dans cette France pour la paix, ceux de vos fidèles serviteurs, des vrais Français qui, comme moi, doivent vous dire qu'il faut calmer la fièvre européenne (1). »

Cet émouvant appel parvint à Dresde le 9 août à 3 heures. Napoléon ne répondit que le 10. Avant que sa lettre fût parvenue, dans la nuit du 10 au 11, à minuit, Russes et Prussiens avaient déclaré le congrès rompu et le chancelier autrichien avait fait allumer les signaux, tenus prêts pour annoncer l'événement.

M. de Caulaincourt ne pouvait cependant se résigner à l'inévitable. Malgré la déclaration de guerre de l'Autriche, notifiée le 12, il transmit à Metternich les dernières propositions de Napoléon, qui consentit à offrir à peu près exactement ce que que le duc de Vicence lui avait conseillé de céder dans les entretiens de Dresde. Le 14 août, il insista encore auprès de l'Empereur pour de nouvelles concessions, puis, le lendemain, invité à quitter Prague à l'arrivée d'Alexandre qui refusait de l'entendre, il se transporta au château de Kœnigsal, à deux lieues de la ville. Il tenta une dernière, une désespérée démarche pour atteindre le Tsar. Voici la lettre qu'il écrivit dans ce but au comte Tolstoï et la réponse qu'il en reçut, d'après les copies communiquées par M. Gorianov à M. Frédéric Masson (2) :

Campagne 1813. *V. E.* N° 568. — *Lettre originale du duc de Vicence au comte de Tolsto, grand maréchal de la cour de Russie, Kœnigsal, à deux lieues de Prague, le* 15 *août* 1813.

« Habitant un couvent ou un vieux château qui en a l'air, je ne puis me sentir si près de vous, mon cher comte, sans

(1) Caulaincourt à l'Empereur, 8 août 1813.
(2) *Bibliothèque Thiers, Fonds Masson*, carton 202.

avoir au moins le besoin de me rappeler à votre souvenir. Je ne vais pas vous voir parce que je ne sais pas si vos convenances vous permettraient de recevoir ce nouvel ermite. Je suis ici, comme toujours, le constant, dévoué et loyal ami de la paix ; j'ai donc toujours les anciens droits à la confiance dont je me suis toujours honoré.

« J'en ai aussi, je crois, à votre amitié et c'est à elle que je m'adresse pour mettre le respect et les sentiments d'un particulier reconnaissant aux pieds de l'Empereur. Adieu, mon cher comte, agréez l'hommage et l'assurance de tous mes sentiments. »

N° 569. — *Réponse du comte Tolstoï.*

« Quoique mes convenances ne sauraient me permettre, mon cher duc, de vous recevoir chez moi dans les circonstances présentes, je regrette vivement d'être privé du plaisir que j'aurais eu à vous revoir après une si longue séparation et à vous exprimer des sentiments que je vous conserverai toujours. Ceux que l'Empereur vous a voués personnellement sont à l'abri de tous les événements. Il me charge de vous en renouveler l'assurance ainsi que celle de l'estime particulière que vous lui inspirez. C'est avec empressement que je saisis cette occasion, mon cher duc, de vous offrir l'hommage de mon sincère attachement et de toute la reconnaissance que je vous dois de m'avoir fourni le moyen de me rappeler à votre souvenir. »

Le 16 août, la réponse définitive de Metternich parvenait à Kœnigsal. Les Alliés ne trouvaient pas, « dans les articles que propose maintenant Sa Majesté l'empereur Napoléon, des conditions » répondant à leurs buts. En conséquence ils « jugeaient ces propositions inadmissibles ».

M. de Caulaincourt n'avait plus qu'à partir. Il rejoignit l'Empereur le 18 août, à Forlitz (1).

XIV

LE MINISTÈRE DES RELATIONS EXTÉRIEURES

M. de Caulaincourt, ayant repris ses doubles fonctions de Grand écuyer et de Grand maréchal, ne quitte plus l'Empereur

(1) Fain, *Manuscrit de* 1813, II, 235.

jusqu'à la fin de la campagne de 1813. Il est auprès de lui à Eilenburg, le 9 octobre et il traduit en allemand les paroles impériales aux troupes saxonnes sur le point de trahir (1). Il assiste à ses côtés à la bataille de Leipzig. Enfin, le 7 novembre, il quitte Mayence avec Napoléon et arrive avec lui à Saint-Cloud, le surlendemain à 5 heures du soir.

A Paris, le Grand écuyer n'a guère le temps de se mêler à la vie mondaine. Il ne peut beaucoup fréquenter, comme il l'avait fait à son précédent séjour, l'hôtel d'Aimée de Coigny, la Jeune captive qui s'est appliquée, avec tant de soins, à ternir l'auréole tressée par le poète autour de son front juvénile, ni cet étrange petit salon bleu de la princesse de Vaudémont où se réunissaient, en un si singulier mélange, amis et ennemis du régime. Une lourde tâche allait lui incomber.

Peu auparavant, son beau-frère, M. de Saint-Aignan, ministre de France à Weimar, fait prisonnier le 24 octobre par les Alliés, avait été conduit à Francfort où se trouvait leur quartier général. Metternich, le sachant affilié à la coterie de M. de Talleyrand, l'employa à une de ces machinations tortueuses qu'il aimait à ourdir. « Dans le but, dit le chancelier lui-même, d'isoler encore davantage Napoléon, et d'agir en même temps sur l'esprit de l'armée, je proposai... de rattacher à l'idée des frontières naturelles l'offre de négociations immédiates (2). »

M. de Saint-Aignan se chargea de porter à Paris ce que l'on a appelé les bases de Francfort : la France limitée au Rhin, aux Alpes et aux Pyrénées. Arrivé à Paris le 14 novembre, il fut reçu, dès le lendemain, par l'Empereur. Celui-ci ne voulut pas considérer cette communication comme un ultimatum. Dans une lettre du 16, Maret, tout en acceptant l'idée d'un congrès à Mannheim, parlait à Metternich d'une « paix sur la base de l'indépendance de toutes les nations », paix qui, disait-il, avait été « l'objet constant » de la politique française, mais ne s'expliquait sur les propositions autrichiennes (3).

L'opinion publique, mise au courant par des indiscrétions peut-être voulues, se souleva avec une extrême violence contre le duc de Bassano. Dès que l'on connut sa réponse, dit Pas-

(1) Fain, *Manuscrit de* 1813, *ibid.*, II, 366.
(2) *Mémoires de Metternich*, *loc. cit.*, I, 173.
(3) Bassano à Metternich, 16 novembre 1813.

quier, « elle fut pour tout le monde le sujet d'une profonde affliction... M. le duc de Vicence, éclairé par les conférences de Prague sur les véritables dispositions des puissances et très exactement informé par son beau-frère, M. de Saint-Aignan, n'hésitait pas à regarder les dernières dispositions comme un ultimatum sur lequel il était indispendable de s'expliquer franchement, si on ne voulait pas que la négociation fût rompue. Il le dit nettement à l'Empereur (1). » Maret lui-même a noté les « progrès rapides » du *tolle* soulevé contre lui, des démarches faites auprès de Napoléon pour le convaincre « que le premier moyen de prouver son désir sincère de la paix était de retirer le portefeuille des négociations au ministre qu'on accusait de ne vouloir pas la paix » (2). Désormais, pour l'opinion publique, Caulaincourt sera « l'homme de la paix », Maret « l'homme de la guerre ».

Napoléon s'était déjà rendu compte de cette disposition des esprits car il avait, dès la première heure, désigné le duc de Vicence comme plénipotentiaire au congrès projeté. Metternich, d'ailleurs, faisant allusion aux tractations secrètes de Prague, avait dit à Saint-Aignan : « M. le duc de Vicence sait qu'il y a, entre nous, sous le sceau du secret, un écrit qui pourrait faire conclure la paix en soixante heures. »

Cette désignation n'ayant pas suffi à désarmer les colères, Napoléon, « effrayé d'une désapprobation si générale », se décida à sacrifier Maret. M. de Caulaincourt recueillit sa succession. « Aucun choix, dit Pasquier, ne pouvait être plus sympathique au public, dont les espérances se ranimèrent aussitôt (3). »

La nomination du duc de Vicence au ministère des Relations extérieures ne fut cependant pas, comme on pourrait le croire d'après les récits de quelques contemporains, une résolution hâtive, prise sous la pression des événements. L'Empereur avait, dans le passé, sondé à plusieurs reprises son nouveau ministre sur cette éventualité et, avant même l'arrivée de Saint-Aignan, était résolu à brusquer sa décision.

M. de Caulaincourt n'a pas rédigé la partie de ses *Mémoires*

(1) Pasquier, *Mémoires*, II, 108.

(2) Baron Ernouf, *Maret, duc de Bassano*, Paris, Charpentier, 1878, in-8°, 611 (Notes de Maret).

(3) Pasquier, *Mémoires*, II, 108.

où il aurait traité de ces événements, mais on trouve dans ses papiers quelques notes où, en vue de la préparation de son autobiographie, il a fixé le souvenir de cet épisode.

La première ouverture lui avait été faite le 26 octobre 1813. Ce jour-là, à Eisenach, Napoléon s'était plaint devant lui du duc de Bassano qui, dans sa pensée, avait été la dupe des Autrichiens, avant et pendant les pourparlers de Prague. A la fin de cette conversation, l'Empereur donna à entendre à M. de Caulaincourt qu'il avait jeté les yeux sur lui pour le ministère. Son interlocuteur n'ayant pas répondu à cette insinuation, il changea de sujet.

Quelques jours après, à Mayence, où il séjourna du 2 au 7 novembre, Napoléon revint sur ce sujet. Laissons ici la parole au duc de Vicence :

« A Mayence (1), l'Empereur, beaucoup plus pensif que dans la retraite parce qu'il pouvait évaluer toutes ses pertes, eut avec moi deux conversations sur le même texte que celle d'Eisenach. Dans la seconde, qui en suivait une qu'il venait d'avoir avec M. le maréchal de Raguse et dans laquelle, d'après le peu de mots qu'il m'en dit, ce maréchal avait cherché à l'éclairer sur sa situation et sur le besoin de la paix, il revint d'une manière si positive sur son intention de m'appeler aux Affaires étrangères que je pus formellement refuser, m'appuyant sur ce que je ne m'étais jamais connu les moyens qu'il lui fallait dans ce ministre. Je lui rappelai Erfurt, où j'avais déjà refusé. Je lui fis sentir que, depuis la perte de Duroc et n'ayant pas encore de Grand maréchal, je lui étais bien plus utile dans son intérieur. Voyant ma répugnance, la conversation en resta là sur ce qui me concernait. Il ajouta que, ne pouvant garder Maret dont il était cependant content et auquel il rendrait la secrétairerie d'État, il fallait qu'il lui trouvât un successeur. Il semblait vouloir indiquer sur qui se portaient ses vues quand, renforçant en quelque sorte ses paroles et gardant quelques minutes le silence, il me dit en me fixant : « Vous voudriez me faire reprendre Talleyrand... Tout le monde le veut... Il s'est indignement conduit pendant les affaires d'Espagne. » Puis, après une nouvelle pause, il ajouta : « Je ne suis pas, après tout, trop éloigné non plus de cette idée, car c'est un homme d'esprit. Celui-là n'a jamais été dupe... Mais, c'est qu'il est livré, entouré de ce qu'il y a de

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse 3, dossier 9.

plus vil. Mes affaires étaient à l'encan. Je ne puis forcer les ambassadeurs à venir chez Mme Grant. D'ailleurs, je ne veux pas la voir. Croyez-vous que ce choix fasse croire à la paix? » Je répondis que je n'en doutais pas. « Berthier ne jure que par lui [continua l'Empereur], Savary, la police, Pasquier, sans doute pour les résultats, ne voyant que Talleyrand pour les Relations, mais Savary, c'est en haine de Bassano. » Puis, comme s'il croyait en avoir trop dit, l'Empereur reprit : « Je ne puis jamais employer un homme qui a les histoires de Talleyrand et qui a aussi mal parlé quand il m'a cru embarrassé. On croirait d'ailleurs que je le suis maintenant. Il a voulu être prince et grand dignitaire, cela est incompatible avec la qualité de ministre. Je ne veux pas de Talleyrand, non que je ne rende justice à ses talents. C'est l'homme qui a le plus de vues, d'adresse, mais c'est de l'or à côté de la *merde.* » Après un nouveau silence : « Parlez-moi franchement, me dit l'Empereur. Est-ce Talleyrand que vous voudriez voir aux affaires? — Oui, Sire. » L'Empereur me prit l'oreille amicalement et ajouta : « Je m'en doutais. Vous êtes toujours de ses amis. Eh bien! je vous dis ce qui m'en empêche, car je suis un homme sans rancune et sans prévention. Dieu merci, je fais mes affaires et sais me faire obéir, mais, dans cette circonstance, vos vœux, monsieur le Grand écuyer, me dit-il en riant, ne peuvent être satisfaits. »

Une autre note de M. de Caulaincourt, également conservée dans ses Archives et entièrement écrite de sa main, comme la précédente, renseignera, mieux que tout exposé de notre part, sur la suite des événements.

« Au retour à Paris (1), après Leipzig, l'Empereur reprit plusieurs fois avec moi la conversation d'Eisenach et de Mayence sur sa situation politique et sur, disait-il, l'indispensable nécessité de quelques changements ministériels. « Maret ne peut rester. On le croit contre la paix, comme si c'était lui qui gouverne et qui dicte mes notes! » L'Empereur me dit qu'il était content de lui, que, pour lui rendre la chose moins désagréable, il changerait deux ministres et lui rendrait la secrétairerie d'État. Ensuite, il me dit qu'il me destinait à remplacer Maret. Je refusai formellement. Quatre jours après, l'Empereur revint à la charge et eut la bonté de me raisonner et de vouloir entrer dans les motifs de mon refus. Je m'ap-

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse 3, dossier 9. — 9 novembre.

puyai sur ce que je ne m'étais jamais senti les facultés, les connaissances nécessaires et encore moins les moyens nécessaires pour tenir la place à sa satisfaction et avoir un travail qui lui convînt. Il objecta que j'avais, de fait, rempli les fonctions pendant une partie de la campagne de 1813, qu'ayant été longtemps ambassadeur et, depuis, chargé de missions importantes, j'avais l'habitude des affaires et tout ce qu'il fallait. Il eut encore la bonté de me dire qu'il me rendrait facile ce qui pourrait m'embarrasser et ajouta que ma réputation d'homme qui voulait la paix et qui était modéré le servirait dans ces circonstances, au dehors comme au dedans. Il plaisanta même sur cette réputation d'homme de paix, comme si l'on pouvait plutôt que l'autre la faire, s'il ne la voulait pas, mais que telle était l'opinion et qu'il fallait faire quelque chose pour elle. Il joignit à ces réflexions beaucoup de cajoleries. Mon refus était constant et positif. Il parla d'autres choses en me disant que je perdais une belle occasion d'acquérir la plus belle illustration et gloire. Il passa en revue différentes personnes qui ne remplissaient pas son but, me dit-il, et reparla de M. de Talleyrand, mais avec les mêmes objections qu'à Mayence.

« Deux jours après, Cambacérès, à la suite d'un conseil et d'une conversation avec l'Empereur, descendit chez moi au cabinet du Grand maréchal, où j'étais établi depuis le retour à Saint-Cloud. Après avoir parlé de différentes choses, des affaires, du besoin de la paix, des bonnes dispositions qu'annonçait à cet égard l'Empereur, il me dit que l'Empereur, lui ayant confié ses vues sur moi, il avait cru devoir m'en parler pour m'engager à accepter, que nous étions dans des circonstances où il fallait que tout le monde se rendît utile où il pouvait l'être le plus, que l'Empereur lui avait parlé de ma répugnance pour le ministère et que, sans lui donner précisément la mission de me décider à l'accepter, il avait pu entrevoir que cela lui serait agréable et que trouvant, dans son opinion, la chose utile à l'État et honorable pour moi, il avait voulu m'en parler, que j'avais rempli des missions plus difficiles, eu à me décider, à 800 lieues de ma Cour, sur des questions bien autrement délicates que celles que j'aurais à traiter sous la dictée, on peut dire, de l'Empereur qui faisait tout, que je ne pouvais donc donner pour bonne la raison de modestie de moyens que j'alléguais, etc. Il insista longtemps sans me décider.

« Peu de jours après arriva M. de Saint-Aignan. Je remis à l'Empereur les lettres de M. de Metternich à mon adresse. Pendant quatre jours il travailla avec M. de Bassano. Il ne fut question avec moi que des détails du palais. Le cinquième, l'Empereur reprit ses précédentes réflexions pour que j'ac-

ceptasse le ministère, mais cela avec une insistance qui poussait les choses à bout. Mes motifs de refus n'en étant que plus positifs, après m'avoir de nouveau parlé de M. de Talleyrand, il me dit, après cinq minutes de silence et de promenade dans son cabinet, les mains derrière le dos et les yeux fixés sur moi : « Eh bien ! je prendrai Talleyrand, mais chargez-vous de cette négociation avec lui. Voilà mes conditions. Allez le trouver. Je ne veux me rappeler que ses bons services. Il faut qu'il se sépare de sa femme. Je ne veux pas qu'elle paraisse aux Relations, ni à la Cour. Allez ! »

« L'Empereur, sans me permettre une réflexion, rentra en tirant la porte de son cabinet, me laissant aussi satisfait qu'étonné de cette subite détermination. Je n'avais pas quitté le cabinet, qu'il me fit rappeler pour me dire : « Ajoutez-lui que je ne veux pas que ses entours d'intrigues, les..., paraissent à l'hôtel des Relations. » Je voulus faire quelques réflexions sur la nature des conditions imposées qui rendaient la chose inacceptable. — « Eh bien ! vous me convenez mieux que personne aux Relations. Allez et choisissez. » Ce second mot n'était pas prononcé que la porte était fermée.

« Je revins le soir avec la réponse de M. de Talleyrand. Dès que l'Empereur m'aperçut chez l'Impératrice, il sortit et me fit appeler au cabinet.

« L'Empereur [avait dit le prince de Bénévent] demande que je me déconsidère, que j'abandonne mes amis. Ce n'est pas me donner le moyen de le bien servir. Pour lui et pour moi je refuse. Il me connaît et savait, en vous envoyant, que la barrière qu'il élevait était insurmontable. » M. de Talleyrand avait ajouté toutes les réflexions que la délicatesse et sa position suggéraient. L'Empereur m'ordonna d'y retourner à l'instant pour lui faire entendre raison, me dit-il. Il me raisonna pendant trois quarts d'heure pour que je redisse ses paroles. Selon l'Empereur, il pouvait envoyer Mme de Talleyrand à la campagne, sous prétexte de santé, dès le lendemain, et ne prendre le portefeuille que dans huit jours. Cela sauverait tout, selon lui. Voyant que je n'étais pas persuadé du succès de ce moyen, il me rappela et me dit de n'y aller que le lendemain, qu'il m'en reparlerait.

« Le lendemain, M. le comte de Flahaut fut, je crois, chargé de lui en parler et M. le duc de Rovigo de le décider à saisir ce moyen de rentrer en faveur et aux affaires. M. de Rovigo, sûr qu'il faisait une chose utile au pays et à l'Empereur, s'y employa de tous ses moyens. Au bout de ... jours, pendant lesquels l'Empereur ne m'avait plus reparlé de rien, ces pourparlers étant restés sans succès, il me fit demander et me chargea de nou-

veau de négocier le retour de M. de Talleyrand, comme si notre dernière conversation eût été de la veille : « Il se monte la tête ; il a des scrupules de délicatesse pour une femme qu'il n'estime pas, qui lui pèse, qui le gêne. On dirait qu'entre elle et moi, entre la France et une catin, le choix peut être difficile ! Demandez-lui, comme de vous, de quel côté sont les bienfaits. A qui doit-il de la reconnaissance et sa réputation d'homme d'État? Je consens à ce qu'il ne chasse pas tout de suite les intrigants qui l'entourent mais peu à peu et que le corps diplomatique ne les trouve pas chez lui. Quant à sa femme, il ne manquera pas d'expédients plausibles pour s'en débarrasser, s'il veut. Il fait le fier et joue les nobles sentiments parce qu'il croit que j'ai besoin de lui. Eh bien ! il se trompe. Dites-lui que je ferai la paix sans lui, dussé-je céder davantage plutôt que de recevoir la loi. Il voudrait pouvoir afficher sa nouvelle délicatesse à mes dépens et dire qu'il m'a forcé. Il ne me connaît donc plus... » Puis il reprit : « Vous êtes un enfant de refuser le ministère pour le ménager à Talleyrand. Il n'en ferait pas autant pour vous. Que voulez-vous? La paix? Eh bien ! n'est-elle pas dans mon intérêt plus encore que dans le vôtre? Le duché de Vicence vaudrait-il mieux que celui de Bassano, si je n'étais plus aux Tuileries? Vous êtes tous de drôles de gens ! Croyez-vous donc que Talleyrand me fera vouloir ce que l'entêté Caulaincourt n'aura pas pu me persuader? Talleyrand n'est plus qu'une vieille femme. Mes arguments ne sont plus ceux d'Austerlitz et de Friedland. Tout le monde eût fait ce qu'il fit alors. Mais je veux vous faire faire aujourd'hui ce que personne n'a encore fait, une bonne paix après des revers. Vous négocierez pendant deux mois. Il faut ce temps pour se parler et mes préparatifs et mon attitude feront le reste, car ce ne seront pas les cajoleries de salon qui persuaderont Alexandre et Metternich. On va se parler de loin et par des plénipotentiaires qui seront probablement fort mal disposés car les intrigants de l'Angleterre seront partout. Elle n'est pas pressée de finir la lutte. Elle n'a d'engagé que ses guinées... » L'Empereur, voyant qu'il ne changeait pas mes dispositions, m'ordonna de *décider Talleyrand.* Ce fut son mot : « Allez à Paris, revenez ventre à terre. »

« Les propositions étant à peu près les mêmes que j'avais faites et que d'autres avaient renouvelées, on me reçut avec les mêmes objections. Il me fut facile de voir qu'on ne voulait même pas négocier sur cette base. L'Empereur me renvoya trois fois de suite chez M. de Talleyrand, toujours avec de nouveaux expédients pour que sa femme fût éloignée sans que cela eût l'air, disait-il, de la condition de son rappel aux affaires :

« Dites à Talleyrand, me dit-il cette dernière fois, qu'il ne peut avoir oublié que j'ai toujours eu du penchant pour lui, que je ne me rappelle que des services qu'il m'a rendus. Faites-lui sentir mieux que vous ne l'avez fait (et ici l'Empereur eut l'air de s'en prendre à moi du non-succès) quelle est sa position... Soyons amis, Cinna... Faites-lui comprendre qu'il est temps qu'il réfléchisse, que ce que je lui offre mérite attention, que ma bonté et mon indulgence peuvent se lasser si je le vois ennemi déclaré. Rappelez-lui qu'il est Français et que son Empereur a le droit de lui ordonner. Si je lui donnais demain une mission insignifiante hors de Paris, que ferait-il? Il obéirait car, Dieu merci, on ne me brave pas. Ne vaut-il pas mieux, pour tous ses intérêts, qu'il aille s'établir rue du Bac et qu'il envoie Mme de Talleyrand dans sa terre de Maubeuge, même à Clichy où elle ne gênera personne? J'ai fait plus que je ne devais pour entrer dans vos idées. Si vous ne réussissez pas, l'Empereur ordonnera et vous serez mon ministre des Relations au lieu d'être mon plénipotentiaire au congrès, car je vous avais désigné, si les ouvertures qu'on a faites amènent à de véritables négociations de paix. Vous préférerez rester à Paris près de la belle Mme de... à aller négocier au milieu de mes ennemis. »

Le refus de M. de Talleyrand. « Malgré tout le cortège des réflexions dont j'avais fait précéder le fond de mon message, mes instances étant plus vives et mon insistance sur ses devoirs comme Français plus prononcée, il me dit : « Mettez-vous à ma place. Pesez les conditions qu'on m'impose. Que feriez-vous?... L'Empereur exige que je le serve et il me déconsidère. Placé entre ce qu'il appelle l'intérêt du pays, mais plutôt sa faveur, et une question de délicatesse qui touche à mon honneur, mon choix ne peut être douteux. Il appellerait demain ambition ce qui n'aurait été que dévouement. L'Empereur a tort de vouloir saper ainsi la considération de ceux qu'il emploie, car c'est cette considération qui nous donne le public et, plus qu'un autre, il veut avoir l'opinion pour lui. » Quoiqu'il n'y eût rien à répondre, je suppliai M. de Talleyrand de revenir aux affaires, lui représentant qu'il ferait rappeler dans un mois la personne qu'on tenait à éloigner de lui et lui promettant de le seconder de tous mes moyens et pour cela et pour le succès des affaires, si on traitait. Ce fut vainement. Je lui confiai la position où je me trouverais s'il ne se résignait pas. Il fit la réflexion que les choses étaient poussées bien loin et qu'on ne pouvait espérer de résolutions assez modérées et convenables aux circonstances de la part de l'Empereur, tant que l'adulation du ministre actuel des Relations l'entretiendrait, d'une manière

quelconque, dans les rêves et les projets qui perdaient la France depuis quatre ans. »

« L'Empereur, auquel je rapportai ce refus, fut, pendant quelques instants, fort pensif puis me dit seulement : « Mes affaires n'iront que mieux et plus vite sans lui, car on n'est jamais sûr avec lui qu'il n'y ait pas quelque intrigue. » Pendant une demi-heure, il me parla d'affaires de sa maison, de quelques choix et fut se coucher.

« ... jours après, il me réattaqua pour le ministère : « Vous savez mes conditions, me dit-il en plaisantant et en me tirant l'oreille. Je suis décidé. Cela paraîtra demain. Molé remplacera Régnier et Maret ira à la secrétairerie d'État, Daru à l'administration de la Guerre. » Je répondis que je m'étais chargé de la négociation pour décider M. de Talleyrand à accepter le ministère, mais nullement de le remplacer, que Sa Majesté, ayant des projets sur moi pour le congrès, je lui serais peut-être plus utile là. Je fis valoir les raisons déjà données et refusai formellement. Une heure après, un courrier fut expédié pour mander l'Archichancelier. L'Empereur lui dicta les décrets et le chargea de descendre chez moi, avant de les adresser, pour me raisonner et me dire que c'était un ordre et, de plus, une marque de dévouement qu'il attendait de moi dans ce moment et que son intention était que nous prêtassions même serment le soir même, afin que l'opinion fût fixée par le *Moniteur* du lendemain.

« Cambacérès m'assura qu'il avait fait, d'après la répugnance qu'il m'avait vue il y a quelques jours pour ces fonctions, quelques représentations à l'Empereur mais sans changer sa détermination, qu'il l'avait seulement autorisé à passer chez moi pour me prévenir de ses intentions, en le chargeant d'ajouter que toute nouvelle objection serait inutile, ne le changerait pas et m'ôterait le mérite de lui donner une marque de dévouement. Je priai l'Archichancelier d'attendre un moment chez moi que j'eusse parlé à l'Empereur. « Vous fâcherez l'Empereur et ne le changerez pas, » me dit-il. Je montai au cabinet. L'Empereur, en m'apercevant, vint à moi d'un air gracieux : « Allons, que voulez-vous? Ne pas être ministre? Vous êtes un enfant. Vous entrez aux affaires dans un moment important. Chacun vous y verra avec plaisir et vous attacherez votre nom à une des circonstances les plus heureuses pour le pays, puisque tout le monde veut la paix. Elle ne sera pas difficile puisqu'à entendre certaines gens, je jetterais l'Italie et un tiers de la France à la tête des ennemis qu'on serait encore content. » Comme je montrai toujours la même répugnance et articulai que l'Archichancelier, n'ayant eu que mon refus,

attendait ses ordres, il se mit à rire et me dit qu'il connaissait ses intentions et était bien sûr qu'il n'attendait plus. « Vous prêterez serment ce soir, me dit-il. Si ces fonctions ne vous conviennent pas, dès que mes négociations seront passées, et, au plus tard, dans trois mois, je vous donnerai un successeur. D'ailleurs, j'aurai besoin de vous pendant la campagne. » Il me parla alors de nouveau du choix du Grand maréchal, toujours indécis entre les comtes B... et de F... (1). »

M. de Talleyrand, pour expliquer son refus, dit, dans ses *Mémoires*, qu'il n'aurait pu s'entendre avec l'Empereur « sur la seule manière de sortir du dédale dans lequel ses folies l'avaient enfermé » (2). Ses sentiments réels se retrouvent plutôt dans ses confidences, glissées à la même époque à Mme de La Tour du Pin, au sujet de Napoléon : « C'est un homme fini... un homme qui se cachera sous son lit (3). »

Le décret nommant M. de Caulaincourt ministre des Relations extérieures fut signé le 20 novembre et son bénéficiaire prêta serment le soir même. Il prenait le pouvoir dans des circonstances tragiques. On connaît les idées de derrière la tête des Alliés : nulle concession ne pouvait plus assurer la paix. M. Lacour-Gayet (4) a rendu au duc de Vicence un éclatant et très mérité témoignage : « Il est beau pour Caulaincourt d'avoir tenté l'impossible. »

Il conservait son titre de Grand écuyer mais, comme il lui était difficile d'assurer encore le service du Grand maréchal qu'il dirigeait depuis la mort de Duroc, l'Empereur l'en déchargea en le confiant à Bertrand qui, à son tour, dut remplir par intérim les fonctions de Grand écuyer.

On ne perdit pas de temps (5). Dès le 2 décembre, le nouveau ministre écrivait à Metternich qu'il était autorisé à déclarer que Sa Majesté adhérait « aux bases générales et sommaires » qui avaient été communiquées par Saint-Aignan. Il répétait

(1) Bertrand et de Flahaut.

(2) Talleyrand, *Mémoires*, II, 136.

(3) Marquise de La Tour du Pin, *Journal d'une femme de cinquante ans*, Paris, Chapelot, 1913, II, 339.

(4) Lacour-Gayet, *Talleyrand*, II, 328.

(5) M. de Caulaincourt n'eut pas à intervenir dans les négociations qui aboutirent, le 11 décembre, à la signature du traité de Valençay.

des expressions de Metternich (1) mais ce dernier fit savoir qu'il ...allait consulter les Alliés.

Cette réponse dilatoire aurait dû ouvrir les yeux de tous sur la mauvaise foi à laquelle on allait se heurter. Il ne s'agissait plus que de rejeter sur Napoléon toute l'impopularité de la prolongation de la lutte. La déclaration des souverains, arrêtée le 4 décembre mais antidatée du 1er, ne parlait déjà plus des frontières naturelles.

Caulaincourt ne s'y trompa pas. Il comprit, comme il le dit, que la modération du langage « n'avait pour but que d'imposer une fausse sécurité » mais, obstinément attaché à ses espoirs, il ne voulut laisser de côté aucune chance de réussite. Napoléon consentit à le laisser se rapprocher du grand quartier général ennemi pour être prêt, à tout hasard, à entamer des négociations. Le duc de Vicence quitta Paris, le 5 janvier, à 4 heures du matin, marchant vers l'Est. Son voyage, long et mouvementé, allait le conduire à Châtillon.

XV

LE CONGRÈS DE CHATILLON

M. de Caulaincourt se dirigeait sur Fribourg-en-Brisgau, siège des quartiers généraux des trois souverains alliés depuis la fin de décembre. Le soir de son départ de Paris, il arrivait à Épernay, y passait la nuit et le lendemain, 6 janvier, atteignait à Nancy à 3 heures après-midi (2). A la tombée du jour, il était à Lunéville d'où il écrivait à Metternich, en lui demandant des passeports, que l'Empereur, « n'ayant rien plus à cœur que le prompt rétablissement de la paix générale », l'avait muni de pleins pouvoirs (3). En attendant la réponse du chancelier, le duc de Vicence alla, le 8, assister à Gerbéviller au mariage de son

(1) Fain, *Manuscrit de* 1814, Paris, Bossange, 1825, in-8°, 58, Metternich à Bassano, 25 novembre 1813.

(2) M. le vicomte de Montbas a publié une étude sur *Caulaincourt à Châtillon* dans la *Revue de Paris*, numéros du 15 juin, p. 789, et 1er juillet 1928, p. 118. Il a eu notamment à sa disposition « le journal de voyage tenu par le secrétaire de Caulaincourt ». (Ne serait-ce pas Rayneval?) Nous empruntons à ce remarquable travail de nombreux détails sur le voyage du duc de Vicence.

(3) Caulaincourt à Metternich, Lunéville, 6 janvier 1814.

cousin, M. de La Vieuville, préfet du Haut-Rhin. Le 9, il gagna Raon-l'Étape puis, le 10, Baccarat d'où il comptait rejoindre le lendemain le duc de Bellune à Rambervilliers. La prise de Saint-Dié l'obligea à revenir sur ses pas. Le 11, il est de nouveau à Lunéville ; il y reçoit la réponse de Metternich : Alexandre est momentanément absent de Fribourg ; lord Castlereagh n'est pas arrivé ; on lui adressera « le plus tôt possible une réponse » à sa proposition de se rendre au quartier général (1).

De Lunéville, M. de Caulaincourt se rend à Nancy. Le 13, à 9 heures du matin, il quitte cette ville en même temps que les autorités civiles et se retire à Void. « Tous les dépôts s'évacuent, les routes sont couvertes de gens qui fuient. On ne peut se dissimuler que la consternation est extrême (2), » écrit-il à l'Empereur, de l'hôtel du Pigeon blanc où il est descendu.

L'ennemi avançant toujours, le ministre errant se réfugie, le 15 janvier, à l'hôtel du Soleil d'Or à Saint-Dizier. Là, lui arrive enfin, le 20, une lettre de Metternich mettant fin à cette pénible randonnée : Châtillon-sur-Seine a été désigné pour la réunion du congrès et il est invité à s'y transporter.

M. de Caulaincourt part aussitôt pour cette destination. Le 21 janvier il déjeune à Troyes. Les avant-postes ennemis l'arrêtent entre Bar-sur-Aube et Mussy. Il est reçu fort courtoisement : « On m'a donné, dit-il, une escorte d'honneur et toutes espèces de facilités pour me rendre à Châtillon (3) » où il arrive le soir même à 11 heures.

Le duc de Vicence y reste d'abord huit jours dans l'inaction, se plaignant amèrement du sans-gêne avec lequel on le traite. Enfin, le 29, Metternich daigne le prévenir que les conférences s'ouvriront le 3 février. Le lendemain, le chevalier de Floret, conseiller d'ambassade, le rejoint pour préparer les logements des diplomates et l'installe dans la maison d'un notable commerçant, M. Étienne, « la plus belle de la ville », où il disposera d'appartements de réception convenables. Ce point avait son importance car le Grand écuyer, convaincu que le luxe d'un ambassadeur sert les intérêts de son pays par la situation personnelle qu'il crée à son représentant, comptait recevoir fastueusement ses partenaires. En ces temps lointains,

(1) Metternich à Caulaincourt, Fribourg-en-Brisgau, 8 janvier 1814.

(2) Caulaincourt à l'Empereur, Void, 13 janvier 1814.

(3) *Ibid.*, Châtillon-sur-Seine, 24 janvier 1814.

la guerre conservait des formes assez chevaleresques pour que les adversaires, hors du champ de bataille, pussent se traiter mutuellement en gentilshommes.

Le duc de Vicence avait auprès de lui M. de La Besnardière, chef de bureau au ministère, qui avait tenu le porteuille en l'absence du ministre, M. de Rayneval, sous-chef de bureau au même département, qui lui servait de secrétaire, quatre agents, MM. Baudard, Rouen, Renard et de Formond, son aide de camp, le capitaine Cham, et un médecin, M. Renaud. Quant au personnel subalterne, « il ne comprenait pas moins de 22 domestiques de toutes catégories, dont 6 officiers de bouche, sous la direction d'un maître d'hôtel » (1).

Les plénipotentiaires étrangers, l'Autrichien Stadion, le Russe Razoumovski, l'Anglais lord Castlereagh, arrivèrent le 3 et le 4. On se conforma à l'ancienne étiquette : le dernier arrivé se faisait annoncer par un secrétaire et recevait la visite de ceux qui l'avaient précédé. Le temps n'était plus où M. de Caulaincourt pouvait exiger partout une place privilégiée et « s'arrêter à des affaires de forme ».

La première séance eut lieu le 5 février dans l'hôtel de Mme de Montmaur. Séance de pure forme car l'envoyé russe n'avait pas encore reçu ses pouvoirs. Razoumovski afficha, dès la première heure, sa haine pour le duc de Vicence : « Il ne voit pas Caulaincourt sans voir en même temps l'ombre du duc D'Enghien, » dit Anstett (2). Mais, comme il insistait par trop sur ce que toute l'Europe était derrière les Alliés, il s'attira cette repartie : « Je ne l'ignore point, monsieur... Ici la France a l'honneur d'être seule (3). » Cette réponse, ajoute le Grand écuyer, a « paru plaire à tout ce qui n'était pas russe ». On décida ensuite d'écarter toute discussion sur la question maritime et la séance fut levée au bout de vingt minutes. Le soir, Caulaincourt réunit ses collègues autour d'une table princière. Il « avait voulu, dit M. de Montbas, être le premier à les recevoir pour bien marquer que, même en territoire occupé, il était chez lui (4). »

A la seconde réunion, le 7 février, les Alliés proposèrent de ramener la France à « ses limites d'avant la Révolution ».

(1) Vicomte DE MONTBAS, *Revue de Paris*, 15 juin 1928, 815.

(2) *Papiers de Nesselrode*, V, 201, Anstett à Nesselrode, Châtillon, le ..... 1814.

(3) Caulaincourt à l'Empereur, Châtillon, 5 février 1814.

(4) Vicomte DE MONTBAS, *loc. cit.*, 817.

Ce n'étaient déjà plus les propositions de Francfort, les limites naturelles. Caulaincourt le fit remarquer avec vigueur et rappela les propos tenus à Saint-Aignan, propos que Razoumovski déclara ignorer, au grand scandale de lord Aberdeen. Ce fut en vain. Il n'obtint même qu'une réponse dilatoire quand il en vint à dire : « Si j'acceptais votre proposition, signeriez-vous immédiatement et ferait-on cesser dans le moment l'effusion du sang? » (1).

La situation du duc de Vicence, au cours de cette journée, qui lui enlevait ses dernières illusions, avait été pénible : « Il y parut, note Stadion, comme un homme anéanti du malheur de la circonstance, ne désirant que la fin de la guerre telle qu'elle fût » (2). Floret le montre ayant de la peine « à se rendre maître d'un mouvement de vivacité et d'aigreur » (3) et Razoumovski, toujours malveillant, parle de son ton humble et consterné (4). Caulaincourt, cependant, voyait clair dans le jeu des ennemis : « J'ai affaire ici, écrit-il à Napoléon, à des hommes qui ne sont rien moins que sincères ; se presser de leur faire des concessions, c'est les encourager à en demander de nouvelles sans que l'on puisse prévoir où elles s'arrêteraient (5). »

Trois jours plus tard, le 10, coup de théâtre. A la demande du Tsar les négociations sont suspendues. Désespéré, le duc de Vicence mande à l'Empereur : « S'il n'y a de salut que dans les armes, je prie Votre Majesté de me compter au nombre de ceux qui tiennent à honneur de mourir pour leur prince (6). »

Les conférences reprirent le 17, à 8 heures du soir. Entre temps, Champaubert et Montmirail avaient fait réfléchir le Tsar. Il voulut traiter mais aux conditions arrêtées à Troyes : les frontières de 1792, renonciation à toute influence en dehors d'elles, évacuation des pays conquis, y compris Anvers. C'était acculer Napoléon « à l'abdication ou au suicide » (7). Caulaincout sollicita un délai.

Ce répit fut marqué par la demande directe d'une paix

(1) August Fournier, *Der Congress von Châtillon. Die Politik im Kriege von* 1814, Wien und Prag, Tempsky, 1900, in-8°, 374, Floret's Journal.
(2) *Ibid.*, 310, Stadion à Metternich, Châtillon, 8 février 1814.
(3) *Ibid.*, 375, Floret's Journal.
(4) Martens, *Recueil*, XIV, 197.
(5) Caulaincourt à l'Empereur, Châtillon, 8 février 1814.
(6) *Ibid.*, Châtillon, 10 février 1814.
(7) A. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, VIII, 281.

séparée, sur les bases de Francfort, adressée par Napoléon à l'empereur d'Autriche dans sa lettre du 21 février, tentative qui irrita les Alliés, provoqua le pacte de Chaumont, mais amena la réunion, à Lusigny, d'une conférence d'armistice qui resta sans résultat.

Enfin, le 10 mars, alors que la situation militaire avait empiré, Caulaincourt proposa la renonciation de l'Empereur à toute souveraineté hors de France. Ses adversaires exigèrent un contre-projet précis. Il l'apporta le 15 mars. En vingt-neuf articles, il renonçait à tout, sauf à Lucques et à Neuchâtel, mais ne mentionnait pas la Belgique. Trois jours plus tard, les Alliés rejetaient ces propositions et déclaraient le congrès terminé. La dernière séance eut lieu le 19 mars : « On était très aigri, » dit Floret (1).

Le 20 mars, le duc de Vicence déposa sa carte chez les plénipotentiaires ennemis sans chercher à les revoir. Il quitta Châtillon le lendemain à 6 heures du matin, accompagné par le comte de Volkenstein, chambellan et officier d'ordonnance de l'empereur d'Autriche, et par quatre hussards. Passant par Tonnerre, Sens et Nogent-sur-Seine, retardé par l'encombrement des routes, il rejoignit Napoléon à Saint-Dizier à minuit, dans la nuit du 23 au 24 mars 1814. En route, il avait rencontré l'auditeur Frochot lui apportant de nouvelles et trop tardives instructions.

M. de Caulaincourt, malgré tout, s'accrochait à un dernier espoir. Il avait, à plusieurs reprises, insisté pour que M. de Metternich vînt de sa personne à Châtillon. A la dernière minute, il lui envoya M. de Rumigny qui le trouva à Troyes, alors que tout était rompu. Le chancelier exprima l'avis que les choses pourraient encore s'arranger si la France, consentant à de larges sacrifices, s'adressait directement aux ministres des Affaires étrangères des quatre puissances ennemies (2). Le duc de Vicence poussa donc l'Empereur à employer M. de Wessenberg pour une ultime tentative qu'il raconte dans ses *Mémoires* et dont il ne sortit rien. M. de Metternich ne se considérait plus comme tenu à aucun ménagement.

(1) August Fournier, *Der Congress von Châtillon*, 397, Floret's Journal.

(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse 12. Note autographe de M. de Rumigny. — Cf. Caulaincourt à l'Empereur, Châtillon, 18 mars 1814.

***

Le rôle de M. de Caulaincourt, au cours de ces journées tragiques où se jouèrent le sort de l'Empereur et celui de la France, a donné lieu à maintes controverses. Parmi les contemporains, Pons de l'Hérault a écrit : « Les intentions de M. le duc de Vicence étaient pures ; mais le fardeau qu'il devait porter surpassait ses forces, et il plia sous le faix » (1). Maret — à la vérité il détestait Caulaincourt qui le lui rendait bien — accuse son collègue d'avoir laissé échapper par deux fois, le 7 et le 17 février, l'occasion de signer la paix (2). De nos jours, M. de Martens prononce, une fois de plus, à l'ocasion de son attitude, le mot de « conduite équivoque » (3).

Que le ministre français ait voulu aboutir à la paix, nul n'ose le contester. Dans sa conviction, il n'y avait plus d'autre chance de salut. Il se sentait soutenu par la presque unanimité des généraux : « Un dernier espoir restait encore, dit Ségur, il se concentrait sur Caulaincourt (4) ». Mais, cette paix, était-il en son pouvoir de la conclure?

Les premières instructions de Napoléon, en date du 4 janvier, se ressentaient de sa méfiance à l'égard de la bonne foi des Alliés. Elles recommandaient à son plénipotentiaire de « tout écouter, tout observer » (5) mais sans rien lui prescrire. Tandis qu'il errait à travers les provinces menacées par l'invasion, Caulaincourt sollicita des directives plus précises. Le 18 janvier, il reçut l'ordre d'expédier, quand il le jugerait bon, une lettre à Metternich qu'il devait signer mais que Napoléon avait dictée lui-même le 16 (6). Elle proposait confidentiellement à l'Autriche une suspension d'armes. Avant de la faire parvenir, le duc de Vicence voulut être renseigné sur les sacrifices à faire. La Besnardière lui répondit que la France devait conserver « ses limites naturelles, sans restriction ni

(1) Pons de l'Hébrault, *De la bataille et de la capitulation de Paris, extrait suivi de la 2e édition du Congrès de Châtillon.* Paris, Delaforest, 1828, in-8°, 448.
(2) Ernouf, *Maret, duc de Bassano*, 626, Note de Maret, et 628.
(3) Martens, *Recueil*, XIV, 196.
(4) Ségur, *Histoire et Mémoires*, VI, 305.
(5) *Correspondance de Napoléon*, 21062.
(6) La Besnardière à Caulaincourt, Paris, 16 janvier 1814.

diminution quelconque » (1). La lettre fut expédiée le 25 janvier. Dès le 29, l'empereur d'Autriche rejetait ces propositions.

En attendant l'ouverture des négociations, Caulaincourt insista à nouveau : « Comme Français et comme le plus dévoué de vos serviteurs, je dois... supplier Votre Majesté de me faire connaître d'une manière positive à quelles conditions on peut traiter (2). » Le lendemain il renouvela ses instances mais, le 4 février, l'Empereur, qui venait de livrer les batailles de Brienne et de la Rothière, lui manifesta sa mauvaise humeur : « Vous me demandez toujours des pouvoirs et des instructions, lorsqu'il est encore douteux si l'ennemi veut traiter. » Cependant, ajoutait-il, si l'ennemi dévoile ses prétentions, « vous êtes le maître de les accepter ou d'en référer à moi dans les vingt-quatre heures » (3).

La Besnardière, sur ces entrefaites, arrivait à Châtillon et transmettait au duc de Vicence l'ordre de faire désormais passer la correspondance officielle par Maret qui suivait le quartier impérial. Caulaincourt exhala sa colère : « J'ai méprisé avant de quitter Paris les intrigues de M. de Bassano et de sa femme, les sots propos qu'elle me prêtait ainsi qu'à mes amis » (4). Il réclama avec instance son remplacement. Cet incident était grave. Il prouvait au Grand écuyer qu'il n'avait plus la confiance entière de l'Empereur et il influa sur toute sa conduite ultérieure, en exagérant sa timidité.

Napoléon, quoique très affecté par cette diatribe, n'y répondit pas. Il se contenta de renouveler l'ordre d'accepter les bases que l'on proposerait, si elles étaient acceptables. « Dans le cas contraire nous courrons les chances d'une bataille (5). » Une lettre de Bassano, cependant, était plus affirmative. Il était chargé de « faire connaître en propres termes au duc de Vicence que Sa Majesté » lui donnait « carte blanche pour conduire les négociations à une heureuse fin » et il ajoutait que l'intention de l'Empereur était qu'il se regardât comme « investi de tous les pouvoirs et de toute l'autorité nécessaires » (6). C'est en s'appuyant sur ces mots : « carte blanche », que

(1) La Besnardière à Caulaincourt, Paris, 19 janvier 1814.
(2) Caulaincourt à l'Empereur, 2 février 1814.
(3) *Correspondance de Napoléon*, 21178.
(4) Vicomte de Montbas, *Revue de Paris*, 15 juin 1928, 816.
(5) *Correspondance de Napoléon*, 21179.
(6) Bassano à Caulaincourt, Troyes, 5 février 1814.

Maret a reproché à Caulaincourt de n'avoir pas saisi la balle au bond. Mais la différence de ton entre la missive de l'Empereur et celle du duc de Bassano jeta le duc de Vicence dans « la plus embarrassante perplexité » (1). Il se rendit dans cet état d'âme à la séance du 7 février. En rendant compte de l'intransigeance des ennemis sur chaque point de leur programme, ignorant même « si l'adoption de toutes les conditions amènerait la cessation des hostilités », il se tourna vers Napoléon : Votre Majesté « peut seule juger s'il faut consentir à tout » (2).

L'Empereur reçut ces nouvelles à Nogent dans la nuit du 7 au 8. Albert Sorel, dans une admirable page, a décrit, après Ségur, l' « abominable angoisse » dans laquelle il se débattit, les instances de son entourage, ses révoltes, ses cris de lion traqué (3). Au matin toutefois, il semblait résigné à céder la Belgique, puis la rive gauche du Rhin, mais, quand Maret vint présenter à sa signature les instructions à envoyer à Châtillon, il venait d'apprendre la marche de flanc aventurée de Blücher sur Paris. Le soldat d'Austerlitz s'était réveillé : « Ne précipitons rien. Il sera toujours temps de faire une paix comme celle. qu'on nous propose. » Et dix jours plus tard, le 17 février, de Nangis, il écrivait à Caulaincourt : « Je vous ai donné carte blanche pour sauver Paris, et éviter une bataille qui était la dernière espérance de la nation. La bataille a eu lieu : la Providence a béni nos armes... Votre attitude doit être la même : vous devez tout faire pour la paix, mais mon intention est que vous ne signiez rien sans mon ordre parce que, seul, je connais ma situation » (4) et, deux jours plus tard, il confirmait ces directives en les accentuant encore (5).

A ce moment l'activité diplomatique de M. de Caulaincourt fut suspendue. Le congrès était interrompu. Au quartier impérial, on attendait la réponse de l'empereur d'Autriche à l'offre de paix séparée et le résultat des conférences de Lusigny.

Pendant ce temps, la perspicacité du plénipotentiaire français

(1) Caulaincourt à l'Empereur, 6 février 1814.
(2) *Ibid.*, 7 février, 4 heures après-midi.
(3) Albert Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, VIII, 267, et Ségur, *Histoire et Mémoires*, VI, 303.
(4) *Correspondance de Napoléon*, 21285.
(5) *Ibid.*, 21315.

éclairé sur la résolution des Alliés, la conduite de l'Autriche, les menées des agents royalistes, appelait, sans se lasser, l'attention sur la gravité d'une rupture. Il jeta un dernier cri d'alarme dans une poignante dépêche : « Il n'y a point de faiblesse dans mes opinions, Sire, mais je vois tous les dangers qui menacent la France et le trône de Votre Majesté et je la conjure de les prévenir. Il faut des sacrifices ; il faut les faire à temps (1)... »

La réponse lui arriva sous la forme d'une lettre de Maret, écrite au lendemain de Craonne. Elle enserrait encore M. de Caulaincourt dans la revendication des bases de Francfort et dans un plan d'illusoires discussions. On a vu plus haut comment le duc de Vicence dut en tirer un long mémoire, transformé, sur l'injonction des Alliés, en un contre-projet de vingt-neuf articles qui fut repoussé. Le 17 mars, cependant, Bassano laissait enfin plus de latitude à notre envoyé. Il était trop tard. Quand sa lettre parvint à Châtillon, les négociations étaient rompues.

Ainsi donc, jamais M. de Caulaincourt ne fut à même de prendre l'initiative hardie qui aurait pu amener un résultat. Lié au début par des ordres stricts, il eut un instant, il est vrai, carte blanche, mais cette carte blanche perdait singulièrement de son efficacité si on rapprochait les paroles de l'Empereur de celles de Maret. Puis il lui fut interdit de rien faire par lui-même et jamais il ne fut autorisé à satisfaire l'Angleterre : là était pourtant le nœud de la question.

Enfin, il ne faut pas oublier, pour expliquer la timidité du duc de Vicence, si timidité il y eut, que, mal renseigné sur les événements militaires de Champagne, d'Espagne et d'Italie, il avait la preuve que Napoléon n'approuvait ni son attitude ni ses idées.

M. de Rumigny était chargé de la liaison entre Châtillon et le quartier impérial. A la demande de M. de Caulaincourt, il a consigné, plus tard, avec précision, les propos de l'Empereur dans une longue note écrite de sa main. Lors de la nuit tragique du 7 au 8 février, Napoléon doute déjà de son envoyé. « Je suis sûr de lui », disait-il, « mais il n'entend rien à toutes leurs finesses. Il est trop loyal et trop droit ». Quand Rumigny arrive au château de Surville, le 18 février, c'est

(1) Caulaincourt à l'Empereur, Châtillon, 6 mars 1814.

pour entendre dire à propos du congrès : « On me déshonore là-bas. On me fait demander la paix en suppliant, et cela au moment même où je viens d'anéantir mes ennemis. »

Le 27 février, Rumigny reçoit encore ces confidences : « Il n'y a rien dans les lettres du duc de Vicence. D'ailleurs, je ne lis plus ses lettres. Dites-lui qu'elles m'ennuient et me fatiguent à l'excès. Je ne veux pas de ses dissertations à perte de vue ! Il veut la paix. Et moi, croit-il donc que je ne la veux pas et que mon intérêt me soit moins cher qu'à lui ? » Toutes ces paroles, répétées à Caulaincourt, ne pouvaient guère l'encourager à agir.

En aucun cas il ne l'aurait pu. Avec des formes diverses tenant à leurs tempéraments, nul, parmi les Alliés, ne voulait aboutir. M. Debidour n'a pas traité à la légère Châtillon de « comédie diplomatique » (1). M. Driault a vu non moins juste en constatant que ce congrès « n'était pas viable (2) ». Alexandre, à Troyes, avait déclaré : « On ne peut obtenir de sérieux résultat qu'en continuant la guerre. » Castlereagh s'était prononcé : « Dût-on repasser le Rhin, il ne faut faire aucune concession. » Metternich, s'il y mettait plus de doigté, n'était pas moins résolu : « Toute paix, dit-il dans son autobiographie, reposant sur un autre principe que celui de la légitimité eût été précaire (3). » L'archiduchesse-impératrice était délibérément jetée par-dessus bord.

Rares sont dans l'histoire les occasions où un diplomate fut dans une situation plus angoissante que M. de Caulaincourt à Châtillon. Isolé, sans appui, tantôt les mains enchaînées, tantôt muni de pouvoirs dont on restreignait l'étendue en même temps qu'on les accordait, lié de nouveau par des ordres impérieux, il a pu avec vérité peindre sa position comme « la plus extraordinaire peut-être et sûrement la plus cruelle où jamais plénipotentiaire se soit trouvé » (4). Il disait encore vrai en confiant à Floret : « J'ai maintenant deux négocia-

(1) Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, Paris, Alcan, 1891, in-8°, I, 6.

(2) Édouard Driault, *La chute de l'Empire*, Paris, Alcan, 1927, in-8°, 26.

(3) *Mémoires* de Metternich, I, 188, *Autobiographie. Sur l'Histoire des Alliances* (1813 *et* 1814).

(4) Caulaincourt à l'Empereur, Châtillon, 9 février 1814.

tions, une avec vous et une avec l'Empereur. Ce n'est pas la moins facile (1). »

D'Hauterive lui a rendu justice : « Ses efforts pour parvenir à ce but[la paix] honorent son caractère » et M. le vicomte de Montbas est dans l'équité quand il écrit : « S'il s'est montré partisan de concessions sages et mesurées, s'il a souvent crié ses craintes au risque d'être traité d'importun, c'est qu'il se rendait compte de la lassitude de la France, de la fragilité de l'Empire, de l'inutilité d'une lutte sanglante et sans espoir, et qu'il redoutait l'inconnu au lendemain de la chute du colosse. Ses conseils ne furent pas suivis (2). »

Napoléon avait ses raisons pour ne pas les suivre. Il voyait les choses sous un autre angle que son envoyé. Ce n'est pas ici le lieu de départager le maître et le serviteur. Constatons simplement que « les francs avis » de M. de Caulaincourt — l'expression est de Ségur — suffiraient à lui mériter le respect de l'histoire. Comme on l'a dit, il a lutté à Châtillon désespérément, pour que la paix se fît par l'Empereur, avec l'Empereur et pour l'Empereur.

Un dernier mot. Aimée de Coigny prétend tenir de M. de Talleyrand que ce dernier aurait eu un chiffre secret avec Caulaincourt, à l'aide duquel il devait être prévenu si l'Empereur acceptait, ou non les conditions de paix (3). Le duc de Vicence a conservé toutes les lettres du prince de Bénévent : aucune ne porte la date de ces mois troublés (4).

D'autre part, le comte Molé raconte que lorsque le Grand écuyer vint dire adieu au même Talleyrand, en janvier 1814, avant de partir vers Châtillon, celui-ci osa lui proposer de « trahir Bonaparte et d'y agir pour le rétablissement des Bourbons. Caulaincourt refusa froidement cette ouverture » (5). On peut s'étonner qu'il n'ait pas prévenu l'Empereur d'une

(1) August Fournier, *Der Congress von Châtillon*, 391, Floret's Journal.

(2) Vicomte de Montbas, *Revue de Paris* du 1er juillet 1928, 151.

(3) *Mémoires d'Aimée de Coigny*, Introduction et notes par Étienne Lamy, Paris, Calmann Lévy [1906], in-12, 245.

(4) Charles Dupuis, *Le ministère de Talleyrand en* 1814, Paris, Plon, in-8°, 1919, I, 91.

(5) Marquis de Noailles, *le Comte Molé, sa vie, ses Mémoires*, Paris, Champion, 1925, in-8°, IV, 450. — Cf. Lacour-Gayet, *Talleyrand, loc, cit.*, II, 334.

offre aussi grave, mais le prince de Bénévent était encore son ami et il lui répugna, sans doute, de se faire son dénonciateur, d'autant plus que Napoléon était déjà très averti des sentiments et des intrigues de l'ancien évêque d'Autun.

XVI

LA PREMIÈRE RESTAURATION

M. de Caulaincourt dépeint lui-même, dans ses *Mémoires*, les journées d'agonie qui précédèrent et suivirent le retour de Napoléon à Fontainebleau. Nous n'avons donc pas à le faire.

Le dévouement désintéressé dont le duc de Vicence fit preuve vis-à-vis de l'Empereur en ces heures sombres ne saurait, toutefois, être passé sous silence. Si, à maintes reprises, il avait tenu tête à Napoléon, s'il avait parfois soutenu son point de vue contre la politique du souverain avec un entêtement presque téméraire, si même, selon l'expression de Napoléon, il avait été souvent dur pour son maître, les égards et les soins dont il entoura le lion blessé dans son palais désert suffisent pour le mettre hors de pair. Le Grand écuyer, qui s'était montré incapable de flatterie aux jours de triomphe, prouva la pureté de son loyalisme au moment où se tramaient les plus viles trahisons.

Plus que quiconque, il avait tout à craindre des Bourbons, encore sous l'impression des rumeurs qui avaient défiguré la tragédie de Vincennes. Plus que tout autre, il aurait eu intérêt à se parer de l'un de ces reniements précipités par lesquels tant de héros de l'épopée se sont diminués. L'idée ne lui en vint même pas. Au milieu de la lâcheté ambiante, tenant tête à l'hostilité des Alliés, sournoise chez Alexandre, s'étalant au grand jour chez Metternich, faisant face à la passion de vengeance des Vitrolles et des Dalberg, seul contre tous ou à peu près, il défendit avec courage et ténacité les intérêts du vaincu. Grâce à lui, un peu de décence fut maintenue au cours de la curée.

Parlant des rares hommes qui conservèrent « un noble caractère jusqu'à la fin », la reine Hortense écrit : « Ce furent plus particulièrement le maréchal Macdonald et le duc de Vicence. Ce dernier se fit honneur par le dévouement qu'il mit à stipuler

les intérêts de l'Empereur et de sa famille (1) » et Pons de l'Hérault ajoute que, avant l'heure du départ, « quelques beaux noms brillèrent autour de l'exilé » et, parmi eux, il range « le duc de Vicence profondément ému » (2).

Le rôle de M. de Caulaincourt ne se termina pas avec les adieux de Fontainebleau. Il lui fallut, après le 20 avril 1814, assurer la rectification et l'exécution de traité du 11 avril, se conformer aux derniers ordres du souverain partant, défendre les siens dont il restait le soutien et le conseil.

La suprême faveur qu'il avait reçue de Napoléon avait été l'autorisation, si longtemps sollicitée en vain, d'épouser la belle Mme de Canisy. Rien ne fait plus d'honneur à l'ancien Grand écuyer que cette permission acceptée à l'instant même où elle lui devenait inutile. On dira que c'était là une dernière flatterie de la part de celui qui s'était si souvent montré peu courtisan... Peut-être... Mais combien délicate !

Adrienne-Hervé-Louise de Carbonnel de Canisy avait enfin obtenu son divorce le 21 juillet 1813. Son mariage religieux avait été annulé par l'officialité de Paris au mois d'août suivant. Le duc de Vicence l'épousa le 24 mai 1814, après un contrat de mariage passé chez Me Batardy, notaire à Paris. Les deux époux s'installèrent rue d'Anjou dans l'appartement de la jeune femme.

Les difficultés ne tardèrent pas à les assaillir. M. de Caulaincourt, qui n'avait envoyé son adhésion au gouvernement royal qu'après l'abdication définitive de Napoléon, fut reçu sans difficulté par Louis XVIII « avec un grand nombre de mes collègues et de fonctionnaires », dit-il. Chez le comte d'Artois, les choses ne s'arrangèrent pas aussi aisément.

D'après Underwood, lorsque le duc de Vicence se présenta aux Tuileries pour faire sa cour au futur Charles X, celui-ci, dès qu'il l'aperçut, l'interpella avec violence : « Monsieur de Caulaincourt, vous êtes accusé d'avoir participé à un crime affreux ; j'espère que vous pourrez vous justifier ; jusque-là il m'est impossible de vous recevoir (3). »

(1) *Mémoires de la Reine Hortense*, II, 214.

(2) Pons de l'Hérault, *Souvenirs et anecdotes sur l'île d'Elbe*, publiés par Léon-G. Pélissier, Paris, Plon, 1897, in-8°, 18.

(3) *Paris en 1814. Journal inédit de Mme de Marigny, augmenté du Journal de T. R. Underwood*, publié par Jacques Ladreit de Lacharrière. Paris, Émile-Paul, 1907, in-8°, 281, Journal d'Under-

Le duc de Vicence se plaignit de cette apostrophe à Alexandre. Le Tsar se mit en tête d'arranger les choses. Il pria Monsieur à un dîner où se trouvait l'ancien ambassadeur en Russie. « Le dîner fut froid et solennel, dit Mme de Boigne. Monsieur se sentait blessé ; il se retira en sortant de table, fort mécontent et laissant l'Empereur furieux (1). » Pozzo di Borgo arrangea l'incident en persuadant au comte d'Artois de céder. Caulaincourt, ajoute Mme de Boigne, n'abusa pas de sa condescendance ; il alla une fois chez le prince et ne s'y présenta plus.

A la suite de cet incident, l'ex-Grand écuyer, comme nous l'avons vu, fit publier dans le *Journal des Débats* du 26 avril 1814 la lettre que le Tsar lui avait écrite en 1808 pour l'assurer qu'il le savait tout à fait « étranger à l'horrible affaire ». Nous avons relaté la longue polémique provoquée par cette intempestive publication.

Ce ne fut pas la seule occasion pour Alexandre de témoigner à M. de Caulaincourt une amitié qui semble, à ce moment, avoir été sincère. Dès la première heure, le Tsar avait sondé le terrain pour sa nomination à l'ambassade de Saint-Pétersbourg où il l'aurait vu revenir avec plaisir. En même temps qu'il était informé de l'échec de ce projet, le duc de Vicence apprenait que son nom était omis sur la liste des nouveaux pairs. Très affecté, il écrivit à l'empereur de Russie :

« Paris, 5 juin 1814.

« Sire, plus pénétré des bontés constantes de Votre Majesté qu'affecté de la proscription prononcée contre moi, j'ai, avant tout, besoin de la remercier de son intérêt. L'injuste haine et l'influence d'un prince m'excluent ici du Sénat et la justice si attendue du Roi, après m'avoir sacrifié dans mon pays, me refuse au dehors la seule place que j'ambitionnais, celle qui ne blessait personne et qui me consolait de tout, puisque, confondu ainsi avec les hommes frappés d'anathème, cette proscription dans le présent m'avertit de ce que je dois attendre de l'avenir. Fort des services que j'ai rendus depuis vingt-cinq ans à mon pays, fort de ma conscience et fort surtout de l'estime de Votre Majesté, cette outrageante persécution ne peut

wood. — Cf. comte de VAUBLANC, *Souvenirs*, Paris, Ponce Lebas, 1838, in-8°, I, 500.

(1) *Mémoires de Mme de Boigne*, I, 377. — Voir un autre récit du même dîner dans les *Mémoires et relations politiques du baron de Vitrolles*, Paris, Charpentier, 1884, in-8°, II, 128.

m'accabler. Je ne puis être malheureux si Votre Majesté jette encore quelques regards de bienveillance sur le reste de ma vie. Permettez, Sire, que je compte toujours sur votre auguste intérêt et que cette confiance dans le prince qui a essuyé ici tant de larmes, soit la consolation et l'espérance d'un ménage dont les vœux accompagnent Votre Majesté. Je suis, etc. » (1).

A la réception de cette lettre qui lui parvint à Londres, le Tsar fit écrire à Pozzo di Borgo par Nesselrode pour lui dire combien il avait été vivement blessé de l'exclusion du duc de Vicence de la pairie et le charger de le « témoigner sans réserve. » « Le courage, était-il ajouté, avec lequel il a combattu dans tous les temps les idées exagérées de Bonaparte et toute l'atrocité de son système, le service essentiel qu'il a encore dernièrement rendu et nommément à son roi et à sa patrie en prévenant la guerre civile par tout ce qu'il a fait pour amener l'abdication ont encore ajouté à l'estime qu'on lui doit (2). » Pozzo di Borgo devait en même temps renouveler les instances du Tsar pour l'envoi de son ami à Saint-Pétersbourg, soit comme ambassadeur, soit, si la chose était jugée impossible, comme chargé d'une mission extraordinaire « qui impliquerait un séjour prolongé à la Cour de Russie ». Au long d'une entrevue qui dura deux heures, Pozzo plaida sa cause avec chaleur auprès du Roi. Rien n'y fit. « Louis XVIII resta inébranlable (3). »

Dans une autre occasion, M. de Caulaincourt eut encore recours à Alexandre. Il venait de se voir supprimer les 50 000 francs de rentes sur la Westphalie, les 66 000 francs sur le Hanovre qu'il tenait du décret du 10 mars 1808, enfin les

(1) Archives de l'État russe. Camp. 1814, VII, D. nº 455. D'après une copie communiquée par M. Gorianov à Frédéric Masson. (*Bibliothèque Thiers, Fonds Masson*, carton 202.)

(2) Nesselrode à Pozzo di Borgo, Londres, 10-22 juin 1814, publiée par MARTENS, *Recueil*, XIV, 265.

(3) MARTENS, *Recueil*, XIV, 266. — L'Empereur dut avoir connaissance de ces tentatives du duc de Vicence. Cela seul peut expliquer la froideur dont il fit preuve à son égard à l'île d'Elbe, Comme le général Duval, qui allait rentrer en France, lui demandait ses ordres, Napoléon lui dit : « Puisque vous allez à Paris vous y verrez sans doute le duc de Vicence. Je vous charge de lui dire... » Il réfléchit et reprit : « Ne lui dites rien. » Duval insistant, l'Empereur ajouta : « Eh bien ! je vous charge de lui dire ce que vous voudrez. » (PONS DE L'HÉRAULT, *Mémoires aux puissances alliées*, Paris, Picard, 1899, in-8º, 311, Rapport du général Duval.)

19 000 francs de rentes sur le grand-duché de Berg dont l'avait gratifié le décret du 17 mars 1808. Il écrivit de nouveau au Tsar :

« Paris, 11 octobre 1814.

« Sire, Votre Majesté m'a accoutumé à compter sur son auguste bienveillance. Je la réclame avec d'autant plus de confiance qu'elle sait mieux que personne quels sont les principes que j'ai professés et quelle conduite j'ai tenue dans un autre temps. Un mot de Votre Majesté au roi de Prusse rappellera à ce monarque que j'ai quelques droits pour conserver, comme le prince de Neuchâtel et le duc de Feltre, les revenus de ma dotation à Halberstadt.

« Quelque raison que j'aie de croire à l'estime de Votre Majesté, il m'en coûte beaucoup, Sire, de vous parler de mes intérêts de fortune, mais ma position est telle, sous tous les rapports, que je ne puis compter que sur les ressources que votre bonté me fera conserver au dehors. N'étant plus seul à supporter la persécution et la gêne, je ne crains pas d'être indiscret en entrant dans ces détails avec Votre Majesté, qui est ma providence. Je suis, etc. » (1).

Déjà, Caulaincourt avait demandé l'intervention de Marie-Louise pour sauver la rente que l'on venait de lui supprimer sur le duché de Parme. L'impératrice lui répondit d'Aix-en-Savoie, le 14 août 1814, que, dès qu'elle aurait la liberté de s'occuper de ses États, son premier soin serait de le faire rentrer en possession de ses revenus (2). On ne sera pas surpris d'apprendre que cette promesse ne fut jamais tenue. Les démarches d'Alexandre, s'il en tenta, n'eurent, elles non plus, aucun succès.

Rentré dans la vie civile, M. de Caulaincourt partagea désormais son temps entre Paris et son château de Picardie. Dès le mois d'octobre 1814, il avait quitté la rue d'Anjou pour venir s'installer 16, rue Sainte-Croix (3). On appelait ainsi la portion

(1) Archives de l'État russe. Vienne, 1814. Congrès, VI, 144. — D'après une copie communiquée par M. Gorianov à Frédéric Masson (*Bibliothèque Thiers, Fonds Masson*, carton 202).

(2) *Archives des Affaires étrangères, Mémoires et documents. France*, 1794 (fonds Bonaparte), f° 148, Marie-Louise à Caulaincourt, Aix-en-Savoie, 14 août 1814.

(3) Eugène Welvert, *Napoléon et la police sous la Première Restauration*, Paris, Roger et Chernoviz, s. d., in-8°, 234, *Bulletin* du 12 octobre.

de la rue Caumartin comprise entre la rue de Provence et la rue Saint-Lazare ; le logis du duc de Vicence se trouvait à peu près en face du passage du Havre actuel. Il y fut étroitement surveillé par la police.

Beugnot rendait compte avec soin à Louis XVIII des personnes qu'il fréquentait : Regnault de Saint-Jean d'Angély, le duc de Cadore, M. de Mesgrigny, un « M. de Vigogne fils, qu'on dit chargé de la direction des écuries du Roi », le général Corbineau, le général de Valence. Ce dernier mit les surveillants aux abois. Dans une même journée Caulaincourt lui avait envoyé deux exprès. Beugnot ne put connaître le contenu des lettres échangées entre les deux prétendus conspirateurs : par malheur, le porteur était « un homme de leur confiance » (1) ! Nous savons encore, par cette voie, que tous les jours, le duc de Vicence allait dîner à Auteuil, chez sa mère (2), et que, le 14 octobre, il passa la journée à Neucourt, chez son beau-frère Saint-Aignan.

Beugnot, dont le fils cependant allait épouser Mlle de Saint-Aignan, eut d'autres inquiétudes. Un jour, un valet de M. de Caulaincourt, qui venait de quitter le service de ce dernier, demanda un passeport pour l'île d'Elbe. Pour rassurer le directeur de la police il fallut que l'ancien ministre de Napoléon vînt assurer lui-même au commissaire de police de son quartier que « c'était à son insu que ce domestique avait songé à un pareil voyage ». Encore le policier ne fut-il pas convaincu : « Je fais prendre sous main des informations auprès du domestique pour tâcher de découvrir si son projet de départ était aussi inconnu à M. de Caulaincourt que celui-ci l'assure (3). »

Les transes de Beugnot se calmèrent enfin quand, le 16 octobre, celui qui l'inquiétait tant partit pour la Picardie où il devait, croyait-on, passer six semaines ou deux mois avant de venir terminer l'hiver à Paris (4).

Le duc de Vicence était, en effet, de retour dans cette ville, quand, le 13 février 1815, en son domicile de la rue Sainte-Croix, il eut la joie de voir naître son premier fils. « J'apprends avec grand plaisir, lui écrivit à ce sujet M. de Talleyrand, alors à

(1) Welvert, *Napoléon et la Police*, 243.

(2) De 1814 à 1816, la mère du duc de Vicence a habité l'ancienne maison de Boileau à Auteuil, actuellement 26, rue Boileau.

(3) Welvert, *Napoléon et la Police*, 240.

(4) *Ibid.*, 243.

Vienne, l'heureux accouchement de Mme la duchesse de Vicence. Enfin, voilà quelque chose de doux qui vous arrive ! Je voudrais bien être témoin de tout le plaisir qu'elle a, car, avec ce qu'elle a de force, elle a aussi bien de la tendresse (1). »

Moins de deux mois plus tard, la nouvelle du débarquement du golfe Juan arrivait à Paris. Au milieu de l'effervescence qu'elle suscita, M. de Caulaincourt, prévenu que le duc de Blacas avait dressé de sa main la liste des bonapartistes à arrêter et ignorant que son nom n'y figurait pas (2), résolut de se cacher. Il se réfugia, dit la reine Hortense, chez une vieille cuisinière (3).

Le Grand écuyer avait éprouvé de pénibles appréhensions en apprenant la tentative de Napoléon dont, dès le premier instant, les dangers lui étaient apparus clairement. Il n'hésita cependant pas à aller là où le devoir l'appelait et, le 20 mars au matin, il partit avec Flahaut et les anciens officiers d'ordonnance au-devant de l'Empereur. Celui-ci, qu'ils retrouvèrent à Essonnes, « les embrassa tous et il fit monter le duc de Vicence dans sa voiture, où il était avec les généraux Drouot et Bertrand » (4).

Aux Tuileries, à 9 heures du soir, M. de Caulaincourt reprit immédiatement, sinon le titre, du moins les fonctions de Grand écuyer. A travers la foule enthousiaste, qui le presse à l'étouffer, il fraye le chemin au triomphateur (5). Inoubliable soirée qui venait à point pour consoler le duc de Vicence de ses déboires !

XVII

LES CENT-JOURS

Dès son arrivée aux Tuileries, l'Empereur s'occupa de former son ministère. Le portefeuille des Relations extérieures fut

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse 6, dossier 7, Talleyrand à Caulaincourt, Vienne, 4 mars 1815.

(2) *Mémoires de Bourrienne*, Paris, Ladvocat, 1830, in-8° X, 277.

(3) *Mémoires de la reine Hortense*, II, 322.

(4) *Ibid.*, II, 329. — M. Thiers (XIX, 223) dit que le duc de Vicence, accouru dans la première voiture de poste qu'il avait pu se procurer, rejoignit l'Empereur à Fontainebleau, mais Hortense doit avoir raison en fixant le point de rencontre à Essonnes.

(5) *Mémoires et souvenirs du comte Lavallette*, Paris, Fournier, 1831, in-8°, II, 162.

offert à M. de Caulaincourt, déjà pressenti à ce sujet durant le trajet d'Essonnes à Paris. Le duc de Vicence repoussa ce fardeau, préférant, disait-il, recevoir un commandement à l'armée. « Il ne dissimula point à Napoléon, raconte Pasquier, qu'il se croyait quitte envers lui par le zèle avec lequel il l'avait servi jusqu'au moment de son départ de Fontainebleau, et ajouta qu'il ne pouvait se regarder comme obligé à courir les chances d'une entreprise aussi difficile que celle dans laquelle il lui convenait de se jeter, et qu'il n'aurait certainement pas conseillée (1). » Désespérant de vaincre sa résistance, l'Empereur proposa ce portefeuille à Molé, qui le refusa et soutint Caulaincourt auquel son impérial interlocuteur venait de reprocher de manquer « de vue, de connaissances ». « Sire, dit Molé, il a été votre ambassadeur, on le croit partisan sincère de la paix. Votre Majesté ne peut faire un choix plus politique dans ce moment (2). »

La reine Hortense agit dans le même sens : « Tout le monde sait, dit-elle à son beau-père, combien il a, dans toutes les circonstances, fortement insisté pour la paix, et la France en a un si grand besoin ! » — « Il est trop porté pour les étrangers. » — « Mais, Sire, ne faut-il pas que les étrangers soient convaincus que vous voulez la paix? Ce choix serait le garant de vos intentions (3). »

Rencontrant peu après Caulaincourt dans les petits appartements du palais, la Reine fit tout pour le décider : « Vos avis sont plus nécessaires que jamais, lui dit-elle. Il faut vous opposer de toutes vos forces à de nouvelles idées de conquêtes. » — « Je suis bien de votre avis, Madame, mais le pourrai-je si l'Empereur n'est pas changé et s'il commence par vouloir reprendre la Belgique? »

La Belgique ! Déjà, ce lourd héritage de la Convention avait été l'une des causes apparentes de la rupture de Châtillon. Caulaincourt entrevoyait l'impasse dans laquelle l'éternel problème continuait d'enfermer la politique française. Il ajouta, regrettant le succès trop facile de la marche du golfe Juan à Paris : « Un peu de résistance aurait mieux valu. Comment voulez-vous qu'un homme ne croie pas que tout lui est pos-

(1) Pasquier, *Mémoires*, III, 164.
(2) Marquis de Noailles, *le Comte Molé*, I, 207.
(3) *Mémoires de la Reine Hortense*, II, 337.

sible après un semblable accueil? » Et comme la fille de Joséphine voulait que l'entourage de l'Empereur lui fît comprendre le besoin de la paix : « Mais dépendra-t-elle de lui seul? » repartit le duc de Vicence (1). L'avenir n'allait pas tarder à lui donner raison.

Dans la journée cependant, malgré ses répugnances, il accepta le poste périlleux qu'on lui offrait. Le décret de nomination parut, daté du 21 mars (2).

Cette décision produisit l'effet attendu : « La droiture de ses principes, la fermeté, la noblesse et l'indépendance de son caractère, dit Fleury de Chaboulon en parlant du nouveau ministre, lui avaient acquis, à juste titre, l'estime de la France et de l'Europe, et sa nomination fut regardée comme un gage des intentions loyales et pacifiques de Napoléon (3). »

M. de Caulaincourt, en entrant dans le ministère, fit preuve d'abnégation car il continuait à manquer de foi dans l'avenir. Fleury de Chaboulon nous le montre « convaincu de l'inutilité des efforts... pour établir des relations diplomatiques avec les puissances » et Pasquier fut effrayé de son pessimisme : « Il était navré et n'entrevoyait que des malheurs de toutes sortes (4). » Ses craintes ne l'empêchèrent pas d'exposer à l'Empereur, dans un rapport du 12 avril (5), la situation diplomatique réelle, sans réticences mais sans forfanterie, ne cachant pas plus les espérances à conserver que les dangers à prévoir.

En fait, cependant, le rôle ministériel de M. de Caulaincourt allait être singulièrement réduit par les circonstances. Les relations avec les cabinets étrangers furent immédiatement rompues, comme le faisait prévoir la résolution prise par les souverains le 13 mars à Vienne. Les ambassadeurs accrédités auprès de Louis XVIII n'attendirent même pas les ordres de leurs Cours pour demander leurs passeports. Le duc de Vicence s'efforça en vain de les retenir. Tout au plus, put-il avoir, dans

(1) *Mémoires de la Reine Hortense*, II, 338.

(2) Quelques jours plus tard, le 26 mars, le duc de Vicence était réintégré dans sa charge de Grand écuyer, à laquelle, par décision du 28 mars et par mesure d'économie, on réunit le service de la vénerie (*Archives de Caulaincourt*, liasse 6, l'Empereur à Caulaincourt, Paris, 28 mars 1815).

(3) Fleury de Chaboulon, *Mémoires*, I, 207.

(r4) Pasquier, *Mémoires*, III, 177.

(5) Ce rapport fut lu à la séance de la Chambre des Représentants du 16 juin 1815 et publié en brochure.

des maisons tierces, des entretiens secrets avec le baron de Vincent, qui représentait l'empereur d'Autriche et avec M. Boutiaguine, chargé d'affaires de Russie. Il rencontra le premier chez Mme de Souza (1), le second chez Mlle Cochelet, lectrice de la reine Hortense (2). Vincent se chargea d'une lettre pour Marie-Louise, Boutiaguine reçut communication du traité secret d'alliance du 3 janvier 1815, qui liait la France, l'Autriche et l'Angleterre contre la Russie et la Prusse. Ni l'une ni l'autre de ces démarches n'eut d'effet.

En réponse aux départs précipités des ambassadeurs, M. de Caulaincourt donna, le 30 mars, l'ordre aux légations françaises de quitter à leur tour leurs résidences, non sans avoir répété l'assurance que la France, en aucun cas, ne prendrait l'initiative des hostilités. Peu après, dans une circulaire du 4 avril, il appuyait auprès des ministres des Affaires étrangères les idées de modération que, le même jour, l'Empereur exprimait aux souverains (3). Il avait déjà personnellement écrit dans ce sens à Metternich, le 27 mars : « Nous voulons la paix. » Il tentait au même moment d'influencer Nesselrode (4).

Tous ces efforts se heurtèrent à un mur de glace. Les porteurs de ces dépêches ne purent arriver à destination. Le traité de Vienne du 25 mars avait souligné l'impossibilité de toute conciliation (5). Selon l'expression de d'Hauterive, « la France était en interdit ».

Napoléon voulut, alors, user de ces émissaires secrets que, dans le passé, il avait si souvent employés. Vers Vienne, il expédia successivement M. de Flahaut, M. de Montrond, le baron de Stassart, M. de Saint-Léon.

Le premier, parti de Paris le 4 avril, ne put dépasser Stuttgart. Le comte Casimir de Montrond, cette âme damnée de Talleyrand, admis par la reine Hortense dans son salon, fut plus heureux. Désigné par Fouché qui lui aurait promis 200 000 francs de rente s'il parvenait à détacher le prince de

(1) Fleury de Chaboulon, *Mémoires*, I, 266.

(2) Mlle Cochelet, *Mémoires sur la reine Hortense*, Paris, Ladvocat, 1838, in-8°, III, 4. — Cette rencontre eut lieu le 21 mars, vers 6 heures du soir.

(3) *Correspondance de Napoléon*, 21769.

(4) *Archives des Affaires étrangères, Mémoires et documents*, France, 1801.

(5) Henry Houssaye, 1815, *La Première Restauration. Le retour de l'île d'Elbe. Les Cent-Jours*, Paris, Perrin, 1905, in-8°, 446.

Bénévent du parti des Bourbons (1), muni d'un passeport au nom de l'abbé Altieri, envoyé par le Pape pour retirer de Paris les archives du Vatican, il arriva à Vienne peu après le 1er avril (2). Il était porteur d'une lettre de Napoléon à Marie-Louise, de lettres de Caulaincourt à Méneval, à Mme de Montesquiou, de communications pour Metternich, Talleyrand et Nesselrode. Montrond remplit convenablement sa mission, y employa tout son savoir-faire, recueillit auprès de tous les personnages politiques des réponses décourageantes, servit de son mieux les desseins de Napoléon comme aussi ceux, moins limpides, de Fouché, dès lors en pleine forfaiture. Il rapartit pour Paris vers le 13 avril, n'ayant rien obtenu de Talleyrand (3).

Le troisième émissaire de l'Empereur fut le baron de Stassart. Belge de naissance, ancien préfet de Vaucluse et des Bouches de la Meuse, ce personnage avait été nommé chambellan de l'empereur d'Autriche en 1814. Ayant quitté Vienne le 20 mars, il était arrivé à Paris le 26 du même mois (4). Caulaincourt décida Napoléon à utiliser sa bonne volonté et les facilités qu'il semblait avoir de parvenir jusqu'à Vienne. Parti le 17 avril de Paris, Stassart vit à Munich le prince Eugène qui lui laissa peu d'espoir dans les dispositions des puissances. Parvenu en Autriche, il fut bientôt arrêté et obligé de revenir à Munich où Eugène, lui dévoilant la liaison de Marie-Louise et de Neipperg, fut une fois encore pessimiste.

L'ancien vice-roi d'Italie insinua que l'Autriche se montrerait plus accommodante si Napoléon abdiquait en faveur de son fils. Bien qu'il fût difficile de croire à la véracité de

(1) Henri Malo, *le Beau Montrond*, Paris, Émile-Paul, 1927, in-12, 160.

(2) Méneval, *Mémoires*, III, 445.

(3) Il apportait à M. de Caulaincourt ce billet de Talleyrand (*Archives de Caulaincourt*, liasse 6, dossier 7, original) : « 12 avril. — Je ne veux pas laisser partir d'ici M. de Montrond, mon cher Caulaincourt, sans lui donner un mot pour vous et pour Mme de Caulaincourt. Je vous conserve et vous demande, à l'un et à l'autre, amitié. Si, pour mes affaires personnelles, on vous demande aide, je m'en rapporte à tout ce que vous ferez ou conseillerez. T... »

(4) Nous exposons la mission de M. de Stassart d'après une longue note autographe de M. de Caulaincourt conservée dans ses *Archives*, liasse 6, dossier 4, et publiée dans la *Revue universelle* du 1er avril 1933. Sur la mission de Stassart, Cf. Thiers, XIX, 483 et baron de Méneval, *Napoléon et l'Autriche en* 1815 dans les *Feuilles d'histoire*, II, juillet-décembre 1909, 166.

ce bruit, puisque Metternich avait dit brutalement à Montrond : « La régence, nous n'en voulons point, » Caulaincourt aurait voulu que l'Empereur, après le retour de Stassart à Paris, écoutât ces propos inquiétants de la bouche de leur dépositaire. Napoléon ne consentit pas à recevoir celui-ci (1).

La conquête de Talleyrand valait bien une nouvelle tentative. Dufresne de Saint-Léon, l'un des intimes du prince de Bénévent, s'en chargea. Désigné par Fouché, il portait à Metternich « une lettre où la cause de Napoléon était plaidée avec une réelle habileté et une chaleureuse éloquence » (2) mais, parallèlement, si l'on en croit Pasquier, il devait « voir ce qu'on pourrait faire et obtenir en adoptant le duc d'Orléans » (3). Saint-Léon fut chargé d'une troisième mission, très occulte, par le ministre des Relations extérieures. Les archives de Caulaincourt renferment quelques pièces grâce auxquelles nous pouvons jeter un regard curieux sur cette dernière manœuvre, dont Fouché n'eut vraisemblablement pas connaissance.

La première est une lettre de l'Empereur :

« Paris, ce 22 avril 1815.

« Monsieur le duc de Vicence, je vous autorise à faire donner des assurances de restitution de ses biens au prince de Bénévent s'il se conduit en Français *et me rend quelques services.* Le sieur Saint-Léon pourra aussi prendre des engagements avec M. de Metternich depuis un jusqu'à dix millions si l'Autriche, en s'éloignant de la coalition, suit un système plus conforme à ses véritables intérêts et aux liens de famille qui l'unissent à moi. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

NAPOLÉON ».

(1) Les lettres remises à Stassart, envoyées à Vienne, furent déposées par Metternich sur la table du Congrès. Celui-ci décida qu'il n'y avait pas lieu de répondre (*Correspondance du prince de Talleyrand et de Louis XVIII*, Paris, Calmann Lévy, in-8°, 420, Talleyrand au Roi, 5 mai 1815).

(2) Louis MADELIN, *Fouché*, Paris, Plon, s. d., in-8°, II, 371. — Cf. *Archives des Affaires étrangères, Mémoires et Documents*, France, 1801, f° 218. Cette lettre avait été communiquée à Caulaincourt.

(3) PASQUIER, *Mémoires*, III, 199. — Adopter veut dire ici : offrir le trône.

Sur l'original, les mots soulignés sont écrits en interligne, de la main de l'Empereur. Ils remplacent ceux-ci, d'abord tracés par le secrétaire et qui ont été barrés : *et de manière à mériter indulgence et bienveillance.*

Saint-Léon reçut les deux lettres d'introduction que voici ; l'une était adressée au prince de Metternich :

« Paris, le 24 avril 1815.

« Mon prince, les affaires d'un ami commun mènent M. de Saint-Léon à Vienne. Ayant déjà l'honneur d'être connu de Votre Altesse, je ne le lui recommande pas, mais je la prie d'ajouter foi entière à tout ce qui lui sera dit et assuré par lui en notre nom. Je saisis avec empressement, mon prince, cette occasion de vous renouveler l'assurance de nos anciens sentiments et de ma haute considération.

Signé : CAULAINCOURT, duc de Vicence. »

La seconde lettre était destinée au prince de Bénévent :

« Ce 24 avril.

« Vous connaissez, mon cher Prince, mon ancienne amitié. J'espère donc que vous ajouterez foi entière à tout ce qui vous sera dit et assuré en notre nom par M. de Saint-Léon qui s'est occupé en ami de vos affaires. Croyez à l'attachement du ménage (1).

Signé : CAULAINCOURT, duc de Vicence. »

Saint-Léon atteignit Vienne. Nous ne connaissons pas la réponse de Metternich, mais voici celle de Talleyrand dont l'original se trouve dans les Archives de Caulaincourt (2) :

« Saint-Léon, que vous avez laissé arriver jusqu'ici, mon cher ami, m'a donné des renseignements sur mes affaires et sur mes amis, va repartir (*sic*) ; et je ne veux pas le laisser nous quitter

(1) Les minutes de ces deux pièces, ainsi que l'original de la lettre de Napoléon, sont conservées dans les *Archives de Caulaincourt*, liasse 14. Sur la première minute, Caulaincourt a écrit de sa main, au crayon : « Par ordre de l'Empereur, le duc de Vicence au prince de Metternich. » Sur la seconde, également de sa main et aussi au crayon : « Billet du duc de Vicence au prince de Talleyrand pour accréditer M. de Saint-Léon, chargé près de lui et de M. de Metternich de propositions particulières par l'empereur Napoléon. »

(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse 14.

sans le rendre porteur de toutes mes amitiés pour vous et Mme de Caulaincourt. Il vous dira que je me porte bien, que fais (*sic*) ce qu'à ma place je crois que vous feriez et que je vous aime. Si mes affaires ont besoin soit de conseils ou d'appuis, je dis que l'on s'adresse à vous (1). »

M. de Talleyrand repoussait vertueusement les présents d'Artaxercès. On pourrait le noter à sa louange si l'on ne savait qu'au même moment, par les Alliés, « des offres d'argent très importantes lui furent faites et qu'elles furent acceptées » (2). Quoi qu'il en soit, « Metternich notifia à Dufresne Saint-Léon de partir de Vienne, où sa présence causait quelque sensation » (3).

A défaut de négociations réelles, ces essais de prise de contact se renouvelèrent encore. M. de Caulaincourt tenta notamment d'atteindre Nesselrode par le canal de l'ancien conventionnel Ginguené, peut-être aussi Metternich par celui de Bresson de Valensoles, mais, en réalité, Fouché tirait seul les ficelles de ces intrigues.

Le duc de Vicence eut le mérite d'en révéler une autre à l'Empereur. Il avait appris qu'un agent du chancelier autrichien attendait à Bâle un envoyé du duc d'Otrante. L'Empereur, prévenu à temps, substitua à cet envoyé l'un de ses propres secrétaires, Fleury de Chaboulon. Longtemps après, il regrettait de n'avoir pas fait fusiller son ministre de la Police à la suite des révélations qui vinrent alors de Suisse (4).

Comme l'a remarqué Pasquier, « toutes ces menées, toutes ces intrigues ne devaient conduire à rien, la situation étant de celles qui ne se dénouent que sur les champs de bataille » (5). Si M. de Caulaincourt avait conservé quelque illusion, il l'aurait perdue en recevant ce billet de Boutiaguine, dont un double avait été déposé chez la reine Hortense et qui répondait à une lettre de cette princesse au Tsar, écrite peu après le retour de l'Empereur : « Ni paix, ni trêve, disait ce billet, plus de récon-

(1) Sur l'original, tout entier de la main de Talleyrand, Caulaincourt a écrit au crayon : « Réponse de M. de Talleyrand par M. de Saint-Léon. »
(2) Lacour-Gayet, *Talleyrand*, II, 439.
(3) Thibaudeau, *Mémoires*, 471.
(4) Louis Madelin, *Fouché*, II, 373.
(5) Pasquier, *Mémoires*, 199.

ciliation avec cet homme. » Hortense porta son exemplaire à Napoléon (1). Sur le sien, M. de Caulaincourt a écrit de sa main : « Ces billets furent remis quelques jours avant le Champ de mai. L'Empereur me recommanda le secret et je l'ai gardé. »

A cette même époque, Napoléon disait : « Je laisse croire qu'il y a des négociations ; il n'y en a point (2). » Son ministre des Relations extérieures avait des loisirs. Il les employa à apporter à l'Empereur ses habituels conseils de prudence et de modération, à réunir les dossiers du congrès de Châtillon et de l'affaire du roi de Naples, dont la publication était opportune. Il eut à remplir une mission plus délicate.

Le duc de Vicence avait entre les mains une lettre de Méneval, alors à Vienne auprès du roi de Rome, à laquelle, le 2 avril, le fidèle secrétaire avait ajouté ce *post-scriptum* : « Après avoir repoussé trois fois ma lettre, je la reprends pour vous dire un mot des sentiments de l'Impératrice, parce qu'il faut que l'on sache la vérité. Les sentiments de l'Impératrice à l'égard de l'Empereur sont ceux de sa belle-mère, de son père, de ses oncles, que vous vous figurerez aisément, j'ose ajouter : et du général Neipperg (3)... » Peu après Montrond apporta une lettre du même Méneval à Lavallette, donnant de nouvelles précisions. Le duc de Vicence assuma la pénible mission d'ouvrir les yeux de Napoléon (4).

Le 2 juin 1815, M. de Caulaincourt fut nommé pair de France. L'avant-veille du départ de Napoléon pour la campagne de Belgique, il reçut une nouvelle marque de bienveillance. Pendant le congrès de Châtillon, ses équipages avaient été pillés à Troyes. Sur une demande d'indemnité formulée le 10 juin, l'Empereur écrivit de sa main : « Accordé 40 000 francs sur les dépenses secrètes de 1815 (5). »

Le Grand écuyer aurait voulu suivre son maître à l'armée. Une note autographe, classée dans ses Archives, explique pourquoi il dut rester à Paris. Napoléon redoutait les menées de ses frères, celles de Fouché, que l'on disait d'accord avec

(1) *Mémoires de la reine Hortense*, III, et *Mémoires* de Mlle Cochelet, III, 90. — Un troisième exemplaire avait été remis à Mlle Cochelet.

(2) Thibaudeau, *Mémoires*, 471.

(3) *Archives de Caulaincourt*, liasse 14, original.

(4) Lavallette, *Mémoires*, II, 177.

(5) *Archives de Caulaincourt*, liasse 15, original.

Lucien : « Tout, disait-il, dépend de la nature des intrigues qui peuvent se développer ici. Soyez sûr que j'ai besoin d'hommes dévoués qui surveillent les complots qu'on peut faire ici. »

Le 12 juin, l'Empereur quitta Paris. M. de Caulaincourt le vit partir avec de douloureux pressentiments, lui qui « parmi tous ceux dont le destin était lié à celui de Bonaparte » avait été « le plus attristé et le plus inquiet de son retour » (1).

XVIII

LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT

Napoléon, écrasé à Waterloo, arriva à Paris le 21 juin 1815 à 8 heures du matin. « L'Empereur, en descendant à l'Élysée, dit Fleury de Chaboulon, fut reçu par le duc de Vicence, son censeur dans la prospérité, son ami dans l'infortune (2). » Montholon, débarquant quelques heures après, rencontra également Caulaincourt : « L'altération de ses traits me prouvait l'état de son âme, et j'eus besoin de me rappeler l'intimité de nos relations pour oser lui demander ce qui se passait (3). » Le Grand écuyer raconta alors comment, le 19, dans la nuit, un inconnu avait déposé chez son portier un petit billet au crayon lui annonçant la destruction de l'armée, comment il s'était précipité chez Carnot qui avait reçu le même avis,

(1) Mme de Chastenay, *Mémoires*, II, 493. — A la veille de Waterloo, Benjamin Constant dîna chez Caulaincourt avec Rovigo et Regnault. Il nota : « Découragement et ennui [envie?] de transiger partout. » (*Journal intime de Benjamin Constant*, Paris, Ollendorf, 1895, in-8°, 156.)

(2) Fleury de Chaboulon, *Mémoires*, II, 165.

(3) Général de Montholon, *Récits de la captivité de l'empereur Napoléon à Sainte-Hélène*, Paris, Paulin, 1847, II, 14. — Sur l'attitude de Caulaincourt à l'Élysée, nous avons encore le témoignage de Villemain : « A son arrivée dans la cour de l'Élysée, l'Empereur avait trouvé, pour le recevoir, l'ami de sa personne, bien plus que de son ancienne fortune, le libre contradicteur de l'expédition de Moscou, le fidèle compagnon, le vigilant gardien de la fuite impériale sur le traîneau..., son seul confident véridique autant qu'éclairé, le duc de Vicence. Ce fut cette main si courageuse et si sûre, qui aida le conquérant vaincu et épuisé à descendre de voiture et qui le soutint. » (Villemain, *Souvenirs contemporains d'histoire et de littérature*, Paris, Didier, 1855, in-8°, II, 257).

comment les deux ministres se rendirent chez Fouché qui les assura « avec son flegme cadavéreux » qu'il ne savait rien, alors « qu'il savait tout ».

Fleury nous a laissé du premier entretien de l'Empereur avec Caulaincourt une émouvante narration. De son côté, le duc de Vicence a noté sur-le-champ ce qui se passa en cet instant douloureux :

« 21 *juin*, 7 *heures du matin.* — L'Empereur descend à l'Élysée. « Eh bien ! Caulaincourt, voilà un grand événement ! Une bataille perdue... Comment la nation supportera-t-elle ce revers? Les Chambres me seconderont-elles? » Il était très fatigué, abattu. Arrivé dans son cabinet, il se jeta sur un canapé et ajouta : « Tout le matériel est perdu. C'est la plus grande perte. L'affaire était gagnée. L'armée avait fait des prodiges ; l'ennemi battu sur tous les points ; le centre des Anglais tenait seul. La journée finie, l'armée a été saisie d'une terreur panique. C'est inexplicable !... » La conversation amena d'autres exclamations : « Ney a donné comme un fou... Ils ont fait écraser ma cavalerie avant le moment où je devais m'en servir... Grouchy n'a pas tenu Bülov en échec et n'est pas arrivé... »

« Il demanda un bain. Sa respiration était gênée et il s'en plaignait. Il s'informa de ce qu'on disait à Paris, de l'effet que produiraient ces événements. Il fit demander si le duc de Bassano était arrivé, fit appeler le comte Regnault puis le prince Joseph et annonça l'intention de réunir les deux Chambres pour une séance impériale afin d'y exposer lui-même la situation des choses et leur demander des moyens. « Que feront-elles? », demanda-t-il. Il pensait que les plus marquants de celle des Représentants lui seraient fort opposés. Je partageais cette opinion et le lui dis. Il nommait MM. de La Fayette, Flaugergues, Lanjuinais et autres.

« Le regret que je lui témoignais qu'il eût quitté l'armée et de le voir à Paris, où sa position pouvait devenir plus que difficile, s'il ne repartait pas après la tenue du Conseil, le porta à encourager mes observations : « Votre présence eût rallié les troupes à Laon, au moins à Soissons, lui dis-je. Votre Majesté n'étant plus à l'armée, l'état-major, les généraux, la Garde vont accourir à Paris. » Il convint de ces inconvénients, en ajoutant que sa présence ne pouvait rien dans ce moment à l'armée et que tout ce qui l'entourait avait pensé, comme lui, qu'il devait se rendre à Paris : « Pour l'instant, ajouta-t-il, ma présence ne pourrait rien sur les fuyards. Si les dispositions des Représentants sont mauvaises, moi à Paris, elles

le seraient bien davantage, moi absent. Les mesures arrêtées, le mouvement national imprimé, je repartirai ce soir ou demain. » Il convint de l'influence d'un tel événement sur l'opinion, des difficultés qu'on pourrait lui opposer, mais, sans s'arrêter à celles que lui opposeraient les Représentants, il énuméra les moyens qu'il avait de triompher, au moins de combattre encore si la nation répondait à son appel. Il se plaignait beaucoup d'avoir peu d'artillerie et de manquer de fusils : « C'est là le pire, » dit-il. Sa conversation fut celle d'un général avide de ressaisir la victoire.

« Il entra au bain et l'arrivée de M. Regnault et du prince Joseph mirent fin à sa conversation avec moi : « Il me faut deux heures de repos, me dit-il, pour pouvoir faire mes affaires (1). »

Ce récit confirme celui de Fleury de Chaboulon (2). Il est cependant un point sur lequel ce dernier glisse : le conseil donné par le Grand écuyer de repartir immédiatement, sans tenter la dangereuse séance impériale, vers laquelle l'Empereur inclinait, et au cours de laquelle la mauvaise volonté des Représentants, jointe à la faiblesse des Pairs et aux intrigues de Fouché, pouvaient amener les pires complications. C'était également l'avis de Carnot dont le premier mot, quand il s'était trouvé en face du souverain, avait été : « Ne restez pas une heure ici ; reppartez sur-le-champ ; allez vous remettre à la tête de votre armée (3). »

Henry Houssaye reproche à M. de Caulaincourt de n'avoir pas cherché, en ce tête-à-tête émouvant, « le mot de réconfort dont Napoléon avait si grand besoin ». La note que nous venons de reproduire répond à cette accusation, mais l'historien de *1815* a parfaitement jugé l'état d'esprit du ministre quand il écrit : « Depuis trois mois, le duc de Vicence ne cessait pas de désespérer. A force de pressentir la catastrophe, il était préparé à la subir, sans résistance, comme on accepte l'inévitable (4). » Sa proposition rejetée, cette dernière planche de salut repoussée, son énergie semble, en effet, brisée.

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse 6, dossier 6, note de la main de Caulaincourt.

(2) Fleury de Chaboulon, *Mémoires*, II, 106.

(3) Hippolyte Carnot, *Mémoires sur Lazare Carnot*, Paris, Hachette, 1907, in-8°, II, 510.

(4) Henry Houssaye, 1815, *La Seconde abdication. La Terreur blanche*, Paris, Perrin, 1921, in-8°, 14.

Après avoir pris un peu de repos, Napoléon ouvrit la séance du Conseil. Il demanda à être investi d'une dictature temporaire : « Si, au lieu de mesures extraordinaires, on dispute, tout est perdu. » Le loyal Carnot proposa de déclarer la patrie en danger. Lucien appuya son frère. Quant à Caulaincourt, son intervention prouve combien, dès lors, il désespérait du succès. Il « rappela les événements de 1814 et soutint que l'occupation de la capitale par l'ennemi déciderait une seconde fois du sort du trône ; qu'il fallait que la nation fît un grand effort pour sauver son indépendance ; que le salut de l'État ne dépendait point de telle ou telle mesure ; que la question était dans les Chambres et dans leur union avec l'Empereur (1). »

Or, déjà, à la Chambre des représentants qui donnait, dit Thiébault, l'impression d'une « ruche d'abeilles en complète anarchie » (2), La Fayette avait fait voter une motion contenant en germe l'usurpation de tous les pouvoirs.

Lorsque Lucien, à 6 heures du soir, porta le message de l'Empereur au Corps législatif, le duc de Vicence l'y accompagna. Il prit la parole après le prince de Canino, disant « qu'avec le concours des Représentants et à l'aide de l'union, on doit espérer de convaincre les puissances qu'elles ne feront accepter à la France que des conditions honorables » (3). Paroles timides, dont le vague optimisme ne trompa personne.

Après avoir accompagné Lucien au Luxembourg, M. de Caulaincourt revint avec lui à l'Élysée. Le prince posa le dilemme : dissoudre la Chambre ou se résigner à abdiquer. Mais, dit Fleury de Chaboulon, « deux ministres présents, M. le duc de Vicence et le duc de Bassano, remontrèrent que la Chambre avait acquis une trop grande force dans l'opinion pour qu'on pût tenter sur elle un coup d'autorité. Ils insinuèrent respectueusement à Napoléon qu'il était plus sage de se soumettre... » (4).

Nous retrouvons Caulaincourt, le même soir, à 11 heures, à la séance tenue, dans la salle du Conseil des Tuileries, par la

(1) Fleury de Chaboulon, *Mémoires*, II, 168.

(2) Général Thiébault, *Mémoires*, Paris, Plon, 1895, in-8°, V, 359.

(3) Th. Iung, *Lucien Bonaparte et ses Mémoires*, Paris, Charpentier, 1883, in-8°, III, 304, Procès-verbal du Comité secret du 21 juin 1815.

(4) Fleury de Chaboulon, *Mémoires*, II, 177.

commission nommée par les députés et les pairs pour « être associée aux délibérations du Conseil des ministres », vague caricature du Comité de salut public, où l'on parla sans agir jusqu'à 3 heures du matin.

Le lendemain 22, à 9 heures du matin, le duc de Vicence était à l'Élysée, au lever de l'Empereur. Celui-ci, dit Rovigo, « congédia tout le monde et me fit rester avec MM. de Caulaincourt et Lavallette... Nous fûmes tous trois d'avis qu'il devait renoncer à un pouvoir que les Chambres étaient plus occupées à lui disputer qu'elles ne l'étaient à armer la nation pour la défense commnue » (1).

Le découragement du ministre des Relations extérieures le poussa encore quelques heures plus tard à conseiller la résignation à l'Empereur au cours du dernier Conseil qui se termina par l'abdication de Napoléon en faveur de son fils.

A ce moment, la Chambre des représentants avait décidé de confier le pouvoir à une Commission de cinq membres. Les députés nommèrent Fouché, Carnot et Grenier. A la Chambre des Pairs, Caulaincourt et Quinette furent désignés, le premier par 59 voix sur 70 votants. « On voulut, dit Thibaudeau, donner cette marque d'intérêt à l'homme que les Bourbons avaient poursuivi avec acharnement pour l'affaire du duc d'Enghien, et qui avait une réputation de probité politique (2). »

Si au cours de ces événements, le duc de Vicence ne fit rien — ou ne put rien faire — pour sauver l'Empire, il n'abandonna pas l'Empereur. Une note de sa main nous le prouve :

« Dès l'abdication, l'Empereur aurait pu gagner les États-Unis ou tel autre point, s'il l'eût voulu. Je lui proposai moi-même un passeport américain d'une date antérieure et le moyen de gagner un port. Je le conjurai de partir : « Vous êtes donc bien empressé de me voir partir? » me dit-il. — « Oh ! non, répondis-je, je le suis de vous sauver pendant qu'il en est encore temps. » — « Ah ! reprit-il vivement, ce n'est pas à vous que ce reproche s'adresse. Vous savez que je vous estime, mais bien des gens voudraient me voir déjà loin. » Je revins à la charge sur les dangers qu'il pouvait courir, sur l'acharnement des étrangers : « J'ai abdiqué, me dit-il. C'est à la France

(1) Duc de Rovigo, *Mémoires*, V, 279. — Cf. Lavallette, *Mémoires*, II, 194.

(2) Thibaudeau, *Mémoires*, 518.

à me protéger. » Il convenait des dangers de sa position, mais on voyait, comme je l'avais remarqué dans beaucoup d'autres circonstances malheureuses, qu'il se flattait facilement que quelques chances heureuses pouvaient encore le sauver plus convenablement. Il finit par me dire : « J'y réfléchirai, nous verrons demain. »

« Puis il me parla avec bonté de moi, des risques que je pouvais courir, de ses regrets de ne pas m'avoir fait une fortune indépendante : « Vous savez que ce que j'ai n'est pas considérable, me dit-il, mais je puis vous donner une somme. » Je le remerciai, puis il discuta avec moi la possibilité de passer en Angleterre, d'y tomber à l'improviste, de s'y mettre sous la protection de la nation anglaise. Il discuta si le gouvernement anglais pourrait l'y faire arrêter. Il me parla longtemps et plusieurs fois sur ce sujet. Il admettait comme la chose la plus simple qu'il y vivrait et qu'on l'y tolérerait comme particulier. Je ne pensais pas tout à fait comme lui si la loi anglaise ne le protégeait pas positivement, mais cette idée lui souriait et il s'y attachait beaucoup plus qu'à celle de passer aux États-Unis » (1).

Dès le 23 juin, à 11 heures du matin, la Commission de gouvernement se constituait aux Tuileries. L'intérêt national désignait Carnot pour la présidence : Fouché fut élu, avec l'agrément de Caulaincourt. Ce dernier avait « à peu près la même opinion » que l'Organisateur de la Victoire sur le duc d'Otrante (2), mais, à partir de cet instant, dans son désarroi, il se laissa influencer par l'astucieux personnage.

Le soir de ce même jour, après que l'on eut désigné les plénipotentiaires chargés de négocier avec l'ennemi, Thibaudeau se rendit rue du Bac, à l'hôtel des Relations extérieures où le duc de Vicence résidait encore et où il offrait un dîner auquel Fouché assistait. Il en revint navré. Quand j'arrivai, dit-il, « on était encore à table. J'attendis dans le salon. Bientôt les convives parurent ; on servit le café. Il y avait des membres de la Commission de gouvernement, des ministres, les plénipotentiaires et Mme de Caulaincourt... Il y avait sur les visages et dans les propos une sérénité, une gaieté qui me blessèrent » (3).

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse 6, dossier 6. — Cf. Fleury de Chaboulon, *Mémoires*, II, 209, qui confirme en tous points le récit de M. de Caulaincourt.

(2) H. Carnot, *Mémoires sur Lazare Carnot*, II, 518.

(3) Thibaudeau, *Mémoires*, 522.

S'il tolérait chez lui ces attitudes déplacées, qui « contrastaient avec la gravité des circonstances », il n'oubliait pas Napoléon, toujours en danger à Malmaison. Lorsque Rovigo vint insister auprès de la Commission pour obtenir la mise à la disposition de l'Empereur des deux frégates nécessaires au salut de ce dernier, le duc de Vicence l'avertit du danger menaçant : « Qu'il parte, il ne saurait le faire trop tôt. » Le conseil était dans l'intérêt de l'exilé, mais pourquoi M. de Caulaincourt l'a-t-il gâté en dissuadant Savary de lier son sort à celui de son maître malheureux (1)? Son caractère, dont nous avons maintes fois constaté la fermeté au cours de ces pages, subit-il, à ce moment, l'influence délétère de l'atmosphère empoisonnée dans laquelle il vivait? L'admirable Planat a remarqué que pas une fois il n'alla à Malmaison durant ces heures d'agonie (2). Il est juste d'ajouter que, le 26, la duchesse de Vicence s'y rendit pour faire sa cour au géant abattu (3).

Pendant ce temps, la Commission de gouvernement se réunissait deux fois par jour aux Tuileries, à 11 heures du matin et à 9 heures du soir. « Chaque membre de la Commission, dit une note autographe de M. de Caulaincourt, recevait plus particulièrement le genre de travail qui avait été dans ses attributions, Carnot la Guerre et l'Intérieur, Fouché la Police, moi les Relations extérieures. » La même note nous fait connaître les pensées du duc de Vicence à ce moment : « Tous d'opinion pour exclure les Bourbons, nous sentions la double impossibilité de gouverner la France sans monarchie et de laisser un instant le trône vacant (4). » Les plénipotentiaires avaient bien reçu mission de traiter sur la base de l'hérédité au trône de la famille de Napoléon mais, comme le disait celui-ci, on avait choisi les ennemis du père pour défendre les droits du fils !

Il serait oiseux de suivre l'ex-Grand écuyer au cours des séances de cette Commission. Carnot nous le montre s'interposant avec Quinette, entre ses collègues, et « les priant de ne point aggraver, par une funeste division, une situation déjà trop fâcheuse » (5). A la vérité, ces séances étaient

(1) Rovigo, *Mémoires*, V, 293.
(2) *Vie de Planat de la Faye*, 213, Planat à son beau-frère, Malmaison, 26 juin 1815.
(3) Montholon, *Récits*, II, 35.
(4) *Archives de Caulaincourt*, liasse 6, dossier 6.
(5) H. Carnot, *Mémoires sur Lazare Carnot*, II, 522.

sans intérêt. Les menées de Fouché, seules, importaient.

Le 7 juillet la Commission délibérait encore aux Tuileries quand, vers midi, les Prussiens occupèrent le Carrousel. Un simple courrier en casquette se présenta à la salle des séances pour parler au président de la part de Blücher. Les commissaires décidèrent de se séparer. Auparavant, ils avaient fait connaître aux Chambres que « tous les souverains étrangers s'étaient engagés à replacer Louis XVIII sur le trône ». Cette formule vague ne suffit pas à Fouché qui la compléta par sa fameuse lettre du 7 juillet au Roi, « d'une inconcevable hardiesse, mais d'une incontestable habileté (1). » Les membres de la Commission, dit Louis Madelin, « ne voulurent pas se faire complices, même par leur silence, de cette grandiose palinodie ». Le duc de Vicence nous a laissé le récit de ce qui se passa alors (2) :

« Le 8, je lus, à 9 heures du matin, le *Moniteur*. Y trouvant une espèce d'adhésion de la Commission, je courus chez le duc d'Otrante et lui fis de vifs reproches, lui rappelant notre conduite, notre fidélité et notre opposition constante à tout ce qui s'était fait pour les Bourbons. Il convint de tout, ajoutant qu'il venait aussi de lire cet écrit, auquel il était aussi étranger que nous, qu'il avait été inséré et composé par M. de Vitrolles qui, en sa qualité de secrétaire des Conseils, avait la direction du *Moniteur*, sur lequel lui, ministre, n'avait aucune autorité. Je lui déclarai qu'il devait la rétracter. Il observa que cela ne servirait à rien et que cela pourrait nous faire beaucoup de mal. Je lui reprochai de nous avoir mis dans cette situation par cette insertion. Il me jura de nouveau, en me laissant entendre qu'il n'était pas même le maître de faire insérer un désaveu, qu'il n'était pour rien dans cette publication. Il me promit, au reste, de me donner le désaveu que je désirais et je m'occupais, sur son bureau, de l'écrire quand mes autres collègues entrèrent. Il leur répéta la même chose. J'écrivis la lettre qui contenait notre réclamation. Il prépara une réponse, à laquelle il ajouta ce que je lui dis et qu'il fit copier à l'instant et me la remit. Il promit de faire son possible pour que le *Moniteur* l'insérât. Je m'adressai à plusieurs journaux qui refusèrent l'insertion, comme les imprimeurs d'imprimés, et je ne pus réussir que près du *Glaneur*, journal

(1) Louis MADELIN, *Fouché*, II, 444.
(2) *Archives de Caulaincourt*, liasse 6, dossier 6.

du soir. Le lendemain deux autres répétèrent l'insertion (1). »

M. de Caulaincourt voyait enfin clair dans l'attitude de Fouché. M. Molé, étant allé, le 6 juillet, chez le duc d'Otrante, rapporte : « Je trouvai chez lui le pauvre Caulaincourt, qui commençait à s'apercevoir du rôle de dupe qu'il avait joué (2). »

XIX

LES DERNIÈRES ANNÉES

Fouché, devenu ministre de la Police, avait offert à ses collègues de la Commission de gouvernement de leur remettre des passeports pour l'intérieur et l'étranger », leur promettant de les tenir au courant « si les circonstances devenaient telles »

(1) La lettre adressée à Fouché était ainsi rédigée : « Monsieur le duc, la Commission de gouvernement n'ayant pu ni dû charger Votre Excellence d'aucune mission en se séparant, nous la prions de faire désavouer l'article inséré au *Moniteur* du 8 juillet, et d'obtenir l'insertion de notre dernier message aux deux Chambres. 8 juillet 1815. Signé : Caulaincourt, duc de Vicence; Carnot; Grenier; Quinette. » Voici la réponse de Fouché : « Messieurs, la Commission de gouvernement s'étant dissoute le 7 juillet, tout acte émané d'elle postérieurement à son message aux deux Chambres est nul et doit être regardé comme non avenu. Votre réclamation contre l'article inséré dans le *Moniteur* du 8 est juste ; je le désavoue comme nullement fondé et publié sans mon autorisation. Recevez, etc... Signé : le duc d'Otrante, le 10 juillet 1815. » Voir ces pièces dans le *Journal du soir ou le Glaneur universel*, lundi 10 juillet 1815, nº 11. — L'original, signé par Fouché, de sa lettre du 10 juillet est conservé dans les *Archives de Caulaincourt*, liasse 15. — Cf. baron Despatys, *Un ami de Fouché*. Paris, Plon, 1911, in-8º, 420.

(2) Marquis de Noailles, *le Comte Molé*, I, 255. — Macirone, ancien aide de camp du roi Murat, envoyé en mission auprès de Wellington, rapporte que ce dernier considérait Fouché et Caulaincourt comme menacés par leurs collègues : « Le duc de Wellington, ajoute-t-il, envoya un message aux autres membres de la Commission pour les prévenir que, s'il arrivait du mal à Fouché ou à Caulaincourt, il ferait pendre les trois autres [membres de la Commission] à son entrée à Paris. (F. Macirone, *Faits intéressants relatifs à la chute et à la mort de Joachim Murat*, Grand, Houdin, mai 1817, in-8º, 43). — Rovigo a relevé ce fait (*Mémoires*, V, 294) mais il ne s'agit là que d'un on-dit, non confirmé par les documents que nous connaissons.

qu'ils dussent partir (1). M. de Caulaincourt n'usa pas de cette facilité et, après le retour de Louis XVIII, resta à Paris. L'espoir de retrouver les bonnes grâces d'Alexandre fut, peut-être, pour une part dans sa résolution de ne pas s'éloigner de la capitale, mais il fut vite déçu.

En 1814, le Tsar avait joué au vainqueur généreux. Il avait fréquenté avec ostentation les derniers fidèles de Napoléon, entouré Joséphine d'attentions délicates, donné à Hortense de multiples preuves d'intérêt, tenté de réconcilier le duc de Vicence avec le comte d'Artois. Mais cette attitude, où entrait pour beaucoup le désir de narguer le nouveau Roi, ne survécut pas aux événements de 1815. Alexandre revint à Paris ulcéré, accusant d'ingratitude tous ceux qu'il avait cru, l'année précédente, enchaîner à sa politique par ses cajoleries. Il refusa, on le sait, de recevoir Hortense. Il agit de même vis-à-vis de M. de Caulaincourt

Le Tsar arriva dans la capitale le 10 juillet. Le jour même le duc de Vicence sollicita une audience. Nesselrode lui répondit, dès le lendemain, que « la marche » qu'il avait « suivie depuis le retour de Bonaparte » ne permettait pas à l'empereur de Russie de reprendre les rapports qu'il avait « eu jadis tant de satisfaction à entretenir » avec lui (2).

Caulaincourt ne se tint pas pour battu. Il envoya la duchesse de Vicence à l'Élysée, où elle fut reçue, et, sans intermédiaire cette fois, renouvela sa requête (3). La réponse du Tsar ne lui laissa plus d'illusions :

« Paris, 17-29 juillet 1815.

« Quoiqu'il m'en coûte infiniment, général, de me priver de la satisfaction de me rendre à la demande que vous venez de

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse 6, dossier 6, note de M. de Caulaincourt.

(2) « Monsieur le duc, Sa Majesté vient de prendre connaissance de la lettre que vous avez adressée à l'aide de camp de service. Il est infiniment peiné que la marche que vous avez suivie depuis le retour de Bonaparte et les opinions que vous avez soutenues en servant sa cause ne lui permettent pas de reprendre avec Votre Excellence les rapports qu'il a eu jadis tant de satisfaction à entretenir avec elle. Il lui serait donc impossible, monsieur le duc, de vous accorder l'audience que vous avez demandée et c'est avec le sentiment du plus sincère regret qu'il se voit dans l'obligation de s'y refuser. Agréez l'expression de ma haute considération, NESSELRODE. Paris, 11 juillet 1815. » (*Archives de Caulaincourt*, liasse 15.)

(3) Caulaincourt à l'empereur de Russie : « Sire, Votre Majesté

m'adresser, je ne saurais, dans les circonstances actuelles, rien changer à la détermination que j'ai prise à votre égard, ni varier dans la manière d'envisager la marche que vous avez suivie. Néanmoins, malgré que je me trouve dans l'impossibilité de l'approuver, mes sentiments et l'intérêt que je vous conserve seront toujours les mêmes et je profiterai avec plaisir de chaque occasion de vous en donner des preuves ; en attendant je vous renouvelle, général, l'assurance de toute mon affection.

ALEXANDRE (1). »

Cette fin de non-recevoir n'avait cependant pas empêché le Tsar de rendre déjà service à l'ancien ambassadeur. Lorsque Blücher avait traversé la Picardie, au cours de sa marche sur Paris, il avait, dans son désir de vengeance, fait mettre le séquestre sur la terre de Caulaincourt et ordonné la vente des meubles du château. Nesselrode, sur les instructions d'Alexandre, obtint du roi de Prusse les « ordres les plus positifs » pour faire cesser cette persécution (2).

me pardonnera de m'adresser directement à elle et avec toute confiance. Elle a fait espérer à ma femme que ma quarantaine aurait un terme prochain. J'en ai douloureusement compté les jours, Sire, car, au milieu de mes malheurs, j'ai senti avant tout le regret de ne pas voir Votre Majesté. Maintenant que le gouvernement s'est prononcé, j'espère qu'elle ne verra plus un coupable, là où le Roi n'a pu en trouver, car Votre Majesté n'a jamais pu douter des sentiments d'honneur d'un homme qui a fait ses preuves dans d'autres temps. « Devenu un simple particulier, je ne demande rien. Je n'importunerai donc pas Votre Majesté. Mes vœux se bornent à la voir avant de partir et à lui offrir l'hommage du respect et des sentiments qu'elle m'a permis de lui vouer, dans un temps où je n'étais pas, comme aujourd'hui, battu par la tempête. Aujourd'hui comme alors, Sire, je suis digne d'avoir été honoré par Votre Majesté du titre de son ami. » (*Archives de Caulaincourt*, liasse 15, minute, sans date.) Cette lettre est postérieure au 24 juillet.

(1) *Archives de Caulaincourt*, liasse 15, original.

(2) Lettres de Nesselrode au duc de Vicence (*Archives de Caulaincourt*, liasse 15, originaux) :

« Paris, ce 2/14 juillet 1815. — Monsieur le duc, j'ai mis sous les yeux de l'Empereur la lettre que vous venez de m'adresser. Sa Majesté Impériale me prescrit de vous répondre qu'elle n'a eu aucune connaissance des mesures contre lesquelles vous réclamez ; qu'elle ne saurait, dans aucun cas, y donner son assentiment et qu'elle emploiera avec plaisir son intervention toutes les fois qu'il pourrait être nécessaire de garantir Votre Excellence contre des actes d'in-

Dans sa lettre au Tsar, Caulaincourt exprimait l'espoir que Sa Majesté ne « verrait plus un coupable, là où le Roi n'a pu en trouver ». Il faisait allusion à l'ordonnance de proscription du 24 juillet 1815 sur laquelle son nom ne se trouvait pas. Lorsque Fouché avait été chargé de préparer cette liste de victimes, il avait fait figurer l'ancien Grand écuyer dans la longue énumération des serviteurs de l'Empereur offerts en holocauste aux rancunes des puissants du jour. Le travail du duc d'Otrante, on le sait, fut considérablement réduit par Louis XVIII, effrayé du zèle de son nouveau ministre. La radiation du duc de Vicence était due à l'intervention de l'empereur de Russie (1).

Les Bourbons revenus, il ne restait à M. de Caulaincourt d'autre alternative que de s'éloigner à tout jamais de la scène politique. Exilé de la Chambre des Pairs royale, comme ayant fait partie de celle des Cent-Jours, il se résolut à briser aussi les liens qui le rattachaient à l'armée. Le 24 août 1815, il demanda sa retraite : « Deux blessures graves, dont l'une me met souvent dans l'impossibilité de marcher, me donnent des droits pour l'obtenir, écrivait-il au ministre de la Guerre, en outre des années de service et des campagnes exigées (2). » Il comptait en effet 26 ans, 6 mois, 14 jours de service lorsque sa pen-

justice et de persécution dirigés contre elle personnellement par les généraux des armées alliées. En conséquence, j'ai été autorisé à intervenir en sa faveur auprès du ministre prussien et je m'empresse, monsieur le duc, de vous faire part des ordres qui ont été donnés pour que le séquestre mis sur vos terres dans le département de l'Aisne soit levé et toute vente suspendue immédiatement. — NESSELRODE. »

« Paris, 23 juillet, dimanche. — Monsieur le duc, je m'empresse de vous prévenir que Sa Majesté le roi de Prusse a donné les ordres les plus positifs pour que les séquestres mis par le maréchal Blücher sur vos biens particuliers fussent immédiatement levés. — NESSELRODE. »

(1) Les *Archives du comte Gérard de Moustier* contiennent cette lettre autographe de Nesselrode, adressée au prince de Talleyrand : « Paris, mardi. — Vous nous avez fait prévenir, mon cher prince, qu'une liste de personnes à punir pour la part qu'elles ont eue au retour de Bonaparte nous serait communiquée. Je dois vous prévenir que l'Empereur serait très fâché d'y trouver le nom de Caulaincourt. Je vous prie donc d'employer toute votre influence pour qu'il ne soit compris dans aucun genre de proscription ou persécution de quelque nature qu'elle puisse être. — NESSELRODE. »

(2) *Archives administratives de la Guerre*, dossier Caulaincourt.

sion fut liquidée à 6 000 francs par an le 6 octobre 1815.

Désormais libre de toute attache, trop fier, dit un de ses biographes, « pour rechercher une indulgence dont il sentait qu'il n'avait nul besoin » (1), M. de Caulaincourt partagea son temps entre la campagne et Paris (2).

En quittant l'hôtel des Relations extérieures, rue du Bac, où il avait résidé pendant les Cent-Jours, il était revenu habiter 16, rue Sainte-Croix-d'Antin, mais, un peu plus tard, nous le trouvons installé, non loin de là, au nº 41 de la rue Joubert, dans le petit hôtel, à la facade ornée de bas-reliefs, qui porte aujourd'hui le nº 39 et n'a été que tout récemment transformé de fond en comble à l'intérieur (3).

Nous le voyons bientôt, au début de mars 1818, se transporter 57, rue Saint-Lazare (4) dans un autre hôtel, construit en 1772 par l'architecte Ledoux pour Mlle de Saint-Germain et que Ney avait habité en 1804 (5). Cet immeuble, qui se trouvait en face du nº 60 actuel de la rue Saint-Lazare, a disparu par suite du percement de la rue de Châteaudun. M. de Caulaincourt devait l'occuper jusqu'à sa mort.

Dans son salon, fréquenté seulement par quelques intimes, parmi lesquels Daru, Beugnot et Saint-Aignan étaient les plus assidus, la duchesse de Vicence continua à rayonner de tout l'éclat de sa beauté et de sa haute intelligence. Le général Lamarque, qui dîna chez elle le 25 janvier 1825, nous a laissé

(1) *Notice biographique sur le duc de Vicence*, 34.

(2) La *Biographie des hommes vivants*, Paris, Michaud, octobre 1816, in-8º, II, 88, dit qu'après le retour du Roi, « M. de Caulaincourt quitta Paris et s'embarqua pour l'Angleterre où il est resté depuis ce temps. » Nous n'avons trouvé aucune confirmation de ce déplacement, qui nous semble peu vraisemblable.

(3) En juillet 1799, le père du Grand écuyer avait habité dans la même rue Joubert, alors rue Neuve-des-Capucins (elle fut débaptisée en 1810), une maison portant le nº 531 (numérotation révolutionnaire). Cette maison, qui corespondait au nº 41 actuel, était mitoyenne de l'hôtel loué par le duc de Vicence. En 1815, son beau-frère de Saint-Aignan habitait encore au nº 41 actuel. Nous ne saurions assez remercier M. Maurice Dumolin, qui connaît si parfaitement le vieux Paris, de nous avoir aidé à élucider ce point.

(4) Étude Tollu. Acte de février 1818 : Caulaincourt habite 41, rue Joubert. — Actes de mars 1818, etc. : il est domicilé 57, rue Saint-Lazare.

(5) Marquis de Rochegude et Maurice Dumolin, *Guide pratique à travers le vieux Paris*. Paris, Champion, s. d., in-12, 286.

d'elle ce portrait enthousiaste : « La belle Mme de Vicence est une de mes adorations ; je l'ai vue hier, entourée de dames moins jolies qu'elle ; mais elle n'a pas besoin d'opposition pour frapper les regards. Quelle régularité dans ses traits ! Que de noblesse, de majesté dans son port ! Que d'esprit et de bonté dans son regard ! Je ne suis pas étonné des passions qu'elle a faites ; je ne serais pas surpris de celles qu'elle ferait encore : une femme comme celle-là ne vieillira jamais ; les débris de sa beauté seront comme ceux du Colisée : ils exciteront encore l'admiration (1). »

L'été se passait à Caulaincourt où, entre les saisons de Plombières imposées par ses douleurs, le duc de Vicence s'occupait d'améliorer et d'embellir son magnifique domaine, l'un des plus beaux de la Picardie avec son grand étang, ses hautes futaies peuplées de daims et de cerfs. Il fit construire de somptueux communs et de vastes écuries qui entouraient l'hémicycle de la cour d'entrée, et dans lesquelles, à certaines époques, 400 chevaux trouvèrent place simultanément, détourna le bras de l'Omignon qui encerclait le château au sud afin d'agrandir la cour d'honneur, construisit des routes d'accès, développa ses exploitations agricoles.

De sa chambre, située à l'angle sud-est du château, au rez-de-chaussée, il pouvait contempler l'admirable panorama, limité, au delà de la nappe d'argent de l'étang, par les pentes boisées conduisant vers Beauvais. Une riche bibliothèque occupait ses loisirs avec le classement de ses papiers, la rédaction de ses Mémoires, de fréquentes visites d'amis, peu nombreux mais dévoués.

De toutes ces richesses, de toutes ces splendeurs il ne reste rien. Quelques fûts de marbre, débris des colonnes du grand vestibule d'entrée, quelques pans de mur surplombant l'Omignon permettent, seuls, de se rendre compte, et encore avec quelle peine ! de l'orientation de la belle demeure, si l'on n'est guidé par un habitant du pays se souvenant des temps anciens. Des communs immenses, on retrouve seulement quelques pierres. Tout a été comme volatilisé pendant la dernière guerre, sous la poussée de la dynamite allemande.

Cette dévastation, succédant à tant de splendeur, serre le

(1) *Mémoires et souvenirs du général Maximilien Lamarque*, Bruxelles, Méline, 1835, in-16, II, 177.

cœur. Mme la comtesse Gérard de Moustier, propriétaire actuelle, a toutefois bien fait de ne pas chercher à reconstruire l'édifice disparu, laissant au souvenir pieux le soin de retrouver, sous ces ruines, l'ombre du Grand écuyer. (1).

Si retiré cependant que vécût celui que Joseph de Maistre appelait ironiquement « l'ambassadeur-général-duc-écuyer », il portait ombrage à la Restauration et celle-ci ne cessa de le surveiller.

A Paris, le 1er avril 1815, la police s'inquiétait de le voir aller quelquefois chez Mme Hamelin (2). Le 15 octobre de la même année, elle signalait des réunions de bonapartistes chez lui, très avant dans la nuit (3). Un peu plus tard, une plainte parvenait à Beugnot : « Le sieur Caulaincourt devrait-il avoir la permission d'être à Paris ou d'y venir? On m'a assuré que M. le duc de Bourbon avait eu le malheur de l'y rencontrer (4). »

Dans le dossier du duc de Vicence, aux Archives de la Guerre, on trouve encore une dénonciation du maréchal de camp vicomte Obert, commandant le département de l'Aisne, au général Despinoy, commandant la 1re division militaire : « Journellement, on m'écrit pour m'inviter à faire surveiller M. de Caulaincourt qui, à ce qu'on prétend, se popularise singulièrement et au point de charrier lui-même son fumier dans ses terres. On le voit continuellement s'agiter, soit dans les faubourgs de Ham, soit dans les villages des environs où il ne fait qu'aller et venir. Cela paraît donner des inquiétudes. Sa fortune est si considérable qu'on le considère dangereux par l'influence qu'il a sur les paysans. On verrait avec plaisir qu'il soit forcé d'habiter un autre pays pendant un certain temps. » Despinoy transmit, le 11 avril 1816, cette lettre au ministre de la Guerre qui, à son tour, l'envoya à Decazes. Après enquête, ce dernier put rassurer les généraux : « D'après les informations, il paraît que les torts imputés à M. de Caulaincourt sont au

(1) Quelques meubles, parmi lesquels se trouvait le magnifique mobilier en tapisserie des Gobelins, exécuté en 1801, qui ornait le grand salon, avaient été transportés par les Allemands au musée du Pauvre Diable à Maubeuge et purent être récupérés après la guerre par les propriétaires. — Voir la *Gazette des Ardennes*, édition illustrée, no 38, 1er juillet 1917.

(2) E. Daudet, *la Police politique*, Paris, Plon, in-8o, 242.

(3) *Archives nationales*, F7 6794-537.

(4) *Archives nationales*, F7 6630-216.

moins exagérés et que sa conduite n'a donné lieu jusqu'ici à aucun reproche fondé. Elle continue, au reste, à être l'objet d'une surveillance particulière (1). »

On ne saura jamais jusqu'où peut aller l'imagination de la foule. Nous trouvons un exemple de sa crédulité dans les curieux Mémoires de cet inconnu, que l'on dit être un magistrat, publiés par M. Charles Léger sous le titre de *Balzac mis à nu*. Le 1er juin 1815, le prince de Neuchâtel s'était tué en tombant, volontairement ou involontairement, d'une fenêtre du palais de Bamberg : « Un vengeur mystérieux, dit notre auteur, pénétra dans la retraite de Berthier, l'étrangla et le précipita par une fenêtre. Quel était ce vengeur? On a toujours nommé Caulaincourt, duc de Vicence, un fidèle celui-là. Un alibi, préparé peut-être, a été établi... Un demi-siècle après la mort de Berthier, on en parlait encore avec une sorte de terreur (2). »

Pour couper court à cette invraisemblable histoire, qui ferait du Grand écuyer un vulgaire assassin de droit commun, il suffit de remarquer que le 1er juin, dix-sept jours avant Waterloo, ce dernier était surchargé de trop de soucis et de responsabilités pour qu'il pût quitter subrepticement l'hôtel des Relations extérieures et se rendre à Bamberg accomplir ce noir attentat.

Nous avons dit, dans un chapitre précédent, comment l'affaire du duc d'Enghien poursuivit M. de Caulaincourt pendant la première comme pendant la seconde Restauration et comment il fit rédiger, en 1824, par Dupin, cet *Examen impartial* après lequel il s'imposa le silence sur ce drame douloureux.

Une autre circonstance l'avait antérieurement fait sortir de sa retraite. En 1819, parurent à Paris les *Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de* 1814, par F. Koch, chef de bataillon d'état-major (3). La lecture de cet ouvrage, dans les premiers jours de janvier 1820, alors qu'il revenait à Paris après huit mois d'absence, émut vivement le duc de Vicence. Il a relevé, en dix grandes pages couvertes de son écriture, les

(1) *Archives administratives de la Guerre*, dossier du duc de Vicence, Obert à Despinoy, 9 avril 1816; Despinoy au ministre, 11 avril; le ministre à Decazes, 26 avril; Decazes à Clarke, 10 mai 1816.

(2) Charles Léger, *Balzac mis à nu*, 81.

(3) Paris, Magimel, Anselin et Pochard, 1819, 2 vol. in-8°.

inexactitudes constatées par lui dans ce travail. Il n'y était d'ailleurs personnellement pas attaché. L'auteur le représentait, au contraire, comme celui de tous les conseillers de Napoléon qui avait « le plus anciennement et le plus énergiquement protesté contre la guerre » (1). Étonné de trouver dans ces volumes des pièces confidentielles émanées de sa plume, peiné de la mise en parallèle de ses efforts et de « l'obstination » de Napoléon, il adressa une lettre de protestation au *Constitutionnel* et à *la Renommée*, lettre que ces journaux insérèrent dans leurs numéros du 21 janvier 1820 : « Il serait injuste, y était-il dit, de laisser ignorer à la France, à l'histoire, les motifs d'intérêt national et d'honneur qui empêchèrent l'Empereur de souscrire aux conditions que les étrangers voulaient nous imposer. » Suivaient quelques extraits des ordres de Napoléon.

Dans cette lettre, le mot Empereur était prononcé trois fois. De là, grande émotion au sein du gouvernement. Dès le 24, le procureur du Roi déposait une plainte visant une « attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi » et une « offense envers la personne » de Louis XVIII.

M. de Caulaincourt fit appel en vain au bon sens de Decazes, président du Conseil. La justice suivit son cours. Le 5 février, le tribunal civil de la Seine renvoya l'instance devant la Cour royale de Paris. Le 11 du même mois, cette Cour rendait son arrêt. Il portait qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre car « la qualification inconvenante » d'Empereur, se référant à l'époque du congrès de Châtillon, ne constituait pas « une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi ! » Cet arrêt, prononcé deux jours avant l'assassinat du duc de Berry, parut assez important à l'ancien ministre pour qu'il le fît connaître au Tsar par une lettre du 16 février (2).

A ce moment, le parti bonapartiste n'avait pas encore

(1) *Notice biographique sur M. le duc de Vicence*, 35.

(2) Cette lettre, trouvée, après la mort du Tsar, sur la table à écrire d'Alexandre, dans son cabinet de travail du Palais d'hiver, fut remise aux Archives du ministère des Affaires étrangères de Russie le 2 mars 1826 par le prince Alexandre Galitzin. Elle débutait ainsi : « Un ouvrage a paru. Il déversait le blâme sur l'Empereur Napoléon, sur moi les éloges. Tous les nobles sentiments que votre belle âme éprouve et comprend si bien me faisaient un devoir de dire et compléter la vérité. Je l'ai dite » (*Archives de Caulaincourt*, liasse 19, minute).

retrouvé l'élan que le *Mémorial* et les autres confidences échappées de Sainte-Hélène devaient bientôt lui redonner. Nombre de ses membres se ralliaient au duc d'Orléans, sans renier cependant les fidélités anciennes. D'après Sémonville, M. de Caulaincourt aurait été parmi ceux qui, en raison de la captivité du roi de Rome à Schœnbrunn, ne voyaient d'autre solution à la crise politique (1). S'il se tourna vers l'orléanisme, son adhésion à cette doctrine fut toute platonique car, sur aucun terrain, il ne pouvait plus exercer son activité.

Ses dernières années furent tristes. Les royalistes ne désarmèrent jamais à son égard. « Il se sentait poursuivi et environné d'une prévention injuste et obstinée, » dit une de ses notices biographiques, et Castellane a écrit en apprenant sa mort : « Le chagrin a hâté sa fin... Depuis la Restauration, M. le duc de Vicence a toujours vécu fort retiré ; la Cour lui était interdite (2). » Nous trouvons la même note chez un autre de ses contemporains. Dans la solitude qu'il s'était imposée, dit celui-ci, « les affections de famille si douces pour son cœur, le commerce de l'amitié, le plaisir de faire du bien, ne suffirent pas à rendre sa vie heureuse » (3). Enfin, sur ce point, nous avons son propre témoignage. Rédigeant son testament, le 15 novembre 1821, il y ajouta ces lignes : « J'ai le sentiment de n'avoir jamais nui à personne, d'avoir fait autant de bien que j'ai pu et empêché souvent le mal. J'ai fait des ingrats et ne l'ai jamais été. Fidèle à mon serment, au malheur, la haine d'un parti qu'il a été de mon devoir de combattre m'a fait calomnier (4). »

La santé de M. de Caulaincourt n'avait jamais été très bril-

(1) Marquis DE NOAILLES, *Le Comte Molé*, IV, 346, Conversation de Sémonville et de Molé.

(2) CASTELLANE, *Journal*, II, 161.

(3) *Notice biographique sur M. le duc de Vicence*, 38.

(4) Dans ce testament, qui fut déposé chez Me Poignant, notaire à Paris, le 20 février 1827, il léguait à son fils aîné Adrien : « 1° le camée sur onyx représentant d'un côté l'Empereur Napoléon et de l'autre un aigle ; 2° le sabre des Empereurs que l'empereur Napoléon a porté ; 3° les beaux pistolets de ce souverain ». Il ajoutait : « J'attache un grand prix à ces objets parce qu'ils m'ont été donnés par lui en 1814 à Fontainebleau en le quittant, comme un souvenir, me dit-il, de la fidélité et de l'attachement que je lui avais toujours témoignés. » Il laissait également à son fils aîné le portrait en pied de Napoléon par Gérard que l'Empereur lui avait offert après son couronnement et une coupe de Sibérie, cadeau d'Alexandre.

lante. Très jeune il se plaignait déjà de rhumatismes et, plus tard, ses blessures de guerre le firent cruellement souffrir en dépit de saisons répétées à Plombières. A partir de 1825 son état s'aggrava. Un cancer à l'estomac se déclara. Malgré son état d'amaigrissement extrême, il eut la force, en février 1826, de se rendre en Normandie auprès de son beau-père, le marquis de Canisy, qui s'y mourait. Le décès de celui-ci, survenant après celui d'Alexandre, le jeta dans un profond abattement : « Tout lui était indifférent, écrit sa belle-fille, Mme de Villeneuve ; ses amis, ses enfants, sa femme même, qui était l'objet de ses plus tendres affections, semblaient par intervalles n'être plus rien pour lui... » Après un dernier séjour à Plombières, sa famille obtint qu'il vînt consulter à Paris. Trois semaines après son arrivée, il se coucha pour ne plus se relever.

A Mgr de Quelen, archevêque de Paris, accouru à son chevet, il exhalait encore ses plaintes : « Je meurs de chagrin. Ma vie a été abreuvée d'amertumes, la fin ne sera que le terme d'une longue épreuve de douleurs. » Le 17 février 1827, les souffrances empirant rapidement, le prélat lui administra l'extrême-onction en présence de sa femme, de ses sœurs, de ses enfants et de quelques domestiques.

La journée fut calme mais le lendemain 18 la faiblesse redevint extrême. Seule, la duchesse de Vicence put approcher du lit du malade.

« Le lendemain matin, dit Mme de Villeneuve qui a raconté toute cette agonie avec une piété filiale, les douleurs devinrent si fortes qu'elles le firent tomber dans un état d'immobilité et de faiblesse excessive. A peine avait-il la force de gémir... Il demanda qu'on le retournât à gauche et fit un grand cri qui nous glaça tous d'effroi... Il avait encore un mot à dire à ma mère qui s'approcha de lui ; il la cherchait encore mais ses pauvres yeux n'y voyaient plus. Cependant il la reconnut encore aux larmes qu'elle laissa tomber sur sa main presque glacée. Il lui dit : Adieu, et ce fut sa dernière parole (1). »

Ainsi mourut le lundi 19 février 1827, à midi et demi, dans son hôtel de la rue Saint-Lazare, le duc de Vicence, à l'âge de

(1) La précieuse notice de Mme de Villeneuve nous a été communiquée par M. le comte de Montholon. — Également communiquée jadis à M. de Barante, elle a été utilisée par lui pour son étude sur *Caulaincourt, duc de Vicence*, insérée dans *Études historiques et biographiques*, Paris, Didier, 1857, in-8°, I, 324.

cinquante-quatre ans. Il n'est pas téméraire de penser que la tenace légende qui le poursuivait depuis le mois de mars 1804 fut pour beaucoup dans sa disparition prématurée (1).

Il fut inhumé au Père-Lachaise. Sa tombe se trouve dans la division 29, non loin de ce carré des maréchaux où reposent tant de ses compagnons de l'épopée. On y accède par le chemin du Dragon, que l'on doit quitter en face du monument du général Foy. On la découvre, non sans quelque peine, en deuxième ligne, à proximité du rebord du plateau.

Une large dalle de pierre, entourée d'une forte grille de fer, recouvre le caveau. A la tête, une colonne de pierre, récemment restaurée, s'élève sur un soubassement carré en marbre. Ce soubassement, dont les quatre angles sont décorés de torches enflammées et renversées, est orné de lourdes couronnes retombant sur chaque côté.

Sur la face principale, on a sculpté les armes d'Empire des Caulaincourt : de sable coupé d'or, le coupé d'or chargé d'un sauvage de gueules appuyé sur une massue de sable, et tenant sur le poing dextre un coq de sable ; au chef des ducs de l'Empire (de gueules semé d'étoiles d'argent). Au-dessous, une inscription rappelle les prénoms du défunt, ses titres : marquis de Caulaincourt, duc de Vicence, et les dates de sa naissance et de sa mort.

Ce monument, pieusement entretenu, a grande allure dans sa simplicité et contraste avec la truculence trop romantique de quelques tombes voisines. Le Grand écuyer aurait aimé sa ligne élégante et sobre. Il ne renferme cependant pas son cœur qui, transformé à Caulaincourt et déposé dans l'église du village, y est resté jusqu'à ce qu'il ait été, comme l'église elle-même, pulvérisé dans l'explosion perpétrée par l'ennemi.

En 1889, la ville de Paris a donné le nom de Caulaincourt à une rue du 18e arrondissement (2). Dans la capitale, le souvenir du Grand écuyer s'évoque encore à l'Arc de Triomphe. Son nom est gravé sur le côté ouest de la porte de gloire (3).

(1) Dans un article nécrologique paru dans l'*Ami du Roi*, il était dit : « Sa famille est persuadée que le chagrin l'a conduit au tombeau. Profondément affecté de l'opinion répandue sur son compte relativement à l'affaire de M. le duc d'Enghien, il gémissait souvent de cette prévention fatale et cette idée le poursuivait partout. »

(2) Il existe aussi un square de Caulaincourt depuis 1897.

(3) La malechance a poursuivi le duc de Vicence même après

***

La duchesse de Vicence survécut à son mari pendant de longues années. Elle mourut à Paris, en son domicile de l'avenue des Champs-Élysées, 44, le 21 mai 1876, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

De son mariage avec M. de Caulaincourt elle avait eu deux fils.

L'aîné, Armand-Alexandre-Joseph-Adrien, qui fut le deuxième duc de Vicence, était né à Paris, 16, rue Sainte-Croix-d'Antin, le 13 février 1815. Il fut attaché par Thiers, le 30 juin 1836, au secrétariat du ministère des Affaires étrangères, puis attaché à l'ambassade de France à Turin et à l'ambassade extraordinaire envoyée à Londres à l'occasion du couronnement de la reine Victoria. Ne poussant pas plus loin sa carrière diplomatique, il fut élu en 1842 au Conseil général de la Somme et devint vice-président de cette assemblée en 1852, président en en 1856. Napoléon III l'appela au Sénat le 26 janvier 1852. Fidèle soutien de la politique de l'Empereur, comme il l'avait été de celle du prince Louis-Napoléon, il fut rendu à la vie civile par la révolution du 4 Septembre. Le deuxième duc de Vicence, qui prépara longtemps une étude historique sur la lutte engagée au douzième siècle entre la Papauté et l'Empire (1) mourut à Paris, 4, rue de Berry, le 28 février 1896, à quatre-vingt un ans. Il avait épousé, le 21 mars 1849, Louise-Marguerite Perrin de Cypierre dont il eut trois filles (2).

sa mort. Lorsqu'on dressa la liste des noms à inscrire sur l'Arc de Triomphe, on y porta le général Auguste de Caulaincourt, tué à la Moskowa, mais on oublia son frère. Il fallut une réclamation de la famille pour faire réparer cette erreur. — Le duc de Vicence, grand-aigle de la Légion d'honneur, était aussi décoré des ordres de Saint-André de Russie, de Léopold d'Autriche, de Saint-Hubert de Bavière, de la Fidélité de Bade, de la Couronne verte de Saxe, de Saint-Joseph de Wurtzbourg, etc.

(1) Le deuxième duc de Vicence a publié : *De l'influence que les courses au trot exercent sur la race chevaline et de leur organisation dans le département de l'Aisne*, Paris, imp. Fournier, 1844, in-8°, 56 pages.

(2) La deuxième duchesse de Vicence, née à Paris le 25 octobre 1812, fille de Casimir-Florimond-Joseph Perrin de Cypierre et d'Antoinette-Jeanne-Marguerite de Thélusson, était veuve, depuis le 4 avril 1840, de Léon Combault, vicomte d'Auteuil, quand elle épousa le duc de Vicence. Elle mourut à Paris le 10 mai 1861.

De ce mariage naquirent trois filles : 1° Armande-Marguerite-

Le second fils du Grand écuyer, Hervé-Anne-Olivier-Henri-Adrien, marquis de Caulaincourt, né à Paris le 23 mars 1819, sorti de Saint-Cyr en 1837, fut, étant lieutenant au 4e chasseurs d'Afrique, blessé d'un coup de pistolet à la tête et laissé pour mort, sur le champ de bataille de l'Oued-Mallah. Il se remit cependant, quitta l'armée en 1848, fut élu, le 13 mai 1849, député du Calvados et constamment réélu jusqu'à sa mort, survenue le 9 février 1865 à Rome. Il ne laissait pas d'enfants de son mariage avec Marie-Marguerite-Alexandrine de Croix (1).

Adrienne, née à Paris le 19 avril 1851, épouse le 4 juillet 1872, Marie-Louis-Albéric de Viel de Lunas, comte d'Espeuilles, secrétaire d'ambassade, plus tard député de la Nièvre, né à Paris le 12 septembre 1840, décédé à Cannes le 23 novembre 1931 ; 2° Jeanne-Béatrix-Anne, née le 29 octobre 1853, décédée le 6 juillet 1903, épouse, le 17 juillet 1875, Emmanuel, baron de Sarret de Coussergues ; 3° Marie-Emma-Eugénie, née le 29 mai 1859, décédée le 4 mai 1902, mariée, le 3 avril 1880, à Alain-Henri-Ernest-Marie-Pierre, comte de Kergorlay, né le 14 septembre 1847, député de la Haute-Loire, veuf d'A. M. C. de Fay de Latour-Maubourg.

On ne peut omettre ici les deux enfants que la première duchesse de Vicence avait eus de son premier mariage : un fils et une fille dont M. de Caulaincourt s'occupa toujours avec tendresse. Le fils, le marquis de Canisy, né à Caen le 22 août 1802, mourut le 19 septembre 1867. La fille, Emma-Éléonore-Pauline, née le 25 mai 1800, décédée le 22 septembre 1881, épousa en 1825 le vicomte Alban de Villeneuve-Bargemon (1784-1850) qui, après une longue carrière dans l'admisnistration préfectorale, prit une place distinguée parmi les économistes de son temps et fut membre de l'Académie des Sciences morales et politiques.

Le titre de duc de Vicence s'étant éteint à la mort du deuxième duc, le comte Albéric d'Espeuilles obtint, par décret du 11 juillet 1897, l'autorisation d'ajouter à son nom patronymique celui de Caulaincourt de Vicence. Son fils Marie-Antoine-Adrien, né le 26 avril 1874, reprit le titre de duc de Vicence. Après avoir brillamment débuté dans la carrière diplomatique, ce dernier se consacra pendant la guerre à la mairie de Caulaincourt. Il fit preuve d'un admirable et courageux dévouement envers ses compatriotes, fut arrêté, déporté en Allemagne. Les souffrances qu'il y éprouva altérèrent gravement sa santé. Il mourut à Caulaincourt, le 28 novembre 1929, laissant, de Marie des Cars, arrière-petite-fille du favori de Louis XVII, une fille unique qui a épousé le comte Gérard de Moustier.

(1) Née en 1832, mariée le 29 mars 1853, la marquise de Caulaincourt mourut à Paris le 30 décembre 1910.

XX

LES MÉMOIRES

En 1837, dix ans après la mort de M. de Caulaincourt, parut à Paris, chez l'éditeur Levavasseur, un ouvrage en deux volumes in-8° intitulé : *Souvenirs du duc de Vicence, recueillis et publiés par Charlotte de Sor.* Mme Eillaux, née Charlotte Desormeaux, qui se cachait sous ce pseudonyme, femme de lettres déjà coupable de deux romans passés inaperçus : *Un second mariage* et *Madame de Tercy ou l'amour d'une femme*, avait rencontré le duc de Vicence à Plombières en septembre 1826, lors du dernier séjour qu'il fit dans cette ville d'eaux. Il lui aurait remis quelques pages de ses manuscrits et elle tira soi-disant de ses confidences, si elles furent réellement faites, ce dont il est permis de douter, les deux volumes cités plus haut, tissu d'absurdités, de contre-vérités et de méchancetés dont la valeur historique est nulle.

La famille protesta contre cette publication qui, malheureusement, eut du succès, à une époque où tout ce qui concernait l'histoire de la période impériale était avidement recherché. Mise en goût, Charlotte de Sor récidiva. En 1841, elle publia, d'abord en articles dans *la Nouvelle Minerve*, sous le titre : *Napoléon et le duc de Vicence*, puis, en deux volumes, chez l'auditeur Barba, la *Suite des Souvenirs du duc de Vicence* que, en 1842, chez le même éditeur, elle réimprima sous un troisième titre : *Napoléon en Belgique et en Hollande*, 1811, *formant les tomes III et IV des Souvenirs du duc de Vicence* (1). Il n'y a pas lieu d'attacher plus d'importance à cet ouvrage qu'au précédent (2).

M. de Caulaincourt avait cependant écrit des Mémoires. Le fait était connu, même de ses contemporains. Leur existence avait été révélée par ses articles nécrologiques. La *Bio-*

(1) En 1843 une réédition de cet ouvrage, parue cette fois chez l'éditeur de Potter, ne portait plus que le titre : *Napoléon en Belgique et en Hollande.*

(2) Mme de Sor a encore publié, en 1843, chez de Potter, Paris, 2 vol. in-8° : *le Duc de Bassano, Souvenirs intimes de la Révolution et de l'Empire*, dont la valeur documentaire est également nulle.

graphie universelle de Michaud dit en 1854 : « On assure que ses Mémoires sont d'un grand intérêt, pleins de raison et de franchise ; mais il est difficile de penser que leur publication soit convenable d'ici à une époque encore éloignée (1). » Le 3 octobre 1844, le baron de Stassart, qui, du vivant du Grand écuyer, se rendait presque chaque année à Caulaincourt, parle, dans une lettre à Méneval, de Mémoires « qui jusqu'ici n'ont pas été publiés, bien, ajoute-t-il, que j'aie la certitude qu'ils existent ». Dans sa réponse, du 12 novembre, Méneval confirme ce renseignement : « Je sais que M. le duc de Vicence a laissé des Mémoires et qu'ils sont même empreints d'hostilité contre l'Empereur (2). »

***

Aux premières pages de la présente publication, le duc de Vicence parle de notes prises par lui « partout, dans le cabinet, au bivouac, chaque jour, à chaque instant ». Elles sont, ajoute-t-il, « l'œuvre de tous les moments ». Lorsqu'il se résolut, dans des circonstances que nous tenterons d'élucider, à rédiger ses Mémoires, il n'eut sans doute qu'à coordonner ces notes. Il avait, en outre, à sa disposition, les admirables Archives qu'il avait lui-même classées, de façon assez sommaire d'ailleurs, riches de documents inédits, de lettres autographes de l'Empereur, du Tsar, de Talleyrand, de maints grands personnages, voisinant avec les minutes et copies de ses lettres et rapports officiels dont les originaux se trouvent aux archives du ministère des Affaires étrangères ou aux Archives nationales.

A l'aide de cette documentation, le duc de Vicence composa les fragments que nous publions plus loin. A quelle époque entreprit-il ce travail? Il ne l'avait certainement pas commencé en 1821, car, en rédigeant son testament, le 15 novembre de cette année, non seulement il n'y fait aucune allusion mais il donne les instructions que voici : « 3° Une somme de 25 000 francs sera prélevée avant tout, au jour de mon décès, sur mes capitaux ou biens et placée pour être exclusivement employée, capital et intérêts, à faire écrire et publier l'histoire

(1) Article signé B-e. F. (M. de Barante fils.)

(2) Baron DE MÉNEVAL, *Napoléon et l'Autriche en* 1815, dans *Feuilles d'histoire*, II, juillet-décembre 1909, 166.

de ma vie et des mémorables événements auxquels j'ai pris part. Je recommande cet objet à ma femme, à M. le comte Daru et à M. de Saint-Aignan (1). » Puisqu'il pensait à faire rédiger son histoire, c'est qu'il ne l'avait pas écrite lui-même. Ce ne fut donc au plus tôt qu'en 1822 qu'il se mit au travail. Il dut interrompre celui-ci au plus tard au début de 1826, car nous savons, par Mme de Villeneuve, quel était à ce moment l'état de sa santé et l'apathie dans laquelle il était tombé. Nous ne croyons donc pas nous tromper en plaçant de 1822 à 1825 la rédaction des *Mémoires*. Notre opinion est encore renforcée par ce fait que nous avons trouvé dans les Archives de Caulaincourt un nombre assez élevé de réponses à des lettres par lesquelles le duc de Vicence avait demandé des précisions, qui ne pouvaient avoir pour but que de l'aider à rafraîchir ses souvenirs. Or, toutes ces lettres sont de 1823 ou des années suivantes (2).

Il semble certain, par ailleurs, que la décision du Grand écuyer de composer ses Mémoires fut la conséquence des campagnes entreprises par Maret pour la justification de sa propre politique. Celui-ci, rentré en France en 1820, avait multiplié les confidences. Koch avait reçu de lui de nombreux documents pour son livre paru en 1819. Les ouvrages de Fain, le *Manuscrit de* 1814, dont la première édition est de 1823, le *Manuscrit de* 1813, édité en 1824, avaient été en grande partie écrits sous son inspiration. Il avait également travaillé avec Gourgaud, dont l'*Examen critique* du livre de Ségur devait voir le jour en 1825, comme il travaillera avec Pons de l'Hérault, pour son *Congrès de Châtillon*, et avec Bignon (3).

Or, on trouve, dans les Archives de Caulaincourt (4), l'embryon d'une préface, se composant de six feuillets couverts de l'écriture du duc de Vicence, destinée probablement à remplacer les quelques lignes d'introduction que l'on lira ci-après, à

(1) Déposé le 20 février 1827 en l'étude de Me Poignant, notaire à Paris (aujourd'hui étude de Me Tollu, 70, rue Saint-Lazare.)

(2) Lettre de Dalberg du 21 février 1823, lettre du colonel de Galbois du 29 mars 1824, lettre du baron de Stassart du 20 juin 1825, etc., etc.

(3) Cf. baron Ernouf, *Maret, duc de Bassano*, 671.

(4) *Archives de Caulaincourt*, liasse 12, dossier 6. — M. de Caulaincourt eut, à ce moment, l'intention de dédier son œuvre au duc de Reichstadt comme en faisait foi un brouillon qui, communiqué à M. le marquis de Ségur, a été égaré depuis.

moins qu'elle ne soit leur premier jet. Ce projet, qui fut rédigé après 1822, car l'auteur renvoie aux *Mémoires de Mme Campan*, en trois volumes, parus cette année-là, est trop informe pour être publié ici, mais on y trouve, à travers ses ratures, de très précieux renseignements.

Dans cette préface, M. de Caulaincourt dit, parlant de la rédaction de ses *Mémoires* : « Cette tâche est plus difficile à remplir pour moi que pour tout autre car, inoffensif que je suis par principe, d'autres ne sont pas de même pour moi. Ma position et la ligne que j'ai cru devoir suivre m'ont mis nécessairement en opposition avec un homme qui a aussi marqué par sa fidélité à l'empereur Napoléon. Ce motif m'a longtemps retenu, m'a empêché de publier, même de communiquer beaucoup de pièces ; mais la publication de plusieurs ouvrages faits sur ses notes, préconisés, même avant leur publication, par les écrivains de la Secrétairerie d'État auxquels ils avaient été commandés, quoique publiés sous d'autres noms, et que leur reconnaissance attache nécessairement à celui qui les a si longtemps employés, me mit à mon aise. *Je me défends* ou plutôt j'établis les faits, tels qu'ils se sont passés... Le procès des cinq à six dernières années de l'Empereur est à juger en grande partie entre M. de B... et moi. »

Répondre au duc de Bassano, tel fut donc le but de M. de Caulaincourt, en coordonnant ses notes, et cela explique pourquoi il écrivit ses Mémoires et pourquoi il les écrivit si tard.

Il rédigea un long exposé des événements auxquels il avait pris part, du congrès d'Erfurt à sa rentrée à Paris avec l'Empereur après la retraite de Russie : on trouvera ce récit dans la première partie de cette publication. Laissant de côté l'armistice de Pleiswitz et le congrès de Prague (1), il avait anté-

(1) On peut se demander pourquoi le duc de Vicence a laissé cette lacune dans ses Mémoires, alors qu'il aurait eu tant à dire sur ces événements.

Voici peut-être l'explication de cette omission. M. de Caulaincourt s'est très vivement intéressé à une publication projetée par M. de Norvins, cousin de la duchesse de Vicence, et qui devait être mise en vente, à la fin de 1823, sous le titre : *Histoire politique et militaire de Napoléon pendant l'année* 1813. Une copie de la première partie de cet ouvrage, jusqu'à Pleiswitz, existe encore dans ses archives. M. de Caulaincourt la communiqua à Drouot, en lui demandant de formuler ses observations. Ce dernier le fit sur trois feuilles doubles

rieurement retracé les douloureuses journées du congrès de Châtillon, l'agonie du premier Empire à Fontainebleau et la négociation du traité du 11 avril 1815 : cette tranche de ses souvenirs forme la seconde partie du présent ouvrage.

Le temps manqua au duc de Vicence pour aller plus loin. On trouve cependant, dans ses papiers, d'assez nombreuses notes écrites de sa main, les unes encore très sommaires, les autres plus travaillées, concernant notamment des épisodes de la campagne de 1813 et des Cent-Jours. Nous en avons utilisé quelques-unes, au cours de cette préface. Elles prouvent que la partie de son travail relatif à ces périodes était déjà assez avancée quand il dut déposer la plume.

***

Des fragments mis au point de ses Mémoires, M. de Caulaincourt fit faire une copie que nous possédons. Mais qu'est devenu le manuscrit original?

de grand format sur lesquelles il releva avec un soin minutieux toutes les remarques suggérées par sa lecture. En marge de chaque note Norvins a marqué le refus ou l'acceptation de la modification proposée, en motivant parfois sa décision.

Le duc de Vicence fit plus. Nous avons, de sa main, une longue énumération des passages qui lui semblaient devoir être remaniés et il est facile de constater, en comparant ces notes à la copie primitive et au texte imprimé, que l'auteur a tenu compte de la plupart des suggestions qu'elles contenaient. Dans l'esprit de M. de Caulaincourt, ce travail devait donc exprimer sa pensée et c'est peut-être pour cette raison qu'il a passé sous silence la campagne de 1813 et le congrès de Châtillon. Il était moins pressé de relater à nouveau ce qu'il avait fait dire par un autre.

L'ouvrage de Norvins ne parut qu'en 1825, sous le titre de *Portefeuille de* 1813 *ou Tableau politique et militaire* (Paris, Mongie, 1825, 2 vol. in-8°). Dans sa préface, l'auteur rapporte que l'impression en ayant été arrêtée par une circonstance imprévue, il avait profité de ce retard pour compléter sa documentation. « Des portefeuilles importants » lui avaient été alors confiés par des hommes d'État. En feuilletant ses deux volumes, on a l'impression que l'un de ces nouveaux informateurs était le duc de Bassano.

L'acceptation de ce concours parut une sorte de trahison à M. de Caulaincourt. M. de Lanzac de Laborie a eu entre les mains la minute d'une lettre de Norvins à sa cousine, la duchesse de Vicence, nous dévoilant sa brouille avec le duc mourant. *(Mémorial de J. de Norvins*, publié par L. de Lanzac de Laborie. Paris, Plon, 1896, in-8°, I, xv.) En effet, le *Portefeuille*, modifié sous l'influence de Maret, n'était plus la contre-partie du *Manuscrit de* 1813 de Fain.

En février 1890, au moment où le deuxième duc de Vicence écrivait son testament (1), il était déposé dans l'appartement que le fils du Grand écuyer occupait à Paris. Après avoir donné ses instructions pour une publication éventuelle, ce dernier ajoutait : « Ces Mémoires sont aujourd'hui rue de Berri, 4, dans un coffre de fer placé dans une petite armoire vitrée... (2) fonds de la chambre, pièce... (3) petite bibliothèque près de ma chambre. » Ce manuscrit dut être transporté au château de Caulaincourt, soit par le comte Albéric d'Espeuilles, quand il en devint propriétaire, soit par le fils de ce dernier, le troisième duc de Vicence. On ne sait ce qu'il est devenu. Il n'est toutefois pas téméraire de supposer que ce document a disparu à jamais dans l'incendie du château (4).

Le testament du deuxième duc de Vicence continue en ces termes : « Une copie des Mémoires, avec d'autres pièces venant de Caulaincourt, ont été déposées, fin de 1870, à Bruxelles, chez mes cousins MM. de Grimberghe, rue des Comédiens. Aujourd'hui (1890), cette copie et les papiers sont chez MM. de Grimberghe frères, fils de M. de Grimberghe, Amédée, jadis ambassadeur à Constantinople. (On peut s'adresser aussi à M. Deruitherre, notaire à Bruxelles) ».

Ces papiers, qui composent ce que nous avons appelé les *Archives de Caulaincourt*, étaient enfermés dans une malle noire. Après la mort du deuxième duc de Vicence, c'est-à-dire après 1890, M. le comte de Villeneuve-Bargemon rapporta cette malle en France (5). Elle fut alors, après accord entre la comtesse d'Espeuilles, la comtesse de Kergorlay et la baronne de Sarret, petites-filles du Grand écuyer, et ses seules héritières, déposée en l'hôtel du comte Pierre de Kergorlay, 9, rue Nitot, à Paris.

(1) Ce testament, daté de Paris, 20 février 1890, a été déposé le 28 février suivant à l'étude de Me Paul Broy, notaire à Caulaincourt, prédécesseur de Me Bourlez.

(2-3) Mots illisibles.

(4) Son existence y est confirmée par une lettre d'un médecin principal du 12e hôpital de réserve prussien, cantonné pendant six semaines à Caulaincourt durant la guerre, le docteur Adolf Krakauer, qui, le 14 mai 1930, écrivit au troisième duc de Vicence, alors décédé sans que M. Krakauer le sût. Parlant de la bibliothèque du château, il dit : « Là vous m'avez montré aussi les Souvenirs écrits de votre aïeul du temps de Napoléon 1er. » (*Archives du comte Gérard de Moustier.*)

(5) Témoignage de Mme la comtesse de Montebello.

Lors de la guerre de 1914 et des menaces de l'approche allemande, le comte de Kergorlay mit la précieuse caisse en sûreté au château de Cypierre, près Paray-le-Monial. Il la rapporta, après l'armistice de 1918, à l'hôtel de la rue Nitot, où les documents qu'elle renfermait, contenus en vingt-cinq liasses, jadis cachetées, se trouvent encore.

***

Les Mémoires de M. de Caulaincourt n'ont, jusqu'à présent, été communiqués à des tiers qu'à deux reprises. Le premier bénéficiaire de ces exceptions fut M. Thiers. Encore cette libéralité fut-elle incomplète, comme le prouve la lettre que l'irascible historien écrivit à la duchesse de Vicence, le 20 janvier 1855 : « Ayant obtenu de votre extrême obligeance, dans d'autres temps, il est vrai, la lecture de quelques parties des Mémoires de M. le duc de Vicence, je ne croyais pas que la défense dont vous m'aviez parlé et qui n'avait pas été alors un obstacle aux communications que je sollicitais, pût en devenir une aujourd'hui, mais vous êtes juge unique de ce qui est dû à la mémoire de M. le duc de Vicence et je me garderai bien d'insister (1). »

Plus tard, M. Albert Vandal a pu utiliser ces Mémoires pour écrire son beau livre sur *Napoléon et Alexandre Ier* (2).

Par contre, leur étude fut refusée au grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, qui s'en montra irrité. Parlant de la correspondance du duc de Vicence avec Alexandre, il a écrit : « Elle

(1) La lettre de M. Thiers (*Archives du comte Gérard de Moustier*, original) se continuait ainsi : « D'ailleurs, grâce au gouvernement, qui n'a rien changé à ses communications, j'ai pu posséder tout entière la correspondance si instructive, si intéressante de M. de Vicence. Elle ne laisse rien à désirer quant aux faits, mais elle est si sévère pour l'Empereur, si accusatrice pour son principal ministre, que, par excès de scrupule historique, j'aurais désiré savoir si le temps, qui calme toutes les passions, n'aurait pas rendu, depuis, M. de Vicence plus indulgent dans ses appréciations. Mais, pour lui comme pour les autres contemporains, dont j'ai lu les correspondances, je ne désespère pas, réduit à mon jugement seul, de ramener au vrai l'expression toujours un peu vive des impressions du moment. Agréez, etc. — A. Thiers. »

(2) Dans ses notes, M. Albert Vandal, quand il cite ces Mémoires, quelquefois inexactement, donne comme références : *Documents inédits*.

n'a malheureusement guère de chances d'être publiée de sitôt, les héritiers, MM. d'Espeuilles et Pierre de Kergorlay, non seulement ne songeant pas à publier eux-mêmes les riches matériaux dont ils disposent, mais encore fermant obstinément à toutes les demandes les archives Caulaincourt. L'auteur du présent ouvrage s'est personnellement heurté à deux reprises à un refus de la part des deux représentants de cette famille Caulaincourt (1). » La mauvaise humeur du grand-duc rejaillit sur son ami Frédéric Masson qui, dans une note acerbe (2), a tenté de jeter par avance le discrédit sur les souvenirs du Grand écuyer. « Communiqués d'abord à M. Thiers, puis à M. Vandal, dit-il, ils ont induit l'un et l'autre à raconter une scène qui se serait passée à Dantzick (1812) où, pour la première fois, Murat aurait revu l'Empereur. Le duc de Vicence y prête à Napoléon une attitude qu'il ne put matériellement prendre, mais pourquoi, cette invention? Sans doute, s'il n'y a point d'autre intérêt, car les textes continuent à être jalousement dissimulés, pour jeter des doutes sur le caractère de l'Empereur. »

En effet, M. Thiers raconte la rencontre de Napoléon et de Murat à Dantzig le 7 juin 1812 (3). M. Vandal la décrit également, « froide et pénible » au début, mais montre l'Empereur évoquant ensuite « les souvenirs de leur longue affection » pour reconquérir le roi de Naples (4). L'un et l'autre de ces historiens doivent beaucoup, sur ce point, à M. de Caulaincourt.

Puisque M. Frédéric Masson a tiré parti de cet incident pour mettre en doute la véracité des présents Mémoires, il importe d'en dire un mot.

Sa thèse est la suivante : Napoléon avait récemment vu Murat à Saint-Cloud, le 4 mai 1812. La réconciliation, préparée par le voyage de Caroline, avait été complète. Comment admettre qu'à Dantzig il ait fait grise mine au roi de Naples?

La réconciliation avait été complète, soit. Mais, entre le 4 mai et le 7 juin, un incident avait surgi. Napoléon s'était opposé à ce que Murat vînt à Dresde. Ce dernier en avait été vivement blessé et avait crié bien haut son mécontentement.

(1) Grand-duc Nicolas Mikaïlovitch, *Alexandre Ier*, I, 85. — Cf., du même auteur, *Relations diplomatiques*, I, x.

(2) Frédéric Masson, *Napoléon et sa famille*, VII, 332.

(3) Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire*, XIII, 545.

(4) Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, III, 463.

En outre, ce système d'alternatives d'humeur et de sentimentalité était dans les habitudes de l'Empereur et c'était même, chez lui, un moyen puissant de s'attacher ses interlocuteurs. Enfin, dernier argument et qui a sa valeur : Fain raconte la même scène. Entre son récit et celui de Caulaincourt, que l'on lira plus loin, il n'y a que des différences de détails et de précisions (1). Nous ne pensons donc pas que le duc de Vicence ait inventé cet épisode, ni qu'il ait eu, en le rapportant, les desseins que lui prête l'auteur de *Napoléon et sa famille.*

***

M. Frédéric Masson, on l'a vu plus haut, s'étonne que les papiers de Caulaincourt aient été longtemps « jalousement dissimulés » et il n'est pas le seul à avoir exprimé une telle surprise,

La raison de ce retard, cependant, est simple. Pendant longtemps, la légende du duc d'Enghien poursuivit la mémoire de M. de Caulaincourt. Elle l'étreignit mort comme elle l'avait étreint vivant. Son fils semble en avoir été obsédé, lui aussi, au plus haut degré. Sans doute, peu à peu, les historiens rétablissaient la vérité mais, dans les salons que fréquentait le deuxième duc de Vicence, de sourdes rumeurs couvaient toujours et il redouta de les réveiller.

Cependant, en 1890, dans son testament, il envisageait une publication possible. Tout en recommandant d'éliminer les détails de famille et ceux sur le mariage du Grand écuyer, peu nombreux d'ailleurs dans la copie que nous possédons, il prescrivait : « Les Mémoires de mon père pourront être publiés quelques années après ma mort, si l'apaisement des passions politiques permet d'espérer de l'impartialité. »

Le deuxième duc de Vicence mourut huit jours après avoir tracé ces lignes. Le comte d'Espeuilles, mari de l'aînée de ses filles, semble avoir eu, à ce moment, d'autres scrupules. Une alliance avait créé des liens étroits entre sa famille et celle du ministre que les Souvenirs de M. de Caulaincourt ménageaient le moins. D'autres personnages, dont il aimait et estimait les descendants, y sont aussi égratignés. Remarquons d'ailleurs, sans tarder, qu'il s'agissait moins d'appréciations du duc de Vicence, très rarement malveillant, que de paroles dures de Napoléon.

(1) Fain, *Manuscrit de* 1812, Paris, Delaunay, 1827, in-8°, I, 87.

En mai 1913, un entrefilet du *Figaro*, mettant en cause le Grand écuyer, montra à ses héritiers le danger de garder toujours le silence (1). A ce moment, l'édition des Mémoires fut décidée. M. le marquis de Ségur fut pressenti pour assumer cette tâche et il l'aurait remplie avec une maîtrise et une sûreté d'information dont celui qui a dû prendre sa place sait qu'il ne pouvait approcher. D'autre part, depuis quelque temps, le troisième duc de Vicence travaillait, de son côté, à préparer les matériaux (2).

Des négociations furent entamées avec la maison Plon. Elles étaient à la veille d'aboutir à la fin de juin 1914 (3). La guerre fit surseoir à ce projet et l'explosion du château de Caulaincourt anéantit le résultat des veilles du dernier Vicence. On doit le regretter profondément. Sa piété filiale et sa haute culture auraient donné un puissant intérêt à ce monument élevé à la gloire de son arrière-grand-père.

Chargé à notre tour de ce travail, nous avons reproduit le texte des Mémoires d'après la copie provenant de la malle noire dont nous avons parlé (4). L'authenticité de ce manuscrit nous est garantie par de nombreuses notes, de la main de M. de Caulaincourt lui-même, disséminées dans ses archives et qui sont quelquefois le brouillon primitif, plus souvent la rédaction plus ou moins définitive, de pages dudit manuscrit.

Certains passages faisant double emploi auraient pu, sans inconvénients, être supprimés. Le duc de Vicence, en effet, s'est parfois contenté, semble-t-il, de mettre bout à bout des frag-

(1) Le comte Pierre de Kergorlay au comte d'Epeuilles, 31 mai 1913 *(Archives du comte Gérard de Moustier.)*

(2) Nous avons sur ce point le témoignage de M. Édouard Lambrecq, alors clerc de notaire à Caulaincourt, chez son oncle, M. Bourlez, qui a servi de secrétaire au troisième duc de Vicence pour ce travail (Lettre de M. Édouard Lambrecq, Roubaix, 3 février 1933.)

(3) M. Joseph Bourdel au duc de Vicence, 29 juin 1914.

(4) Ce manuscrit comprend deux parties non reliées. La première que nous publions sous le titre : *l'Ambassade de Saint-Pétersbourg et la campagne de Russie*, se compose de 813 pages de grand format, écrites à mi-marges, de 33 lignes chacune. La deuxième partie, qui paraîtra sous le titre de *l'Agonie de Fontainebleau*, comprend 398 pages de 45 lignes à la page. Ces deux parties sont de la main de deux secrétaires différents. — Il existe dans les *Archives de Caulaincourt*, une autre copie des *Mémoires*, inachevée ou dont la fin a été égarée, qui nous semble être de l'écriture de Mme de Villeneuve.

ments rédigés par lui, à des époques diverses, et, quelquefois, ces fragments chevauchent chronologiquement l'un sur l'autre, d'où l'impression de redites. D'autres paragraphes auraient gagné à être allégés de longueurs inutiles, corrigés de répétitions de mots, même de quelques tournures obscures.

Si M. de Caulaincourt avait procédé lui-même à la correction des épreuves des présents volumes, il aurait, certainement, remanié, sur tous ces points, sa rédaction primitive. Nous n'avions pas le droit de nous substituer à lui.

Enfin, dans son testament, le fils du Grand écuyer, ne soupçonnant pas la rigueur des méthodes historiques actuelles, recommandait de faire rédiger à l'aide des notes de son père, les parties que celui-ci n'avait pas eu le temps d'entreprendre. Bien entendu, il ne saurait être question, aujourd'hui, de suivre ce conseil.

On retrouvera donc intégralement, dans les pages qui vont suivre, sans aucune modification, suppression ou addition, le texte même du duc de Vicence.

Toutefois, comme son récit est ininterrompu, sans division en chapitres, il a semblé possible, dans un but de clarté, de procéder à cette division sans trahir la pensée de l'auteur.

***

Il nous reste à exprimer notre gratitude à Mme la comtesse Gérard de Moustier, fille du troisième duc de Vicence, à M. le comte Bernard de Kergorlay, à M. le comte Armand de Kergorlay, à M. le comte de Montholon, à M. le baron de Sarret, à M. le baron Louis de Sarret, et enfin à notre cher et vieil ami M. le comte Benoist d'Azy, qui représentent aujourd'hui les trois petites-filles du Grand écuyer, leurs grand'mères ou belles-mères.

Ils nous ont ouvert libéralement, largement, complètement, l'intégralité de leurs archives. Nous avons eu celles-ci à notre disposition, sans réserve ni réticence, sur notre propre table, tout le temps que nous avons voulu. Les héritiers de M. de Caulaincourt ne sont donc pas responsables de ce que, au cours de dépouillements répétés qui se sont échelonnés sur un laps de sept années, nous n'ayons trouvé dans ses archives ni une pièce ni une ligne pouvant jeter un discrédit sur l'honneur du Grand écuyer.

On a pu épurer ces papiers, dira-t-on. En tous cas, si cette épuration a eu lieu, ce fut du temps de M. de Caulaincourt lui-même, car le contenu des dossiers correspond encore exactement aux sommaires placés par lui en tête de chacun d'eux. Puis, jamais épuration est-elle si complète qu'il ne reste, dans un amas de documents aussi considérable, une lettre oubliée, un billet suspect qui puisse mettre sur la voie d'une mauvaise action? Or, cet indice, nous ne l'avons pas rencontré et, pourtant, nous étions à l'affût de tout ce qui pouvait confirmer des accusations que nous n'ignorions pas. La probité de M. le duc de Vicence sort intacte de notre long examen.

***

Avant de terminer cette trop longue préface, nous avons encore à remercier tous ceux qui ont bien voulu faciliter nos recherches et s'intéresser à notre travail : M. le duc de la Force qui avait bien voulu écrire, en tête des extraits publiés jadis par la *Revue des Deux Mondes*, une très belle préface que l'on relira avec fruit, M. René Doumic et M. Paléologue, de l'Académie française, M. de Lanzac de Laborie, M. Émile Dard, M. Albert-Émile Sorel, M. Rigaud, chef du bureau des Archives au ministère des Affaires étrangères, le colonel Boudot, le capitaine Lasseray et M. André Cambier, du Service historique de l'armée, M. Pierre Hallynck, Mes Tollu, Bourlez et Lambrecq, M. le contrôleur général Chareyre, M. Maurice Dumolin, Mme Noël Charavay et M. Raoul Bonnet.

Nous éprouvons un profond regret de ne pouvoir joindre, au présent, à cette liste, le nom de M. le comte Albéric d'Espeuilles-Vicence. Qu'il nous soit permis néanmoins d'évoquer, avec une émotion que nous ne cherchons pas à dissimuler, le souvenir de ce parfait galant homme, aimé de tous ceux qui l'ont connu. Il s'était passionnément intéressé à la publication des Mémoires du Grand écuyer. Il avait fait les premières démarches auprès de la *Revue des Deux Mondes* pour l'insertion d'une partie de leur texte. Il n'aura pas eu la joie de voir paraître les volumes qu'il attendait avec impatience. Il est juste que celui qui doit tant à son accueil et à ses conseils inscrive son nom à leur frontispice.

XXI

CONCLUSION

Il n'aura pas échappé au lecteur que, pour ne pas sortir du cadre d'une préface, destinée à servir de lien entre les parties rédigées des Mémoires, nous n'avons pas cherché à écrire l'histoire complète de M. de Caulaincourt. Notamment, tout le tableau de son activité diplomatique, de son rôle d'ambassadeur et de ministre, de son influence même sur les événements reste à faire.

Nous nous sommes appesantis, surtout, sur les points peu connus ou ignorés de la vie du Grand écuyer, sur ceux auxquels il nous était possible, grâce à des documents inédits, d'ajouter des précisions nouvelles, enfin sur les épisodes qui ont donné lieu aux plus vives attaques contre sa personne.

L'historien qui tentera, à l'aide des pièces que nous apportons, d'approfondir la psychologie du duc de Vicence s'apercevra bien vite que toute sa carrière, toutes ses pensées, tous ses actes furent influencés par deux faits de caractères bien différents : l'affaire du duc d'Enghien et sa passion pour Mme de Canisy. Ce furent là comme deux pôles autour desquels tourna sa vie presque entière.

La rumeur persistante qui lui attribuait un rôle qu'il n'avait pas joué dans la tragédie de Vincennes, les affronts qu'elle lui attira, les haines dont elle fut le prétexte amenèrent M. de Caulaincourt à solliciter l'arbitrage du Tsar. La reconnaissance éprouvée pour le service rendu le prédisposait mal à se mettre en garde contre le charme extraordinaire émanant du souverain slave. Napoléon, lui-même, à Tilsit, s'était laissé prendre par cet attrait trompeur mais, l'éloignement aidant, s'était vite ressaisi. Son ambassadeur, resté en contact avec l'autocrate, subit son ascendant et ne put s'y soustraire. De là cette confiance en la loyauté d'Alexandre, cette foi en ses bonnes intentions, ces illusions sur la sincérité de son amitié à l'égard de la France, qui, trop souvent, malgré quelques éclairs de clairvoyance, dissimulèrent à ses yeux la fourberie du fils de Paul Ier.

La rancune tenace et injuste des royalistes lui inspira de bonne heure, d'autre part, une crainte extrême du retour des

Bourbons. Elle l'amena à exagérer ce désir de paix, qui avait, d'ailleurs, sa principale source dans un sentiment sincère. L'excès même des triomphes de Napoléon, l'ampleur gigantesque de ses vues, lui faisaient craindre pour la solidité de l'édifice.

Les angoisses patriotiques et les intérêts personnels de M. de Caulaincourt le rendirent circonspect. Il crut servir les uns et les autres, son pays comme lui-même, en tendant de freiner des projets qui lui donnaient comme un frisson de vertige, car, seul, celui qui les avait conçus pouvait les envisager sans trembler. Il fut « l'homme de la paix » pour la France, pour l'Empire, pour l'Empereur et pour lui-même.

Non moins grande fut l'influence de son amour. Sur ce terrain, il se heurta, dès la première heure, à l'opposition de Napoléon. L'intervention de ce dernier dans ses affaires intimes le choqua, le froissa, le fit se cabrer, d'où cette attitude réservée, froide, distante plus que de raison, parfois même hargneuse — le mot n'est pas trop fort — qu'il adopta vis-à-vis de son souverain : « Vous repoussez le penchant que j'ai pour vous, » lui disait l'Empereur. D'autres se plièrent qui, aimant ailleurs, se laissèrent marier selon les besoins de la politique ou les nécessités du prestige de la Cour impériale. M. de Caulaincourt n'était pas de ceux-là. Il ne put ni sacrifier sa passion, ni dissimuler sa rancœur de la voir contrecarrée.

Et voici venir M. de Talleyrand, qui connaît la situation, qui a vu clair dans l'âme du Grand écuyer et va, habilement, exploiter, à son profit, le côté faible de ce dernier. Il se fait le protecteur de Mme de Canisy, prend, avec un intérêt ostensible, la défense des aspirations des amoureux. Il s'attache ainsi M. de Caulaincourt par un lien solide. Mais le prince de Bénévent était de ces hommes que l'on ne peut guère fréquenter sans se compromettre, tant il entre de machiavélisme dans le moindre de leurs gestes. Le duc de Vicence a subi le contre-coup de cette situation. La bienveillance du Grand chambellan a accentué, aux yeux de la postérité, sa résistance à la politique de Napoléon et lui a donné une apparence imméritée de complicité. Nous avons, sur ce point, un témoignage que l'on ne peut récuser, celui d'un royaliste peu enclin à oublier les griefs du passé, M. de Vitrolles. « M. de Talleyrand et M. de Caulaincourt, lit-on dans ses Mémoires, s'étaient prononcés pour la paix, l'un par esprit d'opposition, l'autre pour le bien

de son pays et par conviction (1). » Tombant de la bouche d'un adversaire comme Vitrolles, ces paroles marquent la distance qui sépare les deux hommes.

Le loyalisme du duc de Vicence ressort de l'obstination qu'il mit sans cesse à refuser les missions dont l'Empereur voulut le charger. S'il va à Saint-Pétersbourg et s'il y retourne après Erfurt, c'est contre son gré, et il faut des ordres formels pour l'y contraindre. Avant Prague, il se défend avec énergie contre sa désignation comme plénipotentiaire. Il refuse le ministère des Affaires étrangères en 1813 et ne le prend, contraint et forcé, qu'à défaut de Talleyrand défaillant. Il se dérobe encore quand Napoléon lui offre le même portefeuille au retour de l'île d'Elbe. A plusieurs reprises, il demande à reprendre sa place dans l'armée ; il sait que, s'il n'en était sorti, il serait vraisemblablement devenu maréchal d'Empire (2).

Comment expliquer ces résistances réitérées, si on ne les attribue à ses scrupules de conscience, à la notion du fossé qui séparait ses idées des conceptions impériales? Un complice de M. de Talleyrand se serait empressé de saisir avec joie les occasions offertes de faire une politique personnelle. Quant à Napoléon, il connaissait les divergences dont nous venons de parler ; il s'était fréquemment heurté à elles. Si, malgré tout, il insista tant pour obtenir les services de M. de Caulaincourt, n'est-ce pas la preuve de l'estime qu'il professait pour son caractère et sa loyauté, plus encore que du besoin qu'il avait d'utiliser, pour ses propres desseins, pour son secret, comme on disait au dix-huitième siècle, sa réputation d'opposant incorrigible?

Nous avons vu plus haut que le Grand écuyer a écrit un jour, dans sa retraite : « Le procès des dernières années de l'Empire est à juger entre M. de Bassano et moi. » Cette formule est, certes, trop absolue, comme toutes les formules lapidaires. Il n'en est pas moins que — Talleyrand étant mis à part comme trop suspect d'arrière-pensées personnelles — Maret et Caulaincourt restent, avec une égale bonne foi, les figures les plus représentatives des deux courants qui cherchèrent à entraîner l'Empereur dans leurs voies divergentes.

Entre les deux hommes d'ailleurs, que de différences ! Vis-à-

(1) Vitrolles, *Mémoires*, I, 51.
(2) Castellane, *Journal*, II, 161.

vis de Napoléon, le duc de Bassano fut l'ami, l'ami complet, intégral, à l'affection entière et sans nuances. Les sentiments du duc de Vicence à l'égard du héros étaient plus complexes. Pour les comprendre, il faut se reporter à ses origines.

M. de Caulaincourt appartenait, on l'a vu, à une famille d'antique souche, venue de l'armée à la Cour sans cesser de rester militaire, qui avait embrassé la cause révolutionnaire. Aucun de ses proches n'émigra. Son oncle d'Harville fut un fougueux partisan des idées nouvelles. On connaît le rôle de ses cousins de Lameth au début de la Révolution. Lui-même prit sa place dans les volontaires nationaux, fit campagne en Vendée, fut apprécié par Hoche et par l'ardent républicain Aubert-Dubayet. Les réminiscences de ses lointains enthousiasmes se retrouvent peut-être dans son attitude de 1813 et 1814 quand il luttait pour « les conquêtes fondamentales de la République » (1) et les frontières de 1792.

Les hasards de la carrière militaire l'attachèrent à l'armée d'Allemagne. Lorsque Bonaparte parvient au Consulat, il n'a encore jamais servi sous ses ordres. Il n'a pris part ni à la première campagne d'Italie, ni à celle d'Égypte. Il ne participera pas non plus à celle de Marengo. Ce fait est à souligner : « M. de Caulaincourt n'a pas subi l'irrésistible attrait du Petit Caporal. Il n'a pas communié dans cette étonnante et irrésistible poussée de ferveur et d'aveugle attachement qui entraîne tous les soldats ayant eu le « Petit Tondu » pour chef. Bien au contraire, à l'armée de Moreau, il a appris à fronder le nouveau régime, et il a subi toutes les influences de ce milieu hostile. Lorsque le Premier Consul se l'attache comme aide de camp, c'est moins en récompense d'une insignifiante mission en Russie, que pour servir son dessein de rattacher à son étoile les membres de cette vieille aristocratie, dont il ne méconnaissait ni le rôle social ni les qualités de dévouement. M. de Caulaincourt arriva près de Bonaparte avant d'être bonapartiste.

L'affaire du duc d'Enghien sème presque aussitôt entre eux un germe de méfiance. Par orgueil, par réaction contre les attaques dont il est l'objet, le général veut tenir tête à l'orage et il reste à sa place qui, à cet instant, est une place de combat. Il ne saurait toutefois ne pas en vouloir un peu, dans le fond de son cœur, au Premier Consul de l'avoir embarqué dans

(1) Jacques BAINVILLE, *Napoléon*, Fayard, 1931, in-12, 487.

cette galère. Bien avant les heurts dont Mme de Canisy sera la cause, il y a là entre les deux hommes une source de malentendus. Jamais, sauf peut-être à Fontainebleau, il n'y aura chez M. de Caulaincourt ce don total de soi-même, cet abandon confiant dont le duc de Bassano lui donna l'exemple. Cette disposition d'esprit le pousse, plus encore que sa fierté native — qui est grande — à s'enrôler et à se maintenir dans ce que Coulmann appelle « l'aristocratie des Indépendants » (1).

Cependant, pas plus que l'immense majorité de ses contemporains, il n'échappe à la fascination. Le génie de l'Empereur le subjugue. Il comprend les grandes choses qui s'exécutent sous ses yeux. Il est ébloui par la gloire. Il est fier d'être associé à l'œuvre formidable. Il voue à Napoléon un dévouement profond, sincère, indiscutable, dont les preuves abondent.

Mais le Grand écuyer n'est pas, ne sera jamais un flatteur. Son dévouement vient plus de la raison que du cœur. Il est fait de plus d'admiration que d'affection, de plus de reconnaissance que de tendresse.

Cet état d'âme était de nature à permettre à M. de Caulaincourt d'écrire des Mémoires en toute indépendance. Dans la préface inachevée qu'il avait préparée, comme nous l'avons dit, il a exprimé, çà et là, des idées qui éclairent son but : « Je crois, écrit-il, du devoir d'un contemporain, qui a vu l'empereur Napoléon dans toutes les situations, de livrer à l'histoire toutes les demi-teintes de son intérieur, d'autant qu'elles ne pourront que relever l'éclat des mâles couleurs de la grande scène. En étant vrai, je n'ai pas à craindre que le héros s'efface... Je n'ai pas à me méfier d'une admiration qui n'a jamais été aveugle. » Et plus loin : « Je crois devoir la vérité à la mémoire de l'Empereur parce qu'elle ne peut qu'ajouter à la gloire du grand homme. Je la dirai tout entière. Sa grande ombre ne sera pas affectée que l'homme apparaisse quelquefois. »

Parlant de quelques livres parus peu auparavant, le duc de Vicence ajoutait encore : « Je n'ai pas, comme eux, la prétention de faire de l'Empereur un dieu qui ne s'est jamais trompé ou un prince débonnaire, sans passions, sans entraînements, sans ambition. Je le présenterai comme je l'ai vu, avec les

(1) J.-J. Coulmann, *Réminiscences*, Paris, Michel Lévy, 1862, in-8°, III, 125.

défauts de ses qualités, et en lui le génie, les qualités, la force de caractère des plus grands hommes de Plutarque. Vouloir, par des idées d'une fausse popularité, l'abaisser au commun des autres hommes, n'est pas l'avoir compris, et vaut-il peut-être même une autre gloire. »

Il en était, en effet, de ses défauts, comme de ce revers de Saint-Jean-d'Acre après lequel Kléber lui disait : « Allez, général, c'est un grain de poussière sur un bel habit. »

Le destin de M. de Caulaincourt, vivant ou mort, a été d'être, sous des motifs divers, constamment, âprement, injustement attaqué. Au cours de l'exposé qui précède, nous avons mis, aussi complètement qu'il était en notre pouvoir de le faire, sans dissimuler aucun aspect de la question, toutes les pièces du procès sous les yeux du lecteur. La publication des *Mémoires* aidera encore celui-ci à porter un jugement équitable sur les reproches adressés au Grand écuyer (1).

Il faut évidemment, en les lisant, faire la part de la déformation personnelle, à laquelle aucun rédacteur de souvenirs ne saurait échapper. On ne peut toutefois leur dénier le mérite de la sincérité. Nous croyons qu'ils contribueront à grandir, en la plaçant dans son véritable jour, la figure de celui qui a mérité deux témoignages flatteurs, venus des deux extrémités de l'horizon politique. « Le duc de Vicence, a dit l'empereur Alexandre, est l'homme que j'estime le plus. Il a du chevaleresque dans l'âme. Oui, c'est un honnête homme (2). » Et Napoléon, à Sainte-Hélène, a prononcé, en l'associant à son rival, son verdict célèbre : « Bassano et Caulaincourt, deux hommes de cœur et de droiture (3). »

Jean HANOTEAU.

Paris, 20 mars 1933.

(1) L'érudit Buchon, en 1836 (*Quelques souvenirs de courses en Suisse et dans le pays de Baden*, Paris, Gide, 1836, in-8°, 131), exprime le double vœu, dans une même page, de voir publier les Mémoires de la reine Hortense et ceux de M. de Caulaincourt sur le voyage en traîneau. Il est assez curieux que, près de cent ans plus tard, ce soit le même annotateur qui ait eu l'honneur d'assurer l'apparition de l'un et de l'autre de ces documents.

(2) *Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, IX, 447.

(3) *Mémorial de Sainte-Hélène*, VII, 279.

MÉMOIRES

PREMIÈRE PARTIE

L'AMBASSADE DE SAINT-PÉTERSBOURG ET LA CAMPAGNE DE RUSSIE

CHAPITRE PREMIER

L'AMBASSADE DE SAINT-PÉTERSBOURG

Préliminaires. — L'Empereur veut envoyer Caulaincourt comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg. — Résistances de Caulaincourt. — Instances de Napoléon. — Caulaincourt est nommé ambassadeur. — Erfurt. — Conversation de Napoléon avec Caulaincourt : les affaires d'Allemagne et d'Espagne ; la Pologne ; l'Autriche. — Le congrès d'Erfurt. — Son but. — Les relations entre les deux Empereurs. — Les résultats. — Insinuations pour un mariage russe. — Caulaincourt rentre à Saint-Pétersbourg. — Il demande et obtient son rappel. — Retour en France. — Conversation avec l'Empereur : la Russie, Alexandre, les menaces de guerre, la Pologne, l'affaire d'Oldenburg. — L'Empereur fait grise mine à Caulaincourt.

Les événements qui se sont passés en Europe de 1807 à 1812 ont eu une si grande influence sur ceux qui les ont suivis, puisqu'ils ont mis dans les mains de la Russie la balance des destinées européennes, qu'il m'a paru utile de conserver les notes que j'avais prises sur différentes circonstances de ce temps.

En les écrivant, je n'avais d'autre motif que de me rendre compte de ma vie, de mes impressions et de ma conduite. Depuis, elles m'ont paru des matériaux indispensables pour compléter la partie officielle de ma correspondance comme ambassadeur et, peut-être même, pour l'histoire de cette grande époque, histoire dans laquelle tout ce qui a rapport à la Russie doit avoir de l'importance, puisqu'elle tenait alors le premier rang après la France dans les affaires du monde.

Mon but sera rempli si mes notes servent aussi à fixer l'opinion sur le caractère et les vues politiques de l'empereur Napoléon.

Il m'a semblé que ses paroles, ses jugements, ses réflexions, ses erreurs mêmes devaient être la meilleure instruction pour son fils (1) et la seule explication digne de ce grand homme à donner au public sur les événements qu'il juge et critique sans les connaître et presque toujours avec la défaveur et l'injustice dont il paie les grands services de ceux qui ne sont plus heureux.

Certes, on s'apercevra souvent que les énergiques expressions de l'Empereur auront échappé à ma mémoire, mais ceux qui l'ont vu de près y retrouveront, j'espère, sa pensée et toujours la preuve de ma bonne foi.

Le style du rédacteur est, sans doute, bien au-dessous d'un tel sujet ; mais l'intention de l'homme qui a cru conserver, avec ces grands souvenirs, des trésors pour l'histoire lui mérite l'indulgence du lecteur. J'ai tant redouté d'être flatteur et mon opinion me portait tellement à blâmer la marche politique et les entreprises de cette époque que ce qui me sembla alors de l'impartialité me paraît maintenant une censure parfois sévère plutôt que le récit d'un narrateur ami. Je n'en donne pas moins avec franchise mes impressions telles que je les ai reçues alors, préférant être blâmé à être soupçonné d'avoir altéré ce que j'ai écrit à l'époque de ces événements.

Mes notes ont été prises partout, dans le cabinet, au bivouac, chaque jour, à chaque instant ; elles sont l'œuvre de tous les moments. Je n'ai rien fardé, rien déguisé, parce que si l'homme se montrait quelquefois, on reconnaissait encore plus souvent le demi-dieu. Je me suis même dit plus d'une fois que ce journal, écrit sous les yeux de l'Empereur, pourrait tomber entre ses mains, et cette réflexion n'a pas arrêté ma plume. Cette circonstance répond à ceux qui ont prétendu qu'on n'osait ni penser, ni parler, ni écrire sous son règne et que la vérité le rendait ennemi irréconciliable. Sans doute elle éloignait sa bienveillance, mais son caractère fort et élevé le mettait au-dessus de toutes les critiques de bonne foi, et j'avais la confiance que, mes notes n'étant que la répétition véridique de ce que je lui avais dit, elles ne lui paraîtraient un tort que

(1) Le duc de Vicence eut l'intention de dédier ses *Mémoires* au duc de Reichstadt. Voir plus haut, *Préface*, p. 219.

si je les publiais comme un reproche à sa politique et à sa gloire.

Ce journal renferme quelques détails antérieurs à mon ambassade, recueillis sucessivement à l'époque où chaque événement se passait. Si tous ne présentent pas un véritable intérêt, ils ont au moins le mérite de l'exactitude. Plusieurs m'ont paru indispensables pour expliquer diverses circonstances de ma carrière comme homme public.

Tout se tient, tout s'enchaîne et se rattache à l'histoire dans la vie des hommes chargés des affaires comme dans la marche des choses. Les accessoires sont nécessaires parce qu'ils expliquent souvent les circonstances qui ont amené les événements. C'est donc par nécessité que je parle de moi. Le congrès d'Erfurt se trouvant intercalé dans mon ambassade en Russie, j'ai pensé qu'il en faisait nécessairement partie. Les notes que j'ai tenues avec une fidèle exactitude depuis l'arrivée de l'Empereur à Dresde en 1812 jusqu'à son retour à Paris après la campagne de Russie, m'ont également paru devoir compléter cette première partie.

Si ces feuilles sont lues un jour et qu'on me trouve sévère, j'espère qu'on fera, en les jugeant, la part des événements sous l'influence desquels je les ai tracées.

Beaucoup de choses doivent d'ailleurs être retranchées, car, si j'ai tenu à être exact et vrai, je tiens avant tout à ne nuire à personne.

Ayant écrit tout ce que disait l'Empereur, comme s'il m'eût dicté, on comprendra que ce journal n'est qu'une ébauche, et que je me suis réservé de ne conserver en fait de blâme que ce qu'exigera rigoureusement la vérité de l'histoire et ce qui sera par conséquent indispensable pour donner du prix aux éloges.

***

Dès Tilsit (1), l'Empereur avait voulu me nommer à l'ambassade de Russie. C'est sur mon second refus, à Kœnigsberg (2), que M. le général Savary fut envoyé en mission à Pétersbourg et partit sur-le-champ en attendant le choix

(1) Juin-juillet 1807.
(2) L'Empereur séjourna à Kœnigsberg du 10 au 13 juillet 1807.

d'un ambassadeur (1). Je désirais alors trouver l'occasion de quitter le service et de me marier (2). L'Empereur, pensant que je serais plus facile à déterminer à mon retour à Paris, après avoir vu mes amis, qu'il croyait être la cause de mon refus, me reparla plusieurs fois de cette ambassade sans changer ma détermination. Je ne cachais même pas au général Duroc, chargé par l'Empereur de me décider, mon désir de me reposer et de quitter le service. Duroc fut jusqu'à me dire que Sa Majesté exigeait que j'acceptasse cette ambassade, ne fût-ce que pour six mois, que c'était le seul moyen d'arranger les affaires du mariage que je projetais ; que mon absence concilierait tout ; que l'Empereur donnerait son consentement et que tout s'arrangerait convenablement pendant que je serais à Pétersbourg ; mes projets de retraite lui paraissaient inadmissibles tant que la guerre durerait. L'Empereur s'en ferait, me disait-il, un prétexte pour rompre ce que j'avais à concilier. Tout ce que je pus obtenir de la loyale obligeance de Duroc, fut qu'il saisirait toutes les occasions favorables de parler de mes projets de mariage, projets que mon refus d'aller à Pétersbourg ne rendait pas faciles à réaliser.

L'Empereur parut enfin avoir renoncé à moi pour cette ambassade, car il y nomma, quelques mois après, M. le comte de La Forest (3). Ses arrangements étaient faits ; il

(1) Savary fut désigné pour cette mission le 13 juillet (Napoléon à Savary, Kœnigsberg, 13 juillet 1807, *Correspondance de Napoléon Ier*, 12902) et partit tout de suite pour Saint-Pétersbourg où il arriva le 23 juillet. Cf. *Mémoires du duc de Rovigo*, II, 259, et Albert Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 115.

(2) Avec Mme de Canisy. Voir *Préface* p. 91 et p. 181. — « On peut dater de cette époque [1805] les sentiments qu'inspira la belle Mme de C... à M. de Caulaincourt... Mariée jeune à un cousin, qui était à cette époque écuyer de l'Empereur et qui la négligeait beaucoup, elle fixa les regards de la Cour par son éclatante beauté. M. de Caulaincourt devint éperdument amoureux d'elle, et cet attachement, plus ou moins partagé pendant quelques années, le détourna de songer à se marier... Lorsque le retour du Roi a condamné M. de Caulaincourt, ou autrement le duc de Vicence, à une vie de retraite, elle a voulu partager son malheur, et elle l'a épousé. » *Mémoires de Mme de Rémusat*, II, 267.

(3) Antoine-René-Charles-Mathurin de La Forest (1756-1846] avait été secrétaire de la délégation française à Lunéville, ministre à

était même au moment de partir pour Pétersbourg au mois d'octobre, époque à laquelle M. de Tolstoï, ambassadeur de Russie, était attendu à Paris (1), lorsque l'arrivée à Fontainebleau de M. Eugène de Montesquiou, officier d'ordonnance, porteur des dépêches du général Savary, près duquel il venait de passer deux mois, changea subitement toutes les dispositions de l'Empereur et le ramena à sa première idée (2).

Arrivé à 9 heures du matin (3), l'Empereur causa une demi-heure avec lui et partit pour la chasse. Pendant que la Cour la suivait, l'Empereur s'en écarta et reprit avec moi ses conversations sur la Russie.

« — Savary, me dit-il, a envie de rester à Pétersbourg, « mais il ne convient pas là ; il m'est utile ici !... Il me « mande qu'il faut un militaire, un homme qui puisse aller « aux parades, un homme qui, par son âge, ses formes, ses « goûts, sa franchise, puisse plaire à l'empereur Alexandre, « et dont les dehors diplomatiques ne repoussent pas sa « confiance. Montesquiou m'a dit la même chose ; il me « faut là un homme bien né, dont les formes, la représen- « tation et la prévenance pour les femmes et la société « plaisent à la Cour (4). Montesquiou m'en a parlé franche-

Munich, à Ratisbonne puis à Berlin (1er août 1805 au 6 octobre 1806). En août 1807, il fut, en effet, nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg. M. Geoffroy de Grandmaison, dans la notice insérée en tête de la *Correspondance du comte de La Forest* (Paris, Picard, 1905, in-8°, I, xxv), dit qu'il déclina cette mission. En mars 1808, La Forest fut nommé ambassadeur à Madrid et conserva ce poste jusqu'en mai 1813. Il fut ministre des Affaires étrangères du 3 avril au 12 mai 1814, et, en 1825, ministre d'État et membre du Conseil privé.

(1) En août 1807, Alexandre avait désigné, pour le représenter à Paris, le comte Pierre Tolstoï, lieutenant-général, frère du Grand maréchal.

(2) Rodrigue-Charles-Eugène de Montesquiou-Fezensac, né à Paris le 15 août 1782, fut plus tard colonel du 13e de chasseurs à cheval et chambellan de l'Impératrice. Il mourut à Ciudad-Réal le 12 décembre 1810.

(3) Il s'agit de l'arrivée de Montesquiou, car Napoléon était à Fontainebleau depuis le 21 septembre. Montesquiou y arriva le 1er novembre 1807 (*Correspondance*, 13318, l'Empereur à Savary, 1er novembre 1807).

(4) Voir Albert Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 141, sur les raisons qui firent choisir Caulaincourt. Les paroles de l'Empereur rapportées ici confirment ce que dit Vandal.

« ment. La gravité diplomatique de La Forest effarou-
« chera l'Empereur et ne plaira pas à la Cour (1). Alexandre
« vous a conservé de la bienveillance. Vous pourrez l'accom-
« pagner partout. Vous serez général ou aide de camp
« quand il faudra, ambassadeur quand il sera nécessaire.
« Les affaires du monde sont là... La paix générale est à
« Pétersbourg. Il faut partir.

Sans me donner le temps de placer un mot, il entra dans beaucoup de détails sur l'empereur Alexandre, sur ce pays, sur ce que lui mandait le général Savary (2), et, sans attendre une réponse qui ne lui parut sans doute pas devoir être plus affiirmative que les précédentes, il pressa son cheval qu'il ne ralentit que quand, placé au milieu de son groupe, il fût sûr que je ne pourrais lui répondre. A la fin de la chasse l'Empereur reparla encore de la Russie, de ce qu'il appelait ma ridicule répugnance pour les affaires, des services qu'on pourrait rendre à la France près de cette Cour, de la nécessité d'y avoir un homme droit, éloigné de tout esprit d'intrigue et ami de la paix.

« — Le maintien de celle de l'Europe, ajouta-t-il, en dépend. C'est la belle Mme de C... (3) qui vous retient à Paris. Cependant vos affaires, puisque vous voulez vous marier, s'arrangeront mieux de loin que de près. »

J'articulai quelques raisons, les meilleures que je pus trouver, pour porter son choix sur d'autres, sans qu'il parût m'écouter. En rentrant au palais, l'Empereur me dit de me trouver dans son cabinet immédiatement après son dîner et de passer par l'entrée des secrétaires. Une conversation d'une heure fut employée à me prouver que je me devais à mon pays, à mon souverain ; que je ne pouvais refuser une mission qui leur serait utile et, d'ailleurs, si honorable pour moi. L'Empereur me dit que je ne resterais qu'un an, que les affaires pour mon mariage s'arrangeraient

(1) Dans le post-scriptum de sa lettre du 1er novembre à Savary (*Correspondance*, 13318) Napoléon disait : « J'envoie décidément Caulaincourt comme ambassadeur extraordinaire en Russie... J'avais d'abord voulu envoyer La Forest, mais j'ai craint qu'il ne fût trop vieux et qu'on crût qu'il n'avait pas assez ma confiance, ce qui m'importe par-dessus tout. »

(2) Montesquiou avait apporté à Napoléon une lettre et un rapport de Savary, datés du 9 octobre.

(3) Mme de Canisy.

pendant ce temps et qu'à mon retour je ferais ce que je désirerais.

J'admirai la patience et, je puis dire, la bonté de l'Empereur, car l'entêtement de mes refus et la désobligeance de mes « non », faute de bonnes raisons, étaient faits pour le pousser à bout.

Le lendemain (1), de grand matin, il me fit appeler, me chapitra de nouveau sans que je donnasse encore mon consentement. Il me quitta avec humeur et je crus avoir gagné mon procès, mais Duroc arriva chez moi, une heure après, pour me dire que l'Empereur exigeait que j'acceptasse. Je tins bon et crus d'autant plus que l'Empereur jetterait les yeux sur un autre que je lui avais déjà trouvé la veille l'air irrité. Chez l'Impératrice, où la Cour se réunissait le soir, il affecta de ne point me parler mais mon espoir fut de courte durée.

Le lendemain, au grand lever (2), sans m'en avoir dit le mot aux petites entrées, l'Empereur annonça son choix pour l'ambassade de Pétersbourg. Devant partir sous quatre jours pour Venise et l'Italie (3), cette forme me donna la mesure du poids qu'auraient de nouvelles représentations. Je me résignai.

Une heure après, l'Empereur me fit demander ; son premier mot fut de m'appeler : Monsieur l'Ambassadeur. « Vous êtes une mauvaise tête, » me dit-il en plaisantant et en me tirant en même temps l'oreille. Après m'avoir répété tout ce qu'il m'avait dit dans mes précédentes conversations, il m'ordonna de donner des instructions bien précises pour son voyage, et pour que mon service (4) ne souffrît pas de mon absence. Il me demanda ma parole de me mettre en route pour Pétersbourg six jours après son départ et me prescrivit de rester jusqu'à ce moment à Fontainebleau, afin que nous puissions causer à fond de ses affaires.

M. de Tolstoï y arriva sur ces entrefaites (5). Il fut fort

(1) 2 novembre 1807.
(2) 3 novembre 1807.
(3) Napoléon ne partit pour l'Italie que le 16 novembre 1807.
(4) Le service de Grand écuyer.
(5) Le comte Pierre Tolstoï remit ses lettres de créance à l'Empereur, à Fontainebleau, le 6 novembre, et fut reçu le 7 en une

choyé, caressé, mais, dès les premières conversations, l'Empereur vit que c'était un homme sur lequel les cajoleries n'agiraient pas ; il me dit qu'il apportait des préventions, même beaucoup de préjugés, avec cependant de la droiture et une certaine franchise. Il se plaignit aussi à moi de ce qu'il n'avait pas assez d'esprit pour comprendre et juger certaines questions ; qu'il était trop méfiant et que cette tendance d'esprit le rendait peu propre aux affaires (1). Le fait est que sa défiance, qu'il montrait trop, le fit paraître peu facile à persuader. Il avait pris tout à fait à la lettre tout ce qu'on s'était dit et promis à Tilsit. Peu fait aux affaires, il était embarrassé de sa position et gêné sur le grand théâtre où on le faisait débuter. Ce qui s'était passé depuis et ce qui se passait alors en Espagne pouvait aussi donner à penser au cabinet de Pétersbourg et à son ambassadeur.

A Tilsit, l'empereur Napoléon s'était fort avancé vis-à-vis de l'empereur Alexandre. Il avait été plus loin en paroles, en espérances, qu'il ne voulait aller en politique, et il était tout contrarié de trouver un homme tout positif qui avait pris à la lettre tout ce qui lui avait été répété, et était, comme il disait, tout d'une pièce.

— « Ce M. de Tolstoï, me dit encore l'Empereur, a « toutes les idées du faubourg Saint-Germain et toutes les « préventions de la vieille Cour de Pétersbourg avant « Tilsit. Il ne voit que l'ambition de la France et déplore, « au fond, le changement du système politique de la « Russie et surtout son changement à l'égard de l'An- « gleterre. Il peut être un très galant homme, mais sa « bêtise me fait regretter Markov (2). On pouvait causer

audience particulière, au cours de laquelle il remit à Napoléon une lettre personnelle d'Alexandre (*Correspondance*, 13339).

(1) « Soldat du temps de l'impératrice Catherine II, habile général mais fort peu diplomate, ennemi déclaré de l'union franco-russe, de plus homme de peu de clairvoyance et de facultés médiocres. » (Grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Relations*, I, viii.)

(2) Le comte Arcadius Ivanovitch Markov, directeur des Affaires étrangères, avait été envoyé à Paris sous le règne de Catherine puis disgracié par Paul Ier. Alexandre l'avait de nouveau envoyé en 1802 auprès du gouvernement consulaire ; il signa en cette qualité la paix entre la France et la Russie mais fut rappelé, à la fin de 1803, sur les plaintes de Bonaparte.

« avec lui ; il entendait les affaires. Celui-ci s'effarouche « de tout. »

L'Empereur ne se trompait pas sur les préventions de M. de Tolstoï.

L'Empereur se mit en route pour l'Italie (1), et moi pour la Russie après son départ (2). Je ne pus faire aucun préparatif. Obligé de m'en rapporter à des gens d'affaires, je payai leurs soins bien cher. A mon retour, M. D..., auquel j'avais confié mes intérêts, m'avait volé indignement. Je dus payer une seconde fois un mémoire de 100 000 francs d'argenterie et beaucoup d'autres choses qu'il n'avait acquittées, quoiqu'il en eût touché le prix. Il m'en coûta 200 000 francs.

Après un an de séjour à Pétersbourg, j'accompagnais l'empereur Alexandre à Erfurt avec l'espoir et même la conviction que je ne retournerais plus en Russie (3). Pendant ce séjour, l'empereur Napoléon causait assez souvent avec moi des affaires, mais rompait la conversation dès que je parlais de mon retour à Paris. Me trouvant un jour plus pressant, il me dit : « Nous arrangerons cela à la fin du congrès. »

Ce terme approchant, Duroc fut de nouveau chargé de me faire entendre raison sur la nécessité de retourner à Pétersbourg. Je m'appuyais vainement de la promesse faite de ne m'y laisser qu'un an.

L'Empereur me permit d'espérer jusqu'au dernier jour. Alors il me dit un matin que je devais choisir entre le ministère des Relations extérieures et mon ambassade ; que j'y avais été utile, *qu'il fallait y rester;* que, dans l'état où était l'Europe, le *maintien des relations avec la Russie* était le *garant de la paix*, *qu'elle dépendait de moi*, puisque j'étais agréable à l'empereur Alexandre ; que ce prince le lui avait dit ; qu'il voyait que je lui avais inspiré de la confiance et que je ne pouvais le quitter que pour entrer au ministère ; que c'était le seul moyen de conserver les bonnes relations qui existaient ; que l'Autriche annonçait

(1) 16 novembre 1807, 6 heures du matin.

(2) M. de Caulaincourt arriva à Saint-Pétersbourg le 5/17 décembre 1807.

(3) Caulaincourt quitta Saint-Pétersbourg le 11 septembre 1808 pour arriver à Erfurt le 24 septembre.

des intentions hostiles ; que l'attitude du cabinet de Pétersbourg pouvait seule maintenir la paix pendant qu'il serait en Espagne ; qu'il fallait pour cela qu'on ne pût pas concevoir un doute sur ses intentions, ni sur le maintien de l'alliance, qu'il était donc indispensable qu'on crût en Europe à l'accord le plus parfait ; enfin qu'il désirerait que je retournasse à Pétersbourg où je lui serais d'autant plus utile que M. de Roumiantsof (1) devant venir à Paris pour les affaires d'Angleterre, si on pouvait nouer un arrangement avec ce cabinet, il lui importait d'avoir près de l'empereur Alexandre un homme connu de lui et déjà au courant des affaires.

Depuis le commencement de l'entrevue, l'Empereur se plaignait de ce que l'empereur Alexandre n'abondait pas dans ses idées contre l'Autriche. Il ne cessait de me dire que ce prince était changé, qu'il lui paraissait avoir une arrière-pensée, puisque le seul moyen d'empêcher l'Autriche de faire la guerre et de se compromettre de nouveau était de la menacer aujourd'hui et de se montrer décidé à agir contre elle d'un commun accord, que le premier intérêt était de donner par tous les moyens de la couleur à l'alliance pour obtenir ce résultat, que cette attitude de l'Autriche nourrissait l'espérance qu'avait l'Angleterre d'une nouvelle coalition et l'empêchait de faire la paix, que plus on attendrait, plus l'état de gêne que la guerre avec l'Angleterre faisait éprouver se prolongerait, qu'il fallait montrer les dents à l'Autriche, dernier espoir de l'Angleterre.

La conversation sur cet objet et sur les affaires générales de l'Europe s'était renouvelée plusieurs fois. L'Empereur, loin d'être choqué de mes observations, quelque opposées qu'elles fussent aux idées qu'il voulut faire prévaloir et qu'il cherchait à m'inculquer, m'excitait à causer avec franchise. Je lui fis souvent observer que son insistance

(1) Le comte Nicolas Roumiantsof était, depuis septembre 1807, ministre des Affaires étrangères de Russie. — Par l'article 2 de la convention d'Erfurt, la Russie et la France avaient convenu de « nommer des plénipotentiaires pour traiter de la paix avec l'Angleterre et de les envoyer à cet effet dans la ville du continent que l'Angleterre désignera.

sur l'attitude offensive qu'il voulait faire prendre à la Russie contre l'Autriche, pouvant lui faire craindre qu'il fût décidé à se venger de cette puissance avant d'envoyer ses troupes en Espagne, cette opinion et seulement le doute devaient nuire à ses affaires, d'autant plus que l'empereur Alexandre me paraissait déterminé à tout employer pour l'empêcher ; qu'il me paraissait faire du maintien de la paix avec l'Autriche son premier intérêt.

J'ajouterai qu'on savait par expérience que, Sa Majesté étant toujours fort disposée à jeter le gant, elle ne le serait pas moins à le ramasser et qu'on craignait encore plus ses vues secrètes et son ambition qu'un coup de tête de la part de l'Autriche ; enfin que la Russie croyait servir la cause du maintien de la paix en se tenant dans une réserve extrême qui pouvait, à la vérité, nuire au lieu de servir au maintien de cette paix, si l'Autriche était assez folle pour vouloir faire la guerre à elle seule ; que la Russie, vu l'état actuel de la Prusse, avait bien des raisons de redouter notre influence et même de craindre l'Autriche.

J'ajoutai, encore, que notre insistance était même faite pour augmenter cette méfiance, et que, s'il voulait garder des troupes en Allemagne et les places de l'Oder, je l'engageais beaucoup à ne pas revenir sur cette question, l'inquiétude de l'Autriche pouvant gagner la Russie, quelque prononcée qu'elle fût alors dans l'alliance pour forcer l'Angleterre à la paix, but qui attirait toute son attention comme un moyen pour arriver à une paix stable pour tous ; que forcer l'Angleterre à faire la paix avait été ce qu'on appelait la grande pensée de Tilsit ; que ce noble but était la base de l'alliance et que toute la politique de l'empereur Alexandre tendait franchement à l'obtenir le plus tôt possible, puisque tous les sacrifices qu'il avait imposés à sa nation avaient été faits dans cet intérêt ; qu'une nouvelle guerre avec l'Autriche ne pouvait être présentée comme un moyen d'y parvenir plus tôt, la seule apparence de cette guerre pouvant refroidir le zèle et nuire à l'alliance ; que je l'engageais donc à peser ces considérations, s'il y tenait, et enfin à bien penser qu'on ne pouvait espérer de faire vouloir à la Russie ce qu'elle devait redouter, cette puissance voyant dans son accord avec nous contre l'Autriche, dans des

menaces et surtout dans son intervention, un moyen pour Sa Majesté de commencer cette guerre et de renverser l'Autriche, conséquence qu'elle redoutait par-dessus tout.

Ces réflexions, répétées dans plusieurs conversations, me menèrent à parler des affaires d'Espagne, de l'effet qu'elles avaient produit.

L'Empereur me répondit :

« — Sans doute, il y a eu là un concours de circons-
« tances fâcheuses, même désagréables, mais qu'importe
« aux Russes? Ils n'ont pas été si délicats sur les moyens
« de partage et de soumission de la Pologne. Cela m'oc-
« cupe loin d'eux ; voilà ce qu'il leur faut ; ils en sont donc
« enchantés.

« Toutes les intrigues des princes d'Espagne ont d'ail-
« leurs été indépendantes de ma volonté ; je ne me suis
« mêlé de leurs affaires que quand le Roi et son fils sont
« tombés à Bayonne pour se dénoncer réciproquement. Je
« n'ai pas forcé Charles IV à y venir ; il a abdiqué de son
« plein gré. Quant à Ferdinand, je n'ai pu me livrer à
« sa mauvaise foi et à celle de ses conseillers, dès que je
« les ai vus de près. Ai-je eu tort? C'est ce que le temps
« prouvera. Agir autrement, c'eût été relever les Pyrénées ;
« la France, l'histoire me l'eussent reproché avec raison.
« De quoi se choque-t-on, d'ailleurs, en Europe? La
« France, l'Angleterre, la Hollande n'avaient-elles pas
« partagé l'Espagne du vivant de Don Carlos, en 1698 (1)?
« Ce premier essai de la diplomatie moderne a-t-il donc
« trouvé des censeurs si amers? L'odieux de ce partage,
« qui a dû retomber sur ce premier exemple, en a-t-il
« empêché d'autres? La Pologne n'a-t-elle pas subi une
« dure loi? Les Polonais ont-ils été appelés, comme la
« Junte de Bayonne, à donner une constitution, à choisir
« un souverain au pays? Quand Louis XIV a fait donner,
« plus tard, à la maison de Bourbon l'héritage de Charles-
« Quint par un des héritiers de ce prince, que n'a-t-on
« pas dit? C'était, en effet, bien plus surprenant! Après
« s'être battu dix ans, une bataille a décidé la question (2).
« Cette affaire-ci ne durera pas aussi longtemps.

(1) Traité de la Haye, 11 octobre 1698.
(2) Denain, 24 juillet 1712.

« En politique, tout se fait, tout se fonde sur l'intérêt « des peuples, sur le besoin de la paix publique, sur la « balance nécessaire des États. Ces grands mots, chacun « les explique sans doute à sa manière ; cependant, qui « pourra dire que je n'ai pas agi dans l'intérêt de la France, « même dans celui de l'Espagne? On alléguera qu'en poli- « tique il n'y a que les sots qui manquent de bonnes raisons? « Mais, ici, les sots, comme les gens d'esprit qui sont « de bonne foi, seront forcés de convenir que j'ai fait « ce que j'ai dû, dans la situation où les intrigues « de la Cour de Madrid avaient placé ce malheureux « pays. »

Je parlai aussi à l'Empereur du système qu'il suivait, de sa position en Allemagne, de sa conduite envers la Prusse, de l'occupation de toutes les places de l'Oder et enfin du développement qu'avait pris, depuis Tilsit, le système français seulement en Allemagne. Je lui dis franchement que chacun se croyait menacé, que la peur faisait taire les petits États, mais que l'Autriche, de fait, ne courait aux armes que par la peur qu'elle avait, comme tout le monde ; que la diversion qu'offraient en ce moment les événements d'Espagne lui semblait, sans doute, le seul et dernier moment qui lui restât pour défendre son indépendance ; que la guerre dont elle nous menaçait ne pouvait être qu'une guerre de désespoir dans l'état où elle se trouvait et étant seule après tant de défaites.

« — Quel projet me croit-on donc, me demanda l'Empereur? » — « De dominer seul », répondis-je. — « Mais la France est assez grande ! Que puis-je désirer? N'ai-je pas assez de mes affaires d'Espagne, de la guerre contre l'Angleterre? » — « Il y en aurait, sans doute, plus qu'il n'en faudrait pour occuper tout autre que Votre Majesté ; mais la présence de ses troupes en Allemagne, sa détermination de garder ses positions sur l'Oder, tout porte à croire, comme, pour mon compte, je l'avoue à Votre Majesté, j'en suis convaincu, qu'elle a d'autres projets et que son ambition n'est pas satisfaite. »

L'Empereur plaisanta sur ce qu'on lui croyait de l'ambition. Il chercha à rattacher cette opinion à la guerre d'Espagne, qu'il s'appliqua à justifier. Il parla des bêtises du roi d'Espagne et de l'infâme conduite du prince des

Asturies, de la précédente guerre de l'Autriche et de celle dont cette puissance le menaçait aujourd'hui, comme de guerres faites à son corps défendant et qu'il avait même été de son intérêt de chercher à éviter. Il dit qu'il avait été entraîné malgré lui à la direction donnée aux affaires d'Espagne. Il se plaignit de ce qu'il appelait la bêtise du grand-duc de Berg (1), qu'on ne pouvait, disait-il, comparer qu'à celle du roi d'Espagne, du prince des Asturies et de leurs conseillers. Il convint que c'était une mauvaise affaire, mais, ajouta-t-il, il n'a pas dépendu de moi de l'empêcher.

« — D'une chose très simple et que le temps eût arrangée, il en est arrivé une qui complique toutes les questions et qui me contrarie bien plus qu'on ne pense. Je n'avais pas pu faire entrer dans mes calculs tout ce qu'a produit la faiblesse, la bêtise, la lâcheté et la mauvaise foi de ces princes d'Espagne. »

Il présenta le départ des troupes qui quittaient l'Allemagne pour aller en Espagne comme devant rassurer :

« L'on est fort aise, répondis-je, d'en voir diminuer le nombre, mais il en reste encore trop pour que ce départ prouve que Votre Majesté a changé de système. On ne tient pas d'ailleurs compte des choses que commande la nécessité... »

Cette réflexion le fit rire. Il revint plusieurs fois sur les affaires d'Espagne, sur les vues hostiles de l'Autriche, sur l'ambition qui faisait, disait-il, prononcer cette puissance dans ce moment, parce qu'elle le croyait embarrassé par le soulèvement des Espagnols.

« — J'ai cru un moment, me dit-il, que l'empereur « d'Autriche arriverait ici. Dans son intérêt même, c'était « le meilleur parti qu'il pût prendre. On se serait expliqué... »

Je fis observer à l'Empereur qu'on disait qu'il n'avait pas été invité à l'entrevue, qu'il ne l'avait apprise que par la gazette.

« — Qu'importe, quand on a de la résolution et qu'on « sait ce qu'on veut ! Mais on ne le sait pas à Vienne. Ce « cabinet ne veut qu'inquiéter ; il en résulte qu'on arme,

(1) Murat, lieutenant-général du royaume d'Espagne depuis le 2 mai 1808.

« qu'on se menace, qu'on dépense de l'argent, qu'on prend « de l'humeur et qu'il faut en venir au canon. Sans « doute, j'aime autant que l'empereur d'Autriche soit resté chez lui, car j'aurais eu ici deux adversaires à raisonner au lieu d'un, mais il n'est pas venu parce qu'il se prépare à la guerre ; il n'aurait su comment expliquer ses armements. Il est toujours embarrassant pour un souverain de mentir en face. Il a préféré laisser ce soin à M. de Vincent, qui n'aura au reste pas à se plaindre de mes indiscrètes questions, parce que je sais à quoi m'en tenir (1). Êtes-vous sûr, me demanda l'Empereur, que cette arrivée de Vincent ne soit pas une chose concertée avec Roumiantsof, qu'il n'y ait pas un concert, enfin qu'il ne sorte pas de là quelques propositions, quelques projets pour la Prusse? »

Cette idée paraissait beaucoup préoccuper l'Empereur. Je l'assurai que ses doutes n'étaient pas fondés, que les Russes avaient réellement été surpris de voir ici M. de Vincent, que les cabinets étaient pour le moment plutôt dans un état de pique que de confiance ; que, quant à la Prusse, la Russie prenait sûrement un grand intérêt à son sort ; que sa propre situation le voulait ainsi.

« — Le premier intérêt d'Alexandre, reprit l'Empereur, est que la paix se fasse avec l'Angleterre. Si l'empereur d'Autriche était venu ici, sa présence aurait eu l'avantage de donner plus de poids à la démarche que nous ferons vis-à-vis du cabinet de Londres ; mais, avec ses projets, il ne peut lui convenir de prendre des engagements contre ceux qui le payeront, sans doute, avant peu...»

Je dis à l'Empereur que l'enlèvement de Ferdinand avait fait un tel effet en Europe qu'on pouvait avoir craint à Vienne, comme à Pétersbourg (2), qu'il fît un mau-

(1) Le général baron de Vincent était arrivé à Erfurt le 28 septembre, porteur de lettres affectueuses et vides de l'empereur d'Autriche pour Napoléon et Alexandre. Napoléon lui donna audience le même jour. — « Au lendemain des premières conférences une dépêche du général Andréossy, notre ambassadeur à Vienne, fut remise à Napoléon. Suivant de près M. de Vincent, elle faisait connaître que l'Autriche démentait par sa conduite les déclarations de son messager et s'affirmait irréconciliable. » (A. VANDAL, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 429).

(2) Cf. A. VANDAL, *Napoléon et Alexandre Ier*, 407.

vais parti aux souverains qui se rendraient à Erfurt.

« — Bah !... me dit l'Empereur, vous croyez cela?... L'empereur d'Autriche en a été empêché pas un autre motif. Il a envoyé Vincent pour sonder les dispositions d'Alexandre, pour s'assurer s'il est ferme dans l'alliance, si on pourrait l'en détourner. Il faut avoir l'œil sur ses démarches. Les Autrichiens n'étant pas encore prêts et leur coalition pas encore nouée, ils veulent gagner du temps, et moi aussi, reprit-il vivement, je veux en gagner. Nous sommes d'accord ; cela durera tant que cela pourra... »

Le refrain de l'Empereur fut que la Russie devait, si Alexandre était son ami, marcher franchement avec lui et faire cause commune contre l'Autriche, sans s'embarrasser de l'Allemagne et encore moins de l'Espagne.

Dans ses dernières conversations, l'Empereur me fit l'apologie de ses vues de modération et de paix pour l'Allemagne ; il se montra même fort désireux de calmer l'Autriche et d'en trouver le moyen. Mes réflexions, qu'il appelait, en plaisantant, sa critique, le portèrent à me dire :

« — Mais quelles sont vos idées? Quels moyens emploieriez-vous pour calmer ces bonnes gens que vous croyez si effrayés? »

Souvent, l'Empereur prenait un air de bonhomie qui aurait pu me faire croire qu'il était décidé à changer de système et qu'il sentait le besoin d'en adopter un plus modéré. Comme il me pressait cette fois de dire ce que je pensais et que je ne me suis jamais fait prier pour avouer franchement ce que je croyais juste et dans l'intérêt de l'Empereur comme dans celui de mon pays, je lui dis que ces moyens étaient de prendre des arrangements de finance avec la Prusse, qui lui fissent bien connaître l'étendue des sacrifices au prix desquels elle recouvrerait son indépendance et son territoire et qui lui garantissent qu'on ne lui demanderait pas plus qu'on ne lui avait imposé à Tilsit.

« — Retirez vos troupes d'Allemagne, Sire, ajoutai-je ; ne gardez qu'une place comme garantie de vos contributions et le monde restera en paix. »

Je lui fis remarquer que l'Europe avait plus besoin d'être rassurée qu'effrayée ; que tout ce qu'il ferait pour tranquilliser sur ses projets à venir consoliderait son ouvrage en calmant les esprits et ôtant toute inquiétude pour l'avenir ;

que cette marche politique lui vaudrait plus qu'une armée de 100 000 hommes et dix places sur l'Oder et lui laisserait, par conséquent, la disposition de toutes ses forces pour couvrir l'Espagne et finir honorablement les affaires de ce pays avant que l'insurrection y fût devenue un système organisé. Je lui représentai que ces affaires faisaient un mauvais effet ; que la résistance prolongée des Espagnols était un exemple dangereux dans l'état où se trouvait l'Europe ; que ma proposition pouvait lui paraître un bien grand sacrifice, mais que les résultats qu'il obtiendrait par là méritaient qu'il le fît de son plein gré et avant que les circonstances devinssent peut-être telles qu'il dût l'offrir à la nécessité.

L'Empereur convint en partie de la justesse de mes observations, qu'il appelait cependant un système de faiblesse. Il objecta par là qu'il perdrait le fruit de tous les sacrifices déjà faits pour réduire l'Angleterre, qu'il fallait fermer tous les ports au commerce de cette puissance pour l'obliger à reconnaître l'indépendance des autres pavillons. J'objectai qu'on pouvait retirer les armées et évacuer quelques places sans ôter les douaniers ; qu'il serait d'autant plus fort que ses forces seraient plus concentrées ; qu'on ne le soupçonnerait jamais de faiblesse et que, ne se souciant pas de le voir déboucher en Allemagne avec deux ou trois cent mille hommes, personne ne s'exposerait à ce danger pour l'avantage momentané de s'opposer au régime des douanes, qu'il était dans son intérêt de maintenir sur les côtes.

L'Empereur m'écoutait souvent avec un air de bienveillance, quelquefois aussi avec impatience. Il me dit plus d'une fois, mais avec le ton de la plaisanterie, que je n'entendais rien aux affaires...

« — C'est pour cela, Sire, que je demande un successeur. »

L'Empereur ne prit pas bien cette réponse, car il me dit avec humeur et en tournant les talons :

« — Monsieur l'Ambassadeur, on se doit avant tout à son pays. »

Le soir du jour où j'avais eu cette conversation, Duroc vint me voir de la part de l'Empereur pour me signifier de nouveau sa volonté à mon égard. Il me rappela qu'il avait déjà voulu m'appeler au ministère lors de l'organisation

de l'Empire et ce qu'il avait été chargé de me dire à cette époque. Il ajouta que je ne devais donc pas être étonné des vues que l'Empereur avait maintenant sur moi, que mon entrée au ministère tranquilliserait et satisferait la Russie et me ramènerait chez moi ; qu'au reste l'Empereur me laissait le choix de prendre les Relations extérieures ou de retourner à Pétersboug. Je refusai le ministère. Je racontai à Duroc mes conversations avec l'Empereur et notamment celle du matin, et la manière dont elle s'était terminée, en lui demandant s'il lui en avait parlé. Il m'assura que non, qu'il s'était seulement plaint de ce que j'étais trop entier dans mes opinions, ajoutant que, s'il voulait m'en croire, l'Europe le traiterait bientôt comme un petit garçon.

La veille du départ, au moment où les affaires allaient définitivement se terminer (1), l'Empereur me fit de nouveau appeler. La conversation s'établit comme précédemment. Il employa toutes les séductions de son génie, toutes les cajoleries dont il savait faire usage pour me ramener à ses opinions. Il me dit qu'il avait toute confiance en moi, que je pouvais mieux que personne le bien servir, que j'en recueillerais le prix dans l'occasion. Il me dit, pour me faire aller à Pétersbourg, tout ce qui pouvait déterminer un bon citoyen. Mon choix ne fut pas douteux ; je croyais pouvoir y faire le bien et les qualités de l'empereur Alexandre m'avaient attaché à lui.

Jusqu'à présent, je n'ai parlé que de mes conversations avec l'Empereur, par conséquent de ce qui m'a été plus personnel. N'ayant pas été étranger à ce qui s'est fait au congrès d'Erfurt, il convient que je revienne sur ce qui s'y est passé, mais, pour l'intelligence du lecteur, il faut prendre les choses d'un peu plus haut et établir, avant tout, la situation politique où se trouvait chaque État à cette époque.

Un but commun en apparence, les mesures à concerter pour forcer l'Angleterre à la paix (suite de ce qu'on appelait la grande pensée de Tilsit), qui voulait que les souverains

(1) Par conséquent le 13 octobre, puisque Napoléon et Alexandre quittèrent Erfurt le 14 octobre. La convention d'Erfurt fut signée le 12 octobre.

s'entendissent eux-mêmes et se vissent chaque année, fut le prétexte de l'entrevue d'Erfurt, entrevue qui doit faire époque, puisqu'elle fut le prélude des réunions des souverains qui ont gouverné l'Europe depuis 1814... Ce souvenir de Tilsit est-il le seul qui ait survécu au grand homme qui en eut la pensée?...

Tant d'événements s'étaient passés en Europe depuis Tilsit et les intérêts du monde y avaient, sous certains rapports, été si compromis que chacun y comparut avec le besoin de dissimuler ses embarras, ses inquiétudes ou ses projets secrets pour l'avenir, autant qu'avec le désir de la paix générale, qui pouvait seule rétablir l'Europe sur de meilleures bases et tout réparer.

Les affaires d'Espagne, au lieu de régénérer ce pays et d'accroître la prépondérance de l'empereur Napoléon, comme il s'en était flatté, ne lui avaient suscité que des embarras de plus d'un genre.

L'Autriche, voyant dans cette guerre et dans la conduite tenue envers la dynastie espagnole une attaque contre l'indépendance de toutes les anciennes dynasties, se préparait à courir aux armes, se croyant perdue elle-même si l'Espagne était soumise. Ce moment lui paraissait la dernière heure du salut et, par conséquent, une diversion à la fois politique, avantageuse et commandée par le besoin de sa propre conservation. Ces vues, quoiqu'elles ne fussent encore qu'un projet, ne pouvaient échapper à la pénétration de l'empereur Napoléon et l'embarrassaient pour le moment.

L'opinion en Europe, et même en France, avait reçu les affaires d'Espagne comme un attentat politique contre un allié faible, dupe et maladroit. Ces événements étaient mal connus ; la malveillance seule les exprimait et joignait à ses reproches la réflexion que la nouvelle guerre retarderait encore la paix avec l'Angleterre, objet de tous les vœux parce que cette guerre était le prétexte de tous les sacrifices. Dans cette situation, il importait à l'empereur Napoléon de frapper l'opinion par son parfait accord avec la Russie, accord qui devait, d'une part, imposer à l'Autriche et faire faire des réflexions moins hostiles à l'Angleterre et, d'autre part, paraître au yeux du public un assentiment donné aux événements extérieurs ; cet assentiment était utile dans un moment où tous les mé-

contentements se fortifiaient de nos revers. Prouver à l'Europe que l'Angleterre seule se refusait à la paix et prolongeait cet odieux système d'extermination des États du continent devait ramener l'opinion en faveur de l'Empereur. Pour parvenir à ce but, il fallait une démarche qui montrât de quel côté étaient les refus ; pour imprimer à cette démarche un grand caractère, il fallait une entrevue.

Les affaires d'Espagne ayant mal tourné et la guerre dans ce pays ne nourrissant pas la guerre, l'Empereur, obligé de fouiller dans ses coffres, était pressé d'en finir. Forcé à de nouvelles levées et même à porter en Espagne la plus grande partie des troupes qu'il avait en Allemagne, il ne pouvait y maintenir son influence que par les places et le territoire qu'il continuerait à y occuper. La Russie avait un si grand intérêt à voir les troupes françaises s'éloigner de ses frontières et, par conséquent, le territoire ami de la Prusse évacué, que ce moment rendait la prolongation de l'occupation des places de la Prusse une question délicate à traiter (1). L'Empereur seul pouvait accorder à l'instant ce que les circonstances exigeaient, et même abandonner ses projets sur l'Espagne si ces revers et l'exemple de l'Autriche faisaient hésiter la Russie. Quel autre ascendant que celui de son génie, de sa gloire et de ses grandes vues politiques aurait pu obtenir un résultat si opposé aux intérêts de la Russie?... Qui aurait pu le tenter sans craindre d'inquiéter ce cabinet et même de le détacher de l'alliance, dans un moment où l'on avait tant besoin de son concours?... C'est sous l'empire de ces grandes considérations que l'Empereur arriva à Erfurt.

En s'y rendant, l'Empereur de Russie eut aussi plus d'un but, car il avait plus d'un embarras. Ce voyage remplissait l'engagement pris à Tilsit. Pour un prince de son caractère, la parole donnée est toujours un devoir. Plus d'un intérêt l'appelait d'ailleurs à cette réunion. Le premier de tous était d'accélérer par tous les moyens la paix avec l'Angleterre, dont la guerre ruinait son commerce intérieur et tuait son change. Il voulait aussi ne pas être pressé d'éva-

(1) Par l'article 4 du traité de Tilsit, Napoléon s'était engagé à restituer à la Prusse les « pays, villes et territoires » dénommés dans le texte, « par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies. »

cuer les provinces encore occupées par ses troupes sur le Danube (le traité de Tilsit ne les lui laissait cocuper que pour un temps limité à la paix avec les Turcs et à l'évacuation d'une partie de la Prusse par la France) (1). Le second, qui ne l'intéressait pas moins, parce qu'il touchait la vanité de sa nation et, par conséquent, son amour-propre personnel, était d'empêcher de répéter à Moscou que la paix de Tilsit et l'alliance n'avaient imposé à la Russie que des sacrifices. Il désirait aussi obtenir l'évacuation d'une partie des places et du territoire de la Prusse, une réduction dans ses contributions et des facilités pour leur payement, enfin des arrangements tels que cette puissance pût réellement se libérer et retrouver toute son indépendance, question importante et de sûreté prsonnelle pour la Russie elle-même.

La Russie se taisait sur les affaires d'Espagne, que l'empereur Alexandre expliquait, au reste, dans ses conversations plutôt avec bienveillance qu'avec humeur pour son allié, parce qu'il en connaissait tous les détails. Il n'était d'ailleurs pas fâché que l'ardeur guerrière de l'Empereur fût occupée dans la Péninsule. En politique, un intérêt explique et légitime même beaucoup de choses. Celui qu'avait l'Angleterre d'arracher ce pays à notre influence et à sauver le Portugal lui paraissait d'ailleurs un moyen puissant de l'amener à la paix. Sous ce rapport, les événements servaient donc les intérêts de la Russie comme les nôtres. La paix avec l'Angleterre pouvant seule garantir celle du monde, sa politique s'arrangerait parfaitement, dans cette circonstance, de ce que sa morale s'expliquait, peut-être, moins favorablement en secret. Telles étaient les vues que le cabinet de Pétersbourg apporta à Erfurt.

L'Autriche montrait d'autant plus d'humeur de ne pas avoir été initiée à ces projets de réunion qu'elle ne pouvait prendre le change sur le motif de ce silence et que ce prétexte de mécontentement assez plausible servait ses secrets projets. L'empereur Napoléon s'était peu soucié, sans doute, que l'empereur François vînt prendre part aux négociations d'Erfurt. Il sentait que ce contact avec le

(1) Articles 22 et 24 du traité de paix du 7 juillet 1807.

souverain du Nord ne pourrait que rétablir des relations qu'une communauté de grands intérêts ne pouvait avoir qu'affaiblis et devait renouer sur-le-champ. L'entrevue ayant été tenue secrète jusqu'au dernier instant et l'Autriche ne l'ayant apprise qu'avec le public, elle s'était hâtée d'envoyer M. le baron de Vincent à Erfurt pour sonder cependant les dispositions et faire en sorte d'être au courant des déterminations qu'on prendrait. La morgue maladroite de son cabinet, la crainte d'une indiscrétion de la part des Russes, le placèrent vis-à-vis d'eux dans une réserve qu'encourageait au reste celle où se tenait la Russie par ménagement pour nous, mais qui servit aussi mal les intérêts européens, que l'un et l'autre devaient défendre, qu'elle fit honneur à la loyauté de l'empereur Alexandre.

Comme je l'ai dit plus haut, les dispositions annoncées depuis quelque temps par l'Autriche devaient être et étaient plus que suspectes à l'empereur Napoléon. L'apparition de son envoyé lui parut cacher un concert existant avec la Russie, mais il fut bientôt rassuré et cet incident auquel on n'avait pas pensé et qui devait fortifier le langage politique du cabinet de Pétersbourg eut, comme on le verra, un effet tout contraire.

Dès le début, les relations entre les Empereurs s'établirent de la manière la plus amicale, sans étiquette. On se visitait à toute heure, principalement depuis 3 heures jusqu'au dîner, qui était de fondation chez l'empereur Napoléon. Souvent on se rencontrait le soir quand il n'y avait pas de spectacle ou après. Les rendez-vous avaient aussi lieu le plus souvent chez l'empereur Napoléon. On montait à cheval, on passait la revue des troupes de la garnison et de quelques corps qui partaient pour l'Espagne.

Les premiers jours furent employés à se sonder réciproquement, à tâcher de deviner, de découvrir ses vues, ses projets. L'empereur Napoléon ne trouvait plus son allié aussi facile qu'à Tilsit. Il se plaignait de ce qu'il était devenu méfiant. Les hostiles dispositions qu'avait montrées l'Autriche changèrent, dès l'ouverture du congrès, la nature des négociations et détournèrent la Russie de son but, car plus l'empereur Napoléon, pressé d'en-

voyer en Espagne les armées qu'il avait en Prusse, insistait pour connaître préalablement jusqu'à quel point il pouvait compter sur l'alliance et sur l'assistance de la Russie contre l'Autriche, plus il pressait, en conséquence, l'empereur Alexandre de prendre contre cette puissance un langage et même une attitude menaçants, seul moyen, disait-il, de l'empêcher de courir aux armes, et plus le cabinet russe, croyant voir dans les démontrations qu'on lui demandait, un moyen de pousser les choses à bout, s'en montra éloigné. De là, de vives discussions qui suspendirent la marche des autres affaires. Tout fut pendant quelque temps subordonné à cette question. On en vint même aux reproches sur ce que ces ménagements mal entendus, laissant les menaces de l'Autriche impunies, ôtaient à l'alliance son utilité et prouvaient à l'Angleterre qu'elle pouvait encore trouver des alliés sur le continent et se dispenser, par conséquent, de traiter de la paix qu'on allait lui proposer.

L'empereur Alexandre fut inébranlable. Rien ne put changer sa détermination. Il ne voulut voir dans les raisonnements et dans l'insistance de son allié qu'une preuve de plus des hostiles dispositions et des projets de vengeance qu'il lui soupçonnait. Les intérêts de la Prusse et les autres questions trouvèrent difficilement place au milieu de ces sérieuses discussions. Le temps se passait. Rien n'avançait. Les ministres ne pouvaient aider à la marche des affaires dont les souverains s'étaient réservé la direction et même les détails.

Au bout de huit jours chacun sondait encore le terrain, tâchant de découvrir jusqu'où allaient les prétentions de son adversaire, sans pouvoir les pénétrer entièrement. On s'observait, espérant que le lendemain amènerait la solution de tous les problèmes. L'empereur Napoléon mettait toujours tous ses soins à obtenir des engagements qui imposassent à l'Autriche. A ce prix, quel que fût son désir de tout garder en Allemagne, il se serait peut-être contenté, dans le principe, de ne conserver qu'une place sur l'Oder pour garant de sa contribution. Il aurait alors retiré le surplus de ses troupes.

Plus politique que son adversaire, il s'était à peu près résigné à ce sacrifice, en voyant l'insistance que mit, dans

le début, l'empereur Alexandre pour obtenir l'évacuation des places et d'une partie de la Prusse, mais la question de l'Autriche qui, dans le principe, n'était qu'accessoire, étant devenue, par l'importance que chacun y attacha, l'affaire principale, la négociation changea de terrain. La Russie fut détournée de son premier but. Tout fut subordonné à la crainte de voir rompre la paix avec l'Autriche. L'empereur Napoléon conserva les places auxquelles il tenait. La Russie crut avoir servi les intérêts de l'Europe, même aux dépens des siens, et avoir tout gagné en n'ayant pris qu'un engagement éventuel qui, selon elle, ne pouvait compromettre l'Autriche et la paix de l'Europe (1), puisqu'il en résultait d'ailleurs que les armées françaises se jetaient sur l'Espagne, où l'empereur Napoléon aurait de l'occupation pour longtemps. Elle craignit, en insistant trop pour l'évacuation des places, d'empêcher le départ des troupes et de reporter l'attention politique du conquérant sur l'Allemagne, dans le moment où l'Autriche le fixait déjà trop ; elle crut qu'en éloignant l'orage, il passerait et que les événements, les besoins mêmes de cette guerre d'Espagne amèneraient quelques mois plus tard l'évacuation qui était, dans son opinion, le résultat le plus important pour assurer la tranquillité future de tous.

La maladroite dissimulation de l'Autriche éloigna, comme je l'ai déjà dit, la confiance. Des ouvertures franches à l'empereur Alexandre, la manifestation de vues grandes et généreuses sur le sort de la Prusse, sur la situation de l'Allemagne, auraient eu une utile influence sur la politique de cette époque, mais l'Autriche, si menaçante, si maladroitement hostile et déjà si déterminée à la guerre, ne sut pas profiter du moment ; elle eut l'air de ne penser qu'à elle, de ne prendre fait et cause que pour l'Espagne qui paraissait, dans le pressant danger actuel de la Prusse, un intérêt trop éloigné pour la Russie, qui ne voyait probablement pas sans un secret contentement les forces de la France appelées et employées au midi de l'Europe.

Cette direction maladroite du cabinet autrichien nuisit

(1) Article 10 de la convention d'Erfurt.

à toutes les affaires. M. de Vincent fut néanmoins content de sa mission ou dut l'être, puisqu'il acquit la certitude que l'empereur Alexandre, de son propre mouvement, se montrait éloigné de tout arrangement qui pourrait amener une agression contre l'Autriche, et qu'il se prononçait même fortement pour qu'il ne fût porté aucune atteinte à cette puissance. Je ne sais s'il ignora ou eut connaissance de la clause éventuelle de coopération et du consentement donné par la France pour que la Russie se fît céder, si elle le pouvait, la Valachie et la Moldavie (1). Quelqu'un m'assura, le jour de mon départ, qu'il avait eu vent de cet arrangement et qu'il en paraissait fort mécontent, comme si les dangers de l'Autriche et de l'Europe, dans la situation où était le monde, pouvaient être en ce moment en Turquie, si toutefois la Russie réussissait (2). L'empereur Alexandre, qui avait fait une longue résistance sur la question de l'Autriche et qui croyait avoir pourvu aux plus grands intérêts politiques du moment en ne prenant que des engagements éventuels, donna après, toute son attention à ce qui l'intéressait le plus particulièrement.

Les souverains, comme les ministres, comme la Cour, commençaient à s'ennuyer, à se fatiguer de cette vie de représentation et surtout de ces discussions qui ne terminaient rien. Il y en eut souvent de vives entre les Empereurs. Napoléon, tour à tour adroit, conciliant, séduisant, parfois pressant, voyant qu'il ne pouvait rien obtenir de son allié qui restait toujours dans le cercle qu'il s'était tracé, essaya à deux reprises de se fâcher. Ces moyens n'ayant rien changé aux déterminations d'Alexandre, ses colères n'étant qu'une ruse politique plutôt qu'un emportement réel, elles se calmaient promptement et il revenait à des termes plus conciliants.

Enfin, il finit par se contenter de ce qu'il avait obtenu, et ce qui était, par le fait, bien au delà de ce qu'il avait cru pouvoir espérer dans le principe. Il était, au fond, fort content d'avoir, dans la situation où les affaires d'Espagne avaient placé les choses, donné à l'entrevue et à l'alliance

(1) Articles 8 et 9 de la convention.
(2) Voir A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 494.

une couleur prononcée contre l'Angleterre par la démarche dont on venait de convenir et qu'on allait faire pour lui proposer la paix. Il fut convenu que les souverains écriraient au roi d'Angleterre, que M. de Roumiantsof viendrait à Paris, qu'on ferait une grande démarche politique, ce que l'Empereur Napoléon désirait et devait, je le répète, désirer puisque cela prouvait un grand accord entre les Alliés, détournait l'attention des affaires d'Espagne et rejetterait tout l'odieux de la prolongation de la guerre sur l'Angleterre, car il était facile de prévoir, dès lors, que la complication des affaires d'Espagne, tout à l'avantage de l'Angleterre par le soulèvement des Espagnols, rendrait ces propositions inutiles (1). Cet accord des deux Empereurs tenait aussi l'Autriche attentive et l'obligeait à ajourner ses projets.

La nécessité où allait être la Suède d'entrer dans le système continental, seule arme qu'on eût contre l'Angleterre, complétait les mesures arrêtées de Tilsit et était une conséquence de la position où l'égoïsme de l'Angleterre et les projets de guerre à mort de M. Pitt plaçaient l'Europe. Sans doute, il en devait coûter à une prévoyante politique de livrer la Suède et, par conséquent, la Finlande (2) à l'ambition de son voisin puissant, mais telle était la force des choses.

Le système continental n'était efficace qu'autant qu'il était établi partout. Laisser aux produits anglais un débouché au Nord paralysait toutes les autres mesures et rendait tous les sacrifices déjà faits illusoires. On ne sentait déjà que trop l'inconvénient de n'avoir pu fermer les portes de la Turquie, qui inondait l'Allemagne méridionale et la Pologne. Quels scrupules devait d'ailleurs avoir l'empereur Napoléon? Pouvait-il raisonnablement admettre que la Suède, à laquelle on laisserait le choix de fermer ses ports aux Anglais ou d'être exposée à une guerre avec la Russie et la France, préférerait ces dangers si réels, si près d'elle, aux inconvénients momentanés d'une gêne commerciale adoptée, d'ailleurs, par tout

(1) Articles 1 à 3 de la convention.

(2) L'article 5 imposait comme condition absolue de la paix éventuelle avec l'Angleterre la reconnaissance de la possession de la Finlande par la Russie.

le continent et subie même par l'Autriche, malgré ses hostiles dispositions? En admettant que l'exaspération du Roi pousserait les choses à l'extrême, l'Empereur devait-il, même dans cette supposition, à la Suède, alors son ennemie déclarée, plus de ménagements que n'en avait eu naguère envers elle l'Angleterre, son alliée? Était-il présumable que le cabinet de Stockholm, qui, par suite d'un engagement signé le 3 décembre 1804 (1), avait armé, marché et s'était compromis vis-à-vis de la France et de la Prusse pour garantir le Hanovre à l'Angleterre, se sacrifierait maintenant pour cette puissance qui, quarante-six jours après avoir reçu ce bon et loyal service, avait trafiqué de ses dépouilles? M. Pitt avait offert à la Russie la Finlande avec la Valachie et la Moldavie pour la déterminer à ce qu'on appela un traité de concert, et ce qui forma la troisième coalition (2). L'Angleterre, qui venait de donner cet exemple inouï de déception d'un grand État vis-à-vis d'un faible, qui avait trahi en même temps la Porte dont elle se disait l'ancienne et fidèle amie, pouvait-elle inspirer à la Suède un aveugle dévouement?

De fait, les annales diplomatiques n'offrent rien de semblable à cette conduite de l'Angleterre, et, ce qui était plus outrageant pour l'Europe, c'est que toutes ces intrigues avaient eu lieu à la suite des propositions faites par le cabinet des Tuileries et qui pouvaient, dans la position où chacun se trouvait, mettre plus que jamais un terme aux malheurs, à la gêne et aux dangers de cette malheureuse Europe, si celui de Saint-James avait été mû par une autre pensée que celle de son intérêt tout personnel.

Le cabinet français contre lequel on a tant crié, contre lequel l'Europe entière s'est armée, a tenu une conduite bien différente, quoiqu'un intérêt majeur eût pu lui servir

(1) Convention préalable et secrète entre S. M. Britannique et le roi de Suède, signée à Stockholm le 3 décembre 1804 (MARTENS, *Recueil de traités*, Suppl. IV, 158). — Cette convention a été aussi publiée dans le *Moniteur universel*, 1806, nº 46. Moyennant 80 000 livres sterling par an, Gustave IV mettait le port d'Aland et l'île de Rugen à la disposition des Anglais.

(2) Traité entre la Russie et l'Angleterre du 11 avril 1805 auquel l'Autriche adhéra le 9 août. Cf. MARTENS, *Recueil des traités*, II, 433. — La proposition en avait été faite par l'Angleterre le 19 janvier 1805.

d'excuse, lorsqu'en 1812 il refusa à la Suède de lui reconnaître la Norvège au détriment du Danemarck, allié de la France (1). Cependant on était au moment de la guerre de Russie. L'Empereur savait que son refus jetterait la Suède dans les bras de la Russie, mais rien ne put le déterminer à sacrifier les intérêts d'un allié qui lui avait été fidèle.

Avant de revenir à ce qui se passait à Erfurt, je crois devoir encore entrer dans quelques détails sur ce traité de concert fort remarquable en ce qu'il révéla les bases que l'Angleterre jugeait dès lors dans son intérêt d'établir et qu'elle fit adopter depuis à l'Europe pour la pacification de 1814. Ce traité de concert, résultat des ouvertures et des offres faites le 19 janvier, fut signé à Pétersbourg le 11 avril. Un article de ce traité assurait à la Russie la Finlande, la Valachie et la Moldavie. Les autres stipulaient l'indépendance de la Hollande réunie aux Pays-Bas, celle de la Suisse, le rétablissement du roi de Sardaigne en Piémont avec un accroissement de territoire, l'évacuation de l'Italie, Naples à la famille de Bourbon, et enfin ce qu'on appelait un état de choses européen qui garantit l'indépendance de tous les États et forma une barrière contre les usurpations à venir.

Cette date, en relisant aujourd'hui mes notes pour coordonner ces Mémoires, ne peut se trouver au bout de ma plume sans m'en rappeler une postérieure (11 avril 1814, traité de Fontainebleau), qui a terminé de grandes destinées et donné le moyen de mettre à exécution ce plan qui n'avait sans doute paru jusqu'alors qu'un rêve fait en 1805.

Je reviens à Erfurt. L'état des choses exigeant que la Suède fît cause commune avec le continent, il est évident que la Russie, par sa situation, devait seule être chargée de l'y contraindre. Dans la position où était l'Empereur, il ne pouvait espérer qu'elle prît les armes sans exiger tous les

(1) Par l'entremise du consul Signeul, en mai 1812, Bernadotte offrit de se déclarer pour l'alliance française et contre la Russie à condition de recevoir la Norvège enlevée aux Danois. Ces derniers auraient reçu en compensation la Poméranie suédoise et une somme de 12 millions. Napoléon repoussa dédaigneusement ces propositions. — Cf. *Souvenirs d'un officier polonais* (Brandt) publiés par le baron Ernouf, Paris, Charpentier, 1877, in-12, p. 341.

avantages auxquels les circonstances la mettaient dans le cas de prétendre. Même dans l'intérêt général de la cause, il ne pouvait lui offrir moins que ne lui avait proposé l'Angleterre pour son propre intérêt. Il y eut d'ailleurs cela de particulier dans cette partie de la grande négociation, c'est que la Russie se fit prier, presser pour prendre des engagements contre la Suède et même, encore plus tard, pour agir et pousser cette guerre. Le secret de cette modération était, sans doute, moins dans quelques relations de famille qu'on voulait ménager en apparence que dans la certitude que l'empereur Napoléon insisterait et presserait assez la Russie pour que ces ménagements ne portassent pas préjudice à ses intérêts.

On s'est souvent demandé ce qui avait pu établir à l'instant, à Tilsit, une alliance, une intimité si opposée à la marche politique qu'avaient suivie jusqu'alors la Russie et la France : ce que je viens de dire de l'Angleterre explique en grande partie ce changement et les facilités que l'empereur Napoléon trouva à Tilsit pour faire adopter son système à l'empereur Alexandre. Les impressions qu'avait reçues ce prince des offres et des prétentions du cabinet de Saint-James, ainsi que sa conduite vis-à-vis de ses alliés, ne pouvaient être à son avantage. Sa coopération, toujours tardive, avait manqué cette campagne comme la précédente. La Russie, victime, comme tant d'autres, de la confiance qu'elle lui avait accordée, était d'ailleurs bien aise d'avoir à s'en prendre à un tiers des revers qu'elle avait éprouvés. L'égoïsme du cabinet anglais perçait dans toutes ses actions comme dans toutes ses paroles. Vainqueur, les guinées, dont on avait besoin, eussent cependant tout arrangé. Vaincu, elles ne pouvaient rien réparer et, avec un prince du caractère d'Alexandre, pour rester ami de l'allié dont il avait à se plaindre, il fallait qu'il pût au moins estimer sa conduite et rendre justice à ses intentions. Ici la mauvaise foi est patente. Les vues toutes personnelles de l'Angleterre frappaient tous les regards. Aussi le cabinet russe se croyait-il franchement dispensé de tous ménagements envers celui qui n'en avait eu pour personne. On sent que ces dispositions, qui n'avaient pas changé depuis Tilsit, nous servaient parfaitement, et elles auraient duré longtemps si l'empereur Napoléon avait

pu rester dans le système qu'il paraissait avoir adopté.

A Erfurt, les négociations, sans toucher encore tout à fait à leur fin, prenaient donc la tournure qui pouvait convenir à l'empereur Napoléon. Ayant fini par se convaincre qu'il ne changerait pas les dispositions auxquelles s'était arrêté l'empereur Alexandre, et qu'il n'obtiendrait pas de lui au delà de l'engagement d'agir dans le cas seulement où l'Autriche attaquerait la première, il se résigna à s'en contenter (1). Ce pas fait, on fut plus facilement d'accord sur les autres points, parce que l'empereur Alexandre crut avoir tout gagné, l'Autriche ne pouvent jamais, disait-il, être assez folle pour se faire l'agresseur et entrer seule dans la lice. La question de l'Autriche, qui avait amené tant de discussions, ayant ayant fait à peu près abandonner celle de l'évacuation des places de l'Oder et de la Prusse, tout devint facile, et l'Empereur, fier de n'avoir rien cédé et fort de l'attitude qu'il conservait en Allemagne par les places qu'il continuait à occuper et qui, attestant le parfait accord des hauts alliés, devaient imposer à l'Autriche comme à l'Europe, put, comme il le désirait, disposer de ses forces pour l'Espagne. Il se flattait alors de la soumettre dans une campagne, sauf à n'y laisser plus tard que quelques garnisons et trois petits corps d'observation. Se confiant aux promesses de son allié, les troupes françaises furent successivement acheminées vers la Péninsule, avant que toutes les affaires fussent réglées, et quelques-uns des régiments qui filaient en Espagne traversèrent Erfurt.

Conserver les places de l'Oder était, dans la position de l'Empereur, une affaire majeure, puisque, avec de simples garnisons, il maintenait sa situation en Prusse et son influence politique et militaire aux yeux de l'Allemagne. Cette occupation avait aussi le grand avantage et celui auquel il tenait le plus en ce moment de lui conserver le noyau d'une armée sur les flancs de l'Autriche. Les affaires de Suède et de Turquie furent successivement réglées, et la Russie finit par se contenter pour la Prusse de quelques atermoiements et de la remise de quelques millions, qui n'étaient rien dans le fond puisqu'elle ne recouvrait d'indépendance ni politique ni territoriale. Encore ces questions

(1) Article 10 de la convention d'Erfurt.

d'argent ne furent-elles traitées que dans les derniers moments, quand on était tellement ennuyé du congrès que chacun ne pensait qu'à s'en aller. La Russie avait la perspective de pouvoir se faire céder la Valachie et la Moldavie et même d'acquérir la Finlande. Ces considérations qui étaient beaucoup, sans doute, surtout dans la position où se trouvait l'empereur Alexandre vis-à-vis de sa nation, jointes à celles qui avaient fait sacrifier tous les intérêts à ce qu'on crut le salut de l'Autriche, firent perdre de vue les conséquences qu'aurait nécessairement plus tard l'occupation par des troupes françaises de places fortifiées au cœur de l'Allemagne.

L'empereur Napoléon pouvait envoyer une partie de ses armées en Espagne et y aller lui-même, sans avoir, par le fait, rien cédé de ce qu'il occupait, rien remis de ce qui lui était dû. On était donc de part et d'autre assez content. L'Autriche qui avait menacé l'empereur Napoléon, quand il était en Espagne, était menacée à son tour par la Russie, si elle prenait l'initiative de la guerre ; l'empereur Napoléon n'avait donc pas perdu son temps.

Sans doute, il offrait plus d'un appât à l'ambition de la Russie pour payer sa condescendance, mais c'était au prix de deux guerres, dont une pouvait sans doute plaire à son ambition, mais dont l'autre, avec l'Angleterre, lui coûtait assez cher, et aucune n'était de fait dans son intérêt en ce moment. Elle avait même l'expectative d'une troisième guerre si la Suède se refusait à entrer dans le système continental. La Russie était donc aussi occupée que nous pouvions l'être en Espagne et que nous pouvions le désirer ; elle avait, de plus, les embarras d'un pays riche en produits qu'il ne peut exporter. La Valachie et la Moldavie, qu'elle espérait arracher aux Turcs, devaient l'occuper longtemps, et la continuation de la guerre contre l'Angleterre, qui fermait tout débouché à ses nombreux produits, pouvait lui susciter beaucoup d'embarras intérieurs. La guerre contre la Suède, dont la Finlande devenait le prix, était donc le véritable dédommagement de ses sacrifices ; à la vérité, la Russie n'avait pas à marchander sur le prix d'une acquisition de cette importance aux portes de sa capitale, car cette occasion unique de réaliser les vœux des prédécesseurs d'Alexandre ne pouvait plus se

reproduire : mais, était-ce le moment de sacrifier à de tels avantages personnels des intérêts généraux qui semblaient être plus pressants et que le développement des forces et de la puissance de la France pouvait faire regarder comme bien plus importants? Ne pouvait, ne devait-on pas concilier ces intérêts avec ceux de la Prusse et de l'Allemagne dont dépendait la tranquillité future du monde? Voilà une grande question.

Ceux qui n'ont pas assisté aux débats du temps, qui n'ont pas été initiés aux diverses considérations qui ont empêché de faire mieux, accuseront le cabinet de Pétersbourg de ne pas avoir tiré un meilleur parti des circonstances. On lui reprochera d'avoir sacrifié les intérêts du monde à des considérations du moment. C'est à l'histoire à juger ce grand procès ; mon devoir à moi est de dire quels furent les résultats du congrès et, dans l'intérêt de la vérité, quelles furent les considérations qui y firent souscrire la Russie. Son changement de système depuis Tilsit choquait l'opinion et les habitudes de la noblesse. Le défaut d'importation la ruinait. La gêne qu'éprouvait son commerce et la baisse de son change causaient un malaise intérieur qui avait établi une opposition réelle à la marche que suivait le gouvernement. Tous ces motifs obligèrent l'empereur Alexandre à s'attacher à obtenir dans cette entrevue des résultats qui pussent éblouir et ramener sa nation à son système politique. Il fallait justifier à ses yeux, non seulement l'alliance, mais aussi la guerre avec l'Angleterre et même l'entrevue. Ce but fut atteint. L'entrevue avait trouvé une grande opposition à Pétersbourg. La famille impériale, les grands, et même, dans la classe intermédiaire, tout le monde s'était prononcé contre le projet. Ce qui s'était passé à Bayonne, à l'égard des princes d'Espagne, avait fourni le texte à plus d'une injurieuse supposition. Chacun supplia l'Empereur de ne point quitter la Russie. Prières, larmes, raisons, on employa tout. On lui représenta qu'en exposant sa personne, il compromettait aussi la sûreté de l'État, que l'empereur Napoléon, en l'appelant à une entrevue dans une place à lui et au milieu de ses troupes, s'emparerait de sa personne et le garderait en otage ; que si l'entrevue devait absolument avoir lieu il fallait qu'elle fût, comme à Tilsit, sur la limite des deux frontières. L'em-

pereur Alexandre repoussa ces suggestions avec une noble indignation et partit pour Erfurt.

Tous les souverains de l'Allemagne vinrent à Erfurt, quoi que ce fût une marque de condescendance, pour se recommander aux puissants alliés et former, en quelque sorte, leur cour ; ceux-ci paraissaient peu touchés de cette attention qui leur faisait perdre beaucoup de temps et les empêchait de parler de leurs affaires à la suite du dîner qui les réunissait presque tous chaque jour. Ces souverains, même les rois, se faisaient si minimes, se faisaient tellement nos égaux, si nous avions pu oublier ce que nous leur devions, que cette position était souvent embarrassante. Hors du moment où ils espéraient faire agréer leurs hommages au maître du monde, on eût dit qu'ils craignaient d'être aperçus. La princesse Stéphanie de Bade fut très recherchée, très fêtée par son beau-frère l'empereur de Russie (1). Sa grâce, son esprit, la distinction de ses manières, tout l'enchanta. Il se plaisait à en faire souvent l'éloge. Il le répéta même plus tard à Pétersbourg.

L'empereur Napoléon fit seul les honneurs du congrès, comme un prince qui est chez lui. Tout se passa avec les meilleures formes. Je doute cependant que les princes qui vinrent faire leur cour soit partis contents, d'abord parce que leur présence, qui flattait sans doute, gênait souvent au fond. Ils purent s'en apercevoir quelquefois. Ensuite, parce que ces rois se virent traités à peu près comme l'Autriche traitait autrefois ses électeurs. Ils purent donc se convaincre que si leur nouveau titre les avait débarrassés de leurs anciennes fonctions, il n'avait au fond rien changé à leur situation vis-à-vis du protecteur.

L'Empereur ayant fait venir de Paris les premiers sujets de la tragédie, il y avait presque chaque jour spectacle. Les Empereurs y allaient ensemble. Toutes les applica-

(1) Stéphanie de Beauharnais, fille du comte Claude de Beauharnais, cousine issue de germaine de la reine Hortense et fille adoptive de Napoléon Ier, avait épousé, le 8 avril 1806, Charles, prince héréditaire de Bade. Ce dernier, qui devint grand-duc le 10 juin 1811, était le frère de l'impératrice Élisabeth Alexievna (Louise-Marie-Auguste de Bade), femme d'Alexandre Ier.

tions qu'on pouvait faire à cette auguste réunion étaient saisies. Celle de ce vers,

L'amitié d'un grand homme est un bienfait des dieux

fut relevée par l'empereur Alexandre lui-même qui en fit de la manière la plus gracieuse un hommage public à son allié (1).

Les empereurs se quittèrent (2) assez satisfaits de leurs arrangements, mais, au fond, mécontents l'un de l'autre. Les illusions de Tilsit étaient tout à fait évanouies et la méfiance extrême, mais le désir de maintenir l'alliance comme moyen d'amener l'Angleterre à la paix et de consolider celle de l'Europe étant franchement prononcé de la part de l'empereur de Russie et de son ministre, on continua à marcher vers ce but. Les nouveaux intérêts de la Russie, les avantages qu'elle espérait retirer des arrangements qu'on venait de faire lui en faisaient d'ailleurs un devoir et un besoin.

Les affaires ne prirent une véritable couleur que dans les trois derniers jours ; jusque-là, le ministre même (3) ne connut pas toute la pensée de l'empereur Napoléon. Il n'eut son dernier mot qu'au moment de signer. Chaque jour amenait des changements. Sa Majesté allait, on peut le dire, au jour le jour, réglant sa politique et même ses prétentions sur les facilités ou les obstacles qu'elle rencontrait. Aussi, chaque parti ne connut-il sa position qu'au dernier moment. Alors, on se pressa d'en finir parce qu'on était aussi pressé de ne pas tomber dans de nouveaux incidents que de s'en aller, et chacun ferma les yeux pour ne pas voir dans l'avenir les reproches qu'il pouvait avoir mérités.

L'empereur Alexandre, que beaucoup de gens accusèrent à cette époque d'aveuglement et de faiblesse, montra du caractère, au dire même de l'empereur Napoléon qui s'en plaignait souvent. Si l'Autriche, je le répète, se fût expliquée alors comme elle le fit plus tard par le prince de Schwarzenberg, qui n'apporta maladroitement ses rai-

(1) *Œdipe*, de Voltaire, acte I, scène I, rôle de Philoctète. Cette représentation eut lieu le 4 octobre 1808.

(2) 14 octobre 1808.

(3) Champagny, ministre des Relations extérieures.

sons qu'avec son manifeste (1), il est probable que nous n'aurions pas eu les événements de 1811 [1809]? qui achevèrent d'ébranler l'Europe.

Ce moment fut un des plus favorables pour en venir à un véritable état de pacification, car la situation où les affaires d'Espagne avaient placé l'empereur Napoléon le rendait disposé à faire des sacrifices. Il avait personnellement de la répugnance à aller en Espagne et sentait cependant que sa présence seule pouvait y finir ou même y faire marcher les affaires. Plus d'accord entre les grandes puissances et, de la part de l'Angleterre, un peu de véritable désir de rendre la tranquillité au monde, en conservant les avantages auxquels elle avait droit, et on se serait entendu. La France serait rentrée dans le système que lui a tracé le cadre que la nature lui a donné, et auquel sa puissance et sa gloire lui donnaient des droits. D'après ce que je pus remarquer alors, l'Empereur tenait pardessus tout à la paix. Sans doute, il voulait pouvoir disposer de ses troupes pour les envoyer en Espagne, mais il n'avait pas d'autre moyen de sortir honorablement de ces mauvaises affaires, si l'Angleterre refusait de traiter. Quant à la rigueur du maintien du système continental, ce n'était en ce moment qu'une conséquence de cette pensée.

Faire la paix, avant que la Russie pût recueillir les avantages que lui offraient les derniers arrangements, convenait à sa politique et lui paraissait une véritable compensation des sacrifices qu'il ferait. Les contributions dues par la Prusse lui tenaient sûrement à cœur, mais la Russie trouvait cette prétention juste et se bornait, sous ce rapport, au rôle de solliciteur. La difficulté n'eût été que dans le temps et sur le gage à conserver, mais on se serait entendu. L'Empereur paraissait réellement résigné à beaucoup de concessions pour arriver à la paix générale. L'essentiel était donc de profiter de cette disposition. La négociation eût forcément tout mis en regard, chacun étant obligé de compter avec son voisin. Nul doute que le grand intérêt d'un meilleur avenir pour la tranquillité du monde eût imposé à toutes les ambitions.

(1) Mission du prince de Schwarzenberg à Saint-Pétersbourg, février 1809.

Les menaces de l'Autriche, je le répète, loin de donner du poids aux vues politiques qu'il était dans l'intérêt comme dans les projets de la Russie de défendre, gênèrent et dérangèrent toutes ses combinaisons et ne servirent que les nôtres.

« — Puis-je évacuer les places de l'Oder, abandonner « ma position en Prusse, en un mot m'affaiblir en Alle- « magne, disait avec raison l'empereur Napoléon à l'em- « pereur Alexandre, dans le moment où, profitant de mes « embarras en Espagne, l'Autriche me menace?... N'est-il « pas dans l'intérêt de l'alliance, au moment où nous « allons faire une grande démarche pour amener l'Angle- « terre à la paix, que nous paraissions unis et moi fort « aux yeux de notre ennemi commun comme à ceux de « l'Autriche, disposée aussi à devenir ennemie? Le désir « qu'aura l'Angleterre de faire cesser cette occupation de « la Prusse, comme celle de l'Espagne, en fera une conces- « sion de plus à lui offrir, par conséquent un moyen de « paix de plus. Mon allié, mon ami, peut-il me proposer « d'abandonner la seule position d'où je menace les flancs « de l'Autriche, si elle m'attaque pendant que mes troupes « sont au Midi de l'Europe, à 400 lieues de chez elles? Ce « que j'étais disposé à faire il y a quatre mois, je ne puis « l'exécuter aujourd'hui. Ce qui aurait servi alors les « intérêts de la Prusse et, par conséquent, ceux de l'alliance « serait contraire au but que nous voulons atteindre. Le « séjour prolongé de quelques troupes en Prusse ne peut « inquiéter la Russie, quand je tire toutes mes forces de « l'Allemagne pour les porter dans la Péninsule. Ces « mesures vous prouvent ma confiance en vous. Ayez-en « donc aussi en moi, et ne détruisez pas, par des inquié- « tudes non fondées, le bon effet de notre accord, celui « que produit mon attitude militaire dans le moment « où nous avons le plus besoin de montrer notre union « et notre force. Si vous l'exigiez, il faudrait bien que j'y « consentisse, mais alors je préférerais abandonner mes « affaires d'Espagne et vider tout de suite ma querelle « avec l'Autriche. Si j'évacuais les places de l'Oder, vous « devriez évacuer celles du Danube. Il est de votre intérêt « d'y rester puisque vous avez la certitude de vous faire « céder la Valachie et la Moldavie. La Porte, voyant qu'elle

« n'a aucune intervention à espérer de ma part, sera « pressée de souscrire aux conditions que vous lui dic- « terez. L'occupation à laquelle je tiens est donc bien plus « dans votre intérêt que dans le mien. Vous en recueillerez « de suite les avantages, tandis que je n'en ai point à « espérer. »

Tels furent les raisonnements qu'amenèrent la conduite de l'Autriche et son apparition à Erfurt. Quant au résultat, les troupes françaises restèrent en Prusse, les Russes en Valachie. En réalité, l'Autriche gâta donc toutes les affaires qu'on aurait cru, dans le principe, qu'elle devait contribuer à arranger.

Je reviens sur les conversations des souverains à Erfurt. Elles furent, comme je l'ai déjà dit, quelquefois plus qu'animées. Une fois entre autres, l'empereur Napoléon, ne pouvant obtenir ce qu'il voulait de l'empereur Alexandre (il était question de l'Autriche), essaya de se fâcher et, s'emportant, il jeta son chapeau ou quelque autre chose à terre et marcha dessus, mais l'empereur Alexandre s'arrêtant (il faut observer que les souverains causaient presque toujours en se promenant dans le cabinet de l'empereur Napoléon) le fixa en souriant et lui dit, dès qu'il le vit un peu calmé, ce qui fut l'affaire d'un moment :

« — Vous êtes violent, moi je suis entêté. Avec moi la colère ne gagne rien. Causons, raisonnons, ou je pars. »

En même temps, il prit la porte et aurait tenu parole si l'empereur Napoléon ne se fût avancé pour l'arrêter. On reprit la conversation avec calme, et l'empereur Napoléon céda. Cet incident se renouvela une autre fois pour les affaires de la Prusse mais d'une manière moins vive, car, comme me le dit plusieurs fois l'empereur Napoléon, l'empereur Alexandre devenait tous les jours plus entier dans ses déterminations.

Ces détails me furent racontés par l'empereur Napoléon qui me dit :

« — Votre empereur Alexandre est têtu comme une mule. Il fait le sourd pour les choses qu'il ne veut pas entendre. Ces diables d'affaires d'Espagne me coûtent cher !... »

L'Empereur, qui était ce jour-là en grande confiance et même en bienveillance pour moi, me parla ensuite de l'ouverture qu'il désirait que lui fît l'empereur Alexandre, comme *conseil d'amitié*, comme *marque d'intérêt*, sur la convenance pour lui d'un *nouveau mariage*, sur *la nécessité* d'avoir des enfants pour *consolider son ouvrage* et *fonder sa dynastie*. L'Empereur désirait que l'ouverture fût faite par M. de Talleyrand ou par moi à l'empereur Alexandre, comme une chose que nous désirions personnellement et qui était dans l'intérêt général comme dans le nôtre, puisqu'elle fonderait notre avenir et qu'elle tendrait, d'ailleurs, à calmer l'ardeur guerrière de l'Empereur, ainsi qu'à lui faire aimer son chez lui. Ces insinuations devaient être faites avec les ménagements convenables. M. de Talleyrand m'en avait entretenu aussi et m'avait engagé à en parler le premier.

Apercevant probablement en moi une impression pénible, l'empereur Napoléon ajouta :

« — C'est pour voir si Alexandre est réellement de mes amis, s'il prend un véritable intérêt au bonheur de la France, car j'aime Joséphine. Jamais je ne serai plus heureux. Mais on connaîtra, par là, l'opinion des souverains sur cet acte qui serait pour moi un sacrifice. Ma famille, Talleyrand, Fouché, tous les hommes d'État me le demandent au nom de la France. Au fait, un garçon vous offrirait bien plus de stabilité que mes frères, qu'on n'aime pas et qui sont peu capables. Vous voudriez peut-être Eugène? C'est le vœu de quelques personnes, parce qu'il est un homme fait, qu'il a épousé une princesse de Bavière et qu'il a des enfants, mais cela n'est pas dans votre intérêt. Les adoptions ne fondent pas bien les dynasties nouvelles. J'ai d'autres projets pour lui. »

L'Empereur me fit quelques questions sur les grandes-duchesses, me demanda ce que je pensais de ces princesses.

« — Une seule, répondis-je, est en âge d'être mariée (1),

(1) Alexandre avait deux sœurs non mariées. La plus jeune, Anne Pavlowna, née à Pétersbourg le 18 janvier 1795, n'avait pas quatorze ans. Elle épousa le 21 février 1816 le roi Guillaume II de Hollande. L'aînée, Catherine Pavlowna, était née à Saint-Pétersbourg le 21 mai 1788. Elle avait donc vingt ans. Elle épousa, le

mais il faut se rappeler ce qui s'est passé pour le mariage avec la Suède : on ne consentira pas à un changement de religion (1). »

L'Empereur reprit qu'*il ne pensait pas aux grandes-duchesses, qu'il n'avait pas encore pris son parti, qu'il voulait seulement savoir si l'on approuverait son divorce, si un tel acte ne blesserait pas les idées des Russes, enfin, ce qu'en pensait l'empereur Alexandre.* Il me parut qu'il espérait que cette idée pourrait sourire au cabinet de Pétersbourg, qu'elle serait peut-être un leurre agréable à la Russie et que les dispositions qu'il trouverait régleraient sa conduite.

L'Empereur, qui aurait pu mettre si facilement la conversation sur ce chapitre avec son allié, tenait, insistait pour que ce fût l'empereur Alexandre qui lui en parlât le premier. Il espérait, sans doute, qu'il mettrait assez de bonnes formes et de courtoisie dans cette ouverture pour qu'il pût, au moins, y trouver plus tard une insinuation indirecte pour sa sœur. Je ne dois pas omettre que mes observations sur la religion, sur la Suède, furent mal reçues. Elles déplurent visiblement à l'Empereur, dont un mouvement d'épaules et la physionomie m'annoncèrent qu'il n'y avait pas de comparaison entre les Tuileries et Stockholm.

M. de Talleyrand parla après moi à l'empereur Alexandre. Il ne nous fut pas difficile d'obtenir de lui de parler à l'empereur Napoléon d'une mesure dans notre intérêt particulier, et qui, devant tendre à calmer, était autant dans l'intérêt de l'Europe que dans celui de la France. Il y mit toute l'obligeance que sa bienveillance pour nous lui inspirait, mais resta, me dit-il, dans les termes généraux des réflexions qu'une sage politique et l'intérêt de l'avenir devaient faire faire à Napoléon.

3 août 1809, le duc Frédéric-Georges de Holstein-Odenbourg. Devenue veuve le 27 décembre 1812, elle épousa en secondes noces, le 24 janvier 1816, le roi Guillaume Ier de Wurtemberg.

(1) Il y avait eu un projet de mariage entre la grande-duchesse Marie, fille aînée de Paul Ier et sœur d'Alexandre, avec Gustave IV Adolphe, roi de Suède. Celui-ci avait épousé le 31 octobre 1797 la princesse Frédérique-Dorothée de Bade. La grande-duchesse Marie avait été mariée, le 3 août 1804, au grand-duc Charles-Frédéric de Saxe-Weimar.

Je dois observer qu'il avait déjà été fortement question du divorce un an auparavant à Fontainebleau, au moment de mon départ, et que la police jeta alors en avant l'idée d'un mariage avec une Française, ce qui ne convenait à personne. C'était une idée lancée par le duc d'Otrante pour sonder l'opinion et les vues de l'impératrice Joséphine, et aussi pour familiariser la France avec ce changement (1).

Au départ de l'Empereur, je pris avec l'empereur Alexandre le chemin de Weimar et de Löbikau (2) pour voir la duchesse de Courlande. C'est dans cette visite que j'arrangerai le mariage de sa fille avec M. Edmond de Périgord, grâce à l'honorable intervention de ce prince (3). Il eut la bonté de me mener dans sa voiture jusqu'à Leipzig (4), où je remontai dans la mienne et pris le chemin de Pétersbourg encore pour un an, si l'Empereur tenait la parole qu'il m'avait donnée en partant.

Je passe sur tous les événements qui suivirent l'entrevue d'Erfurt jusqu'au moment où la guerre d'Autriche, que j'avais tout fait pour éviter, éclata. Ils trouveront, comme tout ce qui les suivit, leur place ailleurs.

La paix avec l'Autriche (5) ayant changé la marche politique de l'Empereur et mis tout à fait au jour le développement de ses vues, de ses projets sur la Pologne, l'occu-

(1) Sur les intrigues de Fouché, voir Frédéric Masson, *Joséphine répudiée*, Paris, Ollendorf, 1901, in-8°, p. 30, et Louis Madelin, *Fouché*, II, 61.

(2) Château de la duchesse de Courlande en Saxe. Ils y arrivèrent le 16 octobre 1808 à 5 heures du soir et en repartirent à 11 heures. — Cf. *Souvenirs de la duchesse de Dino*, publiés par sa petite-fille la comtesse Jean de Castellane, Paris, Calmann-Lévy, s. d., in-8°, p. 226 et *Archives des Affaires étrangères*, *Corr. pol.* Russie, 147, f° 287.

(3) Alexandre-Edmond de Talleyrand-Périgord, plus tard duc de Dino et duc de Talleyrand-Périgord, neveu du prince de Bénévent, né le 2 août 1787, accompagnait Caulaincourt comme attaché à l'ambassade de France en Russie. Il épousa à Francfort-sur-le-Mein, le 22 avril 1809, Dorothée de Biren, née le 21 août 1793, fille du duc Pierre de Courlande et de sa troisième femme, la comtesse Anne-Charlotte-Dorothée de Medem. Sur ce mariage, outre les *Souvenirs de la duchesse de Dino*, voir les *Mémoires* de Talleyrand, II, p. 4.

(4) Alexandre, avant de regagner Saint-Pétersbourg, se rendit à Kœnigsberg, à Riga et à Libau.

(5) Armistice de Znaïm (12 juillet 1809) et paix de Vienne (14 octobre 1809).

pation d'Oldenbourg (1), les formes qu'on mit à cette occupation, rien ne cadrant maintenant avec les dispositions si souvent annoncées, tout se trouvait dès lors en contradiction avec le langage et la conduite que j'avais tenus et dont je ne voulais pas m'écarter : je sollicitai vivement mon rappel. Je ne pouvais aider à tromper celui qui avait été si loyal dans le moment où notre position en Espagne avait été critique, celui qui avait été si franc dans ses relations, si fidèle observateur de sa parole dans les engagements pris. Mon insistance ne pouvant obtenir mon rappel, je me fis malade (2) et je m'expliquai avec l'Empereur, directement et indirectement par mes amis, d'une manière si positive qu'il dut prendre son parti et me

(1) Par le sénatus-consulte du 13 décembre 1810, le littoral allemand avait été réuni à la France. Napoléon fit proposer au duc Pierre-Frédéric-Louis de Hostein-Euten, tuteur du grand-duc régnant d'Oldenbourg et oncle d'Alexandre, soit de rester sur place avec les restrictions qui seraient imposées à sa souveraineté par l'établissement de douanes françaises, soit de recevoir Erfurt en compensation. Le duc préféra conserver son territoire, mais Napoléon, par un décret du 22 janvier 1811, ordonna la prise de possession d'Oldenbourg, nonobstant l'article 12 du traité de Tilsit qui garantissait la paisible possession de ses États à la maison ducale. L'administration française, s'appuyant sur les termes généraux du sénatus-consulte du 13 décembre 1810, avait d'ailleurs déjà mis la main sur le duché. Alexandre répondit par une protestation écrite que Champagny refusa de recevoir.

(2) Caulaincourt à l'Empereur : « 17 janvier 1811. — Sire, mes demandes réitérées au ministre de Votre Majesté restant sans réponse, je prends la respectueuse liberté de m'adresser directement à Elle pour obtenir mon remplacement. Après un séjour de quatre années dans un climat qui a absolument détruit ma santé, j'ose me flatter, Sire, que mes services en Russie comme près de Votre Majesté ont justifié la confiance dont Elle m'a honoré et que je mérite. Donc qu'Elle jette sur moi un regard de bonté. Dans les circonstances actuelles tout autre la servira plus utilement à Saint-Pétersbourg que son Grand écuyer. Je vais encore. Je sers mon maître et suis les intérêts qui me sont confiés parce que j'ai plus de dévouement que de forces, mais je suis réellement malade depuis longtemps. Dans des circonstances ordinaires, beaucoup d'autres seraient certainement dans leur lit. Votre Majesté a voulu que je vinsse en Russie pour une année. Je l'y sers par obéissance depuis quatre. J'ose donc la supplier de m'accorder la grâce de ne pas finir ici un hiver mortel pour moi et l'honneur de me rapprocher de Son auguste personne. Je suis... » (*Archives de Caulaincourt*, liasse 2 *bis*, minute). — Voir plus haut *Préface*, p. 118.

remplacer pour éviter un éclat qui aurait fait un mauvais effet, car j'étais décidé à quitter cette ambassade à tout prix (1).

Ne partageant pas la passion du ministère, ne voulant point entrer dans les vues de l'Empereur qui cherchait des prétextes pour justifier son refroidissement et son mécontentement contre le cabinet russe, ma correspondance le mécontentait. Depuis longtemps, appliqué à éviter dans les dépêches tout ce qui pouvait donner prise ou prêter à de fausses interprétations, on ne pouvait en être satisfait. Je disais les faits avec franchise, avec impartialité. Quand il y avait lieu de le faire, *je rendais justice à la conduite du cabinet russe* ; j'annonçais même ses griefs sans m'inquiéter si ma franchise blesserait l'Empereur. Aussi les ministres des Affaires étrangères et de la Police (2) inondaient-ils la Russie d'agents particuliers pour irriter et tâcher de recueillir des matériaux pour un manifeste, mais ils ne purent rien obtenir de satisfaisant. Ils venaient d'établir une nouvelle correspondance en clair et par la poste avec le Consul général (3). On lui demandait deux dépêches par semaine sur la politique, le commerce et les *on-dit*. On m'écrivait aussi par la poste d'une manière faite pour irriter, pour taquiner.

Ces moyens n'eurent aucun succès. M. de Lesseps, consul général, homme d'honneur et de bien, ne trahit aucun de ses devoirs. Comme moi, il ne laissait rien ignorer. Notre ministère, ne pouvant trouver dans le langage de vérité

(1) Par une lettre du 28 février 1811, Napoléon informa Alexandre de ce changement par une lettre où il disait : « La mauvaise santé du duc de Vicence m'oblige à lui envoyer des lettres de recréance. » (*Correspondance*, 17395). Caulaincourt était remplacé par le général comte de Lauriston.

(2) Champagny et Savary.

(3) Le baron Jean-Baptiste-Barthélemy de Lesseps, né à Cette le 27 janvier 1766, mort à Lisbonne le 6 avril 1834, dont le père, Mathieu, avait déjà été consul général à Saint-Pétersbourg, avait fait partie, comme interprète, de l'expédition de la Pérouse. Nommé consul à Cronstadt en octobre 1788, il était passé ensuite, en 1792, au consulat de Saint-Pétersbourg dont il conserva le titre jusqu'en 1812. Nous le retrouvons intendant à Moscou pendant l'occupation française. Il fut ensuite chargé d'affaires à Lisbonne de juillet 1815 au 17 novembre 1833. (Cf. Henri Dehérain, *la Vie de Pierre Ruffin*, I, 77).

et d'impartialité qu'il tenait, ce qu'on y cherchait, et ses dépêches ne contenant pas, comme celles de la plupart de ses confrères, des détails et des nouvelles qui pussent remplir les bulletins dans le sens qu'on le désirait, il fut plus d'une fois tancé, et, à mon arrivée à Paris, je trouvai ce galant homme aussi mal noté que moi. L'Empereur venait de rayer de sa main la gratification annuelle que lui accordait la Marine pour ses achats. Il était même question de le remplacer. Jamais gratification ne fut cependant plus légitimement due et méritée, car M. de Lesseps défendait les intérêts de la Marine mieux qu'il n'eût fait pour les siens et, certes, il n'y avait pas de pots-de-vin. Ses trente années de service, sa probité, ses sentiments d'honneur bien connus, tout cela fut au moment d'être oublié. Sans fortune, quoique homme d'ordre, parce qu'il était honorable et père de huit enfants, il fut au moment de se trouver sans pain.

Le gouvernement russe ne prit point le change sur les menées des ministres et ne changea ni de marche, ni même d'attitude. L'empereur Alexandre et le comte Roumiantsof étaient impassibles au milieu de ces attaques. Ils ne changèrent même pas de langage. « C'est à la sagesse des souverains, me dit plusieurs fois l'empereur Alexandre, à ne pas faire dépendre le sort des nations qu'ils gouvernent, des intrigues et de l'ambition de quelques brouillons. On excite l'empereur Napoléon. Le temps éclaircira tout cela. S'il veut me faire la guerre, il me tirera le premier coup de canon. »

Tout ce qu'on m'écrivait de Paris, tout ce que j'apprenais ne pouvait me laisser de doute sur l'humeur que l'empereur Napoléon avait contre moi. Ne pouvant rien reprendre dans ma conduite, ni dans celle de ses affaires, il se vengea sur mes amis, et exila Mme de C... qu'il avait nommée dame du Palais sans qu'elle le demandât, à l'époque de son mariage avec l'impératrice Marie-Louise (1). Il l'avait même fort recherchée et désignée, depuis cette époque, de tous les voyages, pensant probablement que

(1) Mme de Canisy avait été nommée dame du Palais de l'impératrice Marie-Louise le 25 février 1810. Auparavant elle avait été dame du Palais de Joséphine (23 septembre 1805). Mme de Canisy avait été invitée, à la fin de 1810, par Savary, à se rendre en Normandie chez son père.

cela me serait agréable, car, alors, je lui étais utile en Russie. Cette nouvelle, que je reçus quelque temps avant de quitter Pétersbourg, acheva de me donner la mesure des dispositions politiques et de la position où j'étais. En m'annonçant cet événement, on ajoutait que je devais m'attendre à tout, que si l'Empereur ne m'exilait pas, il me ferait sûrement ressentir son mécontentement d'une autre manière. Comme on m'annonçait, en même temps, le prochain départ de M. de Lauriston, qui venait me remplacer, je trouvais qu'il y avait, pour mon compte, compensation dans ces nouvelles, mon remplacement étant ce qui me tenait le plus à cœur dans des circonstances où le fardeau politique dont j'étais chargé pesait à mes principes, autant qu'à mes opinions.

M. de Lauriston arriva, en effet, quelque temps après (1). Son voyage avait été long, parce que l'Empereur l'avait fait passer par Dantzig pour voir ses troupes et ses préparatifs, sans doute afin de donner au but de sa mission un caractère un peu hostile, ce qui fut au moins remarqué à Pétersbourg, et, par conséquent, doublement désagréable à M. de Lauriston, dont la droiture et la loyauté furent péniblement éprouvées dès son début.

Je restai quelques jours avec lui, comme j'en avais l'ordre, et me mis enfin en route (2). Fort de ma conscience d'avoir bien servi l'Empereur et de lui avoir dit la vérité, je me hâtai de me rendre à Paris où j'arrivai le 5 juin, à 9 heures du matin. Un de mes amis était venu au-devant de moi jusque près de Châlons. Ce qu'il me dit des intentions de l'Empereur, de son irritation contre moi, n'était ni agréable, ni tranquillisant. On pensait, cependant, que de grands intérêts et la situation des affaires d'Espagne qui, d'après les dernières nouvelles, n'étaient rien moins que satisfaisantes, feraient encore ajourner à l'Empereur ses projets hostiles contre la Russie et que la guerre, qu'on croyait imminente un mois avant, serait encore ajournée. On attribuait ce changement aux nouvelles sur l'Espagne, et on en inférait qu'il me traiterait même assez bien en public,

(1) M. de Lauriston arriva à Saint-Pétersbourg le 9 mai 1811.

(2) M. de Caulaincourt quitta Saint-Pétersbourg le 19 mai 1811, après avoir remis le 11 ses lettres de rappel à Alexandre.

afin d'éloigner l'idée d'une rupture avec la Russie, chose à laquelle on s'était attendu peu de temps avant et dont l'opinion publique avait été assez alarmée.

Je fis, je l'avoue, de douloureuses réflexions sur la situation d'un homme blessé dans ses plus chères affections, menacé sous le rapport de sa tranquillité, pour avoir bien et loyalement servi son souverain et défendu en homme d'honneur les intérêts de son pays.

A 11 heures, j'étais à Saint-Cloud où se trouvait l'Empereur (1). Sa Majesté me reçut sèchement, m'énuméra tout de suite avec chaleur ses prétendus griefs contre l'empereur Alexandre, sans m'adresser aucun reproche personnel. Elle me parla de l'ukase sur le commerce (2), de l'admission des neutres et des Américains, contraire, disait-elle, au système continental. Elle ajouta que l'empereur Alexandre était faux, qu'il armait pour faire la guerre à la France, que les troupes de Moldavie étaient en marche vers la Dwina. L'Empereur me répéta tous les contes, toutes les rapsodies qu'on fabriquait à Dantzig, dans le duché de Varsovie et même dans le nord de l'Allemagne pour lui plaire et dont la fausseté lui avait été si souvent démontrée soit par des renseignements pris ensuite sur les lieux, soit même par les événements.

Je répondis à tout par les faits que contenaient mes dépêches qu'il avait cependant lues, faits qui prouvaient que l'ukase était le résultat du mauvais état du change, qu'on ne voulait pas recevoir des marchandises du dehors, qui soutiraient tout le numéraire, quand on ne pouvait vendre ses denrées, et que la subite prohibition, même pour l'Allemagne, des objets que la Russie lui livrait autrefois ainsi qu'à la France, y avait bien un peu contribué. Quant à l'admission des neutres, je répétai ce que Sa Ma-

(1) Napoléon, de retour de son voyage à Cherbourg, était arrivé à Saint-Cloud la veille, 4 juin 1811, à une heure après-midi.

(2) L'ukase du 31 décembre 1810, qui prohibait l'entrée des marchandises étrangères et des soieries, était basé sur la baisse du change causée par les remises qu'on était obligé de faire à l'étranger pour payer ces marchandises depuis que la Russie ne pouvait rien exporter, ainsi que sur la nécessité d'encourager les manufactures nationales. *(Note de M. de Caulaincourt).* — Cf. grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Relations*, V, 262, Caulaincourt à Champagny, 15 janvier 1811.

jesté savait, comme moi, que la vente qu'elle faisait des licences (1) et l'admission publique, depuis dix-huit mois, dans nos ports, des bâtiments qui en étaient porteurs et qui venaient directement d'Angleterre, ayant ouvert les yeux à tout le monde, on n'avait pu les fermer au gouvernement et aux habitants d'un pays qui souffrait autant que la Russie du défaut d'exportation.

Je fis observer que le crédit public s'en était ressenti au point que le rouble, qui valait à mon arrivée 2 fr. 90, était tombé à 1 fr. 50, que les privations du commerce étaient vivement senties dans un pays qui n'a que des productions territoriales qu'il ne peut consommer et que leur volume rend d'une difficile exportation ; qu'accoutumé à la consommation des denrées coloniales, notamment du sucre, l'empereur Alexandre, l'eût-il voulu, n'aurait pu maintenir une prohibition absolue qui l'aurait porté à un prix exorbitant et qui eût favorisé la contrebande, quand chacun savait parfaitement que nous ne nous l'imposions plus depuis longtemps, puisque nos licences étaient même venues dans les ports de Russie insulter à la gêne et aux privations du commerce de ce pays. Je lui rappelai l'affaire du bâtiment le *William-Gustave* de Bordeaux (2).

(1) Le système des licences que le gouvernement vendait à des maisons de commerce fut autorisé par l'Empereur dans le courant de 1810. *(Note de M. de Caulaincourt.)* — Sur cette question des licences, voir THIERS, XII, 192 : « Désormais, tout bâtiment qui naviguerait sur l'Océan ou la Méditerranée dut, pour n'être pas saisaissable par nos corsaires, prendre une licence stipulant le lieu d'où il partait, celui où il toucherait, et la nature de sa cargaison soit au départ, soit au retour. Il lui était permis, en dissimulant sa nationalité, de se rendre même en Angleterre, malgré les décrets de Berlin et de Milan, pourvu qu'il emportât des produits nationaux et ne rapportât que certaines marchandises déterminées ». — Cf. grand-duc Nicolas MIKHAÏLOVITCH, *Relations*, V, 4, Caulaincourt à Champagny, 27 mai 1810.

(2) Le *William-Gustave*, appartenant à un armateur de Bordeaux, M. Guillot, était arrivé en Russie au début de 1810 sous pavillon neutre. Auparavant, le bâtiment s'était rendu directement de Bordeaux en Angleterre et on pouvait légitimement soupçonner sa cargaison d'appartenir à la maison Favenne, de Londres, et non à Guillot. En vertu du blocus continental, ce navire fut mis sous séquestre par les autorités russes. Cependant, sa cargaison comportait, paraît-il, quelques produits du sol français et le *William-*

Je lui représentai qu'il n'avait donné aucun des moyens annoncés, ni des secours promis, que les quinze millions qu'on devait employer en achats de munitions navales (1) et qu'il m'avait chargé d'annoncer, n'avaient pas été fournis. Je lui fis observer que la correspondance faisait foi que toutes les mesures dont il se plaignait avaient été prévues longtemps d'avance, qu'il n'avait rien fait pour les éviter ; que l'empereur Alexandre avait, dès le principe, appelé nos confiscations de tous les neutres, indistinctement, un monopole et déclaré qu'il *ne ruinerait pas ses sujets pour enrichir son fisc.* Je lui fis encore observer qu'on n'admettait pas, comme le disait Sa Majesté, les neutres en cachette puisque après en avoir confisqué plus de soixante qui avaient touché en Angleterre, le gouvernement russe avait prévu d'avance que, en conséquence du changement que nous apportions depuis quelque temps au système qu'on avait adopté de concert et qu'on suivait encore, il recevrait désormais, après un examen rigoureux, les bâtiments qui prouveraient être réellement des neutres et n'avoir pas touché en Angleterre. Je citai les nombreuses cargaisons confisquées pour avoir seulement relâché dans ce pays. Je parlai de l'effet qu'avaient produit nos journaux en annonçant l'admission dans nos ports des licences venant d'Angleterre.

Quant au caractère de l'empereur Alexandre, je lui rappelai la reconnaissance du roi Joseph, accordée dans le moment où les affaires d'Espagne allaient mal et qu'il

Gustave put présenter des licences françaises. A la suite d'instructions de Champagny, du 10 février 1810, Caulaincourt obtint la restitution du bateau en octobre 1810 : « L'empereur, dit le duc de Vicence..., m'a fait l'honneur de me dire que ce bâtiment était confiscable sous tous les rapports, que, tenant au maintien des principes adoptés contre l'Angleterre, il n'avait dû admettre aucune exception pour n'ouvrir la porte à aucun abus, que le séquestre du *William-Gustave* n'avait pas eu d'autre motif, mais que, la condamnation des autres bâtiments étant irrévocablement prononcée, il aimait à faire une exception en faveur d'un propriétaire français à cause de la licence de l'Empereur dont il était porteur ». Voir lettres de Caulaincourt à Champagny, 26 mars 1810, 23 octobre 1810, à Napoléon, 23 novembre 1810, à Champagny, 21 mars 1811.

(1) Convention du 24 janvier 1808. (MARTENS, XIV, 37.)

le savait menacé (1). Quant à la marche des troupes de Moldavie, je lui citai la proposition que l'empereur Alexandre avait faite à M. de Lauriston d'envoyer son aide de camp sur toute la ligne de Turquie, même depuis Kiew, pour s'assurer de l'emplacement de chacun des régiments qu'on disait envoyés sur les frontières du duché de Varsovie (2). Quant aux autres mouvements des troupes, je priai Sa Majesté de se faire représenter la partie de ma correspondance qui les énumérait. Je lui citai même que l'empereur Alexandre, en se plaignant à moi des mouvements des nôtres, m'avait souvent annoncé lui-même les mouvements qu'il faisait faire, en conséquence, aux siennes, en ajoutant : « Je ne fais rien en cachette. Je ne mets rien sur mes frontières, mais je me mets en mesure de ne pas être surpris en pleine paix par les mouvements des troupes françaises, à 300 lieues en avant des frontières de leurs confédérés. »

Je rappelai à l'Empereur la manière dont il avait conclu la dernière paix avec l'Autriche, en mettant peu de formes avec la Russie.

« — Je lui ai donné 300 000 âmes (3) ! C'est plus qu'elle n'avait gagné.

« — Sans doute, Sire ! mais ici les formes eussent sauvé le fond. Votre Majesté eût mieux fait de ne rien donner. »

Je lui parlai de l'effet qui en était nécessairement résulté, ainsi que du refus de ratifier la convention pour la Pologne (4), lorsqu'elle n'avait été que le résultat de l'offre

(1) La Russie avait reconnu Joseph comme roi d'Espagne dès le mois de juillet 1808.

(2) Voir lettre de Lauriston à Maret, 29 mai 1811.

(3) L'article du traité de Vienne du 14 octobre 1809 disait : « S. M. l'empereur d'Autriche cède et abandonne à S. M. l'empereur de Russie, dans la partie la plus orientale de l'ancienne Galicie, un territoire renfermant 400 000 âmes de population dans laquelle la ville de Brody ne pourra être comprise. Ce territoire sera déterminé à l'amiable entre les commissaires des deux empires ». (De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, Paris ; Amyot, 1864, in-8°, 295). — Sur le mécontentement du Tsar, causé par les concessions faites au duché de Varsovie, voir Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, II, 167.

(4) Après la paix avec l'Autriche, l'Empereur, pensant que quelques démonstrations faites en Pologne et quelques articles peu mesurés dans les journaux pouvaient avoir donné de justes inquiétudes à la

faite par lui et des ordres qu'il m'avait donnés. Je lui parlai de ses envois ostensibles d'armes et de canons au duché de Varsovie, publiquement annoncés dans nos journaux, des affaires d'Oldenbourg, de ses réunions, des changements opérés en Allemagne, de ceux annoncés, du style des correspondances ministérielles par la poste, faites pour aigrir plus que des coups de canon, de cette foule d'agents indiscrets lancés de toute part pour exciter et brouiller. Enfin je ne dissimulai pas à l'Empereur que s'il voulait la guerre, son cabinet avait tout fait pour y conduire et même annoncer hautement cette volonté, que, si l'on croyait utile de maintenir l'alliance, je ne comprenais pas à quoi ces coups d'épingle pouvaient servir.

L'Empereur fut fort aigre pour moi et me dit que j'étais dupe de l'empereur Alexandre et des Russes ; que je ne savais pas ce qui se passait ; que le maréchal Davout était mieux instruit que moi (1) ; que le général Rapp le tenait plus au courant (2), etc., etc...

Je répondis que d'autres pouvaient souffler le feu en

Russie sur ses vues à l'égard de la Pologne, fit offrir au cabinet de Pétersbourg de constater, aux yeux des Polonais, par une convention, qu'il ne pensait point au rétablissement de ce royaume. Il annonçait l'intention de faire, à cet égard, toutes les dispositions qu'on jugerait nécessaires pour éloigner même toute idée relative à ce rétablissement, et, quand la convention fut conclue, l'Empereur refusa de la ratifier. Il fit proposer une autre rédaction, qui, n'offrant comme le dit le comte de Roumiantsof, que du vague, ne pouvait remplir le but. Ce ministre ajouta encore que, dans l'intérêt de l'alliance, il était préférable de ne plus parler de cette affaire. *(Note de M. de Caulaincourt.)* — Sur cette proposition, voir VANDAL, *Napoléon et Alexandre Ier*, II, 169, 184, 221, 280. La convention avait été signée par Caulaincourt et Roumiantsof à Saint-Pétersbourg le 4 janvier 1810. L'article 1er disait : « Le royaume de Pologne ne sera jamais rétabli. » L'empereur Napoléon, avec son refus de ratifier ce texte, expédia, le 10 février, un contre-projet à Caulaincourt où cet article était remplacé par un autre débutant ainsi : « L'Empereur Napoléon s'engage à ne favoriser aucune entreprise tendant à rétablir le royaume de Pologne. »

(1) Davout, commandant en chef de l'armée d'Allemagne depuis le 1er janvier 1810, avait été nommé gouverneur général de Hambourg le 1er décembre 1810. Il avait rejoint cette ville le 9 février 1811.

(2) Rapp avait été nommé gouverneur de Dantzig le 2 juin 1807 et avait repris ce poste, après la campagne de Wagram et un séjour en France, le 10 juin 1810.

répétant les contes absurdes de quelques agents subalternes qui voulaient gagner leur argent ; que, pour moi, j'étais sûr de l'exactitude de ce que j'avais mandé et de ce que j'avais l'honneur de lui répéter ; que j'étais prêt à *me constituer prisonnier et à porter ma tête sur le billot* si M. de Lauriston et les événements ne justifiaient pas tout ce que j'avais mandé et ce que je lui disais.

Je ne sais si mon assurance fit faire à l'Empereur quelques sérieuses réflexions, mais il garda le silence au moins pendant un quart d'heure en arpentant son cabinet, sans proférer une parole. Il le rompit enfin par ces mots :

« — Vous croyez donc que la Russie ne veut pas la guerre et qu'elle resterait dans l'alliance et prendrait des mesures pour soutenir le système continental, si je la satisfaisais pour la Pologne?

« — La question, répondis-je, n'est plus en Pologne seulement ; cependant, je ne mets point en doute, Sire, qu'on se tiendrait pour très satisfait si Votre Majesté retirait de Dantzig et de la Prusse au moins la plus grande partie des forces qu'on croit n'y être réunies que contre la Russie.

« — Les Russes ont donc peur? me dit l'Empereur.

« — Non, Sire, mais, en gens raisonnables, ils préfèrent une guerre déclarée à une situation qui n'est pas un état réel de paix.

« — Ils croient donc me faire la loi?

« — Non, Sire.

« — Cependant, c'est me la dicter que d'exiger que j'évacue Dantzig pour le bon plaisir d'Alexandre.

« — L'empereur Alexandre ne désigne rien, sans doute pour qu'on ne dise pas qu'il menace. Cependant, il énumère tout ce qui s'est passé depuis Tilsit, et il trouve que les armées de Votre Majesté, à 300 lieues en avant de ses frontières et sur la frontière russe, n'y sont pas venues dans l'esprit du maintien de l'alliance. J'ai pu voir ce qui inquiétait. Je puis donc dire à Votre Majesté ce qui tranquilliserait.

« — Bientôt il faudra que je demande à Alexandre la permission de faire défiler la parade à Mayence !

« — Non, Sire, mais celle qui défile à Dantzig l'offusque.

« — Je lui ai proposé un échange pour Oldenbourg. Il l'a

rejeté avec dédain. J'ai offert un arrangement sur le duché de Varsovie : on n'en a plus voulu.

« — Votre Majesté venait de chasser de ses États le duc d'Oldenbourg, parent de l'Empereur, au moment où son fils épousait sa sœur (1). Pouvait-il se faire le préfet de Votre Majesté à Erfurt (2)? N'était-ce pas blesser toutes les convenances et placer même là une nouvelle cause de permanentes difficultés entre les deux Cours? Il ne peut avoir échappé à Votre Majesté qu'il y avait prudence et convenance à s'abstenir.

« — Les Russes sont devenus bien fiers.

« — Mon devoir, dans cette circonstance, est de plaider contre Votre Majesté. Je n'approuve ni ne blâme ; je raconte. Votre Majesté jugera ensuite si tous ces griefs, fussent-ils fondés, doivent la décider à sacrifier les avantages de l'alliance.

« — On veut me faire la guerre, vous dis-je.

« — Les ménagements qu'on met dans les explications prouvent qu'on ne veut faire ni la guerre, ni la loi à Votre Majesté, mais tout m'a aussi prouvé qu'on ne voulait pas la recevoir chez soi.

« — Les Russes veulent me forcer à évacuer Dantzig. Ils croient me mener comme leur roi de Pologne ! Je ne suis pas Louis XV ; le peuple français ne souffrirait pas cette humiliation.

Ne répondant pas, l'Empereur répéta plusieurs fois, avec chaleur, que le *peuple français ne souffrirait pas cette humiliation, qu'il n'était pas Louis XV*, puis succéda un assez long silence qu'il rompit en me disant :

« — Vous voudriez donc m'humilier?

« — Pas plus Votre Majesté que la France, répondis-je. Elle me demande le moyen de maintenir l'alliance et ses bonnes relations avec la Russie : je les lui indique.

« — Me conseillez-vous cette humiliation?

« — Oui, Sire, de vous replacer dans la position où vous étiez après Erfurt. Je ne vois pas d'humiliation à cela, si Votre Majesté veut maintenir la paix et l'alliance. Si

(1) Voir plus haut, pp. 277 et 274. — Oldenbourg, avait été effectivement réuni à la France le 18 février 1811.

(2) On se rappelle que Napoléon avait offert au régent d'Oldenbourg l'échange de ce duché contre Erfurt.

elle croit la restauration de la Pologne politique et plus dans son intérêt, comme elle est incompatible avec l'alliance de la Russie, les explications sont inutiles et mes observations aussi. Alors, il faut raisonner dans un autre système, et, dans ce cas, mon opinion lui est inutile.

« — Je vous ai déjà dit que je ne voulais pas rétablir la Pologne.

« — Alors je ne comprends pas à quoi Votre Majesté a sacrifié son alliance avec la Russie !

« — C'est la Russie qui l'a rompue parce que le système continental la gêne !

« — Cela est un autre procès. Comme partie, je ne puis prononcer, mais Votre Majesté sait bien qu'à Pétersbourg nous étions encore franchement dans le système continental et dans les pensées de Tilsit, six mois après que des bâtiments français munis de licences revenaient chargés d'Angleterre.

L'Empereur sourit et me tira l'oreille, en me disant :

« — Vous êtes donc amoureux d'Alexandre?

« — Non, Sire, mais je le suis de la paix !

« — Et moi aussi, reprit l'Empereur, mais je ne veux pas que les Russes m'ordonnent d'évacuer Dantzig.

« — Aussi n'en parlent-ils pas : « L'Empereur Napoléon, m'a dit l'empereur Alexandre, lorsque je l'ai quitté, sait tout ce qui a porté atteinte à l'alliance, tout ce qui inquiète l'Europe, tout de qui est devenu menaçant, même hostile contre son allié. Il saura mieux qu'un autre, si l'alliance lui est encore utile, tout ce qui est nécessaire pour la maintenir. L'état de choses actuel ne peut durer, car il faut que l'alliance soit utile aux deux parties et je me trouve seul en état de paix depuis que vos troupes sont sur mes frontières. Si je n'ai pas encore exigé des explications sur tout ce qui s'est passé, c'est que j'ai espéré que l'empereur Napoléon, plus éclairé sur ses véritables intérêts, reviendrait à des mesures plus conformes à l'alliance qui nous a unis. Si cette alliance ne devait pas amener l'Angleterre à la paix et, par conséquent, garantir le repos du monde, j'aurais déjà pris mon parti.

« — Ce sont des raisonnements dont vous êtes dupe parce qu'il les enveloppe de cajoleries. Moi je suis un vieux renard ; je connais les Grecs.

« — Moi, Sire, si Votre Majesté me permet une dernière réflexion...

« — Parlez, reprit vivement l'Empereur.

Comme je le voyais assez animé et que, pour le laisser se calmer, je ne me pressais pas de m'expliquer :

« — Parlez donc ! me dit l'Empereur avec impatience.

« — Pour moi, Sire, j'ose le répéter à Votre Majesté, je ne vois que deux partis à prendre : rétablir la Pologne et la proclamer afin d'avoir pour soi les Polonais, ce qui peut avoir un avantage politique, ou maintenir l'alliance avec la Russie, ce qui fera arriver la paix avec l'Angleterre et finira vos affaires d'Espagne.

« — Quel parti prendriez-vous?

« — Le maintien de l'alliance, Sire ! C'est le parti de la prudence et de la paix.

« — Vous parlez toujours de paix ! La paix n'est quelque chose que quand elle est durable et honorable. Je n'en veux pas une qui ruine mon commerce comme a fait celle d'Amiens. Pour que la paix soit possible et durable, il faut que l'Angleterre soit convaincue qu'elle ne trouvera plus d'auxiliaires sur le continent. Il faut donc que le colosse russe et ses hordes ne puissent plus menacer le Midi d'une irruption.

« — Votre Majesté penche donc pour la Pologne? Dans ce cas, il est digne d'elle et de ce grand but de tenir un autre langage. Depuis qu'elle s'y prépare, elle a eu le temps de faire ses réflexions. C'est une grande entreprise à mener de front avec les guerres d'Espagne et d'Angleterre.

« — Je ne veux pas la guerre, je ne veux pas la Pologne, reprit vivement l'Empereur, comme s'il eût craint de s'être laissé pénétrer, mais je veux que l'alliance me soit utile, et elle ne l'est plus depuis qu'on reçoit les neutres ; elle ne me l'a jamais été car les Russes ont à peine marché dans la guerre d'Autriche.

« — La grande question pour Votre Majesté était qu'ils marchassent et tirassent des coups de fusil. Ils ont fait l'un et l'autre et c'était beaucoup, puisque je leur demandais de défendre et de protéger Varsovie et les Polonais, leurs ennemis. Politiquement, ils ont beaucoup fait et la preuve, c'est que l'Autriche a fait la paix !

« — Si l'empereur Alexandre reçoit les neutres, le système continental est illusoire.

« — Votre Majesté ne peut espérer d'imposer aux Russes, comme aux Hambourgeois, les privations qu'elle ne s'impose plus. Si elle veut rentrer dans le rigoureux du système adopté, je ne doute pas que la Russie l'imite ; si elle admet des modifications pour la France, la position des Russes en exige aussi. Il faut donc en tolérer.

L'Empereur revint successivement sur tous les points qui avaient déjà été traités. Ne pouvant détruire les faits, il cherchait à les atténuer ou à les nier. D'autres étaient mis sur le compte de ma prétendue crédulité, résultat, disait-il, des cajoleries de l'empereur Alexandre. Dans un moment où je faisais un éloge assez insignifiant du caractère de ce prince, il me dit avec impatience :

« — Si les dames de Paris vous entendaient, elles raffoleraient encore plus de l'empereur Alexandre. Ce qu'on leur a raconté de ses manières, de sa galanterie à Erfurt, leur a tourné la tête. Avec cela on ferait de beaux contes aux Parisiens. »

Je ne répondis pas.

L'irritation de l'Empereur, quoique concentrée, était visible. Croyant remarquer que j'avais fait impression et pensant que c'était peut-être le seul moment où des réflexions que je croyais utiles pourraient influer sur lui, je continuai avec la même franchise.

L'Empereur reparla de la convention relative à la Pologne (1) et dit :

« — On n'a disputé que sur les mots. Je n'ai voulu changer que la rédaction. »

Je lui répondis qu'il eût mieux valu la rejeter que de proposer des changements qui avaient trop prouvé qu'après avoir voulu donner cette sécurité, on avait, dans l'intervalle d'un courrier à l'autre, changé de politique et qu'on avait d'autres projets.

« — Alexandre a fait le fier. Il n'en a plus voulu ; c'est lui qui a refusé, reprit l'Empereur. Puisqu'il juge maintenant la convention inutile, il ne croit donc plus que je veux faire la guerre pour rétablir la Pologne ?

(1) Voir plus haut p. 284.

« — Il ne sait pas, répondis-je, si c'est pour les Polonais ou pour Votre Majesté, mais il ne s'aveugle pas sur ses préparatifs.

« — Je lui fais peur?

« — Non, Sire, car, tout en rendant justice à vos talents militaires, il m'a souvent dit que son pays était grand, que votre génie pouvait vous donner beaucoup d'avantages sur ses généraux, mais que, si on ne trouvait pas l'occasion de vous combattre avec avantage, on avait de la marge pour vous céder du terrain et que vous éloigner de la France et de vos moyens serait déjà vous combattre avec succès. On sait en Russie qu'il ne faut pas frapper là où est Votre Majesté, mais, comme elle ne peut être partout, on ne cache pas le projet de ne frapper que là où Votre Majesté ne se trouvera pas. « Ce ne sera pas, dit l'empereur Alexandre, une guerre d'un jour. » Votre Majesté sera obligée de revenir en France, et, alors, tous les avantages seront du côté des Russes, puis l'hiver, le climat de fer et, plus que tout cela, le parti pris, la volonté hautement prononcée de l'empereur Alexandre de prolonger la lutte et de ne pas avoir la faiblesse, comme tant d'autres souverains, de signer la paix dans sa capitale... Ce sont les paroles, les réflexions de l'empereur Alexandre que je cite à Votre Majesté. A cet égard, il ne cache ni ses vues ni sa politique, depuis que Votre Majesté est devenue plus menaçante et que les choses paraissent poussées à bout.

« — Convenez franchement, reprit l'empereur Napoléon, que c'est Alexandre qui veut me faire la guerre.

« — Non, Sire, répondis-je encore. J'engagerais ma tête à Votre Majesté qu'il ne tirera pas le premier coup de canon, ni ne dépassera le premier ses frontières.

« — Nous sommes donc d'accord, reprit l'Empereur, car je n'irai pas le chercher et je ne veux ni la guerre, ni le rétablissement de la Pologne.

« — Alors, Sire, il faut s'expliquer, et qu'on puisse savoir le but de la réunion des armées de Votre Majesté, à Dantzig et dans le nord de la Prusse.»

L'Empereur ne répondit pas à cela. Il parla des seigneurs russes qui, si on avait la guerre, craindraient pour leurs palais et forceraient, après une bonne bataille, l'empereur Alexandre à signer la paix.

« — Votre Majesté est dans l'erreur, » répondis-je.

Je répétai alors à l'Empereur les paroles de l'empereur Alexandre qui m'avaient frappé dans des conversations particulières, après l'arrivée de M. de Lauriston, lorsque je n'avais plus de caractère politique, paroles qui n'étaient que l'expression plus positive de ce qu'il m'avait donné à entendre peu de temps avant. Elles me frappèrent tellement que je les notai en rentrant et je les rapporte avec confiance, car je ne crois pas que ma mémoire m'ait fait commettre d'erreur.

« — Si l'empereur Napoléon me fait la guerre, me dit ce prince, il est possible, même probable, qu'il nous battra si nous acceptons le combat, mais cela ne lui donnera pas la paix. Les Espagnols ont été souvent battus et ils ne sont ni vaincus, ni soumis. Cependant, ils ne sont pas aussi éloignés que nous de Paris ; ils n'ont ni notre climat, ni nos ressources. Nous ne nous compromettrons pas. Nous avons de l'espace et nous conserverons une armée bien organisée. Avec cela, de l'aveu de l'empereur Napoléon, on n'est jamais, malgré des revers, obligé de recevoir la loi. On force même son vainqueur à accepter la paix. L'Empereur Napoléon a fait lui-même cette réflexion à Tchernychev (1), à Vienne, après la bataille de Wagram. Il n'eût pas fait la paix alors si l'Autriche n'eût pas conservé une armée. Il lui faut des résultats aussi prompts que ses pensées sont rapides, car, souvent absent de chez lui, il est nécessairement pressé d'y retourner. Ses leçons sont celles d'un maître. Je ne tirerai pas le premier l'épée mais je ne la remettrai que le dernier dans le fourreau. Les Espagnols fournissent la preuve que c'est le défaut de persévérance qui a perdu tous les États auxquels votre maître a fait la guerre. La réflexion de l'empereur Napoléon à Tchernychev, dans la dernière guerre d'Autriche, prouve assez que les Autrichiens eussent obtenu

(1) Alexandre Ivanovitch Tchernychev, né en 1779, colonel dans la garde russe, était aide de camp de l'empereur Alexandre. Il avait assisté à la bataille de Wagram aux côtés de Napoléon qui l'avait décoré de la Légion d'honneur. Il fut chargé de nombreuses missions de 1809 à 1812. (Voir plus haut p. 121). Tchernychev fut ministre de la Guerre en 1828, et mourut à Castellamare, le 20 juin 1857.

de meilleures conditions s'ils eussent été plus persévérants. On ne sait pas souffrir. Si le sort des armes m'était contraire, je me retirerais plutôt au Kamtchatka que de céder des provinces et de signer dans ma capitale des traités qui ne sont que des trèves. Le Français est brave, mais de longues privations et un mauvais climat l'ennuient et le découragent. Notre climat, notre hiver feront la guerre pour nous. Les prodiges ne s'opèrent chez vous que là où est l'Empereur, et il ne peut être partout et des années loin de Paris. »

L'Empereur m'écoutait avec une grande attention, même avec étonnement. Il paraissait fort préoccupé ; il garda le silence pendant assez longtemps. Je crus avoir fait sur lui une profonde impression, car son visage, son maintien, qui avaient toujours été plus que sévères, devinrent ouverts, bienveillants. Il semblait m'encourager, autant par l'expression de sa physionomie que par ses questions. Il me parla de la société, de l'armée, de l'administration, même de l'empereur Alexandre sans l'expression d'humeur qui avait précédemment accompagné son nom. L'Empereur fut même, dans ce moment, très bienveillant pour moi et me dit quelque chose de flatteur sur la manière dont je l'avais servi. Je l'assurai qu'il se trompait sur l'empereur Alexandre et sur la Russie ; qu'il ne fallait pas juger ce pays sur ce que disaient certaines personnes et cette armée par ce qu'il avait vu à Friedland ; que, menacé depuis un an, on avait calculé toutes les chances, notamment celles de nos succès.

Après m'avoir écouté avec attention, l'Empereur m'énuméra ses forces, ses moyens. Dès que je le vis revenu sur ce chapitre, je ne doutai plus qu'il n'y eût plus rien à espérer pour la paix, car c'était cette énumération militaire qui lui montait la tête. En effet, il finit par me dire qu'une bonne bataille aurait raison des belles déterminations de mon ami Alexandre comme de ses fortifications de sable, faisant allusion aux travaux qu'on faisait à Riga et sur la Dwina.

Il me parla des affaires d'Espagne et, avec mécontentement, de ses généraux et des retards qu'elles éprouvaient. Il me dit que ces nouvelles contrariétés étaient le résultat des maladresses du roi son frère et des généraux, mais

qu'elles auraient un terme prochain. Il chercha à me persuader qu'il finirait là quand il voudrait, mais qu'alors les Anglais l'attaqueraient ailleurs et peut-être même en France. Il en tira la conclusion qu'il valait autant et peut-être mieux qu'ils fussent en Portugal. Puis il revint sur l'empereur Alexandre :

« — Il est faux et faible, me répéta-t-il.

« — Il est opiniâtre, répondis-je. Son esprit conciliant fait qu'il cède facilement sur certaines choses auxquelles il n'attache pas une grande importance, mais il se trace en même temps un cercle qu'il ne dépasse pas.

« — Il a le caractère grec ; il est faux, reprit encore l'Empereur.

« — Sans doute, répondis-je, il ne m'a pas toujours dit tout ce qu'il pensait ; mais ce qu'il m'a fait l'honneur de me dire s'est toujours vérifié, et ce qu'il m'a promis pour Votre Majesté, il l'a tenu.

« — Alexandre est ambitieux ; il a un but qu'il dissimule en voulant la guerre ; il la veut, vous dis-je, puisqu'il se refuse à tous les arrangements que je propose. Il a un motif secret : n'avez-vous pas pu le pénétrer? Je vous dis qu'il a d'autres motifs que la Pologne et Oldenbourg.

« — Ces motifs et votre armée à Dantzig suffiraient. Il peut aussi, sans doute, partager les inquiétudes que donnent à tous les cabinets les changements qu'a faits Votre Majesté depuis Tilsit et notamment depuis la paix de Vienne. Sans s'en être positivement expliqué avec moi, j'ai pu remarquer qu'ils donnaient à penser au cabinet russe, comme aux autres. »

« — Qu'importe à Alexandre? Ce n'est pas chez lui. Ne lui ai-je pas dit de prendre la Finlande, la Valachie et la Moldavie qui étaient à sa convenance? Ne lui avais-je pas proposé de partager la Turquie? Ne lui ai-je pas donné 300 millions pour la guerre d'Autriche? »

« — Oui, Sire, mais ces appâts ne l'ont sans doute pas empêché de voir que Votre Majesté a placé, depuis lors, des jalons pour d'autres changements, et qu'elle veut commencer en Pologne, ce qui est chez elle. »

« — Vous rêvez comme lui ! Encore une fois, je ne veux pas lui faire la guerre, mais il faut qu'il tienne aux engagements pris et qu'il ferme ses comptoirs aux Anglais. Quels

sont donc ces changements qui l'effrayent tant? Que font-ils à la Russie qui est au bout du monde?

« — Il ne s'est pas expliqué sur cela avec moi.

« — Je ne l'empêche pas de s'arrondir en Asie, même en Turquie, s'il le veut, dès qu'il ne touche pas à Constantinople. Il est mécontent que j'aie la Hollande (1). Cela le gêne pour les emprunts dont il a besoin.

« — La réunion des villes hanséatiques (2), l'organisation du grand-duché de Francfort qui établit que Votre Majesté gardera l'Italie (3), le Hanovre donné à la Westphalie (4), tous ces changements, faits pendant la paix et annoncés comme des mesures définitives, rendent la paix plus difficile avec l'Angleterre et l'éloignent. Ils blessent, par conséquent, les plus chers intérêts de la Russie, mais ne lui feront pas faire la guerre.

« — Faut-il donc, pour plaire à Alexandre, que je reçoive la loi des Anglais et de mon frère (5)? Roumiantsof sait que j'ai tout fait avant pour déterminer l'Angleterre à faire la paix. Labouchère a été plusieurs fois à Londres, même de la part des Hollandais (6). Faut-il que je laisse inonder le nord de l'Allemagne de marchandises anglaises?

« — Le provisoire de ces mesures eût paru politique ; le définitif et la marche des armées vers le Nord, au lieu de quelques bataillons pour appuyer les douaniers, a effrayé.

« — Vous n'y voyez pas plus loin qu'Alexandre qui a

(1) Après l'abdication du roi Louis, Napoléon avait réuni la Hollande à l'Empire français par décret du 9 juillet 1810.

(2) Sénatus-consulte du 13 décembre 1810.

(3) Le grand-duché de Francfort avait été créé en 1806 en faveur de l'électeur de Mayence, M. de Dalberg. Le 1er mars 1810, Napoléon avait nommé le prince Eugène grand-duc héréditaire de Francfort, lui assurant ainsi le grand-duché à la mort de Dalberg.

(4) En 1806, Napoléon avait donné le Hanovre à la Prusse en échange d'Anspach, Clèves et Neuchâtel. Par le traité du 14 janvier 1810, il le concéda au roi Jérôme, à l'exception de 15 000 habitants.

(5) Le roi Louis de Hollande (?)

(6) M. Labouchère, chef de la maison Hope, associé et gendre du banquier anglais Baring, s'était rendu à Londres le 6 février 1810 et avait eu plusieurs entrevues avec le marquis de Wellesley. Sur ces négociations, voir Albert Sorel, VI, 422, et *Documents historiques et réflexions sur le gouvernement de la Hollande*, par Louis Bonaparte, ex-roi de Hollande, Paris, Aillaud, 1820, 3 vol. in-8°, III, 199.

peur. Ce sont ces mesures que vous blâmez qui ôtent tout espoir aux Anglais et qui les forceront à la paix. »

Cette conversation se prolongea encore longtemps. L'Empereur sautait d'une question à l'autre et revenait à longs intervalles sur les mêmes, sans doute pour voir si je répondrais les mêmes choses. Peut-être ne fit-il jamais de plus sérieuses réflexions, si j'en juge par la préoccupation et par les longs intervalles de silence qui coupèrent cette conversation de cinq heures.

Après un de ces longs silences, il me dit :

« — C'est le mariage avec l'Autriche qui nous a brouillés. L'empereur Alexandre a été fâché que je n'épousasse pas sa sœur. »

Je dus rappeler à l'Empereur que j'avais mandé, dans le temps, que la Russie ne se souciait pas du mariage ; que l'Empereur n'avait pas pu refuser de se prêter à cette idée sans rien promettre, mais qu'il n'aurait jamais cédé sur l'article de religion ; qu'il aurait fallu attendre au moins une année, si toutefois l'Empereur était parvenu à y faire consentir sa mère (1) ; enfin qu'il n'avait jamais voulu prendre un engagement positif à cet égard et qu'on avait paru plutôt content que fâché en apprenant la conclusion inattendue du mariage avec l'Autriche (2), quoique nous n'eussions pas mis beaucoup de formes pour rompre sur les propositions que nous avions faites, lesquelles n'avaient heureusement pas encore amené un consentement qui m'aurait fort embarrassé, si je l'avais obtenu (3).

« — J'ai oublié ces détails, me répondit l'Empereur, mais il est certain qu'on a été fâché du rapprochement avec l'Autriche. »

Je lui répondis, ce qui était vrai, ce qui avait frappé tout le monde dans le temps, ce que prouvaient les conversations de l'Empereur et de M. de Roumiantsof lors des premières

(1) Par un ukase de Paul Ier, Maria Feodorowna avait reçu « le pouvoir de disposer de ses filles, de régler leur avenir et leur établissement : ce titre lui permettait de s'opposer légalement à tout projet de mariage. » (A. VANDAL, *Napoléon et Alexandre Ier*, I, 465).

(2) « Ici, on est fort content, maître et autres. » (Caulaincourt à Talleyrand, Saint-Pétersbourg, 25 février 1810.)

(3) La correspondance entre Caulaincourt et Champagny, à propos du mariage russe, a été publiée par M. Pierre BERTRAND dans le *Correspondant*, 10 juin 1890, 845.

ouvertures faites à cet égard, c'est qu'on n'avait senti à Pétersbourg, dans le premier moment, que le plaisir de voir écarter une question très délicate entre les deux cabinets et encore plus délicate pour l'empereur Alexandre vis-à-vis de sa mère et de sa famille.

L'empereur Napoléon me répéta encore qu'il ne voulait ni la guerre ni le rétablissement de la Pologne, mais qu'il fallait s'entendre sur les neutres et autres différends.

« — Si Votre Majesté le veut réellement, cela ne sera pas difficile, répondis-je encore.

« — En êtes-vous sûr? me demanda l'Empereur.

« — Certain, fut ma réponse. Mais il faut des choses proposables.

« — Mais quoi encore? » reprit l'Empereur.

Il me pressa de les lui énumérer.

« — Votre Majesté sait aussi bien que moi, et depuis longtemps, quelles sont les causes du refroidissement. Elle sait mieux que moi ce qu'elle veut faire pour y remédier.

« — Mais quoi? Que me demande-t-on?

« — Quant au commerce des deux pays, il faut des arrangements d'un avantage réciproque et la même chose pour le commerce maritime en général ; il faut tolérer l'admission des neutres, si nous voulons conserver la vente et l'admission des licences. Il faut faire au prince d'Oldenbourg un sort qui ne le mette pas, comme à Erfurt, dans votre absolue dépendance ; il faut faire un arrangement pour Dantzig, un aussi pour les affaires de la Prusse, etc., etc... »

Quand l'Empereur vit que j'entrais dans les questions politiques et qu'en les traitant, il serait obligé de se prononcer, sans doute, plus qu'il ne voulait, il me dit que M. de Lauriston était chargé de cela, que je devais avoir besoin de me reposer.

Je priai Sa Majesté de me permettre un seul mot.

« — Parlez, me dit l'Empereur.

« — La guerre et la paix sont entre vos mains, Sire. Je supplie donc Votre Majesté de réfléchir pour son propre bonheur et pour celui de la France qu'elle va choisir entre les inconvénients de l'une et les avantages bien certains de l'autre.

« — Vous parlez comme un Russe, répondit l'Empereur.

« — Plutôt comme un bon Français, comme un fidèle serviteur de Votre Majesté.

« — Je ne veux pas la guerre, je vous le répète ; mais je ne puis empêcher les Polonais de me désirer et de m'attendre. Davout et Rapp me mandent que les Lithuaniens sont enragés contre les Russes ; ils leur envoient à chaque instant des députés pour nous presser, nous décider.

« — On vous trompe, Sire ! » fut ma réponse.

J'expliquai à l'Empereur que de tous les copartageants de la Pologne, le gouvernement russe était celui qui, par sa constitution, convenait le plus aux seigneurs polonais ; que, déjà très bien traités par l'empereur Paul, l'empereur Alexandre avait encore plus fait pour eux ; que j'avais vu beaucoup de propriétaires de cette province, qu'ils regrettaient, sans doute, leur ancienne indépendance comme nation mais que, dans le doute du succès de leur restauration comme un grand État indépendant, ils se souciaient peu de se mettre de nouveau en loterie ; que l'exemple du Duché, dont la situation n'était rien moins qu'heureuse, n'avait pas disposé autant que le croyait Sa Majesté les esprits en notre faveur ; qu'il y avait, entre les grandes familles polonaises, une rivalité qui nuirait toujours autant que la légèreté naturelle des personnes à un accord d'action de leur part. J'ajoutai que l'Empereur ne pouvait se dissimuler qu'on savait trop maintenant en Europe qu'il voulait des pays, plus pour lui que pour leur intérêt propre.

« — Vous croyez cela, Monsieur? me dit l'Empereur.

« — Oui, Sire, répondis-je.

« — Vous ne me gâtez pas, reprit-il en plaisantant. Il est temps d'aller dîner, » et il se retira.

Ainsi finit cette conversation de plus de cinq heures, qui ne me laissa aucun espoir pour le maintien de la tranquillité en Europe.

Je revis, après, M. le duc de Bassano, qui m'assura, comme l'Empereur, qu'on ne voulait pas la guerre, qu'on s'alarmait à tort à Pétersbourg, que l'Empereur ne pouvait rien changer maintenant aux mesures qu'il avait cru devoir prendre.

Dès lors, je conservai peu d'espoir de voir l'Empereur revenir à d'autres idées ; néanmoins, je ne me décourageai pas. Les affaires d'Espagne, qui allaient assez mal, pouvaient amener quelques incidents qui ramèneraient à

d'autres idées politiques. Pendant deux mois, on excita moins les Polonais, on recommanda plus de réserve aux généraux et aux agents en Allemagne. Les vues de l'Empereur étaient, je crois, toujours les mêmes mais, probablement, les affaires d'Espagne et quelques réflexions sur les conséquences du parti qu'il allait prendre et sur cette grande entreprise le rendirent un peu indécis. La marche du cabinet fut en apparence moins hostile ; on voulait se réserver le moyen de rester en paix, si les événements le rendaient nécessaire ou si une bonne inspiration avait pu ramener à ce sage parti. En attendant, on complétai cependant les armements et on ne faisait rien de ce qui aurait pu réellement empêcher cette guerre.

Après cette conversation, je fus assez longtemps sans en avoir de particulière avec l'Empereur. Ma position était incertaine. Pendant quelque temps il me traita assez bien en public.

Je ne cessais de réclamer contre l'exil de Mme de C... (1). Pressé, tantôt par mes lettres, tantôt par mes demandes, l'Empereur évitait de me parler en particulier. Il me donna enfin une audience et me promit son retour, mais sans l'autoriser. Pressé de nouveau par mes instances et ayant su de Duroc que j'avais prié de dire à l'Empereur que je me retirais s'il ne me tenait pas la parole qu'il m'avait donnée, Sa Majesté me promit encore de laisser revenir Mme de C... et me dit même, avec obligeance, qu'elle reprendrait son service (2), ce qui était plus que je ne demandais. Mais il me fut facile de m'apercevoir, dès le lendemain, que l'Empereur avait mis tacitement un prix à cette marque de bonté, car, m'étant refusé à me charger de dire et répéter au prince Kourakin (3), comme de ma propre conviction, que l'Empereur ne pensait pas à rétablir la Pologne, qu'il ne le voulait pas, qu'il tenait à l'alliance et n'armait que parce que la Russie faisait marcher des troupes, la permission promise ne fut pas expédiée, quoique Sa Majesté m'eût prié

(1) Mme de Canisy.

(2) De dame du Palais auprès de Marie-Louise.

(3) Le prince Alexandre Borissovitch Kourakin (1752-1818), qui avait été vice-chancelier de Russie et avait signé la paix de Tilsit, était ambassadeur de Russie en France depuis 1808. Il conserva ce poste jusqu'en 1812.

deux fois à dîner et traité pendant huit jours comme un homme en grande faveur. Elle eut, pendant ce temps, plusieurs longues conversations avec moi à Saint-Cloud, et un jour, après le dîner, à Bagatelle (1), toujours sur la Russie.

L'Empereur me répétait toujours qu'il ne voulait pas la guerre, qu'il se souciait peu au fond des Polonais, « nation légère, disait-il, et État difficile à réédifier pour faire quelque chose d'utile. Si le souverain que je leur donnerai ne leur convient pas, tout ira mal ; il est difficile de faire un bon choix. Ma famille ne me seconde pas ; les miens ont une ambition folle, un goût ruineux de dépense et aucun talent. » Ce qui s'était dit, de part et d'autre, sur les affaires de Russie, dans l'audience que m'avait donnée l'Empereur à mon arrivée, fut à peu près répété.

L'Empereur aurait voulu que j'amenasse le prince Kourakin à croire qu'on s'était trompé, qu'on s'était piqué des deux côtés sans trop savoir pourquoi, qu'il ne pensait pas à faire la guerre à la Russie et qu'il ne voulait que le maintien du système continental dirigé contre l'Angleterre ; qu'il fallait donc aviser aux moyens de le maintenir et de s'entendre sur les différends existants. Mais, quand j'abordais le fond des questions et l'article des concessions réciproques qu'on pouvait se faire pour parvenir à ce but, l'Empereur changeait de conversation. Ne pouvant douter, après cela, qu'il était toujours dans les mêmes intentions, que ses projets ne fussent tout au plus qu'ajournés et qu'il ne voulût se servir de moi que pour rassurer et gagner du temps, j'éludai de me rendre l'intermédiaire de cette communication et je priai l'Empereur de charger M. de Lauriston de ces explications, ce qui, je pus m'en apercevoir à l'instant, lui déplut fort et mit fin d'une manière brusque à cette conversation.

Dès lors, l'Empereur ajouta aux rigueurs déjà exercées contre mes amis tous les désagréments qu'il put donner au fonctionnaire, même au détriment des droits de sa charge. Il ne laissait échapper aucune occasion de me faire

(1) Ce dîner, auquel assistait Berthier, eut lieu le 28 juillet 1811. Voir *Journal des Débats* des 30 et 31 juillet 1811, et P. MARMOTTAN, *Bagatelle, pavillon de chasse sous l'Empire et la Restauration*, dans le *Bulletin de la Commission historique de Neuilly*, 1905.

sentir son mécontentement, répondant à mes plaintes sur les choses qui tenaient aux droits de la charge, qu'il n'y avait pas fait attention. Quant à mes instances renouvelées auprès de l'Empereur, au sujet de l'exil de Mme de C..., elles restèrent sans résultat soit de vive voix, soit par lettre, soit par l'entremise de Duroc. Je revins alors avec le Grand maréchal sur le projet de me retirer.

« — C'est moins que jamais le moment. Vous perdriez vos amis et vous, me dit-il. De la patience et tout s'arrangera. L'Empereur ne boude pas longtemps. Vous l'avez mécontenté, mais il a de l'estime, même de l'attachement pour vous. Il porte un grand intérêt à Mme de C... Tout s'arrangera donc, si vous ne gâtez pas les choses par un coup de tête, qui vous mettrait dans votre tort. Vous êtes bien fou de prendre ces affaires de Russie tant à cœur ; nous n'y pouvons rien ; vous ne changerez pas les projets de l'Empereur. Pourquoi donc l'irriter? Il a ses vues, un but que nous ne connaissons pas. Soyez sûr que sa politique y voit de plus loin que nous. En définitive, comme ami, je vous engage fortement à ajourner vos projets de retraite. »

Il me prêcha longtemps sur ce chapitre, me représenta de nouveau qu'en insistant trop, je perdrais mes amis et moi sans rien obtenir. Étant cependant revenu sur cela à quelques jours de là, l'Empereur lui laissa espérer un changement définitif et prochain. Duroc, porteur de ces bonnes paroles, m'engagea de nouveau à prendre patience, me représentant que, comme militaire, je ne pouvais quitter avant la paix. Il me répéta que l'Empereur reviendrait avec le temps, qu'il était aigri, mais qu'il parlait toujours de moi avec estime.

Voyant que je ne parvenais à rien par ce moyen, je m'adressai officiellement au ministre de la Police (1). Celui-ci aborda franchement la question avec l'Empereur, en lui observant qu'on n'avait aucun motif pour maintenir cet acte de rigueur qui faisait un mauvais effet, même sous les rapports politiques, mais il n'obtint rien en ce moment.

C'est, je crois, à cette époque que l'Empereur fit appeler, un matin à Saint-Cloud, un de ses ministres. Après quelques minutes de conversation générale sur les affaires, il lui dit :

(1) Le duc de Rovigo.

« — Allons nous promener. »

Arrivé sur la terrasse, dans un lieu où on voyait venir et où personne ne pouvait entendre, il ajouta :

« — J'ai besoin de vous pour une chose dont je n'ai parlé à personne, à aucun de mes ministres et dans laquelle ils n'ont d'ailleurs que faire. Je suis décidé à une grande expédition. Il me faut des équipages et des transports considérables. J'aurai des hommes sans difficultés, mais le difficile est de préparer les transports. Il m'en faut d'immenses, puisque mon point de départ sera le Niémen et que j'agirai à de grandes distances et dans différentes directions. C'est pour cela que j'ai besoin de vous et du secret. »

Le ministre observa que cela exigerait de grandes dépenses, qu'il y mettrait tout l'ordre et toute la discrétion possible, mais qu'il ne pourrait empêcher qu'on dît qu'il faisait établir des fourgons, etc., etc...

L'Empereur, répondant vivement à sa première observation, lui dit :

« — Venez aux Tuileries la première fois que j'irai ; je vous ferai voir 400 millions en or (1). Ne vous arrêtez donc pas à la dépense, on fera face à tout ce qui sera nécessaire. »

Continuant à causer, l'Empereur lui développa sa politique, qui était la nécessité d'accabler l'Angleterre dans la seule puissance prépondérante qui restait sur le continent et pouvait encore l'inquiéter en se joignant à elle. Il parla de l'utilité d'éloigner les Russes des affaires de l'Europe et d'établir au centre un État qui fût une barrière contre les invasions du Nord, ajoutant que le moment était opportun, que, plus tard, il ne serait plus temps et qu'il fallait frapper ce dernier coup pour conquérir la paix générale et des années de repos et de prospérité pour nous et nos enfants, après tant d'années de fatigues, de gêne, mais aussi de gloire.

(1) Il y avait, en effet, à cette époque, environ 380 millions dans les caves des Tuileries *(Note de M. de Caulaincourt.)* — Le ministre dont parle ici le duc de Vicence ne peut être que Lacuée de Cessac qui, ministre de l'administration de la Guerre depuis le 3 janvier 1810, avait dans ses attributions tout le matériel (vivres, habillement, transports, hôpitaux).

CHAPITRE II

EN ATTENDANT LA CAMPAGNE DE RUSSIE

Voyage de l'Empereur en Hollande et en Belgique. — L'hiver de 1811-1812 à Paris. — Conversations avec l'Empereur : la guerre avec la Russie. — Mécontentement de Caulaincourt. — L'attitude de Napoléon. — Conversations avec l'Empereur : l'Angleterre et la paix ; encore les affaires de Russie. — M. de Talleyrand et l'ambassade de Vienne. — Départ pour Mayence. — Conversations avec Napoléon : Bassano, les Turcs. — Arrivée à Dresde. — M. de Narbonne.

Le voyage de Boulogne, des côtes et de la Hollande, qui succéda à ceux qu'avait faits l'Empereur dans plusieurs palais (1), mit, pour le moment, en nous éloignant de Paris, un terme à toutes les tracasseries que j'éprouvais, sans changer l'aigreur que me témoignait l'Empereur, quand les tours de force que devaient faire à chaque instant les services de mon département, pendant ces étonnants voyages et les courses qu'il improvisait chaque jour, ne le forçaient pas à une approbation qu'il laissait cependant parfois échapper.

L'Empereur partit pour Compiègne le 16 septembre (2), arriva à Boulogne le 19, à Ostende le 22 (3), à Breskens

(1) L'Empereur résida à Trianon du 10 au 23 juillet 1811, à Rambouillet du 6 au 13 août, à Paris du 14 au 15 août. Revenu à Saint-Cloud, il en repartit pour Trianon le 23 et gagna Compiègne le 29 août.

(2) Erreur de M. de Caulaincourt. L'Empereur était à Compiègne depuis le 29 août quand il en partit, le 29 septembre, à 3 heures et demie du matin, pour arriver à Boulogne le même jour, à 8 heures du soir.

(3) Napoléon arriva à Ostende dans la nuit du 22 au 23 septembre, à 3 heures du matin.

le 23, à bord du *Charlemagne* le 24. A 6 heures du soir, une violente tempête fit chasser tous les vaisseaux de l'escadre, et obligea de rester à bord jusqu'au 27 à 8 heures du matin. L'Empereur débarqua alors à Flessingue. Le 28, il se rendit à Middelbourg et retourna à Flessingue d'où il partit le lendemain, à 4 heures du matin, dans un canot pour visiter les vaisseaux d'avant-garde et voir Terneuzen. De là, il remonta l'Escaut jusqu'à Anvers en visitant Bath et arriva à Anvers (1) où il rejoignit l'Impératrice qui avait passé par Laeken.

L'Empereur visita successivement Willemstad, Hellevoetsluis le 4 (2), coucha dans le canot devant Hogplat, vit Dordrecht le 5, ainsi que les grands trains de bois à flotter, coucha à Gorkum et se rendit à Utrecht le 6. Les 7 et 8, il passa la revue de l'infanterie et de la cavalerie dans la Bruyère, à 3 lieues de cette ville (3), et fit une course à Amersfoort.

Le 9, à 2 heures après-midi, il fit son entrée à Amsterdam. Le 15, il se rendit au Helder, partie en voiture, partie à cheval. Le 16, il vit les nouveaux forts (4), l'escadre et le Texel.

Le 17, il visita la passe, les forts de terre et partit à midi. Il visita Alkmark et Haarlem et rentra à Amsterdam à 9 heures du soir.

Le 21, il visita Muiden et Naarden. Le 24, il se rendit à Haarlem, déjeuna à Katwijk, vit les autorités à Leyden, fut à Scheveningue et coucha à La Haye. Le 25, il vit la fonderie (5), déjeuna à Delft et arriva à 11 heures à Rotterdam. Le 27, revue à Utrecht (6) ; Sa Majesté coucha au château du Loo.

(1) L'Empereur arriva à Anvers le 30 à une heure du matin. Marie-Louise l'y rejoignit à 4 heures de l'après-midi.

(2) Octobre.

(3) Le 7, Napoléon passa en revue le corps d'armée du maréchal Oudinot et assista, le 8, à une manœuvre des troupes formant le camp d'Utrecht.

(4) Les forts Morland et Lasalle, qui commandaient l'entrée du Texel.

(5) La fonderie de canons de La Haye.

(6) Plus exactement, entre Amersdorf et Utrecht; revue du 24e chasseurs à cheval et du régiment espagnol Joseph-Napoléon.

Le 28, il fut à Zwolle par Deventer, y passa une revue (1) et coucha au Loo.

Le 29 à Nimègue, le 30 à Wesel par Grave ; le 1er novembre à Dusseldorf ; le 5 à Cologne ; le 6 à Bonn ; le 7 à Juliers et coucha à Liége ; le 8 à Givet. Les grandes eaux rompirent le pont de la Meuse qui ne fut praticable que le 9 au soir. On coucha à Mézières le 10 ; à Compiègne ; le 11 à Saint-Cloud (2).

Le voyage et ses nombreux détails m'avaient rendu nécessaire à l'Empereur. Trop juste pour ne pas faire l'éloge de mon service, il n'en était cependant pas moins aigre dans ses rapports avec moi. Revenu à Paris, tout reprit la marche accoutumée. L'Empereur, n'étant plus distrait du mécontentement qu'il avait contre son Grand écuyer et les réclamations de celui-ci pour ses amis lui rappelant qu'il pouvait l'affliger et le punir dans ce qui lui était le plus cher, il ne parut pas disposé à le mieux traiter.

Engagé dans une question d'honneur pour moi, puisqu'elle intéressait mon pays, et de délicatesse, puisque je ne voulais pas être l'agent d'une politique que je condamnais, ma position était embarrassante ; mais mon silence sur toutes ces questions dans le public me sauva.

Respectant même l'injuste rigueur d'un souverain qui ne peut céder à son sujet, je ne me permettais aucune plainte sur ce qui m'était personnel, mais je réclamai, directement près de l'Empereur ou par Duroc et le duc de Rovigo, contre l'injustice qu'il y avait à frapper mes amis qui étaient étrangers à mes opinions politiques. Mon silence avec le public et ma mesure furent remarqués par l'Empereur. D'après ce que me dit Duroc, il approuvait ma conduite, mais ne changeait pour le moment rien à la sienne.

Pendant l'hiver il y eut beaucoup de fêtes, des bals parés et masqués. Au grand bal paré (3), je fus la seule grande charge qui ne fût pas désignée pour danser à

(1) Les troupes du camp de Groningue.

(2) Le 11 l'Empereur et l'Impératrice, arrivés à 10 heures et demie à Compiègne, en repartirent dans l'après-midi pour débarquer à 6 heures du soir à Saint-Cloud.

(3) Le 6 février 1812, dans la salle de spectacle des Tuileries.

la contredanse d'étiquette de l'Impératrice et des princesses (1). Croyant me piquer, l'Empereur désigna M. le comte de Nansouty, qui n'était pas une grande charge de la Couronne (2). Je fus également exclu, ou plutôt la seule grande charge non invitée, au souper chez l'Impératrice. Je pris facilement mon parti sur les soupers qui étaient une distinction qu'on pouvait considérer comme d'intérieur. Quant à la contredanse, comme c'était un droit de la charge et que la chose se passait en public, je crus devoir réclamer. L'Empereur me fit répondre que c'était une erreur, mais je sus par Duroc, à qui il avait dicté la liste, qu'elle avait été très volontaire.

Duroc ajouta même, avec le sentiment d'intérêt et d'obligeance qui le caractérisait, qu'il m'engageait à ne point parler dans ce moment du retour de mes amis à la Cour, qu'il ne savait pas ce que j'avais fait ou dit, mais que l'Empereur était plus aigri que jamais contre moi. Il me fit observer que je me prononçais trop hautement contre les affaires de Pologne, que, quand l'Empereur me parlait d'affaires, j'avais trop l'air de le blâmer et que cela l'irritait. Il faisait, sans doute, allusion à deux conversations que l'Empereur avait eues avec moi ; l'une au château du Loo, pendant le voyage de Hollande, et l'autre, deux jours avant (3), à Paris. Je me borne à ne les indiquer que sommairement, n'ayant, à quelques phrases près que je vais rapporter, fait rouler cette conversation que sur les mêmes questions que les précédentes et à peu près dans les mêmes termes.

« — Ce voyage, me dit l'Empereur, ainsi que les mesures que je prends contre le commerce anglais, prouveront à l'empereur Alexandre que je suis ferme dans le système de l'alliance et plus occupé de la prospérité intérieure de l'Empire que des projets de guerre qu'on me prête.

(1) Pour cette contredanse, l'Impératrice eut pour cavalier le prince de Neuchâtel, Grand veneur ; la reine Hortense, le général Duroc, Grand maréchal du Palais ; la princesse d'Eckmuhl, le prince Aldobrandini, premier écuyer de l'Impératrice ; la comtesse de Croix, le comte de Nansouty.

(2) Le général Champion de Nansouty, écuyer de l'Empereur.

(3) C'est-à-dire deux jours avant cet entretien avec Duroc. La conversation du Loo dut avoir lieu soit le 27 octobre au soir, soit le 28.

« — En attendant, les troupes rassemblées ici par Votre Majesté vont au Nord, ce qui ne peut faire croire au maintien de la paix.

« — Les Polonais m'appellent, mais je ne pense pas à cette restauration et, quoi qu'elle soit politique et même dans l'intérêt de l'Europe civilisée, je n'y pense pas parce que ce serait une trop grande affaire à cause de l'Autriche.

« — Cependant, Sire, je ne comprends le sacrifice de l'alliance avec la Russie qu'à ce prix.

« — Je ne veux pas la sacrifier ; je n'occupe le Nord de l'Allemagne que pour donner de la force au système de prohibition, pour mettre réellement l'Angleterre en quarantaine avec l'Europe. Pour cela il faut que je sois fort partout. Mon frère Alexandre est entêté et voit, dans ces mesures, un projet d'attaque. Il a tort. Lauriston le lui dit sans cesse, mais les gens qui ont peur voient double, et, à Pétersbourg, on ne voit que des divisions en marche, des armées sur pied, des Polonais en armes. C'est moi qui pourrais me formaliser, car les Russes ont rapproché les divisions qu'ils ont fait venir précédemment d'Asie. »

Après avoir fait beaucoup d'observations à l'Empereur pour lui prouver qu'on ne pouvait être dupe de ses véritables projets à Pétersbourg, j'ajoutai qu'aucun intérêt politique ne pouvait justifier une guerre qui le mènerait à 800 lieues de Paris, quand il avait encore l'Espagne et tous les moyens de l'Angleterre contre lui.

« — C'est parce que l'Angleterre est en Espagne et obligée d'y rester, qu'elle ne m'inquiète pas. Vous n'entendez rien aux affaires. Vous êtes comme les Russes ; vous ne voyez que des menaces, que la guerre là où il n'y a qu'un déploiement de forces indispensable pour obliger l'Angleterre à traiter avant six mois, si Roumiantsof ne perd pas la tête. »

L'Empereur avait mis fin à ces conversations en me montrant plus que de l'impatience.

Je revins à Duroc qui m'engagea à cesser tout à fait de voir M. de Talleyrand, qui avait, depuis longtemps, me dit-il, mécontenté l'Empereur sous plus d'un rapport, et, notamment, par les réflexions qu'il s'était permises sur la guerre d'Espagne, quoiqu'il eût été l'un des premiers

à porter l'Empereur à s'emparer de ce trône. Il ajouta que nous ne connaissions pas les grands projets de l'Empereur et ses vues politiques, qu'il rapportait tout au besoin de forcer l'Angleterre à la paix pour que l'Europe pût enfin jouir d'une tranquillité durable. Ses réflexions étaient toutes dans un esprit d'obligeance et d'intérêt pour moi.

L'hiver avançait. Des négociations étaient déjà entamées avec l'Autriche pour une alliance offensive et défensive qu'on allait aussi imposer à la Prusse (1). On préludait, de toutes manières, aux arrangements et aux dispositions indispensables pour la grande expédition à laquelle l'Empereur se préparait plus qu'on ne l'avait encore fait. Nous approchions du dénouement, dont l'entrevue projetée de Dresde devait être l'introduction. En attendant, Paris et la Cour s'occupaient de réunions et de fêtes.

Un jour de grand cercle du soir à la Cour, l'Empereur rencontra près du trône le prince Kourakin (2). Il eut une longue conversation avec lui, et assez haut pour que tout ce qui suivait Sa Majesté crût devoir s'écarter. Je causais aussi, dans ce moment, avec quelqu'un (3) dans l'embrasure d'une croisée. L'Empereur était à l'opposé, à gauche du trône. Toutes les dépêches du temps ont rapporté cette conversation. L'empereur Napoléon se plaignit que l'empereur Alexandre voulût l'attaquer, qu'il ne fût plus dans l'alliance puisqu'il admettait de prétendus neutres, qu'on fît en Russie de grands mouvements de troupes. A la fin de cette conversation, qui durait depuis une demi-heure, l'Empereur dit assez haut pour que je l'entendisse d'où j'étais :

« — Quoi qu'en dise M. de Caulaincourt, l'empereur Alexandre veut m'attaquer. »

L'Empereur était si animé et parlait avec une telle chaleur, ses paroles se succédaient avec une telle rapidité, que le prince Kourakin, la bouche ouverte pour répondre, ne put de longtemps placer un mot. L'auditoire, quoiqu'un peu retiré, était tout oreilles, notamment les membres du corps diplomatique qui se trouvaient dans cette pièce.

(1) Les négociations allaient aboutir aux traités du 24 février 1821 avec la Prusse et du 14 mars 1812 avec l'Autriche.

(2) Cette scène eut lieu aux Tuileries le 15 août 1811.

(3) Bessières, duc d'Istrie.

« — M. de Caulaincourt, ajouta encore l'Empereur, est devenu Russe. Les cajoleries de l'empereur Alexandre l'ont accaparé. »

En quittant le prince Kourakin, l'Empereur fit quelques pas vers le milieu de la salle, cherchant à lire dans les yeux de l'auditoire l'impression qu'il avait faite. M'apercevant dans la croisée, car je ne lui avais sûrement pas échappé, l'Empereur vint à moi avec humeur et me dit :

« — N'est-ce pas que vous êtes devenu Russe? »

Je répondis d'un ton très ferme :

« — Je suis un très bon Français, Sire, et le temps prouvera à Votre Majesté que je lui ai dit la vérité comme un fidèle serviteur ! »

L'Empereur, qui vit que je prenais la chose au sérieux, fit alors comme s'il avait plaisanté et me dit :

« — Je sais bien que vous êtes un brave homme, mais les cajoleries de l'empereur Alexandre vous ont tourné la tête et vous êtes devenu Russe », ajouta-t-il en souriant.

Il adressa, après, la parole à d'autres personnes.

Le lendemain, n'ayant pu avoir une audience particulière de l'Empereur, je déclarai si formellement à Duroc, pour qu'il le dît à Sa Majesté, que je me retirais, et je m'expliquai en même temps d'une manière si positive avec le ministre de la Police que Mme de C... eut, dans les vingt-quatre heures, la permission de quitter son exil (1).

Je dois, à cet égard, rendre au duc de Rovigo la justice que lui doivent beaucoup d'autres personnes. Il parla franchement à l'Empereur sur cet acte de rigueur comme il le faisait sur beaucoup d'autres, sans craindre de s'attirer des choses dures et désagréables, soit pour empêcher de telles mesures, soit pour le faire revenir sur ses décisions. Il est, sans contredit, le ministre de la Police qui a le plus dit la vérité à l'Empereur.

Duroc, à qui j'avais parlé avec l'accent d'un homme qui a pris son parti, vint me voir le lendemain matin. Il me dit que l'Empereur n'avait pas eu le projet de me dire une chose désagréable, qu'il n'avait même dit au prince Kourakin ce qu'il m'avait répété ensuite que pour que

(1) Mme de Canisy, exilée depuis la fin de 1810, put donc rentrer à Paris en août 1811.

l'empereur Alexandre sût que j'étais resté son ami ; qu'il m'estimait, mais que je devais ménager davantage sa susceptibilité sous certains rapports et ne pas lui rompre en visière comme je le faisais quand il parlait d'affaires avec moi ; qu'on le ramenait plutôt par certaines concessions qu'en heurtant de front ses opinions ; que je le mécontentais, sans utilité, dans des questions qui m'étaient, de fait, étrangères ; que je me nuisais donc, ainsi qu'à mes amis, sans aucun intérêt ni avantage pour les affaires, ni pour moi ; que c'était de la folie de se sacrifier pour ces grandes questions, quand on ne pouvait y rien changer et quand on n'avait pas des armées à opposer ; que c'était se dévouer inutilement. J'entrai vainement dans quelques explications avec lui. Il plaisanta sur ce que j'appelais remplir un devoir. Il me laissa cependant assez voir qu'il pensait au fond comme moi, mais que c'était perdre son temps et se dévouer pour rien que d'espérer ramener l'Empereur à d'autres idées politiques.

A la fin de l'hiver et au printemps (1), j'eus encore deux conversations fort longues avec l'Empereur, dont une peu de temps après cette explication. Elles roulèrent sur les affaires politiques. Dans la première, il s'attacha, de nouveau, à me persuader qu'il ne pensait plus au rétablissement de la Pologne ; qu'il ne voulait point faire la guerre à la Russie ; qu'en définitive il ne voulait qu'obliger l'Angleterre à se départir de ses prétentions mal fondées et à faire la paix ; que, pour cela, il fallait que la Russie fermât réellement ses ports au commerce anglais ; que, sous le pavillon américain, elle recevait les marchandises anglaises depuis un an.

Je lui objectai qu'au moyen des licences nous les recevions aussi mais avec un double impôt sur les licences et sur la marchandise (2). L'Empereur me répondit en riant :

« — C'est possible. Je ne puis revenir sur cela à cause de mes villes maritimes. Alexandre n'a qu'à en faire

(1) 1812.

(2) En vertu du décret du 5 août 1810, les denrées coloniales provenant des cargaisons apportées par les bâtiments à licences ou neutres pouvaient circuler librement avec des certificats d'origine, en payant une taxe de 10 pour 100.

autant. J'aime mieux que ses Russes et son trésor en profitent que les prétendus neutres. »

Et il revint sur son ancienne idée, qu'en confisquant tous ces neutres, l'empereur Alexandre ferait des bénéfices immenses, etc., etc.

La finale de cette conversation fut encore de m'engager à voir le prince Kourakin et à lui parler dans ce sens. Je m'y refusai formellement et dis franchement à l'Empereur qu'il savait que je ne voyais aucun Russe et n'avais plus de relations avec eux, ne voulant rien dire ni faire soit contre mes devoirs, soit contre mon opinion et ma conscience ; que ces motifs m'ayant fait cesser toutes relations avec eux et avec tous les étrangers, je ne pouvais pas les renouer pour dire une chose que je ne croyais pas. J'ajoutai, en plaisantant, que Sa Majesté ne voudrait pas elle-même me faire jouer un tel rôle. Comme mon refus ne paraissait pas changer la bonne humeur que montrait l'Empereur, en ce moment, et qu'il paraissait disposé à causer et m'y inviter même, en me disant :

« — Vous pensez bien que je ne veux pas sacrifier de si grands intérêts au rétablissement douteux de la Pologne.

« — Sans doute, Votre Majesté ne veut pas faire la guerre à la Russie pour la Pologne seulement, répondis-je, mais bien pour ne plus avoir de concurrents en Europe et n'y voir que des vassaux. »

J'ajoutai que cela l'occupait bien plus que son système continental, qui aurait été sévèrement exécuté d'Arkhangel à Dantzig le jour où l'Empereur aurait voulu s'imposer franchement les privations et la gêne qu'il voulait exiger des autres. J'ajoutai encore que cela serait, sans doute, d'un grand effet contre l'Angleterre, mais que, ne voulant arriver là que par les sacrifices qu'il imposait aux autres et qu'il ne voulait et ne pouvait peut-être, à un certain point, partager au détriment de sa bourse, il préférait une guerre qui, suivant ses espérances, aurait pour résultat de le mettre à portée d'exiger des autres, en maître, ce qu'il avait obtenu, pendant quelque temps, par l'exemple qu'il avait donné et par la persuasion ; enfin, qu'il n'avait pas réuni tant de troupes dans le Nord, au détriment de ses affaires d'Espagne, et dépensé tant d'argent en préparatifs de toute espèce sans être bien décidé à s'en

servir, soit dans un but politique, soit pour satisfaire sa chère passion.

« — Quelle est cette passion? me dit l'Empereur en riant.

« — La guerre, Sire. »

Il me tira l'oreille en protestant faiblement que non. Il me donna alors le champ libre pour dire tout ce que je voulus. Il prit de la meilleure humeur du monde tout ce que je lui dis. Quand je rencontrais le point sensible, il me tirait encore l'oreille, me donnait une petite tape sur la nuque, notamment quand les choses lui paraissaient un peu fortes.

Je lui dis qu'il voulait, sinon la monarchie universelle, au moins une suprématie qui fût plus que le *primus inter pares* et qui le mît à même de pouvoir tout exiger des autres, sans se condamner aux mêmes privations, sans leur laisser le droit de se plaindre et même de faire des observations ; que cela pouvait paraître momentanément avantageux à la France, qu'il en résultait cependant déjà et en résulterait encore plus tard un état hostile d'opinion, de sentiment et de jalousie, qui aurait tôt ou tard de funestes résultats pour nous ; qu'une telle situation ne pouvait s'imposer aux nations dans ce siècle. L'Empereur rit beaucoup de ma philanthropie, comme il l'appelait, et du *primus inter pares*. Il était de très bonne humeur, riait de tout, ne se fâchait de rien, et cherchait faiblement à me prouver que je me trompais. Il avait l'air de me dire : « Vous avez raison, vous avez deviné juste, mais n'en parlez pas... »

L'Empereur s'attacha seulement à me prouver qu'il n'avait jamais fait que des guerres politiques et dans l'intérêt de la France, me donnant à entendre que celle projetée, mais à laquelle il assurait toujours ne pas être décidé, le serait plus que toute autre, et qu'elle était même dans l'intérêt de l'Europe, etc., etc.

Il ajouta que la France ne pouvait rester un grand État et avoir une grande prospérité commerciale et l'influence qui lui appartenait si l'Angleterre conservait toute la sienne et maintenait son usurpation des droits maritimes, comme il appelait ses prétentions.

Nous discutâmes longtemps sur ces questions et sur ce

que je soutenais que la France était déjà territorialement trop étendue, que tout ce qu'elle avait au delà du Rhin ne pouvait être qu'un sujet de guerre et d'embarras sérieux pour son fils, que son génie, son grandiose embrassaient le monde ; mais que la raison commune des humains, l'esprit ordinaire des hommes avaient, comme la géographie raisonnable des États, des limites que la sagesse, la prévoyance humaine ne devaient pas dépasser.

L'Empereur plaisanta sur ma modération ou plutôt la ridiculisa, tout en réfléchissant cependant sur ce que je lui disais. Je puis au moins le penser, car il fut souvent, pendant cette partie de la conversation, pensif, silencieux, comme un homme que la vérité frappe. Il eut même, par moments, dans le maintien, dans le ton, la voix, l'expression d'un homme qui sait gré de la franchise avec laquelle on lui parle et à laquelle les souverains sont si peu accoutumés.

L'Empereur chercha à me persuader que la paix avec l'Angleterre serait le terme de l'ambition, de la passion de la guerre qu'on lui reprochait, et qui n'était que le résultat d'une politique prévoyante, qu'il serait alors bien plus modéré qu'on ne pensait. Je convins avec lui de l'intérêt réel qu'il avait de forcer l'Angleterre à la paix, et des sacrifices que ce grand but pouvait exiger, mais avec cette différence que je croyais l'atteindre par la persévérance et le maintien de la paix continentale, que je la trouvais dans plus de modération, dans une attitude moins menaçante de notre part contre toutes les puissances, tandis que l'Empereur ne la voyait que dans la soumission absolue de toutes ces puissances aux mesures qu'il exigeait. Plus l'Empereur me trouvait difficile à persuader, plus il mettait d'art et d'insistance pour y parvenir. Aux soins, à la séduction d'esprit qu'il employait, ainsi qu'à son langage, on eût dit que j'étais une puissance qu'il aurait eu un grand intérêt à convaincre.

J'ai souvent remarqué en lui ce soin, cette persistance. Aussi, suis-je loin de m'en faire honneur. Il agissait de même envers tous ceux qu'il voulait persuader et il le voulait toujours.

J'entre dans tous ces détails parce qu'ils peignent son caractère ; voilà mon seul but. J'ajouterai même que cette

persistance tenait, je crois, à l'habitude qu'il n'avait que trop contractée, soit par l'effet de sa puissance, soit par la supériorité réelle de son génie et l'ascendant qu'il lui donnait, de communiquer sa conviction aux autres ou de la leur imposer. Il est certain que c'est aux succès qu'il était accoutumé à obtenir dans ce genre qu'il faut attribuer sa prédilection pour les entrevues avec les souverains et l'habitude où il était de traiter directement ses affaires les plus délicates et les plus importantes avec les ministres et les ambassadeurs des puissances étrangères. Il avait, quand il voulait, dans la voix, dans la physionomie, comme dans les manières, quelque chose de séduisant, de persuasif qui lui donnait autant d'avantages sur la personne avec laquelle il causait que la supériorité et la flexibilité de son esprit. Jamais homme ne fut plus séduisant quand il le voulait, et il fallait pour lui résister avoir fait, comme moi, l'épreuve de tout ce que cet art cachait d'erreurs politiques. Quoique prévenu, même en défense, il était souvent au moment de me ramener à son opinion, et je n'échappais à la séduction que parce que je restais, comme les esprits courts et opiniâtres, sur le terrain où je m'étais placé, ne répondant qu'à mon idée et pas du tout à celle de l'Empereur. Il fallait, pour ne pas être conquis par la bonhomie qu'il affectait quelquefois pour provoquer la confiance, ou pour ne pas l'être par les arguments pleins de force de l'Empereur et par ses raisonnements, sans doute souvent spécieux, mais toujours pleins d'esprit et semés de rapprochements très adroitement placés pour faire valoir son idée autant que pour masquer le but auquel il voulait atteindre, il fallait, dis-je, faire comme si on ne comprenait pas ce que disait l'Empereur et se bien répéter d'avance : « Ceci est juste, ceci est bien, ceci seulement est dans l'intérêt de la France, par conséquent dans le véritable intérêt de l'Empereur. » Il fallait se renfermer dans la question telle qu'on la voyait et ne pas sortir du cercle qu'on s'était tracé, et surtout ne pas suivre l'Empereur dans ses digressions, car il ne manquait jamais de déplacer la question quand il trouvait de l'opposition. Malheur alors à celui qui admettait quelques modifications, car l'adroit interlocuteur vous menait de concession en concession à son but, vous opposant, si

vous vous défendiez, la concession que vous aviez faite et en tirant la conséquence qu'elle impliquait nécessairement celle que vous refusiez. Jamais femme n'eut plus d'art pour faire vouloir, pour faire consentir à ce qu'elle désirait, quand il croyait avoir intérêt à persuader ou avait seulement ce désir. Ces réflexions me rappellent un mot qu'il me dit dans une semblable occasion et qui exprime, mieux que toute autre phrase, le prix qu'il mettait à réussir :

« — Quand j'ai besoin de quelqu'un, me dit-il, je n'y regarde pas de si près : je le baiserais au ... »

Une idée qu'il croyait utile une fois casée dans sa tête, l'Empereur se faisait illusion à lui-même. Il l'adoptait, la caressait, s'en imprégnait ; il la distillait, on peut dire, par tous les pores. Le moyen donc de lui en vouloir de chercher à faire illusion aux autres? S'il cherchait à vous séduire, il l'était avant vous. Jamais la raison d'un homme et son jugement n'ont été plus trompés, plus induits en erreur, plus victimes de son imagination, de sa passion que ne l'ont été la raison et le jugement de l'Empereur sur certaines questions. Il n'épargnait ni peines, ni soins, ni fatigues pour en venir à son but, et cela s'appliquait aux petites choses comme aux grandes. Il était, on peut dire, tout entier à son objet. Il réunissait toujours tous ses moyens, toutes ses facultés, toute son attention sur la chose qu'il faisait ou sur la question qu'il traitait dans le moment. Il faisait tout avec passion. De là l'immense avantage qu'il avait sur ses adversaires, car peu d'êtres sont entièrement absorbés par la pensée ou l'action unique du moment. Qu'on me pardonne ces réflexions. Je reviens à ma conversation avec l'Empereur.

La recherche qu'avait mise l'Empereur à me prouver que toutes ses guerres avaient été politiques, que son but unique était la paix avec l'Angleterre, que tout ce qu'il projetait encore était dans ce système, dans ce but, me mena à aborder de nouveau de grandes questions politiques à propos, toujours, des projets de guerre que je lui supposais pour la Pologne. Je lui dis donc que je comprenais comme lui et comme je lui avais mandé dans le temps qu'il pût avoir la pensée de son rétablissement, si c'était pour former une grande puissance intermédiaire au centre de l'Europe,

mais qu'alors la Pologne ne suffisait pas, qu'il fallait créer cette puissance sur une échelle convenable, avec une géographie, une situation, une organisation qui la rendissent respectable pour tous. J'ajoutai que je comprenais parfaitement l'utilité d'une telle puissance et que j'admettais, par conséquent, tous les moyens qui pourraient conduire à ce grand résultat, s'il n'y avait d'autres guerres sur les bras. J'ajoutai que cet arrangement européen ne pouvait, à mon sens, que convenir à l'Angleterre, à l'Autriche ; que l'empereur Alexandre, qui ne pourrait, à cause de ses provinces polonaises, donner un assentiment public à ce projet, était cependant d'un caractère à apprécier aussi les sages vues politiques d'un tel arrangement ; que, par intérêt et par honneur, il ne pourrait céder sa Pologne sans combat mais que cette guerre faite dans un autre temps, avec l'assentiment européen, se terminerait promptement, et que, si tel était son but, il ne fallait pas s'en cacher, puisque l'Europe n'y verrait et n'y trouverait que de la sécurité ; mais que, pour cela, il fallait commencer par rendre Oldenbourg à son prince, donner de l'indépendance à l'Allemagne, l'Illyrie à l'Autriche pour la Galicie (1), peut-être détacher la Saxe de la Confédération, ne plus faire de la Pologne un confédéré ou un tributaire comme le duché de Varsovie, faire une déclaration authentique et positive de ses vues, de ses principes et du but qu'on voulait atteindre, désintéresser l'Autriche en lui rendant des débouchés maritimes, enfin recréer aux États de l'Europe une géographie raisonnable et, par conséquent, une situation qui donnât l'avenir à tout le monde et prouvât bien qu'il ne voulait qu'une paix honorable avec l'Angleterre et une paix dans l'intérêt de tous. J'ajoutai qu'il fallait prendre un grand et définitif parti sur la Prusse et s'entendre avec les grandes puissances pour que l'État intermédiaire à créer eût une dynastie, qui ne fût ni française, ni russe, ni autrichienne, enfin qu'il fallait que cet État fût tout à fait indépendant par son organisation comme par sa dynastie, qu'il me semblait qu'une question de cette importance, qu'un arrangement de cette nature amènerait l'Angleterre

(1) Par le traité de Vienne de 1809, l'Autriche avait cédé une partie de la Galicie au duché de Varsovie.

à la paix, autant que le système continental, puisqu'il offrirait un avenir de repos à tous les cabinets, donnant par là l'exemple de la modération et même des sacrifices. Je lui dis que cette marche lui concilierait l'assentiment général, que cette grande politique devait se faire à découvert ; que si tel était son but, il me paraissait si grand, si noble, si fait pour immortaliser son règne, qu'il fallait le proclamer, annoncer hautement ses intentions, ne rien laisser de vague et qui pût faire douter de la bonne foi dans l'exécution. J'ajoutai que toutes les cachotteries de notre politique actuelle, tous les coups d'épingle qu'on se donnait, soi-disant pour forcer son adversaire à s'expliquer, mais bien plutôt pour le pousser à bout et le rendre agresseur, deviendraient inutiles ; que, dans cette supposition, je m'estimerais heureux d'être l'agent, le porteur des paroles d'un tel projet, que j'étais prêt à en être l'intermédiaire près du cabinet de Pétersbourg, quelque peu agréable que ces paroles pussent lui paraître.

J'ajoutai encore qu'un tel but, digne du génie de l'Empereur, me faisait seul comprendre la guerre de Pologne, sans cela chose déraisonnable, parce qu'une guerre en Russie, sans l'affranchissement proclamé d'avance de la Pologne, sans le concours loyal de l'Autriche, désintéressée d'avance de sa Galicie par la cession de l'Illyrie, sans l'assentiment secret de l'Angleterre, me paraissait une entreprise très hasardeuse, ne présentant que des inconvénients sans aucun avantage assez réel pour les compenser, que cent Russes tués au delà de l'Oder ne me paraissaient pas la compensation d'un seul Français tué sur le même terrain, etc...

L'Empereur m'écouta attentivement, me montrant parfois cependant un peu d'impatience. Je m'arrêtai souvent, espérant qu'il me répondrait, qu'abordant quelques détails de cette grande question, il entrerait en matière. Comme il ne répondait que des choses générales qu'il avait déjà dites et qu'il se bornait à ajouter d'un ton ironique à ses anciens refrains : « L'Autriche aurait du plaisir à vous entendre. En créant un royaume pour le roi de Prusse, ami d'Alexandre, je ferais trop rire les Anglais. Vous ne voyez pas que ce serait jouer leur jeu? », je répondis :

« — Je n'ai pas désigné le roi de Prusse. Le roi de Saxe ou tout autre peut gouverner cet État. Qui sait même

si, dans les arrangements à intervenir, les puissances ne consentiront pas à y laisser placer quelque prince de la Confédération ou tout autre qui convienne à Votre Majesté? »

Quoique mes réflexions parussent être peu du goût de l'Empereur, réfléchissant que j'en avais trop dit pour devoir m'arrêter et qu'il était bon que l'Empereur sût que l'on n'était pas dupe de notre politique, j'ajoutai :

« — Si Votre Majesté ne prend pas ce parti, je dois lui dire franchement que tout le monde voit, en Europe comme en France, que la guerre de Russie ou de Pologne, à laquelle vous vous préparez, n'a pas pour but d'organiser un grand État intermédiaire comme Votre Majesté voudrait le faire croire, mais que ce prétendu projet n'en est que le prétexte. »

J'ajoutai qu'au surplus il ne fallait pas faire cette guerre de Russie s'il ne voyait que des inconvénients à l'établissement de cette puissance intermédiaire sur une échelle qui la rendît réellement indépendante.

L'Empereur parut un peu piqué et me dit, comme cela arrivait quand on traitait une question qui lui déplaisait :

« — Je ne vous demande pas votre avis. »

Il ramena cependant, sans la rompre, la conversation sur les affaires de Russie. Il les reprit encore en détail, parla de chaque grief comme s'il eût voulu revenir sur ses pas avec ce cabinet et trouver les moyens de s'expliquer et de s'entendre. Je répétai alors à Sa Majesté que, pour décider l'empereur Alexandre à de nouveaux sacrifices commerciaux, pour le déterminer à attendre la satisfaction désirée pour le prince d'Oldenbourg, il me semblait qu'il faudrait s'engager d'une manière formelle à remettre, lors de la paix générale, le nord de l'Allemagne dans son ancienne situation ; pour le moment, ne point donner de licences, ne point faire ce que l'empereur Alexandre appelait le monopole du gouvernement aux dépens du sujet, si on tenait absolument à obtenir qu'il n'admît point de neutres.

Je rappelai encore que c'étaient les licences, données à nos bâtiments pour aller en Angleterre, qui avaient décidé la Russie à recevoir les neutres, que l'empereur Alexandre voulait nous voir nous imposer les mêmes privations qu'aux autres et être rassuré sur nos intentions à venir.

Comme l'Empereur paraissait désirer toujours que je visse le prince Kourakin, je lui répondis que je n'aiderais à tromper personne, et l'empereur Alexandre moins qu'un autre, par une démarche qui serait une fourberie, n'ayant plus mission pour parler d'affaires ; que tout ce qui se préparait serait un malheur pour la France, un sujet de regret et d'embarras pour l'Empereur et que je ne voulais pas avoir à me reprocher d'y avoir contribué. L'Empereur me tourna le dos, en me répondant sèchement que je n'entendais rien aux affaires, et il se retira.

Je continuai à vivre dans la retraite et à être d'une extrême réserve. Je ne voyais aucun Russe et évitais même de rencontrer le prince Kourakin. Il y avait plus d'un mois que je n'avais rencontré aucun d'eux, lorsque l'Empereur eut une nouvelle conversation avec moi, peu avant son départ. Il revint encore sur ses mêmes prétendus griefs. Cette fois, sa conversation me parut son manifeste. L'Empereur ne pouvait plus dissimuler ses projets de départ, mais il s'attacha encore à me persuader qu'il ne voulait ni rétablir la Pologne, ni la guerre en aucune manière ; qu'il espérait qu'on s'expliquerait et s'arrangerait sans en venir aux mains.

Nous discutâmes avec les mêmes arguments de part et d'autre et sur le même fond. J'ajoutai encore tout ce que je pensais sur les inconvénients, même sur les dangers d'une expédition si lointaine et qui pouvait le tenir si longtemps éloigné de la France. Je lui parlai du reproche qu'on lui ferait toujours de courir tant de hasards, de mettre en loterie de si belles et grandes destinées, quand il pouvait exercer une si grande, une si puissante influence de son cabinet des Tuileries. Je lui parlai de l'effet que produiraient en France les risques qu'allait courir une jeunesse qui n'appartenait pas, comme autrefois et comme cela était encore ailleurs, exclusivement aux dernières classes de la société. Je lui représentai les reproches qu'on lui faisait déjà, à cet égard, pour la guerre d'Espagne, le danger de s'éloigner avant qu'elle fût terminée. Je lui représentai que c'était là qu'il fallait frapper avant tout, s'il persistait à vouloir cette malheureuse guerre de Russie. Je lui parlai du pays, du climat, de l'avantage qu'on aurait à le laisser s'avancer, se consumer par des marches sans recevoir de combats.

Je lui rappelai les paroles de l'empereur Alexandre que je lui avais déjà rapportées. Je lui rappelai également les privations, le mécontentement des troupes dans sa dernière campagne en Pologne. Sa réponse à tout fut *que j'étais devenu Russe et que je n'entendais rien aux affaires.*

« — Mais, si je n'y entends rien, Sire, lui répliquai-je en plaisantant, pourquoi Votre Majesté me fait-elle l'honneur de m'en entretenir? Je ne puis rien dans tout ceci que par mon attachement pour mon pays et mon dévouement pour votre personne. De si nobles sentiments ne peuvent m'induire en erreur et la prolonger depuis si longtemps. Votre Majesté ne gâte pas assez ceux qui ne sont pas de son avis pour qu'elle puisse soupçonner qui que ce soit de s'amuser à la contrarier. Cela n'a pas assez bien réussi à mes amis et à moi pour m'encourager. Il faut donc que ce soit une chose de conscience, de conviction. Votre Majesté est entraînée par de faux rapports. Elle s'étourdit, se fait illusion sur les dangers du parti qu'elle a pris. Elle croit marcher vers un but grand et politique, et je crois qu'elle se trompe. »

L'Empereur me répondit avec chaleur que c'était l'empereur de Russie qui voulait lui faire la guerre, que M. de Lauriston le lui mandait, que toutes les troupes russes marchaient, même celles du cordon de la Turquie, que les cajoleries de l'empereur Alexandre m'avaient tenu dans un nuage, qu'il ne connaissait ses intentions hostiles que depuis qu'il avait envoyé un autre ambassadeur, qu'il lui mandait par chaque courrier que les Anglais négociaient publiquement à Pétersbourg, qu'on avait même voulu enlever les dépêches de l'aide de camp de Longuerue (1), que M. de Lauriston venait de lui expédier.

(1) Gabriel-François de Hatte, marquis de Longuerue, né au Vigan (Gard) le 17 avril 1778, décédé à Valence le 6 octobre 1852, était entré au service le 7 février 1804 comme adjoint à l'état-major au camp de Saint-Omer. Lieutenant le 2 juin 1804, il avait été aide de camp de Lauriston, du 26 octobre 1804 au 1er octobre 1805. Capitaine le 12 avril 1808, aide de camp d'Arrighi le 10 mai 1808, il avait été pris comme aide de camp par Lauriston et nommé chef d'escadrons le 26 mars 1811. Après avoir été major d'un régiment de cavalerie, il redevint aide de camp du maréchal de Lauriston le 18 juin 1823, fut promu maréchal de camp le 16 juin 1834, et retraité le 8 juin 1848. — De Saint-Pétersbourg, Lauriston l'avait envoyé porter des

L'Empereur ignorait, sans doute, que j'avais vu le jeune de Longuerue et que je savais son aventure.

Ce jeune officier, venant en courrier avec une lourde calèche qui avançait difficilement dans les sables, se prit de querelle avec un courrier russe dont le léger kibitk de poste le devançait. Le Français croit avoir, comme en France, le droit d'empêcher le Russe de le dépasser ; l'autre, fort de son droit de courrier du gouvernement et de son léger équipage, presse son postillon et dépasse facilement celui, à moitié embourbé, de M. de Longuerue, qui, se fâchant tout à fait, décharge ses pistolets sur le Russe qui ne tint pas plus compte de la mousqueterie que des menaces. A Riga, le gouverneur intervint, représenta au jeune Français l'inconvenance de sa conduite et laissa l'étourdi jeune homme continuer son voyage, par égard pour son caractère de porteur de dépêches d'un gouvernement, mais il rendit compte à sa Cour, et M. de Lauriston avait tellement improuvé la conduite du trop vif aide de camp qu'il le congédia. Voilà ce que l'Empereur me citait comme une attaque contre un de ses courriers pour lui enlever ses dépêches. Pendant la conversation avec l'Empereur, je pus remarquer qu'il était plus pensif que de coutume. Quelques-unes de mes réflexions me parurent même l'avoir frappé plus qu'il ne voulait en avoir l'air. L'arrivée de M. le duc de Bassano, qu'on annonça comme apportant des dépêches de Vienne, interrompit cette causerie que l'Empereur me paraissait vouloir prolonger. Il me congédia et reprit sans doute, avec une autre conversation, la route irrésistible de la fatalité qui l'entraînait.

A cette époque, le parti de l'Empereur était déjà pris. L'Autriche avait à peu près consenti à devenir son auxi-

dépêches à Paris le 27 mars 1812. Le 4 avril 1812, l'ambassadeur écrivait à Champagny : « L'on continue à garder le silence sur l'arrestation de MM. Spéranski et Magnitsky. Ce silence donne lieu à mille conjectures ; l'on a voulu en attribuer la cause à une influence étrangère. Les uns supposaient une complicité avec l'Angleterre, les autres avec la France et, pour prouver cette dernière assertion, on répand, dans le commerce surtout, que M. de Longuerue, mon aide de camp, que j'ai expédié trois jours avant l'arrestation de M. Spéransky, a été arrêté à Dorpat et qu'on a trouvé sur lui les plans de campagne de l'armée russe. (Lauriston à Champagny, 4 avril 1812, dans le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, *Relations*, VI, 254.)

liaire et la Prusse n'avait pu qu'être obligée de donner des verges pour se fouetter.

Quelques jours après ma dernière conversation avec l'Empereur, il avait fait partir une partie de sa Maison. Des chevaux, des équipages étaient déjà sur la route de Dresde, soi-disant pour l'entrevue avec l'empereur d'Autriche.

Il convient de reprendre les événements d'un peu plus haut, au moins ceux auxquels je pris part ou dans lesquels on me fit jouer un rôle.

Vers la fin de l'hiver (1), l'Empereur avait mieux traité M. de Talleyrand. Il eut même plusieurs conversations avec lui. Un soir, il le garda fort tard, ce qui alarma beaucoup Mme de Bassano, qui le voyait déjà le successeur de son mari (2). L'Empereur, qui sut ses inquiétudes et celles mêmes que cela causait à son ministre, lui raconta ce qu'il avait proposé quelques jours avant à M. de Talleyrand (d'aller à Varsovie pour diriger les affaires polonaises pendant son expédition, et veiller sur Vienne et l'Allemagne, mission qu'il avait acceptée). Il ajouta et me le répéta aussi plus tard que M. de Talleyrand l'aurait parfaitement servi près des Polonais, même en Courlande par la mère de sa nièce (3), si la campagne avait le succès dont il se flattait.

Le fait est que M. de Talleyrand, fort aise de rentrer aux affaires, ne parla, je crois, à personne du projet que l'Empereur lui avait confié comme un secret ; mais il se fit ouvrir un crédit de 60 000 francs à Vienne (4), n'y ayant, dit-il après, point de change direct de Paris avec Varsovie et ne voulant pas se trouver arrêté ou embarrassé au moment de son arrivée. L'Empereur, revenu de sa première colère contre lui, attribua plus tard, comme le public, cette démarche au secret désir de confier à la poste de Vienne qu'il allait rentrer aux affaires, mais, dans le premier moment, quand il sut, par la poste de Paris ou par la

(1) Mars 1812.

(2) Le duc de Bassano était alors ministre des Relations extérieures.

(3) La duchesse de Courlande, mère de la duchesse de Dino.

(4) Voir Méneval, *Napoléon et Marie-Louise*, Bruxelles, Hauman, 1843, in-12, I, p. 324, A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, III, 434, *Mémoires du duc de Rovigo*, édition Garnier, IV, 45, Lacour-Gayet, *Talleyrand*, II, 311.

police, cette démarche de M. de Talleyrand et, de plus, qu'on parlait de ce choix dans les salons, le rapprochement de ces bavardages de société avec l'avis donné à Vienne le rendit furieux contre M. de Talleyrand, auquel il attribuait cette indiscrétion.

Sans le duc de Rovigo, il était exilé, car l'ordre lui en fut donné deux fois (1).

L'Empereur me raconta alors cette prétendue indiscrétion de M. de Talleyrand, sans me trop expliquer ses projets sur lui. Il me parla de l'histoire de crédit ouvert à Vienne et de la nouvelle divulguée à Paris, comme d'une intrigue pour se donner de l'importance, et me dit qu'il allait l'exiler. Ce ne fut pas sans peine que cet orage fut conjuré. L'Empereur ajouta ensuite :

« — Talleyrand a fait une folie de quitter le ministère, car il mènerait encore les affaires, tandis que sa nullité le tue. Il regrette, au fond, de ne plus être ministre et intrigue pour gagner de l'argent. Ses entours en ont toujours besoin comme lui et sont capables de tout pour en avoir. Il voulait qu'on crût que je ne puis me passer de lui, et, cependant, mes affaires n'ont pas plus mal été depuis qu'il ne s'en mêle plus. Il a trop tôt oublié que ce sont les batailles gagnées par les Français qui ont dicté les traités qu'il a signés. Personne, en Europe, n'est la dupe de cela. L'esprit de Talleyrand me plaisait. Il a des vues, il est profond politique, bien supérieur à Maret ; mais il a un tel besoin d'intrigue et une telle canaille autour de lui que cela m'a toujours déplu. »

Je justifiai M. de Talleyrand ; je fis remarquer à l'Empereur que le désir qu'il lui prêtait de rentrer dans les affaires était la meilleure preuve qu'il n'avait pas commis l'indiscrétion qu'on lui reprochait, qu'il n'était pas homme à se vanter d'avance d'aller à Varsovie, ne fût-ce que par ménagement pour les relations de famille de sa nièce, puisqu'il connaissait trop l'Empereur pour être devenu indiscret et qu'il avait trop d'esprit pour qu'on pût le soupçonner d'avoir fait une bêtise ou une indiscrétion inutile. J'ajoutai qu'il y avait sûrement quelque intrigue que l'Empereur

(1) Dans ses Mémoires, le duc de Rovigo ne fait aucune allusion à ces ordres.

ignorait et qu'il saurait en faisant venir M. de Talleyrand.

« — Je ne veux pas le voir, me dit l'Empereur, je vais donner ordre de le chasser de Paris. Je vous défends d'aller chez lui, de lui parler de cela. »

L'Empereur me questionna alors sur le choix qu'il pouvait faire pour le remplacer. Comme je ne désignai personne, il indiqua plusieurs noms et dans le nombre celui de M. l'abbé de Pradt (1).

Il est bon de rapporter la vérité sur ce qui se passa dans cette affaire de M. de Talleyrand, car c'est elle qui le poussa à bout, peut-être avec quelque raison.

M. de Bassano, sachant par l'Empereur ses vues sur M. de Talleyrand et ne se dissimulant pas combien son esprit, sa manière de traiter les affaires plaisaient à l'Empereur, ne mit point en doute qu'il en serait chargé avant trois mois, s'il parvenait à y avoir la moindre influence. Affecté de cela, il en parla en rentrant à sa femme. Celle-ci ne perdit pas de temps et pria un ami commun de divulguer la mission de M. de Talleyrand comme tenant ces détails de son intimité (2).

La disposition d'esprit où était l'Empereur à l'égard de M. de Talleyrand rendait sa perte facile. M. de Rambuteau, chambellan de l'Empereur (3), fit circuler la nouvelle. L'Empereur, instruit par ses polices du bruit des salons, fut furieux contre le prince. La nouvelle, donnée par le secret de la poste, du crédit à Vienne, parut à l'Empereur une preuve de plus de son indiscrétion et acheva de l'irriter. M. de Bassano triompha et M. de Talleyrand, qui, on peut

(1) L'archevêque de Malines fut désigné, à Dresde, le 24 mai, comme ambassadeur à Varsovie. Ses instructions sont datées du 28 mai 1812. — « A défaut de Talleyrand, il [Napoléon] prit sa caricature. » (A. VANDAL, *Napoléon et Alexandre Ier*, III, 434.

(2) D'après la comtesse de Kielmannsegge, dont les Mémoires, il est vrai, doivent être consultés avec prudence, l'indiscrétion au sujet du projet de mission aurait été commise par Mme de Laval et M. de Narbonne (*Mémoires de la comtesse de Kielmannsegge*, publiés par Joseph Delage, Paris, Attinger, 1928, in-8°, I, 140).

(3) Le futur préfet de la Seine, Claude-Philibert Barthelot de Rambuteau (1781-1869), était chambellan de l'Empereur depuis 1809. Il avait été, en 1811, chargé d'une mission en Westphalie et fut successivement préfet du Simplon, de la Loire et de la Seine.

le dire, évita miraculeusement l'exil, fut plus en disgrâce que jamais.

On savait bien que l'Empereur ne résistait pas à ses premières impressions, que, M. de Talleyrand fût-il justifié, l'Empereur, s'étant prononcé, ne reviendrait pas de longtemps. On partait sous peu de jours. On avait donc gagné ce qu'on voulait. Non content de ce succès, on mit M. de Talleyrand en scène dans le salon de M. de Bassano. Les beaux esprits du boudoir de la belle duchesse cherchèrent à ridiculiser son prétendu amour de la paix. On mit en scène des caricatures vivantes et j'eus l'honneur d'être aussi joué dans une des plus gaies. J'étais un soi-disant automate, un mannequin, auquel *l'Enchanteur boiteux* faisait répéter à tout propos : « *La paix fait le bonheur des peuples.* »

Les habitués intimes du salon des Affaires étrangères furent régalés pendant quelques jours de ces farces, qui ne cessèrent que parce que l'opinion n'était pas pour les rieurs de ce salon et parce qu'il en revint aussi quelque chose à l'Empereur par la police. C'est cette intrigue qui fut cause que M. de Talleyrand ne garda plus de mesure ; c'est elle qui amena définitivement le choix de M. de Pradt, et, ce choix n'ayant pas été sans influence sur nos affaires, il m'a paru nécessaire d'entrer dans tous ces détails.

L'Empereur quitta Paris le 9 mai, arriva le 10 à Mayence (1) et y passa deux jours. Un soir, il me fit appeler et eut encore une longue conversation avec moi sur le même sujet que les précédentes. Là, comme à Paris, il chercha encore avec un soin particulier à me convaincre qu'il ne voulait pas la guerre, que c'était à tort qu'on s'alarmait, que tout s'arrangerait. Je répondais toujours les mêmes choses et l'Empereur écoutait, sans se fâcher, les réflexions qui pouvaient le plus lui déplaire. La puissance du pouvoir, celle de la force ne lui suffisaient pas. Il voulait aussi celle de l'opinion.

Après avoir parlé de la Russie, du concours de l'Autriche,

(1) M. de Caulaincourt se trompe d'un jour. Le 9 au soir, Napoléon et Marie-Louise couchèrent à Châlons-sur-Marne. Ils arrivèrent le 10 à Metz, en repartirent le 11 à 2 heures du matin pour arriver à Mayence le même jour à 9 heures du soir. — L'Empereur, installé à l'École d'artillerie, resta à Mayence jusqu'au 13 mai à l'aube.

« tout à fait dans son système, me dit-il, par la bêtise du cabinet russe qui avait fait le fier et refusé sa médiation, même ses bons offices sur nos différends », il me répéta, comme de coutume, « qu'il ne voulait pas la guerre, qu'on pouvait s'entendre et s'arranger si l'empereur Alexandre le voulait » (1)...

Puis il me parla des Turcs, des Suédois. Il se plaignit beaucoup de M. de Bassano. Il l'accusait d'imprévoyance. Il disait qu'il n'était pas servi, que le ministère des Relations n'allait qu'autant qu'il le poussait ; que M. de Bassano ne pensait à rien ; qu'il fallait que tout vînt de lui ; que la Suède devrait être en armes depuis trois mois pour profiter de l'occasion de reconquérir la Finlande ; que les Turcs devraient avoir 200 000 hommes sur le Danube ; qu'un autre que M. de Bassano leur aurait fait déployer l'étendard de Mahomet depuis deux mois ; que ces deux puissances n'auraient jamais une aussi belle occasion de recouvrer ce que la Russie leur avait enlevé ; que leur inaction était une grande faute politique, et que la prompte coopération de ces forces, dans ce moment, lui manquerait par la faute de M. de Bassano ; qu'il *en serait responsable à la France;* que son ministre aurait dû faire, dans cette

(1) La gigantesque entreprise de la campagne de Russie donnait déjà tellement à penser à tout le monde et surtout aux hommes qui ont de la prévoyance, que beaucoup de personnes croyaient qu'il en résulterait, sinon un grand désastre, des événements que la prévoyance ne pouvait embrasser. Ceux qui étaient dans les intrigues ou qui, n'ayant pas cessé de désirer un autre ordre de choses, nourrissaient encore les idées de restauration, crurent dès lors qu'il pourrait sortir de là des événements propres à fortifier leurs espérances. On assure que M. de Sémonville étant en mai chez M. de Capelle, alors préfet à Genève, et voyant défiler de nombreux bataillons qui se dirigeaient vers le nord de l'Allemagne, lui dit : « Tout ce qui passe là est perdu ; il n'en reviendra pas. » M. de Capelle, d'autant plus étonné qu'il était habitué à croire à la fortune de l'Empereur, révoqua cette prophétie en doute. La discussion s'engagea et M. de Sémonville établit qu'il était impossible qu'une telle entreprise n'amenât pas un désastre et des événements qui devaient tout changer. Il en conclut, dès lors, que ces circonstances devaient nécessairement amener des chances favorables aux Bourbons, que l'embarras d'un autre choix et la force des choses, autant que leur situation inoffensive pour tout le monde, devaient remettre sur le tapis. Cela m'a été assuré par quelqu'un qui m'a dit le tenir depuis 1813 de M. de Capelle. *(Note de M. de Caulaincourt.)*

occasion, la moitié de sa campagne et qu'à peine y avait-il pensé, encore parce qu'il l'avait gourmandé pour cela.

L'Empereur paraissait de fort mauvaise humeur et fort mécontent du duc. Je lui objectai qu'on n'avait pas l'habitude *d'agir sans ses ordres; qu'il ne le trouverait pas bon;* que, répétant encore dans ce moment qu'il ne voulait pas la guerre, ces cabinets avaient pu craindre, en se mettant trop en avant, de se compromettre ; que son ministre n'avait sans doute pas osé agir trop ouvertement dans la crainte de démasquer trop tôt des projets que, lui, niait encore maintenant ; enfin que le prince royal de Suède jouerait trop gros jeu à cette partie pour que son intérêt personnel ne le rendît pas très circonspect. Je représentai encore à l'Empereur que la paix de la Russie avec les Turcs ne tenait depuis longtemps qu'au cabinet de Pétersbourg ; que j'étais convaincu que la Russie l'aurait signée si elle avait voulu, et la ferait quand elle voudrait et que c'était parce qu'on n'avait pas encore de nouvelles qu'elle le fût (1), que je lui répétais, quoi qu'on eût pu lui mander, que l'empereur Alexandre ne voulait pas lui faire la guerre et qu'il était peut-être même encore dans le doute que l'empereur Napoléon fût tout à fait décidé à commencer les hostilités.

« — Cette réflexion, ajoutai-je, n'a pu échapper à Votre Majesté. Elle est une preuve irrécusable que les projets de l'empereur Alexandre sont défensifs et n'ont jamais été offensifs, car il n'aurait pas manqué de commencer par faire la paix avec les Turcs, s'il eût voulu la guerre, ne fût-ce que pour avoir ses troupes disponibles. »

L'Empereur garda pendant quelques instants le silence, comme un homme qui réfléchit et qui trouvait ma réflexion juste. Il me dit ensuite avec chaleur qu'il était sûr des Turcs, qu'ils ne feraient peut-être pas une diversion puissante, mais qu'ils ne signeraient certainement pas la paix ; qu'ils étaient bien au courant de ce qui se préparait et que, tout maladroits qu'ils pouvaient être en politique, ils n'étaient pas aveugles sur des questions d'un si grand intérêt ; que, d'ailleurs, les insinuations ne leur avaient pas manqué.

(1) La paix entre la Russie et la Turquie fut signée le 28 mai 1812 à Bucarest, sous réserve de la ratification des souverains.

« — Quant à Bernadotte, me dit-il, il est bien capable d'oublier qu'il est né Français, mais les Suédois ont de l'énergie et sont trop éclairés pour laisser échapper cette occasion de venger leurs injures depuis Pierre le Grand. »

L'Empereur revint plusieurs fois sur ce qu'il espérait des Turcs.

« — Andréossy les réveillera (1), dit-il. Son arrivée aura fait une grande sensation. »

Je lui objectai qu'il était à peine parti :

« — C'est la faute de Maret. Je ne puis tout faire. »

Il répéta ce qu'il m'avait déjà dit sur le duc de Bassano, ajoutant qu'il serait responsable à la France de tout le mal qui pourrait résulter de son imprévoyance (2).

On fut à Dresde par Bamberg pour éviter, dit-on, les

(1) Le général Antoine-François Andréossy (1761-1828), désigné depuis avril pour se rendre en Turquie comme ambassadeur.

(2) L'Empereur se plaignait à tort du retard de l'envoi de M. le comte Andréossy à Constantinople, car, voulant avant tout prolonger la sécurité du cabinet russe et ne point dévoiler ses projets, il n'avait fait expédier les derniers ordres de M. Andréossy qu'au moment de son propre départ, en lui prescrivant même de s'arrêter à Laybach où il arriva vers le 8 juin. L'Empereur croyait avoir donné l'impulsion à la Porte et lui avoir suffisamment laissé entrevoir ses intentions par l'article qui la concernait dans le traité des cent opérations avec l'Autriche. C'est le 28 mai que la paix des Russes avec les Turcs fut signée à Bucarest. Le Pruth devint la limite des deux États et la Russie acquit, par ce traité, la Bessarabie et la partie de la Moldavie à gauche du Pruth. La Russie ratifia le 23 juin et la Porte seulement le 14 juillet. Le Sultan fut furieux de ce traité quand il apprit notre marche, mais l'influence anglaise et la fidélité des Turcs pour leurs engagements décida la question dans le Divan. M. Andréossy ne reçut qu'à la fin de juin l'ordre de continuer sa route. Il se hâta et ne put arriver à Constantinople que le 25 juillet. Une chose remarquable, c'est que la paix des Turcs fut signée plus tôt que ne l'espérait le cabinet russe, parce que le prince Kutusof, chargé des négociations et du commandement en Moldavie, ayant appris son remplacement par l'amiral Tchitchagoff, qui était en route, prit sur lui de terminer pour ne pas laisser cet honneur à son successeur. Le cabinet russe, qui avait tant tardé à prendre un parti, ne resta pas oisif, dès qu'il vit la question décidée, car il conclut presque en même temps à Velikuliki, le 20 juillet, un traité offensif et défensif avec les Cortès d'Espagne. (*Note de M. de Caulaincourt.*) — Par traité des cent opérations, M. de Caulaincourt veut parler du traité du 14 mars 1812 entre la France et l'Autriche. L'article 6 de ce traité était ainsi rédigé : « Les deux hautes parties contractantes garantissent l'intégrité du territoire de la Porte ottomane en Europe. »

petits princes d'Allemagne (1). Le fait est que l'Empereur voulut éviter Weimar (2). Il répétait toujours, et les échos de la Cour avec lui, qu'on ne ferait pas la guerre. On faisait répandre le bruit d'une entrevue avec l'empereur Alexandre, bruit qu'on cherchait à accréditer par la mission de M. de Narbonne, envoyé près de ce prince (3).

On arriva à Dresde le 16. On avait couché le 13 à Wurtzbourg, le 14 à Bayreuth et le 15 à Plauen (4).

(1) Ce qui n'empêcha pas ces princes de se précipiter sur le parcours « courbés, dit A. VANDAL (*Napoléon et Alexandre Ier*, III, 402), dans une attitude d'adoration ». A Mayence, ce furent les souverains d'Anhalt et de Hesse-Darmstadt, à Wurtzbourg le roi de Wurtemberg et le grand-duc de Bade, à Bamberg les ducs Guillaume et Pie de Bavière.

(2) Le grand-duc de Weimar était le beau-frère du Tsar.

(3) M. de Narbonne était à Berlin où il était chargé de surveiller l'exécution du traité avec la Prusse quand il reçut l'ordre de se rendre à Wilna où Napoléon supposait qu'Alexandre se trouvait. Il était porteur d'une note du duc de Bassano pour Roumiantsof et d'une lettre de Napoléon pour Alexandre, écrites le 3 mai mais antidatées du 25 avril (*Correspondance*, 18669). Narbonne arriva le 18 mai à Wilna, fut reçu le jour même par Alexandre, et repartit le 19 pour être le 26 à Dresde, où il rendit compte de sa mission à Napoléon.

(4) Les *Archives de Caulaincourt*, liasse C^{bis}, dossier 1, renferment un curieux document, écrit de la main d'un secrétaire mais qui reproduit évidemment, sinon les notes du Grand écuyer, du moins celles d'un fonctionnaire de son service qui ne quittait pas Napoléon quand il sortait. Cette pièce donne l'itinéraire de l'Empereur du 9 mai 1812 au 11 octobre 1812. Nous la reproduirons, au fur et à mesure du récit de M. de Caulaincourt, en la désignant sous le titre d'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt*. On y trouvera maintes précisions jusqu'ici inconnues sur les mouvements et l'extraordinaire activité de Napoléon. En voici le début :

« Parti de Saint-Cloud à 6 heures du matin le 9 mai 1812. De Saint-Cloud à Bondy, Claye, Meaux, Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, La Ferté-sous-Jouarre, la ferme de Paris, Château-Thierry, Pavoy, Dormans, Port-à-Binson, Épernay, Jaalons, Châlons (arrivé le 9 à 6 heures du soir, couché le 10 à 4 heures du matin), 44 lieues.

« [Le 10.] De Châlons à Pont-de-Somme-Vesle, Orbeval, Sainte-Menehould, Clermont-en-Argonne, Dombasle, Verdun, Manheulles, Harville, Mars-la-Tour, Gravelotte, Metz (arrivé le 10 à 5 heures du soir, couché, parti le 11 à 2 heures du matin), 37 lieues.

« [Le 11.] De Metz à Courcelles-Chaussy, Fouligny, Saint-Avold, Forbach, Sarrebruck, Rorbach, Hombourg, Bruchmülhbach, Landsthul, Kaiserslautern, Sembach, Standenbulh, Kircheim-Boland, Alzey, Waerstadt, Niederulm, Mayence (arrivé le 11 à 9 heures du

L'Empereur et toutes les personnes qui tenaient au ministère s'appliquaient à donner à notre conduite, à nos vues, à nos démarches, une couleur de modération qui mît les apparences de notre côté et qui pût frapper l'Autriche. Dans ce but, on mettait un soin particulier à se montrer conciliant, modéré ; on cherchait aussi à endormir dans une fausse sécurité ceux qu'on voulait attaquer.

L'Empereur avait voyagé avec l'Impératrice. On avait fait travailler tout le pays pendant six semaines pour réparer la route que nous avions suivie. Le roi et la reine de Saxe étaient venus au-devant de Leurs Majestés à Plauen (1). On était entré à Dresde aux flambeaux. La cour d'Autriche y arriva deux jours après (2). N'ayant aucune part aux affaires, je ne sus pas d'une manière assez positive ce qui se passa dans cette entrevue pour en parler fort en détail.

L'Empereur mit tout en œuvre pour circonvenir M. de Metternich et notamment pour qu'il y eût de l'écho sur sa modération et sur son désir d'avoir, par M. de Narbonne, les explications que l'empereur de Russie avait refusées à l'Autriche pour tout concilier sans en venir à des hosti-

soir, couché le 11 et 12, parti le 13 à 5 heures du matin), 57 lieues et demie.

« [Le 13]. De Mayence à Haltersheim, Francfort, Hanau, Dettingen, Aschaffenburg (déjeuné à midi), Rohrbrunn, Esselbach, Rosbrun, Wurtzbourg (arrivé le 13 mai à 7 heures du soir, couché, parti le 14 à [en blanc] heure du matin), 38 lieues.

« [Le 14.] De Wurtzbourg à Desselbach, Neuss, Burgweinheim, Bamberg, Wurgau, Hoffeld, Bayreuth (arrivé le 14 à 10 heures du soir, couché, parti le 15 à 8 heures du matin), 32 lieues.

« [Le 15.] De Bayreuth à Berneck, Manelzberg, Hof, Plauen (arrivé le 15 à 4 heures du soir, couché, parti le 16 à 4 heures du matin), 18 lieues.

« [Le 16.] De Plauen à Reichenbach, Zwickau (déjeuné à 10 heures), Langwitz, Kemnitz, Oderen, Freyberg (dîné à 6 heures chez le roi de Saxe qui y attendait), Herzogenwald, Dresde (33 lieues). Arrivé le 16 à 10 heures et demie. Séjour jusqu'au 28 inclusivement. »

(1) M. de Caulaincourt comme ici une légère erreur. Le roi et la reine de Saxe attendirent en réalité Napoléon et Marie-Louise, non à Plauen, mais à Freyberg, à huit lieues de Dresde. Ils y étaient arrivés le 15 mai et le Roi ne voulait pas se coucher, ayant peur de ne pas être debout au moment de l'arrivée de l'Empereur.

(2) L'empereur et l'impératrice d'Autriche, accompagnés de M. de Metternich, arrivèrent à Dresde le 18 à une heure de l'après-midi.

lités. L'Empereur disait alors, pour la première fois et peut-être aussi pour la dernière, beaucoup de bien de M. de Metternich. Je vivais fort retiré et évitant avec un soin particulier les occasions de parler d'affaires puisque je n'aurais pu le faire dans le sens que l'Empereur désirait. Je ne voyais les Autrichiens qu'au grand cercle du soir. J'eus, comme toutes les grandes charges de la Cour, l'honneur de dîner avec Leurs Majestés. L'empereur d'Autriche faisait, à la suite du dîner, le tour du salon, causait quelques moments avec chacun. Mon tour vint, un jour que j'étais avec le duc d'Istrie dans l'embrasure d'une croisée. L'empereur François parla de l'empereur Alexandre et me dit que « ce prince avait tort de ne pas s'expliquer, qu'on éviterait par là une rupture, qu'il avait fait tout ce qu'il avait pu pour qu'on s'expliquât sur les différends qui existaient, que les Russes n'avaient pas voulu, que, d'après ce que lui avait dit l'empereur Napoléon, il était prêt à s'entendre et même disposé à concilier encore tous les différends ; que la Russie n'avait pas plus répondu à l'offre d'intervention du cabinet de Vienne qu'à la France ; que ce silence était d'un mauvais effet ; qu'on pouvait en inférer qu'à Pétersbourg on était porté à courir toutes les chances de la guerre, qu'on la voulait même ; que c'était comme cela qu'on était entraîné à la faire quand on pouvait l'éviter. » Il ajouta que « je devais bien connaître l'empereur Alexandre, qu'on le lui avait représenté comme un prince d'un caractère peu décidé et susceptible de se laisser influencer, que, dans des questions qui pouvaient avoir de si grandes conséquences, il fallait ne s'en rapporter qu'à soi et surtout ne faire la guerre qu'après avoir épuisé tous les moyens de conserver la paix. »

Je répondis que je pensais qu'on ne l'avait pas bien jugé, qu'il avait eu, sans doute à tort, pendant quelque temps, une méfiance non fondée en ses propres moyens et qui tenait à ses bonnes et consciencieuses intentions ; que cette méfiance avait pu donner le change sur son caractère et le faire croire faible ou plutôt indécis ; que j'ignorais tout ce qui s'était passé depuis que j'avais quitté Pétersbourg, mais que j'avais encore la conviction qu'il ne voulait pas la guerre, qu'il ne la ferait qu'à son corps défendant ; que je le croyais opiniâtre quand une question était décidée et

que, dès que celle-là le serait, j'étais sûr qu'il ne céderait pas ; qu'au point où l'on en était venu et Sa Majesté à Dresde avec l'empereur Napoléon, la guerre me paraissait inévitable. « C'est bien malheureux, » reprit l'empereur d'Autriche. Il me parla d'autres choses, de l'Impératrice qui aimait à monter à cheval, des chevaux, etc., et la conversation en resta là.

Était-ce une opinion de circonstance et le résultat de tout ce que disait notre cabinet ou la conséquence d'un reste d'humeur contre la campagne de 1809? C'est ce que je laisse à juger au lecteur. Pour moi, si j'en juge par ce qui me revint sur ce qui se passait et se disait, l'empereur d'Autriche et son ministre paraissaient croire fermement que la Russie aurait pu éviter la guerre par des explications qu'elle avait refusées et par un peu plus de sévérité dans ce moment envers le commerce des prétendus neutres.

La Russie mit, en effet, une certaine morgue à ne pas entrer en explications avec le cabinet de Vienne qui en eut de l'humeur. S'il y avait de la dignité dans cette conduite, il y avait aussi de la maladresse, puisque cela nous donnait gain de cause dans l'opinion ; c'était jouer notre jeu. C'est alors que M. de Roumiantsof fit remettre la note du prince Kourakin que l'empereur Napoléon trouva si impérieuse (1). M. de Roumiantsof rappelait que leurs *griefs* étaient si connus, *nos torts*, *notre mauvaise foi* si publics que c'était se moquer que de leur demander des explications, quand c'était à eux à demander satisfaction ; que celles qu'ils donneraient auraient l'air de l'embarras, de la crainte et ne serviraient à rien, si l'empereur Napoléon avait pris son parti ; que, s'il ne l'avait pas pris, leur silence aurait un caractère de dignité qui convenait à une grande puissance, si forte, dans cette circonstance, de son bon droit ; qu'il fallait laisser les récriminations à ceux qui sont faibles ou qui ont peur. On assurait que l'empereur Alexandre et notamment M. de Roumiantsof croyaient encore que tout cela était fait pour tâcher d'intimider et

(1) Le 30 avril, le prince Kourakin avait remis une déclaration, rédigée d'après une note du 8 avril que M. de Roumiantsof lui avait envoyée et qui lui était parvenue le 24 du même mois. — Cf. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, III 328, et Fain, *Manuscrit* de 1812, Paris, Delaunay, 1827, in-8°, I, 140 et suiv.

pour les obliger à souscrire à de nouvelles prétentions. Ils étaient convaincus que l'empereur Napoléon ne pouvait, au fond, être décidé à commencer cette guerre et à lui sacrifier les résultats déjà obtenus du système continental, qui, quoique fort relâché sous plusieurs rapports, frappait encore l'Angleterre dans ses plus chers intérêts. Cela expliquerait le retard de leur paix avec les Turcs et de l'admission des Anglais.

M. de Narbonne, envoyé à Wilna près de l'empereur Alexandre, arriva à Dresde. L'Empereur le chargea de voir M. de Metternich, de raconter à l'empereur d'Autriche ce qu'il voulait qu'il sût de sa mission.

L'Empereur, qui croyait que la part qu'il avait eue à son mariage avec l'archiduchesse Marie-Louise (1), sa réputation d'homme d'esprit et ses relations avec le prince de Schwarzenberg le rendaient fort agréable à la cour d'Autriche, l'avait choisi exprès pour cette mission, pensant que tout ce qu'il dirait ferait plus d'effet sur l'esprit de son beau-père.

M. de Narbonne vint me voir et me raconta ce que lui avait dit l'empereur Alexandre, ce qu'il avait remarqué et ce qu'il avait, me dit-il, loyalement raconté à l'empereur Napoléon, qui l'avait chargé d'en répéter une partie à l'empereur d'Autriche et à M. de Metternich.

Je note, en quelque sorte, les propres paroles de M. de Narbonne, car je les écrivis sur-le-champ ; cette conversation m'ayant été répétée plusieurs fois par lui, j'ai pu m'assurer de l'exactitude de mes notes.

L'empereur Alexandre l'avait bien reçu. Il avait été bien accueilli par tout le monde ; on avait une attitude convenable pour la circonstance, digne sans jactance. Il avait assisté à deux revues. Les troupes lui avaient paru belles. M. de Roumiantsof n'était pas là au moment de son arrivée.

(1) Au cours d'un séjour à Vienne, après la paix de 1809, au retour d'un voyage à Trieste où il avait été voir Mesdames de France, M. de Narbonne avait reçu des ouvertures de la part de Metternich pour le mariage de Napoléon avec Marie-Louise, bien que le divorce avec Joséphine ne fût pas encore prononcé. Rovigo (*Mémoires*, III, 204) a contesté la part ainsi prise par Narbonne au mariage mais M. Frédéric Masson (*l'Impératrice Marie-Louise*, Paris, Ollendorf, s. d., in-8°, p. 43) croit à la réalité de la démarche de Metternich. Le texte de Caulaincourt confirme l'opinion de ce dernier historien.

L'empereur Alexandre lui avait dit franchement, dès le début :

« — Je ne tirerai pas l'épée le premier. Je ne veux pas avoir, aux yeux de l'Europe, la responsabilité du sang que fera verser cette guerre. Depuis dix-huit mois, on me menace. Les troupes françaises sont à 300 lieues de chez elles et sur mes frontières. Je suis encore chez moi. On fortifie, on arme des places qui touchent presque mes frontières, on envoie des armes, on excite les Polonais, on crie, on se plaint que je reçois les neutres, de ce que j'admets les Américains, et l'Empereur vend des licences en France et reçoit les bâtiments qui s'en servent pour aller charger des cargaisons en Angleterre. L'Empereur enrichit son fisc et ruine quelques malheureux sujets. J'ai déclaré, dès le principe, que je ne voulais pas agir de même. Je ne veux pas prendre l'argent dans la poche de mes sujets pour le mettre dans la mienne. L'empereur Napoléon et ses agents répètent que je favorise les Anglais, que je ne tiens pas à l'exécution des mesures du système continental. Si cela était, aurait-on confisqué soixante à quatre-vingts vaisseaux en contravention? Croyez-vous donc que les Anglais n'aient pas frappé à ma porte de toutes les manières? J'aurais dix agents anglais pour un chez moi, si je l'avais voulu, et je n'ai encore rien voulu entendre. Trois cent mille Français sont prêts à passer mes frontières et je suis encore dans l'alliance, fidèle à tous les engagements pris. Quand je changerai, je le ferai ouvertement. Demandez à Caulaincourt ce que je lui ai dit, dès que l'empereur Napoléon a dévié de l'alliance, ce que je lui ai dit à son départ. Il est homme d'honneur, incapable d'en imposer. Tel j'étais alors, tel je suis encore aujourd'hui, quoi qu'ait fait depuis l'empereur Napoléon pour rompre toutes bonnes relations. Il vient d'appeler l'Autriche, la Prusse, toute l'Europe aux armes contre la Russie, et je suis encore dans l'alliance, tant ma raison se refuse à croire qu'il veuille en sacrifier les avantages réels aux chances de cette guerre. Je ne me fais point d'illusion. Je rends trop justice à ses talents militaires pour ne pas avoir aussi calculé toutes les chances que le sort des armes peut nous faire courir, mais, après avoir tout fait pour conserver honorablement la paix, pour maintenir un système politique qui pouvait amener la

paix générale, je ne ferai rien de contraire à l'honneur de la nation que je gouverne. La nation russe n'est pas de celles qui reculent devant le danger. Toutes les baïonnettes de l'Europe sur mes frontières ne me feront pas changer de langage. Si j'ai été patient et modéré, ce n'est point par faiblesse, mais parce que c'est le devoir d'un souverain de n'écouter aucun ressentiment, de ne voir que le repos et l'intérêt de ses peuples, quand il est question d'intérêts aussi majeurs et quand il espère éviter une lutte qui peut leur coûter tant de sacrifices. L'empereur Napoléon peut-il, de bonne foi, demander des explications, quand c'est lui qui, en pleine paix, envahit tout le nord de l'Allemagne, quand c'est lui qui a manqué aux engagements de l'alliance, aux principes de son système continental? N'est-ce pas à lui à expliquer ses motifs? J'ai fait remettre par le prince Kourakin une note franche. Mes griefs sont connus de toute l'Europe. C'est se moquer du monde que de vouloir faire croire qu'il y en a de secrets. Je suis encore prêt à m'entendre sur tout pour le maintien de la paix, mais il faut que ce soit par écrit, avec des formes qui constatent de quel côté est la bonne foi, de quel côté est la justice. »

L'empereur Alexandre lui avait encore dit qu'au moment où il lui parlait, il n'avait encore aucun engagement contraire à l'alliance, qu'il était fort de son bon droit, de la justice de sa cause, qu'il se défendrait si on l'attaquait. Il finit par lui montrer une carte de Russie, en lui indiquant l'extrémité du pays et lui disant :

« — Si l'Empereur Napoléon est décidé à la guerre et que la fortune ne sourie pas à notre juste cause, il ira jusqu'au bout pour chercher la paix. »

Puis il lui répéta encore qu'il ne tirerait pas le premier coup de canon, mais qu'aussi il serait le dernier à remettre l'épée dans le fourreau.

M. de Narbonne me dit encore que l'empereur Alexandre lui avait toujours parlé dans ce sens, sans affectation, sans humeur, et même de l'empereur Napoléon personnellement sans amertume pendant son séjour à Wilna, qu'il lui avait parlé de moi avec une grande estime et de la bienveillance. Il me parut fort content de tout ce que lui avait dit ce prince et persuadé de la vérité de tout ce qu'il avait avancé.

Il ajouta que l'empereur Napoléon avait paru frappé du compte qu'il lui avait rendu, quoiqu'il se fût toujours récrié sur la soi-disant fausseté de l'empereur Alexandre et qu'il fût toujours revenu sur le chapitre des griefs qu'il avait contre lui.

Le roi de Prusse et le Prince royal, que l'Empereur avait désiré voir à Dresde pour cimenter aux yeux du public une espèce de réconciliation qui lui garantît d'ailleurs une bonne et franche coopération du corps prussien, arrivèrent à Dresde (1). Quelques personnes croyaient que l'Empereur, qui n'aimait pas le Roi, qui disait toujours en parlant de lui : « C'est un sergent instructeur, une bête », ne le traiterait pas bien ; mais l'Empereur réglait sa bienveillance sur son intérêt et en avait un réel dans ce moment à lui persuader qu'il l'admettait franchement dans le système politique de la France et qu'il n'avait plus d'arrière-pensée contre lui. Le Roi et le Prince royal partirent fort contents de l'accueil qu'ils avaient reçu.

(1) Frédéric-Guillaume III arriva à Dresde le 26 mai à 11 heures du matin. Son fils, le Prince royal (Frédéric-Guillaume IV), y arriva le lendemain.

CHAPITRE III

VERS MOSCOU

Départ de Dresde. — Dantzig. — Le roi de Naples. — Le passage du Niémen. — Conversations avec l'Empereur : ses idées sur la nouvelle campagne. — Kowno. — Wilna. — M. de Balachof. — Scène violente avec l'Empereur. — Witepsk. — L'humeur de l'Empereur. — Smolensk. — Valoutina. — La Moskowa. — Arrivée devant Moscou.

L'Empereur quitta Dresde le 29 mai ; l'Impératrice fut à Prague passer quelque temps avec la Cour d'Autriche. L'empereur Napoléon ne s'arrêta qu'une nuit à Glogau. Il resta jusqu'au 1er juin à Posen, du 2 au 6 à Thorn, du 7 au 10 à Dantzig, le 11 à Marienbourg, du 12 au 16 à Kœnigsberg, le 17 à Insterburg, du 18 au 21 à Gumbinnen, le 21 à Wilkowischki, le 22 à Naugaraidski, le 23 sous la tente au bord du Niémen (1).

(1) Suite de l'*Itinéraire des archives de Caulaincourt :* « Parti [de Dresde] le 29 mai à 4 heures du matin. De Dresde à Weissig, Schiniedfeld, Sacchsreutel, Bautzen, Wurschen, Rotcherscham, Reichenbach (déjeuné à 11 heures), Gorlitz, Horchkirch, Waldau, Bunzlau, Haynau (dîné à 8 heures), Polchwitz, Glogau (arrivé le 30 à 2 heures et demie du matin, parti à 8 heures et demie, Sa Majesté n'a pas sorti), 58 lieues.

« [Le 30 mai.] De Glogau à Fraustadt, Smygel, Kostyn, Krzosno, Posen (arrivé le 30 à 8 heures et demie du soir, séjour le 31 mai et 1er juin, parti le 2 à 3 heures et demie du matin), 28 lieues.

« [Le 2 juin.] De Posen à Iazninica, Pudewitz, Laboura, Gnesen (déjeuné à 9 heures et demie du matin), Tezemesno, Kwiezyseno, Markowitz, Iunowraclow, Guiwhovo, Thorn (arrivé le 2 à 6 heures du soir), 41 lieues. — Séjour les 3 et 4. Le 5 passé la revue de la Garde (infanterie), partie de l'artillerie et de quelques escadrons de cavalerie. Le 6, parti à 3 heures après-midi à cheval, les voitures ont rejoint à une demi-lieue de la ville.

« [Le 6 juin.] De Thorn à Pensau, Fordon (arrivé le 6 à 7 heures,

Je reviens au séjour de l'Empereur à Dantzig parce que c'était le grand dépôt de l'armée, le point où tout s'était organisé et préparé depuis deux ans, celui auquel l'Empereur donna le plus d'attention puisque cette place de sécurité devait fournir à tous les besoins. Le roi de Naples, qui n'avait pas eu la permission de revenir à Dresde, soi-disant par ménagement pour l'empereur d'Au-

dîné de l'autre côté de la Vistule). De Fordon à Obersterlitz, Topolno, Schwetz, Buschyn, Neubourg, Marienwerder (arrivé le 7 à 6 heures et demie du matin à la tête de pont de Marienwerder, sur la rive droite de la Vistule, cassé le timon de la voiture de l'Empereur (retard d'une demi-heure), 38 lieues.

[Le 7.] De Marienwerder à Stumdorf, Marienbourg (arrivé le 7 à 11 heures du matin, déjeuné, monté à cheval, fait le tour intérieur et extérieur des ouvrages), 10 lieues. — De Marienbourg à Dirschau, Rosemberg, Dantzig (15 lieues). Arrivé à 8 heures et demie du soir sans réception civile ni militaire, le 7.

« Le 8, à 3 heures du matin, monté le [en blanc] fait le tour intérieur de la place de Hagensberg, du Bischofsberg, vu le fort d'Edun, la manutention, passé la revue de cinq bataillons, du 25e et de tous les dépôts de la garnison, français et étrangers. Rentré à 7 heures et demie du soir.

« Le 9, monté le [en blanc] à 5 heures et demie du matin. Vu tous les ouvrages de Hulm, Wechselmund et tous les ouvrages avancés. L'Empereur a été en rade en canot et revenu à cheval à deux heures.

« Le 10, Sa Majesté n'a pas sorti. Parti le 11 à 6 heures du soir.

« De Dantzig à Rosemberg, Dirschau, Marienbourg (arrivé le 11 à 11 heures du soir, couché, parti le 12 à 8 heures et demie du matin), 15 lieues.

« Le [12 juin.] De Marienbourg à Zommercau, Elbing, Trunst, Frauenberg, Drauenberg, Hoppenbruck, Brandebourg, Kœnigsberg, (38 lieues). Arrivé le 12 à 8 heures du soir à la maison de campagne qu'occupait la reine de Prusse. Disposé des relais pour aller à Pilau. Monté le *Tauris* à 9 heures et demie pour venir coucher en ville au palais.

« Le 13, à 11 heures du matin, sorti en voiture par la porte de Memel, passé la revue de la division... et des régiments... Monté le *Tauris* auprès du terrain. Resté trois heures à la revue. Revenu à cheval. Vu les remparts extérieurs, le port, la manutention, le fort. Rentré à 6 heures du soir.

» Le 14, vu la division Laborde, de la Jeune Garde, dans la cour du Palais, et les lanciers hollandais.

« Le 15, à une heure après-midi, monté le *Tauris*, visité tous les magasins, le port, la nouvelle manutention à la porte de Friedland. Rentré à 4 heures.

« Le 16, passé la revue du 1er régiment d'infanterie westphalienne

triche, y attendait l'empereur Napoléon qui, prétendant que l'Italie tenait toujours à cœur à son beau-père, ne voulait pas lui gâter le bonheur de se trouver avec sa fille par la vue d'un souverain qui lui rappellerait de pénibles souvenirs. La vérité est que ce motif fut le prétexte obligeant et que l'Empereur ne se souciait pas, dit-il en particulier, d'établir des relations entre Murat et les Autri-

à midi. Monté le *Moscou* à 3 heures, visité les magasins de l'artillerie, hors de la porte de Brandebourg, le port. Rentré à 6 heures.

« Le 17, à 2 heures du matin, parti pour Wehlau en voiture. De Kœnigsberg à Poganen, Tapiau, Wehlau (15 lieues). Arrivé à 8 heures du matin, monté le *Tauris*, vu le port, monté sur les bateaux et en canot, fait sonder pour emplacer et faire décharger. Occupé de faire charger les voitures. Rentré à 11 heures et demie pour déjeuner. Monté à cheval à une heure. Vu à trois quarts de lieue la division [en blanc], les 4e, 7e et 14e cuirassiers et le 3e de chevau-légers. Rentré à 2 heures et demie. Monté en voiture au delà du pont. Parti pour Insterburg. — De Wehlau à Taplacken, Saalau, Insterburg (11 lieues et demie). Arrivé à 7 heures du soir le 17, monté le *Coquet*, passé dans la prairie la revue de l'équipage de trois ponts du général Eblé et ensuite de la brigade de cavalerie légère Castex et Corbineau, le 2e chasseurs, 24e, 3e lanciers, etc... Rentré à 9 heures. Couché.

« Le 18, à 7 heures du matin, monté l'*Émir*, passé la revue du corps du duc de Reggio, division Legrand, le 26e de ligne, division..., division... Rentré à 2 heures. Parti à 3 pour Gumbinnen. — D'Insterburg à Schlaplacken, Gumbinnen (7 lieues et demie). Arrivé le 18 à 7 heures du soir, monté l'*Embelli*, passé à une lieue et demie sur la route de Trackenen la revue de la division Gudin ; une lieue plus loin, celle de la division Friant. Monté dans sa voiture à 9 heures sur le terrain pour rentrer à Gumbinnen.

« Le 19, monté le *Cid* à 5 heures du soir, visité l'intérieur de la ville, les deux manutentions, ordonné d'activer la confection du pain, été sur la route d'Insterburg. Rentré à 8 heures.

« Le 20, monté le *Bavarois* à 5 heures. Promené sur la route d'Insterburg. Vu un parc de la Garde. Visité la manutention. Rentré à 7 heures et demie.

« Le 21, parti à 5 heures pour Wilkowischki. — De Gumbinnen à Trakenen, Stalluppöhnen (déjeuné à 7 heures et demie du matin, reparti à 5 heures du soir), Wirballen, Wilkowischki (16 lieues et demie). Arrivé à 10 heures et demie du soir. Couché. Parti le 22 à 5 heures du soir.

« [Le 22 juin.] De Wilkowischki à Antonovo, Strawden (14 lieues). Arrivé à 11 heures du soir le 22, logé chez le curé polonais. L'Empereur y a pris ses relais, sa voiture, deux calèches, le chariot du cabinet et de la chambre. Reparti ensuite pour Naugaraidski. De Strawden à Naugaraidski : 6 lieues et demie. »

chiens, trop liés déjà par la Reine et Metternich (1). « La tête tournerait à Murat si l'empereur d'Autriche le traitait bien et il dirait sûrement beaucoup de bêtises, etc. »

Il existait plus que du froid entre l'Empereur et le roi de Naples et le refus de le laisser venir à Dresde n'avait pu qu'ajouter à son mécontentement. L'Empereur lui reprochait, avec raison, d'avoir souvent éludé le système continental sur les côtes du royaume de Naples et avait écrit et parlé des grosses dents sur ce sujet. Ayant maintenant besoin du Roi pour sa campagne, il fallait tout replâtrer. Le Roi avait de l'humeur mais il était faible. Il aimait l'Empereur qui connaissait son empire sur lui. La bonne harmonie fut donc rétablie dans la première conversation, quoique l'Empereur eût répété le matin ce qu'il avait dit avant de quitter Paris, que le Roi avait oublié qu'il était né Français et qu'il l'avait fait roi. De son côté, le Roi se plaignait hautement de n'être souverain que de nom et de devoir sacrifier ce qu'il croyait les intérêts de ses peuples à ceux que l'Empereur appelait les intérêts du continent et de la France (expressions du Roi qui, rapportées à l'Empereur, l'avaient encore plus mécontenté que la contrebande).

Le premier mot de l'empereur Napoléon au général Rapp, gouverneur de Dantzig, fut :

« — Que font vos marchands de tout leur argent? La guerre va commencer. Maintenant, je les garderai pour moi (2). »

Dans une conversation qui suivit le dîner, il dit à Rapp, au roi de Naples et à quelques autres personnes que les Prussiens et même les Autrichiens faisaient cause commune avec nous, qu'Alexandre ne s'attendait pas à cela, qu'il serait fort embarrassé ; qu'au reste il l'avait bien voulu ; que, s'il ne voulait cependant pas absolument la

(1) Les relations de Caroline et de M. de Metternich n'étaient plus un secret.

(2) « Il débuta avec moi par une question qui était assez plaisante : « Qu'est-ce que les Dantzickois font de leur argent, de celui « qu'ils gagnent, de celui que je dépense pour eux? » Je lui répondis que leur situation était loin d'être prospère, qu'ils souffraient, qu'ils étaient aux abois. « Cela changera, répliqua-t-il ; c'est une chose « convenue, je les garde maintenant pour moi. » (*Mémoires du général Rapp*, Paris, Bossange, 1823, in-8°, p. 163).

guerre, il pouvait encore l'éviter ; que cela s'éclaircirait sous peu de jours (1). Il était facile de voir que ce langage était alors tenu pour être répété par tous les échos politiques. La volonté véritable était dans les premiers mots. adressés devant moi et quelques personnes, à Rapp en le voyant.

Le soir et le lendemain, l'Empereur se plaignit beaucoup à moi du roi de Naples qui n'était plus Français, qui oubliait ce qu'il devait à la patrie et à son bienfaiteur. Le Roi, de son côté, se plaignit à Berthier, à Duroc et à moi de ce que l'Empereur n'avait fait de lui qu'un vice-roi, un instrument pour pressurer ses peuples, etc., etc.

En recevant les autorités civiles, qui se plaignirent de leurs charges excessives, l'Empereur crut les consoler ou plutôt leur dit, pour que cela fût répété à Berlin et à Pétersbourg, qu'il les garderait pour lui, les réunirait au grand empire (2).

L'Empereur accueillit assez bien le Roi devant le monde, mais, le prenant à part, sans doute pour l'empêcher de se plaindre, il commença par le gronder et par se fâcher contre lui (3). Il se plaignit de son ingratitude et, à la fin de la conversation, il fit « de la fâcherie et du sentiment, car il faut de tout cela avec ce Pantaléone italien », me dit l'Empereur : « Il a bon cœur ; au fond il m'aime encore plus que ses lazzaroni. Quand il me voit, il m'appartient, mais, loin de moi, il est, comme les gens sans caractère, à celui qui le flatte et l'approche. S'il fût venu à Dresde, sa vanité et son intérêt lui eussent fait

(1) Les *Mémoires de Rapp*, 164, confirment ce récit.

(2) Il reçut « les autorités civiles ; il adressa à celles-ci diverses questions sur le commerce et les finances ; elles déploraient leur position : « Elle changera, leur dit-il, je vous garde pour moi, c'est « une chose convenue : il n'y a que les grandes familles qui pros- « pèrent. » (*Mémoires de Rapp*, 165).

(3) Voir *Préface*, 224, les déductions que M. Frédéric Masson a tiré des récits de Thiers (XIII, 544) et de Vandal (III, 463) qui ont eu communication de cette partie des Mémoires de Caulaincourt. Voir aussi la narration de Fain (*Manuscrit de* 1812, I, 87) : « Le roi de Naples... était venu à Dantzig murmurer tout à son aise auprès de Rapp de ce qu'on l'avait tenu éloigné de la réunion de Dresde. » Cette narration confirme, dans ses grandes lignes, la version de Caulaincourt.

faire mille sottises pour se ménager les Autrichiens. Sa femme est ambitieuse et lui a mis mille folies dans la tête. Il voudrait avoir toute l'Italie. C'est son rêve et ce qui l'empêche de vouloir être roi de Pologne. J'y mettrai Jérôme, je lui ferai un beau royaume, mais il faudrait qu'il fît quelque chose, car les Polonais aiment la gloire. Jérôme n'aime que le faste, les femmes, la représentation et les fêtes. Mes frères ne me secondent pas. Ils n'ont des princes que la sotte vanité et aucun talent, point d'énergie. Il faut que je gouverne pour eux. Sans moi, ils ruineraient les pauvres Westphaliens pour enrichir des favoris, des maîtresses, pour donner des fêtes et bâtir des palais. Mes frères ne pensent qu'à eux. Je leur donne cependant un bon exemple. Je suis le Roi du peuple, car je ne dépense que pour encourager les arts, que pour laisser des souvenirs glorieux et utiles à la nation. On ne dira pas que je dote des favoris et des maîtresses. Je récompense les services rendus à la patrie et rien de plus. »

On avait rejoint les équipages et le quartier général à Thorn, d'où on dirigea tout sur Insterburg avec la Garde, le lendemain de l'arrivée. L'Empereur la rejoignit à Insterburg et suivit son mouvement dans la direction de Kowno en passant par Gumbinnen, Stalluppöhnen, Wilkowischki et une route dans la forêt, laissant Marienpol à droite. Les troupes qui couvraient la route étaient superbes et accueillaient l'Empereur avec un véritable enthousiasme. Celles du 1er corps (1) se distinguaient par leur belle tenue et leur instruction. Sortant de bons cantonnements et dans les mains d'un chef qui s'en occupait depuis longtemps, elles pouvaient rivaliser avec la Garde. Toute cette jeunesse était pleine d'ardeur et de santé. Les soldats de ce corps portaient sur eux des vivres pour quinze jours.

Le prince d'Eckmühl, qui était déjà sur les bords du Niémen, y avait fait construire des fours où l'on manutentionnait à mesure que les corps arrivaient. Des maçons étaient attachés à l'avant-garde (2).

(1) Corps de Davout.

(2) Deux mois avant l'ouverture de la campagne de Russie, l'Empereur ayant prescrit au prince d'Eckmühl d'aviser au moyen de munir les soldats de quinze jours de vivres, il chargea le général Dalton de réunir quelques colonels et de lui donner un projet. Il ne

L'Empereur rejoignit le quartier général du prince à une lieue du Niémen et de Kowno (1). Le jour pointait. Il fut sur-le-champ reconnaître les bords du fleuve et tous les environs. Il ne rentra que le soir, expédia des ordres pendant deux heures et monta de nouveau à cheval au clair de la lune pour faire une reconnaissance plus près des bords du fleuve et déterminer le point du passage. On laissa tout le monde, sans exception, à quelque distance afin de ne point attirer l'attention des vedettes russes qui pouvaient être de l'autre côté. L'Empereur en parcourut les bords, accompagné du général du génie Haxo (2). Le matin, il avait déjà dû prendre le manteau d'un Polonais pour moins attirer l'attention.

Quand la reconnaissance fut terminée, il rejoignit le groupe de son état-major pour examiner de nouveau les différents points que pourraient occuper les troupes. En galopant dans les blés, un lièvre partit dans les jambes du cheval de l'Empereur (3) et lui fit faire un petit mouvement de côté. L'Empereur qui tenait fort mal à cheval,

fallait pas charger le soldat plus qu'il ne l'était. Il devait conserver son compte de cartouches. Il fallait donc retrancher de son ordonnance ce dont on pouvait à la rigueur se passer. On ne conserva qu'un sac, une chemise, trois paires de souliers, un pantalon large de drap avec demi-guêtres noires, pantalon et guêtres de toile. On remplaça le surplus par dix livres de farine dans un sac pour cinq jours, pain pour quatre jours, biscuit pour six jours. Les premiers jours, quelques jeunes gens, se trouvant encore dans l'abondance, jetèrent la farine. Les officiers s'en aperçurent. Le colonel Vasserot passa une revue de la 1re brigade du corps d'armée, fit remplir de sable les sacs de farine et condamna ceux qui l'avaient jetée à porter du sable jusqu'à ce qu'ils l'eussent remplacé par de la farine. Cet exemple fit rire les camarades et, au passage du Niémen, tous les soldats avaient le compte de leurs vivres. (*Note de M. de Caulaincourt.*) — Le général Alexandre Dalton, qui allait être grièvement blessé à Smolensk, commandait alors une brigade du 1er corps et le colonel Vasserot, qui devait être promu général de division le 22 mai 1825 et mourir le 3 décembre 1840, commandait le 17e régiment d'infanterie de ligne.

(1) Nuit du 22 au 23, 2 heures du matin. Le G. Q. de Davout était à Gora, mais le prince d'Eckmühl vint rejoindre l'Empereur en avant du village d'Alexota.

(2) Le général Haxo commandait le génie de l'armée d'Allemagne.

(3) Ce cheval était le *Friedland*.

roula à terre mais se releva si promptement qu'il était debout avant que je n'arrivasse à lui pour le relever. Il remonta à cheval sans proférer une parole. Le terrain étant très doux, il n'avait que le bas de la hanche légèrement contusionné. Je fis sur-le-champ la réflexion que cela était d'un mauvais augure et, certainement, je ne fus pas le seul, car le prince de Neuchâtel me prit à l'instant la main et me dit :

« — Nous ferions bien mieux de ne pas passer le Niémen. Cette chute est d'un mauvais augure. »

L'Empereur, qui avait gardé dans les premiers moments le plus profond silence et qui ne faisait, sans doute, pas des réflexions plus gaies que nous, affecta ensuite de plaisanter de sa chute avec le prince de Neuchâtel et avec moi, mais la mauvaise humeur et les noires réflexions perçaient malgré lui. Dans une autre circonstance, il se serait plaint du cheval qui aurait fait cette sottise et aussi du Grand écuyer. Dans celle-ci, il affecta d'être serein et fit tout ce qu'il put pour éloigner les réflexions qu'il sentait que chacun pouvait faire, car on est superstitieux malgré soi dans de si grandes circonstances et à la veille de si grands événements. Chacun se parlait de cette chute et une partie des visages du quartier général disait que des Romains, qui croyaient aux augures, ne passeraient pas le Niémen (1). L'Empereur, qui était ordinairement si gai, si plein d'ardeur dans les moments où ses troupes exécutaient quelques grandes opérations, fut, pendant toute la journée, très sérieux et très préoccupé.

On n'avait aucune nouvelle de l'autre rive ; les communications étaient interrompues depuis plusieurs jours.

Le prince d'Eckmühl, l'état-major général, tout le monde se plaignait de n'avoir pu obtenir aucun renseignement et de ce qu'aucun agent ne revenait. On n'apercevait sur l'autre bord que quelques patrouilles de cosaques. L'Empereur vit dans la journée ses troupes et reconnut encore les environs. Les corps à notre droite n'étaient pas

(1) « Comme il paraissait devant cette rive, son cheval s'abattit tout à coup, et le précipita sur le sable. Une voix s'écria : « Ceci « est d'un mauvais présage ; un Romain reculerait. » On ignore si ce fut lui ou quelqu'un de sa suite qui prononça ces mots. » (Ségur, *Histoire et Mémoires*, IV, 137.)

mieux instruits que nous des mouvements de l'ennemi. On n'avait aucune nouvelle sur la position des Russes. Chacun se plaignait de ne voir revenir aucun espion, ce qui donnait beaucoup d'humeur à l'Empereur. On apprit seulement de Marienpol qu'un Juif, venant de l'intérieur, annonçait que l'armée russe se retirait et qu'il n'y avait devant nous que des cosaques (1). L'Empereur crut que les Russes se massaient sur Troki pour défendre Wilna.

Dans l'après-dîner, l'Empereur me fit appeler et me demanda ce qui l'avait fait tomber ; il me dit qu'il s'était fait peu de mal, mais qu'il avait été si tôt relevé qu'il croyait, comme c'était la nuit, que personne ne s'en était aperçu. Il demanda si on en parlait au quartier général. Il me renouvela ensuite plusieurs questions sur la Russie, sur la manière de vivre des habitants, sur les ressources qu'offrent les villes et villages, sur l'état des routes. Il me demanda si le paysan avait de l'énergie, s'ils étaient gens à s'armer comme les Espagnols et à former des bandes, enfin si je croyais que l'armée se fût retirée et lui livrât Wilna sans donner une bataille. Il parut la désirer beaucoup. Il raisonnait pour me prouver qu'il était impossible qu'elle se fût retirée, comme on le mandait de Marienpol, et qu'elle livrât la capitale de la Lithuanie (2), par conséquent la Pologne russe sans combattre, ne fût-ce que pour ne pas se déshonorer aux yeux des Polonais. Il me pressait de lui dire mon opinion sur cette retraite.

(1) Il est intéressant de comparer ce texte avec celui de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt*, que voici :

« Le 23, arrivé à Naugaraidski à une heure du matin. Monté le *Gonzalon*. Mis une redingote polonaise, bonnet de soie noire, été avec le général Haxo, le prince de Neuchâtel et le Grand écuyer faire la reconnaissance du Niémen. Parcouru les bords de la rive gauche depuis au-dessous de Kowno jusqu'à une lieue et demie au-dessus. Revenu à Naugaraidski à 3 heures. Logé sous la tente. Monté le *Friedland* à 6 heures du soir. Inspecté l'équipage de pontons sur la route de Kowno, fait une reconnaissance du côté de Marienpol. Rentré à 8 heures. A 9 heures monté le même cheval, parcouru toutes les hauteurs et les rives depuis le point vis-à-vis Kowno jusqu'à celui où on a jeté les ponts de bateaux. Descendu de cheval à minuit. Fait placer l'artillerie sur le mamelon de gauche. Retourné à la tête du pont. Fait placer les tentes à 800 toises en arrière. Rentré à 2 heures du matin. »

(2) Wilna.

Je lui répondis que je ne croyais pas à des batailles rangées, que je pensais, comme je le lui avais toujours dit, que le terrain n'était pas assez rare pour qu'on ne lui en cédât pas beaucoup, ne fût-ce que pour l'éloigner de chez lui et l'obliger à diviser ses forces.

« — Alors, j'ai la Pologne, reprit vivement l'Empereur, et Alexandre a, aux yeux des Polonais, la honte ineffaçable de la perdre sans avoir même combattu. C'est perdre la Pologne que de me céder Wilna. »

Il s'étendit beaucoup sur cette occupation, sur le développement de ses forces, leur rapide mouvement et en conclut l'impossibilité pour les corps russes de sauver leurs équipages et leur artillerie. Il croyait même que plusieurs seraient détruits et ne pouvaient échapper à la rapidité de ses mouvements. Il comptait et calculait les heures qu'il mettrait à aller à Wilna et me pressait de questions, comme si j'avais fait cette route, comme s'il n'avait été question que d'y aller en poste.

« — Avant deux mois, me dit l'Empereur, la Russie me demandera la paix. Les grands propriétaires seront effrayés, plusieurs ruinés. L'empereur Alexandre sera très embarrassé, car les Russes, au fond, se soucient peu des Polonais et pas du tout d'être ruinés pour la Pologne, etc. »

Pour ne pas être contredit, l'Empereur faisait rapidement les demandes et les réponses telles qu'il les désirait, tout en ayant l'air de me presser de répondre et me demandant à chaque instant, sans me donner le temps de placer un mot, si je ne pensais pas comme lui.

Mon silence, quand il eut fini de parler, l'irrita. Il voulait une réponse qui confirmât ses idées. Je lui dis que je ne pouvais que rappeler ce que m'avait dit l'empereur Alexandre, « qu'il rendait justice aux grands talents militaires de l'Empereur et qu'on éviterait, autant que possible de se mesurer en ligne avec lui ; que, si on était battu, on prendrait exemple sur les Espagnols, qui l'avaient été souvent sans être vaincus ni soumis ; que le défaut de persévérance avait perdu les autres États ; qu'il ne tirerait pas le premier coup de canon mais qu'il se retirerait plutôt au Kamtchatka que de céder des provinces ou de faire des sacrifices qui n'amenaient jamais qu'une trêve. » L'Empereur m'écouta et me congédia sans me répondre.

Le Niémen fut passé dans la nuit par la division Morand (1). Les autres suivirent, les équipages de pont ayant été amenés d'avance à portée du fleuve. Cette opération fut exécutée en peu d'heures et sans la moindre difficulté, même de la part des cosaques qui étaient en petit nombre sur l'autre rive et qui ne ripostèrent aux coups de fusil qu'on leur tirait que lorsqu'on entra dans le premier village de l'autre côté et à quelque distance du fleuve.

L'Empereur le passa le matin (2), dès que la 1re division fut établie, et il parut fort étonné d'apprendre que l'armée russe qui était sous Wilna, se retirait depuis trois jours. Il fallut que plusieurs rapports et que des individus qui en revenaient lui fussent amenés pour qu'il ajoutât foi à cette nouvelle. Il suivit le mouvement de l'avant-garde jusqu'à plus de 2 lieues, pressa le mouvement de toute l'armée, questionna tous les gens du pays qu'on put rencontrer mais n'en tira rien de positif. Des Polonais furent envoyés dans toutes les directions pour apporter des nouvelles.

L'Empereur revint à Kowno (3), visita la ville et ses environs et s'occupa jusqu'à la nuit à presser le passage de la Wilia par quelques nageurs et par l'établissement d'un pont pour le passage d'un corps d'armée qui devait opérer au delà de cette rivière.

C'est M. de Guéheneuc qui passa cette rivière à la

(1) Nuit du 23 au 24 juin 1812. — Les équipages de pont, sous les ordres du général Eblé, commencèrent à jeter les ponts le 23 à 10 heures du soir. A minuit ils étaient prêts et la division Morand (1re division du 1er corps) passait sur la rive droite.

(2) Le 24 juin. — Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt* : « Le 24, lorsque les têtes de colonne avaient débouché des trois ponts, à 5 heures, monté le même cheval [le *Friedland*], passé le Niémen, visité les hauteurs jusqu'à une lieue et demie en avant, repassé le fleuve, remonté à la tente, déjeuné, monté le même cheval à midi avec la brigade du *Coquet* pour le service. Établi le quartier général à l'abbaye de Sainte-Croix sur la rive droite du Niémen, monté le *Moscou* à 4 heures, fait la reconnaissance de Kowno, vu la ville, fait réparer le pont sur la Wilia, passé cent lanciers polonais sur la rive droite. Établi le quartier général à Kowno. De Naugaraidski à Kowno : 3 lieues. Entré le 24 à 8 heures du soir à Kowno. Couché. »

(3) Il arriva à Kowno à 4 heures du soir d'après l'*Itinéraire de l'Empereur Napoléon pendant la campagne de* 1812 par le baron Denniée, p. 18, à 8 heures d'après l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt*, mais l'un parle de la ville, l'autre du couvent.

tête de deux cents nageurs de bonne volonté (1). Il revint de son régiment d'infanterie légère et se jeta tout habillé dans le fleuve pour sauver un lancier que le courant entraînait. L'Empereur trouva que cette action, fort louable de la part d'un particulier, n'était pas convenable de la part d'un colonel à la tête de son régiment devant l'ennemi. Il le lui dit.

L'Empereur coucha au couvent russe qui est à un quart de lieue de Kowno. Il y resta jusqu'au 26 pour faire toutes ses dispositions, presser le passage du Niémen et accélérer le mouvement des troupes dans toutes les directions. Il apprit que l'armée russe était en pleine retraite, mais qu'occupant un front trop étendu, la gauche, sous Bagration, qui se trouvait la plus éloignée, aurait de la peine à rallier le centre.

« — J'en prendrai une partie, dit l'Empereur, si les Russes ne se battent pas avant Wilna. »

L'Empereur aurait voulu donner des ailes à tout le monde. Le 27, il coucha à Owzianiskaï, et, le 28, il arriva à Wilna à 9 heures du matin (2). Ce mouvement rapide

(1) Le colonel Charles-Louis-Olivier-Joseph de Guéheneuc, né à Valenciennes le 7 juin 1783, mort le 26 août 1849, beau-frère du maréchal Lannes, commandait le 13e régiment d'infanterie légère. Ce régiment avait été chargé de trouver un gué sur la Wilia. La recherche se prolongeant, Guéheneuc, fatigué d'attendre, demanda des hommes de bonne volonté pour passer à la nage et reconnaître la rive opposée. Il en trouva plusieurs qui exécutèrent cet exploit. Leur exemple entraîna une foule de cavaliers français et polonais mais le courant était rapide et dangereux et plusieurs de ces malheureux furent entraînés. C'est alors que le colonel de Guéheneuc, sans ôter son uniforme, poussa son cheval dans la rivière et put sauver l'un d'eux. Cet incident a été raconté, amplifié et travesti par Tolstoï dans *Guerre et Paix*, traduction Bienstock, Paris, Stock, in-12, 1906, IV, 14.

(2) Fain (*Manuscrit de* 1812, I, 174) dit : à midi. — Castellane (*Journal*, I, 109) dit : 2 heures. — Denniée dit : 2 heures (p. 19). — Le 4e bulletin de la grande armée dit : midi. — Suite de l'*Itinéraire des archives de Caulaincourt :*

« Le 25, à 4 heures du matin, monté le *Moscou*, passé la Wilia sur le pont de bateaux, reconnu les hauteurs en avant, resté jusqu'à 7 heures dans la plaine avec le corps du duc de Reggio, monté le *Courtois* à 11 heures, passé la revue de la division Razout, du corps de M. le duc d'Elchingen, les 4e, 28e, 93e, 129e d'infanterie de ligne, du 4e et 29e chasseurs et d'un régiment de chevau-légers wur-

sans magasins, épuisa et détruisit toutes les ressources et les habitations qui étaient sur la route. L'avant-garde vécut, le reste de l'armée mourut de faim. La fatigue, jointe aux besoins et à des pluies très froides pendant les nuits, firent périr 10 000 chevaux (1). Beaucoup d'hommes de la jeune Garde expirèrent sur la route de lassitude, de froid

tembergeois sur la route de Kornelow. Rentré à 3 heures du soir.

« Le 26, monté le *Courtois* à 4 heures du soir. Visité les bords de la rivière jusqu'aux trois ponts. Rentré à 7 heures.

« Le 27, parti à 4 heures du matin en voiture avec les trois calèches. De Kowno à Rumchicki, Iijmorouï : 11 lieues. Arrivé à 10 heures. Déjeuné. Sa Majesté partie à 11 heures avec sa voiture seulement. Arrêté à Strasounouï. Promené à pied sur la route avec le roi de Naples et le prince d'Eckmühl. Remonté en voiture jusqu'à Soboliski (5 lieues). Monté l'*Embelli* jusqu'au moulin en avant d'Ewé, revenu à Ewé, monté en voiture et retourné sur ses pas pour aller coucher au château de [en blan] à une lieue derrière Ewé.

« Le 28, monté en voiture à 2 heures du matin pour Ronikontouï (6 lieues). Monté le *Cid* à Kapinirgoha. Arrêté en arrière de Ronikontouï. Déjeuné à 9 heures au bord du bois. Remonté en voiture à 11 heures. Parti pour Wilna (6 lieues).

« Monté le *Curde* à une demi-lieue de Wilna. Reçu la députation de la ville. Un peu plus loin, passé la revue du 7e de hussards. Fait des promotions. Vu les hauteurs autour de la ville. Traversé la ville pour se rendre au pont qui brûlait. Arrêté au bord de la rivière. Vu les dispositions pour un pont sur radeaux. Visites sur les bords de la rivière en la descendant, passé le petit bras dans l'eau à pied pour faire venir les bateaux qui étaient de l'autre côté. Remonté à cheval. Parcouru les hauteurs de la rive gauche, les différents quartiers de la ville. Revenu au bord de l'eau. Monté le *Pimpant*, passé sur le nouveau pont de radeaux, visité les hauteurs de l'autre côté de la rivière, entré en ville, vu l'arsenal, la position garnie d'artillerie en arrière. Rentré à 7 heures, logé au palais. »

On remarquera que cet *Itinéraire* infirme le texte des Mémoires en ce qui concerne l'heure d'arrivée de l'Empereur à Wilna. En effet, celui-ci, parti à 11 heures de Ronikontouï, ne pouvait être à 9 heures à Wilna. Il lui fallut environ deux heures pour franchir les 6 lieues séparant ces deux villes et il n'a pu arriver dans la dernière que vers une heure de l'après-midi.

(1) « La marche de Kowno à Wilna, à travers les forêts, dans un sable mouvant, par une chaleur accablante et par une pluie abondante et continue, avait occasionné des pertes considérables en hommes et en chevaux. En effet, 5 000 chevaux avaient péri dans un trajet de moins de 25 lieues ; il est vrai que cette énorme perte devait être particulièrement attribuée à la nécessité où l'on s'était trouvé de nourrir les chevaux avec le seigle vert que les cavaliers allaient couper au loin dans la campagne. » (Denniée, *Itinéraire*, 21.)

et de besoin. Les chefs voulurent faire rivaliser cette jeunesse avec les vieilles bandes qui avaient survécu à tant de fatigues, de privations, de périls, et cette jeunesse fut victime de ce zèle mal placé.

Le prince d'Eckmühl, qui soutenait l'avant-garde du roi de Naples, avait annoncé que le lieutenant général de Balachof (1), aide de camp général de l'empereur de Russie, était arrivé à son quartier général avec une mission pour l'Empereur (2). Il eut ordre de le garder sous divers prétextes. L'Empereur ne lui donna la permission de venir à Wilna que deux ou trois jours après son arrivée(3). Notre avant-garde avait eu une affaire assez vive quelques lieues avant d'y arriver et une autre près de cette ville. Notre cavalerie n'eut pas l'avantage. M. de Ségur, capitaine de troupes légères, fut pris (4).

L'Empereur traversa Wilna sans se faire annoncer. La ville semblait déserte. Quelques juifs, quelques hommes de la dernière classe du peuple étaient les seuls qu'on rencontrait dans ce pays soi-disant ami et que nos troupes,

(1) Le général Alexandre Dmitrievitch Balachof, aide de camp de l'empereur de Russie et ministre de la Police, né en 1770, mort en 1857.

(2) Balachof, quittant Alexandre dans la nuit du 27 au 28, était arrivé le 28 au matin au quartier général de Davout, après avoir rencontré Murat et longuement conversé avec lui. Cf. A. Vandal, *Napoléon et Alexandre Ier*, III, 496, et *Correspondance du maréchal Davout*, Paris, Plon, 1885, in-8°, III, 361.

(3) Davout, cependant, écrivait au major général, le 29 juin : « Je viens de recevoir la lettre de Votre Altesse par laquelle elle me fait connaître que l'intention de l'Empereur est que l'aide de camp de l'empereur de Russie soit conduit à Wilna par une autre route que celle que suit l'armée. J'ai l'honneur de lui rendre compte que les ordres ont été expédiés pour cela. » (*Correspondance de Davout*, III, 361.)

(4) Castellane (*Journal*, I, 109) raconte ainsi cette affaire : « Le roi de Naples, à la tête de la cavalerie après avoir repoussé les avant-postes ennemis, est entré à Wilna ; il y a eu cinq coups de canon tirés, deux hussards tués, quelques blessés. Le capitaine Octave de Ségur, du 8e régiment, officier d'une bravoure remarquable, atteint de deux coups de lance, est tombé au pouvoir des Russes. » — Octave Gabriel-Henri de Ségur, fils de Louis-Philippe de Ségur et frère de Philippe-Paul, était né à Paris le 30 juin 1779. Il était entré au service comme sous-lieutenant de chasseurs en 1810. Il fut le beau-père de la comtesse de Ségur, née Rostopchin, et il mourut chef d'escadrons, le 15 août 1818.

harassées et sans distributions, avaient déjà traités plus mal que des ennemis. L'Empereur ne s'arrêta pas en ville. Il fut reconnaître le pont, les environs en avant et les magasins incendiés par l'ennemi qui brûlaient encore. Il pressa les réparations du pont, ordonna quelques ouvrages défensifs en avant de la ville, y rentra et fut descendre au palais. Quoique son retour fût annoncé, que sa Maison, que le grand quartier général, la Garde et tout ce qui constatait sa présence y fussent établis, il n'y eut pas le moindre mouvement de curiosité dans la population, personne aux croisées, aucun enthousiasme, pas même des curieux. Tout était morne.

L'Empereur en fut frappé et ne put s'empêcher de dire en entrant dans son cabinet :

« — Ces Polonais-là ne sont pas comme ceux de Varsovie. »

Cela tenait à quelques désordres qui avaient eu lieu en ville et qui avaient effrayé, et aussi à ce que ces Polonais, contents du gouvernement russe, étaient peu portés pour un changement. Puis les Russes étaient encore bien près et il n'y avait eu aucune affaire décisive.

L'Empereur eut des renseignements certains sur le mouvement rétrograde des Russes. Il s'étonnait qu'ils eussent livré Wilna sans combat et qu'ils eussent pris leur parti assez à temps pour lui échapper.

L'espoir perdu de cette grande bataille avant Wilna était pour lui un vrai crève-cœur. Il s'en vengeait en criant à la lâcheté de ses adversaires qui jouaient, disait-il, son jeu en se déshonorant aux yeux des braves Polonais, dont ils lui livraient le pays et les fortunes sans leur faire l'honneur de combattre pour eux. Il se flattait que le prince d'Eckmühl serait plus heureux dans son mouvement contre Bagration et que les corps qui marchaient sur la Dwina auraient pieds ou ailes de la gauche des Russes (1).

(1) Au commencement de la campagne, les forces russes sur le Niémen étaient divisées en trois armées. La 1re de l'Ouest, sous Barclay, avait son aile droite (Wittgenstein) à la Baltique, son aile gauche (Doctorov) aux environs de Grodno, son quartier général à Wilna. — La 2e armée de l'Ouest, sous Bagration, s'étendait de Grodno à la Muchaviec, son quartier général à Wolkowysk. — L'armée de réserve, sous Tormasov, s'étendait au delà des marais de Wolhynie, quartier général à Luck. — En face de ces armées, le

Sa première question à tous les officiers qui arrivaient des divers corps d'armée était : « Combien a-t-on fait de prisonniers? » Il voulait des trophées pour animer les Polonais et personne n'en envoyait.

M. le duc de Bassano et M. le prince Sapiéha (1) s'occupèrent d'organiser le pays et de le lever à la polonaise. Les habitants paraissaient peu disposés à répondre aux appels faits à leur patriotisme. Le pillage, les désordres de toute espèce auxquels l'armée s'était livrée avaient mis en fuite tous ceux de la campagne. En ville, les hommes marquants restaient chez eux. Il fallait les mander de la part de l'Empereur, car personne ne se présentait, ne se mettait en avant, quel que fût le zèle des Polonais qui étaient venus avec l'armée.

Tous les Lithuaniens faisaient l'éloge de l'empereur Alexandre, et on eut beaucoup de peine à organiser le pays et à inspirer aux Lithuaniens le désir ou le sentiment de la renaissance de la patrie polonaise. Les désordres de l'armée ne contribuèrent pas peu au mécontentement général. On manquait de tout à Wilna et, au bout de quatre jours, il fallait chercher fort au loin les choses les plus nécessaires à la vie. Le nombre des isolés qui avaient quitté leur corps était déjà considérable. Des commissions militaires et quelques exemples les intimidèrent et en firent rentrer une partie, mais l'ordre fut médio-

centre de l'armée française se divisait en deux parties. L'une, composée des corps Davout, Oudinot, Ney, Eugène, Saint-Cyr, la Garde (Mortier) et la cavalerie de Murat, était sous les ordres directs de l'Empereur. L'autre, composée des corps Poniatowski, Reynier, Vandamme et de la cavalerie de Latour-Maubourg, était sous les ordres de Jérôme. L'aile gauche, sous Macdonald, à Tilsit, devait agir contre Riga ; l'aile droite, sous Schwarzenberg, était sur le Bug.

Dès le 26, la 1re armée russe battit en retraite se dirigeant de Wilna sur Drissa. La 2e armée russe se mit en mouvement le 29 et se rabattit de Wolkowysk sur Nikolaïev. Dès qu'il eut franchi le Niémen, Napoléon envoya Oudinot et Ney à la poursuite de Barclay et Davout dans la direction de Minsk pour séparer Bagration de Barclay. (Clausewitz, *la Campagne de* 1812 *en Russie*, trad. Begouen, Paris, Chapelot, 1900, in-8°, p. 37 et s.).

(1) Le prince Alexandre Sapiéha-Kodenski, né le 3 septembre 1773, mort le 27 septembre 1812 à Derecyn. Napoléon l'avait nommé membre de la Commission chargée de l'administration générale de la Lithuanie.

crement rétabli, tant que dura le passage de l'armée.

L'Empereur s'était décidé à faire venir M. de Balachof à Wilna (1). Ce que Sa Majesté disait de sa mission faisait de son envoi un trophée qu'on présentait aux Polonais comme une preuve des embarras du gouvernement russe et comme un encouragement. Je n'appris son arrivée que par le prince de Neuchâtel qui me raconta ce qu'il savait de cette mission dont nous n'augurâmes dès lors rien de favorable pour la paix. L'empereur Napoléon disait :

— « Mon frère Alexandre, qui faisait tant le fier avec Narbonne, voudrait déjà s'arranger. Il a peur. Mes manœuvres ont dérouté les Russes. Avant un mois ils seront à mes genoux. »

Il était trop content de se trouver à Wilna, il aimait trop à se flatter des succès qu'il désirait, plus peut-être qu'il ne les espérait déjà, pour entrer en arrangements. Aussi était-il sérieux, préoccupé, on peut même dire sombre. Quelques mots échappés prouvaient que cette retraite sans combats depuis le passage du Niémen, les pertes de la marche jusqu'à Wilna et, plus que cela, la physionomie du pays l'avaient porté à faire des réflexions peu d'accord sans doute avec les illusions qu'il caressait depuis si longtemps. Mais l'Empereur n'était pas homme à reculer devant les difficultés ; elles irritaient au lieu de décourager ce grand caractère. Il dit tout haut, sans doute pour expliquer aux yeux des badauds l'accueil qu'il préparait à M. de Balachof, si différent de ce à quoi on s'attendait depuis les plaisanteries qui lui étaient échappées sur le but présumé de sa mission, qu'il faisait une guerre politique à la Russie, que, n'ayant point de griefs personnels contre l'empereur Alexandre, il traiterait bien son aide de camp.

M. de Balachof était porteur d'une lettre de l'empereur Alexandre et chargé de paroles conformes à son contenu pour demander les motifs de cette invasion en pleine paix, sans aucune déclaration, et proposer, ne connaissant aucun grief fondé de mésintelligence entre les États, de s'expliquer et d'éviter la guerre, si l'empereur

(1) Balachof, arrivé à Wilna le 30 juin, avait été logé dans la maison du prince de Neuchâtel.

Napoléon voulait reprendre, en attendant l'issue des négociations, sa position derrière le Niémen. Il parut au petit nombre d'initiés dans le secret de cette proposition que la rapidité de nos mouvements avait déconcerté et dérangé, dès le début, les dispositions militaires des Russes et que, dans l'embarras et le doute de pouvoir rallier avant la Dwina le corps de Bagration, l'empereur Alexandre avait essayé de ce moyen pour tâcher d'arrêter notre marche offensive par une négociation quelconque. Je répète ce que j'ai entendu dire, car je n'ai eu sur cela aucune lumière directe à cette époque. Ce que je sais, c'est que l'empereur Napoléon dit tout haut devant le prince de Neuchâtel, le duc d'Istrie, je crois aussi devant Duroc, et devant moi :

« — Alexandre se moque de moi. Croit-il que je suis venu à Wilna pour négocier des traités de commerce? Je suis venu pour en finir une bonne fois avec le colosse des barbares du Nord. L'épée est tirée. Il faut les refouler dans leurs glaces afin que, de vingt-cinq ans, ils ne viennent pas se mêler des affaires de l'Europe civilisée. Même sous Catherine, ajouta-t-il, les Russes n'étaient rien ou peu de chose dans les affaires politiques de l'Europe. C'est le partage de la Pologne qui les a mis en contact avec la civilisation. Il faut maintenant que la Pologne les repousse à son tour chez eux. Sont-ce les batailles d'Austerlitz, de Friedland, serait-ce la paix de Tilsit qui autoriseraient les prétentions de mon frère Alexandre? Il faut profiter de l'occasion et dégoûter les Russes de demander compte de ce qui se passe en Allemagne. Qu'ils reçoivent les Anglais à Arkhangel, j'y consens, mais la Baltique doit leur être fermée. Pourquoi Alexandre ne s'est-il pas expliqué avec Narbonne, avec Lauriston, qui était à Saint-Pétersbourg et que le Tsar n'a pas voulu recevoir à Wilna (1)? Jusqu'au dernier jour, Roumiantsof n'a pas voulu croire à la guerre. Il a persuadé à Alexandre que nos mouvements n'étaient que des menaces, que j'avais trop d'intérêt à

(1) Lauriston, qui était encore à Saint-Pétersbourg, avait reçu l'ordre de se rendre au quartier général du Tsar par une lettre datée de Dresde, 20 mai 1812, pour y demander des explications. Le 19 juin, à Gumbinnen, Napoléon avait appris que le Tsar avait refusé de recevoir cet ambassadeur et lui avait interdit de venir à Wilna.

conserver l'alliance russe pour être déterminé à la guerre. Il croyait m'avoir deviné, être plus fin que je n'étais politique. Aujourd'hui qu'il voit que c'est sérieux et que son armée est coupée, il a peur et voudrait s'arranger, mais c'est à Moscou que je signerai la paix. Je ne veux pas que le cabinet de Pétersbourg se croie le droit de se fâcher de ce que je fais en Allemagne, et que son ambassadeur ose me menacer si je n'évacue pas Dantzig (1). Chacun à son tour. Le temps est passé où Catherine partageait la Pologne, faisait trembler le faible Louis XV à Versailles et où elle se faisait prôner en même temps par tous les échos de Paris. Depuis Erfurt, Alexandre a trop fait le fier. L'acquisition de la Finlande lui a tourné la tête. S'il lui faut des victoires, qu'il batte les Persans mais qu'il ne se mêle pas de l'Europe. La civilisation repousse ces habitants du Nord. L'Europe doit s'arranger sans eux. »

M. de Balachof fut bien reçu par l'Empereur (2) qui le fit engager à dîner, ainsi que le prince de Neuchâtel, le duc d'Istrie et moi (3). Je fus plus qu'étonné de cette faveur qui, au reste, ne pouvait être à mon adresse, l'Empereur m'ayant depuis longtemps désaccoutumé de toutes celles qu'il pouvait se dispenser d'accorder aux personnes qui l'entouraient. L'Empereur traita parfaitement M. de Balachof et causa beaucoup avec lui (4). Dans la conversation après le dîner, Sa Majesté, m'apostrophant, me dit :

« — L'empereur Alexandre traite bien les ambassadeurs. Il croit faire de la politique avec des cajoleries. Il fait de Caulaincourt un Russe. »

(1) Allusion à la lettre de Kourakin du 30 avril.

(2) Balachof fut reçu pour la première fois par Napoléon le 1er juillet, à 10 heures, au palais impérial. Il a laissé de sa mission un rapport circonstancié publié par le *Recueil de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg*, 1882, inséré en partie dans TATISCHEFF, *Alexandre Ier et Napoléon*, Paris, Perrin, 1891, in-8°, 590 et s.

(3) Ce dîner eut lieu le 1er juillet, à 7 heures du soir. En outre de ces personnages, Duroc assistait également à ce repas (Rapport de Balachof).

(4) C'est au cours de ce dîner que Balachof fit à Napoléon qui lui demandait le chemin de Moscou la célèbre réponse : « Les Russes disent, comme les Français, que tout chemin mène à Rome. On prend le chemin de Moscou à volonté. Charles XII l'avait pris par Pultawa. »

C'était le reproche accoutumé. Comme il ne pouvait m'atteindre devant mes compatriotes qui me connaissaient assez pour apprécier, comme moi, le motif de cette espèce de reproche, je n'y faisais plus attention.

Répété avec intention comme un titre qu'on voulait me ménager sans doute à la bienveillance de l'empereur Alexandre, ce mot me choqua, et je ne pus m'empêcher de répondre d'un air piqué à l'Empereur :

« — C'est sans doute parce que ma franchise a trop prouvé à Votre Majesté que je suis un très bon Français qu'elle veut avoir l'air d'en douter. Les marques de bonté dont m'a souvent honoré l'empereur Alexandre étaient à l'adresse de Votre Majesté. Comme votre fidèle serviteur, Sire, je ne les oublierai jamais. »

L'Empereur s'apercevant de l'irritation où j'étais, parla d'autre chose et congédia peu de temps après M. de Balachof.

Avant le dîner, l'Empereur m'avait chargé de voir ce général et de le prévenir qu'il lui donnerait de ses chevaux pour rejoindre l'armée russe et m'avait prescrit de me concerter avec le major-général pour sa route et son escorte. Je ne le vis qu'un moment et le priai de mettre aux pieds de son souverain l'hommage de mon respect.

M. de Balachof étant sorti de chez l'Empereur, Sa Majesté me dit en plaisantant que j'avais eu tort de me courroucer de ce qu'il qu'il m'avait dit que j'étais devenu Russe, que ce n'était qu'une cajolerie de sa part pour prouver à l'empereur Alexandre que je n'avais pas oublié ses marques de bienveillance.

« — Vous vous affligez, ajouta l'Empereur, du mal que je vais faire à votre ami. Ses armées n'osent pas nous attendre ; elles ne sauvent pas plus l'honneur des armes que celui du cabinet. Avant deux mois, les seigneurs russes forceront Alexandre à me demander la paix. »

Il ajouta à ses griefs accoutumés beaucoup d'autres choses pour prouver au prince de Neuchâtel, au duc d'Istrie, à Duroc, et, je crois, à un ou deux des aides de camp qui étaient présents, que j'étais contre cette guerre, que je blâmais son système. Il répéta plusieurs fois que cette guerre était la plus politique qu'il eût entreprise, que la Russie n'avait rien fait pour l'alliance depuis

Tilsit, qu'elle l'avait peu ou point secondé dans la campagne d'Autriche. Il lui reprocha de protéger le commerce anglais. Il chercha à établir que l'Autriche voyait cette guerre avec plaisir, parce qu'elle espérait qu'elle lui rendrait ses provinces maritimes à la place de la Pologne, à laquelle elle ne tenait pas (1).

J'étais si outré de ce reproche : « Vous êtes Russe », que je ne pus me contenir. Je répondis à l'Empereur que j'étais plus Français que ceux qui soufflaient cette guerre, que je lui avais toujours dit la vérité, tandis que les autres faisaient des contes pour l'exciter, espérant lui plaire, que sachant ce que je devais de respect à mon souverain, je supportais ses plaisanteries devant mes compatriotes, dont l'estime m'était acquise, mais que c'était m'outrager que de mettre en doute devant un étranger ma fidélité et mes sentiments français ; que je me faisais gloire, puisque Sa Majesté le publiait, d'être contre cette guerre, d'avoir tout fait pour l'empêcher, que je m'honorais même des désagréments et des chagrins qui en étaient résultés pour moi ; que, voyant depuis longtemps que mes services ne lui étaient plus agréables, je lui demandais à me retirer ; que, ne pouvant aller honorablement chez moi tant que la guerre durerait, je le priais de me donner un commandement en Espagne et la permission de partir dès le lendemain.

L'Empereur me répondit avec beaucoup de calme :

« — Qui met votre fidélité en doute? Je sais bien que vous êtes un brave homme. Je n'ai fait qu'une plaisanterie. Vous êtes trop susceptible. Vous savez bien que je vous estime. Dans ce moment vous déraisonnez. Je ne répondrai pas à tout ce que vous venez de me dire, etc. »

J'étais, je l'avoue, tellement hors de moi que, loin de me calmer, j'étais prêt à dire à l'Empereur les choses les plus déplacées.

Le duc d'Istrie me tirait par un pan de mon habit, le prince de Neuchâtel par l'autre, l'un et l'autre m'engageant, me suppliant de ne plus répondre. L'Empereur, qui conservait la même patience et parlait, je puis dire,

(1) Voir le récit que Ségur fait de cette scène, *Histoire et Mémoires*, IV, 170.

avec la même bonté, voyant qu'on ne pouvait me faire entendre raison, rentra dans son cabinet et me laissa avec ces messieurs qui tentèrent vainement de m'emmener et de me calmer. J'avais la tête perdue. Enfin, je rentrai chez moi, bien décidé à m'en aller. Je ne me couchai qu'après avoir tout mis en ordre et disposé pour mon départ.

Le lendemain (1), de grand matin, je priai Duroc de recevoir mon service et de prendre, à cet égard, les ordres de l'Empereur. Il me prêcha inutilement. Peu après, le prince de Neuchâtel et lui vinrent successivement, de la part de l'Empereur, qui, ne me voyant pas au lever, le chargea de me dire qu'il voulait qu'il ne fût pas plus longtemps question de cela. Je persistais toujours à vouloir m'en aller. L'Empereur, ne me voyant pas quand il monta à cheval, m'envoya chercher deux fois. On ne me trouva pas. Je voulais éviter l'embarras de répondre à des personnes avec lesquelles il n'était pas convenable que j'entrasse en explications sur les motifs de mon refus.

L'Empereur, ne me voyant pas arriver, après avoir tourné quelque temps dans la ville et s'être arrêté en avant du pont, ordonna qu'on me cherchât, me trouvât, et qu'on m'intimât l'ordre de venir lui parler. Je ne pus refuser d'obéir et je le rejoignis pendant qu'il visitait les ouvrages en avant de Wilna.

Dès que je me présentai, il me prit par l'oreille (c'était son habituelle caresse de bienveillance) :

« — Etes-vous fou de vouloir me quitter? me dit l'Empereur. Je vous estime, vous le savez, et n'ai point voulu vous blesser. »

Il partit au galop, s'arrêta peu après, parla de beaucoup d'autres choses. Ni moi ni Duroc ne pûmes avoir une autre décision et d'autres paroles, si ce n'est qu'on ne le quittait pas.

M. de Bassano et quelques autres personnes chargées d'organiser le pays vantaient son enthousiasme prétendu. Je vivais, comme de coutume, fort retiré. La discussion que j'avais eue avec l'Empereur me rendait encore plus circonspect. Je dois dire, cependant, qu'il ne me témoigna

(1) 2 juillet 1812.

plus rien à cet égard. Chacun me racontait ce qui se passait. Puis, il suffisait d'avoir des oreilles, quand on était dans le salon de service ou dans les courses que l'Empereur faisait, pour être au courant de tout. Tout le monde voyait les Lithuaniens tels qu'ils étaient : très froids dans la cause polonaise, peu empressés de faire des sacrifices, fort mécontents des vexations militaires, des désordres, inséparables de mouvements si rapides. Ils auraient, sans doute, vu avec plaisir la restauration de la Pologne, mais ils doutaient que ce fût le but unique de l'Empereur, et, surtout, que ce fût avec une forme de gouvernement qui convînt à leurs prétentions, à leur intérêts et à leurs habitudes. On était cependant parvenu à organiser une commission de gouvernement.

La Diète de Varsovie, qui s'était réunie le 24 juin (1) en se confédérant et qui avait, comme Confédération générale, appelé tous les Polonais aux armes, les sommant de quitter les enseignes des oppresseurs qu'ils servaient, envoya une députation à Wilna pour présenter ses vœux et ses espérances à l'Empereur et aussi pour stimuler les Lithuaniens. La réponse de l'Empereur à leur discours mit la Galicie en dehors de la Pologne et fut si évasive qu'elle glaça et mécontenta les plus zélés (2).

On peut juger par là de l'effet qu'elle produisit sur ceux qui ne l'étaient pas. Chacun chercha dans cette réponse ce qu'il y désirait. Les gens sages y trouvèrent de l'indécision et, par conséquent, la preuve que l'Empereur n'avait pas encore pris son parti sur la Pologne et que, dans des circonstances que les événements militaires pouvaient amener, cette restauration, n'étant pas un *sine qua non*, ne serait pas un obstacle à la paix. On crut voir aussi dans cette réponse de l'Empereur la preuve qu'il s'apercevait que les Lithuaniens avaient peu d'enthousiasme et que la manière dont les Russes débutaient dans cette campagne pouvant prolonger cette question au delà de ce qu'il avait espéré, il ne voulait pas se lier les mains. Ces idées sourirent à tous les gens sages, on peut dire à

(1) Sous la présidence du prince Adam Czartoriski, grand-maréchal. Voir *Histoire de l'ambassade dans le grand-duché de Varsovie en* 1812, par DE PRADT, Paris, Pillet, 1816, in-8°, p. 120.

(2) Cette députation fut admise devant l'Empereur le 11 juillet 1812.

beaucoup de monde, car les improbateurs, dans cette malheureuse campagne, étaient nombreux, même à son début.

L'Empereur fut d'une activité inconcevable pendant son séjour à Wilna. Les nuits ajoutées aux jours ne lui suffisaient pas. Aides de camp, officiers d'ordonnance, officiers d'état-major couvraient les routes. Il attendait avec une impatience toujours nouvelle les rapports des corps en marche. Sa première parole à tous ceux qui arrivaient était toujours :

« — Combien a-t-on fait de prisonniers? »

Les escarmouches étaient, à son grand regret, sans résultats. Il se flattait, avec raison, que le prince d'Eckmühl en viendrait aux mains avec le prince Bagration et se réjouissait de voir ce bras droit du vieux Souvaroff aux prises avec le plus tenace de ses lieutenants. Il fut fort contrarié de l'échauffourée de l'avant-garde du roi de Naples avec la cavalerie ennemie (1). Le général de Saint-Geniès et un assez grand nombre d'hommes furent pris (2). Pendant ce temps, notre gauche gagnait du terrain. Les mouvements de l'Empereur se dessinaient et il quitta Wilna le 17 juillet (3) pour rejoindre sa Garde à Swenziany (4).

(1) Le 15 juillet, les avant-postes de l'une de nos brigades avaient été surpris et enlevés par un corps de Wittgenstein.

(2) Jean-Marie-Noël de l'Isle de Falcon de Saint-Geniès, né à Montauban le 25 décembre 1773, était général de brigade depuis le 6 août 1811. Il fut nommé lieutenant-général le 31 décembre 1835 et mourut à Vernou (Indre-et-Loire) le 28 mars 1839.

(3) Plus exactement le 16 juillet à 11 heures du soir.

(4) Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt.* Séjour à Wilna :

« Le 29 [juin], monté la *Varsovie* à 5 heures du matin, été au pont, fait porter en avant les divisions Wathier et Bordesoulle ; fait passer la rivière à la division Friant et à de l'artillerie sur les trois ponts ; parcouru les hauteurs à la gauche de la ville, été à l'arsenal, monté à la position des pièces placées à la droite, revenu au pont, parcouru de nouveau la ville. Rentré à 9 heures.

« Le 30, à 5 heures du soir, monté le *Friedland* et le *Pimpant.* Visité les bords de la rivière, les ponts. Revenu sur la rive droite ; le tracé de la tête de pont et de l'emplacement d'un camp retranché. Rentré à 8 heures.

« Le 1er juillet, monté le *Varsovie* à 5 heures et demie du soir, sorti par la porte d'Oczmiana, promené à une lieue et demie, passé la

L'Empereur y reçut des dépêches du roi de Naples qui lui donnait des détails sur l'échec de sa cavalerie. Il lui annonçait en même temps l'évacuation du camp retranché

revue de la division Claparède, du corps du duc de Tarente, et de la division de dragons du général La Houssaye, 7e, 22e, 28e, etc. Rentré à 8 heures et demie.

« Le 2 juillet, monté le *Coquet* et le *Moscou* à 6 heures et demie. Reconnu les grandes hauteurs à une heure sur la rive droite de la Wilia ainsi que l'emplacement du camp retranché ; rentré à 8 heures et demie ; passé devant la cathédrale et à l'arsenal.

« Le 3 juillet, l'Empereur a monté pour la première fois le *Roitelet* à 7 heures du soir, parcouru la ville, passé le pont, visité le tracé en avant, repassé la rivière, sorti par la porte d'Oczmiana, reconnu la route de Plock, monté sur la sommité de toutes les hauteurs, même à celle de la grande tour, au bord de la rivière, visité l'arsenal. Rentré à 9 heures et demie.

« Le 4, l'Empereur a monté l'*Émir*, passé la rivière, parcouru le tracé du camp retranché et les hauteurs de la gauche avec les officiers du génie, visité les couvents occupés par la Garde, sur la rive droite, la manutention russe, parcouru la ville, visité les nouveaux forts et les travaux d'un pont de pilotis. Rentré à 9 heures et demie.

« Le 5, l'Empereur n'a pas monté à cheval.

« Le 6, l'Empereur a monté le *Moscou*, passé la rivière, visité les travaux de la première redoute, la manutention russe, le pont et les anciennes piles, le pont de pilotis, la nouvelle manutention, parcouru différentes places. Rentré à 10 heures.

« Le 7, l'Empereur a monté le *Moscou* à 8 heures du soir, été voir les travaux du camp retranché, du grand pont, les différentes manutentions. Rentré à 10 heures.

« Le 8, l'Empereur a monté l'*Émir* à 7 heures et demie du soir, passé, de l'autre côté du pont dans la plaine, à une demi-lieue du faubourg, la revue des trois divisions de la Garde. Rentré à 11 heures.

« Le 9, l'Empereur n'a pas monté à cheval.

« Le 10, l'Empereur a monté l'*Émir* à 7 heures du soir, passé la revue des dépôts d'artillerie et, au delà du pont, celle de tous les employés du quartier général et des équipages des vivres. Rentré à 9 heures et demie.

« Le 11, fait partir pour Gloubokoje les fourgons du service d'expédition, le landau de l'Empereur et les forges.

« Le 12, l'Empereur a monté le *Moscou*, passé la revue des grandes charrettes de vivres sur le chemin de Kowno, visité la manutention, les ponts. Rentré à 10 heures du soir. Expédié M. le baron de Saluces avec quatre relais pour les établir de Nementschin à Sezenciane, ordre d'enlever ceux déjà placés de Nementschin à Swenziany et de les porter au delà de cette dernière ville sur le chemin de Gloubokoje. Envoyé en même temps des relais de postillons pour l'estafette.

« Le 13, monté le *Moscou*, passé la revue des employés du quartier

de Drissa le 18 juillet (1) et la retraite générale de l'armée russe qui avait abandonné toutes les positions et les travaux auxquels on avait tant travaillé depuis deux ans. Ce succès inévitable, puisque Bagration était coupé de Barclay et des provinces du Midi (2) s'il ne se fût hâté de prendre ce parti, ayant été prédit longtemps d'avance par l'Empereur, était d'un bon augure. Il lui monta la tête et enflamma, en même temps, beaucoup des plus froids dans cette cause polonaise, comme on l'appelait au Quartier général.

Sa Majesté se décida sur-le-champ à se rendre à Gloubokoje. La Garde fut mise immédiatement en mouvement dans cette direction. L'Empereur resta douze heures à Swenziany pour expédier des ordres et marcha toute la nuit, espérant, par la rapidité de ce mouvement, avoir pied ou aile de l'armée russe, et arriva dans la matinée à Gloubokoje (3), beau couvent dans un pays très fertile. Cette

général et des équipages de vivres au delà de la rivière ; mouillé jusqu'aux os ; rentré à 10 heures.

« Le 14, à 6 heures du soir, monté le *Montevideo*, parcouru les bivouacs de la division bavaroise du général Deroy sur le chemin de Kowno. Rentré à 10 heures.

« Le 15, monté le *Moscou* à midi. Vu défiler les deux divisions bavaroises sur les hauteurs hors de la ville, route de Kowno. Rentré à 2 heures.

« Le 16, monté le *Moscou* à 6 heures du soir. Vu sur la route de Kowno les transports organisés avec les charrettes du pays. Rentré à 7 heures. Parti à 11 heures du soir pour Swenziany.

« De Wilna à Nementschin avec le relais de Bride, à Podbrodzie avec le relais de Courtray, à Swenziany, avec le relais de Potin : 23 lieues. Arrivé le 17 à 11 heures du matin, parti à 10 heures du soir pour Gloubokoje. »

(1) C'est le 16 juillet que Barclay abandonna le camp de Drissa en se repliant, par la route de Moscou, sur Witepsk (Clausewitz, 43).

(2) Bagration, parti de Nieswiez le 13 juillet, traversa la Bérésina à Bobruisk et atteignit le Dnieper à Staroï Bychov le 21 (Clausewitz, 43).

(3) D'après Castellane (*Journal*, I, 117), l'Empereur arriva au couvent de Gloubokoje le 18 à 2 heures de l'après-midi.

Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt* :

« De Swenziany à Lentoupie avec le relais de Potin, à Sezenciane avec le relais de Letellier, à Zadziena par Komaï avec le relais de Tisseron, à Longhaï par Postavie avec le relais de Boubert, à Lazika avec le relais de Signol, à Gloubokoje avec le relais de Legai : trente-quatre lieues.

« Arrivé le 18 à midi et demi, monté *Embelli* à 7 heures du soir,

étonnante marche de Wilna à Gloubokoje prouva que des chevaux bien menés peuvent faire un trajet étonnant, car des chevaux montés et chargés de grosses valises, partis à 6 heures du matin de Wilna, arrivèrent à Swenziany à 8 heures du soir et étaient le lendemain à midi à Gloubokoje, ayant fait quarante-huit lieues. Des chevaux de trait firent le trajet de six [?] lieues avant Swenziany jusqu'à Gloubokoje en dix-huit heures sans qu'il y en eût de malades.

Le roi de Naples, qui commandait l'avant-garde, était sur la Dwina. Quelques affaires de cavalerie avec des succès partagés avaient suivi la reconnaissance mal faite qui nous avait coûté le général de Saint-Geniès et beaucoup d'officiers. L'armée russe lui ayant dérobé son mouvement de retraite, elle l'effectuait sans être inquiétée, mais le maréchal prince d'Eckmühl, par la marche rapide qu'il faisait sur Mohilew (1), avait coupé la retraite du prince Bagration, qui engagea sans succès à Salta-Nowka près de Mohilew un vif combat d'avant-garde pour rouvrir ses communications (2).

N'ayant pu y réussir, il dut, après des efforts inutiles et s'être fait mettre 4 à 5 000 hommes hors de combat, se décider à un nouveau détour pour rallier la grande

parcouru les environs de la ville, visité les forts en construction, reconnu la route de Drouia, Disna et Polotsk. Rentré à 9 heures.

« Le 19, monté l'*Émir* à 5 heures du soir, visité les fours, passé la revue de la cavalerie bavaroise, rentré à 8 heures.

« Le 20, monté le *Tauris* à 4 heures du soir, visité les fours, le parc d'artillerie de la Garde sur la route de Swenziany, allé au couvent de Barwetch pour se faire rendre compte des dispositions faites pour l'établissement de l'hôpital, rentré à 7 heures et demie.

« Le 21, à 9 heures du matin, fait partir deux relais pour Serby et Loujki sur la route de Disna, écrit au service léger près le roi de Naples à Disna d'envoyer l'attelage de l'Empereur et deux relais de la ville ou du roi à Kaloujinskia ou Koroleska, fait passer ces deux relais sur la route d'Ouchatsch avec trois autres. Monté le *Moscou*, visité la manutention, inspecté les transports de vivres de la Garde, vu une division bavaroise. Rentré à 7 heures du soir. Parti à 9 heures pour Ouchatsch. »

(1) Davout, parti le 14 juillet de Minsk, marcha d'abord sur Borisow. Il était arrivé le 20 à Mohilew, où il resta jusqu'au 29 juillet.

(2) Ce combat eut lieu le 23 juillet. En voir le récit dans le rapport de Davout, daté de Dobrowna, 7 août 1812 (*Correspondance de Davout*, III, 375).

armée qu'il ne put rejoindre qu'à Smolensk (1). Cette affaire coûta du monde, principalement aux Russes, mais on n'eut que peu de prisonniers (2).

On apprit en même temps que l'empereur Alexandre avait quitté Polotsk le 18 juillet et son armée quelques jours avant et qu'il se rendait à Moscou pour appeler sa nation aux armes (3). On pensa qu'il avait quitté l'armée pour ne pas avoir la responsabilité des événements militaires ultérieurs, les premiers mouvements ayant été malheureux puisqu'ils avaient séparé l'armée et forcé à l'évacuation du camp retranché, qu'on regardait en Russie comme une barrière inexpugnable avec une armée aussi nombreuse. Tout confirmait, au reste, que les corps étaient loin d'avoir le complet qu'on leur supposait et auquel il eût été si facile de les porter, si, comme le disait l'Empereur, les chefs et les commissaires ne mettaient pas, chez les Russes, un quart de l'armée dans leur poche (4). On connut en même temps l'ukase pour un recrutement d'un homme sur cent et deux proclamations de l'empereur Alexandre, l'une à la nation russe, l'autre à la ville de Moscou, qui ne pouvaient laisser de doute sur la volonté de rendre la guerre nationale. Des imprimés signés Barclay, jetés aux avant-postes, prouvaient qu'il n'était pas même scrupuleux sur les moyens qu'on voulait employer, car on y engageait les Français et les Allemands à quitter

(1) Bagration passa le Dnieper le 24 juillet et se replia sur Mstislawi puis sur Smolensk, où il arriva le 4 août, quelques jours après Barclay.

(2) L'ennemi « a laissé sur le terrain au delà de 1 200 morts et plus de 4 000 blessés, dont 7 à 800 sont restés entre nos mains, ainsi que 150 à 200 prisonniers. » (Davout à Berthier, 7 août 1812, *Correspondance de Davout*, III, 378).

(3) Alexandre Ier, qui n'avait en réalité aucun commandement réel, partit pour Moscou le 14 juillet sur les instances de ses généraux qui redoutaient son incapacité. (Cf. K. Waliszewski, *le Règne d'Alexandre Ier*, II, 59).

(4) « On racontait — au moment même où l'armée russe à la frontière ne dépassait pas 180 000 hommes — que l'empereur Alexandre payait la solde pour 600 000 hommes. Cette affirmation, que Clausewitz regardait alors comme une exagération ironique, bien qu'elle lui fût dite par un haut fonctionnaire, était la pure vérité. » (Clausewitz, *la Campagne de* 1812, 9. — Cf. Stein, *Geschichte des russischen Heeres*, 223.

leurs drapeaux et on leur offrait des établissements en Russie (1).

L'Empereur Napoléon en parut étonné :

« — Mon frère Alexandre ne ménage plus rien, dit-il. Je pourrai aussi appeler ses paysans à la liberté (2). Il a été trompé sur la force de son armée, il ne sait pas la diriger et il ne veut pas faire la paix ; ce n'est pas être conséquent. Quand on n'est pas le plus fort, il faut être le plus politique, et sa politique doit être d'en finir. »

L'Empereur fut au comble de la joie en apprenant l'évacuation du camp de Drissa que les Russes avaient mis deux ans à fortifier. Ce départ d'Alexandre lui parut aussi un succès. Il attribua avec raison à ses rapides mouvements qui, ayant empêché la réunion des corps de la grande armée, l'avaient obligé à évacuer son camp sans combat pour chercher plus loin un point de ralliement. Il pouvait maintenant, disait-il, choisir entre Moscou et Pétersbourg, si la Russie ne demandait pas la paix. Il espérait, par la rapidité de ses manœuvres, forcer l'armée russe à recevoir la bataille qu'il désirait ou la démoraliser et la miner par une retraite successive sans combats. Il ajoutait que les corps de Bagration ne rallierait pas la grande armée, qu'il serait pris ou détruit au moins en partie, ce qui ferait une grande sensation en Russie, ce général étant un des anciens compagnons de Souvaroff. L'Empereur

(1) On trouvera dans le *Journal de l'Empire*, nº du 6 août 1812, et dans Chuquet, 1812, *la guerre de Russie*, Paris, Fontemoing, 1912, in-8º, p. 35, le texte de cette adresse des Russes aux soldats français. Il y était dit notamment : « Retournez chez vous ou si vous voulez, en attendant, un asile en Russie, vous y oublierez les mots de conscription, de levée de ban et d'arrière-ban, et toute cette tyrannie militaire qui ne vous laisse pas un instant sortir de dessous le joug. » — Napoléon répondit en faisant imprimer la *Réponse d'un grenadier français*, que Chuquet publie également, ainsi que l'appel aux Allemands et la *Réponse d'un Allemand.*

(2) Napoléon, dans sa réponse à l'adresse du Sénat conservateur le 20 décembre 1812, revint sur cette idée : « J'aurais pu armer la plus grande partie de sa population contre elle-même en proclamant la liberté des esclaves ; un grand nombre de villages me l'ont demandé ; mais, lorsque j'ai connu l'abrutissement de cette classe nombreuse du peuple russe, je me suis refusé à cette mesure qui aurait voué à la mort, à la dévastation et aux plus horribles supplices bien des familles. » (*Correspondance*, 19389).

eut bientôt décidé son mouvement sur Witepsk, espérant forcer l'armée russe à se battre pour défendre cette ville et peut-être pour attendre Bagration, que le prince d'Eckmühl continuait à serrer de près. Sa Majesté quitta Gloubokoje le 21 et coucha le 23 à Kamen. Les hussards de la garde russe souffrirent beaucoup dans une affaire avec notre avant-garde près de Beschenkowitschi (1). C'est en arrivant dans cette ville, le 24 (2), que l'Empereur remarqua pour la première fois ce que nous observions déjà depuis deux jours : c'est que tous les habitants étaient en fuite, les maisons absolument désertes et que tout prouvait que cette émigration tenait à un système adopté et à des ordres récemment donnés par le gouvernement.

De Beschenkowitschi jusqu'au delà de Witepsk, nous fûmes toujours au bivouac ou sous la tente.

L'Empereur, qui désirait tant une bataille, pressait ses mouvements de toute son activité et de tout l'élan de son génie. Il la désirait et s'en flattait d'autant plus qu'on disait l'empereur Alexandre à Witepsk. Le combat d'Ostrowno (3), après Beschenkowitschi, fut assez sanglant et aussi à notre avantage, mais ce ne fut cependant qu'une affaire d'arrière-garde, dans laquelle l'ennemi obtint au fond le résultat qu'il désirait, puisqu'il arrêta notre mouvement, nous força à des dispositions et nous retarda, par conséquent, plusieurs heures.

(1) Ce combat eut lieu, en réalité, le 25 juillet. Murat trouva devant lui les corps de Tolstoï-Ostermann, chargé de couvrir la droite de Barclay, en marche de Witepsk sur Orcha.

(2) Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt* :

« [Le 21 juillet], de Gloubokoje à Pchedoli, Stcho-Ioba, Koublitschi, Ouchatsch : 27 lieues. Arrivé le 22 à midi. Envoyé un relais à Zavezeli, parti pour Kamen à 6 heures du soir. D'Outchatsch à Kamen : 8 lieues. Arrivé le 23 à 9 heures au soir. Couché.

« Le 24, fait partir à 10 heures un relais pour Botscheikova. Parti à midi pour Beschenkowitschi. De Kamen à Beschenkowitschi : 11 lieues. Arrivé le 24 à 5 heures un quart du soir, monté le *Turcoman*, passé la rivière, l'Empereur à pied sur le petit pont de radeaux, les chevaux sur un bac, fait une reconnaissance sur la rive droite à une lieue en avant, éclaré par les Bavarois. Rentré à 9 heures.

« Le 25, monté l'*Embelli*, visité les travaux du pont sur chevalets, vu défiler la division Morand, rentré à 3 heures, monté l'*Émir* à 6 heures, visité le pont, parcouru la ville, rentré à 7 heures. »

(3) 26 juillet. — Eugène et Murat contre Konownitzin.

On poussa les Russes jusque sur la Lutchiesa, petite rivière qui se jette dans la Dwina, à peu de distance de Witepsk. Pendant la nuit, on fit accélérer le mouvement de tous les corps et de toutes les réserves d'artillerie, on réunit tous les moyens dans l'espoir qu'on aurait le lendemain, et au plus tard le surlendemain, cette bataille générale, objet de tous les vœux comme de toutes les espérances de l'Empereur. Sa Majesté resta à cheval une partie de la nuit, pressant, accélérant la marche, encourageant les troupes qui étaient pleines d'ardeur. Le roi de Naples assurait tous les mouvements de l'ennemi annonçaient les dispositions d'une bataille. L'Empereur et toute l'armée la désiraient trop pour ne pas se flatter facilement qu'on touchait à ce grand résultat.

L'Empereur était à cheval avant le jour [le 27] et les reconnaissances poussées jusqu'à Lutchesia trouvèrent un gros corps de cavalerie ennemie en position. Notre infanterie arrivait ; deux régiments avaient déjà passé le pont, mais attendaient sur un plateau, un peu en avant et vers la droite, que l'artillerie et d'autre cavalerie la joignissent. L'ennemi déployait des masses considérables de cavalerie qui se portaient sur les faibles régiments de troupes légères de notre avant-garde qui s'étaient formés sur deux lignes, à gauche de la route et en avant du ravin. Nos régiments de cavalerie se succédaient, mais ne pouvaient pas se former assez vite pour faire tête aux masses déjà engagées avec notre faible avant-garde, sur laquelle l'ennemi obtint, au début, quelques faciles succès.

C'est pendant ce temps qu'une compagnie de voltigeurs, détachée sur notre gauche pour appuyer notre peu nombreuse cavalerie, prouva ce que peut la résolution de cette admirable infanterie, même quand elle est isolée (1). Placés le long de la rivière et dans quelques buissons et

(1) Il s'agit d'une compagnie du 9e de ligne, commandée par les capitaines Guyard et Savary (Fain, *Manuscrit de* 1812, I, 283, et Labaume, *Relation circonstanciée de la campagne de Russie*, Paris, Panckoucke, 1815, in-8°, 71). Ce fait d'armes eut lieu le 27 juillet. Le 10e Bulletin, daté de Witepsk, 31 juillet 1812, ajoute, après l'avoir raconté : « Frappé de la belle contenance, il [Napoléon] envoya demander de quel corps ils étaient. Ils répondirent : « Du 9e et les trois quarts enfants de Paris ! — Dites-leur, dit l'Empereur, que ce sont de braves gens ; ils méritent tous la croix. »

maisons en avant du ravin, ces braves, entourés cent fois par une nuée de cavalerie avec laquelle ils tiraillaient pour soutenir nos faibles escadrons, tiraient et démontaient à chaque instant du monde à l'ennemi et lui faisaient un tel mal, sans presque en éprouver, qu'ils parvinrent à le tenir éloigné du flanc de nos escadrons, qui auraient été fort compromis, dans le commencement de l'affaire, sans cet utile secours. Nous vîmes plusieurs fois cinq ou six de ces voltigeurs se réunir à cinquante pas des escadrons ennemis, lorsqu'une nuée de cavaliers les chargeaient, et leur faire tête en se mettant dos à dos, ménageant leur feu et les attendant à bout portant. Ils ramenèrent même quelques prisonniers. Cette compagnie tint là une grande partie de la journée. L'Empereur dit à plusieurs d'entre eux qui lui ramenaient des prisonniers et qui lui demandaient la croix : « *Vous êtes tous des braves et la méritez tous.* » En effet, on n'a jamais vu faire la petite guerre avec plus d'intelligence et plus d'audace. Ces braves firent l'admiration de toute l'armée ; quelques-uns furent tués, plusieurs blessés, mais ceux-là mêmes, quand ils n'étaient pas tout à fait hors de combat, ne voulaient pas quitter leurs camarades. Je ne puis dire à quel point je regrette d'avoir perdu, avec différentes notes dans la retraite, les noms des officiers et sous-officiers de ces braves, ainsi que le numéro du régiment.

Après cette affaire, qui retarda encore beaucoup nos mouvements, l'armée se porta en avant, et nous nous trouvâmes le lendemain (1) en présence de l'ennemi, qui occupait les hauteurs qui couronnent un grand plateau en avant de Witepsk. Nous n'étions séparés que par la Lutchiesa et nos avant-postes au pied du plateau. La journée se passa en manœuvres, canonnades et attaques de détail pour tâter et rectifier les positions respectives et se préparer à cette grande bataille que l'Empereur et le très grand nombre des Français espéraient pour le lendemain. L'Empereur était gai et déjà rayonnant de gloire, tant il se flattait de se mesurer avec ses ennemis et d'obtenir un résultat qui donnât une couleur à son expédition, déjà trop lointaine. Il passa la journée à cheval, reconnut son terrain

(1) En réalité le 27 juillet 1812. Ce passage fait double emploi.

dans toutes les directions, même à une distance assez éloignée, et rentra fort tard à sa tente (1) après avoir, on peut le dire, tout vu, tout vérifié lui-même.

On ne peut se faire une idée du désappointement général et de celui de l'Empereur à la pointe du jour (2), quand on eut acquis la certitude que l'armée russe avait disparu et abandonné Witepsk. On ne trouva pas un individu, pas un paysan qui pût indiquer la direction suivie par l'ennemi qui n'avait point traversé la ville.

Pendant plusieurs heures, on dut faire comme les chasseurs, le suivre à la piste dans toutes les directions qu'il avait prises. Quelle était la bonne? Quelle était celle suivie par ses masses, par son artillerie? On l'ignorait et on l'ignora pendant plusieurs heures, puisqu'il y avait des traces dans toutes les directions. Aussi l'Empereur ne lança-t-il, dans le premier moment, que des avant-gardes. Il parcourut avec une grande attention et à plusieurs reprises tous les endroits de la position de l'ennemi, notamment ceux où il avait campé et bivouaqué, afin de juger de sa force exacte. Il fut ensuite lui-même aux renseignements en avant de Witepsk, puis il rentra en ville à 11 heures pour tâcher d'obtenir quelques détails sur la force, les mouvements, les projets de l'ennemi ; mais il n'y obtint aucun éclaircissement satisfaisant. Il en parcourut rapidement les rues et l'extérieur et rejoignit sa Garde, ainsi que toutes les troupes mises en mouvement, sur la route de Smolensk. Il se flattait qu'on atteindrait l'arrière-garde et pressa en conséquence le mouvement de toutes les troupes qui étaient en avant, en faisant recommander au roi de Naples de faire à tout prix quelques prisonniers et de les lui envoyer ; mais notre avant-garde (3) donna maladroitement dans une embuscade près de Lochesna ; nous perdîmes quelques hommes et on prit, de part et d'autre, position. Les troupes étaient harassées. Beaucoup de chevaux n'avaient

(1) Il s'installa près d'un moulin brûlé, non loin de la Lutchesia (SCHUERMANS, *Itinéraire général de Napoléon*, Paris, Picard, in-8°, 305).

(2) 28 juillet. — Barclay, d'abord décidé à livrer bataille, s'était résolu à se retirer dans la nuit du 27 au 28, après avoir reçu une estafette de Bagration l'informant que ce général se dirigeait sur Smolensk.

(3) 4e corps (Eugène).

pu fournir dans les charges de l'avant-garde et avaient été cause de la perte de leurs cavaliers. L'Empereur bivouaqua à Lochesna (1) avec sa Garde et y resta une partie de la journée du lendemain (2) pour avoir des nouvelles.

On ne trouvait point d'habitants, on ne faisait point de prisonniers, on ne rencontrait pas un traînard, on n'avait point d'espions, on était déjà au milieu des habitations de la Russie et pourtant, s'il m'est permis de me servir de cette comparaison, comme un vaisseau sans boussole, seul au milieu du vaste océan, ne sachant ce qui se passait autour de nous. Enfin, on apprit de deux paysans (3) qu'on ramassa que l'armée russe avait beaucoup d'avance, et que son mouvement était commencé depuis quatre jours.

L'Empereur fut indécis pendant plus d'une heure.

« — C'est peut-être à Smolensk que les Russes veulent se battre, disait-il. Bagration ne les a pas encore rejoints ; il faut les attaquer. »

Il prit enfin son parti et se décida à donner à l'armée un repos nécessaire. Une partie de la cavalerie était déjà sur les dents, l'artillerie, l'infanterie très fatiguées, et les routes couvertes de traînards qui détruisaient et gaspillaient tout. Il était indispensable d'organiser nos derrières et d'attendre le résultat des opérations des corps restés sur la Dwina. La certitude que l'armée russe venait de lui échapper, et qu'il n'aurait pas, dans ce moment, la bataille qu'il désirait, rendit l'Empereur excessivement sombre. Il se résigna enfin à revenir à Witepsk (4).

(1) Ferme auprès du village d'Agaponowsczyna, à 7 lieues de Witepsk, sur la route de Smolensk. L'Empereur coucha sous la tente.

(2) 29 juillet.

(3) L'un d'eux avait été trouvé endormi sous un buisson par le colonel Klicki (Labaume, *Relation*, 77).

(4) Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt :*

« Le 26 [juillet], fait partir un relais pour Boudilowaprist, envoyé celui de Boudilowaprist à Ostrowno. L'Empereur a monté le *Varsovie* à midi, été au pont, monté en voiture pour se porter en avant monté l'*Embelli* à la hauteur d'Ostrowno. Sa Majesté s'est portée aux avant-postes jusqu'à une lieue de Witepsk, monté le *Cid*, visité toute la ligne des avant-postes, rentré à 11 heures du soir, bivouaqué et campé au village de Komarchi.

« Le 27, l'Empereur a monté l'*Émir* à 3 heures du matin, à midi

Notre cavalerie et l'artillerie avaient déjà, comme je viens de le dire, beaucoup souffert. Un très grand nombre de chevaux étaient morts. Beaucoup se traînaient, languissaient, errant sur les derrières, d'autres à la suite des corps pour lesquels ils étaient un embarras sans utilité. Un grand nombre de caissons, d'équipages avaient été successivement abandonnés. Un tiers des chevaux manquait ; moitié au plus de ceux que l'on avait en entrant en campagne étaient encore en service.

C'est le soir, à Lochesna, après cette échauffourée de notre avant-garde avec des cosaques, que j'entendis faire à l'Empereur les premières réflexions sur la nouvelle manière de guerroyer adoptée par les Russes. Il se dépitait, surtout, de ce que les engagements qu'on avait chaque jour ne donnaient aucun prisonnier, ce qui le privait de tous renseignements positifs sur l'armée. A l'exception des Jésuites, tous les habitants aisés avaient fui, les maisons étaient désertes. Le petit nombre de ceux restés à Witepsk n'avait rien vu, ne savait rien et appartenait à la dernière classe. C'est ce soir-là, au bivouac, que des chefs de corps, appelés par l'Empereur et en quelque sorte réprimandés de ce qu'ils ne prenaient pas des mesures pour faire quelques prisonniers dans les petits combats d'avant-garde, avouèrent ce que nous savions tous, ce que le prince de Neuchâtel et nous disions à l'Empereur, qui se refusait à

l'*Embelli*, rentré à 5 heures du soir. On s'est battu toute la journée sur la ligne ; resté à cheval ; rentré à 10 heures du soir au bivouac de la grande ferme, à une lieue et demie de Witepsk.

« Le 28, monté le *Curde* à une heure du matin, été au bivouac du Vice-roi, à celui du roi de Naples, parcouru la ligne des avant-postes le long du ravin, mis les troupes en mouvement, passé le petit torrent au gué, dirigé les troupes sur les routes de Souraje, Ranowitschi et Babinowitschi, arrêté à une demi-lieue de Witepsk, reçu la députation de la ville, déjeuné, traversé la ville, porté en avant jusqu'à une demi-lieue sur la route de Souraje, rentré en ville à une heure, envoyé un relais de voiture à [en blanc], monté l'*Embelli* à 5 heures et en voiture à une demi-lieue de la ville jusqu'à Agaponowsczyna, bivouaqué à une ferme à la gauche de la route et à un quart de lieue de cet endroit.

« Le 29, parti en voiture à 9 heures du matin pour revenir en ville ; arrivé à 11 heures et demie. A 6 heures du soir monté le *Roitelet*, visité le pont, les bords de la rivière, rentré à 8 heures.

« De Komarchi à Witepsk : 5 lieues. »

le croire, que les chevaux de la cavalerie étaient si fatigués qu'ils ne pouvaient prendre le galop et que les hommes étaient forcés de les abandonner et de se sauver à pied, si leurs escadrons étaient ramenés dans les charges.

Le roi de Naples voyait ces inconvénients mieux que personne et nous le disait quand il causait avec nous. Il hasardait même quelques mots sur ce ton avec l'Empereur, mais Sa Majesté n'aimait pas les réflexions qui dérangeaient ses projets et faisait la sourde oreille. L'Empereur parlait d'autre chose et le roi de Naples, qui voulait avant tout lui plaire et qui flattait en cela son propre penchant autant que celui de l'Empereur, gardait alors pour lui les sages réflexions qu'il ne faisait qu'avec nous et oubliait bientôt, marchant le premier aux tirailleurs et montrant sous le nez des Cosaques son panache et son costume bizarre, qu'il achevait la ruine de la cavalerie, qu'il perdait l'armée et mettait la France et l'Empereur au bord d'un abîme.

Un jour cependant, le général Belliard, chef d'état-major du Roi, avait dit devant lui à l'Empereur qui le questionnait :

« — Il faut dire la vérité à Votre Majesté. La cavalerie se fond beaucoup ; les marches trop longues l'écrasent et on voit, dans les charges, de braves gens obligés de rester derrière parce que les chevaux ne peuvent plus fournir à une course accélérée. »

L'Empereur ne tint nul compte de ce sage avis ; il espérait atteindre sa proie, et cet avantage était, sans doute, sans prix à ses yeux, puisqu'il sacrifiait tout pour y parvenir.

Pendant que ces événements se passaient à la Grande Armée, le roi de Westphalie, détaché au soutien du corps du prince d'Eckmühl, après avoir laissé piller le duché de Varsovie par ses troupes et mécontenté ce pays si dévoué, qu'il se flattait cependant de gouverner, croyant, avec beaucoup de personnes, que cette Pologne que l'Empereur voulait ressuciter, que cette puissance intermédiaire qu'il voulait créer lui était dévolue, le roi de Westphalie, dis-je, crut au-dessous de lui de servir sous les ordres du vainqueur d'Auerstædt et d'Eckmühl et quitta l'armée avec sa Garde pour retourner à Cassel (1). C'est ainsi que

(1) Le 6 juillet, l'Empereur avait donné l'ordre qu'en cas de

l'Empereur était secondé, dans les circonstances difficiles, par ses frères qu'il avait faits rois. Au dire de l'Empereur, le Roi venait de faire manquer les opérations du prince d'Eckmühl et était cause que Bagration lui avait échappé et qu'on perdait le résultat du début de cette campagne. Je rapporte ce que j'ai entendu dire plusieurs fois alors à l'Empereur et ce que m'a répété le prince de Neuchâtal, ce qui m'a été confirmé depuis par le prince d'Eckmühl.

L'Empereur n'avait laissé au maréchal d'Eckmühl qu'une partie de son corps ; les 1re, 2e et 3e divisions, commandées par les généraux Morand, Gudin, Friant, avaient été mises sous les ordres du roi de Naples, après le passage du Niémen pour suivre l'ennemi et appuyer la cavalerie. Il ne restait au maréchal que les divisions Compans et Desaix, et moitié de cette dernière dut être laissée par lui en observation à Minsk (1). L'Empereur, dès qu'il avait connu les mouvements des Russes et la séparation du corps d'armée de Bagration, avait lancé le maréchal contre ce corps d'armée avec le peu de troupes qu'il avait sous sa main (une division et demie) (2) mais il le prévint, en même temps, qu'il mettait sous ses ordres et à sa disposition le roi de Westphalie et son corps, ainsi que les Polo-

réunion des 5e, 7e et 8e corps d'armée et du 4e corps de réserve de cavalerie avec le corps de Davout, le commandement serait conféré à ce dernier (*Correspondance*, 18911). Davout communiqua cet ordre à Jérôme le 14 en lui annonçant qu'il prenait le commandement de l'ensemble des corps réunis. Le soir même, le roi de Westphalie écrivit à son frère qu'il avait « pris la résolution de ne servir sous les ordres d'aucun autre » que lui. Le 16, il quitta son quartier général de Neswij avec ses gardes du corps pour aller coucher à Turczec. De là il se dirigea sur Cassel où il arriva le 16 août (*Mémoires et correspondance du roi Jérôme*, Paris, Dentu, in-8°, V, 414).

(1) C'est à Salta-Nowka que le maréchal prit position. Ses troupes, bien inférieures en nombre, se couvrirent de gloire, notamment le 61e régiment. Pendant ce temps, les trois premières divisions du 1er corps se portaient sur la Dwina. La 1re division prit la nuit, entre Mikacleski et Svir, les équipages de la division de Doctorov, et lui eût fait bien plus de mal, si un ordre de l'Empereur, qui fut révoqué trente-six heures après, ne lui eût fait perdre trois marches. (*Note de M. de Caulaincourt.*) — Le combat de Salta-Nowka avait eu lieu le 23 juillet. Voir plus haut, p. 363.

(2) En dehors des 57e, 61e et 111e régiments de la division Compans, des 85e et 108e de la division Desaix, Davout avait encore la division Valence et le 3e chasseurs (*Correspondance de Davout*, III, 376).

nais de Poniatowski qui le suivaient. Le maréchal, sentant l'importance de l'opération dont le chargeait l'Empereur, pressa sa marche, sachant que Bagration avait de longs et difficiles défilés à traverser entre d'immenses marais et résolut de le prévenir à la sortie de ces défilés, ne fût-ce qu'avec la tête de sa colonne. Il prévint donc le Roi de son mouvement, de ce qu'il apprenait et projetait, en lui prescrivant d'en donner avis à Poniatowski et de pousser vivement Bagration, qui avait perdu trois jours à Neswij et du temps en contremarche pour le mettre entre deux feux. Mais le Roi, mécontent de se trouver sous les ordres du maréchal, sans égard pour la circonstance, pour le caractère d'un homme qui avait gagné tant de batailles, auquel il devait même sa couronne, prit de l'humeur, n'exécuta pas l'ordre, sans s'inquiéter des conséquences de sa désobéissance à son frère et au maréchal, ne donna pas même connaissance de l'ordre à Poniatowski, qui eût pu l'exécuter, au moins en partie. Après avoir mal reçu l'officier porteur de cet ordre, il se permit même des propos déplacés et quitta l'armée avec sa garde, comme je l'ai déjà dit. Le maréchal, comme il l'avait prévu, tomba sur les équipages et les parcs qui précédaient Bagration, en prit une bonne partie et quelques prisonniers et continua son mouvement sans s'embarrasser de sa prise, afin d'être en position avant que les Russes débouchassent.

N'étant pas en force, depuis le départ du Roi, pour leur tenir tête en rase campagne, il vint prendre position en avant de Mohilew (1), point sur lequel se dirigeait Bagration, que la désobéissance du Roi avait sauvé en lui laissant la facilité de changer de route. Sachant qu'il n'avait à faire qu'au faible corps réuni à la hâte par le maréchal et que personne ne le pressait, Bagration envoya insolemment au prince d'Eckmühl un aide de camp pour lui dire qu'il le trompait depuis quelques jours par l'activité de ses mouvements, mais qu'instruit maintenant qu'il n'avait à lui opposer qu'une tête de colonne, il le prévenait, pour éviter un engagement inutile, qu'il coucherait le lendemain à Mohilew. Le maréchal, au lieu de répondre à cette jactance, fortifia autant qu'il put sa position. Au

(1) 20 juillet 1812.

début de l'affaire les succès furent partagés. Attaqué avec vigueur, il se défendit avec courage, mit à Bagration 4 à 5 000 hommes hors de combat et le força à se retirer et à changer de direction pendant la nuit (1).

Quand on pense à l'influence qu'aurait eue sur les affaires la destruction du corps de Bagration et le résultat qu'obtenaient, au début de la campagne, cette première manœuvre de l'Empereur et les bonnes dispositions du maréchal, on ne peut que s'affliger de voir le grand capitaine trahi par les siens avant de l'être par la fortune.

Revenu à Witepsk (2), les premiers soins de l'Empereur furent pour les subsistances et les hôpitaux. Je fus chargé de les visiter, de donner de l'argent aux blessés, de les consoler, de les encourager.

Je remplis de mon mieux cette douloureuse et dangereuse mission, car l'infection était partout, Ces malheureux étaient dans le plus grand dénuement. couchés par terre, la plupart sans paille, tous dans la situation la plus défavorable. Un grand nombre n'étaient pas encore pansés, même des officiers. Les églises, les magasins, tout était rempli. Malades et blessés étaient confondus dans le premier moment. Les chirurgiens et médecins, en trop petit nombre, ne pouvaient suffire aux besoins du service. Ils étaient d'ailleurs sans moyens : point de linge, point de médicaments. A l'exception de la Garde, qui avait conservé quelques ressources, toutes les autres ambulances manquaient même des caisses d'instruments qui étaient restées en arrière et perdues avec les fourgons que la mort des chevaux avait fait abandonner le long des chemins. Witepsk, où on espérait trouver quelques ressources, était presque désert. D'ailleurs, ces capitales des grandes provinces russes ne valaient pas les moindres villes d'Allemagne. Trop habitué à y trouver des ressources de tous genres, on avait compté sur les mêmes en Russie ; le désappointement fut grand et bien cruel pour les malheureux qui souffraient, sans qu'on eût aucun moyen pour les soulager. On ne peut se faire une idée du dénuement où l'on fut dans les premiers moments. Le défaut d'ordre,

(1) 23 juillet. — Salta-Nowka.
(2) Le récit de M. de Caulaincourt reprend ici au 29 juillet.

l'indiscipline des troupes et même de la Garde privaient du peu de moyens qui restaient. Jamais situation ne fut plus douloureuse et spectacle plus déchirant pour ceux qui pensaient et que les faux prestiges de gloire et d'ambition n'éblouissaient pas. A l'exception des chefs, l'insouciance des administrations était à son comble. Nos malades, nos blessés périssaient, faute des moindres secours. Ces nombreux caissons, ces immenses approvisionnements en tous genres, assemblés à si grands frais depuis deux ans, avaient disparu, pillés, perdus, faute de moyens pour les traîner. Ils étaient semés sur la route. La rapidité des marches, le manque d'attelages suffisants et de rechange, le manque de vivres, le défaut de soins, tout s'était réuni pour faire périr les chevaux. Cette campagne en poste, sans résultat réel, depuis le Niémen jusqu'à Wilna et depuis Wilna jusqu'à Witepsk, avait déjà coûté à l'armée plus que deux batailles perdues, et la privait de ses ressources et de ses approvisionnements les plus indispensables.

Pour être sûr qu'il n'y aurait pas d'indiscrétion de commise, l'Empereur n'avait consulté personne. Aussi nos caissons, tous nos transports, calculés pour des routes ferrées, pour des marches et des distances ordinaires, n'étaient pas en rapport avec les chemins des pays que nous avions à parcourir. Les premiers sables avaient écrasé les attelages, parce qu'au lieu de diminuer le chargement, en raison du poids de la voiture et de la distance à parcourir, on l'avait au contraire augmenté, dans la pensée que la consommation le diminuerait suffisamment chaque jour. L'Empereur, par ce motif de l'allégement journalier, n'avait pas voulu faire entrer dans ses calculs la distance à parcourir pour arriver au point où on pouvait commencer à consommer. Joignez à cela la forme pesante de nos attirails, le manque de subsistances, les marches forcées, le défaut de soins et de surveillance, résultat indispensable d'une marche sur une route pillée et sans magasins, où l'homme, manquant de tout lui-même, ne pouvait s'occuper de ses chevaux et les voyait périr sans regret, parce qu'il entrevoyait, dans la destruction du service qui lui était confié, le terme de ses privations personnelles, et vous aurez le secret et la cause

de nos premiers désastres et de nos derniers revers.

Le désordre était partout : dans la ville comme dans les environs, tout le monde avait besoin. La Garde manquait, comme les autres corps ; de là l'indiscipline et tout ce qui en résulte. L'Empereur se fâchait, grondait plus que sévèrement le major-général, les chefs de corps et les administrateurs, mais cela ne remédiait à rien, puisqu'on n'avait pas encore pu parvenir à faire des distributions.

Dans cet état de choses, l'Empereur crut remédier à la désorganisation des corps en exigeant des rapports plus directs.

Il créa, comme il le projetait depuis Dresde et Thorn, où il m'en avait parlé, deux places d'aides-majors généraux, l'une pour l'infanterie et l'autre pour la cavalerie, et les donna aux comtes de Lobau et Durosnel (1). Ils furent mis à l'ordre (2). Les corps devant correspondre avec eux, chaque division ou brigade détachée devait avoir près d'eux un officier et leur adresser des rapports directs. Il crut aussi rétablir l'ordre au grand quartier général en chargeant de son commandement un officier qui osât tenir tête aux chefs de la Garde. Mon frère (3),

(1) Ils « étaient chargés de veiller à la situation de ces deux armes, à leur tenue, à leurs effectifs, à leurs besoins. Ils devaient s'assurer de la force vraie des régiments au moment de chaque action » (THIERS, XIV, 167). — C'était la première fois que Napoléon consentait à créer des organismes de ce genre. — Antoine-Jean-Auguste-Henry Durosnel, né à Paris le 9 novembre 1777, général de brigade le 24 décembre 1805, général de division le 16 avril 1809, était aide de camp de l'Empereur depuis le 30 juin 1810, après avoir été son écuyer cavalcadour. Il mourut à Paris le 5 février 1849.

(2) Décret du 12 août 1812.

(3) Auguste-Jean-Gabriel de Caulaincourt, frère puîné du duc de Vicence, né le 15 septembre 1777, entré au service le 6 janvier 1792 comme volontaire au 8e régiment de cavalerie, était chef de brigade du 19e dragons depuis le 24 août 1801 quand il fut nommé, le 9 juin 1804, aide de camp du prince Louis Bonaparte. Il fut autorisé le 5 juin 1806 à passer au service de la Hollande et fut nommé le 21 juin de la même année Grand écuyer du roi Louis. Réadmis au service de France comme général de brigade le 10 février 1808, général de division le 7 septembre 1809. Il allait être tué peu après, le 7 septembre 1812, à la bataille de la Moskowa. — Le général de Caulaincourt avait commandé en Espagne la cavalerie du 8e corps, après avoir été employé au 2e corps à la même armée et il avait été envoyé en congé, pour raisons de santé, le 28 février 1810. A ce moment, il avait été nommé gouverneur des Pages.

qu'une maladie de six mois avait forcé de quitter l'Espagne, que l'Empereur avait nommé gouverneur des Pages pour qu'il pût se reposer et qui faisait, comme ses prédécesseurs, le service d'aide de camp près de lui, et le dangereux honneur d'être chargé de ce commandement (1). L'Empereur connaissait sa fermeté et son amour de l'ordre. Ces motifs le décidèrent à lui confier ces difficiles fonctions, quelque répugnance qu'il montrât pour cette place. Il lui recommanda particulièrement le rétablissement de l'ordre, la surveillance des hôpitaux, des magasins, des approvisionnements, et surtout d'imposer à la Garde. Mon frère passa les jours et les nuits à faire manutentionner, à améliorer l'état des hôpitaux. Il fallait souvent défendre les magasins et les distributions, l'épée à la main. Il ne cachait rien à l'Empereur. La Garde, sur laquelle personne n'osait rien dire, n'était pas plus ménagée par lui que les autres corps. L'Empereur fit quelques exemples ; l'ordre se rétablit et on finit par faire des distributions régulières. Pendant ce temps, l'Empereur s'occupait, avec son activité accoutumée, de tout réorganiser ; il occupait le palais du gouverneur (2) et avait fait agrandir la place qui est devant (3). La Garde avait été employée à ces travaux. La chaleur était excessive, et ce fut un grand bonheur pour l'armée de jouir de quelque repos dans ce moment. Chaque jour, il y avait grande parade à 6 heures du matin. Les chefs de tous les services s'y trouvaient, et l'Empereur y témoignait hautement son mécontentement à ceux qui étaient en défaut, souvent aussi à ceux qui, on peut le dire, avaient fait l'impossible.

— « Il faut réussir, » disait l'Empereur à ceux qui croyaient se justifier en vantant leurs efforts.

Quant à ceux qui parlaient de leur dévouement et de leur zèle :

(1) La nomination du général de Caulaincourt comme commandant du grand quartier impérial est du 7 juillet 1812.

(2) Ce palais, très modeste, avait été occupé par le gouverneur de la Russie blanche.

(3) Il fit abattre pour cela quelques-unes des maisons en bois qui l'obstruaient afin de pouvoir y passer des revues. (CASTELLANE, *Journal*, I, 125.) — Commencée le 1er août, cette destruction était achevée le 6.

— « Je n'en tiens compte qu'autant que le succès en est le résultat, » leur répondait-il.

L'Empereur se faisait, sous ce rapport, plus difficile qu'il ne l'était, car, sans le témoigner, parce qu'en principe il ne louait personne, il remarquait et appréciait bien les hommes zélés et attachés à leurs devoirs.

Par un esprit de lésinerie inexplicable et impardonnable, les approvisionnements des ambulances n'avaient pas été suffisants. Le personnel même était trop peu nombreux. Tous les moyens de transport de l'armée, même ceux de l'artillerie, étaient aussi insuffisants. L'Empereur, voulant toujours avoir le plus possible avec le moins de frais possible, il en était résulté qu'au départ des grands dépôts, on avait presque tout attelé, comptant, comme dans les autres campagnes, sur les chevaux de réquisition qu'on avait l'habitude de trouver dans le pays pour renforcer les attelages et remplacer successivement les pertes, mais la Russie n'offrait aucun de ces moyens. Les chevaux, les bestiaux, tout ayant fui avec les humains, on se trouvait comme au milieu d'un désert ; tous les services avaient laissé la plus grande partie de leur matériel sur les chemins.

Jamais l'insouciance n'avait été portée plus loin par les sous-ordres de l'administration. Aussi, jamais le courage malheureux n'avait-il été plus mal soigné. Les médecins de l'armée et les chefs d'administration, aussi recommandables par leur zèle que par leurs talents, étaient au désespoir de l'état où se trouvaient les hôpitaux. Ils tâchaient vainement de suppléer par leurs soins à tout ce qui manquait. Nous n'étions qu'à Witepsk, nous n'avions pas eu de bataille, et on manquait même de charpie !

L'Empereur était fort préoccupé, souvent de mauvaise humeur, au point qu'il ne ménageait pas ses expressions envers les personnes dont il était mécontent, ce qui ne lui arrivait point habituellement. Il était frappé du départ des habitants de la ville et de la fuite de ceux de la campagne. Ce système de retraite lui ouvrait, peut-être, les yeux sur les conséquences que pourrait avoir cette guerre et sur l'éloignement où elle pourrait le tenir de France, mais les mille motifs qui devaient lui ouvrir les yeux sur sa position disparaissaient au moindre événement qui rani-

mait ses espérances. Un officier russe, fait prisonnier et qu'on amena au quartier général, les remonta. Il assura qu'on avait dû livrer une bataille avant Witepsk, qu'elle n'avait été qu'ajournée et qu'on ne s'était retiré sans combattre que sur une lettre reçue, le 27, du prince Bagration, par laquelle il annonçait qu'il ne pourrait rejoindre l'armée qu'à Smolensk. L'Empereur se flatta donc que l'armée russe, ayant été ralliée par Bagration, viendrait l'attaquer.

Plein d'espérance, il retrouva dès lors sa bonne humeur. Le roi de Naples, qui avait cru, comme l'Empereur, être toujours au moment d'entamer les Russes en faisant dix à douze lieues par jour, et que l'espoir d'un succès pour le lendemain empêchait de calculer ce qu'il perdait chaque jour par ses marches forcées, sondait ses pertes depuis qu'il était en position. Il vit avec effroi l'affaiblissement des régiments, la plupart déjà réduits de plus de moitié. Pressé par le général Belliard (1), il le manda à l'Empereur. On manquait de fourrages et de tout, parce qu'on était toujours réuni et sur le qui-vive. On n'avait point mis d'ordre dans les distributions les premiers jours, et les cosaques empêchaient déjà de s'écarter des points qu'on occupait. Les chevaux n'étaient point ferrés ; les équipements se trouvaient dans le plus mauvais état ; les forges, comme les autres équipages, étaient restées en arrière. Le plus grand nombre avait même été abandonné et était perdu. Point de clous, point d'ouvriers, point de fer d'une qualité propre à en façonner. Rien n'ayant été prévu, on manquait des choses les plus indispensables. Depuis quelques jours, on s'occupait de faire moudre des grains et les fours, établis par ordre de l'Empereur, étaient en service. Il tâchait de communiquer son activité à tout le monde mais tout se faisait mollement.

L'Empereur avait deux projets, l'un de ne pas s'éloigner de Witepsk et d'accepter la bataille dans les environs ; l'autre, qu'il préférait, était d'aller attaquer l'ennemi, croyant avoir plus d'avantages à le forcer à le recevoir. Dans l'un et l'autre cas, il espérait rejeter l'ennemi assez loin pour être maître du pays et pour faire

(1) Belliard était alors aide-major général de la cavalerie.

ce que bon lui semblerait. Alors, il comptait renforcer les corps de la Dwina, battre Wittgenstein (1), prendre des positions et des cantonnements plus étendus, et donner à ses troupes du repos et à lui le temps de tout organiser, de réunir les ressources du pays et de faire arriver les renforts et les objets dont il avait un pressant besoin.

Il pouvait aussi, laissant les corps de la Dwina livrés à leurs propres moyens jusqu'à l'arrivée des renforts qui leur arriveraient, menacer une des capitales avec son armée et forcer ainsi l'armée russe à lui livrer Pétersbourg ou Moscou, ou à courir les chances d'une bataille qu'il comptait gagner et qui lui ferait arriver des propositions de paix pour sauver la capitale menacée. Ses conversations avec le prince de Neuchâtel et ceux qu'il eut avec moi étaient dans ce sens. Il paraissait pencher, si toutefois il gagnait sa première bataille, pour rester à Witepsk, afin de renforcer les corps de la Dwina et d'éloigner Wittgenstein. Dans ce cas, il organisait le pays, reposait son armée, recevait des renforts et disposait tout pour une seconde campagne, si ces démonstrations ne faisaient pas arriver des propositions de paix, ce dont il se flattait déjà. L'Empereur nous répétait sans cesse que l'armée russe, qui pouvait et devait être si nombreuse et qu'on lui avait dit au complet, n'avait pas plus de 150 000 hommes, en y comprenant Wittgenstein et les petits corps, que l'empereur Alexandre était trompé par ses généraux et ses commissaires, qu'il n'avait que des cadres à cause de l'abus des non-combattants. Il me répétait cela souvent et ajoutait qu'il était sûr que nous l'avions trompé sur le climat de la Russie comme sur le reste, que ce pays était comme la France, seulement que l'hiver y durait plus longtemps, et qu'on avait, pendant six ou sept mois, le froid que nous avions quelquefois pendant douze à quinze jours. Ces reproches, faits souvent avec aigreur, se renouvelaient en toute occasion. Je représentais vainement à l'Empereur que je n'avais rien exagéré, que je lui avais dit la vérité

(1) Wittgenstein, avec 25 000 hommes, couvrait la route de Saint-Pétersbourg. Le 31 juillet, il avait attaqué et battu Oudinot à Zakubowo. Il s'était installé ensuite entre Drouia et Drissa.

sur tout comme le plus fidèle de ses serviteurs. Je ne le persuadais pas. Une fois cependant, pendant le séjour de Witepsk, il me fit l'honneur de causer avec moi sans la moindre aigreur, quoiqu'il fût toujours sous le charme de ses mêmes illusions. Il croyait à une bataille, parce qu'il la désirait, et qu'il la gagnerait, parce que cela lui était indispensable. Il ne mettait pas en doute que l'empereur Alexandre ne fût forcé par sa noblesse à lui demander la paix, parce que ce résultat était la base de ses combinaisons.

Aucun raisonnement, l'expérience qu'il venait de faire depuis le Niémen, rien ne pouvait l'éclairer sur le fatal avenir. La vue des soldats, leur enthousiasme quand ils l'apercevaient, les revues, les parades et surtout les rapports souvent enflés du roi de Naples et de quelques autres généraux lui montaient la tête et, en dépit de quelques bonnes inspirations, suite de ses réflexions ou de celles qu'on lui faisait dans quelques moments opportuns, son enivrement continuait.

Il y eut cependant des moments, pendant ce séjour de Witepsk, où la Russie aurait pu faire la paix sans sacrifices en laissant l'Empereur arranger à son gré la Pologne du Duché et de la Galicie, ainsi que le Nord de l'Allemagne.

Il lui échappa quelques mots dans ce sens, en se plaignant des habitants de la Lithuanie et de la Wolhynie qui, disait-il, avaient oublié qu'ils étaient nés Polonais et étaient devenus Russes.

« — Ce n'est pas la peine de se battre longtemps, ajoutait-il, pour une cause dont ces gens-là se soucient peu maintenant. »

Si l'Empereur voyait parfois sa véritable situation et les conséquences de cette guerre, s'il en causait par moments sans passion, l'instant d'après, c'était un autre discours. L'Empereur retombait dans ses anciennes illusions et revenait à ses gigantesques projets. La moindre escarmouche, l'arrivée de quelques renforts, de quelques caissons, un rapport du roi de Naples, quelques cris de « Vive l'Empereur » à la parade, et surtout les lettres de Wilna (1) suffisaient pour lui monter de nouveau la tête.

(1) Où se trouvait le duc de Bassano, ministre des Relations extérieures.

Le prince de Neuchâtel était bourré à la journée et accablé de choses désagréables pour prix de sa franchise, de son inconcevable activité et de son dévouement. L'irritation de l'Empereur contre lui était poussée au point qu'il lui disait souvent de s'en aller à Grosbois, qu'il n'était plus bon à rien. De fait, beaucoup de choses s'exécutaient mal. L'état-major ne prévoyait rien, mais l'Empereur, voulant tout faire, tout ordonner, personne, même le major général, n'osait prendre sur soi la responsabilité de l'ordre le plus insignifiant. L'administration, privée, comme nous l'avons dit, de moyens d'exécution et de transport, ne pouvait produire les résultats que l'Empereur désirait et qu'il ordonnait sans s'embarrasser comment on exécuterait ses ordres. Il pouvait, sans doute avec raison, se plaindre de tous les services qui ne faisaient à peu près rien, mais aussi tous les services pouvaient se plaindre de l'Empereur, qui les avait amenés dans un pays où ils ne trouvaient aucun des moyens sur lesquels Sa Majesté avait sans doute compté, parce qu'elle était accoutumée à les trouver en Allemagne ou en Italie. Tout le monde était mécontent et il fallait tout le caractère de l'Empereur et l'opinion qu'on avait de sa fermeté pour en imposer.

Quelque sévère et même dur que fût l'Empereur pour le prince de Neuchâtel, dès que celui-ci en trouvait l'occasion, il lui parlait de la France, de l'affaiblissement de notre cavalerie, de l'état de l'artillerie, des conséquences que pourraient avoir les moindres revers et du mécontentement qui existait en Allemagne. Ses réflexions étaient rarement bien reçues, mais cela ne l'empêchait pas de revenir à la charge. L'Empereur lui disait souvent que c'était Caulaincourt qui lui mettait ces idées dans la tête, qu'il le rendait Russe. Aussi, avais-je souvent ma bonne part de sa mauvaise humeur, surtout quand l'occasion se présentait de lui tenir le même langage. Les choses vinrent au point que l'Empereur avait pris en grippe jusqu'aux personnes qui composaient l'état-major général du prince. M. Bailly de Monthyon, qui en était l'âme (1), M. le comte Dumas, le

(1) François-Gédéon, comte Bailly de Monthyon, né à l'île Bourbon le 27 janvier 1776, mort à Paris le 7 septembre 1850, était capitaine adjoint quand il fut remarqué à la bataille de Marengo par Berthier qui l'attacha à son état-major. Il avait fait toutes les cam-

chef zélé et actif de l'administration (1), M. Joinville (2), étaient continuellement l'objet des préventions de Sa Majesté ; ils lui étaient devenus antipathiques. Nous ne l'avions jamais vu dans cet état d'irritation, qui a rendu cette campagne encore plus pénible pour nous.

Le prince de Neuchâtel ne se décourageait pas plus que moi, que nous tous, et nous tâchions en toutes occasions d'éclairer Sa Majesté sur sa véritable situation et de calmer cette fougue qui tendait à nous faire courir tout à fait les aventures. Les comtes de Lobau, Durosnel et plusieurs autres aides de camp de l'Empereur lui parlaient aussi franchement sur l'état de l'armée quand ils en trouvaient l'occasion ; ils la faisaient même naître. Jamais la vérité n'eut autant d'échos aux oreilles d'un souverain, mais hélas ! sans succès. Il est cependant juste de dire que si l'Empereur était loin de l'encourager parce qu'elle le contrariait, il ne la repoussait pas violemment. Il ne savait même pas, au fond, trop mauvais gré à ceux qui avaient le courage de la dire ; peut-être était-ce parce qu'il n'en tenait nul compte. J'ai vu quelquefois l'Empereur, quand rien ne l'avait irrité, me faire l'honneur de m'entretenir avec beaucoup de calme, me permettre toute espèce d'observation, convenir même qu'il était déjà assez loin, qu'il lui était plus avantageux d'attendre la paix dans cette position que d'aller la chercher au fond de la Russie, mais ces moments duraient peu.

Les personnes qui approchaient l'Empereur s'affligeaient de l'état d'irritation que lui causaient les contrariétés de cette campagne autant que de l'enivrement qu'entretenaient ses illusions, encouragées par le très petit nombre de personnes qui les partageait encore. Chacun redoublait de zèle pour parer aux inconvénients d'une position qui devenait chaque jour plus difficile. Citer le prince de

pagnes de l'Empire dans cette position et avait été promu général de brigade le 22 mai 1808. Il fut nommé général de division le 4 décembre 1812 et fut pair de France le 3 octobre 1837.

(1) Le comte Mathieu Dumas (1753-1837) était intendant général de la Grande Armée.

(2) Le baron Louis Joinville, né à Paris le 5 juin 1773, mort le 29 mars 1849, était commissaire ordonnateur en chef de la Grande Armée.

Neuchâtel, le duc de Frioul, les comtes Daru, de Lobau, Durosnel, de Turenne (1), de Narbonne (2), le duc de Plaisance (3), parmi ceux qui ne laissaient échapper aucune occasion d'éclairer l'Empereur, ce n'est que rendre hommage à une vérité que l'élévation et la franchise de leur caractère avaient consacrée depuis longtemps. Les détracteurs de cette grande époque diront ce qu'ils voudront : jamais souverain n'a été entouré de plus d'hommes capables, gens de bien avant tout et nullement courtisans, quels que fussent l'admiration et l'attachement qu'on professât pour le Grand Homme. Les circonstances extraordinaires, au milieu desquelles nous vivions, avaient moins éveillé l'ambition que le zèle et le dévouement. Avec des formes que nuançaient les caractères et les habitudes de chacun, à quelque porte qu'eût frappé l'Empereur, il était sûr de trouver, s'il l'eût demandé, une vérité même désobligeante plutôt qu'un flatteur (4). La gloire, soit qu'on en fût rassasié, soit que la raison portât à se méfier de ses prestiges, n'avait enivré personne. On était resté modéré et bon Français avant tout.

Il faut le dire à l'honneur de l'Empereur, ses principes,

(1) Henry-Amédée-Mercure de Turenne (1776-1852), après avoir été officier d'ordonnance de l'Empereur, avait été nommé son chambellan et grand maître de la garde-robe lors de la disgrâce de M. de Rémusat.

(2) Le comte Louis de Narbonne était alors aide de camp particulier de l'Empereur.

(3) M. de Caulaincourt ne veut pas parler ici du premier duc de Plaisance, Le Brun, qui ne mourut qu'en 1824 mais qui, en 1812, était toujours gouverneur général de la Hollande. Il s'agit de son fils Anne-Charles, deuxième duc de Plaisance après la mort de son père. Né à Paris le 28 décembre 1775, mort à Paris le 21 janvier 1859, général de brigade le 1er mars 1807, général de division le 23 février 1812. Il était, depuis le 5 mars 1800, aide de camp de Napoléon.

(4) Il est intéressant de rapprocher ce passage de ce que dit Ségur : « Ces ministres et ces généraux, chacun en ce qui les concernait, n'épargnaient pas la vérité à l'Empereur. S'il arrivait qu'elle l'irritât, alors Duroc, sans céder, s'enveloppait d'impassibilité ; Lobau résistait avec rudesse ; Berthier gémissait et se retirait les larmes aux yeux ; Caulaincourt et Daru, l'un pâlissant, l'autre rougissant de colère, repoussaient les vives dénégations de l'Empereur, le premier avec une impétueuse opiniâtreté et le second avec une fermeté nette et sèche. » (Ségur, *Histoire et Mémoires*, IV, 93).

son impartialité, la fixité de sa confiance qui éloignait les intrigues, n'avaient pas peu contribué à faire naître et à entretenir ces nobles sentiments. L'éloignement qu'on connaissait au maître pour toute espèce de changement donnait à chacun une sécurité qui tournait au profit de la vérité. Sa fermeté avait rallié toutes les opinions et contenait toutes les ambitions. La Patrie et l'Empereur se confondaient dans une gloire qui leur était devenue commune. Il avait subjugué tous les esprits et, sans qu'on s'en doutât, entraîné toutes les volontés à concourir à l'accomplissement de la sienne. Qui n'a pas été séduit par l'ascendant de ce génie supérieur, par les éminentes qualités du Souverain, par sa bonhomie qui était celle d'un particulier dans son intérieur? Qui n'a pas admiré en lui le grand capitaine, le législateur, le restaurateur de l'ordre social, l'homme enfin auquel la Patrie devait sa prospérité intérieure et la fin de la guerre civile? La Révolution comprimée, la religion rétablie, nos lois, notre administration, notre industrie centuplée, l'état prospère de nos finances, tout ne nous révélait-il pas, à chaque instant, ce que nous devions à l'Empereur et ce que nous pouvions encore espérer de lui? Si quelques hommes voyaient cependant, dès lors, ce qu'il fallait craindre de perdre, lorsque tant de succès et de gloire pouvaient faire illusion à la bonne foi du plus grand nombre, leur prévision ne tenait qu'à la position particulière où ils s'étaient trouvés.

L'Empereur avait changé le caractère national. Les Français étaient devenus sérieux; leur maintien était grave; les grandes questions du temps préoccupaient tous les esprits; les petits intérêts se taisaient; les sentiments étaient, on peut le dire, patriotiques; on eût rougi d'en montrer d'autres. Les hommes qui entouraient l'Empereur se piquaient de ne point le flatter. Quelques-uns affichaient même le besoin de lui dire la vérité au risque de lui déplaire. C'était le caractère de l'époque. Cette réflexion ne peut avoir échappé à ceux qui ont observé. L'opposition, que l'Empereur remarquait, ne ralentissait le zèle et le dévouement de personne. Il y faisait peu d'attention, l'attribuait, en général, à des vues étroites et à ce que peu d'esprits fussent capables d'embrasser l'ensemble de ses grands projets. Il est certain que cette opposition, si

j'en juge d'après moi, ne dérivait que du sentiment conservateur des intérêts de la propre gloire de l'Empereur. Qui pouvait prévoir alors tout ce qui est arrivé? Quel sentiment, quel intérêt personnel auraient pu diriger au milieu de cet unanime concert de tous les dévouements? On n'était mû, je puis l'affirmer, que par l'intérêt de la France et par celui de la conservation des propres prodiges de la gloire de l'Empereur. Ce double intérêt pouvait, seul, être opposé aux gigantesques entreprises de cette gloire dont un instinct secret semblait déjà révéler tous les dangers. Sans doute, cet entraînement de l'Empereur, cette ambition qui lui faisaient courir tant de hasards si loin de la France, frappaient bien plus tous les yeux depuis que les événements faisaient douter du succès. Aussi chacun le blâmait-il en particulier, mais cette paix, toujours repoussée par l'Angleterre et présentée par l'Empereur comme le motif de toutes ses entreprises, les justifiait aux yeux d'une nation sur laquelle le pouvoir et l'imagination auront longtemps encore plus d'influence et même d'empire que la raison et l'expérience.

Dix jours après l'arrivée à Witepsk, il fallait déjà envoyer chercher la subsistance des chevaux jusqu'à dix et douze lieues. Partout, les habitants qui n'avaient pas fui étaient en armes ; on ne trouvait, par conséquent, aucun moyen de transport. On exténuait, pour aller chercher des vivres, des chevaux qui avaient besoin de repos et on les exposait, ainsi que les hommes, à être pris par les cosaques ou massacrés par les paysans, ce qui arrivait souvent.

Les généraux des corps qui n'étaient pas en première ligne venaient successivement à Witepsk, ainsi que les chefs d'administration. L'Empereur les voyait comme ceux du grand quartier général à la parade et causait, après, avec eux. Chaque jour, il montait à cheval pour faire de grandes reconnaissances dans les environs ; il visitait plusieurs fois dans la journée les fours et la manutention. Les camps et les bivouacs qu'avait occupés l'armée russe attirèrent plusieurs fois son attention, afin d'en apprécier la force. Il répétait que cette armée était bien au-dessous de l'évaluation qu'il en avait faite au commencement de la campagne.

Le 7 ou le 8 août, l'ennemi porta une forte reconnaissance sur le corps du général Sébastiani qui dut se retirer (1). Quelques postes firent des pertes. A la première nouvelle, l'Empereur fut dans la joie. Il crut toute l'armée russe en mouvement et que l'heure de cette bataille si désirée avait sonné, mais cet espoir dura peu. Il apprit immédiatement que ce n'était qu'une reconnaissance. Elle pouvait, cependant, être le prélude d'un mouvement d'armée et il s'en flatta jusqu'au lendemain. Jugeant alors des projets actuels de son adversaire par ses dispositions précédentes, il désespéra de lui voir prendre ce parti, dès qu'il sut que cette attaque n'avait pas eu de suite et que l'ennemi s'était retiré.

N'espérant donc plus qu'on vînt l'attaquer, comme il s'en était flatté depuis qu'il savait que le prince Bagration avait rallié la grande armée le 4 (2), et ne pouvant donner à son armée le repos nécessaire, tant qu'il aurait l'ennemi en forces si près de lui, l'Empereur prit, le 10, son parti d'aller le chercher, et il prononça son mouvement par sa droite pour passer le Dnieper à Rossasna (3), pendant que les Russes faisaient, avec le même projet, le même mouvement pour nous attaquer sur la rive droite (4). Il quitta Witepsk le 12 à 11 heures du soir (5). Le 13, dans la matinée,

(1) C'est le 8 août que Barclay dirigea une forte avant-garde de cavalerie, formée par les cosaques de Platow et la cavalerie de Pahlen, contre Inkowo, où Sébastiani était cantonné avec la cavalerie légère de Montbrun et un bataillon du 24e léger. Les Français durent battre en retraite, après avoir perdu 4 à 500 hommes.

(2) Bagration était en effet arrivé le 4 août à Smolensk où Barclay se trouvait déjà depuis le 2.

(3) Murat, Ney, Eugène, Morand, Friant et Gudin se mirent en marche le 11 août pour se diriger vers le Dnieper qu'ils atteignirent à Liadouï et à Rossasna. Ils passèrent le fleuve dans la nuit du 13 au 14.

(4) Les Russes avaient en effet décidé de prendre l'offensive le 7 en trois colonnes. Ils renoncèrent le 8 à ce projet.

(5) Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt*. Séjour à Witepsk :

« Le 30 [juillet], à 10 heures du matin, monté le *Cid*, parcouru la ville, passé le pont, reconnu la route de Riga, parcouru la crête des hauteurs où était le camp russe jusqu'au couvent de Doubrowna ; revenu le long de la rivière ; rentré à une heure.

« Le 31 juillet 1812, l'Empereur a monté le *Roitelet* à 3 heures de

il était à Rossasna sur la rive gauche du Dnieper ; la Garde y arriva dans la journée. Une très faible garnison était restée à Witepsk avec les malades et les blessés. L'Empereur suivait son projet de livrer une grande bataille et d'éloigner l'ennemi pour donner du repos à l'armée et organiser le pays et ses cantonnements d'hiver, pendant qu'il ferait agir, dans le même but, ses corps sur la Dwina. Ferme alors dans son premier objet, il voulait tout réorganiser afin d'être en mesure de marcher, la campagne suivante, sur les capitales, si les mesures qu'il comptait prendre et les embarras qui pouvaient en résulter pour le gouvernement russe ne le décidaient pas à faire la paix pendant l'hiver et même avant, résultat dont l'Empereur se flattait plus que jamais, parce que, déjà las de cette guerre, il n'aurait pas, disait-il dès lors, été difficile sur les conditions.

En arrivant à Rossasna, l'Empereur monta à cheval. Il vit les corps qui marchaient, fit une reconnaissance très étendue au delà de Liadouï et ne rentra à son bivouac de

l'après-dîner, reconnu le camp russe et toute la gauche, parcouru la ville, visité les fours, les ponts, rentré à 6 heures et demie.

« Le 1er août, grande parade à 7 heures du matin devant le palais. Monté le *Moscou* à 6 heures du soir, visité les fours, les ponts, la rive gauche de la rivière, l'intérieur de la ville, reconnu la route de Falkowitschi et le chemin qui traverse le ravin pour regagner la route de Souraje, rentré par cette route à 3 heures.

Le 2, monté le *Turcoman* à 6 heures du soir, passé la rivière, remonté la rive droite jusqu'à 2 lieues, reconnu la route de Polotsk, visité les fours, rentré à 9 heures et demie.

« Le 3, monté le *Tauris* à 7 heures du soir, visité la manutention et la crête du ravin de gauche. Rentré à 9 heures moins un quart.

« Le 4, l'Empereur a monté le *Curde* à 7 heures du soir, visité la manutention, parcouru les bords du ravin de la route de Souraje, les derrières de la ville, revenu par la route de Babinowitschi. Rentré à 9 heures.

« Le 5, l'Empereur a monté le *Roitelet* à 7 heures, parcouru les bords de la rive gauche de la Dwina, passé le pont du ravin de la route d'Ostrowno, inspecté la réserve du parc du 4e corps et deux convois de farine, revenu par le camp russe, visité la manutention, rentré à 10 heures.

« Le 6, l'Empereur a monté le *Coquet* à 7 heures du soir, visité la manutention, le pont de pilotis, reconnu les dehors de la ville sur la route de Riga avec le général Chasseloup, rentré à 9 heures.

« Le 7, l'Empereur a monté l'*Émir*, parcouru les bords de la rive

Rossasna qu'à la nuit (1). Le lendemain (2), il était à cheval à la pointe du jour. Il côtoya le Dnieper, prit des renseignements et attendit le rapport de plusieurs reconnaissances composées de Polonais, qui avaient eu ordre de parcourir les deux rives du fleuve. La Garde reçut l'ordre de se mettre en mouvement et l'Empereur se porta aussi de sa personne sur Krasnoé. Chemin faisant, il apprit que la cavalerie était aux prises avec une division russe qu'on croyait chargée de couvrir Krasnoé (3). Il s'y porta au galop, mais il apprit peu après que l'affaire était finie et il rencontra les pièces de canon que nos troupes venaient de prendre et qui étaient ramenées par les braves qui les avaient enlevées. Chacun d'eux reçut une bonne gratification et les pièces furent remises à la Garde, chargée de con-

gauche de la Dwina, le camp russe, visité la manutention ; rentré à 8 heures et demie.

« Le 8, l'Empereur a monté le *Cid* à 7 heures du soir, vu la manutention, les ponts, inspecté les parcs et voitures de vivres sur la route de Souraje ; rentré à 9 heures.

« Le 9, monté le *Curde* à 6 heures et demie, visité les ponts, la manutention, parcouru la ville, inspecté les chargements de voitures de vivres hors de la porte de Souraje, rentré à 8 heures et demie.

« Le 10, l'Empereur a monté le *Roitelet* à 4 heures, visité la manutention, la tête de pont, ordonné différents ouvrages et de démonter les deux derniers ponts ; rentré à 7 heures ; fait partir M. de Saluces avec quatre relais pour les placer sur la route de Rossasna par Babinowitschi, le premier à Kouinki, le second à Podeinka, le troisième à Babinowitschi, le quatrième à Tounia ; envoyé le service de la pourvoyeuse Girard, du chariot Sénéchal et le fourgon du lit à Babinowitschi.

« Le 11, l'Empereur a monté le *Lutzelberg* à 10 heures du matin, visité la manutention, la tête de pont ; rentré à 11 heures.

« Le 12, monté le *Lutzelberg* à 10 heures du matin, visité la manutention, le tambour de la tête de pont ; rentré à une heure.

« Le 13, parti à 2 heures du matin avec le relais pour Babinowitschi : 15 lieues. »

(1) Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt :*

« [Le 13]. Arrivé à 8 heures [à Babinowitschi], déjeuné, parti pour Rossasna : 10 lieues. Arrivé à 2 heures, monté l'*Emir*, été en avant, vu la division Desaix, le prince d'Eckmühl, rentré au bivouac dans le bois à une demi-lieue de Rossasna, à 8 heures du soir. »

(2) 14 août.

(3) Les cavaliers de Grouchy avaient rencontré la division Niéverovsky, jetée par Bagration sur la rive gauche du Dnieper, et avaient refoulé cette division sur Krasnoë et Korytnia.

server le premier trophée de la campagne. D'après les rapports que reçut l'Empereur, la division russe, appuyée sur quelques escadrons de cosaques, était loin de s'attendre à soutenir tout le choc de notre cavalerie. Elle fit cependant bonne contenance, forma ses carrés et défendit vaillamment ses pièces et le terrain. On ne put l'enfoncer mais, écornée à chaque charge, elle avait quelques hommes sabrés dans l'intervalle des carrés et perdit, dans sa retraite, sept pièces de canon. Sa contenance fut telle qu'elle gagna la fin du jour et des défilés qui la sauvèrent d'une entière destruction.

A la nuit, l'Empereur revint au bivouac de la Garde près de Liadouï (1). Les renseignements qu'on obtint de quelques blessés faits prisonniers firent cesser toutes les incertitudes de l'Empereur et lui confirmèrent le mouvement du général Barclay de Tolly sur la rive droite, que lui avait fait soupçonner, dès midi, le rapport d'une reconnaissance. Tous les corps eurent l'ordre de presser leur marche sur Smolensk. L'Empereur partit avec la Garde avant le jour, espérant y arriver avant l'armée russe, devant laquelle nous avions défilé sans le savoir en nous rendant à Rossasna par Babinowitschi.

Le 15, de grand matin, l'Empereur se porta au grand galop à l'avant-garde, aux portes de Smolensk. Après avoir fait resserrer la ville, il fit rapidement la reconnaissance de tous les environs. L'ennemi paraissait en forces, nos troupes arrivaient et la journée se passa en canonnades et en petites attaques pour rectifier ses positions et s'approcher autant que possible de la ville. Le lendemain (2), on la resserra encore davantage ; on enleva un cimetière et plusieurs maisons qui commandaient le plateau sur lequel la ville est bâtie. Un adjudant, placé en observation par le général Dalton (3) dans un moulin à vent, s'aperçut le matin que

(1) Ce bivouac était établi à Boyarinkowa, entre Liadouï et Krasnoë. Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt :*

« Le 14 [août], monté la *Léonore* à 5 heures du matin, déjeuné en avant de Liadouï, été jusqu'en avant de Krasnoë : 6 lieues. Reçu les sept pièces prises par les cavaliers. Revenu en voiture au bivouac à Boyarinkowa. »

(2) 16 août.

(3) Alexandre, comte Dalton, né à Brive le 10 avril 1775, mort

les Russes faisaient sortir des troupes. Le général s'y rendit et s'assura que deux ou trois régiments étaient déjà formés sous les murs et que d'autres les suivaient. L'Empereur donna ordre de resserrer la ville et de repousser ces troupes, même de tâcher de les enlever. L'attaque fut chaude. Le général Dalton et tous les colonels de brigade y furent blessés en refoulant audacieusement les corps russes jusque sous les murs de la ville. Il déboucha de la droite des magasins de sel qui se trouvaient entre la ville et les maisons qui la précédaient, mais sa blessure ralentit le mouvement qui n'eut pas d'autres suites. Les Russes se faisaient tuer bravement mais ne tenaient pas.

Le soir, l'Empereur fit établir quelques pièces pour canonner le pont qu'on découvrait assez pour voir défiler les troupes, les unes entrant en ville et les autres la quittant (1). Peu après, on apprit que c'étaient les derniers corps de Barclay qui venaient d'arriver et qu'une partie de la garnison avait même déjà été relevée par eux. Quel était le but de ce changement? Était-ce le prélude d'une nouvelle retraite? L'Empereur ne savait qu'en penser et se dépitait d'avance de l'idée qu'il faudrait encore marcher et s'éloigner s'il voulait atteindre cette armée qu'il aurait forcée au combat en l'attaquant quarante-huit heures plus tôt. Il me demanda ce que je pensais de ces mouvements. Il cherchait à me faire dire que les Russes tiendraient et lui livreraient bataille, comme il le désirait. Il était comme un homme qui a besoin de consolation. Pensant au contraire que les Russes, n'ayant plus l'initiative de

à Paris le 20 mars 1859, était général de brigade depuis le 21 mars 1809 et commandait, en 1812, la 1re brigade de la 1re division (Morand). Grièvement blessé par un biscaïen au pied gauche alors qu'il marchait à la tête du 13e léger, le 16 août 1812, il défendit en 1813 la citadelle d'Erfurt et fut nommé général de division le 13 avril 1815.

(1) Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt :*

« Le 15 [août], monté l'*Émir* à 7 heures du matin, visité le champ de bataille de la cavalerie, marché avec elle jusqu'à Korytnia : 6 lieues. Rentré au bivouac dans le bois, derrière la maison de poste, à 7 heures du soir.

« Le 16, monté le *Roitelet* à 7 heures du matin, ensuite le *Moscou;* venu sur les hauteurs en avant de Smolensk, reconnu la position jusqu'à la droite, vu le corps du maréchal Ney à la gauche ; bivouaqué derrière le château de M. Arsanisk. »

l'attaque et par conséquent le choix de leurs dispositions, préféreraient se retirer, je le lui dis franchement :

« — Si c'est ainsi, me répondit l'Empereur, avec l'accent d'un homme qui prend soudainement son parti, en m'abandonnant Smolensk, une de leurs villes saintes, les généraux russes déshonorent leurs armes aux yeux de leurs propres sujets. Cela me donnera une bonne position. Nous les éloignerons un peu pour être tranquilles. Je me fortifierai. Nous nous reposerons et, sous ce point d'appui, le pays s'organisera et nous verrons comment Alexandre se trouvera de ce parti-là. Je m'occuperai des corps de la Dwina, qui ne font rien, et mon armée sera plus formidable, ma position plus menaçante pour la Russie que si j'avais gagné deux batailles. Je m'établirai à Witepsk. Je mettrai la Pologne sous les armes et je choisirai plus tard, s'il le faut, entre Moscou et Pétersbourg. »

Heureux de voir l'Empereur dans de si bonnes et si sages dispositions, j'y applaudis ; il me parut sublime, grand, prévoyant, comme au jour de sa plus belle victoire. Je lui répondis que cette marche était réellement celle qui lui donnerait la paix, parce qu'elle le fortifiait à mesure qu'il avançait, qu'elle ne lui faisait pas courir des chances trop éloignées, que la marche des Russes lui prouvait assez qu'ils voulaient l'attirer dans l'intérieur, l'éloigner de ses points d'appui, l'enfermer dans leurs glaces, et qu'il ne fallait pas jouer leur jeu, etc. Sa Majesté parut approuver fort mes réflexions et avoir tout à fait pris son parti ; je me hâtai de raconter ma conversation au prince de Neuchâtel pour qu'il tâchât de maintenir l'Empereur dans ces sages dispositions, mais il parut douter qu'elles survécussent à la prise de Smolensk. Hélas ! il avait trop raison ; elles m'avaient rendu si heureux que je m'étais aussi laissé aller à des illusions !

Le 17, les Russes furent forcés d'évacuer tous les dehors de la ville. L'Empereur fit rapporter les batteries de brèche et placer trente pièces pour abattre le pont qu'on apercevait parfaitement depuis qu'on s'était rapproché de la ville. Cette batterie incommodait tellement l'ennemi que ses colonnes y défilaient à la course. On ne put plus douter qu'il fût en pleine retraite. L'Empereur, voulant donner l'asssaut, des officiers du génie et l'état-major

furent reconnaître l'enceinte à la toucher, mais on n'avait pas une échelle ! Enfin, les rapports décidèrent l'Empereur à renoncer à ce projet. Vers le soir, le mouvement de retraite de l'ennemi fut visiblement prononcé. Depuis le matin, la ville était en feu. L'incendie, alimenté par l'ennemi lui-même, n'avait point cessé. Il augmenta encore pendant la nuit. C'était un spectacle affreux et le cruel prélude de ce que nous devions voir à Moscou. Ne pouvant dormir, je me promenais (il était 2 heures du matin). Je faisais de tristes réflexions sur les conséquences que pourrait avoir cette guerre si l'Empereur ne suivait pas ses bonnes inspirations de la veille. Ces scènes d'horreur et de dévastation me donnaient, je crois, le pressentiment de celles dont je serais plus tard le malheureux témoin. Ma conversation de la veille avec l'Empereur me revenait sans cesse à l'esprit et me consolait un peu, mais la réflexion du prince de Neuchâtel me poursuivait au même instant et mon expérience ne me portait que trop à partager son opinion et ses appréhensions. La nuit était froide. Je m'approchai d'un feu qui était en avant des tentes de l'Empereur, du côté de la ville (1), et je m'y assoupissais lorsque Sa Majesté y vint avec le prince de Neuchâtel et le duc d'Istrie. Ils contemplaient cet incendie qui éclairait tout l'horizon, déjà animé par le feu de nos bivouacs :

« — C'est une éruption du Vésuve, s'écria l'Empereur (2) en me frappant sur l'épaule et me tirant de mon assoupissement. N'est-ce pas, ajouta-t-il, que c'est un beau spectacle, monsieur le Grand écuyer?

« — Horrible, Sire.

« — Bah ! reprit l'Empereur, rappelez-vous, messieurs, ce mot d'un empereur romain : le corps d'un ennemi mort sent toujours bon. »

(1) La tente de l'Empereur avait été dressée près du château d'Ivanovkaïa.

(2) Napoléon reprit cette expression dans son 13e Bulletin, daté de Smolensk, 21 août : « Cependant la ville était en feu. Au milieu d'une belle nuit d'août, Smolensk offrait aux Français le spectacle qu'offre aux habitants de Naples une éruption du Vésuve. » — Stendhal, dans une lettre à Félix Faure, datée de Smolensk, 19 août 1812, parle du « si beau spectacle », du « spectacle si rare » offert par l'incendie (*Correspondance de Stendhal*, publiée par Ad. Paupe et P. A. Chéramy, Paris, Bosse, 1908, in-8°, I, 381.

Chacun fut suffoqué de cette réflexion. Quant à moi, je me rappelai tout de suite celle du prince de Neuchâtel et l'une et l'autre retentirent longtemps au fond de mon cœur. Je le regardai ; nous levâmes d'intelligence les yeux comme des gens qui se comprenaient sans se parler et qui ne voyaient que trop qu'il n'y avait plus à compter sur les bonnes inspirations qui m'avaient naguère rendu si heureux.

A 4 heures du matin (1), quelques maraudeurs aux aguets pénétrèrent dans la ville par de vieilles brèches que l'ennemi n'avait pas même réparées et l'Empereur apprit à 5 heures qu'elle était évacuée (2). Il donna des ordres pour que les troupes n'y entrassent qu'en corps, mais le soldat y avait déjà pénétré par plusieurs issues qu'il avait ouvertes et escaladées. L'Empereur monta à cheval, fut reconnaître l'enceinte à l'est et entra dans la ville par une vieille brèche. Il la parcourut de suite et se rendit au pont où il passa la journée pour en accélérer le rétablissement (3).

Tous les établissements publics de la grand'place et les plus belles maisons de la ville n'avaient été que légèrement endommagés. L'arsenal, dans lequel il restait très peu de choses, était intact. Tous les quartiers avaient souffert ; les habitants avaient fui avec l'armée ; quelques vieilles femmes et quelques hommes de la dernière classe du

(1) 18 août.

(2) Le mouvement des Russes avait commencé à une heure du matin, le 18 août.

(3) Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt :*

« Le 17, monté l'*Embelli* à 9 heures du matin, vu la position du moulin à vent, des divisions Gudin, Friant et Morand, les Polonais, fait la reconnaissance de la droite, ordonné l'attaque à 2 heures. Rentré à 8 heures du soir en longeant les murs de Smolensk, après avoir visité le champ de bataille des divisions Friant et Morand.

« Le 18, à 4 heures du matin, l'armée est entrée à Smolensk. L'Empereur a monté l'*Émir* à 10 heures du matin, parcouru le champ de bataille du maréchal Ney, des divisions Friant et Morand et des Polonais ; reconnu l'enceinte extérieure de la droite de la ville jusqu'au Dnieper. Entré par la brèche de ce côté, parcouru la ville, sorti par la poterne de gauche, visité le champ de bataille du duc d'Elchingen, reconnu la position de l'ennemi, de l'emplacement du magasin d'artillerie près l'arsenal, visité encore le champ de bataille. Rentré à Smolensk à 8 heures du soir, logé dans la maison du gouvernement. »

peuple étaient seuls restés ainsi qu'un pope et un artisan. Ils dirent ce qu'ils savaient sur ce qui s'était passé en ville. On n'en put tirer aucun renseignement sur l'armée, même sur ses pertes. L'Empereur paraissait fort satisfait, même triomphant :

« — Avant un mois, disait-il, nous serons à Moscou ; dans six semaines nous aurons la paix. »

Ce ton prophétique ne persuadait pas tout le monde, au moins quant à la paix.

Ce projet de Moscou, quel que fût le résultat que promettait l'Empereur avec tant d'assurance, ne souriait à personne. La distance où l'on se voyait de la France et surtout les privations de tout genre qui étaient le résultat de cette nouvelle tactique russe, qui détruisait jusqu'aux habitations qu'on était obligé de nous abandonner, toutes ces considérations ôtaient à cette gloire tous ses prestiges.

Le maréchal Ney, qui avait tout préparé pour passer le Dnieper à une lieue de la ville et pour suivre les Russes (1) dont la dernière arrière-garde était seule en vue, ayant franchi le fleuve, suivit l'ennemi qu'il trouva en position à Valoutina. Le général de Borrelli (2), attaché à l'état-major du roi de Naples, vint en prévenir l'Empereur qui ne voulait pas croire à cette résistance, ou tout au moins, que l'ennemi eût en position plus d'une arrière-garde, mais les avis successifs l'ayant convaincu que c'était un corps plus considérable, il s'y porta sur-le-champ et envoya immédiatement plusieurs officiers au duc d'Abrantès et même le prince de Neuchâtel pour lui dire de marcher, qu'il devait lui livrer ce corps russe et n'en pas laisser échapper un seul. Pendant ce temps, le maréchal Ney avait attaqué et culbuté l'ennemi avec son intrépidité accoutumée, mais une division de grenadiers, envoyée pour renforcer cette arrière-garde, tint la position malgré une nouvelle attaque de la division Gudin. Cet officier général, un des plus distingués de l'armée, fut blessé

(1) Ney passa le Dnieper le 19 au matin.

(2) Charles-Luce-Paulin-Clément de Borrelli, né à Villefort (Lozère) le 20 décembre 1771, mort à Paris le 22 septembre 1849, ne fut promu général de brigade que le 11 septembre 1812. Il devint général de division le 6 juillet 1815. En août 1812 il était sous-chef d'état-major de Murat.

mortellement au commencement de l'action (1) et survécut peu à cette blessure, emportant l'estime de l'armée et les regrets de tous ceux qui l'avaient connu. Cet événement n'avait pas empêché les troupes de s'emparer de la première position, mais l'ennemi, ayant été successivement renforcé et le duc d'Abrantès, qui le débordait et devait tourner sa gauche, n'étant pas arrivé à temps (2), les Russes gardèrent la crête de leur position jusqu'à la nuit. L'Empereur, arrivé sur un point qui dominait le pays, expédia de nouveau au duc d'Abrantès l'ordre d'agir avec vigueur :

« — Barclay est fou, dit-il. Cette arrière-garde est à nous, si Junot marche seulement l'arme au bras. »

Ayant appris la fin de l'affaire avant d'arriver à Valoutina, l'Empereur revint à Smolensk (3), fort irrité contre le duc d'Abrantès, qui n'avait pas agi avec la vigueur qu'il avait montrée dans tant d'autres occasions. Le prince de Neuchâtel, les ducs d'Istrie et d'Elchingen lui reprochaient de ne pas avoir marché assez rapidement ; de son côté, le duc d'Abrantès, dont le corps était composé de troupes étrangères, objectait qu'obligé de marcher réuni pour ne rien compromettre, son mouvement avait été aussi retardé par des obstacles qui l'avaient forcé à appuyer sur sa droite. Au dire du prince de Neuchâtel et du roi de Naples, ces obstacles n'existaient pas. Je rappelle les différents rapports qui furent faits à l'Empereur. Au bruit du canon, le roi de Naples s'était porté de sa personne près du duc d'Abrantès, dont le corps était devant lui.

(1) Blessé par un boulet aux deux jambes, une cuisse emportée et un mollet fracassé, il fut transporté à Smolensk où il mourut le 22 août 1811.

(2) Junot, malade et découragé, après avoir passé le Dnieper à Prouditchevo avait montré une indécision dont Gourgaud, envoyé auprès de lui par l'Empereur, n'avait pu le faire sortir. Cf. GOURGAUD, *Napoléon et la grande armée en Russie.* Paris, Bossange, 1825, in-8°, 172.

(3) Il rentra à son quartier général vers 5 heures du soir. — Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt :*

« Le 19 [août], monté le *Courtois* à 11 heures, visité la position enlevée par le 72e à une lieue et demie de la ville ; été jusqu'à 2 lieues et demie ; vu le combat du corps du duc d'Elchingen et des divisions Gudin et Friant à la position de [en blanc]. Envoyé un service léger et les brigades du *Turcoman* et de l'*Embelli* avec le roi de Naples sur la route de Moscou. »

Voyant l'utile et glorieuse diversion qu'il pouvait faire, il l'avait pressé d'accélérer son mouvement.

« — Tu es fâché, lui avait-il dit, de ne pas être maréchal. L'occasion est belle. Profites-en. Tu es sûr de gagner ton bâton. »

Le Roi, en attendant que sa cavalerie le joignît, avait été se mettre à la tête des Wurtembergeois, qui formaient l'avant-garde du duc, afin de commencer et de presser le mouvement, lui faisant promettre qu'il l'appuyerait. Cette cavalerie, que le roi avait fait charger, s'était distinguée et avait repoussé les Russes, mais, le corps du duc d'Abrantès ne le suivant pas, le Roi avait dû ralentir son mouvement pour ne pas la compromettre et attendre la sienne qui était encore à quelque distance, quoiqu'elle vînt au trot. On peut juger, d'après ces rapports, que l'Empereur se fit répéter plusieurs fois, combien il était mécontent.

« — Junot, répétait-il avec amertume, a laissé échapper les Russes. Il me fait perdre la campagne. »

Dans le premier moment, il joignit à ce reproche des réflexions et des menaces sévères ; mais, comme de coutume, le souvenir des anciens et bons services l'emportait sur les torts du moment et le mécontentement n'eut pas d'autre suite.

L'Empereur s'occupa de faire de Smolensk, comme il le disait, son pivot et une place de sûreté pour ses communications, s'il était forcé, contre son gré, d'aller plus loin. Il travaillait nuit et jour avec M. le comte Daru (1), pour pourvoir à tous les détails administratifs et notamment aux subsistances et aux besoins des hôpitaux.

Il avait ordonné plusieurs reconnaissances de la place

(1) Le comte Bruno Daru était, depuis le 17 avril 1811, ministre secrétaire d'État. — Le général Mathieu Dumas, intendant général de la Grande Armée, a écrit, dans son *Précis des événements militaires ou essais historiques sur les campagnes de* 1799 *à* 1814, Paris, Treuttel et Würtz, 1817, in-8°, que, pendant la guerre de Russie, « M. Daru ne porta pas le titre d'intendant général mais il en remplit véritablement les fonctions. Travaillant tous les jours avec l'Empereur, il m'éclairait par ses avis, me dirigeait et, notamment, pendant la retraite de Moscou, lorsqu'une maladie grave me força de suspendre assez longtemps le service qui m'était confié, M. Daru le reprit sans s'effrayer. »

et des environs. Le général de Chasseloup (1) étant venu lui en rendre compte :

« — Ne voudriez-vous pas, lui dit-il en plaisantant, me faire ici une nouvelle Alexandrie et me manger encore 50 millions? La Russie ne vaut pas cela. »

Le général de Chasseloup ne proposait rien de semblable, seulement quelques ouvrages pour faire un point de défense du Dnieper. Le lendemain (2), l'Empereur arrêta les travaux à faire, paraissant alors toujours désirer ne pas dépasser Smolensk.

Cette retraite des Russes, sans qu'on pût prévoir où ils s'arrêteraient, la certitude qu'on acquit qu'ils avaient eux-mêmes incendié leurs établissements à Smolensk, et cette guerre, dans laquelle on se détruisait réciproquement sans obtenir d'autre résultat que de gagner du terrain, ce dont on se souciait peu, donnaient fort à penser à l'Empereur, et le confirmaient dans le désir de ne pas aller plus loin et de tâcher de nouer une négociation. Les détails suivants ne peuvent laisser de doute sur cette intention qu'il manifesta d'ailleurs hautement au prince de Neuchâtel et au prince d'Eckmühl. Dès son arrivée à Smolensk, l'Empereur s'enquit s'il n'était pas resté quelque officier légèrement blessé ou quelque homme un peu marquant. On ne découvrit qu'un officier russe venu, je crois, en parlementaire et que certaines circonstances avaient fait garder (3). L'Empereur le vit et, après plusieurs questions insignifiantes, lui demanda si on aurait une bataille, ajoutant qu'il était de l'honneur des Russes de ne pas livrer ainsi leur pays sans se battre, sans se mesurer au moins une fois avec nous ; qu'ensuite on ferait facilement la paix, comme deux champions qui se réconcilient après un duel. La guerre, dit-il, n'était que politique. Il n'en voulait pas à l'empereur Alexandre qui devait être aussi

(1) François de Chasseloup-Laubat, né à Saint-Sornin (Charente-Inférieure) le 18 août 1754, mort à Paris le 6 octobre 1833, était général de division depuis le 18 septembre 1799 ; il avait été nommé commandant en chef du génie de la Grande Armée le 27 juin 1812.

(2) 20 août.

(3) Il s'agit du comte Orloff, officier des Gardes, venu en parlementaire demander des nouvelles du général Paul Alexéiev Toutchkoff, fait prisonnier à Valoutina. On l'avait retenu pour qu'il ne fût pas témoin des mouvements de l'armée.

sans ressentiment contre lui. L'Empereur ajouta, après, qu'il allait le renvoyer, à condition qu'il répéterait à l'empereur Alexandre ce qu'il venait de lui dire, qu'il voulait la paix et qu'il n'avait pas tenu à lui qu'on s'expliquât avant la guerre. L'officier se chargea de ces paroles, mais observa qu'il ne croyait pas la paix possible tant que les Français seraient en Russie (1).

Dans la poursuite des Russes, de laquelle fut chargé le roi de Naples, l'Empereur avait mis le prince d'Eckmühl à ses ordres et lui avait recommandé particulièrement de presser l'ennemi, de manière qu'il n'eût pas le temps de se réunir pour engager une affaire, son but étant de le pousser loin de lui, afin de donner du repos à l'armée. A tout hasard, l'Empereur m'avait fait disposer des relais pour se porter rapidement à l'avant-garde s'il survenait quelque chose d'important. D'après les instructions données au roi de Naples, le prince d'Eckmühl était sous ses ordres, mais celles du prince d'Eckmühl le chargeaient seulement de l'appuyer au besoin, de ne rien compromettre et de ne pas engager d'affaire générale ce qui, à cela près de l'appui au besoin, le rendait indépendant (2). L'Empereur lui avait verbalement fait les mêmes recommandations et expliqué son but. Il avait, en outre, écrit dans le même sens, le lendemain et le surlendemain, au maréchal, en lui demandant des renseignements sur ce qui se passait, ajoutant qu'il ne voulait pas s'en rapporter à ceux du Roi, qui pouvait se laisser facilement emporter lorsque lui, Empereur, ne voulait rien engager (3).

L'armée russe marchait avec ordre sans trop se presser, comme des gens qui ne voulaient rien abandonner et qui auraient au besoin défendu le terrain. Le Roi crut voir dans leur bon ordre de marche l'intention de donner bataille. Il lui revint même, on ne sait comment, que Bar-

(1) Voir dans FAIN, *Manuscrit de* 1812, I, 433, une lettre de Berthier à Barclay, dictée par Napoléon, datée de Rouibki, 28 août, et Mme DE STAËL, *Dix années d'exil*, édition de la *Renaissance du Livre*, Paris, s. d., in-12, 184.

(2) Sur les conflits entre Murat et Davout, voir *Correspondance de Davout*, III, 387.

(3) M. de Caulaincourt fait probablement allusion aux lettres de l'Empereur à Davout, datées de Smolensk, 22 et 23 août *(Correspondance*, 19115 et 19123).

clay avait pris position derrière l'Ouja (1) et qu'il établissait des retranchements en avant de Dorogobouje pour y livrer cette bataille (2), objet des vœux de l'Empereur, s'il était contraint de marcher encore en avant, bataille qui pouvait, si nous la gagnions, assurer à l'armée un long repos et des cantonnements, sans l'obliger à s'éloigner beaucoup. Notre supériorité numérique et l'habitude des succès pouvaient nous laisser croire au triomphe. Le roi de Naples présenta ses rêves et ses espérances à l'Empereur. Je dis ses rêves parce que le renfort de Miloradovitch n'ayant pas joint (3), les Russes n'étaient pas en état de présenter la bataille.

Ces espérances étaient trop séduisantes et entraient trop dans les vues de l'Empereur pour ne pas l'entraîner. Il quitta en toute hâte Smolensk (4). La Garde, échelonnée d'avance pour soutenir au besoin le Roi, eut ordre de presser son mouvement, et voilà l'Empereur lancé de nouveau dans les aventures, en quelque sorte contre son gré. Arrivé à Dorogobouje le 25, il y séjourna le 26 (5).

(1) Affluent du Dnieper qui se jette dans ce fleuve à Ouswiat.

(2) L'Empereur à Eugène, Smolensk, 24 août, 9 heures du matin : « Le roi de Naples me mande que l'armée est en présence et que l'ennemi a toute son armée en bataille à Dorogobouje. » *(Correspondance*, 19124.)

(3) Les 15 000 hommes de renfort amenés par Miloradovitch ne firent leur jonction avec l'armée que le 27 août.

(4) Le 25 à une heure du matin (Castellane, *Journal*, I, 141.)

(5) Napoléon s'installa à Dorogobouje le 25 à 5 heures du soir, et en repartit le 26 à 11 heures et demie du soir.

Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt*. Séjour à Smolensk :

« Le 20 [août], monté le *Lutzelberg* à 3 heures et demie du matin, parcouru la position et le champ de bataille de la veille, été jusqu'à 4 lieues, passé la revue des divisions Razout... Gudin, fait beaucoup de promotions, déjeuné sur le terrain, rentré en voiture à 4 heures. Envoyé un relais à Sloboda-Pnevo, un à Bredevitschino et le second service léger, avec les brigades de l'*Émir* et du *Courtois*, sur la route de Moscou pour suivre le quartier général du prince d'Eckmühl.

« Le 21, monté le *Tauris* à 5 heures et demie, passé la revue des deux divisions d'infanterie du prince Poniatowski et de cinq régiments de cavalerie polonaise, fait des promotions sur les hauteurs de la droite de Smolensk.

« Le 22, monté le *Lutzelberg* à 4 heures et demie, passé la rivière, monté au camp du vice-roi, à l'église au delà du faubourg brûlé sur la route de Pétersbourg, passé la revue des deux régiments de Vélites

Le gant était de nouveau jeté et l'Empereur n'était pas homme à revenir sur ses pas. La vue des troupes, tout ce mouvement guerrier lui montaient la tête ; les sages réflexions qu'on avait faites dans Smolensk cédaient à l'entraînement de la gloire, quand on se voyait au milieu de ces éléments. On joindrait l'ennemi, disait-on, dès le lendemain. On le pressait. Il ne pouvait toujours échapper, du train dont on le menait. On ne pouvait espérer un véritable repos qu'après une bataille. Sans cela, on serait toujours inquiété. Enfin, on trouvait autant de bonnes raisons pour aller en avant qu'on en trouvait quarante-huit heures plus tôt pour rester à Smolensk, et nous poursuivîmes encore la gloire ou plutôt la fatalité qui s'acharnait à empêcher l'Empereur de suivre ses bonnes dispositions et ses sages projets. Ces détails, que je connaissais par le prince de Neuchâtel, m'ont été confirmés depuis par le prince d'Eckmühl.

Il (1) était cependant, dans ce moment, ennuyé et dégoûté de cette guerre dont il ne voyait pas le terme. Il se plaignait des Polonais. Dès le commencement de la campagne, il avait montré son mécontentement au prince Poniatowski pour avoir demandé quelques secours et de la solde, son corps n'en ayant pas touché depuis longtemps et éprouvant beaucoup de besoins (2). L'Empereur se

de la Garde italienne, des divisions [en blanc], celle de l'artillerie et de la cavalerie. Rentré à 8 heures et demie.

« Le 23, l'Empereur n'a pas monté à cheval ; il s'est promené à pied sur la place devant le palais ; envoyé M. le baron de Saluces pour placer les relais à Bredevitschino, Sloboda-Pnevo et Mikaheliska.

« Le 24, l'Empereur n'a pas monté à cheval.

« Le 25, l'Empereur est parti en voiture à une heure du matin pour Dorogobouje. De Smolensk à Bredevitschino, à Sloboda-Pnevo. Déjeuné dans la forêt à deux lieues de Mikaheliska ; monté l'*Émir* à une lieue de Dorogobouje : 100 verstes. Traversé la ville en suivant la rivière, reconnu la position au delà jusqu'à une lieue et demie. Rentré à 5 heures du soir à Dorogobouje.

« Le 26, monté le *Courtois* à 3 heures, traversé la ville en feu, reconnu la position au delà de la rivière, passé la revue du 93e régiment, fait beaucoup de promotions, rentré à 5 heures. Envoyé un relais pour les calèches à moitié chemin de Slawkowo. Parti à 11 heures et demie du soir pour Slawkowo. »

(1) L'Empereur.

(2) Voir lettre de l'Empereur à Berthier, Vilna, 9 juillet 1812. (*Correspondance*, 18932).

plaignait aussi journellement qu'on ne faisait rien à Varsovie, que la Lithuanie était tiède, que les levées ne marchaient pas et qu'on demandait de l'argent, comme si les Polonais ne devaient faire aucun sacrifice pour la restauration de leur patrie. Dans ce dégoût momentané des affaires de Pologne, outre ses plaintes directes à son ministre et à son ambassadeur, il fit écrire, le 22 août, par le prince de Neuchâtel à M. Bignon (1), qui correspondait avec le prince : « Le résultat de tout cela est que le gouvernement fait peu de choses, que l'organisation n'avance pas, que l'administration est de peu de ressources et qu'enfin le pays est de peu d'utilité (2). »

La nouvelle d'un succès obtenu sur les Russes par le prince de Schwarzenberg ranima les espérances de l'Empereur (3).

— « Cela donne, dit-il, une couleur à l'alliance. Ce canon retentira à Pétersbourg, dans la salle du trône de mon frère Alexandre. C'est un bon exemple pour les Prussiens. Ils se piqueront peut-être d'honneur. »

Il me demanda si le prince de Schwarzenberg était fort connu à Pétersbourg, si ses liaisons étaient avec les plus exaltés de la Cour. Il lui fit donner immédiatement une seconde somme de 500 000 francs pour dépenses secrètes et chargea le prince de Neuchâtel de lui en envoyer le bon (4).

Le 24, l'Empereur fit demander en même temps à Vienne

(1) Le baron Louis-Pierre-Édouard Bignon (1771-1841) était alors commissaire de l'Empereur auprès de la commission de gouvernement de Lithuanie.

(2) Cf. Napoléon à Maret, Smolensk, 23 août 1812 : « Il me semble que Bignon marche mal ; il fait des diatribes contre le gouverneur au lieu de l'appuyer. Le pays ne fait rien... Le gouvernement dort. » *Correspondance*, 19119.)

(3) Schwarzenberg, à la tête du corps autrichien, ayant opéré sa jonction avec Reynier (7e corps), s'était porté au-devant de l'armée du général Tormasov. Il l'attaqua le 12 août à Goroderzna, entre Kobryn et Pruzany. La nuit suivante Tormasov se retira sur Kobryn. Schwarzenberg le poursuivit jusqu'au 29 août. Les deux partis s'arrêtèrent des deux côtés du Styr, vers Luck, et restèrent dans cette situation jusqu'à l'arrivée de Tchitchagoff (18 septembre).

(4) Napoléon à Berthier, Smolensk, 24 août 1812 (*Correspondance*, 19128).

des récompenses honorifiques pour ce corps et que tout son avancement roulât sur lui-même (1).

L'Empereur logea à Dorogobouje dans une grande maison, espèce de château ou de bailliage sur une éminence. On y trouva un peu de farine ; elle fut d'autant plus utile que l'ennemi n'avait rien laissé à Smolensk et que les premières ressources qu'on s'était procurées auraient à peine suffi aux besoins des hôpitaux et à la consommation journalière. Quelques corps reçurent du pain à Dorogobouje, chose à laquelle on n'était pas habitué. On y eut la confirmation des détails de l'arrivée de l'empereur Alexandre à Moscou le 24 juillet, qu'on ne connaissait qu'imparfaitement et seulement depuis notre arrivée à Smolensk. On sut qu'il avait convoqué la noblesse et la bourgeoisie, qu'il n'avait pas caché la situation de l'État et qu'il avait demandé des secours à tous les gouvernements ; que celui de Moscou avait offert 80 000 hommes et les autres en proportion ; que la Petite Russie avait donné 18 000 cosaques, et de simples particuliers des bataillons, des escadrons, des compagnies tout équipées ; que, pour donner à cet armement un caractère national et religieux, le métropolitain Platow avait offert à l'Empereur l'image miraculeuse de saint Serge et que Sa Majesté l'avait donnée à la milice de Moscou ; enfin qu'on prêchait une croisade contre les Français. On apprit aussi que l'Empereur avait envoyé de Polotsk le grand-duc Constantin (2) à Pétersbourg, afin de rassurer les esprits et d'y presser les levées, et aussi pour que rien ne contrariât le général Barclay, auquel on laissa par ce moyen toute la responsabilité des événements (3).

L'empereur Napoléon, qui avait laissé le duc de Bellune (4) sur le Niémen, quoiqu'il eût quitté Witepsk dans la pensée qu'il resterait à Smolensk, ayant pris son parti de se porter en avant, lui fit expédier de Dorogobouje

(1) Napoléon à François, Smolensk, 24 août 1812. (*Correspondance*, 19140).

(2) Le grand-duc Constantin Pavlovitch, frère puîné d'Alexandre, né le 8 mars 1779, mort le 27 juin 1831, qui renonça plus tard à ses droits à la couronne en faveur de son autre frère, Nicolas.

(3) Cf. K. Waliszewski, *Le règne d'Alexandre I*^{er}, II, 71.

(4) Victor commandait le 2^{e} corps d'armée.

l'ordre de se rendre à Smolensk, et, peu après, des instructions détaillées pour appuyer au besoin les corps qui nous avaient flanqués jusqu'alors et notamment celui du maréchal Saint-Cyr sur la Dwina (1).

Depuis Dorogobouje, l'armée marcha à peu près en ligne, la cavalerie du Roi, la Garde, le 1er corps et celui du maréchal Ney sur la route, les Polonais à droite, le vice-roi à gauche.

Nous étions sur le plateau le plus élevé de la Russie, celui d'où partent la Volga qui se jette dans la mer Caspienne, le Dnieper dans la mer Noire et la Dwina dans la Baltique. Depuis le passage du Dnieper, les troupes et l'artillerie étaient fatiguées par les sables ; mais les dispositions de bataille, qu'on avait soupçonnées à Barclay et qu'on lui croyait encore, firent qu'on se tint alors massé autant qu'on put. Dans l'affaire de Valoutina, on avait fait peu de prisonniers ; dans la poursuite on n'en fit pas du tout ; on ne prit pas une charrette. Les Russes se retiraient avec ordre et ne laissaient pas même un blessé. Les habitants suivaient l'armée ; les villages étaient déserts. La malheureuse ville de Dorogobouje, que les Russes nous avaient laissée intacte, fut incendiée par les bivouacs de nos troupes placés trop près des maisons. Pendant des jours, beaucoup de villages eurent le même sort. L'incendie de Smolensk, complété par les Russes, avait exaspéré nos soldats et il y avait d'ailleurs peu d'ordre.

Le 27, le quartier général se rendit au petit château de Slawkowo (2) ; le 28, dans l'après-midi, à Rouibkoï ou Ribki (3), d'où l'Empereur fit écrire au général Barclay par le prince de Neuchâtel, en prenant pour prétexte le renvoi

(1) Napoléon à Berthier, 23 et 26 août (*Correspondance*, 19120 et 19146).

(2) Castellane (*Journal*, I, 141) appelle Postea le château où fut établi le quartier impérial. L'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt* dit :

« Le 27, à 3 heures du matin, arrivé à Slawkowo, envoyé un relais à moitié chemin de Samlowo. Parti à minuit en voiture. »

(3) D'après Castellane (I, 442) l'Empereur y arriva à 5 heures du matin. Il en repartit à 3 heures du soir pour s'installer dans un château à 2 lieues de Wiasma. *L'Itinéraire des Archives de Caulaincourt* dit :

« Le 28, arrivé à 3 heures du matin au château de Rouibkoï : 21 verstes. A 2 heures après-midi, monté le *Turcoman* et le *Roitelet*

de M. Orloff (1), venu en parlementaire pour savoir des nouvelles du général Toutchkoff (2), pris dans une mêlée dans le bois de Valoutina (3).

L'Empereur, qui avait à cœur de nouer une négociation qu'il désirait par-dessus tout, saisit cette occasion de glisser quelques mots gracieux pour l'empereur Alexandre. Il tenait beaucoup aussi à bien établir qu'il était sans animosité personnelle, que, cette guerre étant toute politique, rien ne s'opposait à ce qu'on pût toujours s'entendre.

Le silence gardé par le cabinet de Pétersbourg et même par le général en chef depuis la mission de M. de Balachof était attribué par l'Empereur à ce qu'on lui supposait une animosité qui lui ferait repousser toute espèce d'ouverture et d'arrangement, dont la base ne serait pas la restauration de la Pologne et le démembrement de cette partie de la Russie. L'Empereur en parlait souvent dans ce sens au prince de Neuchâtel ; il me dit à deux reprises :

« — Alexandre voit bien que ses généraux ne font que des bêtises et qu'il perd son pays ; mais il s'est mis dans les mains des Anglais et le cabinet de Londres excite la noblesse et l'empêche de s'arranger. On lui persuade que je veux lui prendre toutes ses provinces polonaises, qu'il n'aura la paix qu'à ce prix et il ne peut la faire, car les Russes, qui ont tous des terres en Pologne, l'étrangleraient comme son père, dans un an, s'il cédait. Il a tort de ne pas s'adresser à moi de confiance car je ne lui veux pas de mal ; je ferai même des sacrifices pour le sauver de ses embarras. Sans cette crainte, il m'aurait écrit, il

pour se rendre à Kneghinkino : 21 verstes. Arrivé à 9 heures du soir. »

(1) Voir plus haut p. 399.

(2) Toutchkoff, blessé à la tête, avait été amené au quartier impérial le 19 à minuit par M. de Rohan-Chabot. (CASTELLANE, *Journal*, I, 138.)

(3) Le prince de Neuchâtel manda au général en chef Barclay de Tolly que M. Orloff, officier des Gardes, envoyé pour avoir des nouvelles du général Toutchkoff, parti pour Metz, ayant été mal à propos envoyé à Smolensk, avait dû être dirigé pour son retour par nos avant-postes sur la route de Wiasma. Il ajouta que l'empereur Napoléon le chargeait de dire à l'empereur Alexandre qu'aucune vicissitude de la guerre, ni aucune circonstance ne pourrait altérer l'estime et l'amitié qu'il lui portait et il parlait de l'échange des prisonniers. *(Note de M. de Caulaincourt.)*

m'aurait envoyé quelqu'un, car il n'a pas d'intérêt à prolonger cette guerre. »

« — Je n'en ai pas non plus, ajouta-t-il dans une conversation à Smolensk, car les Polonais sont sans moyens pour soutenir cette lutte ; les levées ne s'opèrent pas ; ils ne font rien pour leur cause ; chaque jour, ils demandent de l'argent et, en Lithuanie, grâce à l'occupation de la Russie, ils n'ont que du papier. Les Polonais voudraient la Galicie, mais peu leur importe que je me brouille avec l'Autriche. J'espérais mieux du dévouement, du zèle qu'ils annonçaient. Je ne veux pas ruiner la France pour eux. Si Alexandre m'envoyait quelqu'un de confiance, nous serions bientôt d'accord. Il n'aura jamais d'aussi bonnes conditions et une meilleure occasion. Je ne tiens pas plus à la Pologne qu'à autre chose. Il y a bien des manières d'arranger les affaires. Qu'il se prononce contre l'Angleterre et tout sera facile. Les Turcs ont fait la paix. Andréossy n'a pu les empêcher de la ratifier (1). Bernadotte a oublié qu'il est né Français ; à la honte du nom suédois, il s'est ligué avec les Russes (2). Cette conduite impolitique lui sera reprochée ; elle le renversera un jour. C'est une chose inouïe que les deux puissances qui ont tout à redemander aux Russes soient leurs alliées quand l'occasion est si belle de reconquérir tout ce qu'elles ont perdu. Cette occasion ne se représentera jamais. L'armée de Finlande renforcera Wittgenstein (3). Celle de Moldavie sera aussi disponible, car les Turcs ne passent pas sitôt de l'état de paix à l'état de guerre offensive qu'on n'ait pas le temps de les voir venir. L'or de l'Angleterre et les cajoleries d'Alexandre l'ont aussi bien servi que l'imprévoyance de Maret. Les Relations extérieures devaient m'assurer les Suédois et les Turcs, mais personne ne sait faire de la politique maintenant. Je ne

(1) Le traité de Bucarest avait été signé le 28 mai 1812 sous réserve de la ratification des souverains. Ces ratifications avaient été échangées le 20 juillet 1812.

(2) Déjà liées secrètement par le traité du 5 avril 1812, la Russie et la Suède avaient vu leur alliance consolidée par les traités d'Œrebro des 12 et 18 juillet, le premier, traité de paix entre l'Angleterre et la Suède, le second, traité d'alliance entre la Russie et l'Angleterre.

(3) L'empereur devinait juste, car l'entrevue d'Abo eut lieu le 28 août entre l'empereur Alexandre et le roi de Suède. *(Note de M. de Caulaincourt.)*

suis pas servi ; il faut que je fasse tout. La France fera éternellement ce reproche à Maret. Il ne manquait pas d'argent et tout est si facile à Constantinople avec de l'or ! C'est comme cela que les Russes ont signé leur traité ; par le même moyen on devait empêcher les Turcs de ratifier. On est si pauvre en Suède et l'intérêt du pays était si clair qu'un million aux individus et quelques millions pour mobiliser l'armée eût tout fait... Cette ineptie me fait un grand tort. Cela dérange tout. Qui aurait pu s'attendre à ce que ces États agiraient si contrairement à leurs intérêts ? Leur politique était si claire, leur marche si bien tracée ! »

Je rappelai à Sa Majesté que M. de Bassano n'avait pu faire partir M. Andréossy sans son ordre ; qu'en Suède c'était son exigence pour le système continental, la prise des bâtiments suédois et surtout le désarmement des régiments envoyés prisonniers en France, qui avaient blessé l'amour-propre de cette nation très fière. Ces réflexions impatientaient l'Empereur qui expliquait cela à sa manière : « — Vous n'entendez rien aux affaires, vous ne comprenez pas, » furent les mots qui mirent fin à cette conversation.

Des nouvelles de l'ennemi décidèrent l'Empereur à se rendre le soir à Nedikias (1). Le 29, on fut à Wiasma où M. de Lauriston rejoignit Sa Majesté (2), qui causa longtemps avec lui. L'Empereur me dit le lendemain, dès qu'on fut en marche :

« — Eh bien, Caulaincourt, votre ami Alexandre ne voulait pas faire la guerre, disiez-vous ?

« — Votre Majesté en a eu la preuve, répondis-je, par l'époque où il a fait la paix de Turquie (3), et beaucoup d'autres événements ont, il me semble, justifié tout ce que j'ai eu l'honneur de dire à Votre Majesté.

« — Ce n'est pas ce que dit Lauriston, répondit l'Empereur. Alexandre doit être content d'avoir poussé les choses si loin. Sa ville sainte est brûlée ; son pays est dans un bel

(1) A deux lieues de Wiasma. On a vu que l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt* note le départ de l'Empereur pour Kneghinkino.

(2) Il venait reprendre sa place d'aide de camp de l'Empereur. — A leur départ de Saint-Pétersbourg, Lauriston et le personnel de l'ambassade avaient été renvoyés par mer et n'avaient pu débarquer que le 7 août à Pillau.

(3) Ratifiée après le passage du Niémen.

état. Il aurait mieux fait de s'arranger. Il a préféré se livrer encore aux Anglais. Lui rebâtiront-ils ses villes brûlées? Lauriston dit que l'empereur Alexandre avait traité depuis longtemps avec les Anglais.

« — Pas de mon temps, Sire, répondis-je, puisqu'il leur a confisqué quatre-vingts bâtiments, partie vendus, partie encore sous le séquestre.

« — Vous avez été dupe, monsieur le Grand écuyer, reprit l'Empereur. Les cajoleries vous ont tourné la tête.

« — S'il m'était permis de révoquer en doute ce que Votre Majesté m'affirme, je lui répéterais que je suis convaincu que l'empereur Alexandre n'a traité avec les Anglais qu'à notre premier coup de canon. Tout ce qui s'est passé, tout ce qui s'est fait m'a prouvé qu'il ne m'a pas trompé et que Votre Majesté ne l'a pas été par moi. La date de la paix avec les Turcs, celle de l'arrangement avec l'Angleterre, la confiscation réelle des bâtiments anglais dont Votre Majesté veut douter, tous ces faits s'éclairciront avec le temps et seront ma justification. Avant six mois, Votre Majesté rendra justice à ma franchise. »

L'Empereur saisit cette occasion pour reparler de la Turquie et de la Suède avec aigreur, contre M. de Bassano auquel il attribuait la non-coopération de ces puissances. Il convint que l'époque où la paix de Turquie avait été faite pouvait prouver en faveur de mes assertions.

« — Mais, ajouta-t-il avec ironie, votre ami Alexandre n'en est pas moins un Grec, faux. Au reste, je ne lui en veux pas. Je suis même fâché, par rapport à lui, que son pays souffre autant. Quand on pourra se parler, nous serons bientôt d'accord, car je ne lui fais qu'une guerre politique, et il y a bien des manières d'arranger les choses pour que les Russes ne soient pas trop mécontents et ne l'assassinent pas comme son père. »

L'ennemi ne laissait pas un homme en arrière ; il détruisait ses magasins, brûlait ses établissements, même les grandes maisons. Plusieurs personnes croyaient que l'incendie des villes et des bourgs, dans lesquels nous entrions, était autant le fait des désordres de notre avant-garde que de l'arrière-garde des cosaques qui ne ménageaient pas la Russie et moi, le premier, je l'avoue, je partageais cette opinion, ne comprenant pas quel intérêt pouvaient avoir

les Russes à détruire tous leurs établissements non militaires et même les maisons des particuliers, qui ne pouvaient nous être d'une grande ressource. L'Empereur, auquel plusieurs personnes parlèrent de ces incendies, ordonna à mon frère de prendre le lendemain un fort détachement de la Garde et de serrer l'ennemi d'assez près pour entrer à Wiasma avec son arrière-garde afin de s'assurer par lui-même de ce qui se passait et si les Russes mettaient réellement le feu (1). Il lui recommanda de maintenir l'ordre et de ne laisser arrêter aucun militaire en ville. Tout cela fut ponctuellement exécuté. L'arrière-garde ennemie était en position, mais évacua après un engagement assez vif. Mon frère entra pêle-mêle dans Wiasma avec les tirailleurs. La ville était déjà en feu sur plusieurs points. Il vit des cosaques allumer des matières combustibles et en trouva dans divers endroits où l'incendie se manifesta avant que les derniers cosaques eussent évacué la ville. Il employa nos troupes à borner l'incendie. Chacun s'y porta avec zèle et on sauva quelques maisons, des grains, des farines, des eaux-de-vie. Dans le premier moment tout fut sauvé du pillage, mais cela ne dura pas. On acquit la certitude, par les détails que donnaient quelques habitants restés dans leurs maisons et notamment par un garçon boulanger fort intelligent, que toutes les dispositions pour mettre le feu et propager l'incendie avaient été faites par le détachement de cosaques d'arrière-garde, longtemps avant notre arrivée, et le feu mis dès que nous avions été en vue. Le fait est qu'on trouva dans différentes maisons, plus particulièrement dans celles qui renfermaient des provisions, des matières inflammables préparées avec méthode et disposées pour cet usage. Enfin, on eut encore là, comme on l'avait eue avant et comme on l'eut encore après, la preuve que c'était l'exécution de mesures ordonnées et préparées d'avance.

Ces détails, qui avaient déjà été donnés précédemment

(1) Napoléon à Berthier, à 2 lieues en arrière de Wiasma, 29 août 1812 : « Aussitôt qu'on sera en mesure d'entrer à Wiasma, envoyez-y de la gendarmerie, le général Caulaincourt, l'ordonnateur du quartier général et le petit quartier général. Il sera fait défense de faire du pain dans les fours de la ville, de crainte d'y mettre le feu et on y établira la meilleure police possible. » (*Correspondance*, 19156).

par quelques habitants dans d'autres villes ou bourgs, et qu'on se refusait à croire, nous furent ensuite confirmés à chaque pas. Chacun en fut frappé, et l'Empereur comme l'armée, quoiqu'il affectât de tourner ce nouveau genre de guerre en ridicule. Il nous parlait souvent en plaisantant *de ces gens qui brûlaient*, disait-il, *leurs maisons pour nous empêcher d'y coucher une nuit.* Il cherchait à prévenir les réflexions sérieuses que cette terrible mesure faisait naître sur les conséquences et la durée d'une guerre dans laquelle l'ennemi faisait, dès le principe, de tels sacrifices. L'Empereur les faisait sûrement comme nous, mais il n'en profita pas.

Malgré ces incendies, depuis Dorogobouje, les premiers arrivés trouvaient abondamment des vivres, de l'eau-de vie et même du vin. Le douloureux tableau de cette horrible destruction frappait donc moins des gens qui trouvaient à remplir leur estomac et qui avaient leurs sacs et leurs cantines bien garnies. On avait éprouvé tant de besoins, tant de privations, tant de fatigues, la Russie avait paru, au début, un si mauvais pays, que le thermomètre des sentiments, de l'opinion et des réflexions de beaucoup d'individus était alors au fond de leur estomac.

En Pologne, on avait manqué de tout ; à Witepsk, avec beaucoup de peine et de soins, on avait fait maigre chère ; à Smolensk, en cherchant dans les campagnes, on avait trouvé les moissons sur pied, des grains, de la farine, du fourrage même, des bestiaux, mais point d'eau-de-vie, point de vin. Depuis Dorogobouje, tout était en feu, mais les magasins, les caves étaient bien garnis et même avec luxe. Des maisons, où l'on trouvait bientôt de nombreuses cachettes, étaient abondamment pourvues de tout. Le soldat maraudait ; on ne pouvait s'y opposer puisqu'on ne lui faisait point de distributions, et que, vivant au jour le jour et marchant sans transports, on ne pouvait lui en faire. La plupart des soldats étaient bien, même très bien. l'officier général ou supérieur était le seul qui éprouvât parfois des privations. N'entrant dans les habitations qu'après qu'elles avaient été pillées, il ne pouvait se livrer aux mêmes désordres, et tel officier général ou supérieur buvait de l'eau et mangeait un morceau de pain noir à côté d'un bivouac de soldats où les volailles rôtissaient à

côté des moutons, où les jambons assaisonnaient des centaines d'œufs qu'on faisait cuire de toutes les manières. Le luxe intérieur des habitations, leur distribution, leur étendue, tout annonçait l'approche d'une grande capitale. Aussi le soldat était-il devenu, de nouveau, infatigable.

Le roi de Naples, qui commandait l'avant-garde, faisait souvent dix et douze lieues dans la journée. On était à cheval depuis 3 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir. Le soleil, toujours sur l'horizon, faisait oublier à l'Empereur que les journées n'avaient que vingt-quatre heures. Les carabiniers, les cuirassiers avaient été unis à l'avant-garde pour la soutenir ; les chevaux comme les hommes étaient sur les dents ; on en perdait même un grand nombre ; les routes en étaient couvertes, mais l'Empereur se flattait chaque jour et à chaque instant de joindre l'ennemi. A quelque prix que ce fût il voulait avoir des prisonniers, seul moyen d'obtenir quelques renseignements sur l'armée russe, ne pouvant en avoir par des espions devenus inutiles depuis qu'on était entré en Russie. Le knout ou la Sibérie glaçait le zèle des plus adroits comme des plus intrépides, autant que la difficilté réelle de pénétrer dans le pays et surtout dans l'armée. On ne recevait de renseignements que par Wilna. Rien ne parvenait directement. Nos marches étaient trop longues et trop rapides et notre cavalerie, trop fatiguée, ne pouvait envoyer des reconnaissances, pas même des patrouilles sur les flancs. Aussi l'Empereur ignorait-il le plus souvent ce qui se passait à deux lieues de lui. Quelque prix qu'on dût donc attacher à avoir des prisonniers, on n'en faisait pas ; les cosaques se gardaient mieux que nous ; leurs chevaux, plus ménagés que les nôtres, poursuivaient mieux dans les charges ; ils ne donnaient qu'à propos et ne s'engageaient jamais.

A la fin des journées, nos chevaux étaient si las que le moindre engagement nous faisait perdre quelques braves, leurs chevaux ne pouvant suivre. Lorsque nos escadrons étaient ramenés, on en voyait mettre pied à terre, au milieu de la mêlée, en tirant leurs chevaux derrière eux, d'autres obligés de les abandonner et de se sauver à pied.

Le prince de Neuchâtel, les comtes Durosnel, de Lobau et quelques braves gens, qui entouraient l'Empereur, ne

cessaient de lui mettre sous les yeux le tableau de ce qui se passait et de l'engager à ménager les moyens qui lui restaient puisqu'il voulait, disait-il, à quelque prix que ce fût, avoir une bataille ou aller à Moscou. L'Empereur nous écoutait, mais, espérant avoir le lendemain ce qu'il n'avait pu obtenir la veille, il était entraîné malgré lui et faisait douze lieues quand il avait projeté de n'en faire que cinq. Il s'étonnait, comme tout le monde, de cette retraite d'une armée de cent mille hommes sans laisser un traînard ou une charrette. A dix lieues à la ronde, on n'aurait pas trouvé un cheval pour monter un guide ; nous étions obligés de les mettre sur nos chevaux ; souvent même on ne pouvait trouver un homme pour servir de guide à l'Empereur. Le même nous a souvent conduit trois et quatre jours et se trouvait dans un pays qu'il ne connaissait pas plus que nous. L'avant-garde était dans le même cas.

Pendant que nous suivions l'armée russe sans pouvoir obtenir le moindre renseignement sur ses mouvements, il s'y opérait un grand changement. Le général Kutusof, que l'opinion de la noblesse russe venait de faire appeler à son commandement, l'avait rejoint le 29 à Tzarewo, entre Ghjat et Wiasma, sans que l'Empereur en eût encore connaissance (1).

Des renforts marchaient de toute part et Miloradovitch était au moment de la joindre (2). A Pétersbourg comme à Moscou, on n'entendait que des cris de guerre et d'extermination, pendant que l'empereur Napoléon se flattait que ses paroles de paix amèneraient une négociation. Nous menacions la vieille capitale ; la ville sainte était brûlée et occupée par les Français ; nous étions aux portes de Ghjat et l'empereur Alexandre, qui avait envoyé M. de

(1) Le 29 août, Kutusof rejoignit l'armée à Tzarewo, entre Ghjat et Wiasma. Barclay conserva, sous lui, le commandement de la 1re armée et Bagration celui de la 2e. Pendant ce temps, l'empereur Alexandre s'était rendu à Abo, où il vit le prince de Suède le 27 août : le 28, on signa un arrangement secret pour ajourner pendant un an la cession de la Norvège, garantie par le traité secret du 24 mars (5 avril) 1812 *(Note de M. de Caulaincourt.)*

(2) Miloradovitch avait rejoint le 27 août le gros de l'armée russe. Celle-ci venait également de recevoir 10 000 hommes des milices de Moscou, sans uniformes et armés de piques.

Balachof à Wilna, ne répondait pas aux ouvertures faites de Smolensk.

Ce changement dans l'attitude et la politique du cabinet de Pétersbourg eût dû ouvrir les yeux de l'Empereur. Cette fierté des vaincus envers le vainqueur eût dû lui révéler les dangers de cette invasion, mais la fatalité, à laquelle l'empereur Napoléon croyait, le poursuivait, et son étoile, qu'il crut faire briller d'une gloire nouvelle en la faisant planer sur cette terre du pôle, devait payer à son tour à ce climat de fer le tribut qu'elle avait jusqu'alors imposé à la gloire de ces mêmes Russes et de tous les peuples. L'armée, comme je l'ai dit précédemment, était très fatiguée, la cavalerie et l'artillerie déjà dans le plus mauvais état et les troupes légères tellement réduites qu'on avait dû mettre les carabiniers et les cuirassiers pour soutenir l'avant-garde.

Le 31, le quartier général logea au château de Weliczewo (1) avec le roi de Naples, tandis que l'ennemi se retirait à marche d'étapes, n'employant que ses cosaques et, parfois, un ou deux régiments de dragons pour couvrir son mouvement. Toute notre cavalerie et une partie de l'infanterie étaient, jour et nuit, sur pied et toujours au pas de course, dans l'espoir d'atteindre cet ennemi qu'on ne joignait pas. L'armée, ne pouvant vivre que de ce que ses maraudeurs, organisés en détachements, pouvaient lui rapporter, les cosaques et les paysans nous prenaient chaque jour beaucoup d'hommes qui s'aventuraient. Plus nous avancions, plus l'émigration était complète. On ne trouvait même plus les vieillards ou les infirmes. C'était au point que même l'avant-garde ne pouvait se procurer un guide qui pût lui indiquer les noms des endroits ou lui donner quelques renseignements sur le pays. Il en résultait un véritable embarras et des difficultés pour toutes choses.

(1) Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt :*

« Le 29, l'Empereur a monté l'*Emir* à une heure après-midi pour se rendre à Wiasma : 9 verstes. Reconnu la position derrière Wiasma et en avant de la ville, resté longtemps près de la route en avant de l'hôpital, rentré en ville à 7 heures et demie.

« Le 30 août, envoyé un relais à moitié chemin de Zeplikovo. A 10 heures du matin monté le *Vineux*.

« Le 31, parti à 9 heures du matin sur le *Tauris*, relayé le *Roitelet* à Replouka ; arrivé à Weliczevo à 5 heures et demie. »

Enfin, à deux lieues avant Ghjat, l'avant-garde prit un cosaque dont le cheval venait d'être tué et peu après un nègre se disant cuisinier de l'hetman Platow (1). Ce dernier sortait d'un village où il avait été à la maraude. Le Roi les envoya l'un et l'autre à l'Empereur, qui leur dit faire beaucoup de questions. Leurs réponses me parurent assez piquantes pour les noter de suite.

Le nègre donna des détails sur la manière de vivre de son général, qu'il servait chaque fois à table. Il y écoutait la conversation et raconta, en conséquence, les rivalités de quelques généraux, jaloux l'un de l'autre, mais il ne savait rien de relatif à la marche de l'armée. Il demandait, à chaque instant, à qui il parlait, devant qui il était, en faisant les grimaces et les contorsions les plus comiques. On eut beau lui répéter que c'était l'Empereur qui le faisait interroger, ainsi que le cosaque, aucun d'eux ne voulait croire que ce fût l'empereur Napoléon, parce qu'on marchait, disaient-ils, avec l'avant-garde et qu'étant tout près de leurs camarades cosaques, il n'était pas croyable que le Tzar fût si près de l'ennemi.

« — Platow vient quelquefois à l'avant-garde, ajouta le nègre, mais il ne marche pas comme cela avec elle et n'y reste pas. Quant aux généraux russes, ils ne viennent jamais avec les cosaques, pas même les soldats russes. Si les Russes venaient à l'avant-garde avec les cosaques, les Français ne seraient pas à la porte de Ghjat, car il y a bien plus de Russes et de cosaques qu'il y a de Français et les cosaques n'ont pas peur des Français. »

Comme on lui affirma de nouveau que c'était l'Empereur, il s'inclina, puis se prosterna plusieurs fois, se mit à danser, sauter, chanter et faire toutes les contorsions imaginables. Ce nègre ayant assuré au roi de Naples, qui n'avait pas de guide, qu'il connaissait tous les environs du pays, Sa Majesté l'envoya demander et on le lui renvoya .

L'Empereur fit approcher le cosaque qu'on gardait à part pendant que l'on questionnait le nègre. C'était un

(1) Le comte Mathieu Ivanovitch Platow (6 août 1757-3 janvier 1818), général de cavalerie et ataman des Cosaques du Don. — M. Thiers, qui a connu cet incident, a confondu et réuni le cosaque et le nègre en un seul personnage dont il fait un « cosaque, canonnier dans le corps de Platow » (THIERS, XIV, 288).

homme de trente à trente-six ans, brun, de cinq pieds, les yeux vifs, la physionomie ouverte et spirituelle, l'air sérieux, paraissant fort affligé de se trouver prisonnier et surtout d'avoir perdu avec son cheval, son argent et ce qu'il appelait sa petite pacotille, c'est-à-dire les effets pris ou volés qu'il avait mis sous son bois de selle ou au-dessus, pour rembourrer son siège. L'Empereur m'ordonna de lui donner quelques pièces d'or, et lui fit prêter un cheval de ses écuries, ce qui le consola et lui inspira tout de suite de la confiance. Il causa alors tant qu'on voulut.

Détaché à l'arrière-garde, il n'avait pas vu l'armée depuis Smolensk ; elle avait beaucoup perdu dans ce qu'il appelait la bataille, c'est-à-dire à Smolensk. Elle en livrerait encore une avant Moscou. Les Russes se plaignaient hautement de Barclay qui les avait, disaient-ils, empêché de se battre à Wilna et à Smolensk en les renfermant dans la ville. Kutusof était arrivé depuis deux jours à l'armée pour remplacer Barclay. Il ne l'avait pas vu, mais un jeune officier d'état-major était venu la veille parler à l'officier de cosaques qui le commandait et lui avait annoncé cette nouvelle, en ajoutant que la noblesse avait forcé l'empereur Alexandre à ce changement dont l'armée se réjouissait fort. Cette nouvelle, qui parut fort probable à l'Empereur, lui fit grand plaisir ; il la répétait à tout le monde.

Le caractère temporiseur de Barclay le fatiguait. Cette retraite sans rien abandonner, malgré l'inconcevable activité de la poursuite, ne donnait pas l'espoir d'obtenir d'un tel adversaire les résultats qu'on désirait.

« — Ce système, disait quelquefois l'Empereur, me donnera Moscou, mais une bonne bataille finirait plus tôt la guerre et on aurait la paix, car, enfin, il faudra bien finir par là. »

En apprenant l'arrivée de Kutusof, il fit tout de suite, avec un air de satisfaction, la réflexion que Kutusof ne pouvait pas être venu pour continuer la retraite ; qu'il livrerait certainement une bataille, qu'il la perdrait et nous donnerait Moscou, parce qu'il était trop près de cette capitale pour la sauver, qu'il remerciait l'empereur Alexandre d'avoir fait ce changement dans ce moment, qu'il ne pouvait arriver plus à propos. Il fit l'éloge du

maréchal Kutusof sous le rapport de l'esprit, mais parla de son ineptie d'Austerlitz et des manœuvres de ce maréchal là et en Turquie (1), ajoutant qu'avec la plus belle armée que les Russes aient jamais eue sur le Danube, il n'avait pas su faire la paix aux portes de Constantinople et acquérir la Valachie ; qu'avec une armée affaiblie, démoralisée, il ne l'empêcherait donc pas d'aller à Moscou ; que Kutusof livrerait une bataille pour plaire à la noblesse et que, dans quinze jours, l'empereur Alexandre n'aurait plus ni capitale, ni armée ; qu'à la vérité cette armée aurait eu l'honneur de ne pas céder sa vieille capitale sans combattre ; que c'était probablement ce qu'avait voulu l'empereur Alexandre en consentant à ce changement ; qu'il pourrait alors faire la paix sans encourir les reproches ni la censure des grands seigneurs dont Kutusof était le choix et auquel il pourrait, par conséquent, imputer les conséquences des revers qu'il aurait éprouvés et que tel avait sans doute été son but en cédant à sa noblesse.

L'Empereur continua à questionner le cosaque, ses réponses étaient, toutes, faites d'un ton et d'une manière spirituels pour un simple soldat ; les voici :

« — Si les soldats russes d'Alexandre et surtout ses généraux ressemblaient aux cosaques, vous ne seriez pas avec les Français en Russie, disait-il à l'empereur Napoléon. Si Napoléon avait des cosaques dans son armée il serait depuis longtemps empereur de Chine. On ne fait battre que les cosaques ; c'est tous les jours leur tour. Pendant que les Russes dorment, les cosaques veillent. Les cosaques défendront Moscou à cause d'Alexandre, qui est un bon prince, mais ses ministres et ses généraux le trompent. Ses généraux ne se battent pas quand il le faudrait ; ils ont livré Smolensk la sainte : c'est de mauvais augure. Si Moscou est pris et que les Français aillent dans le pays des cosaques, la Russie est perdue. Les cosaques sont de bons soldats. Ils auront fait leur devoir jusqu'au dernier moment ; ils se mettront alors avec Napoléon. Napoléon est un grand général ; Alexandre est un bon empereur.

(1) Michel Hilarionovitch Golemnitchef Kutusof, prince Smolenskoi (1745-1813) avait commandé l'armée russe à Austerlitz, où il avait été blessé à la joue. En 1811, il avait commandé la même armée contre les Turcs.

Alexandre, s'il le voulait, serait meilleur général que ses Russes. Les généraux russes aiment trop leurs aises ; ils aiment trop à dormir. Il leur faut des coussins, toutes leurs aises ; ils ne pensent qu'à eux et n'ont aucun soin des soldats. Les Français se battent bien, mais ils ne se gardent pas. Ils aiment à piller ; ils s'écartent de l'armée pour chercher dans les maisons et les cosaques en profitent pour en prendre tous les jours un grand nombre, auxquels ils reprennent leur butin. Sans les cosaques, les Français seraient déjà à Moscou, à Pétersbourg et même à Kasan. Ce sont les cosaques qui les arrêtent chaque jour. Les cosaques aiment le roi de Naples qui a un grand panache, parce qu'il est brave et toujours le premier au feu. Ils se sont donné le mot pour ne pas le tuer, mais ils veulent le prendre. »

Il convint qu'à Wiasma les cosaques avaient préparé tout ce qui était nécessaire pour incendier le pont, les magasins et différentes maisons. Il dit que c'était l'ordre de leur chef.

Nous trouvâmes Ghjat (1) incendié en partie et fumant encore. Ils s'y étaient pris plus à l'avance qu'à Wiasma. On tâcha d'arrêter le feu. L'Empereur fit une reconnaissance étendue en avant et autour de la ville. Il visita l'hôpital, situé à la sortie de la ville ; il n'avait pas été brûlé. Il pressa le rétablissement des ponts et le passage des troupes. Il ne rentra que fort tard. Il était resté encore moins d'habitants à Ghjat qu'à Wiasma. Des maisons de la rue où logea l'Empereur et celles au delà de la rivière, qui n'avaient pas été incendiées, étaient remplies de provisions de toute espèce ; on trouva de belles farines, beaucoup d'œufs et du beurre dont on était privé depuis longtemps. L'Empereur eut des détails positifs sur l'armée russe. Kutusof y était arrivé le 29. Il avait passé et repassé à Ghjat. Miloradovitch avait, disait-on, joint

(1) L'Empereur arriva le 1er septembre à 2 heures de l'après-midi à Ghjat. Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt* : « Le 1er septembre, envoyé un relais d'attelage et une brigade en selle à 10 versets de Ghjat. Parti à 10 heures du matin sur la *Linotte*, monté ensuite le *Courtois*, arrivé à Ghjat (21 verstes). Traversé la ville, fait faire les ponts, reconnu la position de la ville, rentré à 9 heures du soir. »

l'armée avec 50 000 hommes et beaucoup de canons. L'Empereur estimait ce renfort à 30 000 hommes (1). Les officiers russes paraissaient fort contents de l'arrivée de Kutusof et ne mettaient pas en doute qu'il livrerait une grande bataille avant peu de jours. L'armée continuait sa retraite pour joindre les autres renforts qui venaient de Moscou.

D'après ces détails, que tout confirma à l'Empereur, il ne mit plus en doute que nous touchions au moment de la bataille qu'il désirait. Il se plaisait à les raconter, y ajoutant, d'ailleurs, les réflexions suivantes : « Le nouveau « général ne pouvait continuer ce système de retraite « que l'opinion nationale réprouvait. Il avait été appelé « à la tête de l'armée à condition de combattre. Le sys- « tème de guerre suivi jusqu'à ce jour devait donc « changer. »

Toutes ces considérations décidèrent l'Empereur à se mettre aussi en mesure d'entrer en ligne. Il resta pour cela à Ghjat le 2 et le 3, afin de tout rallier et de reposer un peu la cavalerie et l'artillerie. Il y eut la certitude de l'arrivée du général de Latour-Maubourg avec sa division à Esmakowa le 1er septembre, ce qui l'occupait beaucoup (2).

Sentant la nécessité de mettre de l'ordre dans les convois qui obstruaient les routes et de laisser l'artillerie prendre les devants au moment d'une bataille qui lui paraissait imminente, l'Empereur donna l'ordre de brûler toutes les voitures qui seraient en avant des convois d'équipages (3).

« — Je ferai brûler la mienne, me dit-il le lendemain, si elle n'est pas à son rang. »

En cheminant à cheval, l'Empereur en trouva plusieurs qui marchaient hors de leur colonne, à côté d'un convoi d'artillerie. Il les fit arrêter par les chasseurs de son piquet ;

(1) Miloradovitch n'amenait en réalité que 15 000 hommes.

(2) Le général de Latour-Maubourg commandait le 4e corps de cavalerie. Dès le 24 août, Napoléon lui avait fait envoyer l'ordre de se porter entre Velnia et Dorogobouge afin de prendre part à la bataille prévue (*Correspondance*, 19131).

(3) Ordre du jour, camp impérial de Ghjat, 1er septembre 1812 (*Correspondance*, 19168).

il mit pied à terre et ordonna de brûler la première. On intercéda. M. de Narbonne lui représenta que cela priverait de tout un officier qui aurait peut-être la jambe emportée le lendemain.

« — Il m'en coûterait bien plus, répondit l'Empereur, si je n'avais pas d'artillerie demain. »

On dut chercher de la paille, du bois, faire du feu. Pendant ce temps, on déménagea la calèche. Une carriole qui suivait fut aussi condamnée au même supplice. L'incendie allumé, l'Empereur prit le galop et les conducteurs sauvèrent, je pense, leurs équipages un peu grillés (1).

« — Je voudrais que ce fût votre voiture, dit l'Empereur au prince de Neuchâtel, cela ferait plus d'effet et vous le méritez bien, car je la rencontre toujours.

« — Derrière la voiture de Votre Majesté, répondit le prince.

« — C'est la faute de Caulaincourt, répliqua l'Empereur. Au reste, je lui ai promis de la faire brûler, si je la rencontre. Ne vous fâchez donc pas de ma menace, car je ne lui ferai pas plus de grâce qu'aux autres. Je suis ici général en chef, je dois l'exemple (2). »

Le 4, le quartier général fut au bivouac près Prokofewo (3) et les 5 et 6 près de Borodino (4). M. de Bausset (5) y arriva le 6 dans l'après-midi. Il apportait des lettres de l'Impératrice qu'il avait accompagnée à Prague, en partant de Dresde, et était porteur du beau portrait du roi de Rome par Gérard (6). L'Empereur trouva ce portrait

(1) D'après Castellane (*Journal*, I, 145), cette scène se serait passée le 3 septembre et la voiture brûlée aurait été celle de M. de Narbonne lui-même. — « Sa Majesté passée, ajoute Castellane, cet officier général [Narbonne] est revenu à sa voiture, a donné 10 louis aux soldats qui ont éteint le feu qu'ils avaient mis. »

(2) On remarquera que M. de Caulaincourt ne parle pas de la violente algarade de Napoléon à Berthier qui eut lieu à Ghjat, à la suite de laquelle le major-général cessa de prendre ses repas avec l'Empereur jusqu'à Mojaisk et qui est relatée dans plusieurs Mémoires contemporains et notamment par Denniée, *Itinéraire*, p. 62.

(3) Les autres témoins disent près de la poste de Ghridnewo. Voir plus loin l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt*.

(4) Au bivouac, au milieu d'un carré de la vieille garde.

(5) Louis-François-Joseph de Bausset était l'un des préfets du Palais depuis le 1er février 1805.

(6) Voir *Mémoires anecdotiques sur l'intérieur du Palais de Napo-*

accroché dans sa tente à son retour de la reconnaissance qu'il venait de faire des postes de l'ennemi (1). L'aide de camp du duc de Raguse (2) était arrivé en même temps avec le détail des mauvaises affaires d'Espagne (3). L'estafette de Paris lui en avait apporté les premières nouvelles quelques jours avant ; mais les affaires de Russie étaient trop graves dans ce moment pour qu'il fût préoccupé des revers du duc de Raguse en Espagne.

— « Les Anglais y sont occupés ; ils ne peuvent quitter l'Espagne pour aller me faire des échauffourées en France ou en Allemagne. Voilà ce qui m'importe, » me dit-il le lendemain.

L'Empereur ne resta qu'un moment sous sa tente (4), placée comme de coutume au milieu du carré de la Garde, et se porta dans la direction de l'attaque que faisait notre droite contre deux redoutes qui appuyaient la gauche de l'ennemi. Cette attaque fut conduite et exécutée avec une telle vigueur que nous en fûmes maîtres en moins d'une heure (5). Les troupes eurent ordre de rester en

léon, par L.-F.-J. DE BAUSSET, Paris, Levasseur, 1829, II, 103.

(1) Ce portrait resta accroché dans la chambre de l'Empereur pendant tout son séjour au Kremlin. Il fut perdu pendant la retraite. Heureusement, Gérard en avait fait plusieurs répliques et il a été gravé. Le 23 août, à Smolensk, M. Debonnaire de Gif, auditeur au Conseil d'État, avait déjà apporté à Napoléon, de la part de Mme de Montesquiou, une miniature de Mlle Aimée Thibault représentant le roi de Rome assis sur un mouton. Cf. Frédéric MASSON, *Napoléon et son fils*, Paris, Ollendorf, 1904, in-8°, 230.

(2) Cet aide de camp était le capitaine Charles Fabvier, le futur général, le futur héros des luttes philhellènes. Aide de camp, depuis le mois d'avril 1811, de Marmont qui commandait l'armée que Masséna avait ramenée du Portugal après une campagne malheureuse, Fabvier, blessé aux Arapiles le 22 juillet 1812, était parti quinze jours plus tard de Burgos et était arrivé à Paris le 17 août. Il rejoignit l'Empereur le 6 septembre au soir. Cf. DEBIDOUR, *le Général Fabvier*, Paris, Plon, 1904, in-8°, p. 58.

(3) Au commencement de 1812, Marmont avait dû reculer devant Wellington qui avait pris Ciudad-Rodrigo et Badajoz. Le duc de Raguse s'était fait battre aux Arapiles le 22 juillet 1812.

(4) M. de Caulaincourt, qui vient de raconter des faits qui se sont passés le 6 septembre, revient ici à la journée du 5 septembre.

(5) Attaque de la redoute de Schwardino par la division Compans (4e du 1er corps). L'action, commencée à 4 heures de l'après-midi, était terminée victorieusement à 5 heures. Ce combat a ins-

position et l'infanterie en carré. Bien en prit à l'Empereur d'avoir eu cette prévoyance, car, une demi-heure après la chute du jour et longtemps après que l'affaire était finie, les cuirassiers russes, appuyés par de l'infanterie, chargèrent avec une grande vigueur nos carrés en se dirigeant sur ces redoutes qu'ils espéraient, sans doute, nous forcer à évacuer et pouvoir reprendre dans le désordre d'une affaire de nuit (1). Le premier carré, chargé à l'improviste, perdit de l'artillerie et quelques hommes ; les autres, prévenus par le feu de celui-ci, tinrent ferme, et les cuirassiers russes, fort maltraités par notre artillerie et notre mousqueterie et d'ailleurs mal soutenus dans leur attaque, durent se retirer et renoncer à la possession de ces redoutes qui étaient la clef de leur position. Nos troupes gagnèrent même un peu de terrain en les suivant dans l'obscurité, et nous nous établîmes à la tête du bois qu'il aurait été si important pour l'ennemi de garder, ne fût-ce que pour retarder notre attaque et surveiller nos mouvements.

L'Empereur parcourut nos bivouacs pendant la nuit, visita les redoutes prises, revint plusieurs fois sur toute la ligne afin de juger par ses yeux de la position de l'ennemi et de ses forces sur chaque point. Il vit en même temps ses troupes, comme il en avait l'habitude la veille des jours de bataille. Il avait déjà été aux différents corps dans l'après-midi et avait en partie arrêté ses dernières dispositions et donné ses ordres, n'étant pas décidé s'il n'attaquerait pas le lendemain matin, tant il craignait que l'ennemi ne lui échappât encore.

A la pointe du jour (2), l'Empereur revint à la principale redoute et, à la faveur du bois qui était en avant et dont on avait achevé de s'emparer dans l'affaire de nuit, il s'approcha, avec le prince de Neuchâtel et moi, très près de la position de l'ennemi. Il parcourut ensuite toute la ligne et, plus en détail, le centre et la gauche qu'il reconnut jusqu'aux vedettes. Il revint même encore au centre avec le vice-roi afin de lui expliquer toutes ses dispositions sur le terrain. De là, il visita l'extrême droite que commandait

piré à Mérimée le sujet de l'*Enlèvement de la redoute*, dans *Mosaïque* Paris, Calmann-Lévy, 1888, in-12.

(1) Charge des cuirassiers de Douka contre le 111e de ligne.

(2) 6 septembre 1812.

le prince Poniatowski, qui avait eu la veille une belle affaire à la tête des Polonais et gagné beaucoup de terrain (1). La résistance des Russes n'avait pas été, sur ce point, tout ce qu'elle aurait dû être et ce qu'elle fut ailleurs. L'Empereur hésitait s'il ferait un grand mouvement par sa droite pour tourner la position de l'ennemi et éviter en partie ses redoutes, ou s'il se placerait seulement, comme le lui facilitait la prise des deux redoutes, de manière à pouvoir attaquer son centre de front et de revers en commençant notre attaque par notre droite. Il craignait, en adoptant le premier parti, qui aurait menacé le derrière de l'ennemi, de le décider à une nouvelle retraite, d'autant plus que la perte des redoutes, qu'on lui avait enlevées la veille, avait déjà fort affaibli sa position. Ces considérations le déterminèrent donc pour le dernier parti.

Voyant l'ennemi tranquille dans ses positions, l'Empereur se décida à laisser cette journée à l'armée pour se reposer et donner le temps d'entrer en ligne aux réserves d'artillerie et à tout ce qui était un peu en arrière. Il pensa aussi, et cette dernière considération acheva de le déterminer, que l'ennemi, qui était venu à nuit close pour reprendre les redoutes si nécessaires à l'appui de sa gauche, ferait quelques efforts dans la journée pour reprendre cette position ou, au moins, pour avoir le terrain qu'il avait cédé aux Polonais. L'Empereur espérait engager, par là, une affaire qu'il croyait devoir produire pour lui des résultats très avantageux, mais, de part et d'autre, la journée se passa à observer, excepté du côté des Polonais, qui gagnèrent encore un peu de terrain, ce qui nous donna un développement très avantageux sur le flanc de l'ennemi pour l'attaque du lendemain. Voyant que l'ennemi n'avait pas bougé, l'Empereur crut qu'il avait travaillé à remplacer, par de nouveaux ouvrages de campagne, ceux qu'il avait perdus la veille. Vers 3 heures, on crut même un instant qu'il se retirait, et l'Empereur, qui était toujours en observation, fut au moment de faire attaquer, mais, ayant été regarder de plus près et sur des points qui permettaient de bien juger les mouvements des Russes,

(1) Le 5, Poniatowski avait soutenu l'attaque de Compans en débouchant à temps des bois.

on acquit la certitude qu'ils étaient dans leurs mêmes positions. Le soir, l'Empereur revint sous sa tente (1).

Le 7 avant le jour (2), l'Empereur était à la redoute de droite et se rendit avec le prince d'Eckmühl, Berthier et moi, à la tête du bois qui est en avant. Dès que le jour parut, on lut aux troupes la proclamation de l'Empereur, courte mais énergique, comme tout ce qu'il écrivait lui-même dans ces grandes occasions (3).

Les Polonais, le roi de Naples avec sa cavalerie, qui était à leur gauche, ainsi que les troupes du prince d'Eckmühl s'ébranlèrent avant le jour. Leur attaque fut impé-

(1) Dressée sur les hauteurs en face de Borodino. Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt* :

« Le 2 [septembre, à Ghjat] envoyé un relais d'attelage et le service léger à 2 lieues en avant chez le roi de Naples. Monté l'*Embelli* à 6 heures du soir, parcouru les bords de la rivière, vu la construction des différents ponts, rentré à 7 heures.

« Le 3, l'Empereur n'a pas monté à cheval.

« Le 4, parti à une heure sur le *Moscou*, relayé le *Tauris*, arrivé à 6 heures, bivouaqué auprès de quelques granges à Ghridnewo : 30 verstes.

« Le 5, l'Empereur a monté le *Courtois* et l'*Emir*, reconnu la position, campé au milieu du carré de la vieille Garde, fait attaquer à 5 heures la redoute de la gauche de l'ennemi par le corps polonais sous les ordres du prince Poniatowski, la cavalerie du roi de Naples, les divisions Compans, Friant et Morand, les 61e et 25e, enlevé la redoute, le 111e a laissé enfoncer son carré et prendre ses canons ; le champ de bataille jonché des morts de l'ennemi ; bivouaqué en arrière de Borodino : 15 verstes.

« Le 6, l'Empereur a monté l'*Embelli* à 2 heures du matin, été à la redoute prise la veille à l'aile droite des Polonais, parcouru la ligne des avant-postes, du centre et de la gauche sous les ordres du vice-roi, reconnu toute la position ; rentré à 9 heures ; monté l'*Emir* à 2 heures de l'après-midi, reconnu de nouveau toute la ligne, fait les dispositions d'attaque pour le lendemain, le vice-roi commandant l'aile gauche composée de son corps d'armée, de la division Morand à sa doite et celle de Gudin en réserve. Au centre le prince d'Eckmühl, ayant la division Compans à la droite de la division Desaix, la division Friant en réserve : le duc d'Elchingen prêt à déboucher avec son corps au centre ainsi que toute la cavalerie sous les ordres du roi de Naples ; à la droite, sur la route qui passe dans le bois, le corps du prince Poniatowski. Rentré à 6 heures du soir. »

(2) 7 septembre, jour de la bataille de la Moskowa. L'Empereur monta à cheval à 3 heures du matin.

(3) *Correspondance*, 19182. Au camp impérial, sur les hauteurs de Borodino, 7 septembre, 2 heures du matin.

tueuse, la défense opiniâtre. Le prince Bagration, qui leur était opposé, se défendit avec vigueur et ténacité ; mais nos soldats avaient une telle ardeur que rien ne les arrêtait. Le général Compans, blessé dans ces premières attaques (1), fut remplacé par le général Rapp, qui eut bientôt le même sort à la tête des mêmes braves (2). Les généraux blessés ou tués étaient remplacés sans que cela fît la moindre sensation, sans que les mouvements en éprouvassent le plus léger retard, même lorsque le prince d'Eckmühl fut aussi blessé (3).

Le maréchal Ney foudroyait et culbutait les corps avancés du centre avec son audace accoutumée. A 7 heures, il y avait, sur ce point, une canonnade et une fusillade comme on en entend rarement. Pendant ce temps, le roi de Naples secondant avec la cavalerie l'impétuosité de l'infanterie de la droite et de celle du prince d'Eckmühl, les deux ouvrages qui restaient aux Russes à leur gauche furent enlevés.

A 8 heures, on annonça à l'Empereur que le général de division Montbrun (4), commandant le 1er corps de

(1) Jean-Dominique Compans, né à Salies-du-Salat (Haute-Garonne), le 26 juin 1769, mort à Blagnac (Haute-Garonne), le 10 novembre 1845, était général de division depuis le 23 novembre 1806, En 1812, il commandait la 5e division du 1er corps (Davout). Le 7 septembre, placé à l'extrême droite des lignes françaises, la division Compans, en tête du corps Davout, attaqua les flèches qui couvraient la gauche ennemie. A 7 heures et demie, Compans avait été blessé d'un coup de biscaïen à l'épaule droite. Cf. *le Général Compans*, par M. Ternaux-Compans, Paris, Plon, 1912, in-8°, 184.

(2) Lorsqu'il apprit la blessure de Compans, Napoléon envoya son aide de camp, le général Rapp, prendre le commandement de sa division. Dans l'intervalle d'une heure, Rapp fut blessé quatre fois, d'abord de deux coups de feu, puis d'un boulet au bras gauche qui lui enleva le drap de la manche de son habit et sa chemise jusqu'à la chair, puis par un biscaïen qui le frappa à la hanche gauche et le jeta à bas de son cheval. Il fut alors remplacé dans son commandement par le général Desaix (*Mémoires de Rapp*, 206).

(3) Quelques instants après que le 57e fut entré dans la flèche de droite, le maréchal Davout eut son cheval tué sous lui. Il tomba à terre et perdit connaissance. Revenu à lui, le prince d'Eckmühl, malgré de fortes souffrances, voulut conserver le commandement de son corps d'armée.

(4) Louis-Pierre Montbrun, né à Florensac le 1er mars 1770, général de division depuis le 9 mars 1809, commandait, non le

cavalerie, composé de trois divisions, venait d'être tué. Il fit rappeler mon frère (1) qu'il avait envoyé à l'attaque de droite et qui arriva un moment après pour lui rendre compte de la prise des deux redoutes et des succès obtenus depuis.

« — Allez, lui dit l'Empereur, prendre le commandement du 1er corps de cavalerie. Faites comme à l'Arzobispo (2). »

Le prince de Neuchâtel lui expédia l'ordre écrit pour le faire reconnaître des généraux de division. Mon frère me serra la main en me disant :

« — C'est si chaud que je ne te reverrai sans doute plus. Nous triompherons ou je me ferai tuer. »

Ses souffrances habituelles, qui lui faisaient souvent désirer la mort, contribuèrent-elles à lui donner ce triste pressentiment, qui pouvait être aussi le résultat de la chaleur de l'action? Je l'ignore, mais je ne pus me distraire de ce fatal adieu jusqu'au moment où un événement plus fatal encore vint confirmer le malheur dont je me sentais d'avance menacé.

Le maréchal Ney, appuyé par une partie du corps du vice-roi, secondait la droite et, à 10 heures, l'ennemi avait perdu tout le terrain en avant de sa grande redoute du centre. Il avait, par conséquent, perdu la position de sa

1er corps de cavalerie, comme le dit M. de Caulaincourt, mais le 2e corps de réserve de cavalerie depuis le 9 janvier 1812. Au cours de la charge de cavalerie conduite par Ney et par Murat, à la droite de notre ligne, Montbrun fut, le 7 septembre, frappé mortelllement par un boulet.

(1) Le général Auguste de Caulaincourt, on l'a vu plus haut, était aide de camp de l'Empereur et commandant du grand quartier impérial.

(2) Auguste de Caulaincourt avait été nommé général de division le 7 septembre 1809, à la suite de sa brillante conduite lors du passage du Tage par les corps réunis de Soult, de Mortier et de Ney. — « Le 8 [août 1809], le maréchal Mortier, après avoir fait franchir le fleuve à gué par les dragons des 5e et 2e corps, sous les ordres du général Caulaincourt, enleva brillamment le pont fortifié de l'Arzobispo et dispersa toutes les forces que le duc d'Albuquerque tenta d'opposer au passage du fleuve et à la prise de possession de la rive gauche. » (*Guerre d'Espagne, Extrait des souvenirs inédits du général Jomini*, par Ferdinand Lecomte, Paris, Baudoin, 1892, in-8°, p. 110). — Cf. *Moniteur* du 28 septembre 1809.

gauche et le village qui appuyait son centre (1) ; mais ses réserves marchaient. Les succès furent un moment partagés vers notre droite ; elle dut même resserrer ses premières troupes sur son corps de bataille en se repliant sur les ouvrages enlevés.

Une artillerie formidable vomissait partout la mort ; l'infanterie russe faisait de nouveaux efforts pour regagner le terrain perdu. La grande redoute jetait l'enfer sur notre centre. Le maréchal Ney et le vice-roi avaient vainement combiné leurs attaques pour l'enlever ; ils furent repoussés. Revenus une seconde fois à l'attaque, ils n'avaient pas été plus heureux et Ney avait même perdu un peu de terrain. Une partie de la Garde, qui avait suivi par échelons les mouvements du corps qui liait le centre à la droite, prit position de manière à le soutenir au besoin, si le mouvement rétrograde, auquel il avait été un moment obligé, se prononçait davantage. Mais notre artillerie arrêta l'élan offensif de l'ennemi qui resta vainement longtemps serré sous le feu de la plus meurtrière canonnade. Il dut enfin nous céder le terrain que nous lui avions précédemment enlevé.

L'Empereur observait pendant ce temps les mouvements du centre ; il s'était porté en face de la dernière redoute qu'on avait prise, et il donna partout l'ordre de se borner, pour le moment, à tenir les positions qu'on occupait afin de laisser à l'artillerie le temps de démolir, disait-il, ces masses d'infanterie qui restaient immobiles. Il était alors près de 11 heures. Peu avant, on lui avait amené le lieutenant-général Belitchef (2) avec une quinzaine de prisonniers faits dans la redoute. L'officier qui l'amena dit à l'Empereur qu'il s'était vaillamment défendu. L'Empereur l'accueillit bien. Le voyant sans épée, il se plaignit de ce que l'on l'avait désarmé.

« — J'honore trop, Monsieur, dit-il, le courage malheureux pour ne pas avoir du plaisir à vous rendre les armes d'un brave. »

Et il lui donna son épée. Il lui fit ensuite quelques ques-

(1) Borodino.

(2) M. de Caulaincourt a estropié ce nom car le général russe fait prisonnier dans la redoute était Likatcheff qui, très âgé, commandait une division russe.

tions et ordonna d'interroger les autres prisonniers, qu'on prît soin de tous et qu'ils fussent, comme le général, traités avec tous les égards possibles.

Ce trophée fit grand plaisir à l'Empereur, mais n'avoir qu'un si petit nombre de prisonniers, quand ces redoutes avaient été enlevées avec une si grande vigueur et entourées de toute part par la cavalerie du roi de Naples, lui paraissait inconcevable. Il s'en plaignit et fit sur cela un grand nombre de questions. Il ne dissimulait pas qu'il désirait et espérait d'autres résultats :

« — Nous gagnerons la bataille, dit-il. Les Russes seront écrasés, mais ce ne sera pas une affaire finie, si je n'ai pas de prisonniers. »

Il paraissait soucieux. Entre midi et une heure, l'Empereur ordonna au vice-roi de reprendre l'offensive et d'appuyer la gauche du maréchal Ney que soutenait déjà le général Junot. La droite, renforcée de la jeune Garde, eut aussi l'ordre de pousser en avant. L'ennemi, écrasé par le canon, pressé simultanément sur tous les points, resserra encore ses masses et tint ferme, quelques ravages que l'artillerie fît dans ses rangs. L'Empereur monta alors dans la redoute pour suivre des yeux et diriger le mouvement général qu'il avait ordonné sur toute la ligne. Nos troupes redoublaient d'efforts, sans gagner du terrain. Le feu était encore plus vif ; on était aux prises sur tous les points. C'est dans ce moment que mon frère, ayant mis en mouvement deux de ses divisions appuyées de deux bataillons d'infanterie, se mit à la tête du 5e de cuirassiers pour enlever les troupes qu'il dirigeait sur la grande redoute et décider le succès de cette attaque, déjà tentée vainement plusieurs fois. Il en chassa l'ennemi (1), et,

(1) « Cependant un corps de cavalerie s'est détaché vivement sur la gauche. Montbrun n'est plus à leur tête ; un coup de canon l'a frappé. C'est Auguste de Caulaincourt qui les conduit. On vient de les voir se précipiter au galop, dépasser la grande redoute du centre, se rabattre brusquement dessus, et bientôt disparaître dans un gouffre de poussière et de fumée. Soudain les baïonnettes du prince Eugène brillent de l'autre côté de la redoute. Le volcan, assailli de toutes parts, tonne, éclate, vomit des torrents de feu, redouble, et tout à coup s'éteint. Le général Likatcheff a remis son épée mais ses soldats se sont fait tuer. Opiniâtreté funeste ! Auguste Caulaincourt et Lanabère, leurs vainqueurs, sont avec eux ense-

dès ce moment, la bataille fut gagnée, comme le dit l'Empereur, car l'ennemi se mit dès lors partout en retraite. Il était, je crois, trois heures quand un aide de camp arriva à toutes jambes annoncer à l'Empereur que la grande redoute venait d'être enlevée par mon frère et que l'ennemi se retirait sur tous les points. Un instant après, M. Wolbert, aide de camp de mon malheureux frère, et qui ne l'avait pas quitté, apporta à l'Empereur les détails de cette affaire et nous confirma que mon frère avait été tué d'une balle au-dessous du cœur, en sortant de la redoute déjà prise pour poursuivre l'ennemi qui s'était rallié à quelque distance et se portait en avant pour y rentrer. J'étais à côté de l'Empereur quand on lui fit ce rapport (1). Je n'ai pas besoin de dire ce que j'éprouvais...

velis dans la redoute. Les cuirassiers y sont entrés par la gorge, au moment même où les soldats d'Eugène en escaladaient les parapets » (Fain, *Manuscrit de* 1813, II, 35).

(1) M. de Ségur raconte ainsi ces événements : « On courut annoncer à l'Empereur cette victoire et cette perte. Le Grand écuyer, frère du malheureux général, écoutait. Il fut d'abord saisi ; mais bientôt il se raidit contre le malheur et, sans les larmes qui se succédaient silencieusement sur sa figure, on l'eût cru impassible. L'Empereur lui dit : « Vous avez entendu ; voulez-vous vous retirer? » Il accompagna ces mots d'une exclamation de douleur. Mais, en ce moment, nous avancions contre l'ennemi. Le Grand écuyer ne répondit rien ; il ne se retira pas ; seulement il se découvrit à demi pour remercier et refuser. » (M. de Ségur, *Histoire de Napoléon et de la Grande Armée*, Paris, Baudouin, 1925, in-8°, I, 401). — Rapp (*Mémoires*, 205) ajoute ce détail : « Un soldat caché dans une embrasure l'étendit raide mort. Il s'endormit du sommeil des braves. » — Castellane (*Journal*, I, 150) confirme le récit de Ségur : « Son frère, le duc de Vicence, a appris cette nouvelle d'une manière cruelle. Il était à côté de l'Empereur ; un aide de camp est arrivé en sanglotant annoncer la mort de son général. L'Empereur s'est retourné et a dit au duc de Vicence : « Vous avez entendu la triste nouvelle ; allez à ma tente. » Le Grand écuyer est resté à cheval. » — François-Georges-Louis Wolbert, né le 10 mai 1774 à Chatenois (Bas-Rhin), adjudant dans les charrois de l'armée du Rhin du 1er juin 1793 au 16 octobre 1794, émigré et condamné à la peine de mort par contumace, admis comme sous-officier au régiment de Vioménil le 12 décembre 1794, chasseur-noble (12e compagnie) le 1er mars 1796, est l'objet, le 8 septembre 1800, d'un jugement qui purge sa contumace, entré au 19e de dragons le 18 brumaire an X, brigadier le 22 pluviôse an X, maréchal des logis le 5 germinal an X, maréchal des logis chef le 18 fructidor an X, sous-lieutenant le 3 mars 1807, lieutenant en décembre 1811,

« — Il est mort comme un brave, dit l'Empereur, en décidant la bataille. La France perd un de ses meilleurs officiers. »

Sa Majesté se porta immédiatement au grand galop en avant de la cavalerie pour joindre le roi de Naples et y faire exécuter les dispositions qu'elle jugeait nécessaires pour assurer et poursuivre ce succès. Le maréchal Ney et le vice-roi avaient appuyé le mouvement décisif du général de Caulaincourt. L'attaque de l'ennemi pour reprendre la grande redoute fut vaine et les Russes durent se retirer sur tous les points.

Il leur restait encore une redoute et un petit ouvrage qui couvrait la route de Moscou, et ils paraissaient vouloir y tenir. Un bois clair couvrait leur marche et nous dérobait leurs mouvements dans cette partie. L'Empereur se flattait que les Russes allaient presser leur retraite et il comptait lancer sa cavalerie sur eux pour tâcher de les rompre. La jeune Garde et les Polonais marchaient déjà pour s'approcher des ouvrages qui restaient aux Russes. L'Empereur, pour mieux distinguer leurs mouvements, se porta jusqu'aux tirailleurs. Les balles sifflaient autour de lui, quoiqu'il eût fait rester son escorte en arrière. Me voyant avec lui, l'Empereur m'engagea à me retirer.

« — L'affaire est finie, me dit-il ; allez m'attendre au quartier général. »

Je le remerciai et restai près de lui. C'était bien pour l'Empereur le moment du danger, car la fusillade devint si vive que le roi de Naples et plusieurs généraux accoururent pour presser et supplier l'Empereur de se retirer.

L'Empereur se porta alors au-devant des colonnes qui arrivaient. La vieille Garde les suivait ; les carabiniers, la cavalerie marchaient par échelons. L'Empereur paraissait déterminé à faire enlever ces derniers ouvrages, mais

aide de camp de Caulaincourt en avril 1812, lieutenant en premier aux dragons de la Garde le 23 septembre 1812, en demi-solde le 1er septembre 1814, capitaine de cavalerie le 20 janvier 1815, capitaine commandant la gendarmerie du Rhône le 9 mai 1815, en non-activité le 9 février 1816, capitaine dans la Garde de Paris le 6 septembre 1830 (pour prendre rang du 25 octobre 1815), chef d'escadron le 19 septembre 1832, retraité par décret du 14 août 1835 (*Archives administratives de la Guerre*, classement général).

le prince de Neuchâtel et le roi de Naples lui représentèrent que les troupes qui marchaient étaient sans chef, que presque toutes les divisions de l'armée et plusieurs régiments étaient aussi privés des leurs, tués ou blessés ; que les régiments de cavalerie et d'infanterie, comme il le voyait, étaient extrêmement réduits ; qu'il était tard ; que l'ennemi se retirait à la vérité, mais avec un tel ensemble, montrant de telles dispositions et disputant le terrain avec une telle ténacité, quoique notre canon écrasât ses masses, que l'on ne pouvait espérer de réussir qu'en employant la vieille Garde à cette attaque, et que, dans l'état des choses, un succès à ce prix serait un échec et un insuccès un revers tel qu'il balancerait le succès de la bataille ; enfin qu'il ne fallait pas compromettre le seul corps qui fût encore intact et qu'il fallait conserver pour d'autres circonstances (1). L'Empereur hésitait ; il se reporta de nouveau en avant pour observer lui-même les mouvements de l'ennemi.

Pendant ce temps le roi de Naples et le prince de Neuchâtel furent, dans des directions différentes, jusque sous ces redoutes et rejoignirent l'Empereur, qui s'était assuré que les Russes étaient en position et que, loin de se retirer, plusieurs corps se massaient et avaient l'attitude de gens qui se disposent à soutenir leur retraite. Tous les rapports qui se succédaient présentaient notre perte comme très considérable. L'Empereur prit donc son parti. Il suspendit l'ordre de l'attaque et se contenta de faire soutenir les corps encore engagés, dans le cas où l'ennemi voudrait tenter quelque chose, ce qui n'était pas probable, sa perte étant aussi immense. La nuit seule mit fin au combat. On était même si fatigué de part et d'autre que le feu cessa sans ordres sur plusieurs points. Les tirailleurs se bornaient à s'observer. A la nuit, l'Empereur établit son quartier

(1) Il serait superflu de faire ressortir l'importance du témoignage de M. de Caulaincourt au sujet de l'intervention et de l'opinion de Berthier et de Murat. L'hésitation de l'Empereur, à ce moment, a frappé tous les témoins mais les historiens l'ont attribuée soit à l'état de santé de Napoléon dont il sera question plus loin, soit à l'impression éprouvée par lui devant cette hécatombe. On voit que Berthier et Murat eux-mêmes jugeaient inutile et dangereuse l'intervention de la Garde, seul corps intact avec lequel l'Empereur aurait pu parachever son succès.

général à l'endroit où il s'était arrêté au commencement de l'affaire, en deçà des redoutes (1).

Jamais bataille ne coûta autant de généraux et d'officiers (2). Le succès fut tellement disputé et le feu si meurtrier que les généraux, comme les chefs et les officiers, durent payer de leur personne pour assurer le succès des attaques. Pendant la bataille et pendant la nuit, on fit tout ce qu'on put pour les blessés, mais la plupart des habitations à la proximité du champ de bataille ayant été incendiées pendant le combat, beaucoup d'ambulances passèrent la nuit en plein air. Les prisonniers étaient peu nombreux. Les Russes montrèrent une grande ténacité ; les ouvrages, le terrain qu'ils étaient obligés de nous céder, étaient évacués avec ordre. Ils ne se débandaient pas ; foudroyés par l'artillerie, sabrés par la cavalerie, poussés à la baïonnette par notre infanterie, leurs masses, peu mobiles, se faisaient tuer bravement et ne cédaient que lentement à l'audace de nos attaques. Jamais terrain n'a été attaqué avec plus de vigueur et d'intelligence et plus opiniâtrement défendu. L'Empereur répéta plusieurs fois qu'il ne pouvait s'expliquer que des redoutes et des positions si audacieusement enlevées, si opiniâtrement défendues, ne nous donnassent qu'un si petit nombre de prisonniers. Il demanda plusieurs fois aux officiers qui venaient faire des rapports où étaient ceux qu'on devait

(1) Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt :*

« Le 7 [septembre], à 3 heures du matin, monté le *Lutzelberg*, été à la redoute, donné les derniers ordres. Les troupes se sont mises en mouvement à 3 heures et demie dans l'ordre indiqué la veille. Le corps du duc d'Elchingen a débouché à 4 heures ainsi que la cavalerie. L'Empereur a suivi tous les mouvements de la Garde et notamment ceux de la droite du prince d'Eckmühl sur l'*Emir* et le *Courtois*. L'Empereur a campé à Gorki, en arrière de la redoute prise, au milieu de la vieille Garde. Rentré à ses tentes à 7 heures du soir. »

(2) Les généraux tués furent : Montbrun, Caulaincourt, Damas, de Lepel, Compère, Huard de Saint-Aubin, Marion, Romeuf, de Breuning, Tharreau, Lanabère, Plauzonne (Noël Charavay, *les Généraux morts pour la patrie*, Paris, *Charavay*, 1908, in-8°, 88). — « Les états que j'ai dressés, d'après ceux remis au major général par les chefs d'état-major des différents corps d'armée... présentaient 49 officiers généraux tués ou blessés. » (Denniée, *Itinéraire*, 80).

avoir faits. Il envoya même sur les lieux pour s'assurer s'il n'y en avait pas d'autres. Ces succès sans prisonniers, sans trophées, le mécontentaient. Il dit plusieurs fois au prince de Neuchâtel, ainsi qu'à moi, pendant l'affaire :

« — Ces Russes se font tuer comme des machines ; on n'en prend pas. Cela n'avance pas nos affaires. Ce sont des citadelles qu'il faut démolir avec du canon. »

A la nuit, on vit distinctement l'ennemi commencer sa retraite ; l'armée eut ordre de suivre son mouvement. Le lendemain (1), au jour, on ne trouva que des cosaques et seulement à deux lieues du champ de bataille. L'ennemi avait enlevé le plus grand nombre de ses blessés et nous n'eûmes que les prisonniers dont j'ai déjà parlé, les douze pièces d'artillerie de la redoute enlevée par mon malheureux frère, et trois ou quatre autres, prises en ligne par nos troupes dans les premières attaques.

Dès le matin, l'Empereur parcourut tout le champ de bataille. Il fit soigneusement ramasser et transporter tous les blessés, Russes comme Français. Jamais terrain ne fut jonché d'autant de morts. Dans le village qui se trouvait au centre de l'attaque (2), les cadavres des Russes étaient les uns sur les autres. Sur le plateau en arrière, la terre était couverte de ceux des régiments de la Garde de Litowski et d'Ismaelowski, qui avaient été écrasés par notre artillerie. L'Empereur reconnut avec soin toutes les parties de ce champ de bataille, les positions de chaque corps, les mouvements qu'ils avaient faits, les difficultés qu'ils avaient eu à surmonter. Il se fit rendre compte sur le terrain et dans le plus grand détail de tout ce qui s'était passé, donna des éloges, des encouragements et fut reçu par les troupes avec l'enthousiasme accoutumé.

Je dois rapporter un fait qui prouve ce que cette sanglante bataille coûta à l'armée française. L'Empereur, arrivant à la seconde redoute qu'on venait de prendre, vit 60 à 80 hommes d'infanterie avec 4 ou 5 officiers qui étaient restés en bataille, devant cette redoute, d'après l'ordre qu'ils en avaient reçu de leurs chefs. L'Empereur, étonné de voir cette troupe arrêtée quand toutes les autres avaient

(1) 8 septembre.
(2) Borodino.

dépassé ce point, fut à l'officier qui la commandait et lui demanda pourquoi il était là?

« — On m'a donné l'ordre d'y rester, » répondit-il.

« — Rejoignez votre régiment », lui dit l'Empereur.

« — Il est là », répondit l'officier, en montrant les approches et les fossés de la redoute (1).

L'Empereur, ne comprenant pas ce qu'il voulait lui dire, lui répéta :

« — Je vous demande où est votre régiment. Il faut le rejoindre. »

« — Il est là », répondit l'officier en montrant les mêmes places et ayant l'air d'assez mauvaise humeur de ce que Sa Majesté ne le comprenait pas.

Un jeune officier, qui était près de cette vieille moustache, s'avança en même temps et expliqua à l'Empereur que ce régiment, qui n'avait pu enlever la redoute qu'à la seconde attaque, s'y était porté avec une telle vigueur et avait été reçu par une mitraille et une fusillade si bien nourries, que ce détachement était le reste de deux bataillons, le surplus ayant été mis hors de combat comme il pouvait le voir. En effet, ces braves gens, à commencer par le colonel, étaient tous étendus autour de cette redoute, dessus le parapet et dedans où ils avaient pénétré dès la première attaque sans pouvoir s'y maintenir.

L'Empereur reconnut en détail tous les ouvrages qu'avaient faits les Russes. Je ne puis dire tout ce que j'éprouvai en passant sur cette terre arrosée du sang de mon malheureux frère (2). Si les éloges, la justice rendue

(1) Cette anecdote a été rapportée avec quelques variantes par Ségur (*Histoire de Napoléon* I, 352), qui la place au 6 septembre, lendemain de la prise de la redoute de Schwardino par la division Compans et l'attribue au colonel du 61e régiment d'infanterie de ligne. Elle avait déjà été narrée par Labaume (*Relation*, 131), qui la situait à la même date. Mais sa véracité a été contestée par Gourgaud, *Napoléon et la Grande Armée*, 205), s'appuyant sur ce fait que la redoute de Schwardino n'avait pas été prise d'assaut mais abandonnée par les Russes débordés. En la plaçant au 7 septembre, M. de Caulaincourt rend ce récit plus vraisemblable.

(2) « Nous entrâmes à sa suite [de l'Empereur] dans cette grande redoute, dont la conquête avait été arrosée du sang de tant de généreuses victimes. Deux d'entre nous, livrés à la douleur la plus juste, n'y suivirent pas Napoléon, M. de Caulaincourt et M. de Canouville : il se détournèrent, en versant des larmes, de ce lieu funèbre qui

à un brave par toute une armée avaient pu me consoler, j'aurais dû l'être.

Cette reconnaissance terminée, l'Empereur se porta au galop à l'avant-garde. D'après les rapports qu'on recevait depuis le matin du roi de Naples (1), il ne voyait que des cosaques. On ramassa un très petit nombre de traînards. L'ennemi n'avait pas abandonné une charrette. Le roi comptait passer Mojaisk ; il engagea l'Empereur à y mettre le soir son quartier général, mais, arrivé dans cette ville, l'ennemi tint ferme avec de l'infanterie et beaucoup de cavalerie. On était parti tard. Le jour était à son déclin. Ne pouvant reconnaître la position, on dut s'arrêter. L'Empereur s'établit dans le village avant Mojaisk (2), et l'ennemi évacua la ville pendant la nuit. Nos troupes y entrèrent le lendemain à la pointe du jour (3). L'Empereur s'y rendit vers midi. Il était fort préoccupé. Ses affaires d'Espagne lui revenaient à l'esprit dans le moment où celles de Russie, malgré le gain d'une bataille, n'étaient rien moins que satisfaisantes. L'état des corps qu'il avait vus était plus qu'affligeant. Tous étaient fort réduits. Cette gloire lui coûtait bien cher. Arrêté, la veille au soir, dans son mouvement par un ennemi qui n'avait rien abandonné dans sa retraite, il avait acquis la certitude que cette sanglante bataille n'aurait pas d'autres résultats que de lui faire gagner encore du terrain. La perspective d'entrer à Moscou lui souriait cependant, mais ce succès, si on n'entamait pas l'armée russe, ne finissait rien. Chacun faisait

renfermait les restes glorieux de leurs frères. » (Bausset, *Mémoires*, II, 113).

(1) Dès le matin, Murat s'était mis en marche sur Mojaisk avec deux divisions de cuirassiers, plusieurs divisions de cavalerie légère et une division d'infanterie.

(2) Ce village, dénommé Ukarino d'après notre itinéraire, mais que Denniée appelle Staroknowo, à une lieue de Mojaisk, avait été incendié (Denniée, *loc. cit.*, 83). — Suite de l'*Itinéraire des Archives pe Caulaincourt :*

« Le 8 [septembre], monté le *Tauris* à 10 heures du matin, parcouru plusieurs fois le champ de bataille et les différentes attaques, même celle du vice-roi à la gauche, traversé le village de Borodino, arrivé au village d'Ukarino, 2 verstes en arrière de Mojaisk, à 6 heures et demie du soir. Logé dans la principale maison (13 verstes). »

(3) La division Friant entra dans Mojaisk le 9 septembre à 7 heures du matin.

cette réflexion que l'Empereur était fort soucieux, quoiqu'il répétât souvent :

« — La paix est à Moscou. Quand les grands seigneurs russes nous verront maîtres de leur capitale, ils y regarderont à deux fois. Si je donnais la liberté aux paysans, c'en serait fait de toutes ces grandes fortunes. La bataille ouvrira les yeux à mon frère Alexandre et la prise de Moscou à son Sénat. »

Ce langage tenu haut par l'Empereur semblait être plutôt fait pour former l'opinion et pour distraire des pertes que l'on avait faites qu'être le résultat de sa propre conviction. En effet, dans ses entretiens avec le prince de Neuchâtel, la seule personne avec laquelle il causa depuis la bataille, il paraissait, d'après ce que me dit le prince, fort sérieux et répétait souvent qu'on se tuait beaucoup de monde, sans que cela menât à des résultats. Point de prisonniers, point de trophées, était ce qui fâchait le plus l'Empereur, et il s'en plaignait souvent. Sachant que l'ennemi devait être renforcé par des recrues et par des corps de milice qui n'avaient pas encore pu joindre l'armée, il se flattait que Kutusof présenterait encore une fois le combat avant de livrer la capitale, et qu'il ferait d'autant meilleure contenance qu'il aurait l'épée d'une main et des propositions de paix de l'autre.

Au dire du prince de Neuchâtel, l'Empereur était d'autant plus disposé alors à les accepter ou à négocier qu'il aurait dès lors hésité à aller au delà de Mojaisk, s'il n'avait eu cet espoir et le désir de bien constater sa victoire par la date du lieu où l'arrangement se conclurait ; dans d'autres moments, il voulait absolument aller à Moscou, y rester huit jours et se retirer sur Smolensk. Cependant, n'admettant pas que l'ennemi livrerait sa capitale sans un nouveau combat, ne mettant donc pas en doute qu'il chercherait à la sauver par des démonstrations de défense et une négociation, l'Empereur n'avait abordé qu'une fois l'hypothèse où il y entrerait de force, tant il était persuadé que sa marche actuelle amènerait, sinon des préliminaires de paix, au moins une espèce d'armistice qui y conduirait promptement.

« — On a croisé l'épée ; l'honneur est satisfait aux yeux de tout le monde, et les Russes se sont fait assez de mal

pour que je n'aie pas d'autre satisfaction à leur demander. Ils ne seront pas plus tentés que je leur fasse une seconde visite que je ne le serai de revenir à Borodino, » disait-il.

J'avoue que j'eus de la peine à me persuader que l'Empereur, même dans son intérêt réel, eût pu penser alors à s'arrêter avant Moscou, dont il était si près. Revenant avec le prince sur nos conversations de Witepsk et d'autres endroits et sur celles que nous avions eues avec l'Empereur, il me dit que, si c'était à recommencer, l'Empereur ne serait pas si près de Moscou ; qu'il annonçait réellement des intentions pacifiques et que, si des propositions venaient, elles seraient promptement acceptées ; qu'il voulait se tirer de là, mais avec honneur.

Le prince de Neuchâtel ne s'aveuglait pas sur les conséquences que cette marche pouvait avoir. La mort de mon malheureux frère n'avait pu qu'ajouter à mes tristes pressentiments qu'il partageait ; mais ces dispositions de l'Empereur n'étaient que l'effet des embarras du moment et cessaient avec eux ou par l'effet de quelques petits succès. Les mauvaises affaires d'Espagne, les tristes résultats de la dernière bataille étaient pour tout dans les dispositions modérées que l'Empereur montrait alors. Quant à nous, nous étions bien d'accord qu'il n'y avait d'autre moyen de finir cette guerre que de quitter Moscou quarante-huit heures après y être entré, si l'ennemi nous le livrait, et de revenir à Witepsk.

L'Empereur resta à Mojaisk les 11 et 12 (1). Il était souffrant (2), préoccupé, et ne reçut que les maréchaux qui

(1) L'Empereur, arrivé le 9 à Mojaisk, était logé sur la place, au premier étage d'une maison en construction (Fain, *Manuscrit de* 1812, II, 45). — Suite de l'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt :*

« Le 9, à midi, monté en voiture pour se rendre à Mojaisk : 2 verstes.

« Le 10, envoyé un service léger et une brigade pour suivre les mouvements du prince d'Eckmühl et un relais de voitures et une brigade de selle en relais à 15 verstes. L'Empereur n'a pas monté à cheval.

« Le 11, l'Empereur n'a pas monté à cheval.

« Le 12, l'Empereur est parti à midi en voiture. Arrivé à 6 heures à un château à droite de la route de Moscou : 42 verstes. »

(2) Il avait été pris d'une extinction de voix complète qui ne lui permettait ni de parler ni de dicter. — En outre, Ségur (*His-*

*

passèrent. Il ne vit personne de nous. La ville n'avait pas été incendiée, mais il n'y restait que très peu d'habitants. L'Empereur se flattait que les Russes avaient renoncé à ce système d'incendie et de destruction. Il en tira tout de suite un bon augure pour les événements ultérieurs. Cela le confirmait dans l'idée qu'il y aurait un arrangement. La retraite des Russes s'exécutait toujours avec le même ordre, emportant leurs blessés et ne laissant pas un clou derrière eux. L'Empereur employa ces deux jours à organiser le mieux possible les hôpitaux ; on y fit transporter la plus grande partie des blessés.

On avait peu de moyens, comme je l'ai déjà dit, mais le dévouement des officiers de santé et leur zèle, ainsi que celui des administrations, fit, dans cette circonstance, plus qu'il n'était possible d'espérer (1). Beaucoup de blessés restèrent cependant pendant quelque temps aux environs du champ de bataille dans de mauvaises baraques. Ceux qui survécurent supportèrent de grandes privations, tant le dénuement était grand et on peut facilement en juger si on se rappelle l'état où étaient déjà nos ambulances à Witepsk.

Toujours marchant, notre situation n'avait pu s'améliorer, quelques mesures qu'on eût prises. L'Empereur avait bien donné des ordres au ministre de l'Administration de la Guerre pour envoyer des chirurgiens et des approvisionnements, car il s'était enfin décidé à autoriser les dépenses que ce ministre lui avait proposées dans le temps et dont il croyait que les ressources du pays le dispenseraient comme dans ses autres campagnes (2). Cela avait

toire et Mémoires, VI, 14) dit que Napoléon était atteint, depuis le 4, d'une crise de dysurie qui ne put être enrayée qu'après l'arrivée à Moscou. Il apporte à l'appui de son affirmation des certificats d'Yvan, chirurgien de l'Empereur, et de Mestibier, son médecin. Gourgaud (*Napoléon et la Grande Armée*, 250) nie cette indisposition et écrit que « Napoléon était dans son état habituel de santé, travaillant avec son ardeur ordinaire et fatiguant plusieurs chevaux ». On remarquera en effet, que le jour de la bataille de la Moskowa, l'Empereur, d'après l'*Itinéraire* si souvent cité, monta trois chevaux, le *Lutzelberg*, l'*Emir* et le *Courtois*.

(1) Cf. *Chirurgie militaire* du baron LARREY, IV, 49.

(2) L'Empereur avait encore écrit dans ce sens à Lacuée, de Ghjat, le 3 septembre (*Correspondance*, 19178).

bien fait arriver quelques chirurgiens, mais n'avait point donné le matériel dont on manquait et qui ne pouvait venir aussi vite, la route depuis le Niémen n'offrant aucun moyen de transport. Mojaisk n'était qu'un vaste hôpital. Généraux, officiers, soldats, tous y arrivaient pour chercher des secours qu'il n'était au pouvoir de personne de leur fournir. Des détachements furent envoyés dans les campagnes pour se procurer des subsistances et quelques bestiaux.

L'armée continua son mouvement jusqu'au 11. Le maréchal Ney, qui avait l'avant-garde, était à cinq lieues de Mojaisk sur la route de Moscou, le Roi un peu plus loin. Cette retraite ne produisait que peu de prisonniers. L'Empereur avait arrêté sa marche pour donner du repos et achever de rallier, si on devait avoir une seconde affaire. Le 13, tout s'étant remis en mouvement, l'Empereur fit de nouveau arrêter toutes ses colonnes. Notre cavalerie était si fatiguée qu'elle ne pouvait pousser des reconnaissances au loin et on était, dans ce moment, si peu au courant des mouvements de l'ennemi que, dans le doute où il était sur la direction qu'avait prise Kutusof, dont on n'avait pas de nouvelles, l'Empereur jugea convenable de s'arrêter. Il n'avait aucun rapport du prince Poniatowski, qui formait notre droite, et en fut même un moment inquiet, pensant que les Russes auraient profité de notre repos pour se jeter de ce côté et menacer notre flanc et nos derrières pour empêcher, ou, au moins, pour retarder notre entrée à Moscou, jusqu'à ce qu'ils eussent reçu des réponses de Pétersbourg. Il en inférait toujours que l'ennemi avait le désir de proposer un arrangement en présentant la bataille.

Les officiers se succédaient dans toutes les directions. Le roi de Naples eut ordre de pousser une forte reconnaissance sur la route de Kalouga. Enfin, l'Empereur fut rassuré et l'armée marcha. Il apprit avec une grande joie que l'ennemi, encombré de blessés et de bagages, suivait la route de Moscou, où, suivant quelques rapports, on avait fait des ouvrages (1) pour livrer une seconde bataille à laquelle l'Empereur ne crut cependant plus le soir, en sachant

(1) Kutusof s'était établi aux portes mêmes de Moscou, sa droite à Fili, sur la Moskowa, sa gauche sur les hauteurs de Worobiewo.

son avant-garde si près de cette grande cité, qui ne pouvait que contribuer à débander et désorganiser entièrement l'armée russe. Il ne pouvait cependant s'expliquer ce mouvement de toute l'armée sur Moscou, puisqu'elle ne présentait pas le combat.

Le 12, le quartier général avait été transféré à Zvarewo (1) Le 13, il fut au beau château de Wezianino que le roi de Naples avait occupé la veille avec l'avant-garde (2). L'Empereur, me dit le prince de Neuchâtel, était fort étonné que le roi de Naples n'eût reçu aucune proposition de l'ennemi, et qu'il ne fît aucune disposition de défense, d'autant plus qu'on savait que des milices et des recrues l'avaient rejoint. Il en inférait, et le répéta devant nous, que l'armée russe avait éprouvé des pertes bien plus considérables qu'on ne le pensait à la Moskowa, et qu'elle serait hors d'état de tenir la campagne cette année. A peine l'Empereur avait-il parlé à tous ceux qui l'entouraient depuis la bataille ; il paraissait toujours fort soucieux.

Le 14, à 10 heures du matin, l'Empereur était sur la dernière hauteur appelée des Moineaux, qui domine Moscou, lorsqu'il reçut un petit billet du roi de Naples qui lui annonçait que l'ennemi avait évacué la ville et qu'un officier d'état-major russe lui avait été envoyé en parlementaire pour demander une suspension d'armes, pendant qu'on la traverserait (3). L'Empereur y consentit, mais prescrivit

(1) Schuermans dit Petelina, près de Preobrajenskoïé et de Tatarski, dans un mauvais château.

(2) Près du village de Borowska, entre Nikolskoe et Malo-Wiasma. Ce château appartenait au prince Galitzin et était situé sur le bord d'un lac. « C'est la première maison vraiment belle, avec de grandes dépendances, le seul véritable château vu depuis notre entrée en Russie. Les soldats de l'avant-garde l'ont un peu retourné, suivant leur usage ; ils ont coupé l'étoffe de dessus les meubles » (Castellane, *Journal*, I, 153). — L'*Itinéraire des Archives de Caulaincourt* dit : « Le 13, l'Empereur est parti en voiture à midi. Arrivé à une heure et demie à Malo-Wiasma. »

(3) « Nous comptions sur de la résistance ; au lieu de cela, à 4 kilomètres de Moscou, un parlementaire vint recommander les blessés à la clémence du roi de Naples et demander qu'on ne tire pas sur la ville, remplie de soldats russes ivres. » (Castellane *Journal*, I, 154). — Voir également Denniée, *Itinéraire*, 84). Ce parlementaire avait été envoyé par Miloradovitch, commandant l'arrière-garde de Kutusof.

au Roi de suivre l'ennemi pas à pas, de le pousser le plus loin possible, dès qu'on serait hors des barrières ; il lui recommanda aussi d'éviter d'y entrer et de tourner la ville s'il était possible. Il prescrivit au Roi de lui envoyer le plus tôt possible, à la porte où il se rendait, une députation des autorités. Peu après, il ordonna au général Durosnel, qu'il en nomma gouverneur, d'y pénétrer avec ce qu'il pourrait réunir de gendarmes d'élite pour y établir l'ordre et prendre possession des établissements publics. Il lui recommanda particulièrement d'y maintenir l'ordre, de garder le Kremlin et de lui donner des renseignements. Il le chargea spécialement de presser l'envoi de la députation des autorités que le roi de Naples avait dû faire réunir, et qui serait, dit-il, la meilleure garantie à donner aux habitants pour leur tranquillité.

Ne concevant point que cette députation n'arrivât pas et qu'on ne lui donnât aucune nouvelle, chose naturelle à cause de la distance à parcourir, l'Empereur revint à midi à la barrière de l'enceinte, où il mit pied à terre. Son impatience augmentait. A chaque instant, il envoyait de nouveaux officiers et demandait toujours une députation ou quelques notables. Enfin, les rapports du Roi et du général Durosnel arrivèrent et se succédèrent. Loin d'avoir trouvé une autorité quelconque, ils n'avaient pu découvrir un habitant notable. Tout avait fui. Moscou était un désert où l'on ne rencontrait que quelques malheureux de la dernière classe du peuple.

Au cours des paragraphes de la préface consacrés à l'affaire du duc d'Enghien, nous n'avons pas fait état d'un rapport, adressé à d'Antraigues par le mystérieux *ami* qui le renseignait et publié par Léonce Pingaud, *Un agent secret sous la Révolution et l'Empire*, Paris, Plon, 1893, in-8°, 274. Ce rapport montre Caulaincourt se chargeant « non seulement avec joie » mais avec *infatuation* du rôle qui lui était dévolu. En effet, malgré l'autorité s'attachant au nom de l'*ami* (si ce nom est bien celui prononcé par quelques écrivains russes), ce document contient des erreurs matérielles qui diminuent beaucoup sa portée. M. le comte Boulay de la Meurthe, dans son admirable travail (II, 235, note 1), a déjà relevé que le récit qu'il fait des événements « a été dramatisé au moyen de détails erronés ou suspects ».

FIN DU PREMIER VOLUME

TABLE DES MATIÈRES
DU PREMIER VOLUME

PRÉFACE 1

I. — La famille 1
II. — Les débuts de la carrière militaire 16
III. — L'ambassade d'Aubert-Dubayet 24
IV. — Du retour en France à la première mission à Saint-Pétersbourg 32
V. — La première mission à Saint-Pétersbourg 42
VI. — Aide de camp du premier consul. — La formation de la 112e demi-brigade 50
VII. — L'affaire du duc d'Enghien 53
VIII. — Le Grand écuyer 81
IX. — L'ambassade de Saint-Pétersbourg. — Avant Erfurt. 94
X. — Erfurt. — Les relations de M. de Caulaincourt et de Talleyrand 106
XI. — L'ambassade de Saint-Pétersbourg. — D'Erfurt au rappel de M. de Caulaincourt 115
XII. — De juin 1811 à juin 1813. — L'armistice de Pleiswitz. 128
XIII. — Le Congrès de Prague 150
XIV. — Le ministère des Relations extérieures 158
XV. — Le Congrès de Châtillon 169
XVI. — La première Restauration 180
XVII. — Les Cent-Jours 186
XVIII. — La Commission de gouvernement 195
XIX. — Les dernières années 203
XX. — Les Mémoires 217
XXI. — Conclusion 229

PREMIÈRE PARTIE
L'AMBASSADE DE SAINT-PÉTERSBOURG ET LA CAMPAGNE DE RUSSIE

CHAPITRE PREMIER
L'AMBASSADE DE RUSSIE

Préliminaires. — L'Empereur veut envoyer Caulaincourt comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg. — Résistances de Caulain-

court. — Instances de Napoléon. — Caulaincourt est nommé ambassadeur. — Erfurt. — Conversation de Napoléon avec Caulaincourt : les affaires d'Allemagne et d'Espagne ; la Pologne ; l'Autriche. — Le congrès d'Erfurt. — Son but. — Les relations entre les deux Empereurs. — Les résultats. — Insinuations pour un mariage russe. — Caulaincourt rentre à Saint-Pétersbourg. — Il demande et obtient son rappel. — Retour en France. — Conversation avec l'Empereur : la Russie, Alexandre, les menaces de guerre, la Pologne, l'affaire d'Oldenburg. — L'Empereur fait grise mine à Caulaincourt..... 237

CHAPITRE II

EN ATTENDANT LA CAMPAGNE DE RUSSIE

Voyage de l'Empereur en Hollande et en Belgique. — L'hiver de 1811-1812 à Paris. — Conversations avec l'Empereur : la guerre avec la Russie. — Mécontentement de Caulaincourt. — L'attitude de Napoléon. — Conversations avec l'Empereur : l'Angleterre et la paix ; encore les affaires de Russie. — M. de Talleyrand et l'ambassade de Vienne. — Départ pour Mayence. — Conversations avec Napoléon : Bassano, les Turcs. — Arrivée à Dresde. — M. de Narbonne..... 303

CHAPITRE III

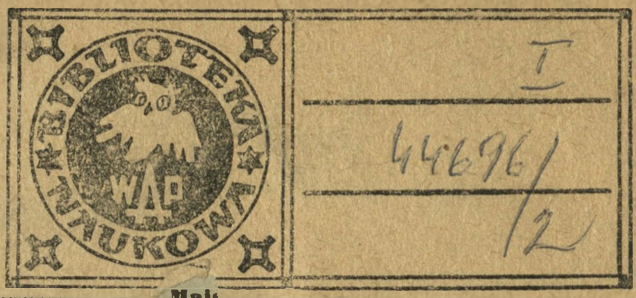
VERS MOSCOU

Départ de Dresde. — Dantzig. — Le roi de Naples. — Le passage du Niémen. — Conversations avec l'Empereur : ses idées sur la nouvelle campagne. — Kowno. — Wilna. — M. de Balachof. — Scène violente avec l'Empereur. — Witepsk. — L'humeur de l'Empereur. — Smolensk. — Valoutina. — La Moskowa. — Arrivée devant Moscou..... 337

TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME..... 443

Dépôt légal : 1933.
Mise en vente : 1933.
Numéro de publication : 6522.
Numéro d'impression : 3467.
Nouveau tirage 1946.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1946. 57818.



DUC D'AUDIFFRET-PASQUIER. — **Mal... Nationale.** Souvenirs du duc d'Audiffret-Pasquier (1871-1873), publiés par son petit-fils. In-8° écu, avec un portrait en frontispice.

JEAN BOURGUIGNON. — **Le Retour des Cendres. 18[illegible],** In-16.

PRINCE JACQUES DE BROGLIE. — **Madame de Staël et sa cour au château de Chaumont en 1810.** In-16 avec 8 gravures hors texte.

Mémoires du général de Caulaincourt, *duc de Vicence, grand écuyer de l'Empereur.* Trois volumes in-8° carré sur alfa.

GUGLIELMO FERRERO. — **Aventure.** *Bonaparte en Italie, 1796-1797.* In-16 avec une carte.

LOUIS GARROS. — **Le général Malet, conspirateur.** In-16.

T. T. HÖJER, — **Bernadotte, maréchal de France.** Traduit du suédois par Lucien Maury. In-8° carré avec 4 gravures hors texte et 7 cartes.

MAURICE DE LA FUYE. — **Rostoptchine.** Européen ou Slave. *Prix Fémina-Hélène Vacaresco 1937.* In-8° écu.

PIERRE DE LA GORCE, de l'Académie française. — **Au temps du Second Empire.** In-8° écu avec un frontispice.

CHARLES LEDRÉ. — **Le Cardinal Cambacérès,** *archevêque de Rouen (1802-1818). La réorganisation d'un diocèse français au lendemain de la Révolution.* In-8° (14×22,5) avec un frontispice et une carte.

LOUIS MADELIN, de l'Académie française. — **La Contre-Révolution sous la Révolution** (1789-1815). In-8° carré sur alfa.

Napoléon à bord du « Northumberland ». Documents réunis et traduits par Henry Borjane. In-16 avec 8 gravures hors texte.

PIERRE ORDIONI. — **Pozzo di Borgo, diplomate de l'Europe française.** In-16.

CHANCELIER PASQUIER. — **La Révolution de 1848.** In-8°.

PIERRE RAIN. — **La Diplomatie française d'Henri IV à Vergennes.** In-8° écu (14,5×22,5) avec une carte en dépliant.

MAURICE DE TASCHER. — **Journal de campagne d'un cousin de l'Impératrice** (1806-1813). In-16.

S. A. R. LA DUCHESSE DE VENDÔME. — **Journal de Marie-Amélie de Bourbon, duchesse d'Orléans.** Tome I. *Jeunesse.* In-16 avec une gravure hors texte. Tome II. *(1814-1822).* In-16 avec une gravure hors texte. Tome III. *(1822-1830).* In-16 avec une gravure hors texte.

PARIS (FRANCE). — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1946. 5[illegible]-XXVIII-5.